



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

16e Législature — 2e session

Vol. 2 — Séances du 2 mars au 3 avril 1925

1925

Texte établi par Frédéric Lemieux

Orateur : l'honorable Joseph-Napoléon Francoeur

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

16e Législature – 2e session

Vol. 2 - Séances du 2 mars au 3 avril 1925

1925

Séance du lundi 2 mars 1925

Présidence de É. Thériault

La séance est ouverte à 4 h 15.

Absence de l'Orateur¹

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Francoeur) et du président des comités pléniers et Orateur suppléant (M. Laferté).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que le député de L'Islet (M. Thériault) soit élu Orateur pour la séance. Adopté.

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de la St. Maurice Paper Company, Limited, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant certaines résolutions et conventions (M. Bordeleau)².

Écoles catholiques de Montréal

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 195 modifiant la loi concernant les écoles catholiques de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Écoles protestantes de Montréal

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 194 concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Commission des services publics de Québec

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 10

modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des licences

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 198 modifiant la loi des licences de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Protection contre les incendies

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 43 modifiant les Statuts refondus, 1909, concernant la protection des édifices publics contre les incendies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Colporteurs

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 197 modifiant la loi concernant les colporteurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

L'Enseignement primaire

M. Lortie (Soulanges): 1. À la page 194 des *Comptes publics 1923-1924*, il apparaît que le gouvernement a dépensé \$15,800, en 1923-1924, pour publication d'un journal français et d'un journal anglais sur l'instruction publique, aux conditions et de la manière déterminée par le secrétaire de la province. Quels sont ces journaux?

2. Quels en sont les propriétaires?

3. Qui les imprime?

4. Combien chacun a-t-il reçu des \$15,800?

5. Ces journaux, leurs propriétaires ou leurs imprimeries ont-ils reçu du gouvernement, en 1923-1924, d'autres montants pour annonces, articles, impressions, reliures, abonnements, etc.?

6. Dans l'affirmative, quelles différentes sommes ont-elles été versées par le gouvernement et à qui?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. *L'enseignement primaire*, et *Educational Record*.

2. M. C.-J. Magnan est le propriétaire de *L'Enseignement primaire*, et G.-M. Parmelee, de *Educational Record*.

3. Le premier est imprimé par Le Soleil Itée, et le second par le Chronicle Printing Company.

4. M. Magnan, \$14,000; M. Parmelee, \$1,800.

5. et 6. Non.

Meurtre de Farrell

M. Langlais (Témiscouata): 1. Quelles démarches ont été faites par le procureur général pour trouver l'auteur de la mort d'un jeune homme du nom de Farrell, à Farrelton, survenue à la suite de fracture du crâne causée par un instrument contondant?

2. Quels ont été les résultats de ces démarches?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. et 2. Deux enquêtes complètes ont été faites par les officiers de la Sûreté provinciale, et tout ce qu'il était possible de faire a été fait pour retrouver les coupables. Les circonstances spéciales dans lesquelles le crime a été commis ont rendu impossible jusqu'à présent la découverte de ces derniers. L'affaire n'est cependant pas classée et les recherches continuent.

E. Fougerat

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. À quelle date M. Emmanuel Fougerat a-t-il été nommé directeur de l'École des beaux-arts de Montréal, en vertu de la loi 12 George V, chapitre 55, section 3?

2. Quand le contrat passé avec M. Fougerat, en vertu de la même loi, expire-t-il?

3. Quel traitement annuel reçoit M. Fougerat?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. et 2. M. Emmanuel Fougerat a été nommé directeur de l'École des beaux-arts de Montréal le 6 avril 1923, conformément à la loi 12 George V, chapitre 55, section 3.

3. \$4,000.

H. Laureys

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. À quelle date M. Henry Laureys a-t-il été nommé directeur de l'École des hautes études commerciales de Montréal, en vertu de la loi 7 Édouard VII, chapitre 23, sections 8 et 15?

2. Qui a signé le contrat d'engagement de ce fonctionnaire de la province?

3. Pour combien d'années est-il engagé, en vertu de la loi 7 Édouard VII, chapitre 23, sections 8 et 15?

4. Quel traitement annuel reçoit-il?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. 2. et 3. M. Henry Laureys a été nommé directeur de l'École des hautes études commerciales de Montréal le 14 avril 1916, conformément à la loi 7 Édouard VII, chapitre 23, sections 8 et 15.

4. \$6,000.

Mort suspecte de L. Denault

M. Langlais (Témiscouata): 1. Est-il à la connaissance du gouvernement qu'au cours de 1923, ou au commencement de 1924, un nommé Denault ait été trouvé mort à Saint-Pierre-de-Wakefield, dans la région de la Gatineau, recouvert de branches et entouré de cailloux?

2. Une enquête a-t-elle été tenue au sujet de cette mort?

3. Dans l'affirmative, quand?

4. Quel verdict a été rendu?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui.

2. Oui.

3. Le 10 décembre 1923.

4. Le verdict déclare que Léo Denault, vieillard de 76 ans, est mort dans le township de North Templeton à peu près quatre semaines avant la date de l'enquête, mais qu'il est impossible de déclarer la cause du décès, et il contient une recommandation qu'une investigation soit faite. Le coroner a, en outre, fait rapport que la mort était due à une cause purement naturelle, et les renseignements qu'a recueillis la Sûreté provinciale confirment le rapport du coroner.

Actions des corporations

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Ouest (l'honorable M. Madden), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 50 concernant la transmission des actions des corporations ayant des bureaux de transfert hors de la province.

Adopté.

Sanatorium du Lac-Édouard

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Compton (l'honorable M. Nicol), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 48 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et l'Aide au sanatorium du Lac-Édouard, relativement à l'administration du sanatorium du Lac-Édouard.

Adopté.

Protection contre les incendies

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 43 modifiant les Statuts refondus, 1909, concernant la protection des édifices publics contre les incendies.

Adopté.

Taxe sur les transferts de valeurs mobilières

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Ouest (l'honorable M. Madden), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 201 modifiant les Statuts refondus, 1909, concernant la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

Adopté.

Gazoline

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Ouest (l'honorable M. Madden), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 199 modifiant la loi concernant la gazoline.

Adopté.

Commission des services publics de Québec

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 10 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec.

Adopté.

Officiers et employés publics

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 190 concernant les officiers et employés du gouvernement de la province.

Adopté.

Cours d'eau municipaux

M. Savoie (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 165 modifiant le Code municipal relativement aux cours d'eau municipaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

Code municipal, article 110

M. Desmarais (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 modifiant l'article 110 du Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

Loi électorale

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 modifiant la loi électorale de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Produits laitiers

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 8 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers.

En comité³:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)⁴: Jusqu'ici, le gouvernement peut difficilement atteindre les compagnies qui fabriquent des produits laitiers et qui ne se conforment pas aux règlements provinciaux qui régissent ces fabriques. La loi pourvoit à ce que des amendes et même des condamnations soient imposées contre les propriétaires récalcitrants, mais, dans les cas où les propriétaires sont des compagnies, le bill actuellement devant la Chambre pourvoit à ce que ce soit le secrétaire ou le gérant d'une fabrique de ce genre qui subisse la condamnation, au cas d'une infraction dûment prouvée.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que le ministre ne se donne pas de nouveaux pouvoirs pour poursuivre non seulement les sociétés, mais les particuliers?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Pas du tout. Nous nous contentons d'appliquer aux officiers des sociétés la loi générale qui s'applique aux particuliers. Il s'agit d'avoir la même mesure de justice pour tout le monde et de ne pas permettre que l'un soit puni et que l'autre jouisse d'une complète impunité pour une offense commune.

M. Dufresne (Joliette): D'après votre loi, il vous arrivera de sévir contre des gens non responsables. Pourquoi voulez-vous appliquer la contrainte par corps au président ou au gérant?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Parce qu'ils sont responsables. Si la société refuse de payer une amende, le président et le gérant sont responsables.

M. Dufresne (Joliette): Mais le gérant est à salaire et il ne peut être responsable.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je crois que c'est le seul moyen raisonnable

d'atteindre les compagnies. Si vous avez autre chose de plus pratique à suggérer, faites-le et j'accepterai.

Je suis prêt à dire dans la loi que nous pourrions poursuivre les directeurs d'une société, mais que l'honorable député de Joliette propose l'amendement. Je crois cependant que ce serait aller un peu loin.

L'article 1 est adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose d'amender l'article 2031*d*, modifié par l'article 2, en ajoutant, dans la première ligne, le mot "compagnie" après le mot "société".

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

L'article 3 est adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose d'amender l'article 2031*pe*, modifié par l'article 4, en remplaçant les mots "une société ou une compagnie à fonds social" par "une société, une compagnie ou une corporation" et les mots "sur les biens meubles ou sur les biens de la société ou compagnie" par les mots "sur les biens meubles ou sur les biens meubles et immeubles de la société, compagnie ou corporation".

L'article 4, ainsi amendé, est adopté.

L'article 5 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois, et adoptés sur division.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des compagnies

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 11 modifiant la loi des compagnies de Québec, 1920.

Adopté.

En comité⁵:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je dois dire à l'honorable chef de l'opposition qu'il ne s'agit que d'amendements techniques. Le comité des bills publics les a adoptés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Sans amendement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Oui.

Les articles 1 à 18 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Paiement du lait et
de la crème**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement au paiement du lait et de la crème dans les fabriques de produits laitiers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁶:

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande des précisions.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le but de la loi est de protéger les fabricants de fromage et de beurre et la campagne, en faisant mieux observer la loi du paiement du lait d'après sa proportion de gras. Il arrive que plusieurs échappent à cette obligation de payer le lait d'après sa teneur en gras. Dans ce cas, la partie n'est plus égale, la compétition est difficile. Dans les villes surtout, de

grands distributeurs de lait sont devenus de gros fabricants de beurre. Il est devenu nécessaire d'appliquer à ceux-ci la loi commune, et nous proposons de leur appliquer la contrainte par corps, lorsqu'elles ne paient pas l'amende.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce qu'on appliquera la loi aux gens qui recueillent le lait chez les cultivateurs?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Cela dépend. Oui, si ces marchands sont fabricants; non, s'ils ne sont qu'intermédiaires pour la vente du produit en nature.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si ces particuliers ou compagnies écrèment le lait?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Alors, ils tiennent un poste d'écémage et la loi s'applique. Je le répète, il s'agit de sauvegarder nos fabriques de campagne. Je crois qu'avant longtemps il faudra que tous les distributeurs soient soumis à cette loi du gras du lait parce que les villes l'adoptent. Les cultivateurs ne peuvent donc pas tant compter sur la production en volume de leurs troupeaux que sur la qualité de leur produit.

Il est proposé d'amender l'article 2031*af*, modifié par l'article 1, en remplaçant les mots "une société ou une compagnie à fonds social" par les mots "une société, une compagnie ou une corporation" et en substituant les mots "sur les biens meubles ou sur les biens meubles et immeubles de la société, compagnie ou corporation" aux mots "sur les biens meubles ou sur les biens de la société ou compagnie".

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois, et adoptés sur division.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Collège
de Valleyfield**

6. Voir note 3.

M. Plante (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour que le bill 139 modifiant la charte de la corporation du collège de Valleyfield soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La séance est levée à 5 h 50.

NOTES

1. *L'Événement* du 3 mars 1925, à la page 1, rapporte qu'il n'y a que 16 députés présents au début de la séance en raison d'une tempête de neige. Même l'Orateur de la Chambre est absent: "L'honorable M. J.-N. Francoeur était allé passer le dimanche dans son comté, à Sainte-Emmélie de Lotbinière, et le train qui devait le ramener hier après-midi n'était pas encore entré en gare à 6 heures hier soir. On le rapportait embourbé dans la neige."

2. Dans les *Journaux de l'Assemblée législative*, il est écrit: "une pétition de la St. Maurice Lumber Company", ce qui est inexact. M. Bordeleau (Champlain) a présenté la pétition et parrainé le bill 141 concernant la St. Maurice *Paper* Company, tandis que M. Mercier (Trois-Rivières) est le parrain du bill 140 concernant la St. Maurice *Lumber* Company.

3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Bordeleau (Champlain).

4. Au sujet de cette loi, *L'Événement* du 2 mars 1925, à la page 1, précise que "l'honorable M. Patenaude avait demandé l'ajournement de cette affaire vendredi matin, vu qu'il s'agit de questions agricoles et que M. Sauvé, qui était absent, est l'expert de l'opposition pour tout ce qui concerne l'agriculture. Le chef de l'opposition étant revenu à son siège, guéri de la grippe apparemment, l'honorable M. Caron lui expliqua ses projets de loi."

5. Voir note 3.

Séance du mardi 3 mars 1925

Présidence de l'honorable J.-N. FrancoeurLa séance est ouverte entre 3 h 15 et 4 h 20¹.**Prière.****M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!**Rapports de comités:****M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de la St. Maurice Lumber Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Votre comité est aussi d'opinion que la pétition de St. Maurice Paper Company Limited, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant certaines résolutions et conventions, est régulière et suffisante; que le bill qui a été déposé par la pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et aux avis qui en ont été donnés; que cette pétition n'a pas été régulièrement et suffisamment annoncée, et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Le rapport est adopté.

Montréal-Est

M. Richard (Verchères) propose, appuyé par le représentant de Matane (M. Bergeron), que toutes les dispositions du Règlement qui ont trait à l'accès, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions introductives de bills privés soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter le bill 142 ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est, en date du 20 février 1925.

Adopté.

M. Richard (Verchères) présente, en conséquence, le bill 142 ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est, en date du 20 février 1925.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

St. Maurice Lumber Company

M. Mercier (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Bordeleau) que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 140 modifiant la charte de la St. Maurice Lumber Company.

Adopté.

M. Mercier (Trois-Rivières) présente, en conséquence, le bill 140 modifiant la charte de la St. Maurice Lumber Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**St. Maurice Paper Company Ltd.
et Cap-de-la-Madeleine**

M. Bordeleau (Champlain) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 141 ratifiant certaines résolutions du conseil et des commissaires d'écoles de la cité du Cap-de-la-Madeleine et conventions entre les mêmes et la St. Maurice Paper Company Limited.

Adopté.

M. Bordeleau (Champlain) présente, en conséquence, le bill 141 ratifiant certaines résolutions du conseil et des commissaires d'écoles de la cité du Cap-de-la-Madeleine et conventions entre les mêmes et la St. Maurice Paper Company Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:**Municipalité de
Sainte-Thérèse-de-Blainville**

M. Renaud (Laval): 1. Le gouvernement a-t-il, en 1924 et 1925, réclamé une certaine somme à la municipalité de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville: pour *a.* confection; *b.* réfection; *c.* entretien des chemins?

2. Dans l'affirmative, quelle somme?

3. La municipalité a-t-elle payé la somme réclamée?

4. Dans la négative, pourquoi?
5. Le gouvernement a-t-il l'intention de poursuivre cette municipalité?
6. Serait-il vrai que le maire de la municipalité de la paroisse de Sainte-Thérèse aurait reçu d'un membre du cabinet l'assurance que le gouvernement ne ferait pas payer la somme réclamée par le trésorier de la province ou le ministre de la Voirie?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui.

2. a. \$416.70; b. \$30,024.56; c. \$1,837.55.

3. Non.

4. Le gouvernement l'ignore.

5. La municipalité est actuellement poursuivie.

6. Non.

Institut des Sœurs de la Congrégation

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): 1. Le gouvernement s'est-il engagé à donner pour la fondation d'un institut pédagogique \$375,000, soit \$25,000 par année pendant 15 ans?

2. Une somme de \$25,000 a-t-elle déjà été versée?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Oui, (14 George V, chapitre 40).

2. Premier paiement fait le 25 août 1924. Cet institut des Dames (sic) de la Congrégation est destiné à donner la formation pédagogique supérieure aux institutrices religieuses et laïques.

Herald Publishing Co.

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): 1. Combien la "Herald Publishing Co." a-t-elle publié d'articles pour les \$5,000 qu'elle a reçus à même le crédit "Divers en général", pendant le dernier exercice?

2. Où ces articles ont-ils été publiés?

3. À quelles dates ont-ils été publiés?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Trente-six, comprenant un numéro spécial, *Harbour Issue*.

2. Dans le *Montreal Herald*.

3. Entre le 7 juillet 1923 et le 23 février 1924.

William Currie Limited

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 73 ratifiant l'acquisition et l'aliénation de propriétés par William Currie Limited. Lesdits amendements sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Quebec Great Northern Railway Company

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 118 constituant en corporation Quebec Great Northern Railway Company.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Saisies

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 163 modifiant l'article 598 du Code de procédure civile relativement aux choses qui ne peuvent être saisies.

Adopté.

En comité²:

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Lorsque j'ai proposé, il y a quelques jours, que nous amendions la loi de façon à empêcher les créanciers de pouvoir saisir les meubles d'un débiteur pour une somme de \$50, on battit cette proposition sur cette prétention qu'on allait ainsi favoriser les personnes malhonnêtes qui se prévaudraient de la loi pour multiplier leurs petites dettes et échapper à toute sanction. Le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) a déclaré que le moyen de protéger le pauvre débiteur serait d'augmenter le montant d'exemption des effets saisissables. J'ai accepté la suggestion de l'honorable ministre et c'est pourquoi le présent projet de loi est devant vous. Je crois rencontrer de la sorte les idées du ministre. J'espère que la Chambre fera bon accueil à ce nouveau projet.

M. Côté (Bonaventure): Je ne puis approuver cette mesure. Si je me rappelle bien, le ministre des Travaux publics et du Travail a simplement dit que l'on aurait un meilleur terrain de discussion en élevant la valeur des meubles non saisissables. Il n'a pas approuvé ce principe. Personnellement, j'y suis opposé. La législation présente donne à l'ouvrier une protection suffisante. Par suite des conditions de guerre, on a

déjà élevé cette valeur de \$50 à \$200. Maintenant, le prix des meubles a baissé. Le rajustement se fait.

Il n'est donc pas temps d'augmenter l'exemption, bien au contraire. C'est injuste pour les créanciers et pour les honnêtes débiteurs. C'est plutôt l'inverse qu'il faudrait faire et revenir à l'ancien taux de \$50. On va tuer le crédit pour l'ouvrier et le cultivateur. Le marchand leur refusera la vente, sinon au comptant. Je considère que nous allons nuire au crédit des ouvriers et des cultivateurs et je voterai contre la mesure.

Des voix: Adopté! Adopté!

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Il me semble qu'on aurait dû rester dans des limites plus modestes. Pourquoi l'honorable député de Montréal-Saint-Louis ne se contente-t-il pas d'élever l'exemption à \$300 au lieu de \$400?

M. Mercier (Trois-Rivières): Je m'étonne que mon collègue trouve le bill bon, en autant que le montant se chiffre à \$300, et le trouve mauvais si le montant est fixé à \$400. Je représente une division ouvrière. Il y a 50 ans, on exemptait le mobilier de la saisie jusqu'à concurrence de \$50. Aujourd'hui, on élève cette somme à \$400. Or, \$50, il y a 50 ans, valaient \$400 aujourd'hui pour le moins. Je crois que les meubles essentiels d'une maison coûtent plus de \$400 et que nous devrions par conséquent porter l'exemption à \$500.

J'espère que tous les représentants des circonscriptions ouvrières appuieront cette mesure, car il y va de l'intérêt des ouvriers. Ce sont les députés des villes qui appuient cette mesure: ils connaissent les besoins des ouvriers et désirent les protéger.

Quand les députés ruraux sont venus nous demander des faveurs pour les cultivateurs et les colons, nous y avons consenti volontiers. Qu'on se montre donc également généreux pour les ouvriers des villes!

(Applaudissements)

M. Duranleau (Montréal-Laurier): La loi actuelle couvre beaucoup de mobilier, alors que le bill du député de Montréal-Saint-Louis couvre seulement quelques articles.

Il y a une foule d'articles exemptés dans un ménage d'ouvriers. Parmi ces articles, on compte un lit, les articles ménagers, la cuisinière, les effets personnels, deux tables, un miroir, un sofa et 12 chaises. On laisse à un chef de famille 12 chaises... La protection me semble suffisante. J'aurais préféré qu'on insérât dans ces articles un

plus grand nombre de ces effets. Par exemple, 15 chaises au lieu de 12, quatre lits, et ainsi de suite.

Une voix: Cinquante chaises!

(Rires)

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Augmentons le nombre d'articles de ménage exemptés, mais ne portons pas à \$400 le montant d'exemption.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): J'approuve cette mesure pour les raisons données par les députés de Trois-Rivières et de Montréal-Saint-Louis. Les meubles coûtent encore cher. Les conditions d'après-guerre ne rajustent pas vite les prix. La somme de \$400 ne me semble pas exagérée du tout. Le mobilier nécessaire d'un père de famille vaut au moins \$400, et il est juste que nous l'exemptions de tout droit de saisie. Cette augmentation de l'exemption protégera non seulement l'ouvrier, mais la population en général. C'est une excellente mesure que l'honorable député de Montréal-Saint-Louis a proposée...

L'honorable M. Nicol (Compton): (En riant) C'est une mesure libérale.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): C'est une mesure très libérale, et je l'approuverai.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demandes de documents:

Feux de forêt à Natashquan

M. Bastien (Québec) propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Crépeau), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance entre le ministère des Terres et Forêts et toute personne concernant le traitement des hommes qui ont été employés pour éteindre les feux de forêt dans la région de Natashquan.

Adopté.

**Cause
Kervin vs Glyde**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), qu'il soit déposé sur le bureau cette Chambre une copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne au sujet de la Cour de magistrat du district d'Abitibi et des juges de paix de Senneterre dans la cause Kervin vs Laurence Glyde.

Adopté.

Colporteurs

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 197 modifiant la loi concernant les colporteurs soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Explications!

L'honorable M. Nicol (Compton): Le but du projet est d'exempter la gazoline de la taxe des colporteurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est une diminution de taxes.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Qu'est-ce que ça veut dire cette augmentation d'exemption pour les colporteurs de \$200 à \$400³?

(Rires)

Je vous demande pardon M. l'Orateur, mais je veux parler du bill qui intéresse les colporteurs.

Des voix: Trop tard!

(Rires)

Des voix: À l'ordre! À l'ordre!

M. l'Orateur: Il est adopté en troisième lecture.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): J'ai reçu des requêtes en opposition, dit-il, et je demande des détails sur la mesure.

M. l'Orateur: Il est trop tard, attendu que le bill a été adopté en troisième lecture.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi
de la chasse**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 200 modifiant la loi de la chasse de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Nous proposons trois changements à la loi de chasse. La chasse au chevreuil est permise du 1^{er} septembre au 1^{er} décembre. Une des difficultés que nous combattons, c'est la chasse au moyen de lumières. Les violateurs de la loi sont difficiles à atteindre. Nous proposons l'amendement suivant: "Il est défendu de chasser, tuer ou prendre le chevreuil en tout temps de l'année, deux heures après le coucher du soleil et une heure avant son lever, sous peine d'une amende de pas moins de cent dollars et de pas plus de deux cents dollars par tête." Ce n'est peut-être pas l'idéal encore, mais si nos gardes-chasse rencontrent un chasseur deux heures après le coucher du soleil avec une lumière, il y aura un commencement de preuve.

Un autre amendement permet au lieutenant-gouverneur en conseil de déterminer les endroits où la chasse aux rats musqués avec chiens sera défendue. En certains endroits, les chiens détruisent les trous des rats musqués et causent beaucoup de torts à la famille.

Le troisième amendement a pour but de prolonger jusqu'en 1930 la loi qui défend la vente de la perdrix. La loi défendant cette vente expire en octobre prochain.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁴:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il se fait un massacre de chevreuils et d'orignaux dans certains comtés, et la chasse avec des lumières se fait sur une grande échelle. Il faut rendre la loi plus sévère. Jusqu'ici, nous éprouvons de grandes difficultés à empêcher la chasse au moyen de lumières et de projecteurs. Il se fait une tuerie abominable; et d'une seule station d'un comté non loin de Québec, il a été expédié, en une saison, 1,200 chevreuils. Il restera toujours assez difficile de faire la preuve dans ces cas, mais on espère qu'en insérant cette clause dans la loi, "il sera défendu de chasser, tuer ou prendre du chevreuil en tout temps de l'année, deux heures après le coucher du soleil et une heure avant son lever, sous peine d'une amende de pas moins de cent dollars et de pas plus de deux cents dollars par tête", il nous sera plus facile de sévir.

On arrivera à faire sortir les chasseurs de la forêt avant l'obscurité et à établir une plus forte présomption contre ceux qui seront pris dans le bois après ces heures. Les membres des clubs de chasse observent ordinairement la loi. Nous allons essayer ces nouveaux moyens de protéger notre gibier. Je sais que ce bill même n'empêchera pas tous les abus, mais si on a d'autres moyens à nous suggérer, nous serons enchantés de les accepter.

M. Dufresne (Joliette): Ne pourrait-on pas permettre aux bûcherons de faire la chasse dans les camps?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Cela serait désastreux. Déjà, dans certains camps, il y a eu des boucheries abominables, des contracteurs employant des gens spécialement pour tuer le chevreuil et l'original, afin d'en nourrir les bûcherons. Pour ce qui est du rat musqué, les chiens exercent de grands ravages en détruisant les caches et les lits de ces animaux, ce qui entraîne la ruine des familles. Quant à la perdrix, les conditions exigent que le commerce en reste prohibé pour cinq années encore.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) pose une question au ministre.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) répond.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Corporations scolaires

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 18 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'inspection des comptes des corporations scolaires.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose: 1. Que les inspecteurs-vérificateurs nommés en vertu de l'article 2520*a* des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 14 George V, chapitre 32, section 1, seront tenus, en sus des devoirs qui leur sont imposés et sans autre rémunération, de visiter, sous la direction du ministre des Affaires municipales, à la demande du secrétaire de la province, les bureaux des commissions scolaires de la province.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera le montant qui sera payé aux inspecteurs-vérificateurs pour défrayer les frais encourus par eux, lorsqu'ils voyageront à l'occasion de l'exécution des devoirs qui leur sont imposés par la loi qui accompagne les présentes résolutions.

3. Que les dépenses encourues pour la mise à exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payées sur le fonds consolidé du revenu.

La Chambre a voté l'an dernier un projet de loi pour le contrôle des finances et la vérification des livres des corporations municipales. Cette mesure a rendu de grands services aux municipalités, et on propose maintenant d'en étendre les dispositions aux corporations scolaires. Comme pour les municipalités, la vérification se fera à la demande des corporations ou sur les plaintes, et par les mêmes vérificateurs. Ce travail sera fait sous le contrôle du

ministre des Affaires municipales, à la demande du secrétaire de la province, afin d'assurer une concentration et un contrôle efficace.

Il arrive que des corporations scolaires nous demandent des pouvoirs d'emprunt, puis reviennent un mois après à un autre bureau faire une demande analogue. De là, la nécessité de centraliser ces affaires au service des Affaires municipales. De cette façon, il sera possible de se rendre bien compte des moyens de payer des contribuables avant d'autoriser un emprunt, soit pour fins municipales ou scolaires.

Les résolutions sont adoptées sur division.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptées sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 18 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'inspection des comptes des corporations scolaires.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'inspection des comptes des corporations scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁵:

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Les inspecteurs seront les mêmes dans les deux cas? Il n'y aura qu'un groupe d'employés?

L'honorable M. David (Terrebonne): Oui, pour la vérification dans les municipalités et pour les corporations scolaires.

M. Dufresne (Joliette): Est-ce que l'honorable ministre a pu constater que des comptes scolaires étaient mal tenus?

L'honorable M. David (Terrebonne): J'ai le regret de le dire: oui et en grand nombre. Aussi demande-t-on, dans ces cas, le secours du gouvernement. Voilà pourquoi ce dernier veut faire bénéficier les corporations scolaires de l'aide des vérificateurs du gouvernement.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Quels salaires ont les vérificateurs?

L'honorable M. David (Terrebonne): Ils ont \$2,500 par année.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Rendent-ils de grands services?

L'honorable M. David (Terrebonne): Nous avons reçu des félicitations de la part de toutes les municipalités qui ont reçu la visite de nos vérificateurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les municipalités ont été visiblement satisfaites de la vérification et de l'audition de leurs livres. Nous n'en avons eu aucune plainte, et l'Union des municipalités a entièrement approuvé notre système.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): L'Union des municipalités approuve bien des résolutions.

M. Langlais (Témiscouata): On va violer l'autonomie des corporations scolaires. J'aimerais savoir si les corporations ne risquent pas d'être mécontentes de recevoir les vérificateurs qui leur seront envoyés pour leur donner une formation et modifier le système comptable actuel.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je ne vois pas en quoi. Nous leur rendons un service signalé et entièrement gratuit. Elles seront les premières à réclamer cette inspection bienveillante. Nous n'avons qu'un but: éviter des extravagances et des malheurs. D'ailleurs, est-ce que toutes les compagnies industrielles ou commerciales ne sont pas tenues à vérification?

L'attitude des municipalités là-dessus est significative. Le service des Affaires municipales ne peut suffire à leurs demandes d'inspection et de vérification faites sans déboursés pour la municipalité.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): C'est un simple rôle d'auditeur.

L'honorable M. David (Terrebonne): Absolument. Nous n'enversons des vérificateurs que lorsque la commission scolaire nous le demandera ou qu'un contribuable nous le demandera, en basant sa demande sur des raisons concrètes. C'est ce que nous faisons pour les municipalités.

M. Renaud (Laval): Avez-vous beaucoup de demandes?

L'honorable M. David (Terrebonne): À l'heure actuelle, 50 d'entre elles nous réclament à la fois. Le même fait se répétera pour les corporations scolaires.

M. Langlais (Témiscouata): La vérification pouvait se faire au bon plaisir du ministère.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois, et adoptés sur division.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Prenons l'agriculture aujourd'hui⁶.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté, pour encouragement à l'agriculture en général, y compris les fermes de démonstration, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Cela comprend les salaires, les frais d'administration, etc.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quelle est la somme qui va aux cultivateurs, là-dessus?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il est assez difficile de dire quelle est la somme qui va directement aux cultivateurs. La majeure partie de ce crédit va à la classe agricole en subventions et en encouragements divers: subventions pour des juges aux expositions agricoles, pour des cours d'eau, exposition de graines de semence, frais de voyage de cultivateurs-juges à des expositions, fermes de démonstration⁷.

M. Dufresne (Joliette): Combien avez-vous de fermes de démonstration?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il y a 34 fermes de ce genre dans la province, et on y fait de la culture générale. Il en est organisé sept ou huit annuellement.

M. Dufresne (Joliette): Y encourage-t-on la culture maraîchère?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui. Il en cite quelques-unes et dit que ces fermes sont sous la direction des agronomes de district. On y a obtenu beaucoup de succès l'an dernier, autant que les années précédentes.

M. Renaud (Laval): Quel stock avez-vous sur vos fermes de démonstration? Avez-vous des Holstein, des Ayrshire, des Jersey, des Canadiennes?

(L'honorable M. Caron s'installe au fauteuil de l'honorable M. Galipeault, qui prend le fauteuil de l'honorable M. David)

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): (Invitant à ses côtés M. le sous-ministre Grenier) Nous n'avons pas seulement des animaux de race sur nos fermes de démonstration. Il y en a de toutes les races, aucune en particulier. Nous gardons les bêtes élevées sur les fermes et en formons des races améliorées, même si elles sont croisées.

M. Renaud (Laval): Il me semble que le gouvernement devrait encourager davantage l'amélioration des troupeaux. Avez-vous, sur vos fermes, toutes les races d'animaux qui vous permettraient de les comparer et de trouver celles qui seraient les plus profitables pour les cultivateurs? Le ministre veut-il nous dire quelle est la race la plus

avantageuse quant au volume de production et à la teneur en gras? En un mot, quelle est la vache laitière la plus propice?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

On ne doit pas confondre les fermes de démonstration avec les fermes d'expérimentation. Dans celles-là, nous tenons à prendre une ferme ordinaire, à n'y apporter aucun élément nouveau et à améliorer simplement ce qui y existe déjà. Elles sont créées dans le but de démontrer aux cultivateurs de nouveaux modes de culture ou de développement des troupeaux. On ne se préoccupe que du rendement.

De la sorte, nous prouvons à tous les cultivateurs sans exception qu'avec des moyens ordinaires ils peuvent posséder une entreprise fructueuse, et que certaines méthodes de culture sur leurs fermes ne peuvent donner d'excellents rendements.

Il est donc nécessaire de prendre la ferme d'un cultivateur telle qu'elle est et d'y appliquer des méthodes améliorées pour obtenir le but proposé. Si nous y changions tout, on dirait: "À quoi bon essayer de faire de même, c'est le gouvernement qui paie."

M. Renaud (Laval): Il ne faut pas que le gouvernement soit si économique que ça. Le gouvernement devrait s'occuper de fournir au propriétaire d'une ferme de meilleurs animaux et de meilleures méthodes de culture, au lieu de s'emparer de sa ferme.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) explique et regrette que le député de Laval confonde le mot "démonstration" avec le mot "expérimentation". Les expériences telles que les veut le député de Laval, dit-il, sont déjà faites par Ottawa.

M. Dufresne (Joliette): Les fermes de démonstration devraient être la propriété du gouvernement et confiées aux agronomes. Ce serait le seul moyen de constater leurs compétences.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): C'est une théorie irréalisable. Il faudrait que l'agronome possède lui-même une ferme, ou que le gouvernement lui en achète une. Dans le premier cas, on sait que le jeune homme qui a étudié 10 ans et plus dans les collèges n'est pas en moyen de s'acheter une terre. Dans le second cas, on détruirait toute l'efficacité des fermes de démonstration, car les cultivateurs diraient avec raison: "Comment pouvons-nous arriver avec le gouvernement?"

M. Bray (Montréal-Saint-Henri) croit que les missionnaires agricoles devraient être mieux rémunérés. Il questionne le ministre au sujet des dénommés Caron qui travaillent au département.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Tous les Caron qui sont à l'emploi du département ne sont pas tous de mes parents.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Je vois aussi que M. Cédilot⁸ a retiré \$2,000 du département.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): M. Cédilot, ancien député de Laprairie, reçoit un traitement de \$2,000 par an, pour un travail d'éducation qu'il accomplit auprès de la classe agricole. M. Cédilot est un cultivateur très averti et il est chargé de faire, auprès de ceux qui, pour une raison ou une autre, se proposent pour partir dans les villes ou pour les États-Unis, une campagne afin de les en empêcher.

M. Langlais (Témiscouata): Je remarque que M. J.-Arthur Paquet, comptable du département, a pour \$2,500 de dépenses de voyage. Se promène-t-il pour le gouvernement ou pour la Coopérative?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): M. Paquet doit en effet voyager beaucoup, non seulement pour les besoins de la comptabilité, mais pour les expositions, les congrès, les missions à Ottawa et ailleurs. Le tout, pour la cause agricole uniquement. Il y en a qui voyagent beaucoup et qui seraient enchantés de rester chez eux, car les voyages sont fatigants. Mais nos employés n'hésitent pas à faire leur devoir afin d'améliorer le sort des cultivateurs.

M. Langlais (Témiscouata): Je vois dans les *Comptes publics* que la Coopérative fédérée a reçu de forts montants du ministère de l'Agriculture.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): C'est pour l'achat de graines de semence et d'engrais pour les fermes et champs de démonstration. Je ne regrette pas que mon département ait aidé jusqu'ici la Coopérative fédérée. La Coopérative fait des affaires considérables et une œuvre excellente parmi les cultivateurs. Cette œuvre, le gouvernement devrait la faire lui-même si la Coopérative ne s'en chargeait pas. La Coopérative, grâce aux 14,000⁹ membres qu'elle enregistre, atteint près de 40,000 cultivateurs. Les primes et tous les autres octrois faits par le gouvernement vont directement aux cultivateurs.

M. Langlais (Témiscouata) se demande ce que valent les produits livrés par la Coopérative fédérée.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) cite des chiffres pour démontrer que les produits de la Coopérative valent ceux livrés sur le marché de Montréal et aux autres marchés.

M. Langlais (Témiscouata): Nos cultivateurs améliorent leurs produits laitiers, ne reçoivent pas pour ces produits, de la Coopérative, le même prix que les commerçants offrent pour ces mêmes produits laitiers. Combien charge la Coopérative pour vendre le beurre et le fromage?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je l'ignore. Je sais, dit-il, que l'on veut attaquer indirectement la Coopérative fédérée. Cette organisation est essentielle au progrès de nos industries agricoles. On constate par exemple que les produits de première qualité sont beaucoup plus considérables dans les fabriques de beurre et de fromage affiliées que dans les autres. Par la Coopérative se fait une campagne d'éducation dont les agriculteurs bénéficient. C'est la plus grande société du genre qui existe dans cette province et nous serions inexcusables de ne pas y apporter toute notre sollicitude.

M. Langlais (Témiscouata): Avec tout cela, la Coopérative n'a pas fait monter les prix.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il est démontré que les prix obtenus par cette société sont les plus hauts du marché. Une fabrique qui fait 82 % de fromage No 1 fait nécessairement de meilleures affaires que celle qui n'en fabrique que 60 %. Je connais le fond de l'objection. Il est arrivé que certains commerçants, pour la frime, ont payé $\frac{1}{4}$ de centin plus cher 12 à 20 meules de fromage. Ils voulaient se vanter ainsi d'avoir offert plus que la Coopérative. C'est un truc. Ils n'auraient pas acheté ainsi 2,000 meules.

M. Langlais (Témiscouata): La Coopérative fait-elle des profits?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Nous n'intervenons pas dans les affaires commerciales de la Coopérative. Cette question est du ressort de la Coopérative et de ses sociétaires. Tout ce que nous savons, c'est que la Coopérative,

sur \$9,000,000 d'affaires, n'a fait que \$22,000 de profits¹⁰. Le reste est allé aux cultivateurs. Un commerçant ordinaire ferait \$1,000,000 là-dessus. Dans notre cas, c'est le sociétaire qui empoche.

Des voix: Adopté! Adopté!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quelqu'un crie "Adopté". Non, non, pas tout de suite. Nous ne sommes pas venus ici pour entendre cela, mais renseigner le peuple. Il s'agit d'un item de \$550,000. C'est assez important. Je tiens à féliciter l'honorable ministre parce qu'il est le premier à inviter son sous-ministre à venir s'asseoir à côté de lui, pour pouvoir mieux renseigner la Chambre, donnant ainsi l'exemple de l'intérêt qu'il faut porter aux choses agricoles.

Je prétends qu'une partie de l'argent de l'agriculture est dépensée pour des favoris. Prenons par exemple "Impressions et reliure". Est-ce que cette dépense est nécessaire? Le *Journal d'agriculture*, imprimé au Canada, coûte déjà cher (et) devrait nous suffire. On entretient encore le *Bulletin de la ferme*, qui coûte cher, et cela, uniquement pour combattre le *Bulletin des agriculteurs*. Nous prétendons que c'est là détourner une partie de l'argent des cultivateurs au bénéfice de favoris.

(Applaudissements à gauche)

L'an dernier, on a donné \$3,200 à ce *Bulletin* imprimé au *Soleil*, favori du gouvernement. Et voici comment deux organes du gouvernement sont payés pour publier la vérité. Pourquoi ne se contente-t-on pas du seul *Journal d'agriculture*?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Mon honorable ami a le même argument que l'an dernier...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis logique.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je vais lui répondre comme l'an dernier. Nous subventionnons ce petit journal, le *Bulletin de la ferme*, qui renseigne ceux qui font de la coopération. Le *Journal d'agriculture* n'est que mensuel, tandis que le *Bulletin* est et doit être hebdomadaire. Les deux périodiques poursuivent un but similaire par des moyens analogues. L'un vise aux renseignements généraux, l'autre (vise) à des particuliers et à quelques régions. Ces deux journaux ne font aucune politique.

Le *Bulletin de la ferme* est publié dans des circonstances toutes particulières. Il est l'organe

officiel de la Coopérative fédérée. Nous avons pleinement le droit de subventionner l'organe de la Coopérative. Le principe a été accepté de tous il y a longtemps, alors que le *Bulletin des agriculteurs*, de Montréal, était vraiment l'organe de la Coopérative. Ceux qui publient le *Bulletin des agriculteurs* s'opposent à la publication d'un second journal, après y avoir collaboré et avoir publié eux-mêmes un troisième journal.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre est-il prêt à subventionner de préférence le *Bulletin des agriculteurs* qui s'occupe de l'industrie laitière?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Non, parce que le *Bulletin des agriculteurs* répand l'ignorance agricole et ne fait pas autre chose que cela en faisant une guerre sourde, perfide, méchante à la coopération. Il est un organe malfaisant. Le *Bulletin de la ferme* est publié une fois la semaine et est nécessaire aux cultivateurs qui font de la coopération, car il leur apporte chaque semaine les prix, et les cultivateurs ont besoin de connaître les prix des grands marchés.

Son importance est telle qu'on a parlé d'en faire un bulletin quotidien. Quant au *Journal d'agriculture*, il ne paraît qu'une fois par mois et ce n'est pas suffisant. Il nous faut un bulletin hebdomadaire au moins.

On a insinué que ce journal faisait de la politique. C'est faux. Il n'a pas fait d'autre polémique que celle se rapportant à la Coopérative, qui est en dehors de la politique. Quant au *Bulletin des agriculteurs*, outre que sa vente a été probablement illégale, on a lié les acheteurs par cette clause incroyable qui les obligeait à ne pas s'occuper de Coopérative pendant cinq ans.

Il rappelle comment les directeurs de la Coopérative fédérée qui, trompés par ceux qui voulaient acheter le *Bulletin des agriculteurs*, vendirent leur journal et constatèrent leur erreur. Il fallut subventionner le *Bulletin de la ferme*. Les directeurs de la Coopérative étaient honnêtes, mais ils ont été trompés par des "schemers", dans cette affaire de journal. Ils ont signé sans connaissance de cause. Ces derniers n'ont voulu rien autre chose que de s'emparer de la Coopérative. Nous nous sommes efforcés d'empêcher cette vente. On a trompé les directeurs et surpris leur bonne foi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comme le ministre en 1902¹¹.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui. Il y a plus de trompés que de trompeurs dans le monde, et les trompeurs sont plus confiants. Mais ce sont les trompeurs qui sont les coupables. (En souriant) Je suis parmi les trompés.
(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il existe un affidavit comme quoi le ministre avait été prévenu de cette vente.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il existe aussi d'autres affidavits prouvant le contraire. C'est là pure invention. Le but de toute cette affaire était d'étouffer la Coopérative. On avait exploité indignement le pauvre cultivateur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) reproche au ministre de toujours parler de cette affaire.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Préférez-vous que nous n'en parlions plus? Je suis amené à en parler et, d'ailleurs, je ne crains pas de le faire, parce que je suis convaincu que j'avais raison d'agir ainsi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je préfère la publication d'un seul journal qui publierait toutes les semaines. Au lieu d'entretenir les haines, ne vaudrait-il pas mieux que des arrangements soient faits avec le *Journal d'agriculture* ou essayer de convertir M. Ponton¹² du *Bulletin des agriculteurs*? Je suis convaincu, dit-il, que le ministre pourrait s'entendre avec M. Ponton, au lieu de le déprécier et de le dénoncer comme un traître.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je n'y réussis pas. Je n'ai d'ailleurs aucune haine. J'ai été forcé de me défendre. J'ai été attaqué de la façon la plus odieuse et la plus déloyale.

Je n'aurais qu'à vous lire ses articles pour vous en convaincre. Ce n'est pas moi qui ai fait une campagne, c'est le *Bulletin des agriculteurs* qui a fait la campagne contre moi.

Non, il était impossible de songer à cet organe. Il a fallu en créer un autre. Le gouvernement donne \$6,000 d'octrois au *Bulletin de la ferme* par année.

C'est le révérend frère Liguori, des trappistes, une compétence en agriculture, qui dirige le *Bulletin de la ferme*. Ancien directeur de la branche d'agriculture pour le gouvernement, il n'occupe plus depuis quatre mois ce dernier poste.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne veux pas retarder les crédits de l'honorable ministre, mais ajournons donc.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Très bien.

L'étude de la résolution est suspendue.

Le comité fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Seules deux sources du 4 mars 1925 donnent de l'information sur l'heure de l'ouverture de la séance. *L'Événement*, à la page 1, écrit 3 h 15, tandis que *Le Soleil*, à la page 1, mentionne 4 h 20. Il n'y aucune façon pour nous de savoir quelle source indique la bonne heure.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Laferté (Drummond).

3. *L'Événement* du 4 mars 1925, à la page 1, explique que M. Bray était absent lors de la troisième lecture du bill sur les colporteurs. Or, un page "lui apporta par erreur le bill Bercovitch que l'on avait adopté depuis cinq minutes". M. Bray confondit les deux bills qui étaient tous les deux déjà adoptés.

4. Le comité se réunit sous la présidence de M. Laferté (Drummond).

5. Voir note 4.

6. *L'Événement* du 4 mars 1925, à la page 13, précise que le premier ministre laisse la parole à l'honorable M. Caron et quitte la Chambre. Le même journal rapporte que M. Sauvé, le chef de l'opposition, reprend au même moment son siège pour participer à l'étude des crédits de l'agriculture.

7. *L'Événement* du 4 mars 1925, à la page 13, rapporte que "M. Sauvé a toujours reproché aux

ministres de ne pas inviter leurs sous-ministres à venir s'asseoir à leurs côtés à la Chambre pendant la discussion des crédits. L'honorable M. Caron avait prié M.-A. Grenier, son sous-ministre, de se tenir tout près. En effet, M. Grenier apparut sur le parquet, au commencement du débat, et s'installa sur un fauteuil près du trône présidentiel."

8. Wilfrid Cédilot (1862-1940), cultivateur et marchand de grains. Député libéral de Laprairie de 1916 à 1923, il est ensuite propagandiste attaché au ministère de l'Agriculture de la province de Québec.

9. Version de la majorité des sources. Seule *La Presse* du 4 mars 1925, à la page 21, mentionne que la Coopérative compte "au-delà de 17,000 membres".

10. Version de *L'Événement* et du *Soleil* du 4 mars 1925, aux pages 13 et 17 respectivement. Le même jour, *La Tribune*, à la page 3, mentionne un chiffre d'affaires de \$2,000,000 par année, avec \$22,000 de profits, alors que *Le Canada*, à la page 1, reproduit le même chiffre d'affaires annuel de \$2,000,000 par année, mais avec \$28,000 de profits.

11. M. Sauvé fait allusion à un débat tenu en Chambre le 14 janvier dernier, dans lequel l'honorable M. Caron racontait avoir été induit en erreur à ses débuts en politique par le sénateur A.-A. Miville Déchéne (1848-1902).

12. Noé Ponton (1897-1929), agronome et syndicaliste. Propriétaire du *Bulletin des agriculteurs* à partir de 1921. Cofondateur de l'Union catholique des cultivateurs en 1924, il se consacre à la promotion de cette dernière, avant de décéder prématurément.

Séance du mercredi 4 mars 1925

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

David Coveler

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, appuyé par le représentant de Brome (M. Oliver), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de David Coveler, étudiant en droit, demandant à être admis aux examens pour l'admission à la pratique du droit après examen, et que la pétition soit lue et reçue à la prochaine séance.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de David Coveler, étudiant en droit, demandant à être admis aux examens pour l'admission à la pratique du droit après examen (M. Dillon).

Rapports de comités:

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 125 constituant en corporation The Beth Israel & Samuel Congregation.

M. Pilon (Vaudreuil): (président *pro tempore*) J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité s'est réuni et a étudié la question suivante:

- Différence qui existe entre les prix offerts sur le marché pour le fromage de l'Ontario et ceux de la province de Québec, et les remèdes à apporter à la situation qui existe.

- Furent entendus: M. Auguste Trudel, M. Ayre, M. J.-A. Paquet, M. Antonio Grenier, M. J.-R. Lussier et M. Élie Bourbeau.

**Charte
de Hull**

M. Lafond (Hull) propose, appuyé par le représentant d'Abitibi (M. Authier), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 138 modifiant la charte de la cité de Hull.

Adopté.

M. Lafond (Hull) présente, en conséquence, le bill 138 modifiant la charte de la cité de Hull.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Jeunes délinquants

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 33 modifiant la loi relative aux jeunes délinquants.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Jurés

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 196 concernant les jurés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:**Centralisation
de la comptabilité**

M. Dufresne (Joliette): 1. Le gouvernement a-t-il étudié la question de faire la centralisation de la

comptabilité des divers services, ainsi que des perceptions?

2. Dans l'affirmative, à quelle décision en est-il arrivé?

3. A-t-il reçu des protestations concernant ce projet de centralisation?

4. Dans quel but serait faite cette centralisation?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. 2. 3. et 4. Non.

Médecins des prisons

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): 1. Quels sont les noms des médecins des prisons des districts: *a.* de Hull; *b.* de Saint-François; *c.* de Trois-Rivières?

2. Quand chacun d'eux a-t-il été nommé?

3. Qu'a retiré chacun d'eux en traitement, salaire, gratification, récompense, honoraires, dépenses ou autres rémunérations, chacune des années depuis sa nomination?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. et 2. *a.* Dr J.-E. Fontaine, nommé le 10 mars 1909; *b.* Dr J. Daigneault, nommé le 5 septembre 1924; *c.* Dr Napoléon Lambert, nommé le 31 octobre 1924.

3. Pour toutes sommes à venir jusqu'au 1^{er} juillet 1924: voir *Comptes publics*. Pour l'année en cours: Dr J.-E. Fontaine, \$594; Dr J. Daigneault, rien; Dr N. Lambert, \$150.

Demandes de documents:

Questionnaire aux agronomes

M. Lortie (Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit mis devant cette Chambre copie d'un questionnaire qui aurait été envoyé aux agronomes du gouvernement par le ministre de l'Agriculture ou l'un de ses employés, et de la lettre qui l'accompagnait.

Au cours de l'été de 1924, dit-il, j'ai été informé que le ministre de l'Agriculture, directement ou indirectement, avait fait envoyer aux agronomes un questionnaire à remplir, qui demandait des détails sur la vie de certains citoyens. On voulait savoir jusqu'à des détails de leur vie privée. Je crois que ce procédé est indigne. Ce système de fiches contenait des questions indiscretes, louches et très

compromettantes pour les agronomes. Le ministre a déjà admis l'existence de ce document.

Or, par ce procédé, on a forcé pour ainsi dire les agronomes à entrer dans la vie privée des gens, et on a réduit leur rôle à celui de mouchards. Cette inquisition rappelle le questionnaire d'un certain ministre de la Guerre en France¹, il y a 20 ans, qui voulait savoir les noms des officiers soupçonnés de cléricisme, et voilà pourquoi je demande copie de ce questionnaire.

C'est un questionnaire politique que l'on a envoyé aux agronomes, dont on a voulu faire des espions du gouvernement. Plusieurs autres questions étaient tout simplement ridicules. On a demandé: "Un tel s'occupe-t-il d'élections?"... "Quelles sont ses attaches politiques?" Le ministre de l'Agriculture voulait-il se trouver des cabaleurs? On va plus loin, plus dans l'intimité en se demandant: "Quelle est sa réputation dans la paroisse?"... "Passe-t-il pour chicanier?"

Ces incursions dans la vie privée peuvent-elles avancer le progrès de l'agriculture auquel doivent se dévouer exclusivement les agronomes? Pourquoi, dans quel but on les a posées, puisqu'elles n'avaient aucun rapport avec l'agriculture? L'opposition a une tout autre idée des agronomes, mais elle ne saurait approuver le rôle qu'on veut leur faire jouer pour des fins politiques. Elle croit qu'ils font un travail nécessaire, mais à condition qu'on n'aille pas entraver leur liberté d'action.

M. l'Orateur: Adopté?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

(Applaudissements à droite) L'honorable député a été bien informé. J'ai déjà eu l'occasion, dans un discours précédent, de parler au sujet de la présente motion. On veut d'autres renseignements. Je les donnerai le plus complètement possible. Il s'agit, dit-on, d'une correspondance qui aurait été envoyée par moi-même aux agronomes au sujet de certains correspondants ruraux du *Bulletin des agriculteurs* de Montréal.

Je réponds d'abord ceci: cette circulaire ne fut envoyée ni par le ministre de l'Agriculture ni par son ministère, mais bien par les officiers de la Coopérative fédérée, par l'entremise du chef du service des agronomes. Ceci posé, il convient maintenant de se demander si la Coopérative était justifiable de chercher à connaître les hommes qui l'attaquaient et voulaient la détruire.

Depuis trois ans, certains de ces individus menaient contre la société une campagne sournoise, perfide, hypocrite et malfaisante...

(Rires à gauche)

... au moyen d'articles signés par des correspondants qui se donnaient pour cultivateurs, et la Coopérative voulait connaître ses ennemis. Or, on avait le soupçon, parmi les chefs de la Coopérative, que ces ennemis acharnés se présentaient sous un faux jour: 1. Certains d'entre eux n'existaient pas; 2. D'autres n'étaient pas cultivateurs; 3. Plusieurs chargés de famille, dans leurs diatribes contre la société, n'étaient pas même mariés. Il s'agissait de connaître ces précisions pour démasquer les menteurs et neutraliser leur action néfaste. La Coopérative a demandé certains renseignements. Elle a demandé, par exemple, si ses adversaires étaient propriétaires dans leurs paroisses, si ceux qui la dénonçaient dans le *Bulletin des agriculteurs* étaient des gens sérieux...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que l'honorable ministre approuve la circulaire?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Non, je vais donner mon opinion tout à l'heure si mon honorable ami veut bien attendre. Dans cette circulaire, on dit que l'on entre dans la vie privée. C'est inexact: on a grandement exagéré la nature de ce questionnaire.

Qu'est-ce qu'on demandait dans cette circulaire? On demandait quelle est la couleur politique des ennemis de la Coopérative. Or, s'il est un fait public, c'est bien celui-là. Il est d'ailleurs légitime d'avoir des attaches politiques.

Il n'y a rien là-dedans qui soit du domaine de la vie privée. Ce sont des choses que l'on se demande couramment. On demande en outre si ce citoyen est marié ou célibataire. (En souriant) Voilà encore un fait public. Enfin, on veut savoir s'il est bien ou mal noté dans sa paroisse. Voilà de nouveau une chose qui ne dévoile aucun secret d'ordre privé, puisqu'il s'agit de ce que toute la paroisse connaît.

Maintenant, on pense bien qu'un tel questionnaire n'a pas été envoyé sans un motif grave et d'intérêt général. On l'avait fait afin de combattre plus efficacement une campagne de calomnie et de diffamation faite dans un certain journal, dans le but évident de nuire au gouvernement et dans le but de soulever le cultivateur contre la Coopérative, au profit de certains marchands qui ne voulaient pas qu'il y eût de coopération et à qui elle faisait ombrage. Cette coopérative a rendu, dit-il, des services inappréciables aux cultivateurs de cette province et à la cause agricole.

Mais il y avait des mécontents et ceux-là avaient tout particulièrement leurs ambitions

politiques: ils ont fait du *Bulletin des agriculteurs* un acrimonieux journal de parti et, de tous leurs actes, des tremplins politiques. Cachés derrière le journal qu'ils ont acheté, ils luttaient hypocritement contre une œuvre essentielle au progrès de l'agriculture dans la province de Québec. Pour donner plus de poids à leurs arguments, on publia toute une série de correspondances que l'on faisait signer de noms de cultivateurs, dont quelques-unes étaient fausses et dont plusieurs autres étaient corrigées et défigurées dans les bureaux de l'organe en question. On en faisait signer d'autres, des cultivateurs aussi, mais qui ignoraient quelle responsabilité ils prenaient.

Voilà ce que l'on pratiquait au *Bulletin des agriculteurs*. Pour donner la preuve de ceci, je n'ai qu'à signaler un cultivateur que je rencontrai l'autre jour au congrès des coopérateurs. Ce brave homme louait en ma présence l'œuvre de la Coopérative, qu'il trouvait admirable. Je lui dis: "Comment se fait-il que vous parliez ainsi maintenant, quand vous avez dit tout le contraire par des lettres parues sous votre signature au *Bulletin des agriculteurs*?" Je lui montrai ces lettres et il fut tout surpris, en se relisant, de ne plus se reconnaître. "Je n'ai jamais voulu dire de telles choses, dit-il. Je n'aurais jamais cru qu'on interprêtât ainsi ma pensée. On m'a trop corrigé."

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il s'agit de correction grammaticale?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): De correction d'idées. C'est ainsi que l'on agit dans certains journaux chers à nos adversaires.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qui l'a fondé, ce journal?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Ah! Il y a bien des enfants qui tournent mal et qui font le désespoir de leurs parents. Ce fut jadis une bonne gazette, mais elle a fréquenté depuis des mauvaises compagnies.

(Rires à droite et à gauche, suivis d'applaudissements)

La Coopérative a voulu savoir qui la combattait dans le *Bulletin des agriculteurs*, ce journal dont j'ai parlé hier, et qui fait une campagne infâme contre la Coopérative.

Il (l'honorable M. Caron) lit des articles du *Bulletin des agriculteurs* pour montrer quelle sorte de campagne on y fait contre la Coopérative².

L'un d'eux, M. Albéric Lalonde, écrivait: "Si nous n'avions pas le *Bulletin des agriculteurs*, le

gouvernement nous exploiterait davantage... L'agriculture croupit dans l'ornière... Quand le gouvernement aura la crainte du peuple, il le respectera un peu." M. Ponton³ lui-même écrivait, quelques jours avant le congrès qu'il avait organisé: "Nous passons des résolutions, et si le gouvernement ne les accepte pas, nous lui livrerons bataille." Un nommé Piché disait à son tour: "Nous marchons dans les ténèbres, car la nature est contre nous... Les vaches sont des machines à pension... Des prétentieux comme vous - les agronomes - qui croyez tout connaître... Si c'était possible d'avoir des animaux qui payent, il y a longtemps que nous en aurions."

En voilà un qui prêcha, dans ce journal, qu'il est impossible de se passer d'animaux pensionnaires. Ne voit-on pas à chaque ligne un désir de propager le préjugé et l'ignorance? Chaque fois que nous faisons un pas pour avancer, on s'élance devant nous pour nous arrêter. Mais on outrepassait la limite quand on s'attaquait à la Coopérative en essayant de la ridiculiser. Lorsque nous avons aidé la campagne que faisait celle-ci pour encourager la consommation du fromage canadien sur le marché domestique, le même journal s'est efforcé d'empêcher notre population de prendre le mouvement au sérieux.

Une lettre, signée Irénée Duguay, avait 100 fois répété le refrain ironique: "Les ministres donnent \$60,000 pour le tourisme. Aux cultivateurs, ils disent: "Mangez du fromage!" pendant qu'eux, ils vont en pique-nique." "Vendez vos produits à la Coopérative même si ça ne rapporte rien, disait-il, c'est un moyen de soutenir une grosse maison de commerce." Un autre, de Rimouski, écrit à son tour: "Tout le succès de l'agriculture dépend du comportement du temps. Tout dépend de la Providence." Est-ce de la bonne éducation agricole, celle qui conseille de laisser la Providence labourer et moissonner?

Voilà le genre de campagne que l'on faisait. Aujourd'hui, le *Bulletin des agriculteurs* nous félicite de notre campagne pour le fromage. La Coopérative avait intérêt, on le voit, à connaître ceux qui la combattaient si déloyalement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que l'honorable ministre approuve la circulaire en question?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Que mon honorable ami patiente, je le lui dirai. Les opinions émises dans ces lettres et que l'on attribue à des cultivateurs sont du véritable bolchévisme. Ce

sont des choses qui découragent nos cultivateurs, qui les décident souvent à quitter leur terre. Un autre correspondant écrit aussi, en se moquant des hommes qui conseillent aux cultivateurs de rester au sol: "Regardez passer les autos de ces messieurs. Le luxe n'est pas pour vous autres..."

... C'est ça, gardez vos filles chez vous, à 25 cents par jour, quand celle de la ville, pour un même travail, aura \$30 par semaine... N'allez pas au chantier, ça gâte la gueule... Mangez de la galette de sarrasin. C'est hygiénique. À la fin de l'année, vous ferez poser une pièce à votre culotte." Excusez-moi, M. l'Orateur...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (En riant) C'est la lettre d'un rouge.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oh non! Elle est signée J.-A. Provencher...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre ne m'a pas compris. J'ai voulu dire que les bolchéviks étaient surnommés les "rouges".

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Pas les "rouges" du Canada. La lettre de M. Provencher se termine ainsi: "Les cultivateurs pourront écrémer de l'eau de vaisselle pendant que le gouvernement bourre le ventre de ses experts agricoles."

N'est-ce pas là une campagne révolutionnaire? N'est-ce pas du bolchévisme? C'est ainsi qu'on a préparé la révolution française. On disait alors: "Le peuple doit cesser de bourrer le ventre des bourgeois." Poussée à bout, la Coopérative a voulu prendre un moyen de connaître les auteurs de ces sottises. Elle représente 40,000 cultivateurs et, sans examiner si elle a eu tort ou raison dans le choix du moyen, il faut admettre qu'il était nécessaire d'agir pour enrayer à sa source un mal très grand. Non seulement ces correspondances savaient l'œuvre agricole de la province, mais elles contribuaient à accentuer le dépeuplement des campagnes, dont nous avons souffert.

J'irai plus loin et je dirai que nos missionnaires agricoles n'ont pas été épargnés par les scribes. On les appelait les "salariés du gouvernement", et un article contenait ceci: "Pour l'honneur du clergé, il est des prêtres qui doivent s'interdire certaines besognes, même pour une pitance du gouvernement."

Des voix: Honte! Honte!

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

En voilà assez pour expliquer, à mon sens, la conduite de la Coopérative. Voyant grandir cette campagne infâme, la Coopérative a voulu savoir qui la dirigeait et c'est alors qu'elle a envoyé son questionnaire. Abordons un autre aspect du journal. Il y a quelque temps, on y annonçait la formation d'un crédit agricole...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. On sort de la question. On va parler maintenant de crédit agricole...

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Le mot de "crédit" n'est qu'une incidence; je veux en venir à autre chose...

M. l'Orateur: Le député de Soulanges (M. Lortie) a prétendu que la circulaire n'était pas justifiée. Or, l'honorable ministre a tenu sans cesse à prouver que la campagne conduite par le *Bulletin des agriculteurs* justifiait cette circulaire. Il est donc dans l'ordre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Un certain correspondant avait eu une idée géniale. Il annonçait la formation d'un crédit agricole au capital de \$40,000 qui promettait de prêter \$5 pour chaque dollar de mise de fonds, et cela, à 2 % et 3 %, à rembourser par amortissement. C'était un projet de vol déguisé, et je m'empressai de mettre le public en garde contre cette manœuvre frauduleuse. Alors, un nommé Pierre Bilodeau, prétendu cultivateur mais ancien journaliste décavé, m'abreuva d'injures. Nous n'avions fait pourtant que notre devoir. Tous ces faits justifient dans une très large mesure la Coopérative d'avoir voulu faire une enquête sur le caractère public de ses détracteurs. Je n'y ai pris aucune responsabilité, mais je prétends que la société qui en a pris l'initiative avait des motifs nombreux et sérieux d'en agir ainsi.

(Applaudissements)

(On entend le huissier à la verge noire cogner trois coups contre la porte de la Chambre)

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Laissez-moi finir. Je n'ai pas pris la responsabilité de cette circulaire, mais la Coopérative, qui seule en a pris l'initiative, était parfaitement justifiée de le faire devant les faits que j'ai exposés à la Chambre.

(Applaudissements)

Le débat est suspendu⁴.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. J.-M. Barthe, huissier à la verge noire suppléant. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors Son Honneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 4 détachant le canton d'Amherst du district judiciaire de Hull et l'annexant au district judiciaire de Terrebonne;

- bill 5 concernant les officiers de justice et leurs députés et employés;

- bill 7 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'audition de certains appels;

- bill 12 modifiant les articles 162 et 205 du Code de procédure civile;

- bill 13 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Cour de magistrat;

- bill 14 concernant la pension de l'agent général de la province dans le Royaume-Uni;

- bill 15 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la tenue des termes de la Cour supérieure dans le district de Pontiac;

- bill 16 modifiant la loi 13 George V, chapitre 7, concernant l'incendie de la ville de Terrebonne;

- bill 19 modifiant la loi pourvoyant à la construction et à l'entretien des ponts de l'île Perrot;

- bill 21 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement au greffier de la paix dans le district de Pontiac;

- bill 22 concernant l'établissement d'un asile pour les détenus aliénés;

- bill 29 modifiant la loi pourvoyant à une journée de repos par semaine pour les employés dans certaines industries;

- bill 34 modifiant les Statuts refondus, 1909, concernant la taxe sur les corporations;

- bill 36 modifiant le Code de procédure civile relativement à la juridiction de la Cour des commissaires;

- bill 41 modifiant le Code civil relativement aux registres dans les bureaux d'enregistrement;

- bill 53 constituant en corporation le Lower Canada College;
- bill 54 concernant L'Assurance mutuelle des fabriques de Québec;
- bill 55 constituant en corporation la Congrégation des Servantes du Très-Saint-Sacrement de Québec;
- bill 58 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Gaston Esnouf à l'exercice de la profession d'avocat;
- bill 59 autorisant les exécuteurs testamentaires de la succession de feu Gaspard Archambault, père, à emprunter sous certaines conditions;
- bill 60 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Adrien Lebrun à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique;
- bill 61 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Isidore Charness à la pratique du droit;
- bill 62 validant le titre du lot No 296 du quartier Sainte-Marie de la cité de Montréal;
- bill 63 amendant la charte des Ursulines de Roberval;
- bill 65 concernant certains règlements et procès-verbaux des délibérations du conseil de la ville de L'Assomption;
- bill 66 concernant la corporation de la paroisse de L'Assomption;
- bill 67 concernant la corporation du comté de L'Assomption;
- bill 69 validant un acte de donation par Olivier Letendre, fils d'Olivier, fils, à Joseph Letendre;
- bill 70 amendant les lois concernant le Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;
- bill 74 ratifiant certaines résolutions du conseil et des commissaires d'écoles de la cité des Trois-Rivières, et conventions entre les mêmes et la St. Maurice Lumber Company;
- bill 78 modifiant la charte de la corporation du Collège Nominigüe;
- bill 79 modifiant la charte de la ville Saint-Pierre;
- bill 81 ratifiant une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité des Écours, en date du 19 décembre 1924;
- bill 83 constituant en corporation la ville de Riverbend;
- bill 88 concernant la succession de Joseph-Octave Gagnon;
- bill 93 ratifiant le règlement No 84 du village de Thurso;
- bill 95 confirmant la signature apposée à certains actes par Joseph Crossman Barlow, notaire;
- bill 96 constituant en corporation L'Institut de Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal;
- bill 98 concernant la succession de dame Marie-J. Bourque, épouse de Toussaint Préfontaine;
- bill 101 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Robert Fiset à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen;
- bill 103 modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine;
- bill 108 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre James Kenneth Mathews Ross au nombre de ses membres;
- bill 109 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Robert Alexander Hart à la pratique de la chirurgie dentaire, après l'examen final;
- bill 110 concernant les successions de Félix Lussier et Angélique Deschamps, et de Albert Lussier et Marie-Louise Massue;
- bill 111 ratifiant et confirmant le règlement No un de la municipalité du comté de Montmorency No 2 et le contrat passé entre ladite municipalité et La Traverse de l'Île d'Orléans, limitée;
- bill 113 amendant la charte du monastère de l'Immaculée Conception des Ursulines de Rimouski;
- bill 115 concernant la Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills, Limited;
- bill 116 changeant le nom de l'Hôpital protestant des aliénés;
- bill 119 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Frederick-L. Martyn au nombre de ses membres, après examen;
- bill 120 ratifiant un acte entre The Royal Trust Company et la cité de Montréal, ainsi que le règlement No 866 de ladite cité;
- bill 127 modifiant la charte de la Communauté des Sœurs de charité de la providence;
- bill 128 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Frank Devlin Genest à la pratique du droit, après examen;
- bill 129 ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est en date du 9 janvier 1925;
- bill 152 détachant certains lots du district électoral de Dorchester et les annexant à la paroisse de Saint-Damien-de-Buckland, dans le district électoral de Bellechasse, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement;
- bill 156 modifiant l'article 4531 des Statuts refondus, 1909, relativement au Barreau de la province de Québec;

- bill 157 détachant certains lots du district électoral de Beauce et les annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, dans le district électoral de Dorchester, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Demandes de documents:

Questionnaire aux agronomes

La Chambre reprend le débat, suspendu ce jour, sur la motion proposée par le représentant de Soulanges (M. Lortie): Qu'il soit mis devant cette Chambre copie d'un questionnaire qui aurait été envoyé aux agronomes du gouvernement par le ministre de l'Agriculture ou l'un de ses employés, et de la lettre qui l'accompagnait.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre a parlé une heure et demie à côté de la question. Pourquoi s'est-il dérobé? Par la circulaire, il a voulu savoir si ces correspondants étaient des malfaiteurs. Quand nous lui demandons des explications sur ce questionnaire, il répond par une attaque contre le directeur du *Bulletin des agriculteurs*, qu'il traite de bandit. Il prétend que le ministère de l'Agriculture n'a rien eu à faire avec cette circulaire. Mais, M. l'Orateur, la circulaire était signée par M. Narcisse Savoie, secrétaire du ministère de l'Agriculture.

(Applaudissements à gauche)

L'envoi de la circulaire a dû être autorisé par le ministre et c'est cet employé qu'il aurait dû entreprendre de justifier, au lieu de se cacher derrière le manteau du président de la Coopérative. Il n'en a pas eu le courage... Pourquoi le ministre n'a-t-il pas pris la responsabilité de cette circulaire, au lieu d'injurier M. Ponton qui n'est pas ici pour se défendre?

La province a payé \$289,192 aux agronomes l'an dernier, et il est interdit à ceux-ci de s'occuper de questions politiques. Cependant, le ministère de l'Agriculture a tenté de s'en servir pour poursuivre une campagne qu'il n'aurait jamais dû commencer. C'est avec de tels procédés qu'on enlève aux agronomes l'influence qu'ils devraient avoir dans la province.

Il nous a lu les lettres publiées par le *Bulletin des agriculteurs*, mais pourquoi ne nous a-t-il pas lu les lettres des agronomes en réponse à la circulaire? Nous aurions alors constaté que plus des trois quarts ont refusé de répondre à la circulaire, comprenant leur dignité et ne voulant pas se prêter au rôle qu'on leur demandait de jouer...

M. l'Orateur: Je ferai observer à l'honorable chef de l'opposition qu'il ne peut pas sortir ainsi du débat. Il n'est pas question de faire le procès des agronomes, mais simplement de la circulaire et de la lettre qui l'accompagnait. Ce n'est pas dans l'ordre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je peux toucher au rôle des agronomes dans cette affaire, tout autant que le ministre a discoursé sur la campagne du *Bulletin des agriculteurs*. La circulaire était adressée aux agronomes. Nous respectons les agronomes. Nous croyons qu'ils doivent rester dans leurs rôles et non faire ce qu'on leur fait faire depuis quelques années. C'est les exposer à perdre leur prestige. Je répète que la circulaire a été envoyée par le secrétaire du ministère de l'Agriculture, M. Savoie, et je dis qu'il est malheureux que le ministre se soit abrité sous le manteau du président du conseil exécutif de la Coopérative. Il (M. Sauvé) lit la lettre de M. Narcisse Savoie.

Nous donnons près de \$300,000 aux agronomes par année, dit-il, non pas pour qu'ils soient des agents politiques. Leur rôle est de s'occuper des développements de l'agriculture dans les régions où ils ont été placés. Les agronomes doivent être d'une indépendance à toute épreuve. Qu'on n'aille pas leur faire jouer un rôle qui les discrédite et leur fait perdre tout le prestige dont ils peuvent jouir parmi la classe agricole.

L'opposition veut les agronomes dans leur propre rôle, de renseigner les agriculteurs, afin de les aider à augmenter leur rendement agricole. Ils obtiendront l'influence qu'ils doivent avoir en se tenant dans leur rôle. Si les agronomes veulent faire de la politique, les cultivateurs leur fermeront leurs portes et les \$300,000 que leur donne la province sont de l'argent jeté à l'eau.

La motion est adoptée.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 98 concernant la succession de dame Marie-J. Bourque, épouse de Toussaint Préfontaine.

Motions des députés:

Commission des liqueurs

M. Duranleau (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart): Que la Chambre autorise le comité des comptes publics à s'enquérir de toutes les opérations de la Commission des liqueurs de Québec et plus particulièrement, entre autres choses, de l'établissement, des attributions, des pouvoirs et des opérations de commerce de son bureau-chef, de ses succursales et agences, de ses magasins; du prix d'achat, du prix coûtant, du prix de vente de ses marchandises ainsi que de leur nature et qualité; des additions, transformations et traitement qu'elle a faits et fait subir aux boissons et de leur embouteillage; des noms et adresses de ses fournisseurs, de ses entrepôts; des saisies et confiscations de boisson, des poursuites devant les tribunaux, du paiement des amendes; des abandons de recours et poursuites; des vols de boissons; des achats, constructions, démolition et reconstructions d'immeubles; de l'octroi des licences; des relations de la Commission et du gouvernement ou de son trésorier provincial; des affaires de banque de la Commission, de ses archives, et de son administration générale et à requérir la comparution de toutes personnes et la production de toutes pièces dont le comité pourra avoir besoin à ce sujet; et qu'elle l'autorise à employer un sténographe dûment qualifié pour recueillir tous les témoignages reçus devant ledit comité.

Je fais cette motion parce que je crois répondre à un sentiment prononcé de la province entière en demandant des renseignements sur les opérations de la Commission des liqueurs, ses magasins, son fonctionnement, ses prix coûtants et vendants et autres particularités. La Législature a confié à cette Commission des pouvoirs extraordinaires. Or, cette entreprise est responsable au peuple et il appartient au gouvernement de l'éclairer sur ses actes. Tout citoyen de cette province a le droit de connaître les détails de l'administration de la Commission des liqueurs. Ce n'est pas ce qui arrive.

Depuis 1922, les enquêtes sur ce sujet, à venir jusqu'à présent, ont donné peu de résultats, il

est vrai. Mais l'opposition a demandé des renseignements sur l'administration de la Commission, et le gouvernement a refusé d'en donner, affirmant qu'il n'est pas dans l'intérêt des contribuables qu'on rende ces renseignements publics. Les officiers de la Commission, encouragés en cela par le gouvernement, ont refusé de répondre aux questions de l'opposition. Celle-ci a prétendu que cette situation était intolérable, mais on a passé outre.

Après nous avoir refusé des renseignements deux années de suite, le premier ministre a paru revenir sur sa décision au commencement de la session, malgré ses refus précédents, en insérant pour ainsi dire dans son programme une promesse d'ouvrir à l'opposition les livres de la Commission.

Lorsque nous sommes venus en Chambre ces jours derniers, avec une motion demandant une enquête sur les opérations de ce commerce, on nous a répondu que la motion était trop générale et qu'il fallait préciser. Nous venons maintenant avec d'amples précisions et la présente motion devrait être adoptée cette fois pour obliger le gouvernement à tenir la promesse faite par le premier ministre.

La motion que j'ai l'honneur de proposer est rédigée de façon à indiquer tout ce que nous voulons comme renseignements. Le peuple veut être renseigné et c'est son droit. Il veut savoir, en particulier, le prix coûtant et le prix d'achat des liqueurs de la Commission. La Commission doit se contenter dans son commerce d'un profit raisonnable. Je prétends que tout profit exagéré de cette entreprise est une véritable taxe pour le peuple.

Sur un prix de \$5, la Commission des liqueurs fait un profit de 100 % et parfois plus. C'est un monopole d'État, et si on fait du 100 % et plus, c'est excessif ce prélèvement sur le peuple, et celui-ci a droit de savoir jusqu'à quel point il est pressuré dans ce sens-là. Cet impôt est d'autant plus extraordinaire qu'il n'a nullement été imposé par la Législature ou un ordre en conseil, mais seulement par des fonctionnaires du gouvernement. C'est pour cela que l'opposition a droit de connaître les prix coûtants et vendants des liqueurs.

Il se passe dans l'organisation des choses que le peuple devrait savoir sur la qualité et le prix des marchandises, par exemple. Un journal de Montréal⁵ a publié depuis quelque temps de grosses accusations au sujet des prix et des qualités des marchandises. Il a publié des documents émanant de la Commission et a défié celle-ci de le nier. Ni le gouvernement ni la Commission des liqueurs n'ont répondu à ces accusations. Personne n'a essayé de justifier ces mélanges de la Commission. On a fait la conspiration

du silence sur ces accusations. Il importe de faire de la lumière là-dessus.

Le peuple, pourtant, s'en est ému et s'est demandé s'il est vrai que le gouvernement fait le même commerce que faisaient autrefois les vendeurs autorisés qu'il supportait avec énergie, puis qu'il dénonça pour s'accaparer de leur commerce. Le peuple veut savoir s'il est vrai que la Commission importe en fûts des liqueurs censées venir ici en bouteilles.

Le journal en question a prétendu, par exemple, que la Commission vendait comme importés des produits "adultérés", mélangés chez elle ou même "baptisés" avec de l'eau. Après avoir fait venir du whisky de l'Écosse, on le diluait ici avec des fonds de tonne, de l'eau et de la teinture, et pour mieux donner l'illusion, on faisait venir des fournisseurs d'Europe des capsules, bouchons et "labels". Si cela est vrai...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (En riant) Vous allez savoir tout cela!

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Tant mieux... Nous voulons le savoir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Et d'autres choses aussi...
(Rires)

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Je sais qu'il y a beaucoup de choses et, si on ouvre les portes, nous allons le savoir. Je ne continuerai pas, car je vois que le premier ministre semble bien disposé et j'espère que la Chambre va approuver ma motion à l'unanimité, afin que le peuple sache à quoi s'en tenir sur la question.

(Applaudissements à gauche)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On essaie à tort de faire croire en certains milieux que le gouvernement veut cacher la vérité au sujet de la Commission des liqueurs. Pourtant, lorsqu'on a demandé une enquête sur toutes les opérations de la Commission, la majorité a demandé des précisions. La motion du député de Montréal-Laurier répond à ce vœu, bien que sa première partie contienne une phrase qui exprime exactement la clause rejetée l'autre jour. Dans l'ensemble, c'est satisfaisant, car des précisions, c'est justement ce que nous voulions. Pourquoi nous opposerions-nous par exemple à donner des détails sur les mélanges des liqueurs, embouteillage, etc.?

L'honorable député de Montréal-Laurier se plaint que la Commission des liqueurs fait de très

gros profits. Et pourquoi pas? C'est la tactique du gouvernement de prendre ses revenus surtout sur les objets de luxe. La boisson est assurément un objet de luxe. Les profits élevés, j'en suis, du moment qu'ils servent à la bonne administration d'une province ou d'un pays. Là-dessus, presque tous partagent mon opinion. J'aime mieux que l'on taxe les liqueurs au lieu de taxer le pain, la viande, le beurre, le thé ou le café. C'est là une politique conforme à la doctrine libérale.

Cependant, je désirerais qu'on retranche une petite phrase dans la motion, nommément: "toutes les opérations de la Commission". C'est trop général, et c'est là ce qu'on rejetait ces jours derniers. Quant au reste, c'est bien, malgré la phraséologie. Là, au moins, on est précis. J'irai même plus loin, et je prétendrai qu'il faut accorder davantage à l'opposition et aller ainsi au-devant de ses désirs. Je comprends que l'on fasse de l'agitation contre la Commission des liqueurs. Il y a des gens qui font de la contrebande. Il est temps de faire cesser la campagne de préjugés de certains marchands de liqueurs évincés qui voudraient étrangler la Commission qui a fait tout son devoir. Il faut faire la lumière puisqu'il n'y a rien à cacher. Je suggère donc qu'on étende l'enquête à certaines organisations louches et de contrebande.

Je suis à faire une petite enquête qui m'a conduit à des découvertes sur les opérations de certaines maisons de Montréal qui n'ont pas l'air intéressées dans le commerce des liqueurs. Je n'ai pas terminé cette enquête, mais j'en ai assez pour le moment pour occuper le comité des comptes publics pendant des jours, et je demanderai à la Chambre de faire un peu de la lumière sur ces opérations.

En attendant, M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, secondé par le représentant de L'Islet (M. Thériault), que tous les mots après:

"Que la Chambre autorise le comité des comptes publics à s'enquérir", dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"des opérations suivantes de la Commission des liqueurs de Québec: de l'établissement, des attributions, des pouvoirs et des opérations de commerce de son bureau-chef, de ses succursales et agences, de ses magasins; du prix d'achat du prix coûtant, du prix de vente de ses marchandises, ainsi que de leur nature et qualité; des additions, transformations et traitement qu'elle a faits et fait subir aux boissons et de leur embouteillage; des noms et adresses de ses fournisseurs; de ses entrepôts; des saisies et confiscations de boissons, des poursuites devant les tribunaux, du paiement des

amendes, des abandons de recours et poursuites; des vols de boissons; des achats, constructions, démolition et reconstructions d'immeubles; de l'octroi des licences; des relations de la Commission et du gouvernement ou de son trésorier provincial; des affaires de banque de la Commission, de ses archives, ainsi que de toutes opérations par les nommés Ludger Brien⁶, Albert Brosseau, Lord et Lavallée, et la United Auto Supply Company et leurs associés et autres intéressés, en rapport avec l'importation de liqueurs alcooliques, dans la province au détriment du commerce de la Commission des liqueurs, et à requérir la comparution de toutes personnes et la production de toutes pièces dont le comité pourra avoir besoin à ce sujet; et qu'elle l'autorise à employer un sténographe dûment qualifié pour recueillir tous les témoignages reçus devant ledit comité."

(Applaudissements)

L'honorable M. Nicol (Compton): (Applaudissements à droite) Puisqu'il y a relation entre mon service et la Commission, je tiens à dire que je suis prêt à mettre devant le comité des comptes publics tous les renseignements exigés. Mais je tiens à ajouter que le député de Montréal-Laurier a eu tort d'affirmer que les prétendus mélanges faits à la Commission étaient honteux. Il s'est plaint que la Commission mettait de l'eau dans son alcool. Il doit savoir qu'il n'y a pas d'alcool potable sans eau...

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Oui, mais c'est la quantité qui compte.

L'honorable M. Nicol (Compton): Si le député de Montréal-Laurier trouve qu'il y a trop d'eau dans la boisson, c'est qu'il boit fort.

(Rires et applaudissements)

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Je soulève un point d'ordre. L'honorable trésorier n'a pas le droit de se servir de telles paroles en Chambre. Il a parlé de cette façon au député de Westmount (M. Smart) il y a deux ans et, selon moi, le ministre a tort de s'exprimer ainsi.

L'honorable M. Nicol (Compton): Je n'ai jamais voulu insinuer que l'honorable député buvait. Je n'en sais rien.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Si vous ne le savez pas, d'autres le savent. Et j'insiste sur mon point d'ordre.

(Rires)

M. Tétreau (Montréal-Dorion) approuve le député de Montréal-Laurier.

M. l'Orateur: L'honorable député devrait expliquer ou retirer ses paroles.

L'honorable M. Nicol (Compton): Je répète que je n'ai jamais voulu insinuer que mon honorable ami buvait, mais il parle de liqueurs et de mélanges et semble craindre l'eau. Il doit savoir que le meilleur scotch contient 56 % d'eau et 44 % d'alcool...

M. Duranleau (Montréal-Laurier): M. l'Orateur, je soutiens mon point d'ordre. Je maintiens que l'honorable député n'a pas retiré les paroles auxquelles je m'objectais, et j'exige qu'il les retire.

M. l'Orateur: Je crois que l'honorable député devrait satisfaire son collègue.

L'honorable M. Nicol (Compton): Je croyais avoir satisfait l'honorable député. Encore une fois, je n'avais aucunement l'intention d'affirmer qu'il buvait quelque chose de plus fort que le scotch. J'ai voulu dire, M. l'Orateur, que si l'honorable député trouve que le scotch de la Commission est trop faible, c'est qu'il l'aime fort; mais s'il a mal interprété mes paroles, je les retire.

L'honorable député a parlé des mélanges. Il verra, par l'enquête que nous allons faire et les renseignements que nous allons donner à l'opposition, que nous ne faisons pas de mélanges condamnables. Je disais donc que le scotch contient 56 % d'eau. Nous ne pouvons cependant, comme on semble le désirer, importer d'Écosse l'eau qu'il faut parfois utiliser dans les liqueurs. Or, la Commission l'importe pur et y ajoute de l'eau de la province, qui en vaut une autre. C'est une économie considérable dans le transport et dans les droits d'accise. La Commission ne fait que suivre les coutumes en pratique en tout temps dans ce pays. C'était l'ancienne méthode du commerce et que tous les vendeurs autorisés avaient des "blenders" qu'ils payaient très cher. Nous donnerons à mon honorable ami tous les renseignements qu'il désire et qui peuvent intéresser son voisin...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, l'honorable ministre a-t-il le droit de faire une telle affirmation?

M. l'Orateur: Non, il n'en a pas du tout le droit, et je dois insister sur ce point. Je crois que l'honorable ministre n'est pas dans l'ordre.

L'honorable M. Nicol (Compton): Je termine d'ailleurs; le député de Montréal-Laurier peut avoir de son voisin des renseignements précis au sujet du "blendage". Le député de Montréal-Saint-Henri (M. Bray) est intéressé à ce commerce, car il vient de fonder la Quebec Industrial Alcohol...

M. l'Orateur: À l'ordre.

L'honorable M. Nicol (Compton): Tout ce que je tenais à ajouter, c'est que nous donnerons à l'opposition tous les renseignements qu'elle peut désirer.

(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le gouvernement veut bien accorder une enquête, mais il veut savoir sur quoi l'opposition veut enquêter. Les mots "administration générale" ont aussi été enlevés de la motion. Mais le gouvernement ne peut enquêter sur des faits généraux. Il n'a rien à cacher. Il désire même que l'enquête soit la plus complète possible. Nous accorderons tout ce que l'on nous demande, moins la première ligne, et plus ce qu'ajoute le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). Si de nouveaux détails sont requis, on n'aura qu'à les demander et nous les accorderons tout de suite.

Mais je tiens à donner un avertissement à la gauche. Elle nous dit: "Donnez-nous vos prix!" Nous les donnerons, mais en les donnant, nous perdons des avantages spéciaux et des conditions de faveur. Le président de la Commission me disait: "Ce sera \$200,000 de moins dans nos recettes." Eh bien! Nous préférons encourir cette perte que nous pourrions employer pour l'agriculture, la colonisation, l'instruction publique plutôt que de nous faire dire sur tous les "hustings" que nous refusons de donner des renseignements sur l'administration des liqueurs.

J'ai déjà dit que les fournisseurs de la Commission des liqueurs se sont objectés à la publication des prix de faveur. L'autre jour, on me demandait de communiquer à la Chambre des lettres protestant contre la publication de nos prix coûtants⁷. Un M. Douglas écrit à M. Cordeau: "Je regrette, mais vous allez être maintenant traités sur le même pied que les autres provinces." Et un M. Monet: "Ces conditions étaient strictement confidentielles. Elles sont abolies par la publicité." Et la maison Lanson, fournisseurs de champagnes: "Nous protestons contre la publication de nos conditions. Nous en subissons un grand dommage et nous demandons protection."

Que l'opposition prenne toute la responsabilité de la perte et de cet abus de confiance, car c'est ainsi que nos fournisseurs l'appellent. Nous sommes acculés à l'obligation de donner nos prix. C'est l'opposition qui aura fait perdre \$200,000 à la province.

Et si le client paye plus cher pour certaines marques, il n'aura qu'à s'en prendre à ceux qui ont forcé le gouvernement à dévoiler des secrets qui auraient dû rester tels.

Pour nous, nous aurons montré à l'étranger et au pays que nous n'avons rien à cacher, et l'honneur de la province sera vengé. Nous ferons ce sacrifice, mais la lumière sera faite.

Il (l'honorable M. Taschereau) dépose ces lettres devant la Chambre.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous sommes heureux que le gouvernement consente enfin à nous donner les prix des liqueurs. Il met en regard les déclarations passées du premier ministre, qui promettait de tenir secrets les prix de la Commission, et celles de cette année où il est prêt à tout faire connaître. Il attribue cette attitude à la pression de l'opinion publique.

Le débat est suspendu.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 30

Montréal-Est

M. Richard (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est, en date du 20 février 1925, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

St. Maurice Lumber Company

M. Mercier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 modifiant la charte de la St. Maurice Lumber Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**St. Maurice Paper Company Ltd.
et Cap-de-la-Madeleine**

M. Bordeleau (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 ratifiant certaines résolutions du conseil et des commissaires d'écoles de la cité du Cap-de-la-Madeleine et conventions entre les mêmes et la St. Maurice Paper Company Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Motions des députés:

Commission des liqueurs

La Chambre reprend le débat, suspendu ce jour, sur l'amendement proposé par le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) à la motion du représentant de Montréal-Laurier (M. Duranleau):

Que la Chambre autorise le comité des comptes publics à s'enquérir de toutes les opérations de la Commission des liqueurs de Québec, et plus particulièrement, entre autres choses, de l'établissement, des attributions, des pouvoirs et des opérations de commerce de son bureau-chef, de ses succursales et agences, de ses magasins; du prix d'achat, du prix coûtant, du prix de vente des marchandises ainsi que de leur nature et qualité; des additions, transformations et traitement qu'elle a faits, de ses fournisseurs, de ses entrepôts; des saisies et confiscations de boissons, des poursuites devant les tribunaux, du paiement des amendes, des abandons de recours et poursuites; des vols de boissons; des achats, constructions, démolition et reconstructions d'immeubles; de l'octroi des licences; des relations de la Commission et du gouvernement ou de son trésorier provincial; des affaires de banque de la Commission, de ses archives, et de son administration générale et à requérir la comparution de toutes personnes et la production de toutes pièces dont le comité pourra avoir besoin à ce sujet; et qu'elle l'autorise à employer un sténographe dûment qualifié pour recueillir tous les témoignages reçus devant ledit comité.

Et l'amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après: "Que la Chambre autorise le comité des comptes publics à s'enquérir", dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"des opérations suivantes de la Commission des liqueurs de Québec: de l'établissement, des

attributions, des pouvoirs et des opérations de commerce de son bureau-chef, de ses succursales et agences, de ses magasins, du prix d'achat du prix coûtant, du prix de vente de ses marchandises, ainsi que de leur nature et qualité; des additions, transformations et traitement qu'elle a faits et fait subir aux boissons et de leur embouteillage; des noms et adresses de ses fournisseurs; de ses entrepôts; des saisies et confiscations de boissons, des poursuites devant les tribunaux, du paiement des amendes, des abandons de recours et poursuites; des vols de boissons; des achats, constructions, démolition et reconstructions d'immeubles; de l'octroi des licences; des relations de la Commission et du gouvernement ou de son trésorier provincial; des affaires de banque de la Commission, de ses archives, ainsi que de toutes opérations par les nommés Ludger Brien, Albert Brosseau, Lord et Lavallée, et la United Auto Supply Company et leurs associés et autres intéressés, en rapport avec l'importation de liqueurs alcooliques, dans la province, au détriment du commerce de la Commission des liqueurs, et à requérir la comparution de toutes personnes et la production de toutes pièces dont le comité pourra avoir besoin à ce sujet; et qu'elle l'autorise à employer un sténographe dûment qualifié pour recueillir tous les témoignages reçus devant ledit comité".

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le trésorier provincial (l'honorable M. Nicol) a été maladroit dans son argumentation. Il a eu des insinuations malheureuses à l'adresse du député de Montréal-Laurier (M. Duranleau). Je crois que l'amendement de l'honorable député de Saint-Hyacinthe est une tactique de la droite et rétrécit considérablement l'enquête que nous demandons, car l'amendement dit que nous ne pourrions faire enquête sur "l'administration générale" de la Commission des liqueurs. On a retranché ces mots. Or, nous voulons enquêter là-dessus. C'est habile, mais est-ce vraiment du courage?

(Applaudissements à gauche)

Si le gouvernement n'a pas peur, pourquoi ne nous donne-t-il pas toute la lumière?

(Applaudissements à gauche)

Et le premier ministre profite de l'occasion pour attribuer à l'opposition une diminution de revenus dans le commerce de la Commission, alors que cette diminution est due à l'incompétence de la Commission elle-même. Quant aux ajoutés insérés dans la motion par l'amendement du député de Saint-Hyacinthe, c'est encore une manœuvre. Ces ajoutés ne nous font pas peur. Déjà nous avons reçu des menaces, et elles ne se sont pas réalisées.

L'honorable député nous a dit qu'il faisait une enquête secrète sur certains agissements de particuliers qui feraient de la contrebande. Quand bien même je découvrirais qu'un de mes parents, que mon frère est compromis dans cette affaire, je serais debout pour faire mon devoir et je demanderais toute la lumière sur toutes les opérations de la Commission. Si le gouvernement ne la fait pas, cette lumière, c'est qu'il ne veut pas renseigner le peuple. La population de cette province saura juger, comme ils le méritent, les actes du gouvernement. Il ne reprendra jamais la confiance de l'opinion publique qu'il a perdue.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je ne sais ce que la colère de l'honorable chef de l'opposition cache...⁸

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (En riant) Oh! Je ne suis pas en colère.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): (En souriant) Quand on craint un danger, on crie fort. Mais prenons la question à son mérite.

L'opposition est difficile à satisfaire. Il y a quelques jours, l'opposition demandait une enquête sur toutes les opérations de la Commission. Je proposais alors un amendement pour précisions. Aujourd'hui, le député de Montréal-Laurier revient avec exactement la même chose dans les lignes que nous voulons retrancher. La motion de l'opposition comporte une partie générale et une partie spéciale. Par l'amendement du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), on écarte simplement la partie générale et on rend la motion conforme à la décision de la Chambre l'autre jour. Maintenant, le gouvernement est prêt même à accorder plus qu'on demande; pourquoi l'opposition ne serait-elle donc pas satisfaite?

L'honorable chef de l'opposition (M. Sauvé) dit que nous voulons rétrécir l'enquête parce que nous enlevons de la motion les mots "l'administration générale". Pourquoi demander deux fois la même chose et tendre à la confusion? Pourquoi donnerions-nous des pouvoirs généraux au comité des comptes publics? La juridiction du comité des comptes publics se limite à l'emploi des deniers votés par la Chambre, et pour étendre sa juridiction, on doit préciser les points sur lesquels on veut enquêter.

La motion précise tous les renseignements que l'on veut obtenir, et quand nous aurons commencé notre enquête aux comptes publics, si les

membres veulent avoir d'autres renseignements, nous en obtiendrons l'autorisation de la Chambre. On n'aura qu'à les demander, rien ne sera refusé. Pourquoi généraliser l'enquête quand nous précisons sur quels points elle doit porter? On sait bien qu'il est impossible d'enquêter sur l'administration générale. C'est vaste comme le monde et cela ne conduit à rien. Nous ne voulons pas de termes généraux pour faire porter l'enquête sur des points que nous ne connaissons pas.

Le gouvernement veut procéder comme devant les tribunaux de justice; l'opposition doit faire connaître des précisions, et la Chambre se déjugerait si elle adoptait la motion du député telle quelle. Le gouvernement n'a pas la moindre peur de dire tout ce que l'on sait, mais pourvu toujours que l'on donne des précisions sur quoi l'on veut enquêter. Nous n'avons rien à cacher, mais il faut procéder avec bon sens et équité. Nous sommes sûrs que la lumière sera faite, et même sur des points sur lesquels l'opposition n'insiste pas.

Le chef de l'opposition dit que le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) greffe sur la motion des questions étrangères à la juridiction des comptes publics. Mais tout ce que contient la motion est étranger à cette juridiction. L'enquête sur la contrebande que demande le député de Saint-Hyacinthe n'est pas illégale, et la Chambre a droit de permettre au comité des comptes publics de faire enquête à ce sujet. C'est pour demander un mandat spécial que nous sommes ici ce soir. Nous voulons savoir quelles importations contraires au commerce légitime de la Commission ont été faites en cette province. Nous avons droit de savoir jusqu'à quel point on nuit au succès de l'administration des liqueurs.

L'honorable chef de l'opposition n'est pas satisfait de la déclaration du premier ministre, au sujet des \$200,000 que la Commission perdra en rendant publics les prix coûtants de ses liqueurs. L'honorable premier ministre a fait cette déclaration, afin de justifier l'attitude du gouvernement jusqu'à aujourd'hui. Il a raison. Le gouvernement n'a rien à cacher, et s'il a refusé de faire connaître les prix d'achat des liqueurs dans le passé, c'est parce qu'aucune maison de commerce ne le fait, c'est parce que la Commission des liqueurs avait des prix de faveur. Il n'y a qu'à la Commission qu'on ne veuille pas permettre de fonctionner sur une base d'affaires. Pour l'honneur et la réputation de notre province, nous perdrons de l'argent, mais la lumière sera faite.

(Applaudissements)

On a dit que des membres du gouvernement et leurs amis s'enrichissaient à la Commission des

liqueurs. Nous voulons la lumière, nous l'aurons et le public considérera alors que les objections du chef de l'opposition ne sont que des échappatoires, et que le gouvernement n'a jamais eu peur de faire la lumière sur des opérations qui ne sont entachées d'aucune irrégularité. L'enquête complète que la Chambre autorise le démontrera. Car nous avons accordé même au-delà des désirs exprimés par la motion. Nous croyons que c'est la meilleure manière de donner satisfaction à cette Chambre et à l'opinion publique.

(Applaudissements à droite)

M. Langlais (Témiscouata): À entendre les membres du gouvernement, on dirait que c'est l'opposition qui refuse la lumière sur la Commission des liqueurs. C'est le gouvernement qui a toujours refusé d'en ouvrir les portes. Aujourd'hui, le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), par son amendement, veut aller plus loin et ouvrir toutes les portes des maisons privées de la province pour savoir quelles sont celles qui ont pu faire le commerce illicite de la province. C'est une enquête beaucoup plus générale que celle que nous demandons...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Très bien!

(Manifestations à droite)

M. Langlais (Témiscouata): Si le gouvernement veut faire une enquête générale, nous en sommes, nous n'avons pas peur, mais ce n'est pas ce qu'il fait. Pour faire oublier son attitude, il refuse d'accorder une enquête sur l'administration générale de la Commission, mais il veut faire enquête sur les affaires privées de citoyens qui, à la connaissance du gouvernement ou des officiers de la Commission, ont fait la contrebande avec les États-Unis et n'ont rien à faire avec la Commission des liqueurs.

Pour nous, nous n'avons pas d'objection à ce que vous ajoutiez tous les noms des citoyens de la province. Mais, avant cela, il y a lieu de savoir si la Commission n'a pas encouragé le commerce illicite et n'a pas été de connivence avec certaines personnes privilégiées, pour augmenter aussi le commerce des liqueurs aux États-Unis.

Mais, puisque le gouvernement veut élargir son enquête, nous chercherons aussi à savoir davantage.

C'est pourquoi je propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), le sous-amendement suivant:

"Que l'amendement en discussion soit sous-amendé en y intercalant après les mots:

"de ses archives", les mots suivants, savoir:

"et de son administration générale ainsi que de tout commerce illicite de liqueurs alcooliques (bootlegging) fait en cette province à la connaissance de la Commission et de ses employés, et à requérir la comparution de toutes personnes et la production de toutes pièces dont le comité pourra avoir besoin pour les fins plus haut mentionnées".

(Applaudissements à gauche)

M. l'Orateur met la question aux voix.

Des voix à gauche et à droite: Carried! Carried!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Fort bien! Carried!

(Applaudissements)

(Un ministre voisin du premier ministre lui fait alors remarquer que les mots "administration générale" sont dans le sous-amendement)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Nous sommes prêts à accepter le sous-amendement du moment qu'on y retranchera les mots "administration générale". Si le député de Témiscouata le veut bien...

Des voix à gauche: Ah! Ah!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Vous avez dit "carried" tout à l'heure.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Oh! Je n'ai pas hésité un seul instant, car je n'avais pas compris les mots "administration générale". Mais nous discutons depuis cet après-midi sur ces deux mots.

Je me demande même si le sous-amendement n'est pas hors d'ordre, car il a pour but de remettre dans la motion principale les mots que l'amendement y enlève. Sans ces deux mots, je le répète, nous acceptons le sous-amendement.

M. Langlais (Témiscouata): Nous tenons à enquêter sur l'administration générale.

Le sous-amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Bertrand, Bray, Crépeau, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie

(Soulanges), Patenaude, Pellerin, Plante, Renaud, Sauvé, Sayer, Smart, Tétreau, 22.

(Applaudissements à gauche saluant le vote de M. Bertrand, Saint-Sauveur)

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bergeron, Bordeleau, Bouchard, Bouthillier, Bullock, Caron, Charbonneau, Côté, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Fortier, Galipeault, Guillemette, Lafond, Lafrenière (Berthier), Lafrenière (Richelieu), Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, Lortie (Labelle), Madden, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Morin, Nicol, Ouellet, Perrault, Phaneuf, Pilon, Reed, Richard, Roy, Saurette, Taschereau, Thériault, Tourville, 47.

Ainsi, le sous-amendement est, en conséquence, rejeté.

M. Mercier (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Tourville), que la motion d'amendement soit amendée en intercalant, après les mots "archives", les mots suivants: "ainsi que tout commerce illicite de liqueurs alcooliques (bootlegging) fait en cette province, à la connaissance de la commission et de ses employés".

(Applaudissements à droite)

M. Sauvé (Deux-Montagnes) fait remarquer que l'opposition veut une enquête sur l'administration générale et qu'elle votera contre le sous-amendement Mercier.

Le sous-amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Authier, Baillargeon, Bergeron, Bordeleau, Bouchard, Bouthillier, Bullock, Caron, Charbonneau, Côté, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Fortier, Galipeault, Guillemette, Lafond, Lafrenière (Berthier), Lafrenière (Richelieu), Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, Lortie (Labelle), Madden, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Morin, Nicol, Ouellet, Perrault, Phaneuf, Pilon, Reed, Richard, Roy, Saurette, Savoie, Taschereau, Tétreau, Thériault, Thurber, Tourville, 50.

(Applaudissements à droite saluant le vote de M. Tétreau, député libéral indépendant de Montréal-Dorion, avec la droite)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Très bien, très bien.

Contre: MM. Bastien, Beaudoin, Bertrand, Bray, Crépeau, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Patenaude, Pellerin, Plante, Renaud, Sauvé, Sayer, Smart, 21.

(Applaudissements à gauche saluant le vote de M. Bertrand, député ouvrier de Saint-Sauveur, avec la gauche)

Ainsi, le sous-amendement est, en conséquence, adopté.

L'amendement, ainsi amendé, est mis aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La motion principale, ainsi amendée, est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Jeunes délinquants

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 33 modifiant la loi relative aux jeunes délinquants.

Adopté.

Jurés

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 196 concernant les jurés.

Adopté.

Protection contre les incendies

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 43 modifiant les Statuts refondus, 1909, concernant la protection des édifices publics contre les incendies.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: 1. Que les taux pour honoraires, en ce qui regarde l'examen des installations électriques nouvelles dans les édifices publics, soit pour l'éclairage, la chaleur ou la force motrice, de même que pour toutes les installations de systèmes de chauffage, seront basés sur le pourcentage de la valeur de l'installation, soit une demie de un pour cent avec un maximum de deux cents dollars et un minimum de dix dollars.

2. Que, dans le but d'assurer l'observation de la loi et des règlements en ce qui concerne les installations électriques ou de chauffage, et en vue de constater si les personnes visées par la loi possèdent des licences ou certificats et se conforment à la loi et aux règlements, il pourra être ajouté, au personnel du département de l'inspection des établissements industriels et des édifices publics, un nombre d'inspecteurs dûment qualifiés comme compagnons électriciens, ainsi que des inspecteurs de système de chauffage, dont le travail sera de faire des inspections dans tous les édifices publics de la province, faire connaître la loi aux intéressés et signaler à l'inspecteur en chef et aux examinateurs les contraventions qu'ils constatent; que les inspecteurs de système de chauffage auront le devoir de faire l'inspection des systèmes de chauffage à la vapeur, à haute et à basse pression, ainsi que des chaudières à sections à eau chaude; et que ces inspecteurs recevront un salaire n'excédant pas, pour chacun d'eux, dix-huit cents dollars par année.

3. Que l'honoraire pour l'inspection de tout système de chauffage dans les édifices visés par la loi 11 George V, chapitre 75, sera de cinq dollars, sauf les églises, chapelles, couvents, collèges, écoles, hospices, orphelinats, asiles d'aliénés, palais de justice et prisons, où cette inspection devra être faite gratuitement.

M. Sayer (Montréal-Saint-Laurent) s'informe de l'effet des résolutions.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) déclare que le projet n'affecte rien autre chose que les honoraires.

M. Sayer (Montréal-Saint-Laurent): Je ne crois pas que le système d'inspection actuel puisse être amélioré et je ne vois aucune justification à l'imposition des coûts supplémentaires qu'engendre la nouvelle mesure.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

Il ne s'agit pas d'une nouvelle mesure, dit-il, mais d'une vieille loi qui sera appliquée à l'avenir, dans le but de fournir une meilleure protection à la population, là où c'est possible. Les inspecteurs du gouvernement s'assureront que les systèmes de chauffage dans les différents immeubles sont absolument sans danger, et ils s'adonneront également à d'autres tâches.

M. Patenaude (Jacques-Cartier) demande des renseignements au sujet de l'inspection des édifices.

Les résolutions sont adoptées sur division.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues deux fois, et adoptées sur division par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 43 modifiant les Statuts refondus, 1909, concernant la protection des édifices publics contre les incendies.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides⁹.

Adopté.

En comité:

Un député de l'opposition: Le chef de l'opposition est absent.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Nous n'aborderons que des items peu importants.

Une voix: Le voilà!

M. Sauvé (Deux-Montagnes) entre en Chambre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Allons-nous continuer le gros item de \$550,000?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Prenons les petits, les petits agneaux. Prenons: "Conseil d'agriculture, \$3,000."

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour médecine vétérinaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le *Journal d'agriculture*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement fait-il toujours imprimer ce journal à l'Imprimerie Perrault, qui est le département d'impression du journal *Le Canada*? Le contrat est toujours le même, dit-il. Il ne change jamais?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le contrat, répond-il, est un contrat tacite et il restera toujours le même pour un temps indéfini, à moins que l'une ou l'autre des parties décide de l'annuler un bon jour.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): À quel prix *Le Canada* imprime-t-il le journal?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je crois que c'est 28 cents la ligne agate¹⁰.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre considère-t-il que ce contrat est avantageux pour son département?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Ce contrat est d'autant plus avantageux que le chef de l'opposition devrait être mis au courant des plaintes faites par les imprimeurs, qui se plaignent du fait que le contrat a été fait du temps où le papier se vendait beaucoup moins cher qu'aujourd'hui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) veut connaître les prix des annonces publiées dans le *Journal d'agriculture*.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Les détails que demande le chef de l'opposition pourront lui être fournis quand il le voudra, si on fait la demande à l'effet que le comptable ou le gérant du *Journal d'agriculture* compareisse devant le comité d'agriculture.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement n'a pas peur de donner ces prix. Ce n'est pas comme pour la Commission des liqueurs.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le chef de l'opposition vient d'apprendre que le gouvernement va donner le prix des liqueurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pas depuis longtemps.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Mon Dieu, tous les enfants ne naissent pas le même jour, et nous devons au moins attendre qu'ils naissent avant de nous prononcer.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) fait l'éloge du rédacteur du *Journal d'agriculture*¹¹ et demande que son traitement soit augmenté. Il y a des employés moins compétents que M. Létourneau, qui sont mieux payés que lui. (Regardant le sous-ministre M. J.-A. Grenier) Je ne fais pas allusion à l'honorable sous-ministre de l'Agriculture. Le gouvernement, qui loue le travail des journalistes, devrait mieux payer M. Létourneau.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le salaire de M. Létourneau est d'un peu plus de \$3,100, mais, sur ce montant, le rédacteur doit payer le salaire de son assistant.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas assez pour un journaliste.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) admet ce fait et essaiera, quand il le pourra, de faire mieux pour ce rédacteur.

M. Thurber (Chambly): Carried! Carried!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable député de Longueuil a quelque chose à dire...

M. Thurber (Chambly): Je ferai remarquer à l'honorable chef de l'opposition qu'il n'y a pas de député de Longueuil. Je représente le beau comté de Chambly.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) fait l'éloge de M. Grenier et se plaint du fait que, lorsque le gérant du *Canada* et, par le fait même, le gérant du *Journal d'agriculture*, comparut devant le comité d'agriculture il y a deux ans, il parut très réticent et ne voulut pas répondre à plusieurs des questions posées par les membres de l'opposition.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): M. J.-B. Lapointe, gérant du *Canada* et du *Journal d'agriculture*, n'a fait que répondre aux questions que le comité était autorisé à lui poser.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je conseille au ministre d'inviter les organes ministériels à être plus polis pour l'opposition. Je suis certain, dit-il, que *Le Canada* va m'injurier demain, comme c'est son habitude.

(Rires)

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Mon honorable ami est plus chatouilleux que les ministres. Je n'ai jamais vu d'injures sur son compte dans *Le Canada*.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si demain, dit-il, *Le Canada* ne me fait pas de remontrances, c'est que probablement le ministre de l'Agriculture verra le représentant de ce journal et lui conseillera de ne rien faire, sinon de se taire.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je donne ma parole d'honneur que je ne verrai ni ne parlerai ce soir au représentant du journal *Le Canada*.

Cependant, nous lisons ensemble *Le Canada* demain et, si le chef de l'opposition y est traité injustement, je serai le premier à admettre que le représentant de ce journal a eu tort d'agir ainsi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'accepte la proposition.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Si je pouvais rencontrer mon honorable ami un bon jour, je mettrais côte à côte les injures qu'on a prodiguées aux ministres et celles qu'on a adressées au chef de l'opposition.

M. Plante (Beauharnois): Ce sera un concert d'injures. Est-ce que nous pourrions être invités?

(Rires)

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Certainement, vous surtout, et on verra que les journaux que l'honorable chef de l'opposition contrôle nous injurient de façon renversante.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne contrôle aucun journal dans cette province.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Les chefs de parti exercent toujours un contrôle politique sur les journaux qui les appuient.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas trente-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour expositions, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Avez-vous reçu une demande de Deux-Montagnes?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Nous avons fait plus pour le comté de l'honorable chef de l'opposition que pour n'importe quel comté.

M. Plante (Beauharnois): Et Valleyfield?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Nous considérons sérieusement la demande de l'honorable député de Beauharnois pour son exposition.

M. Plante (Beauharnois): J'espère que l'honorable ministre va continuer dans la bonne voie.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je suis content d'apprendre que je suis dans la bonne voie.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) et l'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) continuent de débattre pendant quelques minutes.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Société d'industrie

laitière de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'École de laiterie de la province de Québec, Saint-Hyacinthe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Questions et réponses:

Rapport de la Commission d'étude de la loi des accidents du travail

M. Duranleau (Montréal-Laurier): 1. Quand le gouvernement a-t-il reçu le rapport de la Commission chargée de l'étude de la loi des accidents du travail?

2. Le gouvernement a-t-il l'intention de présenter, au cours de la présente session, quelque mesure basée sur les conclusions de ce rapport?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. 15 janvier 1925, déposé sur le bureau de la Chambre le 26 janvier 1925, comme document de la session no 44.

2. Le gouvernement étudie les différentes propositions du rapport, lequel suggère d'attendre après la tenue de la Conférence du travail, à Genève, en mai et juin prochains, pour modifier la loi actuelle, s'il y a lieu.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Maurice Henry Berteaux (1852-1911), ardent républicain et laïc convaincu, fut partisan de la séparation de l'Église et de l'État.

2. *L'Événement* du 5 mars 1925, à la page 1, rapporte que "les articles toujours méchants, mais spirituels quelquefois, amusèrent la Chambre. L'honorable M. Caron était en verve et ajoutait des commentaires très piquants et parfois très acerbes."

3. J.-Noé Ponton (1885-1929) agronome et syndicaliste, propriétaire du *Bulletin des agriculteurs* à partir de 1921. Cofondateur de l'Union catholique des cultivateurs en 1924, il se consacre à la promotion de cette dernière avant de décéder prématurément.

4. *L'Événement* du 5 mars 1925, à la page 11, rapporte qu'il est 4 h 40 à ce moment de la séance.

5. *L'Événement* du 5 mars 1925, à la page 11, précise que M. Duranleau parle "de la campagne de M. Roger Maillet dans *Le Matin*".

6. *The Quebec Chronicle* du 5 mars 1925, à la page 3, précise que M. Ludger Brien "a été mis en accusation récemment dans le cadre du complot de contrebande allégué sur la barge *Tremblay*", un procès ayant cours en même temps que la session parlementaire.

7. *The Montreal Daily Star* du 5 mars 1925, à la page 16, précise que le premier ministre lit quatre lettres à la Chambre: deux en français et deux en anglais.

8. *L'Événement* du 5 mars 1925, à la page 11, nous apprend que l'honorable M. Perrault, en tant que président du comité des comptes publics, "sera chargé de nous révéler les affaires de la Commission des liqueurs".

9. *Le Soleil* du 4 mars 1925, à la page 16, rapporte qu'il est 10 heures à ce moment de la séance, et qu'en prévision de l'étude des crédits de l'agriculture, "M. le sous-ministre J.-A. Grenier vint s'installer à côté de l'honorable M. Caron".

10. La ligne agate est une mesure typographique qui est utilisée pour exprimer la grandeur de l'espace vertical. Il y a 14 lignes agates dans un pouce.

11. Le chef de l'opposition parle de Firmin Létourneau (1891-1984), agronome et professeur. Enseignant à l'Institut agricole d'Oka (1915-1965), cofondateur du *Bulletin des agriculteurs* (1921) ainsi que de l'Union catholique des cultivateurs (1924), dont il est le premier secrétaire.

Séance du jeudi 5 mars 1925

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de David Coveler, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit, après examen (M. Dillon).

Rapports de comités:

M. Bullock (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 117 constituant en corporation la Compagnie de la Commission du pouvoir électrique du Nouveau-Brunswick.

**Loi 14 George V, chapitre 37,
Syndics d'écoles protestants d'Outremont**

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, appuyé par le représentant de Brome (M. Oliver), que toutes les dispositions du Règlement de cette Chambre qui ont trait à l'avis, à la présentation et à l'examen des pétitions introductives de bills privés, ainsi qu'à l'examen préliminaire à la présentation, soient suspendues et qu'il lui soit, en conséquence, permis de présenter immédiatement le bill 144 continuant en vigueur la loi 14 George V, chapitre 37.

Il (M. Dillon) explique les causes du retard¹.

Adopté.

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) présente, en conséquence, le bill 144 continuant en vigueur la loi 14 George V, chapitre 37.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des mines

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 2 modifiant la loi des mines de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Actions, obligations et
autres valeurs**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 46 modifiant la loi concernant l'émission et la vente d'actions, d'obligations et autres valeurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pouvoirs
du protonotaire**

M. Côté (Bonaventure) demande la permission de présenter le bill 168 modifiant le Code de procédure civile relativement aux pouvoirs du protonotaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 28 légalisant certaines signatures apposées par le registraire de la division d'enregistrement de Montmagny;
- bill 42 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement au traitement des recorders;
- bill 44 modifiant la loi pourvoyant à la fixation d'un salaire minimum pour les femmes;
- bill 52 amendant la charte de The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 91 amendant la charte de l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec;

- bill 92 constituant en corporation The Thurso and Nation Valley Railway Company;
- bill 114 amendant la charte de la cité de Sherbrooke;
- bill 121 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Association des gardes-malades enregistrées

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 91 modifiant la charte de l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

The Thurso and Nation Valley Railway Company

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 92 constituant en corporation The Thurso and Nation Valley Railway Company. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Sherbrooke

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 114 amendant la charte de la cité de Sherbrooke. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Verdun

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 121 modifiant la charte de la cité de Verdun. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Loi des mines

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 2 modifiant la loi des mines de Québec.

Adopté.

Immeubles vendus en justice

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 modifiant les Statuts refondus, 1909, et accordant aux cités et aux villes le droit d'enchérir et d'acquérir des immeubles vendus en justice soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

The Beth Israel & Samuel Congregation

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 125 constituant en corporation The Beth Israel & Samuel Congregation.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Hull

M. Lafond (Hull) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 138 modifiant la charte de la cité de Hull soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Sanatorium du Lac-Édouard

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 48 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et l'Aide au sanatorium du Lac-Édouard, relativement à l'administration du sanatorium du Lac-Édouard.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité²:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: Que le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et l'Aide au sanatorium du Lac-Édouard, le 20 février 1925, devant Adolphe Labrèque, notaire, sous le numéro cinq mille huit cent quatre-vingt-trois de ses minutes et reproduit comme annexe à la présente résolution, soit ratifié.

ANNEXE

L'an mil neuf cent vingt-cinq, le vingt février

Devant ADOLPHE LABRÈQUE, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec,

comparaissent:

SA MAJESTÉ LE ROI GEORGE V, ici représenté et agissant par l'honorable Louis-Athanase David, en sa qualité de secrétaire de la province de Québec, autorisé aux fins des présentes, suivant arrêté ministériel en date du treize février mil neuf cent vingt-cinq et approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le même jour, partie de la première part, ci-après appelée "le gouvernement",

et

L'AIDE AU SANATORIUM DU LAC-ÉDOUARD, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en la cité de Québec, ici

représenté et agissant par M. Willie Amyot, conseil en loi du roi, de Québec, son secrétaire dûment autorisé par résolution ci-annexée, partie de la seconde part, ci-après appelée "la corporation".

LESQUELLES PARTIES, attendu que le gouvernement détient la propriété du sanatorium du Lac-Édouard et désire en confier l'administration à la corporation, arrêtent entre elles ce qui suit:

1. Le gouvernement s'engage à entretenir et aménager les immeubles, édifices, maisons, bâtiments et dépendances qui forment actuellement ou formeront le sanatorium du Lac-Édouard, pour que ce sanatorium puisse recevoir un maximum de cent trente-cinq (135) malades tuberculeux;

2. La corporation s'engage:

a. À recevoir, audit sanatorium, des malades tuberculeux jusqu'à concurrence de cent trente-cinq (135) et à leur procurer les soins requis en se faisant payer la valeur de la pension et des soins médicaux par ceux de ses malades qui sont en position, en tout ou en partie, de le faire;

b. À pourvoir à la construction de l'édifice ou des édifices nécessaires pour que le nombre des malades tuberculeux hospitalisés au sanatorium puisse être porté jusqu'à cent trente-cinq (135). Les plans de telles constructions additionnelles devront cependant, au préalable, être approuvés par le gouvernement, et ces constructions, sans autre transport, seront la propriété du gouvernement à toutes fins que de droit;

c. À pourvoir à tous les frais d'administration dudit sanatorium, y compris les honoraires des médecins, des gardes-malades et du personnel et assumer seul le contrôle de la direction du sanatorium; le gouvernement aura, cependant, le droit, par ses représentants officiels, de s'assurer des conditions dans lesquelles le sanatorium sera tenu;

d. À tenir, pour tout ce qui concerne le sanatorium du Lac-Édouard, une comptabilité distincte, et faire rapport au gouvernement, annuellement et sur demande, en tout temps, de l'état des recettes et déboursés se rapportant au maintien dudit sanatorium;

Prix

3. Pour aider à subvenir aux frais requis pour soins à donner aux malades indigents, le gouvernement paiera à la corporation, la somme de quinze cents piastres (\$1,500) par mois, d'avance, à partir du jour où la corporation prendra charge dudit sanatorium et aussi longtemps que le gouvernement

croira cette allocation nécessaire pour rencontrer les dépenses et l'exploitation du sanatorium;

4. Aucun loyer ne sera réclamé par le gouvernement pour l'usage et l'occupation, par la corporation, des meubles et immeubles servant actuellement ou qui serviront à l'avenir audit sanatorium;

Termes

5. Le présent contrat est fait pour vingt (20) ans, à compter de la date du présent contrat et pourra être renouvelé. Le gouvernement aura le droit, aussi, de cancelar, en tout temps et sans aucun recours contre lui, par un avis écrit d'un mois donné à la corporation, le susdit contrat.

Dont acte à Québec, sous le numéro cinq mille huit cent quatre-vingt-trois des minutes du notaire soussigné.

Et les parties ont signé avec moi, notaire, et en ma présence, lecture faite.

(Signé)	Athanase David,
(Signé)	W. Amyot,
(Signé)	Ad. Labrègue, N.P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

Ad. Labrègue, N.P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 13 février 1925, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 13 février 1925.

CONCERNANT un contrat à intervenir entre le gouvernement de cette province et l'Aide au sanatorium du Lac-Édouard.

No 203

L'honorable secrétaire de la province, dans un mémoire en date du 13 février (1925), recommande qu'il lui soit permis de signer, pour et au nom du gouvernement de la province de Québec, un contrat à intervenir entre le gouvernement de la province de Québec et l'Aide au sanatorium du Lac-Édouard, fixant les conditions du maintien de l'Hôpital des tuberculeux du Lac-Édouard, dont copie est annexée au mémoire susdit.

Certifié.

Signé A. Morisset,
greffier Conseil exécutif

Vraie copie.

Ad. Labrègue, N.P.

EXTRAIT du procès-verbal d'une assemblée des directeurs de l'Aide au sanatorium du Lac-Édouard, tenue aux bureaux de la corporation, dans la cité de Québec, le sixième jour de février, 1925, à 10 heures de l'avant-midi, à laquelle assistaient tous les directeurs.

Il est proposé par M. Jules Gauvin, secondé par M. Jules Garneau, que le projet de contrat susmentionné devant Adolphe Labrègue, notaire, de Québec, entre Sa Majesté le roi George V, représenté par l'honorable secrétaire de la province de Québec, et la présente corporation, en vertu duquel la corporation assume, moyennant les conditions exprimées au contrat, l'administration du sanatorium du Lac-Édouard soit accepté par la corporation. Qu'il soit déclaré que la corporation consent à assumer l'administration du sanatorium du Lac-Édouard aux conditions stipulées dans ledit contrat, et que le secrétaire de la corporation, M. Willie Amyot, c.r., de Québec, soit autorisé à signer la minute du contrat, au nom de la corporation, ainsi que tous les autres documents et toutes autres procédures nécessaires pour donner pleine force et effet audit contrat.

Adopté unanimement.

Je, soussigné, secrétaire de la corporation susmentionnée, certifie que la résolution ci-haut a été unanimement adoptée à une assemblée régulière du bureau de direction de l'Aide au sanatorium du Lac-Édouard tenue aux bureaux de la corporation, dans la cité de Québec, le sixième jour de février, 1925.

Québec, ce dix-huitième jour de février 1915.

Signé W. Amyot,
Secrétaire.

Vraie copie.

Ad. Labrègue, N.P.

L'honorable M. David (Terrebonne): Ce contrat a été passé le 20 février 1925, et il s'agit simplement d'une question de meilleure administration. Il a été passé devant le notaire Adolphe Labrègue de Québec. L'Aide au sanatorium du Lac-Édouard est un corps politique incorporé ayant sa place d'affaires à Québec et est la propriété du gouvernement de la province. D'après ce contrat,

le gouvernement s'engage à entretenir et à aménager tous les immeubles comprenant le sanatorium, de façon que cette institution puisse recevoir un maximum de 135 malades tuberculeux.

De son côté, la corporation de l'Aide au sanatorium du Lac-Édouard s'engage à recevoir dans cette institution ces 135 malades, à leur procurer tous les soins requis en se faisant payer la valeur de la pension et les soins médicaux par ceux de ses malades qui sont en position de le faire; à pourvoir à tous les frais d'administration de l'hôpital; à tenir une comptabilité distincte et à faire, chaque année, rapport au gouvernement.

À toutes ces fins, le gouvernement paiera à la corporation la somme de \$1,500 par mois, à partir du jour où elle prendra charge du sanatorium et aussi longtemps que le gouvernement croira cette allocation justifiée et nécessaire.

Ce contrat est fait pour 20 ans et pourra être renouvelé, mais le gouvernement, sur avis, aura le droit de l'annuler.

M. Faucher (Québec-Centre): Quelle sorte d'administration y a-t-il?

L'honorable M. David (Terrebonne): L'administration restera telle quelle, c'est-à-dire composée de gens de Québec dévoués à l'hygiène et luttant depuis des années contre la tuberculose dans le peuple.

Nous avons les Sœurs grises jusqu'à aujourd'hui, mais elles ont été obligées de revenir à leur maison mère à la demande de Mgr Langlois³, et elles ne sont plus capables de s'en occuper. Cependant, les autorités religieuses nous ont promis qu'une autre communauté se chargerait de l'administration.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Est-ce que tout le monde sera admis gratuitement?

L'honorable M. David (Terrebonne): Ceux qui en auront le moyen paieront.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): On pourrait augmenter le subside pour aider à soigner tout patient pauvre qui pourrait se présenter.

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): De qui se compose l'Aide au sanatorium?

L'honorable M. David (Terrebonne): De citoyens de Québec qui se dévouent depuis longtemps pour aider la campagne contre la tuberculose.

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): Combien y a-t-il de malades au Lac-Édouard?

L'honorable M. David (Terrebonne): Cent quinze, je crois⁴.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les membres de l'Aide au sanatorium sont les mêmes qui s'occupent de l'hôpital Laval.

M. Pellerin (Maisonnette): N'avez-vous pas ouvert un hôpital temporaire pour tuberculeux aux bureaux de l'immigration?

L'honorable M. David (Terrebonne): Le gouvernement fédéral a en effet offert cet hôpital pour les mois d'hiver seulement. Nous y avons hébergé des malades.

M. Pellerin (Maisonnette): On a porté souvent des plaintes. Les tuberculeux n'ont pas été traités comme ils le devraient. Des réparations ont été faites pendant que les malades étaient là. On aurait pu faire le ménage avant l'arrivée des malades.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je suis surpris de cette révélation. Comme cet hôpital est sous le contrôle des autorités fédérales, il sera difficile pour les autorités provinciales d'y faire des améliorations. D'un autre côté, le Dr Nadeau est un médecin compétent qui doit voir au bon maintien de cet hôpital. D'ailleurs, nous n'avons pas eu de plaintes au sujet de cet hôpital, mais si le moral des malades n'y était pas soigné, nous y verrions tout de suite. Je prends note de la déclaration du député de Maisonnette.

M. Pellerin (Maisonnette): Je crois que l'on déprime le moral des malades en cette maison. Or, chez les tuberculeux, c'est le moral surtout qu'il s'agit de remonter sans cesse. Aux États-Unis, on pousse la chose si loin dans les sanatoria qu'il est défendu aux malades de se communiquer leurs impressions. Ici, c'est tout le contraire, on n'y fait nullement attention. J'ai été à même de constater ce que je viens de rapporter à l'honorable ministre. Les malades causaient ensemble de leur état et cela affectait leur moral.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je répète que je prends note des déclarations de l'honorable député.

M. Pellerin (Maisonnette): Il me semble que nous, les Canadiens français, nous devrions

donner l'exemple et ne pas nous laisser devancer par les Anglais.

L'honorable M. David (Terrebonne):

L'honorable député peut être convaincu que j'ai autant d'orgueil pour les Canadiens français que j'ai de sympathie pour les tuberculeux.

M. Patenaude (Jacques-Cartier) pose quelques questions au secrétaire provincial (l'honorable M. David).

L'honorable M. David (Terrebonne) fournit des explications.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 48 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et l'Aide au sanatorium du Lac-Édouard, relativement à l'administration du sanatorium du Lac-Édouard.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Gazoline

L'ordre du jour appelle la prise en considération en comité plénier d'un projet de résolution relative au bill 199 modifiant la loi concernant la gazoline.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Attendons donc à mardi.

L'honorable M. Nicol (Compton): Je serai peut-être absent mardi. L'honorable chef de l'opposition pourrait-il attendre au lendemain?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Avec plaisir⁵.

**Droits
sur les successions**

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 concernant les droits sur les successions soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁶:

L'honorable M. Nicol (Compton): Le but du projet est d'assurer la concordance de notre loi. Je ne sais pas si je vais infliger à la Chambre la lecture des longs textes de loi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Que l'honorable trésorier nous les explique de façon claire.

L'honorable M. Nicol (Compton): Je vais essayer d'être clair avec l'aide de l'opposition. Il s'agit de faire cesser l'interprétation double d'une même loi, selon que le texte est français ou anglais. D'après le texte anglais, le paiement des taxes sur les successions est pris sur le montant global tandis que, d'après le français, on pouvait tout aussi bien prendre la taxe sur chacun des héritiers séparément. Voici: supposons que cinq personnes héritent d'une somme de \$200,000.

Le texte français de la loi peut être interprété de façon à ce que les cinq héritiers paient des droits sur le total de la succession, au lieu de payer les droits pour leur part seulement. Nous avons modifié la loi il y a deux ans, et nous voulons en assurer l'exécution sans procès.

Le gouvernement a toujours interprété la loi comme s'appliquant à la somme totale de la succession, et il veut par son bill rendre l'article plus clair en ce sens. Avec notre amendement, il n'y a plus d'ambiguïté possible.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Pour arriver à éclaircir sa loi, le trésorier nous offre un texte bien compliqué. J'aimerais mieux l'aider à améliorer son

texte, car j'ai peur que loin d'éviter des procès, nous en occasionnions de nouveaux. Qu'est-ce qu'on dit dans la loi? On dit que les modifications faites il y a deux ans "ne peuvent être interprétées comme comportant que ces articles, tels qu'ils étaient avant l'adoption de ces modifications, étaient différents de ce qu'ils sont depuis." Est-ce bien clair?

L'honorable M. Nicol (Compton): Il y a deux ans, nous avons éclairci le texte. Or, il y a des avocats qui invoquent le texte antérieur de la loi pour faire des procès.

Le texte de 1922 est clair et inattaquable. Nous décrétons par le projet que je présente aujourd'hui que le texte de 1922 est le bon.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Ce bill pourrait affecter les droits acquis, dit-il, et va un peu loin.

M. Langlais (Témiscouata), l'honorable M. Nicol (Compton), M. Patenaude (Jacques-Cartier) et M. Duranleau (Montréal-Laurier) discutent pendant un quart d'heure sur cette question. Les députés de l'opposition font remarquer que cette loi aura un effet rétroactif.

L'honorable M. Nicol (Compton): Cet amendement n'affectera pas les causes pendantes. Ce sont là plutôt des arguments d'avocats, mais le trésorier d'une province n'est pas avocat par office, mais administrateur. Dans le cas présent, il s'agit d'être juste pour tout le monde.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Protection contre les incendies

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 modifiant les Statuts refondus, 1909, concernant la protection des édifices publics contre les incendies soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Questions et réponses:

Subventions aux institutions de bienfaisance

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): 1. Quels montants ont été donnés par le gouvernement conservateur, en 1896-1897, aux institutions de bienfaisance suivantes: *a.* Children's Memorial Hospital, Montréal; *b.* Hôtel-Dieu Saint-Joseph, Montréal; *c.* Hôpital Notre-Dame, Montréal; *d.* Montreal General Hospital, Montréal; *e.* Royal Victoria Hospital, Montréal; *f.* Western Hospital, Montréal; *g.* Hôpital Sainte-Justine, Montréal; *h.* Hôpital des Incurables, Montréal; *i.* Hôpital des Sœurs grises, Montréal; *j.* Jeffery Hale, Québec; *k.* Hôpital de l'Enfant-Jésus, Québec; *l.* Hôpital Saint-François-d'Assise, Québec; *m.* Hôpital Laval, Québec; *n.* Hospice Saint-Antoine, Québec; *o.* Hôpital du Sacré-Cœur, Québec; *p.* St. Bridget's Home, Québec; *q.* Crèche Saint-Vincent-de-Paul, Québec?

2. Quels montants ont été donnés par le gouvernement libéral à chacune de ces institutions: *a.* en 1900; *b.* en 1905; *c.* en 1910; *d.* en 1915?

L'honorable M. David (Terrebonne): (Voir le tableau à la page suivante)

<i>Noms</i>	<i>No 1</i> <i>1896-1897</i>	<i>No 2</i> <i>a.</i> <i>1900</i>	<i>No 2</i> <i>b.</i> <i>1905</i>	<i>No 2</i> <i>c.</i> <i>1910</i>	<i>No 2</i> <i>d.</i> <i>1915</i>
Children's Memorial Hospital, Montréal.....	....	....	....	....	\$ 300.00
Hôtel-Dieu Saint-Joseph, Montréal.....	\$1,050.00	\$1,050.00	\$1,050.00	\$1,050.00	1,050.00
Hôpital Notre-Dame, Montréal.....	5,000.00	5,000.00	5,000.00	5,000.00	5,000.00
Montreal General Hospital, Montréal.....	5,000.00	5,000.00	5,000.00	5,000.00	5,000.00
Royal Victoria Hospital, Montréal.....	....	....	....	....	....
Western Hospital, Montréal.....	262.50	262.50	262.50	500.00	500.00
Hôpital Sainte-Justine, Montréal.....	....	....	....	500.00	500.00
Hôpital des Incurables, Montréal.....	....	....	500.00	1,000.00	3,000.00
Hôpital des Sœurs grises, Montréal.....	....	....	....	....	....
Jeffery Hale, Québec.....	....	....	....	....	400.00
Hôpital de l'Enfant-Jésus, Québec.....	....	....	....	....	....
Hôpital Saint-François-d'Assise, Québec.....	....	....	....	....	....
Hôpital Laval, Québec.....	....	....	....	....	....
Hospice Saint-Antoine, Québec.....	....	....	....	....	....
Hôpital du Sacré-Cœur, Québec.....	1,477.50	1,477.50	1,477.50	1,677.50	1,690.00
St. Bridget's Home, Québec.....	525.00	525.00	525.00	525.00	525.00
Crèche Saint-Vincent-de-Paul, Québec.....	....	....	....	400.00	1,500.00

Subventions aux institutions de bienfaisance

M. Hamel (Portneuf): 1. Quels octrois ont été payés aux institutions de bienfaisance dont les noms suivent: *a.* en l'année 1896-1897; *b.* en l'année 1923-1924?

Children's Memorial Hospital, Montréal;
Hôtel-Dieu Saint-Joseph, Montréal; Hôpital Notre-Dame, Montréal; Montreal General Hospital, Montréal; Royal Victoria Hospital, Montréal; Western Hospital, Montréal; Hôpital Sainte-Justine,

Montréal; Hôpital des Incurables, Montréal; Hôpital des Sœurs grises, Montréal; Jeffery Hale Hospital, Québec; Hôpital de l'Enfant-Jésus, Québec; Hôpital Saint-François-d'Assise, Québec; Hôpital Laval, Québec; Hospice Saint-Antoine, Québec; Hôpital du Sacré-Cœur, Québec; St. Bridget's Home, Québec; Crèche Saint-Vincent de Paul, Québec.

2. Quel en est le total: *a.* pour l'année 1896-1897; *b.* pour l'année 1923-1924?

L'honorable M. David (Terrebonne): (Voir le tableau ci-dessous)

<i>1. Noms</i>	<i>a. 1896-1897</i>	<i>b. 1923-1924</i>
Children's Memorial Hospital, Montréal.....	....	\$ 27,754.08
Hôtel-Dieu Saint-Joseph, Montréal.....	\$ 1,050.00	54,389.06
Hôpital Notre-Dame, Montréal.....	5,000.00	81,827.68
Montreal General Hospital, Montréal.....	5,000.00	69,224.40
Royal Victoria Hospital, Montréal.....	....	54,161.46
Western Hospital, Montréal.....	262.50	14,757.42
Hôpital Sainte-Justine, Montréal.....	....	53,688.02
Hôpital des Incurables, Montréal.....	....	11,663.90
Hôpital des Sœurs grises, Montréal.....	....	34,205.82
Jeffery Hale, Québec.....	....	4,191.52
Hôpital de l'Enfant-Jésus, Québec.....	....	15,925.90
Hôpital Saint-François-d'Assise, Québec.....	....	4,825.70
Hôpital Laval, Québec.....	....	91,842.40
Hospice Saint-Antoine, Québec.....	....	7,796.10
Hôpital du Sacré-Cœur, Québec.....	1,477.50	14,791.64
St. Bridget's Home, Québec.....	525.00	8,552.28
Crèche Saint-Vincent-de-Paul, Québec.....	.....	22,669.66
2. <i>a. et b.: Total:</i>	\$13,315.00	\$572,267.04

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Nous demandons \$15,000 de plus que l'année dernière: il faut \$65,000 pour l'entretien des institutions, et environ \$20,000 pour les bourses.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) pose une question sur le type d'enseignement prodigué dans ces établissements.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Dans les écoles d'agriculture, on s'applique surtout à l'enseignement des sciences pratiques relatives à l'agriculture.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les écoles d'agriculture ont-elles donné de bons résultats?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Les résultats obtenus dépassent même toutes les espérances.

Ces écoles ont produit d'excellents élèves, dont un grand nombre se sont depuis établis sur des fermes et réussissent à merveille.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'an dernier, j'ai demandé s'il y avait des cultivateurs pratiques parmi les élèves sortis des écoles d'agriculture. L'honorable député de Portneuf me cita alors le nom de M. Matte, de Neuville. Est-ce qu'il y en a d'autres?

M. Hamel (Portneuf): L'honorable ministre de l'Agriculture en a donné une longue liste que lui avait fournie le directeur de l'École de Sainte-Anne. L'honorable ministre a donné cette liste au commencement de la session.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui, l'honorable ministre nous a lu une lettre de M. Pelletier⁷. Mais, dans cette lettre, le directeur de Sainte-Anne disait que les hommes dont il donnait la liste pouvaient être devenus des cultivateurs pratiques. Il n'allait pas plus loin.

L'objectif de ces écoles est de produire de jeunes hommes qui vont aller s'établir sur des fermes et qui seront des modèles pour toute la paroisse. Le gouvernement a été incapable de fournir ces renseignements et d'informer la Chambre de l'utilité de ces écoles. Les écoles d'agriculture existent depuis maintenant 75 ans, et il est temps que nous sachions si elles atteignent l'objectif prévu. Qu'arrive-t-il aux finissants de ces écoles? Deviennent-ils de bons cultivateurs? Se consacrent-ils à l'agriculture lorsqu'ils ont terminé leur cours? Le ministre devrait être en état de renseigner la Chambre sur les résultats pratiques des institutions subventionnées par la province. Il faut désirer un résultat pratique pour les cultivateurs des écoles d'agriculture de la province. Pour montrer ce résultat, le ministre devrait produire la liste demandée.

Il (M. Sauvé) craint que les résultats obtenus ne soient pas ceux qu'on espérait; il est nécessaire, pense-t-il, que les cultivateurs fassent de plus gros revenus, car le gouvernement ne semble pas enclin à baisser leur taux de taxation.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Je crois que les écoles d'agriculture sont absolument nécessaires, et elles ont d'ailleurs démontré par elles-mêmes leur utilité. Les élèves qui en sortent sont munis de diplômes très élevés. Ceux qui les obtiennent deviennent des cultivateurs modèles dans leurs paroisses et se montrent bien supérieurs à ceux qui n'ont pu bénéficier de cet enseignement agricole. Nous pourrions assigner devant le comité de l'agriculture les directeurs des écoles d'agriculture, et ils pourraient donner beaucoup plus de renseignements sur les succès de leurs élèves.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il serait très important que la presque totalité de ces élèves s'établissent sur des terres qui seraient cultivées par eux et qui démontreraient la valeur de l'enseignement qu'ils ont reçu. Je voudrais aussi que ces écoles d'agriculture soient mieux outillées. Pourquoi, demande-t-il, ne pas placer les élèves sortant des écoles sur des fermes de démonstration? Le gouvernement devrait payer les frais de ces études pratiques. Je tiens à savoir ce que deviennent nos

élèves des écoles d'agriculture, s'ils sont de bons cultivateurs pratiques, s'ils gagnent des prix aux expositions...

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Mais c'est toute une enquête que mon honorable ami demande. Une enquête que la Chambre ne peut pas faire. On ne peut pas toujours exiger qu'un jeune homme qui a fait ses études dans une école d'agriculture aille s'établir sur une terre nouvelle. Très souvent, il n'en a pas le moyen, et dans d'autres cas, il doit continuer à développer la terre familiale.

Il craint que l'opposition ne lui attribue de mauvaises intentions. Il donne les renseignements dont il dispose et, sans prétendre que les écoles d'agriculture répondent à tous les besoins, il soutient qu'elles font du bon travail et que les sommes importantes qui leur sont consacrées font avancer l'agriculture dans la province.

Je n'ai, dit-il, jamais prétendu que les écoles d'agriculture sont assez outillées. Elles ne le seront jamais assez. Il faudrait faire de nombreuses améliorations. Le cultivateur a besoin d'une instruction supérieure à celle dont il a bénéficié jusqu'ici. Le gouvernement cherche à procurer, chaque année, à ces écoles, tout l'outillage le plus moderne; il consacre, chaque année, des sommes considérables à des améliorations. Au point de vue du jeune homme qui veut cultiver, le cours moyen vaut mieux que le cours complet.

Il serait peu pratique et difficile d'acheter des terres, pour y établir les élèves qui sortent des écoles d'agriculture. Cela, tout d'abord, entraînerait la province dans une dépense considérable. Après avoir aidé un jeune homme à passer par l'école, pourquoi le gouvernement devrait-il aussi l'établir sur une ferme? C'est un système qui serait condamné avec raison par le peuple. D'un autre côté, nous avons déjà les fermes de démonstration qui remplissent actuellement le rôle des fermes tenues par les élèves des écoles d'agriculture, pour répondre à ce besoin des cultivateurs. Le but est d'instruire les cultivateurs qui ont besoin d'être instruits et qui ne réussissent pas assez bien.

Je peux bien citer des noms à l'honorable chef de l'opposition. J'ai un de mes voisins de Sainte-Louise, dans mon comté, qui a passé par l'école d'agriculture, un M. Castonguay, et qui a fait un grand succès de sa ferme. Il a même acheté des terres de ses voisins pour y établir ses fils, ce qui prouve l'efficacité de l'enseignement qui leur est donné. Cela ne veut pas dire que tous les élèves des écoles d'agriculture peuvent réussir.

Un grand nombre de fermiers qui réussissent n'ont pas étudié dans des écoles spécialisées, de la même façon que les hommes qui réussissent dans d'autres domaines ne sortent pas tous des grandes écoles. Il y a des hommes qui réussissent dans les affaires sans passer par les écoles de hautes études. Ils ont le talent! Il y a aussi des hommes qui sortent des universités et deviennent des déchets dans les professions...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre est bien habile...

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Oh! Ne parlez pas de mon habileté, je ne connais pas ça...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas la moindre des habiletés de l'honorable ministre que de prétendre qu'il n'est pas habile. Celui qui parle en ce moment a trop d'expérience parlementaire pour se laisser prendre à ce piège. Je demande pardon...

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Que mon honorable ami ne me demande pas pardon; discutons comme des gentilshommes et nous n'aurons rien à nous pardonner.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je demande pardon à la Chambre de prolonger le débat, mais l'honorable ministre a mal interprété mon argument. Je ne critique pas les écoles d'agriculture, mais je prétends qu'avec les sommes employées pour les fermes et les champs de démonstration et les agronomes, il serait possible d'établir un système de crédit, pour aider les élèves des écoles d'agriculture à s'établir sur des fermes et à rendre de grands services aux cultivateurs, en leur permettant de tirer profit de leurs connaissances agricoles.

On ne m'a pas prouvé que les élèves des écoles d'agriculture faisaient des cultivateurs convenables. La force du ministre, dit-il, c'est lorsque l'opposition veut faire un point: il s'empresse de détourner la question. Ainsi, il va dire aujourd'hui que je n'ai fait que critiquer quand, au contraire, je n'ai voulu que lui faire des suggestions pratiques. Il les acceptera, j'en suis sûr, s'il reste assez longtemps à son poste, ce que je souhaite. Je ne prolongerai pas le débat. Je vote l'item avec plaisir, car je crois que l'honorable ministre a un autre devoir à remplir ce soir. L'honorable premier ministre est peut-être le seul à l'ignorer⁸.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

Motions des députés:**Anniversaire de l'honorable premier ministre,
M. Taschereau, Montmorency**

(Un page apporte une magnifique gerbe de roses au premier ministre)

(Applaudissements)

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

M. l'Orateur, avant la suspension de la séance, je crois me faire l'interprète de tous mes collègues du cabinet et de la députation en offrant à l'honorable premier ministre, qui complète aujourd'hui ses 58 ans, nos félicitations les plus vives et nos souhaits les plus sincères.

(Applaudissements)

N'oublions pas, non plus, que M. Taschereau comptera, cette année, son quart de siècle de vie politique. L'occasion est donc bien choisie pour lui souhaiter bonne année, longue vie et la continuation d'une carrière aussi bien remplie, au service de son pays.

En dehors de la politique et des attaches du parti, l'on ne peut qu'admirer le talent, la sincérité, le courage et la vigueur de pensée et d'action du chef du gouvernement. Sa vie active, son travail sans relâche, son désintéressement et l'attachement à ses devoirs ne sont que la continuation de l'esprit de travail, de justice et de patriotisme que l'on a toujours remarqué chez les membres de la famille Taschereau, l'une des familles les plus anciennes et les plus distinguées du pays.

La députation est d'autant plus à l'aise, pour célébrer ces 58 ans d'existence, que M. Taschereau est resté jeune, en dépit des années, et c'est pourquoi nous comptons qu'il pourra entendre encore, et pendant longtemps, les services signalés à sa province et à son pays.

Nous voulons aussi associer Mme Taschereau à ces vœux et à ces félicitations et, à tous deux, nous disons du fond du cœur "Many happy returns".

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (En souriant)

On voit ici que les minutes se suivent, mais ne se ressemblent pas.

(Applaudissements)

Mais je suis heureux de me joindre de tout cœur à l'honorable ministre de l'Agriculture pour offrir au premier ministre ainsi qu'à son épouse mes souhaits les plus sincères de longue vie et de bonheur.

(Applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

(Applaudissements) M. l'Orateur, je n'ai jamais mieux compris qu'aujourd'hui la sagesse de nos règlements qui nous défendent de parler d'un sujet qui n'est pas à l'ordre du jour en cette Chambre...

(Rires)

Je suis très sensible à la manifestation que l'on me fait à l'occasion du 58^e anniversaire de ma naissance, et je ne sais si je trouverai les expressions qu'il faut pour témoigner à mes collègues toute ma gratitude. Si j'avais été prévenu, j'aurais pu au moins vous exprimer d'une façon appropriée ma reconnaissance.

Je remercie l'honorable ministre de l'Agriculture et l'honorable chef de l'opposition des bonnes paroles qu'ils ont eues à mon égard, au nom de toute cette Chambre, ainsi que de cette superbe gerbe de fleurs. Je serais tenté de leur reprocher de compter si bien mes années, s'ils ne le faisaient avec autant de bienveillance et de sympathie.

On a dit que j'étais resté jeune. Il est vrai, comme l'a rappelé mon collègue, le ministre de l'Agriculture, qu'il y a déjà 25 ans que je suis en cette Chambre, et je dois avouer que les années passent bien vite, hélas. (En riant) Je n'ai goûté qu'au pouvoir pendant ces 25 années et je serais peut-être tenté de vouloir siéger de l'autre côté de cette assemblée maintenant...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (En souriant)

Vous êtes le bienvenu.

(Rires et applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'honorable chef de l'opposition a devancé mes désirs, et j'ai presque envie de lui demander de m'aider à aller m'asseoir de son côté...

(Rires)

M. l'Orateur, en ces temps de féminisme, on a souvent parlé contre le suffrage féminin, et on a discuté le droit des femmes de venir siéger au Parlement. (En riant) Un bon argument pour empêcher les femmes d'entrer à la Législature, c'est de leur apprendre que l'on compte, ici, les années des ministres et des députés.

(Rires)

Je remercie tous les collègues du cabinet et la députation de leur amabilité à mon égard, et cela, non seulement en mon nom, mais aussi au nom de celle qu'on a eu la délicatesse d'associer à cette démonstration et que, dans mon foyer, j'appelle familièrement "mon chef de l'opposition".

(Rires et applaudissements)

Vous voyez, M. l'Orateur, bien que vous ne connaissiez pas ça...⁹

(Rires de la Chambre et de l'Orateur)

... que l'on peut faire bon ménage avec un bon chef d'opposition.

(Applaudissements)

Le leader de la gauche, par son geste gracieux de ce soir, nous en donne une nouvelle preuve.

(Applaudissements)

M. l'Orateur, je remercie du fond du cœur mes collègues des belles fleurs qu'ils m'offrent. Je les remercie des bons souhaits qu'ils forment pour mon bonheur et je garderai de cette touchante manifestation le meilleur souvenir. Encore une fois, merci!

(Applaudissements)

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures¹⁰.

Reprise de la séance à 8 h 30¹¹

Demandes de documents:

Route de Sainte-Victoire de Richelieu

M. Lortie (Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance entre le gouvernement et le conseil de la municipalité de Sainte-Victoire de Richelieu au sujet de la route nationale qui aurait coûté \$38,384.20.

Adopté.

Actions des corporations

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 50 concernant la transmission des actions des corporations ayant des bureaux de transfert hors de la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

1. Que, afin de pourvoir aux besoins du service public, toute corporation, quels que soient ses pouvoirs et objets corporatifs, constituée par une loi spéciale ou sous l'autorité d'une loi générale de cette province ou de la Puissance du Canada, ayant dans cette province son bureau-chef ou bureau principal ou son siège social, et ayant en dehors de la province un ou plusieurs bureaux ou agences où l'enregistrement ou le transfert de ses actions, par elle-même ou un agent, est autorisé, devra payer annuellement à cette province la taxe qui lui est imposée par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

2. Que, le ou avant le premier jour de mars, chaque année, toute corporation qui sera dans les conditions établies par la résolution précédente devra, sans attendre d'avis ou de demande à cet effet de la part de la province, produire au contrôleur du revenu de la province l'état détaillé ou la déclaration qui suit, savoir: *a.* Si, durant l'année de calendrier immédiatement précédente, une ou plusieurs transmissions par décès de ses actions ont été enregistrées dans son ou ses bureaux ou agences en dehors de cette province, et si, dans ces cas, la succession s'est ouverte en dehors de cette province, la corporation doit produire un état détaillé donnant, entre autres renseignements, le nom de l'actionnaire décédé, son domicile à la date de son décès, cette date, le nom de chaque bénéficiaire et son degré de parenté avec l'actionnaire décédé, le nombre d'actions qui sont ainsi transmises à chaque bénéficiaire et leur valeur réelle à la date du décès;

b. Si, durant l'année de calendrier immédiatement précédente, aucune transmission par décès de ses actions n'a été enregistrée dans son ou ses bureaux ou agences en dehors de cette province, dans les cas où la succession s'est ouverte en dehors de cette province, la corporation devra produire une déclaration à cet effet.

3. Que l'état détaillé ou la déclaration mentionnés dans la résolution précédente pourra être en la forme établie par le contrôleur du revenu de la province et devra être attesté sous serment prêté devant tout officier autorisé à recevoir les affidavits devant servir dans cette province, par un officier de la corporation

ou une autre personne ayant une connaissance des faits sur lesquels l'état détaillé ou la déclaration porte.

4. Que les taxes annuelles suivantes, calculées de la manière et aux taux ci-après, seront imposées par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions sur les corporations qui seront dans les conditions établies par la résolution no 1, lorsque ses actions seront transmises par le décès d'un actionnaire dont la succession sera ouverte en dehors de cette province, et lorsque ses actions ainsi transmises seront enregistrées en dehors de cette province durant l'année de calendrier précédant immédiatement la date où l'état détaillé ou la déclaration, exigé par la résolution no 2, devra être produit, savoir:

Sur la valeur réelle de ses actions ainsi transmises et enregistrées:

Si la transmission est en ligne directe, descendante ou ascendante, entre époux, entre beau-père ou belle-mère et gendre ou bru: 3 %.

Si la transmission est en ligne collatérale au degré successible: 9 %.

Si la transmission n'est ni en ligne directe, descendante ou ascendante, ni en ligne collatérale en degré successible, ni entre époux, ni entre beau-père ou belle-mère ou gendre ou bru: 15 %.

5. Que ces taxes seront dues le premier mai de chaque année, par la corporation et ne seront exigibles d'aucun des bénéficiaires, et qu'elles seront payables au contrôleur du revenu de la province, avec intérêt au taux annuel de cinq pour cent, à compter de leur échéance.

6. Que, à défaut par une corporation, qui sera dans les conditions établies par la résolution no 1, de produire l'état détaillé ou la déclaration, suivant le cas, exigé par la résolution no 2, à l'époque ou en la manière y établie,

a. La corporation sera passible, pour chaque infraction, d'une amende de mille dollars, en sus du paiement des frais;

b. Le trésorier de la province pourra fixer lui-même le montant des taxes que cette corporation devra payer, pour l'année de calendrier pour laquelle l'état détaillé ou la déclaration ne sera pas produit, sous l'autorité de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, et ces taxes, dont le montant sera ainsi fixé devront être payées, en sus de l'amende et des frais, et sans attendre l'institution ou l'issue des procédures prises sur l'infraction.

7. Que, lorsque le trésorier de la province le jugera nécessaire, il lui sera loisible de nommer un ou plusieurs commissaires dans le but de faire une enquête pour établir la valeur réelle des actions mentionnées sur l'état détaillé, le nombre des actions qui y sera

donné dans chaque cas, la véracité des faits mentionnés dans l'état détaillé ou la déclaration, ou au sujet de toutes autres matières relevant de l'administration de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

8. Que le ou les commissaires, nommés en vertu de la résolution précédente, seront tenus de faire rapport au trésorier de la province du résultat de leur enquête, et qu'ils auront les pouvoirs mentionnés et seront soumis aux devoirs imposés par les articles 585, 588, 589, 591, 592, 593, 596 et 597 des Statuts refondus, 1909.

9. Que toute taxe imposée par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, qui ne sera pas payée, pourra être recouvrée avec l'intérêt et les frais devant toute cour de juridiction compétente, par le contrôleur du revenu de la province, par action en son nom, au profit de Sa Majesté, aux droits de la province, et que toute amende imposée par ladite loi, qui ne sera pas payée sera recouvrable de la même manière avec les frais.

10. Que toutes sommes dues à Sa Majesté, aux droits de la province, en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, constitueront une dette privilégiée prenant rang immédiatement après les frais de justice.

11. Que les taxes imposées et les autres sommes d'argent dues, en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, formeront partie du fonds consolidé du revenu de la province.

12. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire, modifier, remplacer et adopter tous règlements qu'il croira nécessaires pour la mise à exécution des dispositions de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions et que ces règlements entreranno en vigueur quinze jours après la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

L'honorable M. Nicol (Compton): Voici une nouvelle loi qui a pour but de nous permettre de faire face à une situation embarrassante créée par un jugement récent du Conseil privé. Ce jugement a permis à des héritiers de ne pas payer de droits à la province sur des actions de corporations établies dans Québec, sous prétexte que les actions étaient enregistrées en dehors des limites de la province.

Si nous permettions que l'effet d'une telle décision se perpétuât, la province y perdrait plusieurs centaines de mille dollars chaque année. Nous avons fixé les termes de la loi pour que nous ne manquions plus les taxes et que les corporations sachent à quoi s'en tenir, quand elles ont leurs bureaux d'enregistrement d'actions hors du Québec. Nous voulons agir de concert avec nos provinces sœurs en ce qui concerne cette question, pour éviter la double imposition. Nous voulons donc

atteindre les successions qui essaient d'éviter les droits, et c'est une simple question d'équité.

M. Langlais (Témiscouata): Est-ce que ce n'est pas entraver les corporations et les obliger à payer pour d'autres?

L'honorable M. Nicol (Compton): Ce serait à elles d'établir leurs bureaux de transfert dans la province de Québec. D'ailleurs, si nous ne votons pas cela, nous aurons moins d'argent pour aider les colons de Témiscouata.

(Rires)

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Quels sont les arrangements qui ont été faits avec le gouvernement de l'Ontario pour "agir de concert" dans la question des droits de succession?

L'honorable M. Nicol (Compton): Bien qu'il y ait eu des rencontres et qu'on ait discuté de la question en général, on n'en est arrivé à aucune solution précise.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) pose d'autres questions¹².

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois, et adoptées sur division.

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 50 concernant la transmission des actions des corporations ayant des bureaux de transfert hors de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous avez le choix. Aimez-vous mieux étudier les crédits de l'instruction publique ou ceux de l'agriculture?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je balance entre les deux. Il y a de l'art dans les deux.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il y a de la culture dans les deux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je choisis l'agriculture, pourvu que ce ne soit pas long.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je suis bien disposé à voter ces sommes. S'il ne tient qu'à moi, ça prendra cinq minutes. (Rires) Étudions donc l'item 95, "économie domestique"¹³.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour économie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien avons-nous voté l'an dernier pour l'économie domestique?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Trente-cinq mille dollars.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais les *Comptes publics* n'indiquent qu'une dépense de \$30,000. (Regardant le trésorier) Il n'y a pas de concordance.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui, mais ce sont les *Comptes publics de 1923-1924* que vous avez devant vous. En 1923-1924, nous n'avions que \$30,000 à dépenser pour l'économie domestique; en 1924-1925, nous dépensons \$35,000 et nous ne rendrons nos comptes qu'à la prochaine session. Ce que nous votons en ce moment est pour 1925-1926.

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier) veut faire répéter le ministre¹⁴.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est juste. Comment dépensez-vous ce crédit?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Nous donnons des bourses aux écoles ménagères.

M. Plante (Beauharnois): Est-ce que l'honorable ministre des Terres et Forêts a fait des recommandations pour l'école de Sainte-Martine?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je n'ai jamais fait de recommandations.

M. Langlais (Témiscouata): Il me semble qu'il y a eu des bourses données à des jeunes filles qui n'en ont pas besoin.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Nous pouvons nous tromper. Nous ne sommes pas infaillibles. Mais nous faisons notre possible pour que toutes les bourses soient accordées avec justice.

M. Langlais (Témiscouata): Est-ce que vous consultez les religieuses des écoles ménagères?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui, nous les consultons souvent.

M. Langlais (Témiscouata) parle de M. Louis-Marie Gagnon¹⁵, conférencier d'enseignement ménager, et demande en quoi consistent ses fonctions.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): M. Gagnon encourage le tissage des ceintures fléchées et autres industries domestiques. M. Gagnon est un véritable expert, il connaît tous les travaux ménagers. Du reste, l'honorable député de Témiscouata doit le connaître, car il est de Saint-Pacôme, et c'est presque le comté de mon honorable ami.

M. Langlais (Témiscouata): Je connais bien M. Gagnon. Je connais son habileté. C'est le seul que je connais dans mon district qui tricote si bien.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): C'est peut-être le seul de toute la province, et c'est le comté de Kamouraska qui nous l'a donné.
(Rires)

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

M. Langlais (Témiscouata): Il me semble que l'argent ne se dépense qu'en salaires.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Mon honorable ami a tort de critiquer de cette façon. Il voudrait que la province soit administrée sans payer de salaires.

M. Langlais (Témiscouata): Les cultivateurs devraient être capables de fournir leurs propres employés.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Mais nous ne pouvons faire enseigner l'horticulture autrement que par des horticulteurs. Nous n'avons pas d'employés inutiles. Il nous faut des hommes compétents. Mon honorable ami ne fait pas plaider ses causes par son huissier.

M. Langlais (Témiscouata) sourit.

M. Faucher (Québec-Centre): Est-ce que le ministère de l'Agriculture ne pourrait pas distribuer des brochures à ceux qui achètent des arbres? Il y a des vers qui rongent les arbres, et le moyen de sauver les arbres, c'est d'instruire tous ceux qui font de l'horticulture.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Tous les intéressés peuvent obtenir des brochures sur la culture des arbres.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour aviculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour apiculture et industrie du sucre d'érable, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il ne nous reste que trois items.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour cercles agricoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

Le comité procède à l'étude, entamée le 3 mars, de la résolution suivante:

7. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent cinquante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général, y compris les fermes de démonstration, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Est-ce que le chef de l'opposition préfère garder cela pour un autre jour? Je suis toujours ses préférences.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): À la semaine prochaine. Ça ne sera pas plus long d'attendre à la semaine prochaine.

Je ne suis pas pour la préférence.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Très bien.

L'étude de la résolution est suspendue.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain onze heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 45.

NOTES

1. *L'Événement* du 6 mars 1925, à la page 1, précise que M. Dillon demande cette permission parce que le délai de présentation de pétitions est écoulé. Ce

journal rapporte également que le député parle en français à cette occasion.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Bordeleau (Champlain).

3. Mgr Joseph-Alfred Langlois (1876-1966), est évêque de Valleyfield de 1926 à 1966.

4. Version de *L'Action catholique* du 6 mars 1925, à la page 9. *L'Événement*, à la page 1, mentionne plutôt "125 malades".

5. Ce projet de résolution relative au bill 199 sera finalement étudié lors de la séance du 12 mars 1925.

6. Voir note 2.

7. M. Sauvé fait allusion à une lettre lue, non pas par l'honorable M. Caron, mais bien par son collègue de la Colonisation, M. Perrault, au cours de la séance du 12 février 1925.

8. *L'Événement* du 6 mars 1925, à la page 3, rapporte que M. Sauvé dit ceci, parce que M. Taschereau, revenu entre-temps de son bureau, "n'avait pas l'air de bien saisir l'allusion du chef de l'opposition". La Chambre se préparait à souligner le 58^e anniversaire du premier ministre.

9. L'honorable M. Francoeur resta célibataire toute sa vie durant.

10. *L'Événement* du 6 mars 1925, à la page 3, rapporte qu'il y eut alors "une course vers le pupitre du premier ministre. Tous les députés, M. Sauvé le premier, allèrent offrir encore leurs bons souhaits à l'honorable M. Taschereau."

11. Au début de la séance du soir, *La Presse* du 6 mars 1925, à la page 23, rapporte la présence d'un visiteur sur le parquet de la Chambre. À droite du trône de l'Orateur, M. Francoeur, siège M. R. T. Hayes, député de Saint-Jean et Orateur suppléant de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick.

12. Selon *The Quebec Chronicle* du 6 mars 1925, à la page 3, M. Gault pose plusieurs questions à l'honorable M. Nicol, mais les sources ne donnent pas de détails.

13. *L'Événement* du 6 mars 1925, à la page 13, rapporte que, comme la veille pour la discussion de

ses crédits, l'honorable M. Caron s'installe au fauteuil de l'honorable M. Galipeault "avec son sous-ministre, M. J.-A. Grenier, à sa gauche, au siège de l'honorable M. David".

14. *L'Événement* du 6 mars 1925, à la page 13, précise que M. L'Archevêque n'a pas entendu l'explication du ministre.

15. *Le Soleil* du 6 mars 1925, à la page 14, rapporte que M. Gagnon est "habile à faire tous les ouvrages délicats et difficiles auxquels se livre le beau sexe, tels que tricots, tissage, étamines, broderies, teintures, etc. Il a même découvert le secret de l'ancienne ceinture fléchée que portaient nos pères et que portent encore quelques originaux."

Séance du vendredi 6 mars 1925

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 h 45¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rouyn Mines Railway Company

M. Bordeleau (Champlain) propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Tourville), que toutes les dispositions du Règlement qui ont trait à l'avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions introductives des bills privés soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter le bill 145 constituant en corporation Rouyn Mines Railway Company.

Adopté.

M. Bordeleau (Champlain) présente, en conséquence, le bill 145 constituant en corporation Rouyn Mines Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Rapports de comités:

M. Thériault (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 122 amendant la charte de la St. Francis Valley Railway Company.

Syndicats coopératifs

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 189 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement aux syndicats coopératifs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Chauffage du palais de justice de Montréal

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): 1. Le gouvernement, par arrêté ministériel ou autrement, a-t-il

modifié le contrat pour l'installation du système de chauffage de la nouvelle annexe du palais de justice de Montréal?

2. Est-ce que des calorifères "Perfection" ont été ou y seront installés à la place de ceux qui étaient spécifiés dans le contrat?

3. Dans l'affirmative, pour quelles raisons ce changement a-t-il été fait?

4. Sur quelle recommandation?

5. Quelle somme supplémentaire coûtera ce changement?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): 1. Oui.

2. 3. et 4. Parce que la Commission des architectes a représenté au gouvernement qu'il y avait économie de combustible avec les calorifères "Perfection".

5. \$15,000.

Remboursement de droits:

Hôpital protestant des aliénés

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Duranleau), que les droits ordinaires payés pour le bill 116 changeant le nom de l'Hôpital protestant des aliénés soient remis aux promoteurs, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet l'expansion d'une œuvre de charité et bienfaisance publique.

Adopté.

Pouvoirs du protonotaire

M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 168 modifiant le Code de procédure civile relativement aux pouvoirs du protonotaire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Municipalité du comté de Montmorency

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 47 concernant l'octroi d'un certain subside à la municipalité du comté de Montmorency No 2.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Attendu qu'il est devenu nécessaire et à propos d'améliorer les moyens de communication entre l'île d'Orléans et la cité de Québec;

Attendu que l'établissement et le maintien d'un service régulier de traverse, en particulier durant les saisons rigoureuses, sont devenus une question de grande importance;

Attendu que la municipalité du comté de Montmorency No 2 prend des mesures, afin d'établir et de maintenir ce service durant une période d'au moins vingt ans;

Attendu que la dépense que cela entraînerait, si elle était supportée par ladite municipalité seulement, constituerait une lourde charge pour elle et ses contribuables;

Attendu que ladite municipalité a demandé l'aide et le soutien du gouvernement relativement à ce service au moyen d'un subside annuel de quatre mille dollars pendant cette période de vingt ans;

Attendu qu'il est à propos de venir en aide à ladite municipalité;

Qu'il soit résolu que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux termes et conditions qu'il déterminera, accorder, chaque année, pendant une période de vingt ans à la municipalité du comté de Montmorency No 2, un subside de quatre mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu, afin d'aider à l'établissement et au maintien d'un service de traverse entre l'île d'Orléans et la cité de Québec.

Au début de cette session, la Législature passait un bill ratifiant un certain contrat passé entre la municipalité de Montmorency et la Compagnie de La Traverse de l'Île d'Orléans. Il était nécessaire d'aider aux habitants de cette île qui, au printemps et même à l'automne, sont longtemps séparés de leur marché naturel qui est Québec. Les citoyens ont formé une compagnie et souscrit \$75,000 pour obtenir un service de bateau, plus satisfaisant, en toute saison. Pour leur venir en aide, la municipalité de Montmorency a garanti un certain montant d'obligations en leur faveur. Maintenant, le gouvernement veut faire sa part, en fournissant aux

intéressés \$4,000 pendant 20 ans. Le but des résolutions est d'autoriser ce paiement par le gouvernement. Au bout de cette période, les obligations seront toutes payées.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): (En souriant) Nous allons offrir cela au premier ministre pour sa fête. Je comprends les sympathies du premier ministre pour le comté de Montmorency.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce ne sont pas des sympathies que veulent ces gens en ce moment, c'est de l'argent.

(Rires)

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je crois qu'il s'agit d'un intérêt purement local et qu'il appartiendrait à la cité de Québec et aux municipalités de l'Île d'Orléans intéressées de s'organiser seules. Comme l'intérêt général n'est pas en jeu, pourquoi appeler la province à payer?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'Île d'Orléans comprend six paroisses qui sont plus éloignées de Québec que n'importe quel village du Bas-du-Fleuve, à cause des difficultés des communications. Pendant six semaines, l'automne et le printemps, la traverse est presque impossible. Le bateau actuel ne suffit pas. Bien des fois, j'ai vu des centaines de voitures de cultivateurs rester sur le quai de l'île, faute de service, et d'autres, venues sur le marché de Québec, ont été retardées jusqu'à quatre jours dans notre ville, incapables de s'en aller chez eux où les appelle leur besogne quotidienne, à cause de l'insuffisance du service de la traverse.

La situation est assez grave, n'est-ce pas? Et puis, on devrait prendre en considération que les citoyens ont souscrit \$75,000. Il s'agissait d'un intérêt vital pour eux. Il leur faut absolument un service régulier et un nouveau bateau d'une capacité d'au moins 40 voitures. La municipalité en question n'est pas en état d'assumer seule le coût de ce bateau. Le projet est d'un intérêt vital pour la région et j'espère que la Chambre votera ce subside de \$4,000 par an à la Compagnie de La Traverse de l'Île d'Orléans.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptée sur division.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 47 concernant l'octroi d'un certain subside à la municipalité du comté de Montmorency No 2.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté sur division.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Taxe sur les transferts de valeurs mobilières

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 201 modifiant les Statuts refondus, 1909, concernant la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité²:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
1. Que l'article 1366 desdits Statuts, tel que modifié par la loi 9 George V, chapitre 20, section 2, soit remplacé par le suivant:

"1366. Nulle corporation ou gouvernement ne peut, soit par lui-même, soit par son agent de transfert, faire une entrée ou permettre qu'il soit fait une entrée dans un livre ou registre sous son contrôle, d'aucune telle vente, transport ou cession, à moins que la taxe ne soit payée lorsque l'entrée est faite.

"À défaut de paiement de la taxe, le vendeur ou cédant est passible d'une pénalité n'excédant pas cinq cents dollars, laquelle est recouvrée avec dépens, par action ordinaire, au nom de Sa Majesté, devant la Cour supérieure."

2. Que l'article 1373 desdits Statuts soit remplacé par le suivant:

"1373. Le prélèvement en argent de la taxe imposée, ou la vente des timbres requis, sous l'autorité des articles 1360 à 1373*b*, ne peuvent être faits que par un officier du revenu que le trésorier de la province a, par écrit, spécialement autorisé à cet effet."

3. Que lesdits Statuts soient modifiés en y insérant les articles suivants après l'article 1373:

"1373*a*. Les mots "faite ou mise à effet dans la province", partout où ils se rencontrent dans les articles 1360 à 1373, inclusivement, signifient: toute mutation de propriété résultant de la vente, du transport ou de la cession de valeurs mentionnés à l'article 1360, faite et mise à effet dans la province, ou faite dans la province et mise à effet en dehors de la province, ou faite en dehors de la province et mise à effet dans la province."

"1373*b*. Toute somme due à la couronne, en vertu de la présente section, est une dette privilégiée sur les biens meubles et immeubles, prenant rang immédiatement après les frais de justice."

Dans ces résolutions, il s'agit de droits à percevoir sur les transactions d'actions et débetures de compagnies ou gouvernements étrangers vendues dans cette province. La loi existe depuis 10 ou 15 ans. Depuis, une nouvelle méthode de transfert a été établie dans les maisons financières. Il faut donc adapter la loi à la nouvelle méthode. Les agents n'enregistrent pas les transferts dans les bureaux de cette province, mais à l'étranger. Dans ces cas, ceux qui profitent de ces transferts et envoient leur argent à l'étranger ne paient pas de taxes, alors que ceux qui achètent des valeurs dans cette province sont obligés de payer la taxe. Il faut traiter tout le monde de la même façon.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Si je comprends bien, le trésorier veut taxer les gens de l'extérieur comme de l'intérieur. C'est une véritable toile d'araignée qu'il tisse. Tous viendront s'y prendre. On taxe dans le passé, le présent et l'avenir. C'est le vieux proverbe: "Payez et vous serez considérés!" C'est la taxe toujours, partout et sur tout. Le gouvernement n'a qu'un désir: montrer des surplus! Payez en tout temps et en tout lieu.

(En riant) Malheur à tous, car tous seront taxés! Jamais tendance ne fut plus évidente. La présente session est une session de taxes. L'honorable trésorier provincial, avec son sourire habituel, présente joyeusement ses petits bills quand le contribuable en est profondément attristé. Une taxe par jour. Hier, c'était une taxe sur le passé,

aujourd'hui une taxe sur l'avenir, demain ce sera une taxe sur la gazoline³. Quand ce n'est pas la gazoline, on taxe les successions, le bois, une foule d'autres produits. On veut maintenant taxer les valeurs mobilières provenant de l'étranger, mais détenues par des personnes résidant dans cette province.

C'est un temps de maigre et d'abstinence, mais le pauvre contribuable ne peut guère se serrer la ceinture davantage. Pour peu que cela continue, il finira par en crever. Ensuite, on viendra dire partout: "Québec est la province la moins taxée du dominion". C'est une nouvelle taxe et le gouvernement viendra affirmer qu'il ne taxe pas et, au contraire, qu'il diminue les impôts. On oublie que le Parti libéral a crié naguère contre les taxes.

L'honorable M. Nicol (Compton): Encore une fois, je répète que cette loi n'est pas nouvelle. Aucune taxe n'est ajoutée aux anciennes. Mais nous voulons agrandir la portée de la loi actuelle qui taxe déjà les valeurs mobilières, et atteindre ceux qui se soustraient à la loi générale, créant ainsi un régime injuste pour ceux qui sont soumis à la loi.

On nous a souvent reproché que nous ne taxions pas assez les gros. Or, dans le cas présent, nous voulons faire payer les corporations et gouvernements étrangers qui font affaire indirectement ici et qui ne rapportent rien. Nous les mettrons sur le même pied que nos propres corporations et nos propres citoyens.

Les obligations des pays étrangers, surtout depuis la guerre, entrent à flot dans notre pays. Faut-il les laisser exemptes de tout impôt quand les nôtres paient?

Il faut que chacun paie sa contribution au Trésor de l'État, et le gouvernement se croit justifiable de l'exiger des personnes détenant des valeurs mobilières dans les limites de la province. Par cette législation, les transferts d'actions et d'obligations faits à l'étranger seront sujets à l'impôt, du moment qu'une partie de l'affaire ou du contrat sera effectuée dans la province.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Du moment qu'on s'aperçoit que quelqu'un y échappe, on présente une loi.

L'honorable M. Nicol (Compton): (En souriant) Il s'agit de reprendre les fuyards.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) pose une question sur les revenus qui proviendront de cette taxe.

L'honorable M. Nicol (Compton): Je ne suis pas en mesure de savoir ce que pourra rapporter au gouvernement cette taxe. Elle s'appliquera également au transfert des valeurs de tout gouvernement, sauf la première mutation.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je ne crois pas que le gouvernement puisse imposer à un autre gouvernement de ne faire aucune entrée dans son livre de transfert, sans que la taxe n'ait été payée.

L'honorable M. Nicol (Compton) et **M. Patenaude (Jacques-Cartier)** discutent pendant un moment de la question et décident finalement de remettre leur discussion à la semaine prochaine.

L'étude des résolutions est suspendue.

Résolutions à rapporter:

Le comité, ayant étudié les résolutions, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Loi 14 George V, chapitre 37, Syndics d'écoles protestants d'Outremont

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 continuant en vigueur la loi 14 George V, chapitre 37, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Dépôt de documents:

Honoraires des avocats

L'honorable M. David (Terrebonne), secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 24 février 1925, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement ou l'honorable procureur général et le conseil général du Barreau de la province relativement au tarif des honoraires des avocats ayant droit de pratiquer leur profession dans ladite province. (Document de la session no 48)

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-

Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Nous allons prendre un jour de congé, mais je demanderais aux députés d'être ici mardi matin pour les comités.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 1 heure⁴.

NOTES

1. *L'Événement* du 7 mars 1925, à la page 1, rapporte que l'ouverture de la séance, qui normalement aurait dû se faire à 11 heures, a été retardée, une délégation de la Commission des écoles protestantes de Montréal ayant retenu les ministres à la salle du conseil.

2. Les résolutions en question sont reproduites à partir du projet de loi archivé, car leur texte ne figure ni dans les *Journaux de l'Assemblée législative* ni dans les sources journalistiques. Le projet de résolutions relatives au bill 201 sera retiré lors de la séance du 28 mars 1925.

3. M. Patenaude fait allusion à deux lois présentées la veille par l'honorable M. Nicol: le bill 35 concernant les droits sur les successions, et le bill 199 relatif à l'augmentation de la taxe sur la gasoline.

4. *L'Événement* du 7 mars 1925, à la page 1, rapporte que "l'honorable M. Patenaude, qui était absent la veille lorsqu'on a fêté les 58 ans de l'honorable M. Taschereau, se dirigea, tout de suite après l'ajournement, vers le pupitre du premier ministre et lui offrit à son tour ses meilleurs souhaits de longue vie et de bonheur".

Séance du mardi 10 mars 1925

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 20¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills publiés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 49 modifiant les Statuts refondus, 1909, et accordant aux cités et aux villes le droit d'enchérir et d'acquérir des immeubles vendus en justice;
- bill 142 ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est, en date du 20 février 1925.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 3 modifiant les Statuts refondus, 1909.

Le bill suivant a été adopté tel que référé par la Chambre:

- bill 153 modifiant les articles 227 et 228 du Code municipal concernant les personnes habiles ou inhabiles aux charges municipales.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 134 constituant en corporation Chevreuil Linas Hazedek.

Loi dentaire

M. Thériault (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 169 modifiant la loi dentaire de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Code civil, article 1880

M. Thériault (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 167 modifiant l'article 1880 du Code civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Instruction publique

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 45 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Obligations et rentes
du gouvernement**

M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 187 concernant certaines obligations ou rentes inscrites du gouvernement de cette province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Département
de la Voirie**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 40 modifiant la loi concernant le département de la Voirie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Chefs-lieux des
districts judiciaires**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 186 concernant les chefs-lieux des districts judiciaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Subdivisions de terrains

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 185 concernant certaines subdivisions de terrains.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill B du Conseil législatif modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement

aux prix distribués dans les écoles, pour lequel il demande l'agrément de l'Assemblée législative.

Prix dans les écoles

M. Bernard (Rouville) propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Thurber), que le bill B du Conseil législatif modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement aux prix distribués dans les écoles soit maintenant lu une première fois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Régistrateur de Pontiac

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Le poste de registrateur de Pontiac est-il actuellement vacant?

2. Dans l'affirmative, depuis quand?

3. Quand le gouvernement a-t-il l'intention de remplir cette vacance?

4. Des plaintes ont-elles été reçues par le gouvernement contre l'un des aspirants à cette position?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. 2. 3. et 4. Nous avons reçu la démission du registrateur de Pontiac, mais elle n'a pas encore été acceptée.

Inspecteurs de lait de Beauce

M. Bastien (Québec): 1. Quels sont les inspecteurs de lait pour le comté de Beauce?

2. Quelle est leur compétence?

3. Depuis quand chacun d'eux a-t-il été engagé?

4. Sur quelle recommandation?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1. Le ministère de l'Agriculture n'a pas d'inspecteur de lait à son emploi. MM. Louis Bibeau, de Saint-Flavien, Lotbinière; Amédée Grégoire, Sainte-Claire, Dorchester; David Chapdelaine, Saint-Victor, Beauce; Théo. Lambert, Saint-Georges-Est, Beauce, et Alfred Rivard, Saint-Joseph, Beauce, font l'inspection des beurreries et fromageries dans le comté de Beauce.

2. Ils sont tous porteurs d'un diplôme d'inspecteur de beurreries et de fromageries de l'École de laiterie de la province de Québec.

3. M. Louis Bibeau, en 1915; M. Amédée Grégoire, en 1915; M. David Chapdelaine, en 1915; M. Théo. Lambert, en 1922; M. Alfred Rivard, en 1923.

4. Sur la recommandation de l'inspecteur général des beurreries et fromageries.

Instruction publique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 45 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique.

Adopté.

Reboisement

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 192 modifiant les Statuts refondus, 1909, au sujet du reboisement.

Adopté.

Forêts domaniales

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 191 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la création de forêts domaniales.

Adopté.

Département de la Voirie

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 40 modifiant la loi concernant le département de la Voirie.

Adopté.

Syndicats coopératifs

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): propose, selon l'ordre du jour, que le bill 189 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement aux syndicats coopératifs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

En comité²:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Cette mesure a été demandée notamment par l'abbé Trudel³, un apôtre des caisses populaires. Elle pourvoit à ce que les inspecteurs de caisses populaires soient autorisés à vérifier les livres de toutes les caisses qui existent déjà dans la province et à obliger les secrétaires-trésoriers de ces caisses à soumettre leurs livres aux inspecteurs. Ces inspecteurs, deux membres du clergé et un laïc, sont nommés par les caisses populaires elles-mêmes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que les directeurs des caisses populaires ne s'objectent pas à cette inspection? Il me semble que c'est là une tentative d'inspection gouvernementale. C'est ce qu'on a semblé redouter il y a deux ans, lors de l'enquête du comité d'agriculture.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il n'est nullement question d'une inspection d'État, mais d'une véritable inspection faite sous la direction des caisses populaires. Il y a deux ans, on nous a avoué que l'inspection n'était pas suffisante. Cette journée, M. l'abbé Trudel est venu me demander d'amender la loi pour rendre plus efficace et obligatoire l'inspection faite par les auditeurs de la fédération des caisses.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je ferai observer à l'honorable ministre que nous augmentons, par son projet, les pouvoirs des syndicats en ne limitant pas leur territoire. Si d'autres syndicats se formaient, ils pourraient profiter de la nouvelle loi.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le texte de la nouvelle loi diffère très peu de l'ancien.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Le projet dit: "Des syndicats coopératifs de consommation, de

production, de crédit, de prévoyance et pour autres fins économiques, peuvent être formés sur tout point de la province en vertu de la présente section". Est-ce que ce n'est pas accorder des pouvoirs trop étendus?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il s'agit ici de syndicats coopératifs. Depuis que les caisses ont grandi en cette province, l'abbé Trudel veut établir deux fédérations: l'une pour l'Est, et l'autre pour l'Ouest. Ces fédérations seront formées des caisses et elles pourront recevoir des dépôts de ces caisses.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que c'est bien l'abbé Trudel qui a préparé ce projet?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui, et il en a pris la responsabilité.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors le ministre n'en prend pas la responsabilité?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'en prends la responsabilité en autant que je le crois bon, mais je ne m'en attribue pas l'initiative.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quelle est l'opinion personnelle du ministre?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je crois que c'est une bonne chose. J'ai consulté les intéressés et ils ont approuvé les amendements de l'abbé Trudel. L'évêché a donné une autorisation à M. l'abbé Trudel pour présenter ces amendements.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai pas changé d'avis, M. le président. Je crois que les caisses populaires sont excellentes. Elles complètent notre système bancaire, en donnant à la classe agricole une aide que les banques ne peuvent leur donner.

Les cultivateurs, quand l'organisation sera plus parfaite, en retireront de plus précieux avantages. Je sais que l'abbé Trudel est très compétent. Mais il me semble qu'il serait bon de mettre le bill encore à l'étude, pour y donner toute la considération qu'il mérite.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je n'ai pas d'objection.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Demandes de documents:**Théâtre Diana
de Saint-Jérôme**

M. Duranleau (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Crépeau), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, documents, requêtes, etc., en 1923, 1924 et 1925, entre le gouvernement ou aucun des ministères, spécialement le ministère du Travail et le conseil municipal de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, ou aucun de ses membres, au sujet du Théâtre "Diana", salle du marché.

Il existe un théâtre à Saint-Jérôme situé au-dessus des glacières du marché local et des écuries du département des incendies. Ce théâtre est malsain. Il est en marge de tous les règlements d'hygiène et même des édifices publics. Il aurait été loué \$40 par mois par le maire Legault, malgré les protestations des membres du conseil. On a demandé aux inspecteurs provinciaux de l'hygiène de faire l'inspection du théâtre et ces inspecteurs ont refusé d'autoriser l'ouverture de ce théâtre.

Il y a une correspondance entre M. Legault et M. Guyon, sous-ministre du Travail, à ce sujet, et ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est que ce théâtre est resté ouvert, du moins à venir jusqu'à dernièrement, le maire étant un ami du secrétaire provincial (l'honorable M. David). Il est fermé depuis que ma motion a paru à l'ordre du jour.

L'honorable M. David (Terrebonne): (En souriant) Sur quoi mon honorable ami base-t-il ses renseignements?

M. Duranleau (Montréal-Laurier): (En souriant aussi) Sur une correspondance que j'ai reçue. Ceux qui ont vu la correspondance assurent que le secrétaire de la province a dit aux intéressés de marcher et qu'il arrangerait ça.

L'honorable M. David (Terrebonne): Tout cela est du commérage.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Nous le verrons par la correspondance et j'en demande la production.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je crois qu'il s'agit ici d'une petite chicane, d'une bien petite chicane. Un M. Wilson a occupé ce

théâtre pendant plusieurs années et m'a écrit pour me dire: "J'ai ouvert un cinéma et la ville me fait concurrence en louant une salle pour un autre théâtre. La salle, louée par la ville, est malsaine et ne répond pas aux lois de l'hygiène." M. Wilson me menaçait aussi des foudres de l'opposition.

J'ai envoyé un inspecteur. Il nous a fait rapport que le théâtre loué par la ville était tout à fait conforme aux dispositions de la loi des édifices publics. Le nouveau propriétaire a fait les réparations nécessaires, tandis que le théâtre de M. Wilson ne l'était pas. Il n'a pas même de licence pour l'exploiter.

Nous avons correspondu avec le maire de Saint-Jérôme et il nous a dit que ce théâtre serait fermé au mois de mai. Le ministère des Travaux publics et du Travail a fait son devoir et il n'y a pas dans tout cela de quoi fouetter un chat. Quant au secrétaire provincial, il ne m'a jamais parlé de cela.

L'honorable M. David (Terrebonne): Jamais, en effet.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Je parle sur des plaintes reçues de plusieurs citoyens en vue de Saint-Jérôme. S'il existe à cet endroit un théâtre de M. Wilson qui n'est pas conforme aux règlements, c'est à eux, comme ministre des édifices publics et ministre responsable de l'hygiène, de faire observer la loi. Mais le théâtre loué par la ville n'a pas même pu obtenir de certificat d'inspection. Et je félicite les inspecteurs d'avoir refusé un certificat à cette maison malsaine.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je demande pardon à mon honorable ami. Nos inspecteurs sont prêts à donner un certificat, mais comme on nous a dit que le théâtre serait fermé au mois de mai, nous avons jugé inutile de le donner.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Je dois dire que j'ignorais l'histoire du théâtre de M. Wilson. Quant à la salle dont la population se plaint, je suis surpris qu'on en ait permis l'ouverture au public.

La motion est adoptée.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour malades indigents, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926⁴.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des Statuts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Il n'y a pas de mauvaise impression dans cela?

L'honorable M. David (Terrebonne): Nos Statuts font généralement bonne impression partout.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les Statuts ont été imprimés par Le Soleil et le Telegraph Printing Company. Quelle a été la part de chacun?

L'honorable M. David (Terrebonne): L'Imprimeur du Roi connaît ce détail. C'est lui qui a fait le contrat. Je l'obtiendrai pour mon honorable ami. Je tiens toutefois à vous dire que ces travaux sont exécutés d'après un tarif établi par le gouvernement lui-même depuis des années.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce qu'on demande des soumissions parfois?

L'honorable M. David (Terrebonne): Oui, nous avons demandé des soumissions pour l'impression des conférences des docteurs Sargent et Ribadeau-Dumas⁵.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre a-t-il demandé lui-même à l'Imprimeur du Roi de demander des soumissions. À quelles maisons s'est-il adressé?

L'honorable M. David (Terrebonne): J'ai entièrement confiance en M. Proulx, l'Imprimeur du Roi. Je ne sais à quelles maisons il a demandé des soumissions, mais je suis convaincu qu'il a dû s'adresser à de bonnes maisons. Ces instructions lui ont été données verbalement. Nous verrons cela dans son rapport.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne conteste pas la compétence de M. Proulx. Mais je veux savoir

si on ne devrait pas demander des soumissions pour tous les travaux d'impression.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il nous en coûterait plus cher si nous demandions des soumissions pour tous nos travaux, car il y a des travaux que nous payons meilleur marché parce qu'ils sont faits par les mêmes maisons depuis longtemps.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Par qui est imprimé le rapport d'hygiène?

L'honorable M. David (Terrebonne): Par A.-P. Pigeon ltée.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui, un propriétaire de journal. Le secrétaire provincial donne ses travaux à des journaux qui ont des ateliers d'impression, et c'est pour cela que les journaux disent: "Quel bon gouvernement!"

L'honorable M. David (Terrebonne): Quel mal y a-t-il à cela, quand ces journaux ne disent en somme que la vérité?

(En souriant) Si jamais nous renversons les rôles en cette Chambre, je me souviendrai de cette phrase. Nous donnons aussi des travaux à des maisons qui n'ont pas de journaux. Par exemple, voici le rapport de l'assistance publique, imprimé par M. Gaudiose Poitras.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre, qui dirige si brillamment son ministère, a-t-il signé des contrats pour ces travaux d'impression?

L'honorable M. David (Terrebonne): (En souriant) Brillamment ou autrement, je n'ai jamais signé de contrat.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles primaires élémentaires et primaires complémentaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est pour les écoles de rang?

L'honorable M. David (Terrebonne): Oui, nous y attachons une extrême importance.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pas d'augmentation?

L'honorable M. David (Terrebonne): Plus de \$1,000,000 depuis quelques années.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi a-t-on changé les noms anciens en écoles "élémentaires" et "complémentaires"?

L'honorable M. David (Terrebonne): La première correspond à l'école modèle, qui est devenue l'école du rang, et la seconde est comme une académie de village. Les programmes sont plus avancés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le système est-il supérieur à l'autre?

L'honorable M. David (Terrebonne): L'expérience d'une année n'est guère concluante. Il faudra attendre deux ou trois ans pour avoir des résultats tangibles. Le gouvernement n'a pas pris l'initiative là-dessus; il respecte les suggestions du comité des écoles catholiques qui a préparé les programmes. Nous les avons acceptés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis sous l'impression que les programmes de nos petites écoles sont trop chargés. Ils devraient contenir un choix très judicieux des matières dont l'enfant de la campagne a besoin. On dirait aussi que l'institutrice de l'école élémentaire, qui n'a pas toujours l'intention de s'y faire une carrière, ne semble pas vouloir donner à l'enseignement tout le temps que lui consacre l'institutrice de l'école modèle. Si elle a six classes à diriger, je me demande si elle pourra donner l'efficacité que l'on attend d'elle.

Le temps lui indiquera, surtout si on considère que, à l'heure actuelle, les écoles sont envahies par les conférenciers du ministre de l'Agriculture qui viennent apprendre aux enfants que leurs parents ne savent pas cultiver. Cela charge le cerveau des petits. Il faudrait simplifier.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je n'ai aucune hésitation à admettre que la position d'une institutrice qui a six classes offre des difficultés. Mais le comité des écoles catholiques, dont nous ne faisons que suivre les instructions, est à faire une expérience de son nouveau système. C'est un essai loyal. Nous l'avons accepté. Mais est-il vrai que le programme soit si chargé? Dans le programme

ancien, il y avait neuf matières essentielles; dans le nouveau, il n'y en a plus que quatre: la religion, l'histoire du Canada, la langue maternelle et l'arithmétique.

Le système, s'il faut en croire notre inspecteur général dans son rapport, a été efficace en autant qu'on peut en juger en une année. Il n'est pas enthousiaste. Mais l'inspecteur général croit que le résultat immédiat a été d'élever le niveau de l'enseignement. Je m'en réjouis. Les rapports des inspecteurs sont encourageants et font entrevoir que le comité n'aura pas à se repentir de son innovation. Je suis heureux de constater que les municipalités améliorent les conditions hygiéniques des écoles.

M. Faucher (Québec-Centre): Une institutrice ne devrait pas avoir plus de 30 élèves dans sa classe. J'espère voir le jour où ces classes nombreuses n'existeront plus, grâce à l'augmentation des institutrices.

Je sou mets à l'honorable secrétaire provincial que l'on devrait être prudent dans l'engagement des institutrices, et voir à ce qu'on n'engage pas d'institutrices malades, car elles peuvent communiquer.

L'honorable M. David (Terrebonne): Nous nous en occupons depuis assez longtemps. Mais je dois dire à mon honorable ami que l'engagement des institutrices se fait par les commissions scolaires. Nous ne voulons pas enlever aux commissions leur autonomie.

Mais l'honorable député n'attire pas notre attention sur ce point. Nous avons toujours fait observer les lois d'hygiène dans nos écoles d'abord. Nous ne tolérons pas les écoles malsaines.

Quant aux institutrices, nous suggérerions aux commissions, pour ménager la santé de ces éducatrices, d'en engager deux dans les écoles où une seule ne saurait suffire. Je ne suis pas favorable à la centralisation des écoles du rang. Je remercie cependant l'honorable député de Québec-Centre (M. Faucher) de sa suggestion.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) persiste à dire que le programme lui semble trop chargé.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille huit cent cinquante-deux piastres et quarante cents soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les institutions

protestantes en vertu de l'article 2937, S.R.Q., 1909, et 12 George V, chapitre 5, sections 3 et 5, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université Laval, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que le gouvernement n'a pas l'intention d'augmenter ce montant? Est-ce qu'on ne devrait pas attendre la décision du gouvernement⁶?

L'honorable M. David (Terrebonne): Comme question de fait, il n'y a rien de décidé pour le moment.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La chose peut-elle être faite d'ici la fin de la session?

L'honorable M. David (Terrebonne): Si un bill devait être présenté à cette fin d'ici la fin de la session, il n'affecterait pas le crédit en question.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande de suspendre l'étude de cet item.

L'honorable M. David (Terrebonne) accepte.

L'étude de la résolution est suspendue.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "McGill University", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Bishop's College", Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "High Schools", Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour École polytechnique, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Un député de l'opposition interroge le secrétaire provincial (l'honorable M. David) sur l'enseignement technique et sur l'École polytechnique.

L'honorable M. David (Terrebonne) répond.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
11. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation pour le maintien des écoles techniques en dehors des cités de Québec et de Montréal et cours professionnels, 12 George V, chapitre 54, section 2, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Technical Institute, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il y a augmentation de \$40,000, car nous avons quatre nouvelles écoles normales à \$10,000 chacune. Trois ont été ouvertes déjà à Saint-Jérôme, Roberval et Hull. Une quatrième sera ouverte plus tard.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
14. Qu'un crédit n'excédant pas sept cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitement d'un inspecteur des écoles supérieures protestantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

(Le comité discute d'un octroi statutaire de \$65,000 à l'École des hautes études commerciales de Montréal qui n'a pas à être voté dans le cadre de l'étude des crédits budgétaires.)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement n'a pas l'intention d'ouvrir d'autres écoles?

L'honorable M. David (Terrebonne): Nous n'en avons qu'une actuellement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce qu'on ne parle de hautes études que dans les délégations?

L'honorable M. David (Terrebonne): Si je saisis bien l'allusion, je dois dire qu'on ne saurait refuser une de ces institutions dans les centres où le besoin s'en ferait sentir.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Celle de Montréal n'est-elle pas encombrée?

L'honorable M. David (Terrebonne): Elle est à la veille de l'être. J'ajouterai même que tous les élèves de cette institution ont un très bon accueil là où ils se présentent et qu'un bon nombre obtiennent des positions enviables.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais le premier ministre n'a-t-il pas dit que ces élèves gagnaient de trop petits salaires pour que l'on songeât à créer une nouvelle institution du genre à Québec?

L'honorable M. David (Terrebonne): Plusieurs de nos élèves ont cependant bien réussi. Je vois, par exemple, que l'un d'eux est correspondant du *New York Herald* à Paris. Il y en a qui peuvent gagner de faibles salaires...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable secrétaire provincial essaie d'expliquer le discours du premier ministre.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'honorable premier ministre est capable de s'expliquer lui-même.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qu'est-ce que l'honorable premier ministre a dit?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je suis heureux de le répéter au chef de l'opposition. Ce n'est pas tout à fait ce que j'ai dit. Il y a quelques semaines, des citoyens de Québec nous ont demandé une École des hautes études. On m'a représenté que bien des parents désiraient pousser leurs enfants dans le haut enseignement commercial, mais qu'ils n'osaient les envoyer seuls dans une grande ville comme Montréal.

Je répondis que l'École de Montréal coûtait très cher et que, en outre, des citoyens de la

métropole avaient d'abord pris l'initiative de bâtir l'école. J'ai demandé aux citoyens de Québec s'ils étaient prêts à prendre la même initiative. J'ai ajouté: "Est-ce que le commerce est prêt à payer des salaires convenables?"

Je leur ai fait observer que certains élèves de l'institution montréalaise, étant venus se placer dans Québec, n'avaient obtenu que des salaires de \$7, \$8 et \$10 par semaine, soit une situation indigne des études faites et des sacrifices des parents. Mais j'ai prétendu, en même temps, que, du moment que les conditions industrielles et commerciales de notre cité le permettraient, la formation demandée s'imposait. Alors, nous en serons. Nous sommes à discuter le projet de fonder une École des hautes études à Québec avec des citoyens de cette ville. J'espère que le projet réussira. Où sera située cette école? Je ne puis le dire. Par qui sera-t-elle dirigée? Je ne le sais pas encore.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable premier ministre croit-il à l'urgence de cette école?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je crois à l'urgence de toute école qui peut élever le niveau de l'enseignement. Pour Québec, le projet est peut-être plus avancé qu'on ne le croit. Si nous nous décidons à affecter annuellement à l'œuvre de \$50,000 à \$75,000, il faudra que les circonstances justifient une telle dépense. Mais il est probable que nous ferons ici une école plus petite que celle de Montréal, une école embryonnaire, de façon à expérimenter au début. J'espère en tout cas que le projet se réalisera. Il y a une maison qui a tout ce qu'il faut pour créer cette école. Nous verrons ce que nous devons faire.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je remercie l'honorable premier ministre de cette déclaration qui est de nature à réjouir les citoyens de Québec. Je note cependant la dernière partie des remarques du chef du gouvernement. Il nous a dit que l'école de Québec ne serait pas comme celle de Montréal qui est trop grande, d'après lui...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas ce que j'ai dit.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si le gouvernement construit...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai jamais parlé de construire.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si le gouvernement donne un octroi...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Personne n'a demandé d'octroi non plus.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable premier ministre a reconnu que c'était une erreur d'avoir bâti une trop grande école à Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas ce que j'ai dit. (En souriant) L'honorable chef de l'opposition est incorrigible. La population de Montréal est huit fois la nôtre. Les besoins sont beaucoup plus considérables.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai donc pas compris. Il me semble pourtant que je l'avais suivi fidèlement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Êtes-vous capable de suivre fidèlement?
(Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis prêt à suivre le premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous n'êtes pas capable de me suivre fidèlement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas facile de suivre le premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Parce que vous êtes un mauvais suiveur.
(Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (En riant) L'honorable premier ministre est difficile à attraper et il en a tant pour le suivre fidèlement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (En souriant) J'ai les meilleurs!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): En somme, le premier ministre a posé des conditions à l'établissement de cette école à Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, mais l'honorable député de Québec-Centre (M. Faucher) était là lorsque la délégation est venue me voir... Il m'a entendu. Il a dû rapporter à son chef ce que j'ai dit...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas le député de Québec-Centre qui m'a rapporté la déclaration du premier ministre. Elle a paru dans les journaux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (En souriant) Il ne vous a peut-être pas tout dit.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'exige pas tout.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pour en venir à la question, nous sommes en pourparlers avec les Frères des écoles chrétiennes et même avec les autorités de Laval.

Il s'agit d'obtenir l'assurance des industriels et des commerçants qu'ils pourront payer des salaires convenables aux jeunes qui sortiront des Hautes études.

Qu'en pensez-vous, vous-même, de ce projet d'École des hautes études à Québec?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Que l'honorable premier ministre me donne sa place et je lui répondrai.
(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'aime mieux me passer de votre réponse et garder ma place.
(Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est drôle de demander ainsi une assurance du commerce quand on ne sait pas les conditions de l'avenir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Encore une fois, je crois que ce projet a du bon et devrait se réaliser, du moment que les intérêts de la province seront sauvegardés.

(Le comité poursuit l'étude des crédits budgétaires à être votés.)

L'honorable M. Nicol (Compton) propose: 15. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation spéciale à l'éducation protestante dans la province, pour être appliquée telle que recommandée par une résolution du comité protestant du Conseil de l'instruction publique. Paiement sujet à un arrêté ministériel, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-quatre mille six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des sourds-muets et des aveugles: Institut catholique pour garçons, Montréal, vingt-cinq mille piastres; Institut catholique pour filles, Montréal, vingt-cinq mille piastres; Institut Mackay, Montréal, quatre mille six cents piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour octroi spécial aux municipalités scolaires pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encourager l'enseignement du français par des spécialistes français, dans les académies protestantes, conformément aux recommandations du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, telles qu'approuvées par un arrêté ministériel, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles publiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles publiques rurales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, S.R.Q., 1909, tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 25, section 1, et de l'article 2930 desdits Statuts, tel qu'amendé par 1 George V, (1^{re} session), chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices un traitement annuel d'au moins deux cent vingt-cinq piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, S.R.Q., 1909, tel qu'amendé par

3 George V, chapitre 25, section 1, et de l'article 2930 desdits Statuts, tel qu'amendé par 1 George V, chapitre 20 (1^{re} session), section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices un traitement annuel d'au moins deux cent cinquante piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, S.R.Q., 1909, tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 25, section 1, et de l'article 2930 desdits Statuts, tel qu'amendé par 1 George V, (1^{re} session), chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices un traitement annuel d'au moins deux cent soixante et quinze piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, S.R.Q., 1909, tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 25, section 1, et de l'article 2930 desdits Statuts, tel qu'amendé par 1 George V, (1^{re} session), chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices un traitement annuel d'au moins trois cent vingt-cinq piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles dans les municipalités pauvres, spécialement dans les centres de colonisation, vingt-neuf mille piastres; transférés de l'éducation sup.-protestante aux écoles pauvres protestantes, mille piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités scolaires de village et de la campagne qui emploient des instituteurs pour les garçons de dix à dix-huit ans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'enseignement du dessin dans les écoles primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les instituteurs à la retraite, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour fonds de pension des instituteurs, au lieu des retenues sur l'allocation de l'éducation supérieure en vertu de l'article 3012 S.R.Q., 1909, tel qu'amendé par 1 George V, (2^e session), chapitre 27, section 2; 2 George V, chapitre 24, section 5 et 11 George V, chapitre 47, section 9, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si on n'allait pas augmenter ce fonds de retraite.

L'honorable M. David (Terrebonne): Nous sommes à étudier la question des anciennes institutrices. Nous aurons même là-dessus un bill spécial.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

31. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour association des instituteurs protestants, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à la littérature et aux beaux-arts; livres de récompense, reliure, etc. \$10,000; littérature \$7,500; beaux-arts \$7,500, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930⁷.

L'honorable M. David (Terrebonne): Depuis 13 ans, le gouvernement a acheté 507,000⁸ livres et, l'année dernière seulement, 46,542 volumes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si on distribuait des livres canadiens en prix.

L'honorable M. David (Terrebonne): Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) reproche au gouvernement l'achat de certains livres.

M. Plante (Beauharnois): M. le président, je veux faire quelques remarques au sujet de

l'encouragement à nos littérateurs canadiens et je prie l'honorable secrétaire provincial de suspendre cet item à demain.

L'étude de la résolution est suspendue.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 6 h 20.

NOTES

1. Selon *Le Soleil* du 11 mars 1925, à la page 13, une quarantaine de députés sont présents en Chambre à l'ouverture de la séance.

2. Bien que les sources n'identifient pas le président du comité plénier, on peut présumer que les travaux du comité sont dirigés par M. Hector Laferté (Drummond), Orateur suppléant et président des comités pléniers, et ce, depuis le 21 décembre 1923. Ce sont d'ailleurs ses initiales et sa signature qui authentifient ledit bill 189 relatif aux syndicats coopératifs qui sera rapporté amendé à la Chambre lors de la séance du 13 mars 1925.

3. L'abbé Joseph-Roger-Irénée Trudel (1871-1931), missionnaire agricole, propagandiste des caisses, administrateur de l'Union régionale des caisses populaires Desjardins de Trois-Rivières de 1920 jusqu'à son décès en 1931. Il sera également secrétaire du comité de propagande des caisses populaires de 1923 à 1925, et président du comité central de propagande des caisses populaires à partir de 1925.

4. *L'Événement* du 11 mars 1925, à la page 11, rapporte que pour le temps de l'étude des crédits de son ministère, "l'honorable M. David prit le fauteuil de l'honorable M. Galipeault et son sous-ministre, M. C.-J. Simard, vint s'asseoir à côté du secrétaire provincial".

5. Émile Sergent (1867-1943) et Louis Ribadeau-Dumas (1876-1951), médecins français. L'honorable M. David fait probablement allusion à leur ouvrage *La tuberculose et la mortalité infantile. Leçons données à l'Université Laval et à l'Université de Montréal*, Québec, Publications du service provincial d'hygiène, 1924, 410 pages.

6. *L'Événement* du 11 mars 1925, à la page 11, précise en écrivant que quelque temps avant cette séance, "l'Université de Montréal a demandé un octroi annuel de \$300,000".

7. Ce crédit à voter n'est pas consigné aux *Journaux de l'Assemblée législative* comme ayant été adopté. Il porte cependant le numéro 46 du *Budget des dépenses 1925-1926*.

8. Chiffre cité par *La Presse* du 11 mars 1925, à la page 14. Selon *L'Action catholique* du même jour, à la page 6, ce serait plutôt 567,000 volumes qui auraient été achetés, mais le bon chiffre n'a pu être confirmé.

Séance du mercredi 11 mars 1925

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 19 mars, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation du délai susdit.

Le rapport est adopté.

M. Bordeleau (Champlain): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 19 mars, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation du délai susdit.

Le rapport est adopté.

M. Thériault (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 68 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 56 amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt;
- bill 85 amendant la charte de la ville LaSalle.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 75 amendant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 76 autorisant The Canadian Credit Men's Trust Association Limited à occuper les fonctions et à remplir les devoirs de fidéicommissaire, syndic, curateur, exécuteur, liquidateur, receveur ou administrateur, nonobstant les dispositions des articles 364, 365, 366 et 367 du Code civil du Bas-Canada, sous le titre "Loi autorisant The Canadian Credit Men's Trust Association Limited à accepter et remplir les devoirs de syndic autorisé, curateur aux biens, liquidateur ou receveur des biens des personnes ou corporations en déconfiture, insolvable ou liquidant volontairement leurs affaires";

- bill 105 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Commission métropolitaine
de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 75 amendant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal. Lesdits amendements sont lus une première fois.

The Canadian Credit Men's Trust
Association Limited

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 76 autorisant The Canadian Credit Men's Trust Association Limited à occuper les fonctions et à remplir les devoirs de fidéicommissaire, syndic, curateur, exécuteur, liquidateur, receveur ou

administrateur, nonobstant les dispositions des articles 364, 365, 366 et 367 du Code civil du Bas-Canada. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Charte de LaSalle

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 105 modifiant la charte de la ville LaSalle. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Loi dentaire

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 169 modifiant la loi dentaire de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Code civil, article 1880

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 167 modifiant l'article 1880 du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission du pouvoir électrique du Nouveau-Brunswick

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 117 constituant en corporation la Compagnie de la Commission du pouvoir électrique du Nouveau-Brunswick.

Adopté.

En comité¹:

Le comité étudie le préambule qui se lit comme suit:

"Attendu que l'honorable Pierre-J. Véniot (sic), de la ville de Bathurst, comté de Gloucester, dans la province du Nouveau-Brunswick, premier ministre de la province du Nouveau-Brunswick; l'honorable Ernest-A. Smith, de la ville de Shédiac, dans le comté de Westmoreland, dans la province du Nouveau-Brunswick, président de la Commission du

pouvoir électrique du Nouveau-Brunswick, et l'honorable Joseph-Enoil Michaud, de la ville d'Edmunston, dans le comté de Madawaska, province du Nouveau-Brunswick, membre du Conseil exécutif de la province, et l'un des membres de la Commission du pouvoir électrique du Nouveau-Brunswick, ont présenté une pétition demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Compagnie de la Commission du pouvoir électrique du Nouveau-Brunswick, avec les pouvoirs ci-après mentionnés, et attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition.

"À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:"

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Où les promoteurs de ce bill prennent-ils leur autorité pour faire affaire en dehors de leur province?

M. Thériault (L'Islet): On demande simplement à Québec l'autorisation de barrer le Témiscouata dont la décharge est dans la rivière Madawaska. Les promoteurs offrent assez de garanties, puisqu'ils sont parmi les plus hautes personnalités de la province voisine, dont le premier ministre, l'honorable M. Véniot².

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Il est important de savoir jusqu'à quel point le gouvernement de cette province peut être autorisé à exécuter des travaux en dehors de son territoire.

M. Thériault (L'Islet): C'est justement pour avoir ce droit que l'honorable M. Michaud, ministre du gouvernement du Nouveau-Brunswick, est venu demander aujourd'hui des pouvoirs à la Législature de Québec.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Mais ne ferions-nous pas mieux de nous assurer d'abord de leur autorité?

M. Thériault (L'Islet): On admettra tout de même qu'ils ne viendraient pas tromper leur province en outrepassant leurs prérogatives.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous ne pouvez douter de la parole d'un ministre.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Il me semble qu'ils devraient avoir un mandat particulier pour agir ainsi.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

Tout ce qu'on nous demande, c'est l'incorporation de la Commission. Étudiez l'article 2 de cette loi. Il se lit comme suit: "La principale place d'affaires de la compagnie projetée sera à Sainte-Rose-du-Déglé, dans le comté de Témiscouata, dans la province de Québec." Or, les membres de la Commission faisant partie du cabinet du Nouveau-Brunswick demandent à établir une place d'affaires en dehors de cette province. C'est tout naturel. Si la compagnie hydroélectrique ne leur confère pas ce droit, alors cette demande sera sans effet.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je persiste à croire qu'il serait bon de s'en assurer d'abord.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): S'ils n'ont pas ce pouvoir là-bas, ils l'exerceront encore moins ici.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): La Commission hydroélectrique, je le répète, ne nous prouve pas qu'elle est autorisée à venir faire des affaires chez nous. Nous donnons des pouvoirs extraordinaires sans savoir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il n'y a là rien que de très ordinaire. Nous donnons simplement à cette compagnie le pouvoir d'exploiter chez nous des forces hydrauliques. C'est avec le capital du Nouveau-Brunswick que l'entreprise sera exécutée. Naturellement, la compagnie ne peut faire ces travaux avec rien et c'est à nous de lui fournir les moyens nécessaires de réaliser ses projets. Si leur province ne leur en fournit pas les moyens, rien ne se fera, voilà tout.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Si la province du Nouveau-Brunswick n'est pas derrière cette affaire, il serait intéressant de savoir qui sera responsable des dommages.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y aura toujours le développement fait et la valeur des propriétés. C'est la meilleure des garanties.

M. Langlais (Témiscouata): Si la compagnie fait subir des dommages dans notre province, qui sera responsable³?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ne disons pas d'exception à la forme. Dans ce cas-là, nous n'incorporons aucune compagnie.

Le préambule est adopté.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. La compagnie n'aura pas de capital-actions, et ses affaires seront conduites par trois directeurs, qui auront le pouvoir de faire toutes les transactions nécessaires pour les fins de la compagnie."

M. Patenaude (Jacques-Cartier): On n'a pas répondu à la question de la responsabilité. Mais quelles sont les garanties qu'aura le gouvernement de la province de Québec de la bonne foi des promoteurs de l'entreprise?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Les promoteurs sont le premier ministre Veniot, les honorables MM. Michaud et Smith, tous deux membres du cabinet. C'est donc une entreprise d'État. On n'a qu'à lire l'article 4 pour s'en convaincre: "Les personnes, nommées dans la section 1 de la présente loi, seront les premiers directeurs, et resteront en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province du Nouveau-Brunswick." Il faut admettre que cela démontre clairement que le gouvernement de cette province est le promoteur de cette entreprise et offre par conséquent toutes les garanties voulues.

M. Patenaude (Jacques-Cartier) répond qu'il semble alors que ce soit le gouvernement de Québec qui est le promoteur du bill en question et que c'est lui qui doit donner toutes les garanties qui sont nécessaires pour ce projet.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) proteste contre cette déclaration et affirme que cette question est sans rapport avec le sujet.

L'article 3 est adopté.

L'article 4 est adopté.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. La compagnie pourra construire et entretenir des digues pour l'emmagasinement de l'eau dans les comtés de Kamouraska, Témiscouata et Rimouski; prendre possession du lit et de la grève des rivières, y avoir accès; entrer sur, et arpenter tous

terrains nécessaires pour les fins de ses affaires, et pour se protéger contre les inondations ou accidents; de temps à autre, acheter, acquérir et posséder, et avoir en jouissance tous les terrains nécessaires pour lesdites fins; détourner, ériger, construire, changer les chemins et routes aux fins de son entreprise; acquérir, acheter, posséder, avoir en jouissance, dans les comtés de Kamouraska, Témiscouata et Rimouski, tous terrains, privilèges, franchises, droits ou autres propriétés, aux fins de mettre en opération le développement du pouvoir d'eau à Grand Falls, dans la province du Nouveau-Brunswick."

M. Langlais (Témiscouata): Je propose un amendement pour protéger les droits acquis sur les rivières et pour forcer la corporation à payer les dommages qu'elle pourrait causer. Il y a des droits de pêche, par exemple, que détiennent des Américains. Il faut les protéger.

M. Thériault (L'Islet): L'amendement de l'honorable député vise une question technique et je ne suis pas prêt à lui répondre. D'un autre côté, un amendement apparaît à l'ordre du jour, mais aucun avis n'a été donné, et je soulève la question d'ordre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous allons remettre la troisième lecture à demain et nous consulterons le ministère des Pêcheries qui soumettra durant la présente session un projet de loi dans ce sens.

M. Langlais (Témiscouata) retire son amendement.

L'article 5 est adopté.

Le comité étudie l'article 6, qui se lit comme suit:

"6. La compagnie pourra acquérir, de gré à gré ou par voie d'expropriation:

"a. Les barrages, travaux existant au lac Témiscouata et sur la rivière Madawaska et ses tributaires;

"b. Les immeubles nécessaires à l'exécution et au maintien des travaux qu'elle est autorisée à faire par la présente loi;

"c. Les immeubles qui pourront être inondés ou autrement affectés par suite de l'exécution et du maintien des travaux effectués dans les comtés de Kamouraska, Témiscouata et Rimouski, ou dans la province du Nouveau-Brunswick, par le développement du pouvoir d'eau à Grand Falls;

"d. Les immeubles requis pour la construction des chemins publics ou privés, destinés à donner accès auxdits travaux, ou à remplacer les chemins inondés ou autrement détruits ou endommagés;

"e. Les immeubles requis pour l'établissement des servitudes nécessaires;

"f. Les servitudes, droits réels, droits conférés par la Législature, droits résultant de contrats ou tous autres droits d'une nature quelconque."

M. Langlais (Témiscouata): À ces dernières dispositions, je propose ceci en amendement d'abord:

"Les dommages et compensations qui devront être estimés dans l'évaluation ou l'expropriation comprendront toutes améliorations, servitudes de grève, droits d'occupation, de culture ou autres des riverains, quand même le fonds sur lequel ces dommages existent ferait partie du domaine public et n'aurait été occupé qu'à titre précaire, par simple tolérance, ou autrement."

Le lac est d'une grande étendue et touche à un long rivage. Plusieurs lacs et rivières des environs seront modifiés dans leur niveau, et des droits de pêche pourraient en souffrir. Ne devrait-on pas obliger les promoteurs à mettre des passes migratoires pour empêcher la fuite du poisson?

M. Thériault (L'Islet): Il s'agit ici d'une question technique. Je soulève la question d'ordre et, si besoin est, on suggérera un amendement au Conseil législatif.

M. Langlais (Témiscouata): Pour ce qui est du fond de l'amendement que je propose, je ferai remarquer qu'une foule de riverains ont construit des immeubles ou exploité des terrains au-dessous de la ligne des hautes eaux. Je propose que nous amendions cette clause de façon à protéger les droits des cultivateurs établis le long du lac. Ils ont fait là des améliorations, et on m'informe qu'ils perdront jusqu'à 30 acres de terre par l'inondation de leurs propriétés. Sans doute, on a utilisé la propriété publique en agissant ainsi, mais serait-il généreux de ne pas indemniser ces gens? Le gouvernement, depuis de longues années, a fermé les yeux sur cette prise de possession de la propriété publique. Ne serait-il pas raisonnable qu'il considère les améliorations comme de véritables propriétés privées et les indemnise? Je propose donc que des dommages soient payés pour toutes ces améliorations qui ont été faites.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je crois que l'amendement va trop loin. On obligerait ainsi la compagnie à payer des personnes qui, non seulement n'ont aucun droit, mais qui ont occupé des terres qui ne leur appartenaient pas. Pourquoi demanderait-on à une corporation de se rendre à des exigences auxquelles ne s'est jamais soumise aucune compagnie? Peut-on se rendre à des droits acquis par une sorte de violence? L'expropriation se fera en vertu des lois de notre province. C'est pousser la sollicitude un peu loin que d'obliger la compagnie à payer plus que les dommages ordinaires. Il y a des lois d'expropriation. Que la Commission les dresse, mais n'exigeons pas davantage.

M. Langlais (Témiscouata): Vous allez faire monter l'eau dans cinq ou six villages. Les cultivateurs ont fait des sacrifices pour s'établir le long du lac Témiscouata avec la protection du gouvernement de la province de Québec. Pouvons-nous permettre à une autre province de venir inonder leurs propriétés sans exiger des dommages? La compagnie se dit prête à payer des dommages. Pourquoi ne pas stipuler les dommages qu'elle aura à payer? C'est à la Législature à décréter qui a des droits. La compagnie refuse de mettre par écrit les arrangements qu'elle veut faire avec les riverains.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): C'est justement ce qu'il ne faut pas faire. Les tribunaux décideront qui a des droits. Mais si nous adoptons l'amendement de mon honorable ami, nous allons donner des droits même à ceux qui n'en ont pas. Laissons les tribunaux ou les arbitres d'expropriation décider le point. Tous les droits légitimes, sans exception, seront reconnus. La compagnie dit: "Nous paierons tous les dommages."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce parce qu'il s'agit d'un gouvernement que l'on exige tant? Si, au lieu d'être le gouvernement du Nouveau-Brunswick, c'était une compagnie de chemin de fer qui passait là, est-ce que ces propriétaires auraient des droits? On n'en demanderait pas autant d'un chemin de fer.

M. Langlais (Témiscouata): Si c'était une compagnie de chemin de fer, il n'y a pas de doute qu'il n'y aurait pas de recours contre elle. Mais ici, il s'agit d'une compagnie étrangère, et c'est afin de bien déterminer les droits des riverains que l'amendement est présenté. Cet amendement donnera le droit aux riverains du lac Témiscouata de venir devant la

Commission d'expropriation qui fixera les dommages, sans être obligés de faire des procès pour obtenir des titres précis.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Voici un gouvernement ami qui vient nous demander d'exploiter une de nos ressources hydrauliques et qui nous dit: "Je veux faire des travaux de barrage. J'acquerrai, de gré à gré ou par expropriation, tous les droits et je paierai tous les dommages pour les servitudes sur les propriétés inondées." Peut-on offrir davantage? Pourquoi ne pas nous contenter de cela? Pourquoi traiter cette compagnie autrement que les autres?

L'amendement de l'honorable député de Témiscouata veut obliger la compagnie même à ceux qui n'ont pas de droits, même à ceux qui sont sur des terres du domaine public, à titre précaire, par simple tolérance ou autrement. On a pris possession de terres appartenant à la couronne. Si nous créons un tel précédent, où allons-nous? Nous consacrons le bien acquis illégalement. Ainsi, un homme qui serait sur le bord du lac avec sa tente pourrait exiger des dommages. Nous ne pouvons traiter ainsi le gouvernement du Nouveau-Brunswick. Nous ne pouvons le traiter autrement que nous traiterions les nôtres. Nous devons justice égale à tous, et je crois que la Chambre ne peut accepter cet amendement.

M. Langlais (Témiscouata): Si un homme est propriétaire ou locataire...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il aura des dommages.

M. Langlais (Témiscouata): ... que ce soit par tolérance du seigneur ou autrement, il est propriétaire ou locataire. Je demande tout simplement de reconnaître ses droits. Des cultivateurs sont depuis 50 ans et 75 ans sur des terres publiques du lac Témiscouata. Ils sont là illégalement, mais ne devrait-on pas les considérer comme des détenteurs légaux?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si l'amendement passait, il y aurait pas mal d'occupants qui deviendraient illégaux en peu de temps.
(Rires)

M. Langlais (Témiscouata): Ces droits sont demandés seulement pour les riverains.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les riverains auront des compensations.

M. Thériault (L'Islet): On enlève les droits du seigneur de Témiscouata.

M. Langlais (Témiscouata): Le seigneur a toléré depuis des années l'établissement de centaines de familles qui n'ont d'autres titres que celui de la tolérance. Il y a des "squatters" établis depuis 50 ans et qui ont droit à des compensations pour la perte des améliorations qu'ils ont faites. Il y a 500 à 600 familles qui souffriront, si l'amendement n'est pas adopté.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je me demande si le paragraphe *f* de l'article 6 ne couvre pas le cas dont parle mon honorable ami? Le paragraphe dit: "Les servitudes, droits réels, droits conférés par la Législature, droits résultant de contrats ou tous autres droits d'une nature quelconque." Cela devrait suffire.

L'amendement, étant mis aux voix, est, en conséquence, rejeté.

M. Langlais (Témiscouata): Je propose un nouvel amendement: "Que la compagnie soit obligée d'établir une ligne de transmission de pouvoir électrique jusqu'à y compris Saint-Louis-du-Ha-Ha! et offrir le pouvoir à l'industrie locale et l'éclairage public et privé, au prix de vente établi à Edmundston pour le gros, et ce, dans la vallée du lac Témiscouata et tributaires."

La province de Québec donne beaucoup au Nouveau-Brunswick, et un ingénieur du gouvernement a déclaré qu'il était impossible d'exploiter le lac dans la province.

Voici que les gens écrivent que des barrages sont déjà établis sur la rivière Touladi et que l'élévation du niveau du Témiscouata nuira à l'énergie du lac Touladi, qui sert une industrie et nombre de maisons.

Si la compagnie nous enlève le pouvoir d'éclairer la vallée du lac Témiscouata, il est de notre devoir de l'obliger à fournir l'éclairage à la région. La compagnie mettra un certain nombre de chevaux-vapeur à la disposition du lieutenant-gouverneur en conseil. Il faudrait être plus prudent et exiger les mêmes prix que ceux exigés dans la province voisine. En outre, il faudrait obtenir l'assurance que tous les petits centres à proximité du lac auront leur électricité pour l'éclairage et la petite industrie. On devra rendre la ligne de transmission jusqu'au bout du lac. Les paroisses ne s'opposent pas à ce que l'on donne de grands avantages au Nouveau-Brunswick, mais elles veulent être dédommagées. On dit que Sainte-Rose-du-Dégelé va perdre 5,000 arpents;

Notre-Dame-du-Lac perd une grève précieuse. Cette ligne de transmission ne coûtera pas très cher à la compagnie et épargnera des dépenses considérables aux paroisses.

M. Thériault (L'Islet): L'amendement de mon honorable ami est extraordinaire. Il y a 100 ans que la région du Témiscouata est connue et colonisée, et personne n'a jamais cru possible d'utiliser la force de ces eaux en pratiquant un barrage. L'honorable député de Sherbrooke (M. Crépeau), qui est ingénieur civil, a déclaré qu'on ne pouvait développer ce pouvoir d'eau...

M. Langlais (Témiscouata): L'honorable député n'a pas pu dire cela du lac Témiscouata: il ne l'a jamais vu.

M. Thériault (L'Islet): Nous lui avons fourni les chiffres au comité. M. Amos et plusieurs experts autorisés nous ont assuré que l'entreprise était absolument impossible pour la province de Québec. Il ne s'agit pas ici de créer un pouvoir électrique sur le lac Témiscouata, mais de régulariser les eaux de la Madawaska, afin de développer le pouvoir de Grand Falls, Nouveau-Brunswick, en indemnisant tous les propriétaires qui subiront quelque dommage.

Maintenant, il ne semble pas exact de dire que les forces de la Touladi seront détruites, puisque le barrage n'élèvera pas le niveau du grand lac au-dessus des hautes eaux de la crue. Ce niveau sera même au-dessous. Enfin, le gouvernement du Nouveau-Brunswick règle la question en consentant à laisser 5,000 chevaux-vapeur à la province en reconnaissance de ce que nous faisons pour lui permettre de développer son pouvoir de Grand Falls. Au nom des promoteurs, je ne puis accepter ce nouvel amendement.

M. Langlais (Témiscouata): Les ingénieurs du Nouveau-Brunswick n'ont pas dit dans leur rapport tout le développement que peut donner le lac Témiscouata. Avec les travaux projetés, une étendue considérable de terre sera inondée et les dommages seront très élevés; d'où nécessité de fortes compensations. On fera dommage au pouvoir de la Touladi.

M. Thériault (L'Islet): Quel est le nombre de chevaux-vapeur de ce pouvoir?

M. Langlais (Témiscouata): Il y en a moins de 1,000. On nous enlève un pouvoir d'eau et nous devrions exiger de la compagnie qu'elle éclaire la région. Ça ne prendra que 1,000 chevaux-vapeur pour éclairer les cinq paroisses intéressées.

M. Thériault (L'Islet): Je suis informé que les habitants de la région sont enchantés des travaux.

M. Langlais (Témiscouata): Mon honorable ami ignore évidemment les requêtes qui ont été adressées au gouvernement. Il est moins bien renseigné que le gouvernement.

M. Thériault (L'Islet): Je suis renseigné de façon plus désintéressée que mon honorable ami.

M. Langlais (Témiscouata): Le gouvernement du Nouveau-Brunswick veut agrandir sa province en empiétant sur la nôtre. Je veux qu'il paie pour. Ce n'est pas avant 10 à 15 ans que l'on pourra utiliser les 5,000 forces, que la compagnie est prête à livrer à la frontière.

L'amendement, étant mis aux voix, est, en conséquence, rejeté.

M. Langlais (Témiscouata): Le barrage va faire pratiquement disparaître la paroisse de Saint-Juste-du-Lac. On va enlever de cette paroisse la plus belle partie. Les cultivateurs de trois rangs en seront affectés dans leur culture. En outre, les quais seront dérangés à Saint-Juste, à Notre-Dame-du-Lac, à Cabano et à Saint-Dominique. Saint-Juste et Saint-Dominique ont un service de traverses d'été et d'hiver sur le lac Témiscouata, car c'est leur seul moyen de communication avec Notre-Dame-du-Lac et Cabano, où leurs cultivateurs écoulent leurs produits.

Je propose donc l'amendement suivant: "La compagnie devra faire tous travaux requis pour maintenir à leur état d'utilité actuelle les quais et autres améliorations nécessaires pour maintenir les traverses publiques en hiver ou en été sur le lac Témiscouata."

En hiver, la glace se cassera et les traverses seront impossibles.

M. Thériault (L'Islet): Je me demande si on aurait rencontré autant d'objections devant la Commission des eaux courantes. Tous les ingénieurs du gouvernement sont venus nous assurer que le lac étant très long, le niveau en hiver différerait peu de ce qu'il était. Les traverses ne seront pas en danger. Quant aux quais, ils appartiennent ou à des particuliers ou au gouvernement fédéral. Dans le premier cas, le bill voit à leur indemnisation; dans le second, c'est à Ottawa à voir au maintien de ces quais.

On parle d'inconvénients à Saint-Juste et Saint-Dominique. Je suis d'avis que la situation de ces paroisses sera plutôt améliorée, car le niveau du lac sera stabilisé par le barrage. Ces villages n'auront plus à subir les ennuis de crues subites. Le bill a prévu tous les accidents, et les craintes de l'honorable député de Témiscouata ne sont pas fondées.

M. Langlais (Témiscouata): Supposons que les ingénieurs se trompent. Les terres de Saint-Juste ne pourront plus s'égoutter. Mettons donc dans la loi une clause pour protéger les citoyens contre le danger de voir disparaître les traverses en hiver.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je veux simplement corriger quelques erreurs dans les déclarations de mon honorable ami. Mon honorable ami de Témiscouata a tort de s'alarmer. Les eaux du lac Témiscouata ne seront pas plus élevées que lors des inondations du printemps. Quant à la paroisse Saint-Dominique, elle ne subira pas les dommages que craint l'honorable député. Je puis assurer à mon honorable ami que le ministère des Terres et Forêts verra à ce que l'exécution des plans ne soit pas une cause de dommages pour la région. Nous surveillerons les intérêts de la province, car il est entendu que tous les plans devront être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

M. Langlais (Témiscouata): J'admets cela, mais, pour les traverses, nous devrions en exiger la protection dans la loi.

L'amendement, étant mis aux voix, est, en conséquence, rejeté.

L'article 6 est adopté.

Le comité étudie le nouvel article 6a.

M. Moreault (Rimouski): Je propose un amendement à la clause 7 pour que la compagnie mette à la disposition du gouvernement de Québec 5,000 chevaux-vapeur, et qui se lit comme suit:

"6a. Avant de délivrer aucune partie du pouvoir développé comme résultat des travaux prévus par la présente loi, la compagnie de la Commission du pouvoir électrique du Nouveau-Brunswick devra faire avec la "New Brunswick Power Commission" les arrangements nécessaires pour mettre à la disposition du lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, à un endroit sur la ligne de la frontière, déterminé par le lieutenant-

gouverneur en conseil de la province de Québec, une quantité permanente de 5,000 chevaux-vapeur.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pourra autoriser toute personne ou compagnie à utiliser, en tout ou en partie, ledit pouvoir électrique. Dans les trois ans à compter de la date de ladite autorisation, avis devra être donné à la Compagnie du pouvoir électrique du Nouveau-Brunswick par toute personne, municipalité ou compagnie ainsi autorisée de telle autorisation et qu'elle entend s'en prévaloir.

"Le prix ou rente pour tel pouvoir délivré à tel point des frontières interprovinciales sera le même que celui exigé pour une quantité égale de pouvoir délivré dans des conditions et circonstances semblables d'une municipalité située dans les limites de la province du Nouveau-Brunswick."

Je crois, avec l'honorable député de Témiscouata, que la région a besoin d'éclairage, mais je pense que ces 5,000 chevaux-vapeur constituent une reconnaissance assez généreuse de la part de la compagnie⁴. Ces amendements répondent aux demandes des intéressés du lac Témiscouata. Cette région se développera sûrement et, dans peu d'années, elle pourra utiliser les 5,000 chevaux-vapeur en question.

M. Langlais (Témiscouata): C'est mieux que rien. Je suis forcé d'approuver cette obligation faite à la compagnie, puisque la Chambre n'a pas approuvé les autres amendements. Mais si nous ne nous servons pas de ce pouvoir d'ici à trois ans, il nous sera confisqué. Le délai est bien court.

M. Thériault (L'Islet): Je suis content que mon honorable ami accepte cet amendement, en principe. Les travaux ne seront pas terminés avant trois ans, ce qui veut dire que nous avons six ans pour nous assurer ce pouvoir.

M. Langlais (Témiscouata): J'aimerais mieux qu'on donne un délai de 10 ans.

Le nouvel article 6a est adopté.

Le comité rescinde l'adoption précédente de l'article 5, afin d'apporter une modification⁵.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je propose un amendement pour que le ministère des Pêcheries ait le droit d'exiger la construction de passes migratoires pour protéger les droits de pêche.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra exiger dans tous les barrages la construction de passes migratoires qui devront être faites d'après les plans du département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries."

M. Langlais (Témiscouata): (En souriant)
Mettez donc les quais aussi.

L'amendement est adopté

L'article 5, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 7 à 10 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Chevra Thilim Linas Hazedek

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 134 constituant en corporation Chevra Thilim Linas Hazedek.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Montréal-Est

M. Richard (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 142 ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est, en date du 20 février 1925.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Richard (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

St. Francis Valley Railway Company

M. Bissonnet (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 122 amendant la charte de la St. Francis Valley Railway Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bissonnet (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Rouyn Mines Railway Company

M. Bordeleau (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 145 constituant en corporation Rouyn Mines Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

Syndicats coopératifs

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 189 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement aux syndicats coopératifs.

Adopté.

En comité:

M. Sauvé (Deux-Montagnes): De hauts membres du clergé m'ont informé qu'ils avaient des objections à ce projet. Il convient d'attendre que j'aie reçu leurs objections. Je propose l'ajournement à demain.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

Le comité reprend l'étude, entamée le 10 mars, de la résolution suivante:

1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à la littérature et aux beaux-arts; livres de récompense, reliure, etc. \$10,000; littérature \$7,500; beaux-arts \$7,500, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930⁶.

M. Plante (Beauharnois): M. le président, à propos de cette question des beaux-arts, je vois avec plaisir que l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David) a encouragé nos auteurs canadiens. Je l'en félicite. Mais j'ai voulu savoir si on rendait justice à tous nos auteurs canadiens. Parcourant la liste du surintendant de l'Instruction publique pour voir quels livres on distribuait dans les écoles, je constatai que certains auteurs y brillaient par leur absence. Loin de moi la pensée de faire une réclame à qui que ce soit. Seul le souci de l'art et de la littérature me guide.

Ceux de nos concitoyens qui, s'élevant au-dessus du matérialisme envahissant, ont le courage de cultiver les arts et de chercher un idéal, méritent qu'on les entoure de sollicitude. Par exemple, j'ai demandé vainement à la bibliothèque un de nos romans des mieux charpentés: *Jules Faubert*, de M. Ubald Paquin⁷. Il ne s'y trouvait pas et je crois devoir attirer l'attention de l'honorable secrétaire provincial sur cette anomalie. Mais j'ai été plus surpris, encore ce matin, lorsque je demandai sans plus de succès un livre remarquable que j'eus le plaisir de lire et de goûter chez moi, l'an dernier, dans des moments de loisir...

M. Patenaude (Jacques-Cartier): (En souriant) *Les pieds sur les chenets*⁸.

M. Plante (Beauharnois): ... Oui. Un livre dont les qualités de style sont indéniables, dont la forme est irréprochable et que je regrette de ne pas voir dans les rayons de cette bibliothèque. Ce roman, le nommerai-je, c'est *Marcel Faure*, une œuvre régionaliste dont j'ai entendu maints éloges et dont j'ai cru devoir m'occuper sérieusement. Je l'ai parcouru tout d'une haleine, et j'en ai senti tout le charme.

Très souvent, on fait des éloges exagérés de livres dont le mérite est discutable. *Maria Chapdelaine*, par exemple, a eu une vogue immense. On en a tiré des centaines de mille exemplaires. Le style est beau, mais je me demande s'il décrit bien le Lac-Saint-Jean et si l'on ne s'est pas trop emballé à son sujet, quand des romans canadiens soutiennent avantageusement la comparaison.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que *Marcel Faure* n'est pas un livre défendu?

M. Plante (Beauharnois): Je ne crois pas.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (En souriant) Est-ce que c'est le nom de l'auteur, ça, Marcel Faure?

M. Plante (Beauharnois): Non. L'auteur a pour nom Jean-Charles Harvey⁹.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce un Anglais?

M. Plante (Beauharnois): (En riant) Non, c'est M. Harvey, du *Soleil*. C'est un nom écossais, mais il a du sang canadien plein les veines!
(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-il au *Soleil*?

M. Plante (Beauharnois): Le soleil luit pour tout le monde.

(Rires et applaudissements)

(Redevenant sérieux) Lisez ce joli roman, M. le président, et vous y verrez des pages délicieuses. Peut-on me permettre de lire un petit passage de ce roman? Voici: "Nous tenons à conserver la piété filiale pour la France. La fierté de nos origines nous est nécessaire. Il est bon pour nous que la France soit debout. Elle est encore l'irrésistible fiancée de l'esprit. Un merveilleux souffle d'honneur anime toute son histoire. Elle a sauvé l'Europe, elle a sauvé la Pologne, elle a révélé une fois de plus que le monde a besoin d'elle. Nous, nous sommes le miracle français qui traverse les siècles. Si nous vivons, nous, au milieu de tous les morts d'Amérique, c'est que nous sommes faits d'une essence supérieure et mieux trempée, dont on fera l'arbre de couche de la civilisation américaine, comme la France est l'arbre de couche de la civilisation européenne."

Comme c'est beau, comme c'est clair, comme c'est providentiel! Deux France, parce qu'il y a deux continents à conserver à la beauté, à la culture et au bon sens, parce qu'une seule ne pouvait suffire à la tâche!

(Applaudissements)

Voilà, Messieurs, une page magnifique que des écrivains français, et non des moindres, pourraient signer. C'est pourquoi j'attire l'attention de l'honorable secrétaire provincial sur le talent de

quelques-uns de nos jeunes auteurs. Je crois que l'honorable secrétaire provincial devrait encourager les jeunes écrivains de chez nous, qui travaillent à la diffusion de la pensée, qui ont du talent et qui, le soir, à la clarté des ampoules électriques, après une rude journée de labeur, sont à leur table de travail pour créer un peu de beauté et d'idéal. Ils y consacrent leurs énergies, ils y épuisent leurs forces.

Dans l'intérêt des lettres canadiennes, je demanderais que l'octroi à la littérature et aux arts soit plus élevé, si possible, et que le gouvernement s'efforce de fournir le nerf de la guerre à ces travailleurs de l'esprit. Qu'on commence à encourager nos auteurs; le public suivra et la province en bénéficiera.

(Applaudissements)

L'honorable M. David (Terrebonne): Je remercie l'honorable député de Beauharnois de ses remarques. Je suis heureux de l'invitation qu'il me fait d'augmenter les crédits de l'encouragement aux littérateurs canadiens. Nous ferons tout notre possible pour encourager les semeurs d'idéal. Quant au livre de M. Harvey, nous l'avons accueilli avec empressement. Même avant sa publication, l'auteur était assuré de nous en vendre un certain nombre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Parce qu'il était au *Soleil*.

L'honorable M. David (Terrebonne): Non, il n'y était pas encore à cette époque. Le volume est écrit en un style excellent et il est d'une correction impeccable. Il sent le bon et sain terroir. On peut en discuter les détails, mais un auteur doit avoir la liberté d'exprimer des idées personnelles. C'est pourquoi lorsque, l'an dernier, on me demanda en cette Chambre si j'avais acheté *Marcel Faure*, je répondis "Oui!" sans aucune crainte. Je crois que le temps est venu où une certaine forme de littérature doit être permise chez nous, du moment que l'on reste dans les limites de la morale établie. Chacun peut avoir ses idées. Si nous voulons que les étrangers respectent nos idées, respectons celles des nôtres, du moment qu'elles sont conformes à nos consciences.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Et à la morale.

L'honorable M. David (Terrebonne): Oui, à la morale. Quant à la distribution dans les écoles, il faut distinguer. Certains livres, bons en soi, ne peuvent convenir à des maisons d'enseignement...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'y a qu'une morale.

L'honorable M. David (Terrebonne): Certainement. Chacun a sa conscience et ses opinions. On a mentionné *Maria Chapdelaine*. Je dois dire que c'est là un chef-d'œuvre, quoi qu'on en dise. C'est un éloge délicat de la femme de chez nous. Quelle finesse de description et d'observation chez ce jeune Français qui ne passa que quelques mois dans notre pays! Son livre a été traduit en cinq langues et répandu dans le monde entier.

Puis-je rappeler que c'est à mon prédécesseur, l'honorable M. Jérémie Décarie¹⁰, que le monde doit ce chef-d'œuvre? Louis Hémon n'avait pas les moyens de payer un imprimeur. L'un de ses amis, M. Louvigny de Montigny, lui servit d'intermédiaire auprès du secrétaire provincial du temps, qui acheta des volumes de l'auteur pour \$500. Aujourd'hui, chaque volume de cette première édition vaut \$20.

Et *Maria Chapdelaine* vivra. Nous accordons aux lettres et aux arts l'aide la plus substantielle possible en rapport avec les revenus de la province.

(Applaudissements)

C'est une œuvre nationale, car bien des peuples auraient péri dans la mémoire des hommes si leurs artistes et leurs écrivains n'avaient éternisé leur souvenir.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je demande l'ajournement de cet item, afin que nous puissions faire l'analyse des livres que le gouvernement a achetés.

Je comprends que l'on puisse faire des compliments au gouvernement, mais il faut faire notre devoir. J'ai dit tout à l'heure que le roman de *Marcel Faure* est un livre défendu...

(Rires)

L'honorable M. David (Terrebonne): Je demande pardon à l'honorable chef de l'opposition. Mais par qui est-il défendu?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Par ceux qui ont conscience que l'on ne doit pas mettre tous les livres dans les mains de la jeunesse.

(Rires)

Je sais qu'on va le défendre parce que M. Harvey est rédacteur au *Soleil* et que l'on m'y dira dans ce journal des injures. Je n'ai pas peur de ses coups.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il n'était pas représentant du *Soleil* quand il a publié son roman.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce ne sont pas les personnes âgées qui lisent les romans, mais la jeunesse. Or, *Marcel Faure* n'est pas pour la jeunesse.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les vieillards en lisent aussi.

(Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis prêt à encourager la littérature canadienne, mais je blâme ceux qui exaltent ainsi un livre que ma conscience désapprouve.

Je ne crains pas de dire ce que je pense. Je pourrais bien parler de façon à m'attirer des compliments. Je trouve ma satisfaction dans l'accomplissement de mon devoir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce que vous l'avez lu, ce roman?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui, certainement, puisque j'en parle, et c'était mon devoir de le lire parce qu'on en avait acheté des exemplaires avec l'argent de la province. Est-ce que le premier ministre l'a lu, lui?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je l'ai lu et je n'en ai pas été scandalisé.

(Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je demande que l'on en reste là sur cet item. Je veux analyser certains volumes.

L'honorable M. David (Terrebonne): (En souriant) En attendant, l'honorable député de Beauharnois (M. Plante) et moi, nous essaierons de nous faire relever de notre excommunication.

L'étude de la résolution est suspendue.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Aide

supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique, aux conditions et de la manière fixées par le secrétaire de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour musée scolaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Dépôt de documents:

Route de Sainte-Victoire de Richelieu

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 5 mars 1925, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement et conseil de la municipalité de Sainte-Victoire de Richelieu, au sujet de la route nationale qui aurait coûté \$38,384.20. (Document de la session no 49)

École protestante de Verdun

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 17 février 1925, pour copie de toute correspondance, télégramme, états financiers et rapport soumis par les syndicats de l'École protestante de la cité de Verdun, au gouvernement ou à un de ses départements, ou au comité protestant du Conseil de l'instruction publique, ainsi que copie de toutes réponses qu'y ont faites le gouvernement ou un de ses départements, ou ledit comité protestant, depuis le 1^{er} janvier 1920 jusqu'à date. (Document de la session no 50)

Cause Kervin vs Glyde

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 3 mars 1925, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne au sujet de la Cour de magistrat du district d'Abitibi et des juges de paix de Senneterre dans la cause Kervin vs Laurence Glyde. (Document de la session no 51)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Allons maintenant lire une page de *Marcel Faure*.
(Rires)

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Laferté (Drummond).

2. Peter John Veniot (1863-1936), journaliste et homme politique. Député provincial de 1894 à 1899, puis de 1917 à 1926. Premier ministre du Nouveau-Brunswick de 1923 à 1925, il est partisan du mouvement Maritime Rights qui revendique davantage de pouvoir pour les Provinces maritimes. Il démissionne de son poste de chef du Parti libéral provincial en 1926, pour être élu au sein du cabinet fédéral de William Lyon Mackenzie King en tant que ministre des Postes. Il sera député jusqu'à son décès en 1936.

3. *L'Événement* du 12 mars 1925, à la page 1, rapporte que M. Langlais a combattu le bill précédemment au comité des bills privés.

4. *L'Événement* du 12 mars 1925, à la page 11, nous renseigne qu'"une entente avait été conclue au comité pour cet amendement Moreault, qui disait que la province de Québec devrait employer ce pouvoir d'eau d'ici à 3 ans, sans quoi le Nouveau-Brunswick le reprendra."

5. Procédure en conformité avec l'article 295 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, 1915, à

la page 85: "Quand un article ou un paragraphe ont été adoptés par le comité, il n'est plus permis d'y revenir ou de les amender. On peut proposer de rescinder la décision du comité, afin de modifier l'article ou le paragraphe qui ont été adoptés."

6. Ce crédit à voter n'est pas consigné aux *Journaux de l'Assemblée législative* comme ayant été adopté. Il porte cependant le numéro 46 du *Budget des dépenses 1925-1926*. Voir la séance du 10 mars 1925.

7. Ubald Paquin (1894-1962), journaliste et romancier. Candidat nationaliste défait aux élections de 1921, il devient fonctionnaire. Durant les années qui suivent, il publie de nombreux romans tels *Jules Faubert, le roi du papier* (1923), *La cité des fers* (1926), *La mort qu'on venge* (1926), *Le lutteur* (1927), *Les caprices du cœur* (1927), etc.

8. M. Patenaude fait allusion à un recueil de poèmes d'Émile Nelligan (1879-1941) qui porte ce titre. L'expression signifie "vivre confortablement et paresseusement".

9. Jean-Charles Harvey (1891-1967), romancier et journaliste. Il fait ses études classiques au Séminaire de Chicoutimi à partir de 1905, puis chez les Jésuites de 1908 à 1913. Il fréquente ensuite l'Université Laval à Montréal, mais devient reporter au *Canada* dès 1914, à *La Patrie* en 1915 et à *La Presse* de 1916 à 1918. Rédacteur publicitaire jusqu'en 1922 pour la compagnie La Machine agricole nationale de Montmagny, il devient courriériste parlementaire, puis rédacteur en chef au *Soleil* de 1927 à 1934. Récipiendaire du prix David pour *L'Homme qui va* en 1929, il est forcé de quitter son poste après le scandale qui éclate à la parution de son roman le plus célèbre *Les Demi-civilisés* (1934) et devient directeur du Bureau de la statistique du gouvernement du Québec. Il collabore au *Canada* en 1935 et fonde en 1937 le journal *Le Jour* qui est publié jusqu'en 1946. À partir de cette date, il donne de nombreuses conférences. Il est également journaliste à la pige pour Radio-Canada en 1947, commentateur à CKAC en 1951, directeur du *Petit Journal* et de *Photo-Journal* de 1953 à 1966, et collabore aussi à plusieurs périodiques.

10. Jérémie-Louis Décarie (1870-1927), libéral, fut secrétaire et registraire de la province dans le cabinet Gouin, de 1909 à 1919.

Séance du jeudi 12 mars 1925

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills publiés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 141 ratifiant certaines résolutions du conseil et des commissaires d'écoles de la cité du Cap-de-la-Madeleine et conventions entre les mêmes et la St. Maurice Paper Company Limited.

M. Daniel (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 166 modifiant l'article 110 du Code municipal.

M. Bordeleau (Champlain): (président *pro tempore*) J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal;

- bill 138 modifiant la charte de la cité de Hull.

**Loi des accidents
du travail**

M. Thériault (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 170 modifiant la loi des accidents du travail de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Statuts refondus

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 6 concernant les Statuts refondus.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 72 constituant en corporation la ville d'Amos.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 8 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers;

- bill 9 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement au paiement du lait et de la crème dans les fabriques de produits laitiers;

- bill 18 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'inspection des comptes des corporations scolaires;

- bill 20 modifiant la loi électorale de Québec;

- bill 32 modifiant le Code de procédure civile relativement à la Cour du banc du roi en appel;

- bill 37 modifiant l'article 584 des Statuts refondus, 1909, relativement aux enquêtes sur les affaires publiques;

- bill 38 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement aux enquêtes concernant la corruption municipale ou civique;

- bill 43 modifiant les Statuts refondus, 1909, concernant la protection des édifices publics contre les incendies;

- bill 47 concernant l'octroi d'un certain subside à la municipalité du comté de Montmorency No 2;

- bill 48 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et l'Aide au sanatorium du Lac-Édouard, relativement à l'administration du sanatorium du Lac-Édouard;

- bill 200 modifiant la loi de la chasse de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 84 modifiant la charte de la ville de Saguenay.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 57 amendant la loi concernant la construction de l'église de la paroisse de Sainte-Catherine de Montréal;

- bill 104 concernant la succession de J. U. Gregory.

Charte de Saguenay

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 84 modifiant la charte de la ville de Saguenay. Lesdits amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Paroisse Sainte-Catherine, Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 57 amendant la loi concernant la construction de l'église de la paroisse de Sainte-Catherine de Montréal. Lesdits amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Succession J. U. Gregory

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 104 concernant la succession de J. U. Gregory. Lesdits amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Questions et réponses:

Arthur Young and Company

M. Dufresne (Joliette): 1. Le gouvernement a-t-il fait venir des États-Unis des experts comptables pour établir la position financière de la province ou pour établir un nouveau système de comptabilité?

2. Dans l'affirmative, en quelle année?

3. Quels étaient les noms de ces experts et quel bureau représentaient-ils?

4. Combien de temps ont-ils travaillé pour le gouvernement?

5. Ont-ils fait un rapport?

6. Dans l'affirmative, ce rapport a-t-il été fait verbalement ou par écrit?

7. À qui ce rapport a-t-il été confié?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Oui. Pour établir la position financière de la province.

2. En 1919.

3. Arthur Young and Company.

4. Quatre mois.

5. Oui.

6. Par écrit.

7. Au trésorier de la province.

Emprunts de la province

M. Patenaude (Jacques-Cartier): 1. Le gouvernement a-t-il contracté des emprunts temporaires: *a.* au cours de l'exercice finissant le 30 juin 1924; *b.* depuis le 1^{er} juillet 1924?

2. Dans l'affirmative, quand?

3. Quel a été le montant de chacun de ces emprunts?

4. Quels en ont été les termes et conditions?

5. Pour quelles fins chacun des emprunts a-t-il été fait?

6. Ces emprunts ont-ils été remboursés?

7. Dans l'affirmative, quand?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Oui.
a. Oui;

b. Non.

2. Le 27 juin 1924.
 3. \$1,000,000; \$2,000,000; \$2,000,000.
 4. Huit jours, à compter du 27 juin 1924; deux mois à compter du 27 juin 1924, et quatre mois à compter du 27 juin 1924, portant intérêt au taux de cinq et demi pour cent (5½ %) par année, à compter du 27 juin 1924.

5. Pour rembourser temporairement le fonds du revenu consolidé de la province d'une partie des avances considérables faites pour la construction du barrage des rivières Sainte-Anne et Savane; pour le barrage de la rivière Métis; pour le barrage du lac Kénogami; pour la construction des ponts de l'île Perrot; construction d'une annexe au palais de justice de Montréal; pour la construction d'une annexe au palais de justice de Québec; et pour dépenses en vertu de la loi pour aider à la colonisation et en vertu de la loi des bons chemins de 1912, lesquelles dépenses, d'après les lois qui les autorisent, doivent être payées à même les emprunts permanents.

6. Oui.
 7. \$1,000,000, le 8 juillet 1924; \$2,000,000, le 30 août 1924; et \$2,000,000, le 30 octobre 1924.

Perception de la taxe sur la gazoline

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Combien le gouvernement a-t-il de vérificateurs pour contrôler la vente de la gazoline et la perception de la taxe de 2 cents par gallon qu'il a imposée au cours de la dernière session?

L'honorable M. Nicol (Compton): Cinq.

Licences d'automobiles

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Combien de licences d'automobiles ont été émises dans la province au cours de l'exercice 1923-1924?

2. Combien y a-t-il de bureaux qui ont émis ces licences?

3. Quels sont les noms de ceux qui ont émis ces licences, soit comme agents, soit comme sous-agents?

4. Est-ce que tous ces agents et sous-agents ont remis au gouvernement l'argent perçu?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. 57,529 licences de conducteurs, 16,825 licences de chauffeurs et 71,320 certificats d'enregistrement de véhicules automobiles.

2. et 3. Voir État no 11, pages 96 et 97 des *Comptes publics, année 1923-1924*.

4. Oui.

Gardes-chasse de Stanstead

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Qui est garde-chasse pour le comté de Stanstead?

2. Quel est son salaire?

3. Combien de plaintes spécifiques lui ont-elles été faites: *a.* en 1923; *b.* en 1924?

4. Combien d'enquêtes ont été tenues sous ses ordres: *a.* en 1923; *b.* en 1924?

5. Combien de violateurs de la loi de chasse ont été condamnés: *a.* en 1923; *b.* en 1924?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. et 2. (Voir la liste ci-dessous)

Gardes-chasse avec salaire: A.-E. Burns, North Hatley, \$200; J.-R. Roy, Coaticook, \$50; J.-E. Courtemanche, Magog, \$50; M. Blake, Baldwin's Mills, \$50.

Gardes-chasse sans salaire: F. B. McGaffey, Stanstead; A. L. Désève, Magog; G. Hutcheson, Stanstead.

3. Les gardes-chasse n'ont transmis aucune plainte au département.

4. Aucune.

5. Aucune.

Saisie de camions de bière

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): 1. Des camions ou voitures de M. Pierre Tremblay, gérant d'un dépôt de bière sous la raison sociale Pierreville Beer Depot F.B., Ltd., ont-ils été saisis au cours de l'année 1924 dans les comtés d'Yamaska et Nicolet?

2. Si oui, dans quels villes ou villages a été opérée cette saisie?

3. L'affaire a-t-elle été réglée devant le juge privément ou par procès régulier?

4. Les camions ou voitures ont-ils été remis aux propriétaires après saisie?

5. La bière a-t-elle été remise aux propriétaires après saisie?

6. Une amende a-t-elle été payée?

7. Dans l'affirmative, quand?

8. Quel en a été le montant?

9. Les licences détenues par ces personnes ou compagnies sont-elles régulières?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Non.
2. à 9. Voir réponse à la question no 1.

Pont de Batiscan

M. Dufresne (Joliette): Quel a été le revenu du pont de Batiscan pour l'année 1924?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
Revenu net: \$16,561.93.

Demande et dépôt de documents:

Taxe sur la gazoline

M. Bray (Montréal-Saint-Henri) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Pellerin), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant:

1. Combien de personnes, compagnies ou raisons sociales perçoivent la taxe sur la gazoline dans la province pour le gouvernement?

2. Quels sont leurs noms et adresses?

3. Quelle quantité de gazoline a été importée dans la province: *a.* en 1923-1924; *b.* du 1^{er} juillet 1924 au 31 décembre 1924.

Adopté.

L'honorable M. Nicol (Compton) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour la production de copie de cet état. (Document de la session no 52)

Charte de LaSalle

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 105 modifiant la charte de la ville LaSalle¹.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je demande de remettre la clause 3² dans le bill. Je fais remarquer que, tout récemment encore, un débat a eu lieu au Conseil législatif autour du travail accompli par la Commission des monuments historiques, et que c'est à la suite de ce débat que les conseillers législatifs ont refusé à la ville LaSalle les moyens de conserver le moulin en question, je ne sais pour quelles raisons.

La ville LaSalle voulait emprunter \$13,000 pour acquérir un parc et conserver ainsi une vieille relique de l'histoire qui est le vieux moulin de LaSalle. C'est là un monument intéressant et rempli de souvenirs. Il serait important de voir à le conserver, et pour cela, quelque chose doit être fait sans retard. Le Conseil législatif lui a refusé ce privilège.

L'honorable premier ministre, bien qu'il soit étincelant de jeunesse, doit aimer les vieux monuments. Si l'acquisition ne peut avoir lieu, j'espère qu'il demandera à la Commission des monuments historiques de conserver ce vieux monument.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je me ferai un devoir de transmettre votre désir à la Commission des monuments historiques.

Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay

M. Delisle (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 68 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.

Adopté.

En comité:

M. Patenaude (Jacques-Cartier) pose une question sur ces travaux.

M. Thériault (L'Islet): Des travaux ont déjà été faits pour améliorer ce chemin de fer. Il énumère les travaux en question.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Delisle (Chicoutimi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Abitibi Southern Railway Company

M. Authier (Abitibi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 133 constituant en corporation The Abitibi Southern Railway Company.
Adopté.

En comité³:

M. Authier (Abitibi): Le présent bill a subi avec succès l'examen au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Nous nous attendons aujourd'hui à un accueil aussi favorable. Nous ne demandons rien que de très ordinaire, c'est-à-dire l'incorporation d'un chemin de fer qui reliera directement Amos à Montréal et Ottawa.

La longueur de cette voie sera d'environ 200 milles, et, avec l'embranchement projeté, de 230 milles. Je sais que, en certains milieux, on trouve l'entreprise par trop considérable, mais, après les grandes constructions faites pendant la guerre, ce n'est pas être ambitieux que de vouloir construire un chemin de fer de 230 milles.

Le projet n'est pas nouveau. On en parle depuis bien longtemps, non seulement en cette Chambre, mais dans les journaux et même au fédéral.

En 1912, alors que l'Abitibi était à peine ouverte, celui qui aurait prêté que, en 1925, les promoteurs d'un tel projet seraient obligés de le défendre, pour ainsi dire, pied à pied et de faire assaut de l'opinion, aurait passé pour un étrange prophète. Alors, il semblait que l'opinion du pays entier était en faveur de la mesure. Sir Lomer Gouin, en faisant passer le bill du North Railway Co.⁴, avait en somme le même but que nous aujourd'hui. Un peu plus tard, le gouvernement fédéral votait \$1,000,000 à cet effet.

Depuis, il y a eu la guerre. Le projet a été suspendu. Le fédéral semble y avoir renoncé tout à fait. Nous ne pouvons nous attendre non plus à ce que le C.N.R. l'entreprenne. Il fallait donc le confier à une compagnie privée mais responsable, et c'est ce qui m'amène à présenter une loi constituant en corporation le syndicat qui se chargera de construire la voie en question. Les plans sont terminés et on n'attend que le moment de se mettre à l'œuvre. On a présenté de nombreuses objections, mais elles ne tiennent pas debout. On a dit, par exemple, que le projet n'était pas mûr.

Comment n'est-il pas mûr quand on en parle depuis 20 ans? Il est même trop mûr, en ce sens qu'il vient en retard. Il aurait fallu avoir ce chemin de fer bien avant ce jour. Dois-je insister sur l'importance de ce chemin de fer? Le jour où on les exploitera intensément, les régions que traversera le chemin de fer seront une force et une puissance nationales. Il réunirait les centres de la vallée du Saint-Laurent et de la vallée d'Ottawa aux régions nouvelles du nord de la province.

Puis-je dire brièvement, M. le président, ce qu'est le nord-ouest de la province? Il y a là, au sud de la baie James, un territoire de 100,000 milles carrés, dont l'Abitibi est le centre géographique, soit 64,000,000 d'acres de terres boisées qui, à trois cordes de bois l'acre, représentent 192,000,000 de cordes de bois à pâte. Il y a donc là une valeur de plusieurs milliards de dollars.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a des pouvoirs d'eau aussi.

M. Authier (Abitibi): Oui, il y en a beaucoup.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Parlez-nous donc de la clause 13.

M. Authier (Abitibi): J'y arrive. Je vous en parlerai, tout à l'heure.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qu'est-ce qu'on va en faire des pouvoirs d'eau?

M. Authier (Abitibi): Nous les développons, et il est nécessaire de les développer, si l'on veut développer les richesses forestières de cette immense région. Mais je sais ce que vous voulez dire. Nous y reviendrons tout à l'heure. Sur ces 64,000,000 d'acres de territoire du Nord-Ouest québécois, il y a environ 10,000,000 d'acres de terres arables, ce qui est plus que les terres en culture des bords du Saint-Laurent. Une région renfermant de telles ressources ne saurait se développer sans un chemin de fer. Il y a plus.

Au point de vue minier, il est certain, aux dires des géologues les plus sérieux, que les recherches faites depuis quelques années indiquent que la zone minéralisée de cette partie de la province est égale à celle de l'Ontario, qui produit pour \$40,000,000 à \$50,000,000 des métaux les plus précieux chaque année. Est-il raisonnable de laisser dormir cette richesse que l'on ne saurait utiliser sans voies de communication? Voilà l'économie du bill. Il y a aussi d'autres considérations.

Il y a des établissements de colonisation à 25 milles au sud d'Amos. Il y a des terres magnifiques le long du grand lac Victoria, et elles ne peuvent être développées sans voies de communication.

On prévoit aussi qu'un grand nombre d'industries seront créées dans cette même région, si le projet se réalise.

Il y a aussi de belles réserves de pin blanc qui dépérissent par maturité et sont exposées aux feux de forêt. Parmi les richesses forestières de la région, il convient de signaler les plus belles réserves de pin blanc du Canada qui n'attendent que la locomotive pour être exploitées. Actuellement, il y en a des millions de pieds qui dépérissent par la maladie ou sont exposés à la destruction par les incendies forestiers. Elles ne seront développées que lorsque nous aurons un chemin de fer. Laissera-t-on cette forêt se perdre?

Les avantages au point de vue tourisme sont non moins nombreux. Il y a des lacs dans cette région qui égalent le beau lac Muskoka d'Ontario. Il y a, outre le grand lac Victoria, qui est superbe, les lacs Kabunga et autres, où le tourisme trouverait des sites très intéressants. Le tourisme est donc intéressé à ce chemin de fer.

M. Plante (Beauharnois): À quelle distance serait le chemin de fer du grand lac Victoria?

M. Authier (Abitibi): Sur la rive même, et il en longerait maints autres. J'arrive maintenant à la raison principale qui motive ce bill: la production principale des régions de colonisation est le bois de commerce. Or, l'Abitibi produit environ 100,000 cordes de bois à pâte par année, et plusieurs millions de pieds de bois de construction. Ce bois doit être transporté par le Transcontinental. Ceci donne lieu à une foule d'ennuis de toutes sortes.

Mais actuellement, à 500 milles de Québec, nous ne pouvons guère songer à commercer avec la Vieille Capitale, qui est d'ailleurs située dans un centre forestier qui lui fait concurrence dans ce produit et son débouché est Montréal. Par la construction du chemin de fer, Amos verrait diminuer considérablement les distances entre Ottawa, Montréal et l'Abitibi.

En abrégant les distances entre l'Abitibi et Montréal et Ottawa, le colon économisera quelques dollars sur chaque mille pieds de bois expédié et conservera ainsi plus de capital. Notre chemin de fer mettrait Amos à 300 milles d'Ottawa, au lieu de 600 milles, et Montréal à 350 milles, au lieu de 425 milles.

Il me semble que la province de Québec serait justifiée de faire quelque sacrifice pécunier pour assurer la réalisation de ce projet. Ces ressources naturelles, il faut les développer, et la construction du chemin de fer projeté rendrait d'immenses services à cette région du Nord-Ouest, tant au point de vue agricole et minier qu'au point de vue de l'industrie forestière. La région de l'Abitibi tient fortement à ce chemin de fer qui ouvrirait de nouveaux marchés à ses produits.

Il est de mode de parler de l'œuvre admirable des colons. Mais il est important de leur accorder les moyens de faire plus d'argent. En enrichissant les terres neuves, on y attire plus de population, et on adopte un des meilleurs moyens d'enrayer l'exode des nôtres vers les villes ou les États-Unis. La colonisation y trouverait un stimulant. Chaque famille qui viendra s'établir dans le Témiscamingue ou l'Abitibi est une famille sauvée du mal de l'émigration.

(Applaudissements)

Je crois avoir exposé dans ses grandes lignes le projet. L'honorable chef de l'opposition m'a demandé tout à l'heure de parler de la clause 13 et ce que nous ferions des forces hydrauliques. Eh bien! Nous n'y toucherons pas, car les promoteurs du projet ont consenti à rayer la clause 13 de ce bill, qui leur accordait des pouvoirs au sujet de ces énergies.

(Applaudissements)

(À ce moment, M. Sauvé passe près de M. Authier et les deux députés, deux anciens journalistes, échangent des mots aimables).

M. Authier (Abitibi): J'espère, M. le président, avoir démontré que ce chemin de fer est nécessaire et je demande à la Chambre de ratifier le projet sans difficulté.

(Applaudissements)

M. Dufresne (Joliette): Je me suis intéressé beaucoup à ce débat. La compagnie demande une charte à pouvoirs exorbitants, par exemple au sujet des pouvoirs d'eau.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cette clause est retirée.

M. Dufresne (Joliette): La compagnie demande en tous cas des pouvoirs extraordinaires dans d'autres clauses. Il y a déjà trop de chemins de fer dans le pays et, en fin de compte, c'est le contribuable qui paye. Malheureusement les services

qu'ils donnent ne sont pas proportionnés à leur coût de construction, de maintien et d'exploitation. Trop de services se font inutilement concurrence. Ainsi, entre Montréal et Québec, entre Montréal et Ottawa, le Canadien National et le Canadien Pacifique ont chacun plusieurs trains rapides qui partent et arrivent pratiquement aux mêmes heures.

Nous avons intérêt, M. le président, à avoir un chemin de fer pour desservir les valeureux colons de l'Abitibi. Mais est-ce que le chemin de fer projeté est le véritable moyen d'opérer ce raccordement? Je dis non: en aboutissant à Mont-Laurier, il ne donne évidemment pas au Transcontinental d'entrée à Montréal, parce que cette entrée n'existerait alors qu'à la condition que l'on passe sur les voies du Pacifique Canadien.

Mais, M. le président, pour réaliser ce projet, il existe une compagnie qui a obtenu sa charte d'Ottawa par une loi la constituant en corporation sous le nom de la Joliette and Northern Railway Company et qui fut sanctionnée le 19 juillet 1924. (Voir Statuts du Canada, 14-15 George V, chapitre 82). Les promoteurs sont Daniel Lang, avocat, Charles Brookfield Henderson, avocat, Oliver Dean Kester, gentilhomme, Arthur Greeme Slaght, avocat, James Gowan, avocat, tous de la cité de Toronto, province d'Ontario. Le capital social de la compagnie est de \$1,000,000. Le chemin de fer projeté partirait de Joliette et atteindrait Parent, sur le Transcontinental qui va à Amos.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): En passant par Saint-Michel-des-Saints.

M. Dufresne (Joliette): Exactement. Voici l'article 9 de la loi constituant en corporation la Joliette and Northern Railway Company: "La Compagnie peut tracer, construire et mettre en service une ligne de chemin de fer d'une largeur de voie de 4 pieds et 8 pouces et demi, à partir d'un endroit à ou près de la ville de Joliette, comté de Joliette, province de Québec, dans une direction nord-ouest jusqu'à un endroit à ou près du village de Saint-Michel-des-Saints, comté de Berthier, et de là par la route la plus praticable jusqu'à un endroit sur le chemin de fer Transcontinental National, à ou près de Parent, soit une distance d'environ 160 milles". (Voir Statuts du Canada, 14-15 George V, chapitre 82.) Nous avons intérêt à avoir un chemin de fer pour desservir les valeureux colons de l'Abitibi, mais je prétends que ce chemin de fer devrait être raccordé avec le Transcontinental, aujourd'hui opéré par le Canadien National, qui aurait son entrée à Montréal.

Plusieurs tracés ont d'abord été proposés et discutés. C'est ainsi qu'on s'est arrêté à l'étude d'un projet d'un chemin de fer depuis Grenville jusqu'à Amos. Cependant, l'embranchement Joliette-Parent est, d'après les experts, le meilleur moyen de relier le Transcontinental à la métropole du Canada. Cette voie est la plus courte, la plus facile à construire et la plus économique. Le tracé entre Joliette et Parent aurait une longueur de 160 milles, dont 60 à travers des paroisses organisées et le reste à travers la forêt. Par le Canadien National, il y a 36 milles de Montréal à Joliette, et 182 milles de Parent à Amos. Nous aurions ainsi, par le chemin de fer national, une voie ferrée de Montréal à Amos qui n'aurait que 378 milles.

Vous réalisez quels avantages il serait pour les colons de l'Abitibi. Ce chemin de fer traverserait les comtés de Joliette et de Berthier. De la ville de Joliette jusqu'à Saint-Michel-des-Saints, nous comptons de magnifiques paroisses dont le sol se prête admirablement à la culture. De Saint-Michel à Parent, nous nous trouvons dans la forêt. On a déjà énuméré les nombreux avantages qui résulteraient de la construction de ce chemin de fer. Il desservirait une importante région de colonisation, la Mattawinie, qui se trouve actuellement isolée.

Des paroisses plus anciennes, échelonnées au nord de Joliette, souffrent également du manque de moyens de communication prompts et faciles. Elles recevraient un nouvel essor de développement. Ce chemin de fer permettrait de faire déverser sur les marchés, principalement sur les marchés de Montréal, toutes sortes de produits de la ferme comme le lait, la crème ainsi que le bois de chauffage et de construction; il favoriserait le développement de nos forces hydrauliques nombreuses dans ces régions et l'exploitation de nos réserves forestières, particulièrement du bois franc.

Enfin, il favoriserait le tourisme parce qu'on ne saurait trouver d'endroit plus propice, ni plus pittoresque, que le nord de Joliette qui contient, dans les seules paroisses organisées et leurs environs immédiats, pas moins de 300 lacs de toutes grandeurs sur une distance de moins de 100 milles de Montréal. Je demande donc à la Chambre de laisser la compagnie bâtir cet embranchement de Joliette à Parent, au lieu d'assurer la construction du chemin de fer Abitibi-Southern.

M. Plante (Beauharnois): Le chemin de fer de mon collègue de Joliette ne serait qu'à 160 milles de l'Abitibi, tandis que l'autre aurait 230 milles de longueur.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui; mais il n'atteindrait pas la même région.

M. Plante (Beauharnois): Mais il conduirait à l'Abitibi.

M. Authier (Abitibi): (En souriant) Tous les chemins mènent à Rome, mais il y en a qui sont pénibles.

M. Plante (Beauharnois): Évidemment, il n'atteindrait pas Amos. Mais il y a une autre objection à l'Abitibi Southern. C'est qu'à Mont-Laurier, il faudrait changer de chemin de fer. Le raccordement avec le Pacifique produirait beaucoup de difficultés.

M. Authier (Abitibi): Il n'y a pas d'inconvénients dans le fait que le transport du fret se fera sur deux lignes. La compagnie du C.P.R. serait très heureuse de recevoir le trafic de l'Abitibi par notre chemin de fer. Elle aurait tout intérêt à nous accommoder. D'ailleurs, il existe une loi qui, dans ces circonstances, protège efficacement les compagnies intéressées. Il ne peut être question de concurrence entre les deux compagnies.

Quant au projet du député de Joliette (M. Dufresne), il me semble contradictoire. Ce chemin de fer sera construit par le Transcontinental, et ce n'est là qu'une compagnie privée. Il me semble que les chemins de fer nationaux ne veulent pas construire cet embranchement, puisque le gouvernement fédéral a accordé une charte à une compagnie privée. Cela demanderait une explication.

Il est vrai que, dans le nord du comté de Joliette, il y a bien quelques paroisses, mais ceux qui connaissent le pays savent bien qu'il est impossible d'y espérer un développement comparable à celui que promet l'Abitibi. Nous avons des forêts immenses, des mines, des terres arables, etc. De plus, je ne jette pas de cailloux au député de Joliette, puisque notre ligne sera à 150 milles de la sienne. Elle sera aussi éloignée des chemins de fer d'Ontario. On sait aussi que, de Parent à l'Abitibi, se trouve la section la plus pauvre du Transcontinental. Jusqu'à Doucet, ce n'est qu'un désert. Comment peut-on soutenir la comparaison?

Et puisque l'on veut se réclamer des intérêts de l'Abitibi, je dirai qu'il appartient à nous, les principaux intéressés, de dire les exigences de notre population et d'exprimer des opinions favorables au progrès de cette partie de la province. Le projet Parent-Joliette manque de fondement à mon avis; il ne souffre pas la comparaison au point de vue

pratique avec celui que nous proposons. J'espère que la Chambre le ratifiera dans l'intérêt de cette région de l'Abitibi, dont nous avons été les pionniers et dont nous voulons la grandeur et la prospérité.

(Applaudissements)

M. Dufresne (Joliette): La province de Québec devrait agir avec prudence.

Les articles 1 à 23, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Authier (Abitibi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chefs-lieux des districts judiciaires

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 186 concernant les chefs-lieux des districts judiciaires soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Plante (Beauharnois): Explications.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Lorsque les juges vont siéger dans une cité, la loi fédérale leur accorde \$10 par jour, tandis qu'ils n'ont que \$6 quand ils vont siéger dans les chefs-lieux judiciaires. Notre amendement a pour but de décider que tout chef-lieu de district judiciaire sera considéré comme une cité.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subdivisions de terrains

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 185 concernant certaines subdivisions de terrains soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁵:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Actuellement, lorsqu'un propriétaire divise sa propriété en lots de ville ou de village, il est tenu de fournir un plan. Un grand nombre se soustraient à cette obligation et sont aujourd'hui dans l'embarras à ce sujet. Quand on veut faire des recherches sur cette subdivision, c'est le chaos. Le cas s'est présenté plusieurs fois. Nous demandons donc de corriger les Statuts. On l'a demandé déjà à plusieurs reprises. La loi a pour objet de permettre à ces propriétaires de subdivisions non approuvées de s'adresser au ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries pour obtenir que la loi soit appliquée et qu'un livre de renvoi et qu'un plan de la subdivision du terrain soient faits.

M. Patenaude (Jacques-Cartier) discute avec le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault)⁶.

Les articles 1 à 4, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission du pouvoir électrique du Nouveau-Brunswick

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 constituant en corporation la Compagnie de la Commission du pouvoir électrique du Nouveau-Brunswick soit maintenant lu une troisième fois.

M. Langlais (Témiscouata): Je trouve étrange, dit-il, que l'on accorde de semblables pouvoirs à une compagnie formée pratiquement de la Législature d'une autre province.

Nous devrions conserver nos droits et privilèges et ne pas les abandonner aux mains d'étrangers. Je voudrais plus de précisions quant aux travaux que la compagnie en question se propose d'effectuer. Le gouvernement avait présenté ce bill comme public. Par l'amendement adopté, il devient privé. Or, voici que la couronne, dans cette même mesure, permet à la compagnie de prendre possession de certaines propriétés publiques. Il y a donc là une irrégularité. Il faudrait que ce soit la couronne elle-même qui présente le bill.

L'honorable M. Veniot⁷ est le premier ministre actuel du Nouveau-Brunswick, mais le Nouveau-Brunswick peut changer de premier ministre. Rien ne nous dit qu'il agit là *ex officio*. Rien ne nous dit non plus que la Législature du Nouveau-Brunswick a approuvé ce projet.

Je propose donc de nouveau, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Tétreau), l'amendement que j'ai proposé hier:

"Que ledit bill ne soit pas maintenant lu une troisième fois, mais soit renvoyé au comité plénier avec instruction de l'amender en y ajoutant à la fin de la section 6 les paragraphes suivants:

"Les dommages et compensation qui devront être estimés dans l'évaluation ou l'expropriation comprendront toutes améliorations, servitudes de grève, droits d'occupation, de culture ou autres des riverains, quand même le fond sur lequel ces dommages existent ferait partie du domaine public et n'aurait été occupé qu'à titre précaire, par simple tolérance ou autrement.

"La compagnie aura le droit et elle devra, dans les deux ans de construction, établir une ligne de transmission de pouvoir électrique jusqu'à y compris Saint-Louis-du-Ha!-Ha! et offrir le pouvoir à l'industrie locale et l'éclairage public et privé, au prix de vente établi à Edmunston pour le gros, et ce, dans la vallée du lac Témiscouata et tributaires.

"La compagnie devra faire tous travaux requis pour maintenir à leur état d'utilité actuelle les quais et autres améliorations nécessaires pour maintenir les traverses publiques en hiver ou en été sur le lac Témiscouata."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous ne discuterons pas davantage les amendements qui furent rejetés hier. Nous n'avons pas réussi à convaincre mon honorable ami. Mais je crois devoir expliquer le point de droit soulevé. L'honorable député de Témiscouata semble sous l'impression que, par ce bill privé, on pourra s'emparer des terres de la couronne. C'est inexact, car, dans le projet, il est dit en toutes lettres que l'on ne pourra s'approprier ces biens sans l'assentiment exprès de la couronne, qui en disposera comme elle le voudra. Je crois que le projet offre toutes les garanties nécessaires et je demande à la Chambre de le ratifier.

M. Langlais (Témiscouata) demande le vote.

M. l'Orateur: Appelez les membres.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Bray, Crépeau, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Lafleur, Langlais, Lortie (Soulanges), Patenaude, Plante, Sauvé, Tétreau, 15.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bullock, Charbonneau, Côté, Daniel, David, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Fortier, Galipeault, Guillemette, Hamel, Laferté, Lafond, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Wolfe), Létourneau, Lortie (Labelle), Madden, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Moreau (Lac-Saint-Jean), Morin, Nicol, Oliver, Ouellet, Perrault, Phaneuf, Philips, Pilon, Saurette, Savoie, Taschereau, Thériault, Thurber, Tourville, 43.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 9 h 20

Gazoline

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 199 modifiant la loi concernant la gazoline.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

Qu'aucune personne ne pourra, dans cette province, acheter de la gazoline pour son usage ou celui de sa famille, de son agent, employé, associé ou patron, sans payer un droit équivalant à trois centins par gallon, mesure impériale, au lieu du droit de deux centins imposé par le paragraphe 1 de l'article 4 de la loi 14 George V, chapitre 25.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): (En souriant et avec ironie) Est-ce une réduction de la taxe qui devait être de quatre sous au début de cette session?

L'honorable M. Nicol (Compton): Non, c'est une augmentation de un sou.

M. Plante (Beauharnois): Le trésorier provincial a-t-il calculé le revenu de cette augmentation? Qu'a rapporté la taxe l'année dernière?

L'honorable M. Nicol (Compton): À peu près \$250,000. Il ne peut faire qu'augmenter, car le nombre des licences augmente tous les ans.

M. Plante (Beauharnois): Alors, cette taxe vous rapportera une somme d'environ \$750,000 en tout?

L'honorable M. Nicol (Compton): C'est là un amendement à la loi de l'an dernier, qui fixait cette taxe à deux cents par gallon. On impose un droit de un cent de plus, et nous n'imposons pas cette taxe à ceux qui achètent de la gazoline pour les fins industrielles et agricoles. Nous remettons la taxe aux cultivateurs. L'honorable député de Beauharnois nous a demandé au cours de la session ce que

rapporterait cette nouvelle taxe. Pour répondre à la question du député de Beauharnois (M. Plante), je crois que ce sou additionnel sur chaque gallon nous procurera un revenu accru d'environ \$250,000. Calculé d'après les recettes de l'an dernier, nous arriverions à un total de \$750,000 sur l'essence. Cependant, le résultat de l'année entière ne peut être exactement défini. La loi ne fonctionne que depuis mai dernier. Jusqu'à janvier, nous avons perçu \$442,000. Les quatre autres mois produiront à peu près \$83,000, soit en tout \$525,000.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien a-t-on remis aux cultivateurs?

L'honorable M. Nicol (Compton): Nous avons remis environ \$16,000. Cette remise est faite en vertu de la loi. Nous aurons à remettre quelques milliers encore, et il restera environ \$500,000.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous constatons que le gouvernement continue sa politique d'augmentation des taxes; il a taxé, il surtaxe et il resurtaxe. Le gouvernement devrait bien se souvenir que les cultivateurs traversent une crise cruelle. Depuis plusieurs années, à la fin de chaque session, le gouvernement arrive avec des petites mesures soumises par lesquelles il taxe l'une ou l'autre des classes de la société, de sorte qu'il taxe et surtaxe le peuple entier. Et c'est ainsi qu'il "bâtit" son surplus. Je serais prêt à voter cette taxe si le gouvernement voulait s'occuper de la classe agricole, s'il voulait accepter la politique de l'opposition pour les cultivateurs qui traversent une crise terrible. Dans ce cas, nous serions prêts à accepter cette nouvelle taxe.

Je maintiens que le gouvernement n'a pas le droit d'imposer cette nouvelle taxe seulement pour se créer un surplus à la fin de l'année fiscale. N'importe quelle municipalité pourrait obtenir des surplus si elle imposait des taxes, si elle frappait à toutes les portes pour taxer. La présente mesure illustre bien la méthode du gouvernement.

Ah! Qu'on les reconnaît bien, ceux qui, dans le passé, renversaient le gouvernement conservateur au cri de "À bas les taxeux" sur tous les tréteaux de la province! Aujourd'hui, on en est rendu à chercher dans le gousset des citoyens de quoi se faire un surplus.

L'honorable M. Nicol (Compton): En somme, le chef de l'opposition est de notre avis. Il dit que notre taxe serait bonne si elle servait à une bonne fin. Or, elle sert à une bonne fin...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pour la première fois, nous sommes d'accord.

L'honorable M. Nicol (Compton): Et l'opposition verra ses désirs exaucés dans quelques jours. Si l'honorable chef de l'opposition veut référer au projet de l'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault), il verra que nous proposons de réduire l'intérêt que paient les municipalités sur les sommes d'argent empruntées pour les bons chemins. Nous voulons réduire cet intérêt de trois à deux sous...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (En souriant) De 3 % à 2 %.

L'honorable M. Nicol (Compton): (Souriant aussi) Oui, c'est ce que je voulais dire... Je suis habitué...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable trésorier est habitué aux sous.

L'honorable M. Nicol (Compton): Vous le voyez, M. le président, je suis d'accord avec l'honorable chef de l'opposition.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (En riant) Alors, si nous sommes d'accord, je commence à douter si nous avons raison.

L'honorable M. Nicol (Compton): Ce sera une diminution de \$200,000 dans nos revenus. En outre, mon honorable ami sait que, depuis deux ans, le gouvernement a pris à sa charge l'entretien des chemins les plus importants de la province, sans le faire payer par les automobilistes, et cela nous coûte de grosses sommes. Cette politique a eu l'approbation de l'opposition. Cette année encore, le gouvernement prendra à sa charge 300 milles⁸ de chemins.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a deux années de suite qu'on taxe la gazoline.

L'honorable M. Nicol (Compton): Le chef de l'opposition doit se rappeler que le jour où nous avons imposé un droit sur l'essence, l'année dernière, nous avons baissé le prix des licences d'automobiles. C'était une compensation. Cela n'est pas, en somme, une augmentation de taxe, mais un réajustement de taxe, dans l'intérêt de la province.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement aurait dû présenter sa loi de la voirie d'abord.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Nous la gardons pour le dessert.

M. Plante (Beauharnois) veut faire une comparaison entre ce qui se fait dans l'Ontario et ce qui se passe chez nous. Dans la province voisine, dit-il, les revenus provenant du commerce des liqueurs, comme ceux qui proviennent de la taxe sur la gazoline, sont consacrés exclusivement à l'entretien des routes.

Je sou mets à l'honorable trésorier que l'on devrait aider les municipalités à entretenir leurs chemins à même les revenus de la Commission des liqueurs, des licences d'autos et de l'essence. On aurait un total d'environ \$7,000,000. Ce serait suffisant, il me semble.

Avec cette somme, le gouvernement pourrait entretenir non pas seulement des parcelles de routes, mais toutes les routes. Cela seulement me convaincra de la nécessité de l'impôt imposé sur la gazoline. Mais je ne parlerai pas plus longtemps, afin de laisser les honorables députés à l'intérêt qui les enveloppe dans le moment.

(Rires)

M. Fortier (Beauce): Est-ce que les cultivateurs seront exemptés de toute taxe sur la gazoline?

L'honorable M. Nicol (Compton): Oui.

M. Fortier (Beauce): L'honorable trésorier peut-il me dire de même s'il ne serait pas possible de contrôler, par une inspection, la qualité de la gazoline? Depuis quelques années, les consommateurs se plaignent que la qualité de l'essence a baissé et les prix se sont élevés. On devrait s'efforcer d'y remédier. Je ne veux pas discuter des prix pour le moment.

Des voix: Adopté! Adopté!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement peut-il répondre à ce que suggère le député de Beauce?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Nous nous entendons bien sur ce point. Je tiens bon compte, dit-il, de la suggestion.

Des voix: Carried! Carried!

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) pose une question (inintelligible de la tribune des journalistes).

L'honorable M. Nicol (Compton) y répond.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Quel sera exactement le revenu de ce sou additionnel de taxe⁹?

L'honorable M. Nicol (Compton): Nous ne pouvons le dire exactement. Je répète ce que j'ai dit plus tôt à propos de l'estimation des recettes de cette taxe.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): On ajoute donc \$250,000 d'un seul coup à la taxe. L'autre jour, l'honorable trésorier taxait le passé. Aujourd'hui, il taxe les passants.

(À un moment, on entend un bruit infernal dans une galerie. Quelqu'un a renversé une chaise)

M. Plante (Beauharnois): C'est la gazoline qui fait explosion!
(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(En riant) On ferait mieux d'adopter la loi tout de suite. Cela devient dangereux.
(Rires)

M. Patenaude (Jacques-Cartier): (Sur le même ton) Il y a évidemment un air de fête dans la Chambre, et je me demande si ce n'est pas de mauvais augure pour le trésorier provincial. Si on se réjouit pendant qu'on impose une taxe de \$250,000, je crois que le trésorier se prépare un dur réveil.

L'honorable M. Nicol (Compton): (En riant)
Nous nous préparons un bel avenir.
(Rires)

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Est-ce bien l'avenir de la province?

L'honorable M. Nicol (Compton): Ah! La province d'abord et au-dessus de tout. C'est ce que nous voulons!
(Applaudissements)

M. Patenaude (Jacques-Cartier): La taxe, par sa nature, n'est pas injuste, mais elle n'est pas toujours acceptée en souriant. Si nous tenons compte de cette taxe et d'autres qui nous sont annoncées, je

crois que l'époque est mal choisie. Au lieu d'augmenter les taxes, on devrait les diminuer ou les faire disparaître. Il rappelle le temps où les libéraux ont combattu les taxes au lieu de les augmenter.

On nous dit que, pour l'avenir, l'on veut réduire de 1 % la taxe d'intérêt des emprunts des chemins, mais il reste encore les intérêts à venir des sommes déjà empruntées, de sorte que le fardeau des municipalités ne sera guère allégé. Mais n'importe, est-ce suffisant pour justifier une taxe qui doit rapporter, dans deux ans, une somme de plus de \$700,000?

Pour la voirie, les municipalités se sont endettées pour 41 ans pour la construction de chemins qui ne durent que quelques années. C'est une expérience malheureuse que les municipalités ont faite, et pour être juste envers celles-ci, le gouvernement devrait aller plus loin en les relevant de ces obligations¹⁰.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. le président, cette discussion touche à la politique générale de la voirie. Notre province a été la pionnière des bons chemins. Depuis 12 ans, la bonne vieille province a construit 6,000 milles de chemins améliorés sur son territoire. Elle a donné l'exemple à tout le Canada. Aujourd'hui, le gouvernement a pris complètement à sa charge, pour l'entretien, 1,600 de ces routes qui avaient été jusque-là à la charge des municipalités. Il a dépensé pour cela une somme de \$2,000,000. C'est la seule de toutes les provinces qui en fasse autant.

L'an dernier, pour aider cette politique, nous avons imposé une taxe de deux cents le gallon de gazoline. Nous y ajoutons maintenant un cent. Je dois dire que les automobilistes ont payé généreusement la taxe, en se disant que les bons chemins que nous leur avons donnés valaient bien deux sous par gallon. Tout à l'heure, le chef de l'opposition versait des larmes abondantes sur le sort du pauvre propriétaire d'automobile. Il en a versé davantage pour les cultivateurs. Convient-il au chef de l'opposition de verser tant de larmes? Ce n'est pas juste.

Il doit savoir que ces derniers sont complètement exemptés de cette taxe, quand ils utilisent la gazoline pour des fins agricoles. Au reste, ceux qui se servent de la gazoline ont payé non pas joyeusement, mais loyalement, cette taxe. Le gouvernement, cette année, non seulement va enlever aux cultivateurs 1 % sur les emprunts pour leurs chemins, mais il va prendre 300 milles de plus de chemins. L'essence rapportera exactement ou à peu près ce que nous perdrons de ce chef.

Cette politique sera sûrement approuvée par le peuple. C'est une bonne politique, une politique en faveur de la campagne. C'est une grave responsabilité que les cultivateurs ne doivent plus assumer. Pour cela, nous demandons aux automobilistes de contribuer davantage à l'entretien de ces chemins.

Nous ne sommes pas les seuls à imposer une telle taxe. Elle existe aux États-Unis en maints États et en Ontario, qui semble si cher au chef de l'opposition. Nous imposons aujourd'hui trois sous par gallon sur la gazoline. Aux États-Unis, des gouvernements imposent jusqu'à cinq sous par gallon. En Ontario, où le gouvernement est tory comme l'honorable chef de l'opposition, on a imposé une taxe de trois sous. On charge sinon plus, du moins autant. Personne ne récrimine.

Nous, nous avons d'autant plus confiance en l'excellence de notre mesure qu'elle nous permet de prendre encore 300 milles de chemins à notre compte. Il faut que quelqu'un paie pour cela. Qui doit payer sinon les automobilistes qui usent nos chemins? Nous ne nous trompons pas d'adresse. Nous croyons que cette taxe est juste et que les automobilistes la paieront avec plaisir, car si c'est une nouvelle taxe, elle pèse sur ceux qui sont en mesure de la payer, pour soulager une classe qui en a besoin.

Il faut réaliser que la taxe sur la gazoline est surtout payée par les milliers de touristes qui nous visitent. Les destructeurs des chemins, ce sont les automobilistes, et ce sont eux qu'il s'agit d'atteindre. Ils accepteront volontiers cette taxe, car ils savent que des chemins bien améliorés valent bien trois cents le gallon d'essence.

(Applaudissements)

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Le gouvernement nous vote \$50,000 pour attirer les touristes américains...

(Bruits à droite)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (En riant) Pas d'obstruction!

M. Mercier (Trois-Rivières): Pas de blague.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Quand le touriste arrive dans la province, on le taxe lourdement.

M. Hamel (Portneuf): On nous fait la même politesse en Ontario.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): (En riant) "L'enfant pleure et veut son Castoria"¹¹. (Redevenant sérieux) Je considère que cette augmentation de taxe est regrettable.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 199 modifiant la loi concernant la gazoline.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Union de certaines Églises

M. Bullock (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 130 concernant l'union de certaines Églises y mentionnées.

M. Oliver (Brome): M. l'Orateur, je propose, appuyé par le représentant de Montcalm (M. Daniel), l'amendement suivant: Que tous les mots après "que", dans la motion principale, soient remplacés par les suivants:

"Ce bill ne soit pas étudié maintenant en comité plénier, ni lu une troisième fois, mais cette Chambre sera prête à en accepter le principe et à donner effet à la législation fédérale qui a décrété l'union de diverses Églises protestantes, pourvu que la province d'Ontario, la plus intéressée dans l'union en raison du chiffre de sa population protestante, ratifie elle-même la loi d'union adoptée par le Parlement canadien".

Des députés de l'opposition: Des explications!
Des explications!

L'honorable M. Nicol (Compton): Ce projet est un des plus importants qui aient été soumis à cette Chambre depuis longtemps. Trois Églises protestantes y sont intéressées. En dépit de la religion de la majorité des membres de l'Assemblée législative, la Chambre accepte d'entendre les parties intéressées avec tout le respect et la bienveillance qui

leur sont dus. Québec a toujours agi en grand défenseur des minorités, et la province est après tout essentiellement francophone et catholique. La voix de la minorité presbytérienne s'est élevée et Québec l'a entendue. Il est reconnu, cependant, que l'union a été décidée à une très grande majorité par les trois dénominations religieuses. Elles sont d'avis que c'est une bonne chose.

La loi fédérale les unit même efficacement après le 1^{er} juin; sept des provinces de la Confédération se sont déjà prononcées, mais ce bill n'a pas été encore devant la Législature d'Ontario, qui doit bientôt ratifier ou rejeter le projet. Comme cette province renferme 60 % de tous les protestants du dominion compris dans l'union - les autres 40 % étant dans les provinces de l'Ouest et de l'Est - la Législature de Québec ne peut que difficilement se prononcer sur une question aussi importante, sans attendre tout d'abord ce que la province voisine, qui est beaucoup plus intéressée que la nôtre, décidera.

Personnellement, j'aurais d'abord préféré que le bill fût étudié tout de suite, mais comme il s'agit d'une mesure très sérieuse et qui affecte le sort de trois des Églises les plus importantes de l'élément protestant, il vaut mieux prendre toutes les précautions possibles. Nous attendrons donc en paix. Je crois, M. l'Orateur, qu'il est sage de s'arrêter ici et de voter l'amendement, car l'Ontario, qui est la province la plus intéressée, réglera le problème et devra accepter le principe d'union, avant qu'il ne soit accepté ici.

(Applaudissements)

M. Bullock (Shefford): Je suis en faveur de cet amendement moi-même et je voterai pour. J'eus aimé, dit-il, qu'une législation fût passée au cours de cette session, mais je crois sage d'attendre la décision d'Ontario.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Je ne m'oppose pas à l'amendement. Quand la loi, entrera-t-elle en vigueur au Québec? Est-il possible qu'une décision soit prise avant la fin de la session?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si l'Ontario dispose du bill avant la fin de la session au Québec, la question pourrait être vidée sur-le-champ. Cela ne semble toutefois pas probable, et l'adoption de la loi au Québec sera vraisemblablement reportée à l'année prochaine.

M. Plante (Beauharnois) prononce une brève allocution, sensible à la gravité de la situation.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au député de Shefford (M. Bullock) si cet amendement est approuvé par tous les membres de langue anglaise.

M. Bullock (Shefford) répond par l'affirmative.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Si nous adoptons cet amendement, quelle sera la situation des Églises de la province le 10 juin 1925, au point de vue des registres des Églises?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La loi fédérale décrète que les Églises qui n'auront pas voté contre l'union feront partie de l'Église-Unie. Ceux qui ne veulent pas y rester ont jusqu'au mois de juin pour en sortir. Des dispositions seront prévues pour légaliser tout registre civil, sous l'autorité des congrégations touchées par le bill. Un bill est en cours d'élaboration dans ce sens.

Au nom de nos collègues, je dois ajouter un mot. Je voudrais exprimer le sentiment de ce côté-ci de la Chambre, si je n'exprime pas le sentiment de l'opposition. Nous avons devant nous un projet très difficile et très délicat. On nous a posé un problème qui est difficile à résoudre. Tout ce qui touche à une question religieuse constitue un problème ardu. C'est une question exclusivement protestante, et Québec, qui a toujours eu le respect de toutes les libertés, l'a étudiée avec la meilleure bonne volonté possible.

Les intéressés ont reconnu que, dans cette affaire, ils avaient rencontré à Québec un meilleur esprit qu'ils ont rencontré à Ottawa. Ceux qui ont discuté la question, devant nous il y a quelque temps, étaient modérés; mais ils n'ont pu s'empêcher de dire: "C'est une députation catholique et canadienne-française qui va décider du sort des Églises protestantes."

Je crois que 75 % des députés protestants de la Chambre sont en faveur de l'union. Nous avons cherché tous les moyens d'en bien sortir, dit-il, mais les questions de doctrine qu'on nous a amenées nous ont laissés perplexes.

J'avoue qu'on nous a posé un problème tellement complexe que je ne suis pas capable de le résoudre. On nous a dit: "Vous ne respectez pas notre doctrine." D'autres nous ont dit: "Vous n'y touchez pas!" On nous a dit aussi: "Vous allez commettre une injustice envers la minorité." Et pourtant, l'on sait qu'il n'y a pas de province dans le dominion où on reconnaît mieux les droits des minorités que dans la province de Québec.

(Applaudissements)

Ceux qui nous ont soupçonnés de tels desseins ne nous connaissent pas ou n'étaient pas sincères; mais il y avait matière à reproche, en cas d'une décision de notre part. La minorité a prétendu avoir des droits. Que ces droits soient fondés ou non, la majorité de cette Législature et de cette province ne voudrait certainement pas qu'on laissât cette minorité sous l'impression que ses droits ont été lésés.

Toutes les provinces du dominion ont approuvé l'union; nous, Canadiens français et catholiques, allons-nous dire à toutes les autres provinces: "Vous voulez l'union et nous n'en voulons pas?" Nous ne pouvions dire ni oui ni non, sans attirer des ennuis à la province de Québec. Alors, si nos amis les protestants voulaient bien régler eux-mêmes ce problème essentiellement protestant, ils empêcheraient les catholiques d'être appelés à intervenir dans cette affaire.

L'honorable député de Brome (M. Oliver) nous propose de laisser à l'Ontario le soin de régler la question. Ce qui me met à l'aise pour l'appuyer, c'est que l'un des principaux avocats antiunionistes, M. Saint-Laurent¹², nous a dit au comité: "Si l'Ontario vote pour l'union, nous nous inclinons." Sept provinces se sont prononcées pour l'union. Nous ne pûmes que le prendre au mot. Ottawa l'a décrétée, d'ailleurs. L'Ontario l'étudie actuellement; c'est la grande province protestante.

Que l'Ontario se prononce, et alors nous accepterons sa décision. Si elle refuse le bill, nous suivrons son attitude sans crainte. Et on ne pourra reprocher à notre province d'avoir empêché l'élément anglais et protestant de régler un problème qui l'intéresse spécialement. Si cette Chambre voulait adopter à l'unanimité cet amendement, nous aurions réglé une très épineuse question. J'espère que cette Chambre considérera que, dans les circonstances, nous ne pouvions prendre une meilleure attitude et qu'elle votera l'amendement.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comme le premier ministre, j'avoue que c'est là un problème épineux et délicat. Je l'ai écouté avec attention. Le premier ministre a souhaité l'unanimité de la Chambre et il a voulu nous faire comprendre, sans doute, qu'il ne s'agissait pas d'une question de parti et de politique. L'opposition l'avait compris avant. Il ne s'agit nullement d'une question de parti, et nous sommes tous d'accord. Je crois que l'amendement du député de Brome (M. Oliver) nous soulage d'une lourde responsabilité et libère la province de tout reproche.

(Applaudissements)

Je regrette que l'honorable premier ministre n'ait pas soumis aux deux côtés de cette Chambre l'amendement de l'honorable député de Brome (M. Oliver). C'eût été montrer qu'il ne voulait pas en faire une question de parti.

Il a préféré prendre un autre moyen. Qu'il en prenne la responsabilité! Mais comme je ne veux pas empêcher le règlement de cette question, j'approuve l'amendement de l'honorable premier ministre en m'appuyant sur les principes de tolérance qu'il a énoncés.

(Applaudissements)

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. À ce sujet, *L'Action catholique* du 13 mars 1925, à la page 9, nous apprend que "le Conseil législatif avait rejeté une clause que la Chambre avait adoptée et qui permettait à la ville LaSalle d'emprunter, sans l'autorisation de la Commission métropolitaine mais sujet à l'approbation des contribuables, un certain montant pour le maintien du vieux moulin historique qu'elle possède dans les limites de son territoire. Le Conseil avait rejeté cette clause à la demande de la Commission métropolitaine."

2. Selon l'article 3 du bill 105, "le Conseil pourra, par règlement, emprunter treize mille dollars pour l'achat et l'aménagement d'un terrain qui servira de parc public et qui comprendra l'endroit historique du "Vieux Moulin".

3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Laferté (Drummond).

4. Version de *L'Événement* du 13 mars 1925, à la page 1. *Le Soleil* du même jour, à la page 1, mentionne plutôt la compagnie Quebec Railway, mais une vérification dans les débats de 1912 confirme la North Railway Co.

5. Voir note 3.

6. *Le Soleil* du 13 mars 1925, à la page 19, rapporte que ce projet est adopté "après une longue discussion avec M. Patenaude".

7. Peter John Veniot (1863-1936), journaliste et homme politique, député provincial de 1894 à 1900, puis de 1917 à 1926. Premier ministre du Nouveau-Brunswick de 1923 à 1925, il est partisan du mouvement Maritime Rights, qui revendique davantage de pouvoir pour les Provinces maritimes. Il démissionne de son poste de chef du Parti libéral provincial en 1926, pour être élu au sein du cabinet fédéral de William Lyon Mackenzie King en tant que ministre des Postes. Il sera député jusqu'à son décès en 1936.

8. Chiffre de la majorité des sources du 13 mars 1925. Le même jour, seuls *The Gazette*, à la page 1, et *The Sherbrooke Daily Record*, à la page 1, mentionnent 326 milles de chemins.

9. *Le Soleil* du 13 mars 1925, à la page 19, rapporte qu'à ce moment, M. Sauvé quitte la Chambre.

10. *Le Soleil* du 13 mars 1925, à la page 19, rapporte qu'à ce moment M. Sauvé revient en Chambre et reprend son siège.

11. M. Bray fait allusion à une réclame publicitaire d'un produit soulageant les maux d'estomac chez les enfants. À l'époque, cette publicité revient souvent dans les journaux.

12. Louis Saint-Laurent (1882-1973), sera premier ministre libéral du Canada de 1948 à 1957.

Séance du vendredi 13 mars 1925

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 30¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Bordeleau (Champlain): (président *pro tempore*) J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 99 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec;

- bill 112 amendant la charte de la Compagnie de téléphone nationale.

Questions et réponses:

Saisie de boisson à Sherbrooke

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. De la boisson ou liqueur a-t-elle été saisie à Sherbrooke, le 4 novembre 1924, chez M. Ludger Roy?

2. Dans l'affirmative, quelle quantité et pour quelle valeur?

3. Qu'est devenue la quantité de boisson saisie?

4. L'avocat de la Commission des liqueurs à Sherbrooke a-t-il procédé dans cette affaire?

5. Dans l'affirmative: *a.* Qu'a-t-il fait; *b.* Où en sont les procédures?

6. Dans la négative, pourquoi?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. La Commission des liqueurs n'a pas opéré de saisie chez M. Ludger Roy, à Sherbrooke, mais elle est informée qu'une saisie y a été faite vers le 4 novembre 1924, par la police municipale.

2. 3. 4. 5. et 6. Voir réponse à la question no 1.

**Saisie de boisson
à Yamaska et Nicolet**

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): 1. Des camions ou voitures de M. J.-A. Demers, gérant

un dépôt de bière sous la raison sociale La Cie de transport de Pierreville, enregistrée le 5 octobre 1922, ont-ils été saisis au cours de l'année 1924 dans les comtés d'Yamaska et Nicolet?

2. Si oui, dans quelles villes ou villages a été opérée cette saisie?

3. L'affaire a-t-elle été réglée devant le juge privément ou par procès régulier?

4. Les camions ou voitures ont-ils été remis aux propriétaires après saisie?

5. La bière a-t-elle été remise aux propriétaires après saisie?

6. Une amende a-t-elle été payée?

7. Dans l'affirmative, quand?

8. Quel en a été le montant?

9. Les licences détenues par ces personnes ou compagnies sont-elles régulières?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Oui.

2. Nicolet.

3. Non.

4. Oui.

5. Non.

6. Non.

7. et 8. Voir réponse à la question no 6.

9. Oui.

**Reliure
au Soleil**

M. Pellerin (Maisonnette): 1. Des \$10,000, qui, d'après la page 194 des *Comptes publics 1923-1924*, ont été dépensés pendant le dernier exercice pour livres, pour prix, reliure, etc., une partie a-t-elle été payée au *Soleil* ou à la Cie de publication Le Soleil ltée?

2. Dans l'affirmative, quelle somme a été ainsi payée?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. et 2. Aucune somme n'a été payée au *Soleil* ou à la Cie de publication Le Soleil ltée, à même cet item.

**Travaux
de reliure**

M. Lortie (Soulanges): 1. À qui ont été payés les \$4,000 de reliure qui apparaissent à la page 184 des *Comptes publics 1923-1924*?

2. Si ces travaux ont été exécutés par divers ateliers, quel montant a reçu chacun d'eux?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. et 2. Gaudias Poitras \$724.20; la Cie Le Soleil, ltée \$611.65; Jos. Caron, \$2,664.15; Total: \$4,000.

Revenu des régistrateurs

M. Dufresne (Joliette): Quel a été le revenu de chacun des régistrateurs de la province pour Berthier, Saint-Hyacinthe, Terrebonne, Joliette pour les années 1923 et 1924?

L'honorable M. Nicol (Compton):

	1923	1924
Berthier	\$2,575.11	\$2,433.67
Saint-Hyacinthe.....	2,755.78	2,330.47
Terrebonne	9,541.00	8,368.38
Joliette	3,215.67	a.

a. Rapport non reçu.

Code municipal, article 110

M. Desmarais (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 166 modifiant l'article 110 du Code municipal.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Loi des accidents du travail

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 170 modifiant la loi des accidents du travail de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Lorsqu'un homme travaille dans la province d'Ontario alors que son domicile est dans Québec, s'il subit un accident, il réclame une indemnité dans l'Ontario, puis peut revenir dans Québec et réclamer une indemnité sous prétexte qu'il a été engagé ici. Cet amendement à la loi nous est demandé par les compagnies intéressées, qui veulent éviter une double indemnité.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Souvent une seule indemnité ne suffit pas à un ouvrier pour compenser les dommages qu'il a subis.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

D'un autre côté, il ne faut pas encourager le paiement de deux indemnités. Ce serait une prime aux accidents. Envoyons le bill au comité des bills publics et nous l'étudierons là.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Syndicats coopératifs

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 189 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement aux syndicats coopératifs.

Adopté.

En comité²:

Un député de l'opposition demande au ministre d'expliquer cette mesure.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Ce bill pourvoit à la création, dans la province, de syndicats coopératifs, de production, de consommation, de crédit, de prévoyance et pour autres fins économiques. Cette législation est demandée par M. l'abbé Trudel³ et les zéloteurs des caisses populaires.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ne pourrions-nous pas changer la phraséologie de ce projet? Les autorités qui nous ont écrit s'objectent à la phraséologie du bill. Je ne suis pas contre ces organisations, mais je veux qu'elles soient bien administrées. Je suis d'avis toutefois que l'on accorde trop de pouvoirs à ces organisations.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Il faut toujours, pour que l'administration soit bien faite, que ces syndicats possèdent certains pouvoirs, et ce sont les seuls que contient la mesure. Ce sont les caisses populaires qui seront appelées à financer ces organisations.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) s'informe pour savoir si ces syndicats seront sous le contrôle du gouvernement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Il n'en est pas question, en tous cas, pas pour le moment.

Plus tard, si le gouvernement le juge à propos, il pourra suivre de plus près ces organisations.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'inspection obligatoire des caisses populaires donnera plus de garantie à ces caisses et, d'un autre côté, elle empêchera le contrôle du gouvernement. Les zélés des caisses populaires ont déjà déclaré, lors de l'enquête sur le crédit agricole, qu'ils ne voulaient pas de contrôle gouvernemental. J'espère que ce contrôle ne viendra jamais nuire au développement des caisses qui rendent tant de services aux classes modestes.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je n'ai aucune objection aux caisses populaires dans les paroisses. Mais si nous autorisons une caisse à recevoir des deniers de toutes les parties de la province, nous devrions exercer avec prudence un certain contrôle. Le principe est bon, mais il s'agit des deniers publics, et il faut les protéger.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Nous pourrions peut-être exercer un contrôle en nous entendant avec les organisateurs. Mais il faudrait qu'il y eût des sommes considérables en jeu. En ce cas, je serais du même avis que l'honorable député de Jacques-Cartier.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il importe de donner aux caisses tous les moyens de se développer, afin de leur permettre d'exercer le plus de bien possible. Au comité de l'agriculture, il a été question de ce contrôle. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) a longuement interrogé les prêtres qui dirigent les caisses populaires. On s'est opposé au contrôle gouvernemental. On n'a même pas voulu permettre à un inspecteur du gouvernement de voir les livres des caisses populaires. Le gouvernement semble vouloir exercer le contrôle des caisses. Il nommera sans doute un inspecteur, comme le gouvernement d'Ottawa a nommé un inspecteur des banques. Je crois que les directeurs de ces caisses n'auront aucune objection à l'inspection.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 6778 des Statuts refondus, 1909, est modifié en remplaçant les mots: "La charge de gérant peut être remplie par l'un des officiers ici nommés", dans les quatrième et cinquième lignes du

premier alinéa, par les mots: "Le gérant ne peut faire partie du conseil d'administration".

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): L'abbé Trudel m'a dit, ce matin, que nous pouvions retrancher l'article 2 de la loi. Cet article dit que le gérant d'une caisse ne peut faire partie du conseil d'administration.

L'amendement est adopté.

L'article 2 est retiré.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. L'article 6782 des Statuts refondus, 1909, est modifié en y ajoutant, après le quatrième alinéa, le suivant:

"Le conseil de surveillance des syndicats coopératifs de crédit, de prévoyance et pour autres fins économiques doit, au moins une fois par année, faire vérifier toutes les opérations de la société par un inspecteur d'une fédération organisée en vertu de l'article 6809. Cette vérification est faite aux frais du syndicat s'il n'est pas déjà affilié à une fédération."

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que nous ne devrions pas modifier un peu cette clause?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je crois qu'elle ne fera aucun mal.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Elle ne fera pas de mal aux caisses populaires, mais elle en fera peut-être aux Statuts.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 et 5 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cour de magistrat de district
Statuts refondus, 1909

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité plénier pour étudier le bill 3 modifiant les Statuts refondus, 1909.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Reboisement

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 192 modifiant les Statuts refondus, 1909, au sujet du reboisement.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose: Que pour promouvoir, aider et encourager les travaux de reboisement, tels que la récolte des semences forestières, le maintien de pépinières, l'achat de terrains et leur reboisement, la distribution de plants, ainsi que la plantation d'arbres forestiers et d'ornements dans la province, un crédit annuel de cent mille dollars soit mis à la disposition du ministre des Terres et Forêts; et que celui-ci devra rendre compte chaque année de la gestion de ces fonds suivant le mode ordinaire.

Il s'agit ici de donner suite à un projet important annoncé dans le discours du trône. Pour reboiser notre domaine forestier, nous voulons mettre \$100,000 à la disposition du service des Terres et Forêts. Nous voulons améliorer nos pépinières et encourager notre population au reboisement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que l'honorable ministre pourrait nous donner une copie de sa résolution?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): La résolution a été distribuée hier.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que l'honorable ministre a un plan détaillé de l'emploi de ce capital? A-t-il choisi une méthode de reboisement? Depuis 1912, l'opposition réclame ce reboisement. L'honorable ministre nous demande une somme de \$100,000. Il serait opportun qu'il démontre l'opportunité et l'efficacité de ce système.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

La Chambre sait ce que nous avons fait depuis 1908. Pour préparer les voies, nous avons commencé par organiser un service forestier, qui n'existait pas, et par créer la pépinière de Berthierville. Depuis, des millions de plants ont été annuellement distribués à travers la province. Les octrois à ce service, qui étaient de \$8,000 au début, se sont élevés peu à peu, et c'est \$25,000 que nous affectons maintenant à Berthierville. Avec ces ressources, nous avons fait des essais fructueux de reboisement, nommément à Lachute, dans Argenteuil, et à la jonction de Berthier. Les résultats obtenus ont été très satisfaisants.

Nous avons maintenant des plantations se chiffrant à plusieurs millions. À la jonction de Berthier, nous avons d'abord rencontré des difficultés à cause du terrain sablonneux, mais nous y avons semé une herbe spéciale qui prend racine dans tous les sols et qui a stabilisé le terrain et a permis à nos arbres de se bien développer.

Pour procéder au reboisement, il y a deux méthodes. Nous pouvons semer la graine à la volée ou planter des plants. La méthode la moins dispendieuse est celle de semis. Notre intention est de donner à la pépinière de Berthierville un plus grand développement. Sur le terrain que nous avons actuellement à Berthierville, nous sommes à peu près à la limite de la production, mais nous allons y augmenter la production de 1,000,000 à 1,500,000 plants, et nous sommes suffisamment préparés pour le reboisement de quelques-uns de nos immenses brûlés.

Au printemps de l'an prochain, nous pourrions commencer le reboisement de certaines parties de la province. Je ne puis donner dans tous ses détails le programme qui sera suivi par nos experts mais, avant de nous lancer dans l'entreprise, il nous fallait d'abord obtenir les crédits nécessaires pour envoyer un personnel sur les lieux. Les travaux que nous ferons immédiatement seront le développement de la pépinière de Berthier et la construction d'un séchoir perfectionné, où nous ferons sécher la graine de pin, que nous avons l'intention de planter à profusion, de façon à pouvoir

les transporter en sacs. Ensuite, nous devons choisir deux ou trois endroits spéciaux, pour y pratiquer en grand et scientifiquement le reboisement. Voilà les grandes lignes de notre programme.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): À Lachute qu'est-ce qu'on a fait?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Lorsque nous étudierons les crédits de la pépinière de Berthierville, je dirai à mon honorable ami ce que nous avons fait à Lachute. Il y a aussi une campagne d'éducation à faire, afin d'aider les cultivateurs à conserver précieusement le bois qui leur reste sur leurs terres. Nous n'aurons pas de difficultés à les convaincre, et il suffira de peu pour les engager à garder leurs arbres précieux.

(Applaudissements)

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 192 modifiant les Statuts refondus, 1909, au sujet du reboisement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Loi des licences

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 198 modifiant la loi des licences de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁴:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 963 des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 11 George V, chapitre 26, section 1, est remplacé par le suivant:

"963. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut:

"1. Établir les conditions sous lesquelles des gageures, paris ou poules peuvent être vendus, reçus ou enregistrés, d'après le système connu sous le nom de pari mutuel, lorsqu'à une réunion de courses de chevaux, ces courses ont lieu au trot ou à l'amble;

"2. Exiger et réglementer l'emploi d'appareils pour établir automatiquement le montant total des gageures au cas de pari mutuel et le nombre de personnes assistant à une réunion de courses."

L'honorable M. Nicol (Compton): Le premier article de ce projet a pour but de permettre l'emploi du pari mutuel pour les courses qui ne sont pas des courses de galop, mais au trot et à l'amble.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement va taxer ces courses-là? Qu'est-ce que le gouvernement décidera de laisser aux pistes de courses sur les paris?

L'honorable M. Nicol (Compton): Je ne sais ce que le gouvernement fera. Les champs de courses au trot et à l'amble auront des paris mutuels et nous verrons l'arrangement qu'il y aura à faire avec les messieurs. Le gouvernement ne peut trop enlever aux pistes de leurs revenus, vu que les propriétaires de pistes, avec ce qu'ils ont de revenus aujourd'hui, ne peuvent plus opérer.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors, le projet a plutôt pour but d'aider les propriétaires de ces champs de courses.

L'honorable M. Nicol (Compton): Il ne s'agit pas de cela. Il s'agit simplement de ne pas trop leur enlever ce qu'ils ont de revenus. Ce n'est que juste.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors, le gouvernement change sa politique?

L'honorable M. Nicol (Compton): Le gouvernement a baissé le montant des licences l'an dernier, pour ne pas pressurer les propriétaires de champs de courses.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (En souriant) Le ministre aime ça, les courses? Il est en faveur du pari mutuel?

L'honorable M. Nicol (Compton): (En souriant) Le ministre n'est allé aux courses qu'une fois dans sa vie; c'était à Québec.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (En riant) Il est venu de Sherbrooke pour cela. C'est une belle course.

L'honorable M. Nicol (Compton): Non, je me trouvais à Québec ce jour-là.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. L'article 982 desdits Statuts, tel qu'édicte par la loi 11 George V, chapitre 26, section 1, est modifié en y insérant après les mots: "huile de charbon", dans la deuxième ligne du cinquième alinéa du paragraphe 2, les mots "ou lubrifiantes, de la gazoline".

L'honorable M. Nicol (Compton): C'est une diminution de taxes.

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 à 7 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Instruction publique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 45 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁵:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose:

1. Que la pension de tout fonctionnaire de l'enseignement primaire à la retraite, le ou après le premier janvier 1924, ne devra pas être inférieure à cent vingt-cinq dollars.

2. Que la pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire à la retraite, le ou après le premier janvier 1924, fixée au minimum de cent vingt-cinq dollars, en vertu de l'article 2993 des Statuts refondus, 1909, tel que modifié par la loi qui accompagne les présentes résolutions, et celle qui est inférieure à trois cents dollars devront être augmentées d'autant de fois la somme de cinq dollars que le fonctionnaire a passé d'années dans l'enseignement en sus de vingt années, jusqu'à concurrence de trente-cinq années, s'il a payé la retenue sur le salaire qu'il a touché pour ces années-là, pourvu toutefois que sa pension n'excède pas trois cents dollars.

3. Que, pour les fins de la pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire, le maximum de la pension déterminé par l'article 2994 des Statuts refondus, 1909, tel que modifié par la loi 4 George V, chapitre 23, section 8, et par la loi qui accompagne les présentes résolutions, soit porté à douze cents dollars.

Le projet, dit-il, a pour but de ratifier le programme des études adopté l'an dernier par le Conseil de l'instruction publique; de permettre aux commissions scolaires d'emprunter, en émettant des obligations pour payer des balances d'emprunts échus, tout en se soumettant bien entendu aux conditions des emprunts, et avec l'autorisation du ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Taschereau); enfin le projet augmente le minimum et le maximum des pensions aux vieux instituteurs et institutrices. Le minimum sera de \$125 au lieu de \$100, et le maximum passera de \$1,050 à \$1,200.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je me demande pourquoi le gouvernement, qui est si bien disposé, n'a pas proposé avant aujourd'hui cette mesure de justice pour les vieilles institutrices. Des résolutions ont été adressées depuis longtemps au secrétaire provincial (l'honorable M. David).

L'honorable M. David (Terrebonne): Je regrettais de ne pouvoir rien faire. Il y a un comité de fonds de pension. C'est à lui que s'adressaient les requêtes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le comité aurait pu augmenter les pensions si le secrétaire provincial lui avait donné des fonds, car c'est une question d'argent.

L'honorable M. David (Terrebonne): Les pensions étaient basées sur le fonds de réserve créé par les versements des institutrices. Jusqu'à aujourd'hui, le fonds n'était pas assez considérable pour augmenter les pensions.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le secrétaire provincial aurait pu avancer des fonds.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le gouvernement l'a déjà fait deux fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (Sur un ton aimable) Si l'honorable secrétaire provincial n'avait écouté que son bon cœur...

L'honorable M. David (Terrebonne): (En souriant) Ce n'est pas toujours possible.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On admettra qu'il y a longtemps que ça aurait dû être fait.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je suis content de l'endossement de l'honorable chef de l'opposition.

Il admettra que mieux vaut tard que jamais et il peut constater que la justice finit toujours par triompher. La loi accorde absolument ce que les institutrices demandaient.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 45 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁶:

Les articles 1 à 6 adoptés.

Le comité étudie l'article 7, qui se lit comme suit:

"7. Les Statuts refondus, 1909, sont modifiés en y insérant avant l'article 2728a, tel qu'édicte par la loi 5 George V, chapitre 36, section 12, les suivants:

"2728a1. Avec l'approbation du surintendant, toute corporation scolaire peut émettre des obligations pour des termes plus courts que le terme établi pour l'emprunt par la résolution, et peut former un fonds d'amortissement à un taux basé sur le terme de l'emprunt, pourvu que chaque émission, après la première, soit seulement pour la balance due sur l'emprunt.

"2728a2. Toute obligation doit, avant sa livraison, être revêtue d'un certificat du ministre des Affaires municipales, ou d'une personne spécialement autorisée par ce dernier, attestant que la résolution qui autorise son émission a été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil et que cette obligation est émise conformément à cette résolution.

"Toute obligation émise en vertu d'une résolution approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, et portant ce certificat, est valide, et sa validité ne peut être contestée pour aucune raison quelconque."

M. Faucher (Québec-Centre): Je vois que, pour les emprunts, on oblige les commissions scolaires à faire approuver leurs émissions par le ministre des Affaires municipales. Pourquoi enlever l'autonomie de nos commissions scolaires, qui ont été fondées avec l'entente qu'elles seraient des corps indépendants?

D'un trait de plume, nous changeons tout le système et nous enlevons la liberté aux commissions scolaires.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous considérez que, dans le moment, elles auront toute la liberté voulue?

M. Faucher (Québec-Centre): Oui.

L'honorable M. David (Terrebonne): Autrefois, les commissions scolaires nous demandaient des pouvoirs d'emprunts exorbitants. Ce sont les contribuables, en somme, qui paient les taxes scolaires.

Or, nous proposons que lorsqu'un emprunt aura été approuvé par le surintendant de l'Instruction publique, il soit soumis au ministère des Affaires municipales qui en examinera les conditions. Ce n'est pas enlever l'indépendance d'une commission scolaire que de surveiller ses affaires. Notre devoir est de protéger les contribuables.

M. Dufresne (Joliette): Est-ce que l'honorable secrétaire provincial ne croit pas qu'il y a, dans les commissions scolaires, des hommes qui sont capables de régler leurs propres affaires?

L'honorable M. David (Terrebonne): Je réponds à mon honorable ami sans vouloir faire de malice...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (Sur un ton aimable) Le secrétaire provincial n'est pas capable de faire de malice...

Je réponds à mon honorable ami que si tous les commissaires étaient des hommes capables comme lui, il n'y aurait pas de difficultés dans les commissions. Aujourd'hui, tout emprunt doit être approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil. Ce que nous proposons, c'est que le ministère qui connaît la situation financière de la corporation, le ministère des Affaires municipales, examine les conditions de l'emprunt.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je tiens à dire à l'honorable député de Québec-Centre (M. Faucher) que nous ne touchons pas à l'"arche d'alliance" des commissions scolaires, que ses craintes ne sont pas fondées. Le seul changement que nous faisons, c'est qu'au lieu de faire soumettre les emprunts par le secrétaire provincial au cabinet, nous le ferons par le ministre des Affaires municipales, qui a à son service les vérificateurs et est en mesure de connaître, comme mon collègue l'a dit, la situation financière des commissions scolaires. Nous recevons de toutes les municipalités des compliments pour notre nouveau système de

vérification. Il sera fort utile également aux corporations scolaires.

L'article 7 est adopté.

Les articles 8 à 30 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Travaux de la Chambre:

Étude du bill 199 concernant la loi de la gazoline

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce que nous ne pourrions pas en finir avec la taxe de la gazoline?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que le gouvernement veut passer toutes ses mesures le vendredi, alors qu'il y a peu de députés présents?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (En souriant) On n'en passe pas au chef de l'opposition. Nous allons attendre à la semaine prochaine, si vous voulez.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour rapport du département de l'Instruction publique, annuel, financier et statistique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour conférences pédagogiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien se donne-t-il de conférences?

L'honorable M. David (Terrebonne): Tous les inspecteurs doivent en faire, mais cela relève directement du surintendant de l'Instruction publique. Mon honorable ami a le droit de le savoir, et je lui obtiendrai ce renseignement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Avant de voter un crédit, je voudrais bien savoir comment on a dépensé ce montant. Pourquoi le secrétaire provincial ne demanderait-il pas aux inspecteurs de mentionner le nombre de conférences pédagogiques qu'ils donnent?

L'honorable M. David (Terrebonne): Je suis heureux d'accepter la suggestion de l'honorable chef de l'opposition, et je vais demander au surintendant de l'Instruction publique d'exiger cette statistique.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour gratifications aux instituteurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités les plus méritantes sujet au rapport des inspecteurs, arrêté ministériel 759 du 2 décembre 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

Le comité entreprend une discussion sur les bourses allouées par le gouvernement.

M. Faucher (Québec-Centre): Je vois que des médecins n'ont reçu que \$600. Est-ce que les bourses ne doivent pas être de \$1,200?

L'honorable M. David (Terrebonne): Il y a eu des cas exceptionnels. Des médecins nous ont

demandé des demi-bourses, pour aller à Paris six mois seulement. Les bourses sont de \$1,200 pour un an, et au prix qu'est la vie à Paris, le montant n'est pas exagéré. Nous donnons généralement une bourse pour trois ans, et ce n'est que dans les cas exceptionnels que nous avons divisé des bourses.

M. Faucher (Québec-Centre): Dans son rapport de directeur des étudiants à Paris, le Dr Grondin aurait dit que la chirurgie de l'estomac était une science inconnue chez nous. Depuis, le secrétaire provincial nous a informé qu'il y avait là erreur de transcription. Je me demande pourquoi on a attendu si longtemps pour corriger ce rapport qui a causé une vive émotion chez nos confrères, car cette science est très connue chez nous. En toute justice pour notre éminent concitoyen, le Dr Grondin, on aurait dû corriger ce rapport tout de suite.

L'honorable M. David (Terrebonne): Si l'honorable député veut me permettre, je vais lui montrer ce soir une lettre que j'ai reçue du Dr Grondin à ce sujet.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 50⁷

Commission métropolitaine de Montréal

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 75 amendant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que lesdits amendements soient maintenant lus une deuxième fois.

Lesdits amendements sont lus une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**The Canadian Credit Men's Trust
Association Limited**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 76 autorisant The Canadian Credit Men's Trust Association Limited à occuper les fonctions et à remplir les devoirs de fidéicommissaire, syndic, curateur, exécuteur, liquidateur, receveur ou administrateur, nonobstant les dispositions des articles 364, 365, 366 et 367 du Code civil du Bas-Canada.

Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**St. Maurice Paper Company Ltd.
et Cap-de-la-Madeleine**

M. Mercier (Trois-Rivières) pour **M. Bordeleau (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 141 ratifiant certaines résolutions du conseil et des commissaires d'écoles de la cité du Cap-de-la-Madeleine et conventions entre les mêmes et la St. Maurice Paper Company Limited.

Je veux donner un mot d'explications pour le député de Champlain (M. Bordeleau).

La compagnie St. Maurice Paper a conclu une entente avec les autorités municipales du Cap-de-la-Madeleine à l'effet que toutes ses propriétés seront évaluées à \$2,500,000 pour fins de taxation, d'ici à 20 ans.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'y a aucune opposition à cette entente?

M. Mercier (Trois-Rivières): Non.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Mercier (Trois-Rivières) pour **M. Bordeleau (Champlain)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Quebec Great Northern Railway
Company**

M. Bissonnet (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 118 constituant en corporation Quebec Great Northern Railway Company. Adopté.

En comité⁸:

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y en a beaucoup de ces chemins de fer sur le papier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ils ne font pas de mal.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ils empêchent les compagnies sérieuses de faire du bien, souvent.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ces gens ne demandent aucune faveur. Tout ce que la compagnie nous demande, c'est de l'incorporer. La compagnie ne nous a pas demandé de subsides, et ce n'est pas l'intention du gouvernement d'en donner, à moins qu'on nous démontre un état de choses spécial. C'est une compagnie qui ne demande rien et qui veut construire à ses risques et périls. Tant mieux s'ils réalisent l'entreprise. Ils y emploieront leur seul capital. Maintenant, s'ils ne vont pas jusqu'au bout, ils ne feront de mal à personne. Il est certain en tout cas que beaucoup de chemins de fer ont commencé par des bills comme celui-ci. Il est difficile de localiser les terres que nous pourrions donner aux chemins de fer. Cette compagnie voudrait bâtir un chemin de fer de Québec à Hamilton Inlet en passant par Chicoutimi. Si nous lui refusions l'incorporation, les promoteurs pourraient s'adresser à Ottawa et obtenir une charte. J'aime autant la voir s'incorporer ici. Nous pourrions exercer un certain contrôle sur ses opérations.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Un homme de chemin de fer me disait il y a quelque temps que nous avions accordé trop de chartes. Le premier ministre nous dit qu'il ne donnera pas de subsides en terres. Mais, dans deux ou trois ans, on ne sait pas ce qu'il fera. On engage inutilement le crédit de la province. C'est peut-être pour faire croire que le gouvernement fait beaucoup. Je soupçonne le premier ministre d'agir ainsi pour garder le pouvoir. C'est le fond de ma pensée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Vous serez peut-être au pouvoir dans ce temps-là.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable premier ministre a tous les jours une pensée pour le temps où l'opposition sera au pouvoir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (En riant) C'est cela, j'ai parfois de mauvaises pensées.
(Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'espère qu'alors l'honorable premier ministre goûtera aux joies de l'opposition...

Trop de petites chartes que l'on accorde empêchent le développement de lignes sérieuses, qui mériteraient d'être développées au bénéfice de régions qui seraient plus prospères grâce à une voie ferrée. Nous devons, de ce côté, faire preuve d'une grande prudence, quand il s'agit de gens inconnus qui nous demandent une charte de chemin de fer qui n'est pas nécessaire à aucune région du pays.

Et quels sont les promoteurs? Les connaît-on?

M. Thériault (L'Islet): Ce sont des capitalistes étrangers qui semblent sérieux. Nous avons eu leurs explications au comité, et leur idée a été discutée et finalement acceptée.

Elle a été trouvée conforme à toutes les exigences de la province. Il y aura beaucoup de capital anglais dans l'entreprise.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les promoteurs sont de l'étranger? On aliène notre domaine national.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): N'a-t-on pas une foule d'entreprises exécutées en ce pays avec du capital étranger?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais pourquoi avoir une telle loi dans nos Statuts, quand nous savons qu'une telle loi ne servira de rien?

Tous les directeurs de la compagnie, poursuit-il, sont de Toronto.

M. Thériault (L'Islet): Il y en a de New York.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si on accepte cela, ça va donner lieu à un nouveau

roman de *Marcel Faure*, car c'est la thèse de son auteur⁹.

L'honorable M. David (Terrebonne): Ce sera un chemin de fer romanesque.
(Rires)

M. le président lit les clauses rapidement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pas si vite. Vous n'êtes pas encore dans les chars de ce chemin de fer.
(Rires)

M. le président lit les clauses touchant les pouvoirs demandés pour l'exploitation des mines.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Que de pouvoirs! C'est un État dans l'État que nous créons là. C'est pire que le gouvernement¹⁰.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (En riant) Alors, c'est l'opposition, si c'est pire que le gouvernement.

M. Thériault (L'Islet): La compagnie demande des pouvoirs assez extraordinaires. Mais tous ces pouvoirs ont été accordés à une autre compagnie dans une charte qui est périmée. Le tracé n'est pas absolument défini, car les directeurs ne connaissent pas très bien la région.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne comprends pas que des hommes de New York et de Toronto viennent demander une charte pour bâtir un chemin de fer dans une région qu'ils ne connaissent pas.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Comment le savez-vous?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de L'Islet (M. Thériault) a dit que des directeurs de la compagnie ne connaissaient pas la région.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Leurs ingénieurs doivent la connaître.

Les articles 1 à 32, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Après la lecture des 32 clauses du bill, le chef de l'opposition intervient de nouveau.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Tout d'abord, on a là, sur le bill, un nom anglais. Il me semble que nous devrions exiger que la compagnie ait un nom français.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Si c'est si mauvais que vous le dites, il vaut mieux qu'il soit en anglais.
(Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je répète que nous ne devons pas accorder tous ces pouvoirs à cette compagnie.

De bons Canadiens ont dit que nous ne devons pas laisser l'avenir de la province de Québec aux mains des étrangers.

Si le gouvernement tient à voter ce bill, qu'il nous donne des explications. M. Bourassa¹¹, dans *Le Devoir* - le premier ministre le connaît, M. Bourassa - écrivait contre cette invasion de notre pays par le capital étranger.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
C'est le capital étranger qui a bâti le Pacifique et le Grand Tronc.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne peux pas fermer hermétiquement la porte aux capitalistes étrangers, mais je recommande la prudence. Nous ne savons pas à qui appartiennent nos richesses. Si ma mémoire ne fait pas défaut, l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David), dans un de ses beaux discours, a dit à peu près la même chose. J'espère le retrouver et je le lirai à cette Chambre.

L'honorable M. David (Terrebonne): (En souriant) En passant par votre bouche, il prendra de la valeur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(En souriant) Ce n'est pas une lecture défendue¹²?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non, les discours de l'honorable secrétaire provincial ne sont jamais défendus. En ce qui concerne ce bill de chemin de fer, je le combattrai de nouveau à la troisième lecture.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Très bien. Adopté!

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Charte de Hull

Un député ministériel pour M. Lafond (Hull) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 138 modifiant la charte de la cité de Hull.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il me semble que nous devrions attendre le député de Hull pour étudier ce bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
On peut toujours commencer l'étude du bill...

M. Sauvé (Deux-Montagnes) insiste.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(En riant) Je n'ai jamais vu l'honorable chef de l'opposition aussi chef que ce soir¹³.
(Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Moi, je n'ai jamais vu le premier ministre si peu premier ministre que ce soir.
(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(En riant) C'est parce que j'ai un bel entourage. Nous allons examiner le projet et, s'il y a quelque chose d'extraordinaire, nous verrons.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Un député ministériel pour M. Lafond (Hull) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charges municipales

M. Hamel (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 153 modifiant les articles 227 et 228 du Code municipal concernant les personnes habiles ou inhabiles aux charges municipales.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) a demandé que ce projet soit ajourné.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les désirs du député de Jacques-Cartier sont des ordres.

Subsides¹⁴

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

Le comité poursuit sa discussion entreprise en après-midi concernant les bourses allouées par le gouvernement.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je n'ai pas la lettre du Dr Grondin ici; je demanderais l'ajournement de l'item pour les bourses jusqu'à ce que je puisse la communiquer à la Chambre.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Académie de musique de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles du soir et écoles de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Monument national, Montréal, sous le contrôle de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour archives de la province de Québec, pour reliure et renouvellement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je demanderais à l'honorable secrétaire provincial de bien vouloir augmenter le nombre des exemplaires du rapport de l'archiviste. Ce rapport est très intéressant et il est difficile d'en avoir des exemplaires.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je suis heureux du témoignage que rend le député de

Montréal-Sainte-Marie au rapport de l'archiviste, et je verrai à ce que le nombre des exemplaires de ce rapport soit augmenté.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Conseil des arts et manufactures, y compris l'enseignement des beaux-arts de Québec et de Montréal, 12 George V, chapitre 55, section 12, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des beaux-arts de Québec et de Montréal, 12 George V, chapitre 55, section 12, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qu'est-ce que cela représente?

L'honorable M. David (Terrebonne): L'enseignement artistique à 600 élèves à Montréal et à 380 élèves à Québec. J'ai emmené des artistes français visiter nos écoles, et ils m'ont dit qu'ils étaient surpris de voir un si grand nombre de beaux talents dans un petit pays comme le nôtre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ah! Ça ne me surprend pas que les Français aient trouvé notre pays si petit...

L'honorable M. David (Terrebonne): Notre pays n'a que 150 ans de vie.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je me suis laissé dire que la construction de l'École des beaux-arts de Montréal était scandaleuse. Le choix du site laisse à désirer. Les alentours "jurent" avec la bâtisse et l'idée qu'en a données le secrétaire de la province.

L'honorable M. David (Terrebonne): C'est ce qu'on a dit, mais c'est injuste. Je ne dis pas que mon honorable ami est injuste, mais ce qu'on lui a dit est injuste.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce sont de bons amis de l'honorable secrétaire provincial qui peuvent avoir exprimé cet avis quant au choix du site.

L'honorable M. David (Terrebonne): Mes amis, je m'en charge. Mes amitiés sont très fidèles.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Laisse à lui-même, le secrétaire provincial aurait trouvé un plus beau site. Il a pu être obligé de faire des sacrifices.

L'honorable M. David (Terrebonne): Nous avons cherché pendant six mois un site coûtant le meilleur marché possible. Nous avons pensé à la rue Sherbrooke. On demandait \$7 du pied. Nous avons acheté en arrière de la rue Sherbrooke à \$2, je crois, de la succession Stanley Bagg. Cette succession ne vend pas de lots. Elle pouvait attendre pour vendre cette propriété. Nous aurions pu acheter plus beau. Je suis d'accord avec l'honorable chef de l'opposition sur ce point. On a acheté dans les meilleures conditions possibles, au point de vue financier.

Mais nous avons voulu faire de l'économie et on nous le reproche. Si nous avions payé très cher, on aurait dit: "Vous gaspillez!". Et maintenant que nous avons payé bon marché, on nous dit: "Ce n'est pas assez!" Nous avons sacrifié quelque chose sur le site, mais qu'importe où est située l'école, pourvu que l'on ait à l'intérieur un enseignement satisfaisant. Et puisque le chef de l'opposition a mentionné tantôt le nom de M. Fougerat¹⁵, je tiens à rendre hommage à M. Fougerat qui a organisé nos écoles des beaux-arts d'une façon qui fait que ces institutions sont aujourd'hui les mieux tenues qu'il y ait en Amérique, et cela, au témoignage de ceux qui s'y entendent le mieux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les ministres semblent se donner le mot d'ordre pour dire que tout est mieux dans la province de Québec qu'ailleurs.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Parce que c'est vrai.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il y en a qui font de l'ironie, qui font du sarcasme sur l'œuvre des beaux-arts dans notre province. Ils ont tort. Avant peu d'années, nous aurons plusieurs de nos artistes qui transporteront dans l'industrie et l'architecture la mesure et le bon goût qu'ils auront acquis dans nos écoles des beaux-arts. Ils remplaceront ainsi les artistes que nous allons chercher aujourd'hui en pays étrangers.

Quand même ne produirions-nous que de temps en temps un jeune artiste qui ferait honneur à son pays, nous serions récompensés. Quand nous voyons que les graveurs chez nos bijoutiers sortent de nos écoles des beaux-arts, quand nous voyons que des artistes de chez nous, dont on reconnaît le talent, ont des œuvres même dans ce Parlement, toutes

proportions gardées, cela nous justifie de faire quelques sacrifices.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je faisais ces remarques dans le meilleur esprit du monde. Je voulais simplement démontrer que je m'intéresse à cette œuvre admirable de notre secrétaire provincial. Il me semble que l'on aurait dû trouver un plus beau site pour l'école. L'École normale Jacques-Cartier est bien située à Montréal¹⁶. J'espérais que l'honorable secrétaire trouverait un plus beau site pour son École des beaux-arts.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau des statistiques de Québec, 3 George V, chapitre 16, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent quatre-vingt-quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles, et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour hygiène publique de Québec, articles 3867-3982, S.R.Q., 1909, tels qu'amendés par 12 George V, chapitre 29, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

M. Faucher (Québec-Centre): Je suggérerais à l'honorable secrétaire provincial la création de cours de vacances pour les médecins, afin de les tenir au courant des plus récents développements scientifiques.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je partage l'opinion du député de Québec-Centre. L'honorable député admettra cependant que nous avons déjà eu des cours de MM. Ribadeau-Dumas, Sergent¹⁷, etc. Je prie mon honorable ami de croire que, si nous pouvions augmenter le nombre de ces cours, nous le ferons.

M. Dufresne (Joliette): Est-ce que l'honorable secrétaire provincial, dit-il, a reçu des plaintes à ce sujet?

L'honorable M. David (Terrebonne): Non, mais beaucoup de lettres de félicitations.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
11. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour achat de vaccins (y compris \$500 pour inspection), pour Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Dépôt de documents:

Exposition de Valleyfield

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 3 février 1925, pour copie de toute correspondance, télégrammes et documents quelconques entre le gouvernement ou l'honorable ministre de l'Agriculture et la compagnie d'Exposition de Valleyfield ou aucun de ses officiers, relativement au fonctionnement de cette exposition et des octrois qui lui sont accordés. (Document de la session no 53)

Aqueducs contre les incendies

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 16 février 1925, pour copie de toute correspondance en 1924 entre le gouvernement et toute personne au sujet d'allocation aux municipalités rurales pour construction d'aqueducs ou tout autre service prévenant les incendies. (Document de la session no 54)

Ajournement

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je demanderais l'ajournement de la Chambre maintenant...

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Nous allons faire plaisir à l'honorable chef de l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je veux suivre l'honorable premier ministre qui vient de partir pour Montréal.
(Rires)

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 11 heures¹⁸.

NOTES

1. Selon *L'Événement* du 14 mars 1925, à la page 19, il n'y a que 20 députés présents à l'ouverture de la séance.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Laferté (Drummond).

3. L'abbé Joseph-Roger-Irénée Trudel (1871-1931), missionnaire agricole, propagandiste des caisses, administrateur de l'Union régionale des caisses populaires Desjardins de Trois-Rivières de 1920 jusqu'à son décès en 1931. Il sera également secrétaire du comité de propagande des caisses populaires de 1923 à 1925, et président du comité central de propagande des caisses populaires à partir de 1925.

4. Voir note 2.

5. Voir note 2.

6. Voir note 2.

7. *L'Événement* du 14 mars 1925, à la page 19, mentionne que ce n'est qu'à 8 h 50 seulement que l'on parvient à réunir 16 députés pour former le quorum.

8. Voir note 2.

9. M. Sauvé fait allusion à une discussion tenue en Chambre le 11 mars 1925, à propos du roman *Marcel Faure* de Jean-Charles Harvey. Dans ce livre, Harvey raconte l'histoire d'un Canadien français qui, d'une petite industrie de Montmagny, parvient à édifier un empire économique, grâce à ses talents dans les affaires.

10. Selon *L'Événement* du 14 mars 1925, à la page 19, "les dernières clauses déridèrent la Chambre, car la compagnie demandait des pouvoirs extraordinaires pour l'exploitation des mines, etc."

11. Henri Bourassa (1868-1952), journaliste et homme politique issu de l'une des familles canadiennes les plus illustres. Fils du peintre et architecte Napoléon Bourassa et petit-fils de Louis-Joseph Papineau, il est élu maire de Montebello à l'âge de 22 ans. Député à Ottawa (1896-1907 et 1925-1935), et à Québec (1908-1912), il fonde, en 1910, le quotidien *Le Devoir* dont il est rédacteur en chef jusqu'en 1932. À lui seul, il personnifie le nationalisme canadien-français caractérisé par le respect de la Constitution de 1867 et une volonté d'indépendance du Canada, face à la Grande-Bretagne.

12. Le premier ministre fait allusion au débat tenu à la séance du 11 mars 1925 durant lequel M. Sauvé soutenait que le roman *Marcel Faure* était une lecture défendue parce que son auteur, M. Jean-Charles Harvey, était correspondant parlementaire du *Soleil*. Presque à chaque session parlementaire, le chef de l'opposition dénonce les excès de ce journal envers sa personne.

13. Selon *Le Soleil* du 14 mars 1925, à la page 6, le premier ministre fait cette blague pour souligner que M. Sauvé est maintenant le seul représentant de l'opposition présent en Chambre. Les quelques collègues qui l'accompagnaient au début de la séance viennent tout juste de le quitter.

14. *Le Soleil* du 14 mars 1925, à la page 19, rapporte qu'il "est 10 heures passées" lorsque la Chambre commence l'étude des crédits du secrétaire provincial.

15. Emmanuel Fougerat (1869-1958), peintre, né à Rennes et décédé à Paris, qui excellait dans les portraits. Il fut directeur de l'École des beaux-arts de Nantes, directeur des Beaux-arts au Canada et

directeur de l'École des beaux-arts de Montréal (1925-1927).

16. *L'Événement* du 14 mars 1925, à la page 19, précise que l'École normale Jacques-Cartier est située au Parc Lafontaine.

17. Émile Sergent (1867-1943) et Louis Ribadeau-Dumas (1876-1951), médecins français. L'honorable M. David fait probablement allusion à leur ouvrage *La tuberculose et la mortalité infantile. Leçons données à l'Université Laval et à l'Université de Montréal*. Québec, Publications du Service provincial d'hygiène, 1924, 410 pages.

18. Heure donnée par *Le Soleil* du 14 mars 1925, à la page 6. Le même jour, plusieurs journaux donnent des heures moins tardives: *Le Canada* et *La Patrie*, aux pages 15 et 41 respectivement, mentionnent 10 h 30, alors que le correspondant parlementaire du *Quebec Chronicle*, à la page 3, a noté 10 h 45.

Séance du mardi 17 mars 1925

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 167 modifiant l'article 1880 du Code civil;

- bill 168 modifiant le Code de procédure civile relativement aux pouvoirs du protonotaire;

- bill 170 modifiant la loi des accidents du travail de la province de Québec.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 136 créant deux divisions d'enregistrement dans la division d'enregistrement du comté de Mégantic;

- bill 144 continuant en vigueur la loi 14 George V, chapitre 37.

M. Pilon (Vaudreuil): (président *pro tempore*)

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-troisième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 71 modifiant la constitution en corporation de l'Aide à l'Hôtel-Dieu du Saint-Sacrement;

- bill 94 exemptant la Société des Chevaliers de Colomb et ses sociétés filiales, de toutes taxes municipales et scolaires à Montréal;

- bill 90 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal.

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition de David Coveler, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit après examen, est

régulière et suffisante; que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et aux avis qui en ont été donnés; que cette pétition n'a pas été régulièrement et suffisamment annoncée, et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Le rapport est adopté.

David Coveler

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, appuyé par le représentant de Brome (M. Oliver), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 143 permettant à David Coveler d'être admis aux examens pour l'admission à la pratique du droit.

Adopté.

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) présente, en conséquence, le bill 143 permettant à David Coveler d'être admis aux examens pour l'admission à la pratique du droit.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Immeubles

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

demande la permission de présenter le bill 183 modifiant la loi relative aux acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Actes de l'état civil

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

demande la permission de présenter le bill 182 modifiant le Code civil relativement aux actes de l'état civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Biens non imposables
dans les municipalités**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

demande la permission de présenter le bill 188 modifiant la loi 14 George V, chapitre 56, relativement aux biens non imposables dans les municipalités.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Jury

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 202 modifiant les articles 430, 431 et 432 du Code de procédure civile relativement au jury.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Instruction publique

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 203 concernant l'appel à la Cour suprême du Canada et à Sa Majesté en son Conseil privé, de l'opinion de la Cour du banc du roi (juridiction d'appel) sur des questions relatives à l'instruction publique, dans l'île de Montréal.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Le premier ministre nous dira-t-il le but de ce projet au sujet de l'instruction dans l'île de Montréal?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La Cour d'appel a rendu un jugement au sujet des Juifs et de la Commission scolaire protestante. Le but du projet est tout simplement de permettre au gouvernement de référer la question à la Cour suprême et au Conseil privé.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Taxes municipales

M. Fortier (Beauce) demande la permission de présenter le bill 172 concernant le paiement des taxes municipales dans le cas d'aliénation d'un immeuble sujet à ces taxes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Statuts refondus, articles 65, 72 et 73

M. Dufour (Matapédia) demande la permission de présenter le bill 171 modifiant les articles 65, 72 et 73 des Statuts refondus, 1909.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Minerais de fer

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 184 pour encourager l'exploitation des minerais de fer.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Arrêtés en conseil

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien d'arrêtés en conseil ont été pris par le gouvernement:

1. Depuis le 13 février 1924 jusqu'au 13 février 1925?

2. Depuis le 14 février 1925 jusqu'à ce jour?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
1. Arrêtés ministériels passés du 13 février 1924 au 13 février 1925: 2,288.

2. Arrêtés ministériels passés du 14 février 1925 jusqu'à date de la question: 119.

Agent des terres à Palmarolle

M. Dufresne (Joliette): 1. Quel est l'agent des terres pour le canton Palmarolle, Abitibi?

2. Depuis quand occupe-t-il cette position?

3. Sur quelles références a-t-il été engagé?

4. Le gouvernement est-il satisfait de la façon dont il s'acquitte de ses fonctions?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Le canton de Palmarolle fait partie du territoire de l'agence d'Amos, et c'est M. Julien Beaudry qui est agent des terres.

2. Le 22 novembre 1923.

3. Il avait rempli précédemment, avec compétence, la position d'ingénieur du département pour l'Abitibi.

4. Oui.

Le Soleil

M. Faucher (Québec-Centre): Les divers montants qui paraissent avoir été payés au *Soleil* ou à la Cie de publication Le Soleil ltée, pendant le dernier exercice 1923-1924, qui sont mentionnés en soixante-huit endroits différents des *Comptes publics* et qui s'élèvent à la somme totale de \$111,629.72, sont-ils les seuls que le gouvernement lui ait payés durant le dernier exercice?

L'honorable M. Nicol (Compton): Ce ne sont pas les seuls, puisque les *Comptes publics* indiquent clairement soixante-quatorze items, et non soixante-huit, et un montant global de \$111,804.89, et non pas \$111,629.72.

Bulletin de la ferme

M. Dufresne (Joliette): 1. D'après les pages 142, 231, 245, 250, 252, 256, 258, 259, 260, 296, 318, 319, 321, 322, 325 et 347 des *Comptes Publics 1923-1924*, il apparaît que le gouvernement aurait payé au *Bulletin de la ferme*, pendant le dernier exercice, la somme de \$14,217.09, dont \$4,646.09 pour impression. Ces chiffres sont-ils exacts?

2. Le gouvernement a-t-il payé d'autres sommes au *Bulletin de la ferme* en 1923-1924?

3. Dans l'affirmative, lesquelles?

4. Le *Bulletin de la ferme* possède-t-il maintenant une imprimerie?

5. Dans l'affirmative, depuis quand?

6. Dans la négative, qui l'imprime?

7. Par qui a-t-il fait exécuter les contrats d'impression qu'il a reçus du gouvernement?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Oui.

2. et 3. Non.

4. 5. 6. et 7. Le gouvernement l'ignore.

St. Lawrence Lumber Co.

M. Bastien (Québec): Qu'a fait le gouvernement en rapport avec les lots donnés à la St. Lawrence Lumber Co., pour essai de colonisation dans le canton Langis?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Aucun lot n'a été donné à la St. Lawrence Lumber Company pour essai de colonisation.

Émile Boutin

M. Dufresne (Joliette): 1. Combien de lots sont détenus par un nommé Émile Boutin, dans le canton Palmarolle, ou ailleurs dans l'Abitibi?

2. Quels sont ces lots?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Un seul.

2. Le lot numéro 25 dans le 6^e rang du canton de Launy, acheté de Daniel Marcotte par transport autorisé.

**Rémunération
des sous-ministres**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Combien chacun des sous-ministres a-t-il reçu à même les fonds publics, depuis le 1^{er} juillet 1924, en plus du traitement que lui alloue l'article 658 des Statuts refondus, de 1909: *a.* pour frais de voyage; *b.* pour honoraires; *c.* pour autres traitements, gratification, allocations ou autres rémunérations?

L'honorable M. Nicol (Compton): (Voir le tableau ci-dessous)

	Frais de voyage	Honoraires	Autres traitements	Gratification	Allocation	Autres rémunérations
			\$1,750 Président, comité de refonte des Statuts	Rien	Rien	Rien
Charles Lanctôt	\$1,105.00	Rien	Rien	Rien	Rien	Rien
F.-X. Lemieux	100.00	Rien	Rien	Rien	Rien	Rien
Jos. L. Boulanger	947.45	Rien	Rien	Rien	Rien	Rien
C.-J. Simard	630.00	Rien	Rien	Rien	Rien	Rien
J.-Ant. Grenier	793.38	Rien	Rien	Rien	Rien	Rien
J.-A. Métayer	235.00	Rien	Rien	Rien	Rien	Rien
L.-A. Richard	Rien	Rien	Rien	Rien	Rien	Rien
Oscar-J. Morin	781.00	Rien	Rien	Rien	Rien	Rien
Ls. Guyon	500.30	Rien	Rien	Rien	Rien	Rien
A. P. B. Williams	150.00	Rien	Rien	Rien	Rien	Rien
J. N. Miller	42.50	Rien	Rien	Rien	Rien	Rien
G. W. Parmelee	167.15	Rien	Rien	Rien	Rien	Rien

Paiements au Soleil

M. Lortie (Soulanges): 1. Des \$705.05 qui apparaissent à la page 124 des *Comptes publics*

1923-1924, sous la rubrique "Journaux, télégrammes, téléphones, frais de poste, etc.", combien ont été payés au *Soleil* ou à la Cie de publication Le Soleil ltée?

2. Des \$580.63 qui apparaissent à la page 128 des *Comptes publics 1923-1924* sous la rubrique "Abonnements", combien ont été payés au *Soleil* ou à la Cie de publication Le Soleil ltée?

3. Des \$181.30 qui apparaissent à la page 129 des *Comptes publics 1923-1924*, sous la rubrique "Abonnements aux journaux et revues", combien ont été payés au *Soleil* ou à la Cie de publication Le Soleil ltée?

4. Des \$195.20 qui apparaissent à la page 130 des *Comptes publics 1923-1924* sous la rubrique "Abonnements", combien ont été payés au *Soleil* ou à la Cie de publication Le Soleil ltée?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Rien.

2. \$18.

3. \$6.

4. Rien.

Abonnements au *Soleil*

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Quelle somme globale a été payée par le gouvernement en 1923-1924 sous la rubrique générale "Abonnements: divers journaux", tel qu'il appert à différents endroits des *Comptes publics*?

2. Sur ce montant, combien a été payé au *Soleil* ou à la Cie de publication Le Soleil ltée?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. \$4,658.81.

2. \$39.50.

L'Abeille Enregistrée

M. Renaud (Laval): 1. D'après les pages 231, 250, 256, 259 et 261 des *Comptes publics 1923-1924*, il apparaît que le gouvernement aurait payé à L'Abeille Enregistrée, pendant le dernier exercice, la somme de \$3,372.51, dont \$3,179.01 pour impressions. Ces chiffres sont-ils exacts?

2. Le gouvernement a-t-il payé d'autres sommes à L'Abeille Enregistrée en 1923-1924?

3. Dans l'affirmative, lesquelles?

4. L'Abeille Enregistrée possède-t-elle maintenant une imprimerie?

5. Dans l'affirmative, depuis quand?

6. Dans la négative, qui l'imprime?

7. Par qui a-t-elle fait exécuter les contrats d'impression qu'elle a reçus du gouvernement?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Oui.

2. et 3. Non.

4. 5. 6. et 7. Le gouvernement l'ignore.

Mon premier livre

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): 1. Sur les \$33,500. qui, d'après la page 194 des *Comptes publics 1923-1924*, ont été payés pour l'impression et la distribution de *Mon premier livre*, combien l'ont été pour l'impression?

2. Qui a fait cette impression?

3. Des soumissions ont-elles été demandées?

4. Si le contrat a été donné à plusieurs imprimeries, quel montant a été payé à chacune d'elles?

5. Combien de volumes ont été imprimés?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. \$30,000.

2. Le Soleil ltée.

3. et 4. L'impression et la reliure de *Mon Premier Livre* ont été confiées au Soleil ltée, dès 1900, aux prix et conditions à être fixés par l'Imprimeur du Roi d'un taux inférieur au tarif officiel.

5. 187,500 volumes.

Commission des liqueurs de Saint-Hyacinthe

M. Renaud (Laval): 1. À qui appartient l'immeuble du magasin de la Commission des liqueurs à Saint-Hyacinthe?

2. Qui étaient vendeurs autorisés à Saint-Hyacinthe, sous la loi de la prohibition de Québec?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Émile Bouchard.

2. En 1919-1920, Joseph Berthiaume et Émile Bouchard, conjointement; en 1920-1921, Joseph Mathieu et Émile Bouchard, conjointement.

Banque de l'Assemblée législative

M. Dufresne (Joliette): 1. À quelle banque le comptable de l'Assemblée législative a-t-il déposé les sommes qu'il a reçues pendant le dernier exercice?

2. Sur quelle rue et à quel numéro de cette rue est située la banque où le dépôt de ces sommes a été fait?

3. Quelle a été la balance minimum de ce dépôt pour chaque mois du dernier exercice?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1.

Banque Nationale et Banque de Montréal.

2. Banque Nationale, 71 rue Saint-Pierre.

Banque de Montréal, 101 rue Saint-Joseph.

3. *Banque Nationale*

1923	Juillet	Nil
	Août	Nil
	Septembre	Nil
	Octobre	Nil
	Novembre	Nil
	Décembre	\$ 300.00
1924	Janvier	1,150.00
	Février	643.85
	Mars	485.00
	Avril	500.00
	Mai	Nil
	Juin	Nil

Banque de Montréal

1923	Juillet	\$2,935.94
	Août	542.09
	Septembre (soutiré)	43.16
	Octobre	1,083.79
	Novembre	860.35
	Décembre	788.22
1924	Janvier	3,875.15
	Février	2,695.14
	Mars	2,162.07
	Avril	669.59
	Mai	5,886.34
	Juin	Nil

Recorder A.-E. Paquette

M. Duranleau (Montréal-Laurier): 1. Depuis quand M. Arthur-Ernest Paquette, de Shawinigan Falls, est-il recorder?

2. Le recorder Arthur-Ernest Paquette est-il la même personne que l'avocat Arthur-Ernest Paquette qui a été condamné, le 24 septembre 1924, par la Cour supérieure, à payer à M. Edgar Bournival, avocat, de Shawinigan Falls, la somme de \$200, avec intérêt et frais, à titre de dommages pour torts personnels causés par une campagne systématique de dénigrement inspirée par la malice et l'envie?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Depuis le 2 février 1916, sur la recommandation du conseil de la municipalité de Shawinigan Falls.

2. Le gouvernement l'ignore.

**Lot
de Palmarolle**

M. Bastien (Québec): 1. Quel est le propriétaire actuel du lot portant le no 23 dans le rang 8 du canton Palmarolle, Abitibi?

2. À qui appartenait ce lot auparavant?

3. Quand le propriétaire ou locataire actuel en a-t-il pris possession?

4. Des travaux ont-ils été exécutés sur ce lot?

5. Dans l'affirmative, quels sont-ils?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. et 3. La couronne.

2. À Émile Boutin.

4. et 5. D'après un rapport du 19 août 1924, il n'y avait alors rien de fait sur ce lot, et c'est pourquoi la vente en a été révoquée.

**Assistance
publique**

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): En vertu de la loi de l'assistance publique, quelle somme la cité de Montréal, outre les \$539,341.90 de taxes qu'elle a déposés dans le fonds de l'assistance publique, doit-elle verser au gouvernement pour payer le tiers des frais d'entretien, de séjour et de traitement de ses indigents, dans les institutions reconnues d'assistance publique pour l'exercice 1923-1924?

L'honorable M. Nicol (Compton): Elle a versé \$110,619.97, durant 1923-1924, comme contribution à l'entretien de ses indigents.

**Assistance publique
à Montréal**

M. Pellerin (Maisonneuve): Comment expliquer la réponse faite par le gouvernement le 20 février 1925, à l'effet que les recettes totales de l'assistance publique provenant directement de la cité de Montréal, en 1923-1924, auraient été de \$538,493.15, alors que, d'après les réponses du 23 janvier et du 17 février 1925, il appert que les taxes perçues dans la cité de Montréal en 1923-1924, pour être versées dans le fonds de l'assistance publique, se sont élevées à \$539,341.90?

L'honorable M. Nicol (Compton): Les questions n'étaient pas les mêmes dans chaque cas. Le 20 février 1925, le gouvernement a répondu que

les recettes totales, en 1923-1924, de l'assistance publique, provenant directement de la cité de Montréal, (licences de théâtres, etc., dans la cité de Montréal, et non pas les contributions payées par la cité de Montréal), étaient de \$538,493.15.

Mais cela ne comprenait pas la contribution de \$110,619.97 payée par la corporation de la cité de Montréal, pour l'entretien des indigents, en vertu de la loi de l'assistance publique.

Le 23 janvier 1925, le gouvernement a répondu que les droits du pauvre perçus par la cité de Montréal, en 1922-1923, étaient de \$607,126.62, et non pas \$539,341.90, tel que mentionné dans la question du 13 mars 1925.

Le 17 février 1925, le gouvernement a répondu que les droits du pauvre perçus par la cité de Montréal, en 1923-1924, étaient de \$651,566.99, et non pas \$539,341.90, tel que mentionné dans la question du 13 mars 1925.

De plus, ces montants de \$607,126.62, pour 1922-1923, et de \$651,566.99, pour 1923-1924, ont été perçus par la cité de Montréal, pour les droits du pauvre, mais ce ne sont pas là les montants qu'elle devait et qu'elle a transmis au trésorier de la province pour être versés au service de l'assistance publique, suivant les dispositions de la section 46 de la loi de l'assistance publique, 11 George V, chapitre 79.

Permis de pêche à Yamaska

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Combien de pêcheurs ont payé leurs licences de pêche pour agrès divers de pêcheurs dans le comté de Yamaska:

a. en 1921; *b.* en 1922; *c.* en 1923; *d.* en 1924?

2. Qu'ont rapporté ces licences au gouvernement: *a.* en 1921; *b.* en 1922; *c.* en 1923; *d.* en 1924?

3. Qu'a rapporté au gouvernement la taxe sur le poisson pour le comté d'Yamaska: *a.* en 1921; *b.* en 1922; *c.* en 1923; *d.* en 1924?

4. Quels sont: *a.* les gardes-chasse; *b.* les gardes-pêche du comté de Yamaska?

5. Qu'a-t-il été alloué à chacun d'eux: *a.* pour leur salaire; *b.* pour leurs dépenses en 1923-1924?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. *a.* 48 pêcheurs; *b.* 58 pêcheurs; *c.* 54 pêcheurs; *d.* 58 pêcheurs.

2. *a.* \$521.50; *b.* \$465; *c.* \$391.50; *d.* \$324.50.

3. *a.* \$90.67; *b.* *c.* et *d.* Cette taxe n'a rien rapporté, la royauté ayant été abolie le 7 juillet 1921.

4. *a.* Amherst Cournoyer; Noël Paulhus; *b.* Hector Courchesne.

5. Hector Courchesne: *a.* \$150; *b.* \$431.32; Amherst Cournoyer: *a.* \$33.34; *b.* \$1.10. Noël Paulhus: *a.* \$50; *b.* Rien.

Demande et dépôt de documents:

Vente de lots

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: 1. Quels sont les lots qui ont été mis en vente dans les rangs 8 et 9 du canton Blais; 1, 2, 3 et 4 du canton Jetté; 4, 5 et 6 du canton Nemtayer (sic)?

2. À qui, et quand chacun des lots vendus dans les rangs 4, 5 et 6 du canton Nemtayer (sic), l'a-t-il été?

3. L'ingénieur forestier du district a-t-il fait rapport sur les lots vendus depuis deux ans dans les rangs 4, 5 et 6 de Nemtayer (sic)?

4. Dans l'affirmative, quel est ce rapport sur les lots no 30, 31, 32, jusqu'à 50 inclusivement?

5. Est-ce que le lot no 25, rang 5, canton Nemtayer (sic), est sous billet de location?

6. Dans l'affirmative: *a.* depuis quand; *b.* qui?

7. Quel est le dernier rapport de l'ingénieur forestier du gouvernement sur ce lot?

Adopté.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour la production d'une copie de cet état. (Document de la session no 55)

Actes de l'état civil

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 182 modifiant le Code civil relativement aux actes de l'état civil.

Adopté.

Minerais de fer

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 184 pour encourager l'exploitation des minerais de fer.

Adopté.

Reboisement

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 192 modifiant les Statuts refondus, 1909, au sujet du reboisement soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charges municipales

M. Hamel (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 153 modifiant les articles 227 et 228 du Code municipal concernant les personnes habiles ou inhabiles aux charges municipales.

Je propose que mon projet soit amendé. Il a été envoyé au comité des bills publics, et là, on m'a fait des suggestions.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Quelles suggestions?

M. Hamel (Portneuf): Le premier ministre (l'honorable M. Taschereau) et le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) m'ont demandé de laisser la loi à peu près telle qu'elle est en ce qui concerne la question de savoir lire et écrire.

Mais, comme je veux éviter des procès et des frais, je propose d'amender non seulement le Code municipal, mais le Code de procédure civile, de façon à limiter à 30 jours le délai pour la contestation.

Aujourd'hui, des élections sont contestées en n'importe quel temps de l'année.

Je propose aussi, dans mes amendements, que les procédures en contestation soient instituées

devant la Cour des magistrats et qu'elles soient sans appel.

Je propose enfin de modifier le Code municipal, de façon à ce que l'article 227 dise que, pour être élu, il est suffisant de savoir lire et écrire et non, comme dit le Code actuellement, de savoir lire et écrire couramment.

Par cette dernière clause, le tribunal a entière discrétion de juger si les élus sont vraiment qualifiés. Et c'est tout juste qu'il en soit ainsi. On s'est moqué un peu de ce projet. Là-dessus, des citoyens très compétents en législation sont parfaitement d'accord avec moi.

Je dois dire que le juge en chef de la Cour supérieure de la province, Sir François Lemieux¹, m'a écrit que mon projet avait sa raison d'être. Sir François m'a même envoyé copie d'un jugement dans une cause de contestation qu'il a jugée et dans laquelle un conseiller était poursuivi sous prétexte d'exercer illégalement sa fonction. Sa Seigneurie disait à la fin de sa décision:

"On parle d'attacher nos gens au sol. C'est là une idée nationale. On n'attachera jamais les gens au sol si leur rôle consiste seulement à payer les charges et taxes municipales, et si, au moyen de l'application trop rigoureuse des textes légaux, on les exclut de la chose publique et si on les prive de leurs droits publics et des seuls honneurs auxquels ils peuvent espérer, tels que préfet, maire, conseiller, commissaire d'école, etc.

"Il n'est pas dans nos habitudes de commenter et de critiquer les législations que nous sommes appelés à interpréter, mais il nous semble que le législateur aurait fait acte de justice en consignait dans les Statuts un texte à l'effet que la question de savoir si un conseiller sait lire et écrire couramment devrait être laissée à la discrétion des juges, sans appel, et que cette discrétion fût exercée sans forme de *quo warranto*, afin d'éviter aux contribuables qui exercent des charges purement honorifiques et sans profits, des frais ruineux."

Adopté. La Chambre se forme en comité plénier.

En comité²:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 987 du Code de procédure civile est modifié en y ajoutant, après le dernier alinéa, le suivant:

"Aucune plainte basée sur l'inhabilité aux charges municipales prévue par le paragraphe 12 de l'article 227 du Code municipal ne peut être portée en vertu des dispositions qui précèdent."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je remercie l'honorable député de Portneuf (M. Hamel) de s'être rendu aux suggestions du comité. J'aurais regretté de voir dans nos Statuts un pas à reculons.

Je sais que les députés ruraux voulaient remédier à un mal réel; mais avaient-ils le vrai remède? On désirait éviter les chicanes, et on avait raison: nombre de ces procès allaient jusqu'en Cour d'appel.

Par l'amendement, on devra contester dans les 30 jours qui suivent l'élection, et la cause instruite devant le magistrat sera sans appel.

Il aura l'excellent résultat d'éviter des contestations ruineuses en faisant disparaître les appels. La Cour des magistrats est capable de régler la question en jeu, c'est-à-dire le degré d'instruction des conseillers municipaux. Je connais pour ma part un homme à qui ça a coûté \$900 pour faire décréter par les tribunaux qu'il savait lire et écrire. Il me semble que le bill devrait concilier toutes les opinions.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je crois que nous aurions mieux fait de ne pas changer la loi. Par exemple, je sens un danger à limiter le délai de contestation à 30 jours.

Passé un délai de 30 jours, toute personne non qualifiée pourra exercer une charge municipale. Pourquoi l'empêcher d'être éligible si, après 30 jours, il peut siéger au conseil?

M. Plante (Beauharnois): Ça évitera des procès.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): On n'évitera pas de procès. Il est bien certain qu'il n'est pas nécessaire de savoir lire et écrire couramment pour administrer des affaires municipales, mais c'est une garantie. J'ai des doutes sur l'opportunité de la mesure, même avec les amendements que l'on propose.

M. Hamel (Portneuf): La contestation d'une élection doit être faite dans 30 jours, d'après le Code municipal. Mais, dans la pratique, on intente des procédures en contestation en vertu du Code de procédure civile. Voilà pourquoi je propose dans mes

amendements de changer le Code de procédure civile pour qu'il concorde avec le Code municipal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

La loi prête au chantage. On dit à un conseiller: "Si tu ne fais pas cela, je sais que tu ne sais pas lire et je vais te faire déqualifier."

M. Langlais (Témiscouata): Je ne suis pas opposé à limiter à la Cour du magistrat la juridiction du tribunal, mais je m'objecte à ce que l'on fixe à 30 jours le délai pour la contestation. En plus de l'instruction nécessaire, il existe aussi la qualification foncière qu'un conseiller municipal peut ne pas posséder. Nous supposons, dit-il, qu'à la première assemblée d'un nouveau conseil municipal, on ne s'aperçoit pas qu'un conseiller n'est pas qualifié; à la seconde assemblée, il est trop tard, car le délai de 30 jours est expiré. Après 30 jours, une personne absolument inhabile pourra remplir une charge municipale sans qu'on n'ait de recours contre elle.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Mais le délai de 30 jours existe pour toutes les autres causes de contestation.

M. Langlais (Témiscouata) et l'honorable M. Taschereau (Montmorency) conviennent d'étudier le projet avec plus de soin.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Compagnie
de téléphone nationale**

M. Roy (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 112 amendant la charte de la Compagnie de téléphone nationale.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement³.

M. Roy (Lévis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Gazoline

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 199 modifiant la loi

concernant la gazoline soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des mines

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 2 modifiant la loi des mines de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁴:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose: 1. Que la couronne aura le droit de percevoir, à l'époque et de la manière ci-après déterminées, les droits imposés par la loi qui accompagne les présentes résolutions.

2. Que ces droits seront dus le premier jour de janvier pour l'année précédente, et seront payables au ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries le premier jour de juin.

3. Que, sauf l'exception ci-après établie au sujet des mines d'amiante, à compter du premier janvier 1925, toute mine dans la province de Québec sera frappée des droits suivants, et que tout propriétaire, gérant, détenteur, locataire, occupant ou exploitant de mine sera tenu au paiement de ces droits:

- a. Sur les profits annuels au-dessus de \$10,000 jusqu'à concurrence de \$1,000,000 3 %
- b. Au-dessus de \$1,000,000 jusqu'à concurrence de \$5,000,000 5 %
- c. Au-dessus de \$5,000,000 jusqu'à concurrence de \$10,000,000 6 %
- d. Au-dessus de \$10,000,000 jusqu'à concurrence de \$15,000,000 7 %
- e. Au-dessus de \$15,000,000, une augmentation proportionnelle de 1 % pour chaque \$5,000,000 additionnel.

4. Que l'endroit et l'emplacement de tout atelier de préparation, usine ou raffinerie construit dans la province de Québec pour traiter, fondre ou affiner les minerais, minéraux ou substances minérales provenant de mines des comtés d'Abitibi et de Témiscamingue, devront être choisis, fixés ou approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, et que, dans le cas où les minerais, minéraux ou substances minérales provenant de ces mines seraient transportés en dehors de la province de Québec pour y être traités, ou seraient traités dans la province de Québec dans des ateliers de préparation, usines ou raffineries dont l'endroit et l'emplacement n'auraient pas été choisis, fixés ou approuvés tel que susdit, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'exiger de tout propriétaire, gérant, détenteur, locataire, occupant ou exploitant de ces mines le triple des droits ci-dessus établis.

5. Que, en ce qui concerne les mines d'amiante, les droits seront les suivants:

- a. Sur les profits annuels jusqu'à concurrence de \$500,000 3 %
- b. Au-dessus de \$500,000 jusqu'à concurrence de \$1,000,000 5 %
- c. Au-dessus de \$1,000,000 8 %

6. Que, pour les fins des résolutions précédentes, toutes les mines et tous les chantiers d'extraction de minéraux de la province de Québec, occupés ou exploités par la même personne, ou sous la même administration ou le même contrôle, ou dont les profits sont retirés par la même personne, seront considérés comme une seule et même mine, et non comme mines distinctes, pour déterminer si cette exploitation est sujette aux droits de mines énumérés ci-dessus.

7. Que les profits annuels seront établis et fixés de la manière suivante:

Des recettes brutes de la production annuelle de la mine, et dans le cas de stocks non vendus à la fin de l'année, de la valeur de ces stocks établie aux prix réels du marché par un estimateur nommé par le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, il sera déduit les frais d'exploitation et dépenses qui suivent:

a. Les frais de transport du produit de la mine, si ces frais sont à la charge de l'exploitant, du propriétaire, occupant, ou locataire;

b. Les frais d'exploitation de la mine, y compris seulement les salaires et gages des ouvriers et des employés de la mine, des ateliers de préparation et usines;

c. Le coût de l'énergie et de la lumière nécessaires à l'exploitation de la mine, des ateliers de préparation et usines;

d. Le coût des matières explosives, du combustible et autres articles employés dans l'exploitation de la mine et dans le traitement du minerai par l'exploitant;

e. Le coût des assurances sur le matériel d'exploitation, les bâtisses de la mine et les stocks en entrepôt;

f. Une somme annuelle basée sur le coût annuel moyen et probable des réparations et des restaurations nécessaires pour maintenir l'efficacité de l'exploitation, pour couvrir la dépréciation provenant de l'usage ordinaire des bâtiments et du matériel d'exploitation, pourvu toutefois que cette somme ne dépasse pas quinze pour cent de leur valeur au commencement de l'année, telle qu'évaluée par un estimateur nommé par le ministre;

g. Le coût des travaux faits pendant l'année pour creuser des puits, faire des excavations, galeries et tranchées dans les terrains de la mine, pour son exploitation ou la recherche du minerai.

8. Qu'il ne sera fait aucune déduction pour le coût de nouvelles installations et de nouveaux bâtiments construits durant l'année, ni pour la dépréciation de la valeur de la mine, à raison de l'épuisement ou de la diminution du minerai par suite de son exploitation.

9. Que toute personne sujette au paiement des droits de mines imposés par les résolutions 3, 4, 5 et 6 devra tenir, à la mine, ou à proximité, des livres de comptabilité du minerai, des minéraux ou des substances minérales extraits de ladite mine, dans lesquels seront inscrits les quantités, poids et autres détails les concernant, ainsi que leur valeur, et contenant aussi le rapport des usines de fonte et d'affinage, et l'état des sommes provenant de la vente de ces minerais, minéraux ou substances minérales; qu'aucun minerai, minéral ou aucune substance minérale extrait de la mine ne pourra être expédié ou enlevé du terrain de la mine, ou traité dans une usine, atelier ou affinerie, avant que le poids en ait été correctement vérifié et consigné dans les livres de comptabilité; et que cette personne devra aussi tenir les livres voulus indiquant chacune des diverses dépenses, sommes d'argent, diminution ou déductions mentionnées dans la résolution 7, et indiquant tous autres faits et conditions nécessaires pour permettre d'arriver facilement au montant de la somme due comme droits de mines définis dans les résolutions 3, 4, 5 et 6; et que, s'il s'élève un doute quelconque quant à l'endroit où ce livre ou ces livres

devront être tenus, ou quant au nombre ou à la nature de ces livres, le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries en déterminera le nombre, la nature et l'endroit où ils devront être tenus.

10. Que le ministre pourra, s'il y a lieu, nommer un ou plusieurs employés, qui seront considérés comme officiers du département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, dont les fonctions, sous la direction du ministre, seront de préparer chaque année, et plus souvent s'il le faut, des listes et des exposés des faits et détails concernant toutes les mines, droits miniers et propriétés minières assujettis ou qui pourront devenir sujets aux droits sur les mines imposés en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, les vérifier et faire rapport, ces listes et exposés devant contenir tous les faits et détails concernant ces mines; et que ces employés devront en fournir copies au département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, et faire les investigations et remplir les devoirs que leur assignera le ministre, tels que prescrits par la loi qui accompagne les présentes résolutions.

11. Que, si la personne tenue de payer les droits conteste le montant de la réclamation, elle devra en informer le ministre par écrit dans les quinze jours de la date de l'avis de paiement qui lui aura été envoyé, à défaut de quoi elle devra payer le montant tel que fixé par l'inspecteur des Mines.

12. Que, dans le cas où les droits ne seraient pas payés à l'échéance, le montant en sera immédiatement augmenté de dix pour cent, et une nouvelle augmentation de dix pour cent sera ajoutée pour chaque année subséquente; et que le montant ainsi augmenté sera celui des droits dus et payables par le débiteur en défaut.

13. Que, dans le cas où le rapport requis par l'article 2105*d* des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi qui accompagne les présentes résolutions, n'aura pas été fait dans les délais prescrits, ou dans le cas où il contiendrait des déclarations fausses ou inexactes, le ministre pourra, après enquête par l'inspecteur des Mines, fixer lui-même le montant des droits qu'il croira juste et correct; et que la personne en défaut sera passible d'une pénalité égale au double du montant des droits qu'elle aurait eu à payer si elle eût fait un rapport exact dans les délais voulus.

14. Que toute somme de deniers dus à la couronne pour droits sur les mines sera une créance privilégiée sur les meubles et les immeubles du débiteur, prenant rang, sans enregistrement, après les frais de justice.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande du temps pour étudier le projet.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) lui demande de ne pas trop retarder cette mesure.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ça presse tant que jamais?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ça presse dans l'intérêt de la province. Il y a un grand nombre de compagnies minières intéressées à la mesure qui constitue toute une refonte des droits sur les mines.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il nous faut le temps pour étudier les résolutions.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (En souriant) Mon honorable ami a une grande capacité de travail.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne puis étudier toutes les mesures en même temps.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) ajourne l'étude de son projet.

L'étude des résolutions est suspendue.

Résolutions à rapporter:

Le comité, ayant étudié les résolutions, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau au cours de la présente séance.

Charte de Montréal

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

En comité⁵:

M. Patenaude (Jacques-Cartier) demande s'il y aura oui ou non un amendement à la charte de la ville, considérant le rapport du juge Coderre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je suggère que la meilleure chose à faire, c'est d'attendre que le comité de la Chambre haute procède à l'étude du bill, lorsque les parties intéressées pourront se faire entendre.

M. Tétreau (Montréal-Dorion) propose que les propriétaires de l'ouest du boulevard Saint-Joseph n'aient rien à payer, ou du moins que l'expropriation du boulevard Saint-Joseph soit faite suivant le système actuel, et il demande le retrait de la clause.

Il est injuste de faire payer cette amélioration par les propriétaires, dit-il, quand le reste de ce boulevard a été fait par la ville.

L'honorable M. David (Terrebonne): Cette expropriation n'est pas, après tout, une mauvaise chose puisque l'on se plaint à Montréal de la congestion du trafic. J'insiste sur l'avantage qu'il y aura à ce que toutes les rues de Montréal allant de l'est à l'ouest soient ouvertes sur toute la longueur possible. L'expropriation se fera sous la direction du président de la Commission des services publics, et je crois que c'est là une garantie que les propriétaires seront traités équitablement.

L'expropriation demandée permettrait à la cité de Montréal d'ouvrir ou de continuer un boulevard qu'elle juge absolument nécessaire. La population d'ailleurs réclame de nouvelles rues, et la partie nord de Montréal a besoin d'être développée, vu que la population y augmente considérablement.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): La Chambre ne devrait pas s'écarter de la loi générale concernant l'expropriation municipale et laisser cette ville commettre des injustices. On veut faire payer le coût de l'expropriation par les propriétaires qui bénéficieront de cette amélioration. Il est certain qu'on veut charger le coût aux propriétaires de l'ouest du boulevard, ce qui serait injuste. Au reste, il n'y a pas d'urgence à ces entreprises. La ville de Montréal n'est pas justifiable de soumettre cette demande à la Législature en temps de crise comme nous en traversons.

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): Ces expropriations ne sont pas nécessaires. On veut ainsi favoriser certains propriétaires qui ont des lots vacants à vendre, et on va ensuite charger l'amélioration aux propriétaires environnants. Il donne à la Chambre des explications détaillées sur la situation géographique des propriétés et du boulevard dont il est question. Je suis convaincu, dit-il, que les

propriétaires seraient contents de l'adoption de l'amendement du député de Montréal-Dorion et c'est pour cela que je l'appuie.

L'amendement est rejeté⁶.

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier) propose que les expropriations soient à la charge de la cité pour cette partie, comme elle l'a fait pour les autres amendements.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): L'honorable député n'a pas donné d'avis sur cet amendement.

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): Non, on...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous le ferez présenter au comité du Conseil législatif.

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): Très bien.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) demande si la Chambre va s'occuper des propositions qui lui ont été faites à propos du pavage.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a maintenant la question des pavages à Montréal. Les membres du comité exécutif ont proposé deux systèmes, et ils nous les ont présentés bien tard à la fin de la saison. Il est impossible pour la Chambre de régler les affaires de la ville de Montréal sans avoir pris suffisamment connaissance de la question. J'admets, dit-il, que je ne comprends pas le problème. Je proposerais que nous mettions les deux systèmes dans le bill et que l'on renvoie le bill devant le Conseil législatif, qui aura à se prononcer sur l'un ou l'autre de ces projets. Les autorités municipales choisiront le meilleur pour Montréal.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je me demande si l'un des deux projets est bon.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Je ne blâme pas le gouvernement, dit-il, mais je blâme le conseil municipal pour le temps que celui-ci a pris avant de porter une question de cette importance à l'attention de la Législature. Le conseil municipal devrait assumer l'entière responsabilité de la situation. Est-ce que c'est l'intention du premier ministre d'inclure les deux systèmes maintenant dans le bill?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous pourrions les faire proposer au Conseil législatif, et là, il y aura peut-être moyen de fondre les deux projets ensemble.

M. Renaud (Laval): Nous devrions régler la question dans l'intérêt des petits propriétaires puisque le conseil ne peut s'entendre. Je fais remarquer, dit-il, la différence entre les conditions prévalant dans les districts centraux et dans les zones périphériques, dont les conseillers forment deux groupes distincts au conseil municipal.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Les petits propriétaires ne peuvent payer les comptes que la ville leur envoie pour les pavages. Des deux systèmes, je crois que le projet de M. Brodeur est le plus praticable. Mais je trouve que le montant de \$5 est trop élevé. Le conseil devait s'occuper de la question hier, mais j'ignore s'il l'a fait.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ils ne se sont pas entendus.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) se dit favorable au projet Brodeur, pourvu que le prix des pavages soit réduit à \$3.50, qui serait juste.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'échevin Bédard m'a dit qu'il serait disposé à monter jusqu'à \$3.50.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je propose que nous réglions la question en fixant un prix de \$4 la verge.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je crois qu'une moyenne de \$3.50 serait suffisante.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Je propose que nous réglions la question des pavages ici, au lieu d'inclure les deux systèmes dans le bill.

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Je suis aussi en faveur du règlement de la question, vu que les projets soumis ont pour but d'obvier à la situation actuelle à Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): En changeant quelque chose de ce projet ou de l'autre, je crois que nous prendrons une lourde responsabilité. L'échevin Brodeur nous dit que les pavages vont coûter \$5; va-t-on dire qu'ils n'en coûteront que \$4?

Je propose de laisser la question au Conseil législatif. Il est peu probable que le comité du Conseil législatif étudie le bill avant la semaine prochaine. D'ici là, il sera probablement possible que le Conseil s'entende et fasse une suggestion acceptable.

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): Envoyons au Conseil législatif le système Bédard, qui pourra être amendé s'il le faut.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pourquoi envoyer l'un plutôt que l'autre?

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): Parce que le projet Bédard a été adopté au conseil de ville de Montréal.

C'est le seul que connaissent les échevins, celui de M. Brodeur étant arrivé trop tard et étant inconnu du conseil municipal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Par un vote de 18 à 16.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je ne suis pas prêt, dit-il, à me prononcer sur la question, mais, personnellement, je crois que dans une ville de Montréal, les pavages devraient être payés par tous les propriétaires.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): J'ai peur que le scénario, qui s'est déroulé au comité des bills privés de l'Assemblée, ne se répète au comité de la Chambre haute, c'est-à-dire que l'on propose encore une fois deux théories.

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): Je crois que le projet Brodeur a été lancé contre le projet Bédard pour empêcher celui-ci de passer. La Législature devrait se prononcer pour l'un ou l'autre des deux projets⁷.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais c'est ce que nous proposons.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Je crois que nous devrions renvoyer le bill au comité des bills privés.

L'honorable M. David (Terrebonne): La ville de Montréal va comparaître devant le Conseil législatif.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): S'il ne nous revient rien du Conseil législatif? Si la

Législature laisse cela au Conseil, le comité exécutif fera comme de coutume, et on n'en entendra plus parler.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si les conseillers municipaux peuvent en arriver à une entente, des ajustements seront faits par la Chambre haute. La Chambre approuvera sa décision.

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier) propose que le projet Bédard soit renvoyé à la Chambre haute.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose que le conseil soit libre de choisir entre les deux projets, et une clause en ce sens est alors ajoutée au bill incorporant les deux projets soumis par les échevins Brodeur et Bédard.

Les articles 1 à 78, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté sur division.

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Tétreau (Montréal-Dorion) propose, par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), que ce projet de loi ne soit pas lu maintenant une troisième fois, mais qu'il soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills privés en général, pour y être de nouveau pris en considération relativement à la question de pavages.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre le rejette.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

Le bill est, en conséquence lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Département de la Voirie

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en

considération un projet de résolution relative au bill 40 modifiant la loi concernant le département de la Voirie.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁸:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose: Que les dispositions des articles 51, 53, 54, 55 et 56 de la loi 13 George V, chapitre 34, s'appliqueront aux chemins améliorés que le ministre de la Voirie entretiendra ou réparera en vertu des articles 60 et 63 de ladite loi.

La première partie du projet a pour but de mettre sur le même pied que des routes régionales et provinciales les chemins améliorés soumis à la loi de régie. C'est-à-dire que, sur ces chemins comme sur les routes, les municipalités ne pourront faire de travaux d'aqueduc ou d'égout, par exemple sans l'autorisation du département de la Voirie.

Il n'est que juste que les chemins dans lesquels le gouvernement a investi des sommes considérables ne soient pas morcelés par les municipalités, sans que les travaux ne soient surveillés par le département.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): L'honorable ministre de la Voirie devrait avoir une circulaire qui indiquerait les conditions de l'entretien d'un chemin en régie. Les municipalités aujourd'hui ignorent souvent les conditions. Elles croient que le ministère de la Voirie, se chargeant de l'entretien, elles n'ont plus rien à faire. Il y a des conditions, et je crois qu'on est juste d'en imposer, mais on devrait en avertir les municipalités. Elles devraient même être mises dans le contrat.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il ne peut pas y avoir de difficultés. Une municipalité dit au ministère: "je vais vous donner \$100 du mille pour entretenir une route". Je parle de l'entretien des chemins en régie, en vertu d'un contrat spécial. Serait-il raisonnable que la municipalité fasse des travaux sans en avertir le ministère de la Voirie?

M. Dufresne (Joliette): Si la municipalité est pressée, ça pourrait retarder ses travaux?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La municipalité n'aura qu'à le dire et, le lendemain, un ingénieur sera sur les lieux.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptée sur division par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 40 modifiant la loi concernant le département de la Voirie.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 30

Quebec Great Northern Railway Company

M. Bissonnet (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 constituant en corporation Quebec Great Northern Railway Company soit maintenant lu une troisième fois.

Un député de l'opposition pose une question.

M. Bissonnet (Stanstead) fournit quelques explications pour établir la nécessité du chemin de fer.

Adopté sur division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dépôt de documents:

Commission des eaux courantes

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose sur le bureau de la Chambre le treizième rapport de la Commission des eaux courantes de Québec, rapport annuel, 1924. (Document de la session no 17)

**Obligations et rentes
du gouvernement**

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 187 concernant certaines obligations ou rentes inscrites du gouvernement de cette province soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁹:

L'honorable M. Nicol (Compton): Il s'agit simplement de prévoir à ce que les emprunts faits par la province pour certaines fins soient remboursables en plusieurs endroits, au lieu d'un endroit seulement; c'est-à-dire changer dans la loi les mots "à l'endroit" par "aux endroits". Cela est fait en raison du dernier emprunt de la province qui est remboursable au Canada ou aux États-Unis. La loi s'appliquera à divers pouvoirs d'emprunt.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) pose quelques questions.

Les articles 1 à 8 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Immeubles vendus
en justice**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 49 modifiant les Statuts refondus, 1909, et accordant aux cités et aux villes le droit d'enchérir et d'acquérir des immeubles vendus en justice.

Adopté.

En comité¹⁰:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce projet de loi veut mettre fin à de nombreux abus qui ont existé par le passé. Par cette législation, le maire d'une municipalité ou le président d'une commission scolaire aura le droit d'acheter tel immeuble vendu pour défaut de taxes municipales ou scolaires.

Actuellement, les commissions scolaires ne sont pas autorisées à se porter acquéreurs des immeubles vendus à l'enchère pour remboursement de taxes scolaires ou municipales.

Le but de cet amendement à la loi est de leur donner ce droit, parce que le maire ou tout autre particulier, qui achètent ces propriétés, les obtiennent pour à peu près rien, et les commissions, souvent, ne peuvent être remboursées.

Si la municipalité est autorisée à acquérir elle-même la propriété, cet abus ne se produirait pas et ladite propriété peut, par la suite, être cédée à de meilleures conditions.

L'enchère cependant ne devra pas dépasser le montant de taxes dû par défaut de paiement, capital et intérêts, plus le montant d'une créance préférable.

M. Renaud (Laval): Est-ce que les municipalités n'avaient pas déjà ce droit?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, pas en vertu de la loi générale. Certaines municipalités l'avaient dans leur charte.

M. Renaud (Laval): Je demande cela parce que je sais que la ville de Laval a acheté plusieurs propriétés, et la Commission métropolitaine aussi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (En riant) Laval a fait bien d'autres mauvais coups.

M. Renaud (Laval): Oui, mais c'est la faute du gouvernement.

M. Langlais (Témiscouata) et M. Dufresne (Joliette) posent des questions.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) répond à toutes les questions.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des mines

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 2 modifiant la loi des mines de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité¹¹:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose: 1. Que la couronne aura le droit de percevoir, à l'époque et de la manière ci-après déterminées, les droits imposés par la loi qui accompagne les présentes résolutions.

2. Que ces droits seront dus le premier jour de janvier pour l'année précédente, et seront payables au ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries le premier jour de juin.

3. Que, sauf l'exception ci-après établie au sujet des mines d'amiante, à compter du premier janvier 1925, toute mine dans la province de Québec sera frappée des droits suivants, et que tout propriétaire, gérant, détenteur, locataire, occupant ou exploitant de mine sera tenu au paiement de ces droits:

- | | |
|--|-----|
| a. Sur les profits annuels au-dessus de \$10,000 jusqu'à concurrence de \$1,000,000 | 3 % |
| b. Au-dessus de \$1,000,000 jusqu'à concurrence de \$5,000,000 | 5 % |
| c. Au-dessus de \$5,000,000 jusqu'à concurrence de \$10,000,000 | 6 % |
| d. Au-dessus de \$10,000,000 jusqu'à concurrence de \$15,000,000 | 7 % |
| e. Au-dessus de \$15,000,000, une augmentation proportionnelle de 1 % pour chaque \$5,000,000 additionnel. | |

4. Que l'endroit et l'emplacement de tout atelier de préparation, usine ou raffinerie construit dans la province de Québec pour traiter, fondre ou affiner les minerais, minéraux ou substances minérales provenant de mines des comtés d'Abitibi et de Témiscamingue, devront être choisis, fixés ou approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, et que, dans le cas où les minerais, minéraux ou substances minérales provenant de ces mines seraient transportés en dehors de la province de Québec pour y être traités, ou seraient traités dans la province de Québec dans des ateliers de préparation, usines ou raffineries dont l'endroit et l'emplacement n'auraient pas été choisis, fixés ou approuvés tel que susdit, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'exiger de tout propriétaire, gérant, détenteur, locataire, occupant ou exploitant de ces mines le triple des droits ci-dessus établis.

5. Que, en ce qui concerne les mines d'amiante, les droits seront les suivants:

- | | |
|--|-----|
| a. Sur les profits annuels jusqu'à concurrence de \$500,000 | 3 % |
| b. Au-dessus de \$500,000 jusqu'à concurrence de \$1,000,000 | 5 % |
| c. Au-dessus de \$1,000,000 | 8 % |

6. Que, pour les fins des résolutions précédentes, toutes les mines et tous les chantiers d'extraction de minéraux de la province de Québec, occupés ou exploités par la même personne, ou sous la même administration ou le même contrôle, ou dont les profits sont retirés par la même personne, seront considérés comme une seule et même mine, et non comme mines distinctes, pour déterminer si cette exploitation est sujette aux droits de mines énumérés ci-dessus.

7. Que les profits annuels seront établis et fixés de la manière suivante:

Des recettes brutes de la production annuelle de la mine, et dans le cas de stocks non vendus à la fin de l'année, de la valeur de ces stocks établie aux prix réels du marché par un estimateur nommé par le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, il sera déduit les frais d'exploitation et dépenses qui suivent:

a. Les frais de transport du produit de la mine, si ces frais sont à la charge de l'exploitant, du propriétaire, occupant, ou locataire;

b. Les frais d'exploitation de la mine, y compris seulement les salaires et gages des ouvriers et des employés de la mine, des ateliers de préparation et usines;

c. Le coût de l'énergie et de la lumière nécessaires à l'exploitation de la mine, des ateliers de préparation et usines;

d. Le coût des matières explosives, du combustible et autres articles employés dans l'exploitation de la mine et dans le traitement du minerai par l'exploitant;

e. Le coût des assurances sur le matériel d'exploitation, les bâtisses de la mine et les stocks en entrepôt;

f. Une somme annuelle basée sur le coût annuel moyen et probable des réparations et des restaurations nécessaires pour maintenir l'efficacité de l'exploitation, pour couvrir la dépréciation provenant de l'usage ordinaire des bâtiments et du matériel d'exploitation, pourvu toutefois que cette somme ne dépasse pas quinze pour cent de leur valeur au commencement de l'année, telle qu'évaluée par un estimateur nommé par le ministre;

g. Le coût des travaux faits pendant l'année pour creuser des puits, faire des excavations, galeries et tranchées dans les terrains de la mine, pour son exploitation ou la recherche du minerai.

8. Qu'il ne sera fait aucune déduction pour le coût de nouvelles installations et de nouveaux bâtiments construits durant l'année, ni pour la dépréciation de la valeur de la mine, à raison de l'épuisement ou de la diminution du minerai par suite de son exploitation.

9. Que toute personne sujette au paiement des droits de mines imposés par les résolutions 3, 4, 5 et 6 devra tenir, à la mine, ou à proximité, des livres de comptabilité du minerai, des minéraux ou des substances minérales extraits de ladite mine, dans lesquels seront inscrits les quantités, poids et autres détails les concernant, ainsi que leur valeur, et contenant aussi le rapport des usines de fonte et d'affinage, et l'état des sommes provenant de la vente de ces minerais, minéraux ou substances minérales; qu'aucun minerai, minéral ou aucune substance minérale extrait de la mine ne pourra être expédié ou enlevé du terrain de la mine, ou traité dans une usine, atelier ou affinerie, avant que le poids en ait été correctement vérifié et consigné dans les livres de comptabilité; et que cette personne devra aussi tenir les livres voulus, indiquant chacune des diverses dépenses, sommes d'argent, diminution ou déductions mentionnées dans la résolution 7, et indiquant tous autres faits et conditions nécessaires pour permettre d'arriver facilement au montant de la somme due comme droits de mines définis dans les résolutions 3, 4, 5 et 6; et que, s'il s'élève un doute quelconque quant à l'endroit où ce livre ou ces livres

devront être tenus, ou quant au nombre ou à la nature de ces livres, le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries en déterminera le nombre, la nature et l'endroit où ils devront être tenus.

10. Que le ministre pourra, s'il y a lieu, nommer un ou plusieurs employés, qui seront considérés comme officiers du département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, dont les fonctions, sous la direction du ministre, seront de préparer chaque année, et plus souvent s'il le faut, des listes et des exposés des faits et détails concernant toutes les mines, droits miniers et propriétés minières assujettis ou qui pourront devenir sujets aux droits sur les mines imposés en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, les vérifier et faire rapport, ces listes et exposés devant contenir tous les faits et détails concernant ces mines; et que ces employés devront en fournir copies au département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, et faire les investigations et remplir les devoirs que leur assignera le ministre, tels que prescrits par la loi qui accompagne les présentes résolutions.

11. Que, si la personne tenue de payer les droits conteste le montant de la réclamation, elle devra en informer le ministre par écrit dans les quinze jours de la date de l'avis de paiement qui lui aura été envoyé, à défaut de quoi elle devra payer le montant tel que fixé par l'inspecteur des Mines.

12. Que, dans le cas où les droits ne seraient pas payés à l'échéance, le montant en sera immédiatement augmenté de dix pour cent, et une nouvelle augmentation de dix pour cent sera ajoutée pour chaque année subséquente; et que le montant ainsi augmenté sera celui des droits dus et payables par le débiteur en défaut.

13. Que, dans le cas où le rapport requis par l'article 2105*d* des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi qui accompagne les présentes résolutions, n'aura pas été fait dans les délais prescrits, ou dans le cas où il contiendrait des déclarations fausses ou inexactes, le ministre pourra, après enquête par l'inspecteur des Mines, fixer lui-même le montant des droits qu'il croira juste et correct; et que la personne en défaut sera passible d'une pénalité égale au double du montant des droits qu'elle aurait eu à payer, si elle eût fait un rapport exact dans les délais voulus.

14. Que toute somme de deniers dus à la couronne pour droits sur les mines sera une créance privilégiée sur les meubles et les immeubles du débiteur, prenant rang, sans enregistrement, après les frais de justice.

Le département des Mines, dit-il, changera la taxe sur les mines. Il était opportun et urgent de fixer les droits sur notre exploitation minière. Jusqu'ici, seul le droit régalien existait, et l'amiante uniquement le payait. Maintenant que nous sommes à la veille d'un grand développement minier, les capitalistes étrangers qui veulent nous aider dans cette œuvre nous demandent avec raison quelle sera la politique du gouvernement du Québec. Les mines dont on prévoit le développement sont les mines d'or, d'argent et de cuivre. Nous avons cru juste de faire imposer les droits par la Chambre, au lieu de les imposer par ordre en conseil.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il est juste que les hommes qui investissent des capitaux en cette province sachent sans retard à quoi ils se lient. Il serait peu pratique d'en agir autrement. On voit, par les résolutions, que nous abolissons les droits régaliens et que nous n'imposons de droits que sur les profits que feront les compagnies. C'est un progrès sur le droit régalien, qui obligerait les compagnies à payer 2½ centins sur leurs ventes.

C'était le cas pour la fibre amiantifère, et il pouvait arriver que, en des années déficitaires, elles fussent appelées à verser quand même leur obole au Trésor. C'est pourquoi les propriétaires des mines d'amiante profiteront de cette législation, qui leur sera plus avantageuse, puisqu'elle ne porte que sur les profits. La province ne retirera pas grand-chose au début, mais, avec le développement des mines, la province obtiendra de plus grands avantages. Voici l'échelle que nous avons établie:

- | | |
|--|-----|
| a. Sur les profits annuels au-dessus de \$10,000 jusqu'à concurrence de \$1,000,000 | 3 % |
| b. Au-dessus de \$1,000,000 jusqu'à concurrence de \$5,000,000 | 5 % |
| c. Au-dessus de \$5,000,000 jusqu'à concurrence de \$10,000,000 | 6 % |
| d. Au-dessus de \$10,000,000 jusqu'à concurrence de \$15,000,000 | 7 % |
| e. Au-dessus de \$15,000,000, une augmentation proportionnelle de 1 % pour chaque \$5,000,000 additionnel. | |

Je dois dire à la Chambre que nous avons pris les mêmes taux que dans Ontario, car il est juste que les prospecteurs, dans l'appel des capitaux et des capitalistes, soient sur le même pied dans Québec et Ontario, parce que les mêmes intérêts qui ont

développé les mines d'Ontario s'intéressent à celles de Québec.

Nous disons de plus que le "smelter" devra être placé dans un endroit choisi par le lieutenant-gouverneur en conseil. La Chambre sait que nos voisins d'Ontario veulent s'emparer du Nord-Ouest de Québec. Or, il faut que le trafic se fasse par nos chemins de fer vers nos centres. Il importe donc de nous hâter et de prévoir.

L'honorable M. Ferguson a annoncé dernièrement que la province d'Ontario avait l'intention de rallonger le Temiscaming and Northern Ontario (T. & N. O.)¹² pour le faire entrer dans la province de Québec par un embranchement qui irait jusqu'à Rouyn, qui détournerait le trafic vers Toronto, ce que la charte de T. & N. O. lui permet de faire, mais qui entre en conflit avec les intérêts de notre province, étant donné l'imposant volume de trafic en cause.

D'un autre côté, un chemin de fer doit se bâtir dans la province de Québec de Rouyn à Macamic. C'est le but du gouvernement de faire établir les moulins le long de la nouvelle ligne de chemin de fer de O'Brien à Rouyn. Le gouvernement aidera cette compagnie de chemin de fer, qui est le C.N.R.

Bien sûr, il n'existe aucune objection à ce que le T. & N. O. contribue au développement de la province. Dieu nous garde d'une telle pensée, mais il semble important que le trafic qui se développera au Nouveau-Québec soit dirigé vers les villes principales de la province. Pour aider ce chemin de fer, nous disons que le "smelter", c'est-à-dire l'usine de préparation, devra être près du chemin de fer de la province de Québec. Nous voulons que le trafic se fasse dans ce sens, d'où les taux tels qu'on les établit. D'un autre côté, nous disons que si on détourne le trafic vers Toronto, le droit imposé sera trois fois plus élevé.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Est-ce constitutionnel?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous avons soumis le projet aux officiers en loi et ils nous ont dit qu'il était constitutionnel. Quant aux mines d'amiante, nous abolissons aussi le droit régalien et nous imposons un droit sur les profits comme suit:

- | | |
|--|-----|
| a. Sur les profits annuels jusqu'à concurrence de \$500,000 | 3 % |
| b. Au-dessus de \$500,000 jusqu'à concurrence de \$1,000,000 | 5 % |
| c. Au-dessus de \$1,000,000 | 8 % |

C'est une diminution considérable qui réduira les revenus des mines jusqu'à ce que les nouvelles mines aient commencé à produire raisonnablement. Le reste des résolutions règle la façon dont seront imposées les taxes.

Les capitalistes sont anxieux de savoir ce que le gouvernement leur imposera comme taxes. Nous tenons à exposer la situation tout de suite, afin que l'on sache à quoi s'en tenir. J'exprime beaucoup d'espoir dans les brillantes perspectives du développement minier du Nord-Ouest de la province.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La nouvelle loi est à la fois importante et intéressante. On dit que cela presse parce que l'Ontario, qui bénéficie déjà d'un chemin de fer, commence à s'emparer de notre trafic. Je n'admets cependant pas que la présente loi soit une loi d'urgence. Cette loi pourra avoir pour effet d'empêcher la mise de capitaux considérables dans l'exploitation minière. Si le gouvernement avait été un peu plus prévoyant en consacrant un peu de ses surplus à se rendre aux appels pressants du Témiscamingue, en construisant voilà 10 ans un chemin de fer, le problème serait moins épineux, et il n'aurait pas à faire face à la rivalité dangereuse qui se dresse aujourd'hui du côté de l'Ontario. On a toujours retardé, et aujourd'hui, on n'a qu'un petit bout de chemin de fer qui dessert mal les colons, qui font entendre encore leurs plaintes. Le résultat, c'est que nos régions minières n'ont pratiquement pas été développées.

Si l'honorable ministre avait employé un peu des surplus du gouvernement à développer cette région, comme l'opposition le lui avait demandé, il aurait pu obtenir de plus grands résultats. J'aurais aimé à entendre non seulement l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries, mais des capitalistes. Car il y a des capitalistes en cette Chambre, il y a de nos collègues qui sont intéressés au développement des mines de Rouyn. Est-ce que l'honorable ministre pourrait nous parler de ces compagnies dont il nous prédit la prospérité?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je ne veux pas donner de détails sur des compagnies que je ne connais, mais qui veulent cependant, je le sais, le développement de la région minière.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (Brandissant un prospectus) Quoi, vous vous empressiez de passer cette loi pour éclairer les hommes d'affaires quand, parmi les directeurs nommés sur cette feuille, je vois l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David). Est-ce pour cela que ça presse? Le

gouvernement n'adopte pas cette politique pour le bien de la population, mais pour plaire à certaines personnes qui viennent tout juste d'acquiescer des parts dans ces compagnies et qui retireront beaucoup de ces chemins de fer projetés. Je suis prêt à voter cette législation, à condition que ce soit dans l'intérêt général de la province, mais non pas seulement pour favoriser certaine compagnie dans laquelle serait intéressé par exemple un membre du gouvernement provincial.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): J'ignorais que le nom de l'honorable secrétaire provincial était dans une des compagnies intéressées. (Il nomme une foule de corporations puissantes.) Quand bien même le chemin de fer du Témiscamingue aurait été construit voilà 15 ans, dit-il, le chemin de fer du district minier serait aussi nécessaire aujourd'hui, et rien ne changerait la situation. Le district minier n'aurait pas été plus avancé comme il est là, à 60 milles de la région minière, à Angliers.

Nous n'avons pas passé cette législation avant aujourd'hui parce que nous n'en avons pas besoin avant l'année dernière. Les découvertes depuis l'année dernière sont considérables dans la région, qui est appelée à une grande prospérité minière.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je m'étonne que le ministre des Mines ne connaisse pas la compagnie à laquelle j'ai fait allusion.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il y a 2,000 prospecteurs dans la région et je ne peux connaître toutes les compagnies.

M. Authier (Abitibi): C'est un M. Campbell¹³ qui a formé cette compagnie à laquelle appartient l'honorable secrétaire provincial, dont l'honorable chef de l'opposition a parlé. M. Campbell est un des premiers prospecteurs, et l'un des chefs d'entreprises les plus avantageusement connus de notre région et même de l'Ontario. Il a vendu pour \$1,000,000 de "claims" dans l'Ontario, puis il a formé une compagnie. Il a demandé à son avocat de faire partie de sa compagnie. Qu'y trouve-t-on d'étrange? Est-ce que cela ne se voit pas tous les jours? Je ne m'étonne pas qu'un membre de cette Chambre ait voulu s'intéresser à nos mines. Il y a même des députés de la gauche qui y ont un pied. Je les en félicite et leur souhaite bonne chance.

J'approuve avec plaisir la proposition de l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault). Sa mesure

offre l'avantage à des compagnies d'Ontario et d'ailleurs de venir développer nos mines. C'est à Rouyn, qui est le centre le plus animé et le plus connu, qu'est actuellement la veine la plus considérable. De nombreuses et puissantes compagnies font actuellement des travaux considérables. O'Brien et le canton Dubuisson sont aussi des centres de découvertes importantes. C'est la compagnie O'Brien qui a trouvé ces gisements.

Les premières découvertes dans cette région ont été faites par M. James Sullivan, un compatriote de l'honorable député de Beauharnois (M. Plante), et par M. Alfred Authier. Tout indique que les veines en certains cantons de l'Est abitibien sont d'une exceptionnelle profondeur. Nous avons là, aux dires de tous les géologues, des mines aussi intéressantes que celles qui ont fait la fortune du Nord-Ontario. Les experts affirment que le Nord-Ouest du Québec, à cette période, promet plus que la province d'Ontario à sa première période de développement minier. Nous avons sur l'Ontario l'avantage de la variété des métaux, par exemple, le cuivre, dont le minerai est très riche.

Je félicite sincèrement le ministre de son initiative, mais je crois qu'il devrait se rapprocher le plus possible de la loi d'Ontario, afin de favoriser les prospecteurs, les pionniers des mines. Dans Québec, un prospecteur est obligé de payer des droits six mois après son permis de prospection, tandis que dans l'Ontario, le délai est plus long. Je crois que les prospecteurs devraient avoir de 18 mois à deux ans. Et qu'on abolisse en partie un droit qu'ils doivent payer: la rente foncière de 50 centins l'acre.

La présente loi pourrait être calquée davantage encore sur celle d'Ontario, mais je la trouve excellente ainsi. Elle sera pour le plus grand bien de l'industrie minière et de la province. Nous avons de riches mines d'or, les plus riches du monde, et le prospecteur qui s'en va courageusement pour les développer a droit à l'encouragement du gouvernement.

(Applaudissements)

M. Plante (Beauharnois): Je félicite l'honorable député de l'Abitibi (M. Authier) pour ses éloquentes paroles. Il nous a parlé avec précision d'un problème qu'il connaît et dont il a à cœur le succès. Le gouvernement d'Ontario a su développer ses mines depuis longtemps et a obtenu ainsi de précieux avantages contre lesquels il nous faut lutter maintenant. Je crois qu'il devrait y avoir des subdivisions de terrains, afin que les grandes compagnies n'aient pas d'immenses étendues de terrain quand le petit prospecteur n'a presque rien à exploiter.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous avons le même système qu'en Ontario.

M. Plante (Beauharnois): J'espère que les espérances de l'honorable ministre (l'honorable M. Perrault) et du député de l'Abitibi (M. Authier) se réaliseront. Il est possible qu'elles se seraient réalisées, si le gouvernement avait bâti il y a 15 ans un chemin de fer...

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Où aurions-nous dû bâtir ce chemin de fer, il y a 15 ans?

M. Plante (Beauharnois): De Kippewa à Angliers.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ce chemin de fer est bâti aujourd'hui. Mais, il y a 15 ans, on ne pouvait supposer qu'il se produirait un développement minier, dans le canton Rouyn, de l'envergure de celui que nous constatons aujourd'hui.

M. Authier (Abitibi): J'ai mentionné tout à l'heure que les premières découvertes sur les bords de la rivière Harricana ont été faites en 1911, puis se sont continuées en 1913 et en 1914. Les découvertes de Rouyn ne datent que de deux ans et elles n'ont été officiellement constatées que cette année. Le gouvernement n'a donc pas perdu de temps. Quant au chemin de fer de Kippewa, dont l'honorable député de Beauharnois (M. Plante) a parlé, il reliera le canton Rouyn à l'Ontario.

M. Plante (Beauharnois): Il n'y a que la rivière qui le séparera de la province de Québec.

M. Authier (Abitibi): Les chemins de fer qui pourront unir Rouyn à notre province sont le Transcontinental et le chemin de fer (l'Abitibi Southern) dont j'ai parlé à cette Chambre, et qui mettra Rouyn à 100 milles plus près de notre province que de l'Ontario.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): donne plusieurs renseignements concernant le bill et croit que, l'an prochain, les travaux d'exploitation seront plus considérables que jamais.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): J'en doute.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): parle des projets considérables conçus par plusieurs compagnies responsables, projets dont on tentera la réalisation l'an prochain.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) pose quelques questions. Il donne des suggestions pratiques et techniques.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il y a une clause sur laquelle j'attire l'attention de la Chambre, au sujet des salaires. Je veux que les salaires ne soient pas compris dans les profits.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 2 modifiant la loi des mines de Québec.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 modifiant la loi des mines de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Motions des députés:

Fête des Irlandais

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, avant l'ajournement de cette Chambre, j'ai l'honneur, en signe de réjouissance et d'amitié, de souligner la fête patronale de nos compatriotes les

Irlandais. Ils fêtent aujourd'hui un événement qui n'a jamais cessé de nous être cher au cœur, à nous, Canadiens français. Je suis sûr que cette Chambre s'associe à eux dans cette fête d'un grand peuple, et qu'elle formule pour eux les meilleurs souhaits. Personne n'a jamais mieux accueilli les Irlandais que la province de Québec, qui les aime et les apprécie.

Je suis d'autant plus heureux de souligner cet événement que je suis obligé de reconnaître que les Irlandais sont devenus, dans notre province, de bons et loyaux citoyens. Ils nous ont fourni des hommes dont nous sommes fiers.

Ils sont l'un des meilleurs actifs de notre province; ils savent nous donner l'exemple d'un attachement profond à leur pays d'origine comme à leur patrie d'adoption, à leur race, à leurs traditions et à leurs croyances. Je propose cette motion comme marque de sympathie pour nos compatriotes irlandais, et je demanderai à mon ami l'honorable chef de l'opposition de bien vouloir seconder la motion.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis heureux de saisir cette occasion pour exprimer l'estime et la sympathie que nous éprouvons envers nos compatriotes irlandais. Nous souhaitons que, sur cette terre, ces concitoyens soient toujours les soutiens du droit et de la justice et que bientôt fleurisse la paix dans le vieux pays d'Irlande.

(En souriant) Bien que la gracieuse motion de l'honorable premier ministre vienne à la onzième heure, je suis content de la seconder, et nous l'acceptons tous avec plaisir.

(Applaudissements)

Ajournement

M. l'Orateur: La Chambre est ajournée jusqu'à demain après-midi à trois heures.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. François-Xavier Lemieux (1851-1933), avocat et député libéral de Lévis (1883-1892) et de Bonaventure (1894-1897). Il a été l'un des avocats

de Louis Riel (1885) et d'Honoré Mercier (1892). Nommé juge (1897-1911), juge en chef suppléant (1911-1915), puis juge en chef (1915-1933) de la Cour supérieure du Québec.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Laferté (Drummond).

3. Seul *The Quebec Chronicle* du 18 mars 1925, à la page 5, rapporte qu'il y a discussion sur ce bill, sans nous donner aucun autre détail.

4. Voir note 2.

5. Voir note 2.

6. *L'Événement* du 18 mars 1925, à la page 11, rapporte qu'un vote fut pris en comité plénier sur l'amendement. Voici en quels termes *L'Événement* rapporte ce vote: "Vote: MM. Duranleau et L'Archevêque appuyèrent la proposition de M. Tétreau qui fut mise aux voix et battue. L'honorable M. Perrault et M. Peter Bercovitch votèrent avec l'opposition pour faire biffer la clause, mais l'honorable M. David ayant rallié tous les ministres, la clause resta dans le bill."

7. Versions de *La Patrie* et de *L'Action catholique* du 18 mars 1925, aux pages 20 et 7 respectivement. Seule *La Presse* du même jour, à la page 21, mentionne que c'est M. Tétreau (Montréal-Dorion) qui fait cette intervention.

8. Voir note 2.

9. Voir note 2.

10. Voir note 2.

11. Voir note 2.

12. Temiscaming and Northern Ontario (T. & N. O.): le gouvernement ontarien entreprend, dès 1902, la construction de son propre chemin de fer de colonisation, pour rendre possible l'exploitation d'un grand nombre de villes minières.

13. Nom donné par *L'Événement* du 18 mars 1925, à la page 11. *Le Soleil* du même jour, à la page 13, mentionne plutôt "M. Gamble", et nous n'avons pu trouver de plus amples informations sur ce personnage pour en déterminer le nom exact.

Séance du mercredi 18 mars 1925

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition de Hebrew Maternity Hospital, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par la pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et aux avis qui en ont été donnés, que cette pétition n'a pas été régulièrement et suffisamment annoncée, et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 132 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 140 modifiant la charte de la St. Maurice Lumber Company.

M. Bordeleau (Champlain): (président *pro tempore*) J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 77 constituant en corporation le tramway de Québec ont déclaré qu'ils désiraient le retirer.

M. Lafrenière (Berthier): (président *pro tempore*) J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 145 constituant en corporation Rouyn Mines Railway Company.

The Hebrew Maternity Hospital

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Létourneau), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 137 modifiant la charte de The Hebrew Maternity Hospital.

Adopté.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) présente, en conséquence, le bill 137 modifiant la charte de The Hebrew Maternity Hospital.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions de privilège:

Propos tenus au comité des comptes publics

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): M. l'Orateur, je me lève sur une question de privilège. Hier, je n'assistais pas à la séance du comité des comptes publics, étant retenu à Montréal à cause de la mort de mon vénérable père. Dans le même temps, la majorité de ce comité a permis sans raison que mon nom soit jeté dans l'enquête qui s'y poursuit et j'apprends qu'il a été mentionné à la séance d'hier avant-midi, lorsqu'on a fait lire des documents que je ne connais pas. L'opinion publique sera juge du procédé.

M. l'Orateur, je ne permettrai à personne de faire planer sur moi un soupçon injuste et je dois à la vérité, à la réalité des faits, à ma famille et aux électeurs qui m'honorent de leur confiance de faire disparaître la possibilité même du soupçon. De mon siège, je déclare que je n'ai participé ni directement ni indirectement aux opérations dont parle la motion du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), et que je n'ai en aucune manière enfreint les lois du pays ou de la province à ce sujet.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne crois pas qu'il soit légal de présenter cette question dès maintenant. L'article 245 du Règlement de la Chambre défend de soulever devant la Chambre une question discutée devant un comité. L'affaire est actuellement devant le comité, et la

Chambre n'a rien à y voir. Lorsque le comité aura fait son rapport à l'Assemblée, l'honorable député pourra revenir avec la même question; mais, pour l'instant, nous ne pouvons rien.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Saint-Henri déclare qu'il n'a été ni directement, ni indirectement mêlé à ce commerce auquel on a fait allusion hier. Il semble qu'il a droit à sa réputation, que ce soit au comité ou non. C'est une question d'honneur pour lui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'en doute pas, mais voici la loi, qui est formelle là-dessus. Le comité ne nous a pas fait rapport au sujet de cette affaire, et je crois que l'honorable député ne peut faire cette déclaration tant que nous n'aurons pas le rapport.

M. Plante (Beauharnois): C'est justement parce qu'elle est devant le comité que l'on ne doit pas permettre que les soupçons s'accréditent. En attendant, les soupçons peuvent planer sur l'honorable député, et je crois qu'il a raison d'avoir fait cette déclaration.

M. l'Orateur: Je vais examiner la question et je rendrai ma décision au cours de la séance.

Questions et réponses:

Quebec Forest Industries Association Ltd.

M. Dufresne (Joliette): 1. Quand la Quebec Forest Industries Association Ltd. a-t-elle été incorporée?

2. En vertu de quelle loi?
3. Quel est son objet?
4. Quels sont ses directeurs?
5. Quel est son gérant?
6. Quel est le salaire de ce gérant?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
1. Le 11 janvier 1924.
2. En vertu de la loi des compagnies de 1920.

3. Coopérer avec le gouvernement et le public, afin d'assurer la protection de nos ressources forestières et pour améliorer les méthodes d'exploitation et d'utilisation des produits forestiers.

4. Le gouvernement l'ignore.

5. J. Duchastel de Mont-Rouge, ingénieur civil.

6. Le gouvernement l'ignore.

Distributeurs de gazoline

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. Combien de distributeurs de gazoline ont payé au gouvernement la taxe de deux sous par gallon?

2. Quels sont ces distributeurs et quelle est leur adresse?

3. Pour combien de gallons chacun d'eux a-t-il payé la taxe de deux sous?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. 31.

2. et 3. (Voir le tableau ci-dessous)

2. Noms et adresses	3. Gallons
Provincial Oil Co., 1010 Durocher N., Montréal.....	62,185
Ensign Oil Co., Ltd., 1112 Saint-Patrice, Montréal.....	1,009,927½
Sun Oil Co., Ltd., 1112 Saint-Patrice, Montréal.....	139,860
Shell Company of Canada, 43 Saint- Sacrement, Montréal.....	2,522,638
McColl Bros., Ltd., 1470 Notre-Dame-E., Montréal.....	695,024
Tidioute Refining Co., Ltd., Durocher N., Montréal.....	2,048,418
Canadian Oil Co., Ltd., Toronto & Ottawa, Ontario.....	99,404½
Canadian Oil Co., Ltd., 123 DuPont, Montréal.....	1,228,386½
Imperial Oil Ltd., 918 Saint-Patrice, Montréal.....	12,864,770
Imperial Oil Ltd., St. John, Nouveau- Brunswick.....	170,984½
Imperial Oil Ltd., Toronto, Ontario.....	743,876½
British American Oil Co., Ltd., Ottawa & Toronto.....	114,466
British American Oil Co., Ltd., 1090 Durocher, Montréal.....	4,165,408
Homer T. Cabana, Granby, Québec.....	195,043
F. A. McKec & Co., Richmond, Québec.....	4,210
Trempe & Frère, Sorel, Québec.....	26,256
Bobin Bros., Blvd Saint-Joseph & DesCarrières, Montréal.....	33,405

2. Noms et adresses

A. Gauthier, 1-3 avenue du Parc, Montréal.....	45,612
Nelson Co., Stanhope, Québec.....	19,607
Canadian Oil Co., Ltd., St. John, Nouveau-Brunswick.....	16,104½
Loyal Oil Co., Montréal.....	39,844
Three Rivers Oil & Gas Co., Trois-Rivières.....	110,762
J. O. Phoenix, Hawkesbury, Ontario.....	32,339½
Monaghan Bros., Saint-Lin, Québec.....	49,189½
Laurentide Co., Ltd., Grand'Mère, Québec.....	14,645½
Colebrook Oil Co., Colebrook, New Hampshire, U.S.A.....	1,244
L. P. Pattee, Hawkesbury, Ontario.....	2,930
Capital Oil Products Ltd., Westboro, Ontario.....	753
National Oil & Supply Co., Cornwall, Ontario.....	2,365
Dunlop & Co., Ltd., Pembroke, Ontario.....	7,313½
The National Oil Co., Canada Cement Building, Montréal.....	61,473

3. Gallons

pouvais m'imaginer que le gouvernement soit allé chercher dans un pays voisin des experts comptables étrangers quand, ici, parmi nos concitoyens au Canada et particulièrement dans la province de Québec, nous avons plusieurs experts comptables des plus distingués et des plus compétents. J'ai posé au gouvernement les questions qui apparaissent à la page 277 des *Procès-verbaux* de cette session, et le gouvernement m'a répondu qu'il avait fait venir des États-Unis Arthur Young and Company, et que des experts comptables avaient travaillé pendant quatre mois pour établir la position financière de la province, et je suppose aussi une comptabilité spéciale pour le gouvernement.

M. l'Orateur, pourquoi aller aux États-Unis chercher des experts quand, ici, parmi nos Canadiens, nous en avons qui sont aussi qualifiés pour faire le travail?

Nous nous sommes imposés des sacrifices considérables pour établir dans notre province des écoles comme celle des Hautes études, par exemple. Est-ce que, par hasard, le gouvernement ne jugerait pas compétents les élèves qui sont sortis de ces écoles?

Je sais qu'il y a, dans notre province, des experts comptables qui ont plusieurs années d'expérience et qui sont plus que qualifiés pour établir la position financière de notre province, et il est malheureux que le gouvernement ne leur accorde pas confiance, mais qu'il préfère s'en rapporter aux Américains.

Le premier ministre a déjà dit, au sujet d'un bill présenté par un député de la droite, qu'en l'adoptant, nous reculions d'un pas. En faisant venir des experts comptables des États-Unis, nous avons reculé d'un pas. D'ailleurs, la façon dont sont présentés les *Comptes publics*, qui sont un fouillis incompréhensible, prouve que des experts comptables de notre propre province auraient pu faire un meilleur travail et donner de meilleurs conseils au gouvernement que les experts comptables des États-Unis.

Le premier ministre (l'honorable M. Taschereau) et le secrétaire provincial (l'honorable M. David) disent parfois que la province de Québec est à la tête de la Confédération. Pourquoi alors le gouvernement cherche-t-il par ses actes à démentir ces vantardises?

L'honorable M. Nicol (Compton): Comme cette vérification aurait été faite avant mon arrivée au ministère du Trésor, et que je ne suis pas au courant des faits, je demanderais l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

Demandes de documents:

Position financière
de la province

M. Dufresne (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Plante), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie du rapport fait au trésorier de la province par Arthur Young & Company, au sujet de la position financière de la province et de toute correspondance, télégrammes, etc., s'y rapportant.

M. l'Orateur, le but de ma motion est de savoir du gouvernement les raisons pour lesquelles il a fait venir des États-Unis des experts comptables, pour établir la position financière de la province de Québec. Voilà pourquoi je demande copie de ce rapport.

J'avais le plaisir de rencontrer dernièrement à Montréal un expert comptable qui m'a appris la chose. J'ai cru qu'il avait été mal informé, car je ne

**Code municipal,
article 110**

M. Desmarais (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 166 modifiant l'article 110 du Code municipal.
Adopté.

En comité¹:

M. Desmarais (Richmond): Mon but est d'aider les nouveaux conseils municipaux qui, dans certains cas, n'ont pas de salle de réunion. La loi ne s'appliquera que pour la première réunion du conseil, bien entendu.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Est-ce que nous n'allons pas un peu loin en disant que le conseil pourra siéger dans n'importe quelle municipalité? On pourrait dire "dans la municipalité voisine".

L'honorable M. Nicol (Compton): Je crois que nous aiderons plus les nouveaux conseils en laissant le projet tel qu'il est présenté par l'honorable député de Richmond.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Desmarais (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charges municipales

M. Hamel (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 153 modifiant les articles 227 et 228 du Code municipal concernant les personnes habiles ou inhabiles aux charges municipales.
Adopté.

En comité²:

M. Hamel (Portneuf): J'ai encore fait une petite modification qui change la phraséologie et non l'idée.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je ne puis me rallier au principe, mais comme l'honorable député de Portneuf est persévérant, je tiens compte de ses bonnes intentions et je n'insisterai pas, mais je ne puis me rallier au principe.

M. Fortier (Beauce): Je tiens à dire que j'appuie le projet. Il n'y a pas de doute que la Cour des magistrats est aussi capable que la Cour supérieure de juger de la compétence d'un conseiller municipal, et d'éviter ainsi des frais considérables. Quant au mérite du projet, je crois qu'il est rédigé de telle façon que nous ne faisons pas machine en arrière en l'adoptant.

Le projet dit en effet que lorsqu'il y aura contestation sur le point de savoir si un conseiller sait lire et écrire, le tribunal pourra exercer sa discrétion. C'est dire que le tribunal jugera de la compétence du conseiller municipal. Du moment qu'un homme sait lire l'imprimé et sait signer son nom, il en sait suffisamment pour occuper une charge de conseiller.

Je crois exprimer les sentiments de la Chambre et des électeurs que je représente en appuyant le projet de l'honorable député de Portneuf.

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements, et avec un amendement au titre, savoir: "Loi modifiant l'article 987 du Code de procédure civile et les articles 227 et 318 du Code municipal." Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Hamel (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Pouvoirs
du protonotaire**

M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 168 modifiant le Code de procédure civile relativement aux pouvoirs du protonotaire.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

Hôtel-Dieu du Saint-Sacrement

M. Létourneau (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 71 modifiant la constitution en corporation de l'Aide à l'Hôtel-Dieu du Saint-Sacrement.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Société des Chevaliers de Colomb de Montréal

M. Bernard (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 94 exemptant la Société des Chevaliers de Colomb et ses sociétés filiales de toutes taxes municipales et scolaires à Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bernard (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Terres en culture à Montréal

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 90 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Division d'enregistrement du comté de Mégantic

M. Fortier (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 136 créant deux divisions d'enregistrement dans la division d'enregistrement du comté de Mégantic.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Fortier (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi 14 George V, chapitre 37, Syndics d'écoles protestants d'Outremont

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 144 continuant en vigueur la loi 14 George V, chapitre 37.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

David Coveler

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 permettant à David Coveler d'être admis aux examens pour l'admission à la pratique du droit soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pouvoirs du protonotaire

M. Côté (Bonaventure) propose que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 168 modifiant le Code de procédure civile relativement aux pouvoirs du protonotaire.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Côté (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Actions, obligations et autres valeurs

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 modifiant la loi concernant l'émission et la vente d'actions, d'obligations et autres valeurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité³:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il s'agit de la "Blue Sky Law"⁴ que nous avons adoptée l'an dernier. D'après la loi actuelle, les compagnies qui émettent des obligations sont obligées de fournir certains rapports ou à soumettre des états financiers au gouvernement.

Mais la loi ne s'applique pas aux émissions en faveur des actionnaires ou obligataires. Ottawa, à la dernière session, a aussi exempté les promoteurs des compagnies. Nous calquons notre loi sur Ottawa et nous exemptons de plus les émissions, pour acquérir partiellement ou totalement les biens-meubles ou immeubles de la compagnie. La loi avait pour but de protéger le public, mais il n'y a plus lieu de s'occuper d'une telle protection quand il s'agit simplement des actionnaires, promoteurs, ou quand l'émission a pour but des acquisitions d'immeubles pour les intéressés.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): La loi n'est pas encore parfaite.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, c'est vrai, mais cet amendement l'améliorera, je l'espère.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Immeubles

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 183 modifiant la loi relative aux acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Biens non imposables dans les municipalités

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 188 modifiant la loi 14 George V, chapitre 56, relativement aux biens non imposables dans les municipalités soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi exempte d'impôts les évêchés, les presbytères, les biens des communautés religieuses

en général. Un jugement ayant été rendu par l'honorable juge Archer, disant que cela ne s'appliquait pas aux taxes scolaires, nous devons amender la loi de l'an dernier et, cette année, nous rendons le Statut plus précis en disant que les dispositions de la loi sont applicables depuis 1921.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Département de la Vairie

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 40 modifiant la loi concernant le département de la Vairie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁵:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les principaux points de ce projet sont tout d'abord la diminution de 3 % à 2 % de l'intérêt que les municipalités ont à payer. Actuellement, on a prêté aux municipalités \$28,430,473.49. Là-dessus, il y a \$9,113,790⁶ à 2 %, et \$18,916,000⁷ à 3 %. La diminution affecte ce dernier montant à partir du 1^{er} avril prochain.

C'est une remise de \$189,165.83 que le gouvernement fait aux municipalités. Il se peut que le montant soit plus considérable, soit environ \$190,000, quand toutes les municipalités auront réglé leurs coupons d'emprunts avec le gouvernement.

Cette somme aidera aux cultivateurs à mieux traverser la crise dont mon honorable ami, le chef de l'opposition, fait si grand cas ces jours derniers.

L'année dernière, le gouvernement a entretenu 1,678 milles de routes principales aux frais de la province. En outre, le ministère de la Voirie se chargera de l'entretien de 346 milles de chemins de plus cette année, ce qui porte le total à 2,024 milles de chemins gravelés et macadamisés complètement entretenus par le gouvernement. Si nous voulons faire un calcul, le coût d'entretien de ces 346 milles, ajouté au montant de l'intérêt remis aux municipalités, en abaissant le taux à 2 %, représente une somme de \$330,000 que les municipalités n'auront pas à payer cette année. Cette somme est plus élevée que celle que représente l'augmentation d'un sou de la taxe sur la gazoline, qui ne suffira pas à compenser cette perte pour le département.

Parmi les autres clauses du projet, il en est une qui permet aux municipalités de forcer les propriétaires de véhicules non-automobiles qui traversent les routes principales à munir les véhicules, lorsqu'il fait noir, d'une ou plusieurs lumières. J'affirme être personnellement en faveur de cette clause. Mais, étant donné les opinions qu'ont exprimées certains députés représentant des secteurs ruraux, le gouvernement n'insistera pas et laissera les députés décider.

M. Fortier (Beauce): Je m'objecte à cette clause, M. le président. Je ne crois pas qu'il soit facile de faire appliquer cette clause, à moins qu'elle ne soit une loi provinciale en vigueur dans toutes les municipalités. Une voiture, venant d'un comté où le règlement n'existe pas et tombant dans un comté où le règlement existe, serait obligée d'apporter son fanal. Ce sont les voitures qui devraient être munies de fanaux ou de lumières quelconques. Je crois que nous ne devrions pas permettre aux municipalités de faire de tels règlements, et je propose que la clause soit retranchée.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Un jour ou l'autre, il faudra en venir à la passation de cette loi; on peut attendre encore un an. Le gouvernement est prêt à retirer la clause.

M. Renaud (Laval): M. le président, je crois que cela n'est pas suffisant. Le gouvernement devrait remettre au gouvernement non pas 1 %, mais tous les 3 %. Dans la crise actuelle, c'est une bouchée de pain que l'on offre aux cultivateurs. Le gouvernement retire assez de revenus des licences d'autos, du commerce

des liqueurs, de la taxe sur la gasoline pour remettre aux municipalités tous les intérêts. Il serait temps de soulager les cultivateurs. Le gouvernement a assez créé de taxes pendant la session pour avoir les moyens de libérer complètement les municipalités de leurs dettes. Il ne faut pas oublier qu'un grand nombre de municipalités paient pour l'entretien de leurs chemins.

Les cultivateurs sont incapables de payer, et c'est pour cela qu'on voit les poursuites et les lettres d'avocats du département de la Voirie contre les municipalités se multiplier. Les municipalités ont été trompées par le gouvernement; on leur avait promis des routes capables de durer 15 ans, alors qu'elles n'ont duré que deux ans, et qui ont été, dans la plupart des cas, à recommencer. Les autos les ont détruites en un rien de temps, et le coût d'entretien écrase les contribuables. Les cultivateurs ne veulent pas payer leurs dettes parce qu'ils n'ont pas eu la qualité pour l'argent qu'ils ont placé dans les travaux de voirie.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

L'honorable député de Laval (M. Renaud) est difficile à satisfaire; il voudrait que nous allions plus loin encore. Le gouvernement serait enchanté de pouvoir décharger complètement les municipalités, mais il ne peut pas aller aussi loin. Pour ce faire, il faudrait créer de nouveaux impôts, et je me demande si nos adversaires les verraient d'un œil favorable.

Les municipalités ont passé des contrats avec le gouvernement pour emprunter à 2 % et 3 %, à 41 ans. Le gouvernement diminue l'intérêt à un taux uniforme de 2 %. La balance de l'intérêt et le fonds d'amortissement sont remboursables par la province; elles avaient besoin d'améliorer leurs routes, et le gouvernement devait leur venir en aide. S'il ne l'avait pas fait, que seraient-elles devenues? Maintenant, elles jouissent de la politique de voirie et en retirent des avantages considérables.

Le député de Laval (M. Renaud) dit que nos chemins n'ont pas duré. Il est vrai que plusieurs ont été détériorés très vite, mais peut-on demander à des débutants une expérience consommée? Nous avons créé la politique de voirie de toutes pièces dans la province. À cause du climat particulier de nos régions et du développement imprévu et imprévisible de l'automobile, il était impossible d'abord d'éviter tous les inconvénients.

Le député de Laval n'ignore pas que le gouvernement ne pouvait prévoir l'énorme augmentation du trafic et du nombre des automobiles dans la province sur nos routes, lorsqu'on en a commencé l'amélioration. Ainsi, en 1912, quelques milliers d'autos à peine traversaient nos campagnes;

l'an dernier, 185,000 voitures de touristes ont sillonné nos réseaux, apportant ainsi à la province d'immenses capitaux. Cela indique une formidable augmentation du trafic. De là la rapidité avec laquelle certains chemins ont été détruits.

Le gouvernement a voulu alors soulager les municipalités en se chargeant lui-même de l'entretien de 2,000 milles de chemins. N'est-ce pas là une aide précieuse? Voyez-vous, M. le président, l'énorme fardeau qui pèserait sur les cultivateurs si le gouvernement n'avait pas entretenu lui-même les chemins? Il y a aussi des chemins en régie. L'honorable député de Laval a dit: "Les municipalités paient", mais il est faux de prétendre que ce sont les municipalités qui les ont reconstruits. Dans le comté de Laval, par exemple, dont mon honorable ami est le député, les municipalités ne paient que 35 % de l'entretien, et le reste est à la charge du gouvernement.

Les municipalités n'ont que \$100 du mille à payer pour le gravelage, et \$200 pour le macadam. Nous en avons ainsi 600 milles. Or, la somme payée par les intéressés ne constitue pas le quart du coût total: les chemins macadamisés coûtent environ \$1,000 du mille au gouvernement dans Laval, et les chemins gravelés, \$400 à \$500. Il est bien facile de dire: "Donnez, donnez des millions à droite et à gauche!" Mais nous tenons à garder intact le crédit de notre province; nous y avons toujours tenu dans le passé en proportionnant nos dépenses à nos revenus...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): N'empêche que vous avez emprunté.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

Oui, nous avons emprunté, mais on ne fait pas de travaux permanents aussi importants sans emprunter. C'est la condition essentielle du progrès. D'ailleurs, qu'est-ce qu'une dette totale de \$60,000,000 pour une province aussi riche en ressources que la nôtre? Et puisque l'on vient prétendre à tout prix que nous ne donnons pas assez aux municipalités, faisons un autre calcul. Mon honorable ami dit: "Vous avez la taxe de la gasoline!" Supposons qu'avec le sou additionnel nous aurons \$750,000 de revenus de la gasoline. Avec l'augmentation du nombre des autos en 1925, le revenu des autos est d'un peu plus de \$2,000,000; le département de la Voirie aura un revenu de \$3,033,000 environ. Voilà ce que nous recevons. Et que donnons-nous?

Les 2,024 milles que nous entretenons nous coûteront à peu près \$1,500,000; les 600 milles en régie nous ont coûté l'année dernière \$275,881.41⁸;

cette année, nous aurons 200 milles de plus de chemins en régie, ce qui coûtera environ \$85,000; le 50 % payé aux municipalités formera le montant de \$200,000; la surveillance de la circulation, l'outillage, l'inspection, les ingénieurs, les autos et les accessoires, \$415,000; l'intérêt que le gouvernement paie annuellement sur les \$28,000,000 prêtés aux municipalités pour l'entretien de leurs chemins améliorés et fonds d'amortissement représente une somme de \$1,310,000; l'intérêt sur la balance de la dette fondée de \$37,200,000⁹ pour la voirie s'élève à \$450,000; nous aurons 1,800 milles de chemins macadamisés à réparer, cette année, ce qui coûtera \$670,000.

En sorte que toutes ces sommes réunies forment un total de \$4,863,881.41, soit un déficit de \$1,863,881 par rapport au revenu des automobiles et de la gazoline. Les revenus de ces deux sources ne suffisent pas pour payer les dépenses faites pour les chemins. De plus, le département doit terminer 715 milles de routes régionales, qui deviendront d'ici un an, pour l'entretien, à la charge du gouvernement. Cela représentera 2,739 milles en tout, une dépense additionnelle de \$400,000 pour l'entretien¹⁰. On voit que les charges de l'entretien augmentent. J'ai mis ces chiffres devant la Chambre, pour montrer que le gouvernement a consacré une bonne partie des revenus de la province pour les bons chemins. Le gouvernement voudrait pouvoir faire encore plus, mais il veut administrer la province avec sagesse.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La circulation des automobiles va augmenter?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Probablement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Et les revenus aussi.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mais il n'en reste pas moins acquis que les revenus actuels ne suffisent pas pour les besoins de la voirie et que le gouvernement doit aller chercher ailleurs une somme de \$1,800,000.

M. Renaud (Laval): On devrait soulager les cultivateurs. Ce sont les automobiles qui brisent les chemins, qu'on les fasse payer. On avoue qu'on n'a pas prévu le trafic des automobiles. Ce ne sont pas des hommes d'affaires qui pensent comme ça. Si le gouvernement avait administré en homme d'affaires, il n'y aurait pas tant de municipalités dans le pétrin. Dans Laval, dont l'honorable ministre a parlé, les

cultivateurs, qui payaient \$25 de taxes pour une terre, en paient aujourd'hui \$250. Les municipalités ont été mal renseignées par le gouvernement, elles sont écrasées de dettes.

Si le gouvernement avait fait la classification des chemins dans le passé, avant de procéder à la réfection des chemins, les municipalités ne seraient pas dans la situation où le gouvernement les voit aujourd'hui. Les terres des cultivateurs sont lourdement taxées et c'est une cause de l'exode rural. Le département a cherché trop souvent à encourager des favoris au point de vue politique. Il cite l'exemple de Saint-Léonard-de-Port-Maurice. Les chemins ont coûté jusqu'à \$8,000 du mille. Les contrats étaient donnés à des amis qui avaient des carrières et, pour \$8,000, on en avait à peu près \$1,000 à \$1,500. Les cultivateurs n'en ont pas eu pour leur argent et c'est pour cela qu'ils refusent de payer. Le gouvernement devrait rendre les 3 % aux cultivateurs.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il me semble que mon honorable ami est fâché.

(Rires)

Il oublie que c'est la province de Québec qui a créé la politique de voirie dans le Canada, qu'elle a donné l'exemple et qu'elle est, sous ce rapport, à la tête de la Confédération. La voirie a coûté meilleur marché ici qu'en Ontario. Pouvions-nous tout prévoir? Nos municipalités sont endettées.

Est-ce la faute du gouvernement? Parce qu'elles ont maintenant de beaux et bons chemins, allons-nous leur remettre entièrement l'intérêt? Serait-ce juste pour les autres municipalités? Ce serait là une injustice. Ce serait, par exemple, faire payer à des municipalités qui n'ont pas emprunté des municipalités qui se sont endettées.

Au reste, ces municipalités savaient ce qu'elles faisaient quand elles ont emprunté. Elles ont passé un contrat par lequel elles voulaient avoir certaines conditions. Les conditions ont été remplies par le gouvernement et elles ont leurs chemins. Serait-il raisonnable, maintenant, qu'elles viennent demander de remettre leurs obligations?

Le comté de Laval, l'un des plus riches de la province, est dans un cas spécial. Situé près de Montréal, le trafic excessif a été cause que les chemins n'ont pas duré. La population bénéficie largement des belles routes; elle est à la porte du plus grand marché du dominion, et elle s'y rend par les bonnes routes; elle possède des avantages incomparables. Mais le gouvernement l'a aidée en payant jusqu'à 65 % du coût de certaines routes et il ne serait pas raisonnable d'exiger une entière rémission.

Il y a des comtés qui n'ont pas emprunté. Les municipalités du comté de Bonaventure, par exemple, qui n'ont pas demandé un sou, seraient forcées de payer les dettes des municipalités du comté de Laval, un comté où les cultivateurs sont très à l'aise, sont riches même et ont profité de la politique de voirie du gouvernement? D'ailleurs, celles-ci ont fait ces améliorations de plein gré, et le gouvernement serait-il justifiable de relever les corporations de leurs obligations? Qui accepterait de telles conditions?

Le gouvernement serait heureux de pouvoir ne rien réclamer des municipalités qui se sont endettées vis-à-vis du département de la Voirie. Cependant, le montant représenté par le total des poursuites intentées est trop considérable, et le gouvernement ne peut en toute sincérité et toute justice, pour les autres municipalités qui ne sont pas directement intéressées dans ces poursuites, à se départir de ces réclamations.

Si le gouvernement se désistait de ces réclamations, l'opposition elle-même serait la première à le condamner. Le gouvernement, réalisant la situation critique dans laquelle se trouvent certaines municipalités, a voulu prendre sur lui d'entretenir à l'avenir certaines routes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Six heures.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 9 heures¹¹

Décisions de l'Orateur:

**Question de privilège soulevée
par M. Bray, Montréal-Saint-Henri**

M. l'Orateur: Un député a droit de réclamer, s'il y a lieu, contre la production devant un comité de documents mettant en question sa conduite, mais il doit le faire sans violer le Règlement; or, la déclaration que le député de Montréal-Saint-Henri a lue, au commencement de la séance, jette du blâme sur la conduite et les procédés des membres du

comité des comptes publics, et c'est pourquoi je décide qu'elle ne peut être insérée dans les *Journaux* de cette Chambre.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 155 modifiant l'article 36 des Statuts refondus, 1909;
- bill 197 modifiant la loi concernant les colporteurs.

Taxes municipales

M. Fortier (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 172 concernant le paiement des taxes municipales dans le cas d'aliénation d'un immeuble sujet à ces taxes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Statuts refondus, articles 65, 72 et 73

M. Dufour (Matapédia) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 171 modifiant les articles 65, 72 et 73 des Statuts refondus, 1909, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des accidents du travail

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 170 modifiant la loi des accidents du travail de la province de Québec.

Adopté.

En comité¹²:

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) reproche au gouvernement de retarder l'adoption des mesures favorisant les ouvriers et de se montrer trop pressé dans l'adoption de celles qui leur enlèvent des droits.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Dans le cas des ouvriers qui auraient droit dans Ontario à une indemnité plus forte que celle qui pourrait leur être accordée dans Québec, la loi devrait leur permettre alors le recours à l'étranger.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) ajoute quelques explications.

M. Langlais (Témiscouata) soulève des objections.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

Commission des services publics de Québec

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 10 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de porter de deux mille quatre cents dollars à trois mille dollars le traitement annuel du secrétaire de la Commission des services publics de Québec.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Est-ce que d'autres fonctionnaires auront des augmentations?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons un projet de loi devant la Chambre au sujet du service civil.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que le gouvernement a d'autres mesures importantes à nous présenter d'ici à la fin de la session?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Toutes les mesures sont sur l'ordre du jour, à l'exception de deux ou trois petits bills.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce sont tous des petits bills?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le chef de l'opposition craint peut-être plus les petits bills que les gros.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Est-ce un avant-goût de l'augmentation aux fonctionnaires?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il s'agit ici d'une augmentation de \$600. Que d'heureux nous ferions si tout le monde en recevait autant.
(Rires)

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 10 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille

piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) donne quelques mots d'explications et demande que l'on vote la balance des subsides demandés par son département.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que ça comprend les annonces dans les journaux?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Dans quels journaux annoncez-vous?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Nous annonçons dans *La Presse*, *La Patrie*, *L'Événement*, *Le Devoir*, etc...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Dans *Le Devoir*?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Non, pas dans *Le Devoir*.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors pourquoi l'avoir dit?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
J'ai donné la liste des journaux et j'ai commis une erreur en mentionnant *Le Devoir*.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi l'honorable ministre a-t-il nommé *Le Devoir*? Pour s'en faire un manteau?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Si mon honorable ami le prend ainsi, je ne le suivrai pas sur ce terrain.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si l'honorable ministre donne encore des annonces, est-ce qu'il en donnera au *Devoir*?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Je n'ai rien contre *Le Devoir*.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quelle est la politique du gouvernement sur la protection de la forêt?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Le gouvernement a pris 3,500 milles de forêt sous sa protection, et ce contrôle absolu a donné d'excellents résultats. La politique future du département, c'est la continuation du programme tracé et de tâcher de prendre le plus possible le contrôle de la forêt.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que les déclarations faites par le secrétaire de la province (l'honorable M. David) à Sainte-Thérèse étaient conformes au programme du ministre des Terres et Forêts¹³?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
On n'a pas donné toute la pensée du secrétaire de la province. Au reste, le secrétaire de la province a donné à ce sujet des explications qui ont satisfait toute la Chambre.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour services d'hydroplanes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Il y a un contrat du gouvernement avec M. Quigley, et ce dernier se charge de toutes les dépenses.

M. Langlais (Témiscouata): Qu'est-ce qu'on lui paie pour les envolées?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Je crois que c'est \$100 de l'heure pour les envolées.

M. Langlais (Témiscouata): C'est plus que le ministre.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
(En souriant) Oui, c'est mieux, mais le ministre court moins de risques.
(Rires)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il n'y a pas eu d'accidents?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Nous en avons eu un, il y a trois ou quatre ans, mais il n'y eut heureusement aucune perte de vie.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour pépinière de Berthierville: entretien et reboisement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

M. Plante (Beauharnois): Le développement de la pépinière va toujours grandissant?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): La pépinière se porte bien. Le nombre de nos plants augmente toujours.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 51 amendant la charte du Montreal Diocesan Theological College et augmentant ses pouvoirs.

Montreal Diocesan Theological College

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 51 amendant la charte du Montreal Diocesan Theological College et augmentant ses pouvoirs. Lesdits amendements sont lus une première fois.

La séance est levée à 11 heures¹⁴.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Laferté (Drummond).

2. Voir note 1.

3. Voir note 1.

4. L'honorable M. Taschereau fait référence à la loi 14 George V, chapitre 64, concernant la vente d'actions, d'obligations et autres valeurs, sanctionnée le 15 mars 1924, laquelle loi avait pour objet de contrôler autant que possible les ventes d'obligations sans valeur et de protéger le peuple des fraudes de cette nature. Les "blue sky laws" sont des lois adoptées pour réglementer l'industrie des valeurs mobilières. L'expression aurait son origine dans une décision de la Cour suprême des États-Unis où il est écrit: "speculative schemes which have no more basis than so many feet of blue sky" (Hall C. Geiger-Jones Co., 1917).

5. Voir note 1.

6. Montant de *L'Événement* et du *Nouvelliste* du 19 mars 1925, aux pages 13 et 10. Le même jour, *Le Soleil*, à la page 13, mentionne plutôt \$9,513,790; *Le Canada*, à la page 1, mentionne \$9,573,890.43, alors que *L'Action catholique*, à la page 1, mentionne \$9,513,890.43.

7. Montant de *L'Événement* du 19 mars 1925, à la page 13. Le même jour, *L'Action catholique*, à la page 1, mentionne plutôt \$18,916,583.06.

8. Montant du *Soleil* du 19 mars 1925, à la page 13. Le même jour, *L'Action catholique*, à la page 4,

mentionne plutôt \$273,881, tandis que *L'Événement*, à la page 13, écrit \$273,000.

9. Montant du *Soleil* du 19 mars 1925, à la page 13. Le même jour, *L'Action catholique*, à la page 4, mentionne plutôt \$37,000,000.

10. Montant de *La Patrie* du 19 mars 1925, à la page 7. Le même jour, *L'Action catholique*, à la page 4, mentionne plutôt \$450.

11. *L'Événement* du 19 mars 1925, à la page 13, rapporte que la séance recommence à 9 heures, parce qu'il n'y a pas assez de députés en Chambre: "On chercha des députés ici et là. La grande majorité des ministériels étaient au club Taschereau, où il y avait fête et où M. Athanase David prononçait un discours. Comme les oppositionnistes n'étaient pas à la fête du club Taschereau, il y eut 11 députés conservateurs et 11 députés libéraux peu de temps après que M. l'Orateur eut repris sa place sur le trône."

12. Le comité se réunit sous la présidence de M. Bordeleau (Champlain).

13. M. Sauvé fait allusion à un discours du secrétaire provincial (l'honorable M. David), prononcé lors d'un banquet à Sainte-Thérèse, et durant lequel il aurait dit en substance qu'il valait mieux vendre nos forêts plutôt que de les laisser brûler. Ces accusations, basées sur un journal ayant cité incorrectement l'honorable M. David, furent réfutées par ce dernier lors de la séance du 21 janvier dernier. Pour en savoir plus sur les accusations de l'opposition à ce sujet, voir les séances antérieures au 21 janvier 1925.

14. Heure citée dans *Le Canada* du 19 mars 1925, à la page 7. *L'Événement* du même jour, à la page 13, mentionne plutôt 10 h 40.

Séance du jeudi 19 mars 1925

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 10 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 169 modifiant la loi dentaire de Québec.

M. Daniel (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 165 modifiant le Code municipal relativement aux cours d'eau municipaux.

Concours et Ordre du mérite agricole

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 206 concernant l'Ordre du mérite agricole de la province de Québec et les concours du mérite agricole.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Taxe sur les amusements

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 204 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la taxe sur les amusements.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Véhicules automobiles

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 205 modifiant la loi concernant les véhicules automobiles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Fermes de démonstration

M. Renaud (Laval): 1. Combien de fermes de démonstration ont été établies par le gouvernement, depuis la réponse qu'il a faite le 20 février 1924?

2. Quels sont les noms de ces propriétaires?

3. Quels sont les personnes et comtés où ces fermes sont situées?

4. Combien chacune de ces fermes a-t-elle coûté au gouvernement jusqu'à ce jour?

5. Le gouvernement a-t-il reçu un rapport des opérations de chacune des fermes de démonstration établies sous sa direction?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1. Quatre.

2. et 3. MM. Georges Béliveau, Asbestos, comté de Richmond; Ernest Frigon, Louiseville, comté de Maskinongé; Damase Lafortune, L'Assomption, comté de L'Assomption; Ferdinand Perras, Thurso, comté de Papineau.

4. Ferme d'Asbestos, \$327.30; ferme de Louiseville, \$496.05; ferme de L'Assomption, \$468.54; ferme de Thurso, \$289.20.

5. Un rapport des opérations est préparé chaque année.

Dispensaires

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): 1. Les dispensaires sont-ils pour les indigents seulement?

2. Dans l'affirmative, comment le médecin, en charge d'un dispensaire, peut-il savoir que celui qui se présente est bien un indigent?

3. Un certificat d'indigence est-il exigé?

4. Dans l'affirmative, comment ces certificats sont-ils contrôlés?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Les dispensaires, sous le contrôle du gouvernement,

reçoivent pour examen tous les malades qui se présentent. Seuls les indigents y sont traités.

2. et 3. Les indigents sont reçus dans les dispensaires, sur présentation d'un certificat de leur médecin de famille.

4. Les directeurs des dispensaires acceptent les déclarations des médecins de famille.

Bois de pulpe

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien reste-t-il de bois non brûlé sur le parcours du Transcontinental de Hervey Jonction aux limites de la province, sur une étendue de 5 milles de chaque côté de la voie ferrée?

2. Combien reste-t-il de bois non brûlé sur le parcours du chemin de fer Québec & Lac-Saint-Jean, de Rivière-à-Pierre au lac Bouchette, sur une étendue de 10 milles de chaque côté?

3. Combien reste-t-il de bois non brûlé le long de la rivière Saint-Maurice, depuis son embouchure à la tête du Saint-Maurice, sur une étendue de 5 milles de chaque côté?

4. Combien reste-t-il de bois non brûlé le long des rivières suivantes: La Tranche, La Brûlée, Le Vermillon, La Petite et La Grande Flamand, La Windigo, La Rivière Harricana et Macamic?

5. Combien de millions de billots et de millions de pieds de bois ont été coupés le long du Saint-Maurice et de ses affluents dans l'hiver de 1923-1924?

6. À combien d'années la capacité de la réserve forestière pour l'alimentation des moulins de pulpe des Trois-Rivières, de Shawinigan Falls, de Grand'Mère et de La Tuque est-elle évaluée?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. 2. 3. 4. et 6. Il nous est impossible de fournir les renseignements demandés, le gouvernement n'ayant pas les données nécessaires pour répondre à ces questions telles que formulées.

5. Durant l'hiver 1923-1924, il a été coupé, dans le bassin du Saint-Maurice, 33,333,557 billots renfermant 402,879,422 pieds mesure de planche.

Questions de privilège:

Quebec Industrial Alcohol Company Limited

M. Smart (Westmount): Je me lève pour une question de privilège¹. Récemment, les journaux ont publié non seulement dans cette province, mais

partout au Canada, une nouvelle disant que des procédures avaient été intentées en cour criminelle contre moi et cinq autres citoyens, sous prétexte que, comme directeurs de la Quebec Industrial Alcohol Company Limited, nous aurions violé la loi de la contrebande communément appelée "Blue Sky Law". En vertu des Statuts, les procédures auraient dû être intentées contre la compagnie, s'il y avait matière à procédures. Ce n'est qu'à défaut de paiement par la compagnie que l'on peut atteindre personnellement les directeurs.

Pour des raisons mieux connues de ceux qui les ont intentées, les procédures ont été renversées. Je tiens à dire que l'information venait du bureau de Paul-E. Lanctôt, fils du sous-procureur général², car la nouvelle a paru dans les journaux de Montréal avant même que l'action n'eût été servie aux intéressés. La cause a été instruite hier, et le juge Amédée Monet l'a renvoyée promptement parce que les personnes accusées n'étaient pas effectivement directeurs de la compagnie, mais avaient simplement accepté de l'être...

J'ajoute que la Quebec Industrial Alcohol Company a été incorporée en vertu du Dominion Companies Act, et qu'elle s'est conformée à toutes les dispositions de la loi en déposant les documents nécessaires au secrétariat d'État, Ottawa. Sur l'avis de son avocat, la compagnie a cru qu'elle ne devait faire aucun rapport au secrétaire de la province (l'honorable M. David).

Travaux de la Chambre:

Prorogation

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Avant de passer à l'ordre du jour, je demanderais au gouvernement si, comme *Le Devoir* l'a annoncé, c'est son intention d'amender la loi d'adoption dès cette session.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous sommes justement à étudier la chose.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais, en attendant, le gouvernement fait annoncer par ses journaux qu'il fermera les portes du Parlement le 28 mars, et nous voudrions avoir le temps d'étudier les amendements s'il en propose. Veut-il nous prendre au dépourvu?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous n'avons jamais fait annoncer rien de tel dans les journaux. Le gouvernement n'a rien fait

annoncer. Nous ne fermerons les portes, c'est-à-dire nous ne prorogerons la session que lorsque le travail sera fini. Si le travail est fini le 28 mars, la session sera prorogée; sinon, nous continuerons à travailler.

Véhicules automobiles

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Ouest (l'honorable M. Madden), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 205 modifiant la loi concernant les véhicules automobiles.

Adopté.

Écoles protestantes de Montréal

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 194 concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs.

Adopté.

Prix dans les écoles

M. Bernard (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill B du Conseil législatif modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement aux prix distribués dans les écoles soit maintenant lu une deuxième fois.

M. l'Orateur, j'ai accepté avec orgueil de me faire le parrain de ce projet dont mon concitoyen, M. le docteur Choquette, conseiller législatif, a la paternité³. Cet homme distingué, auquel nous devons quelques-unes des pages les plus délicieuses de notre littérature nationale, a voulu rendre service à nos littérateurs et à notre race en recommandant une diffusion plus large du livre de chez nous dans les écoles.

Sans vouloir faire un long discours, à cette heure avancée de la session, je crois devoir donner les raisons principales qui militent en faveur de ce projet. D'après les statistiques, il y a, dans la province de Québec, 1,760 municipalités scolaires, 7,608 écoles⁴ élémentaires, complémentaires et académiques, qui reçoivent un octroi de \$1,602,000, soit \$750 en moyenne par municipalité scolaire,

chaque année. D'après le rapport du secrétaire-trésorier, chaque municipalité donne en prix, aux examens publics et obligatoires de fin d'année, une somme moyenne de \$40, soit en tout \$70,400. Jusqu'ici, ce capital a été employé surtout à l'achat de livres étrangers et l'on semble dédaigner les livres canadiens. Comme on y traite surtout de sujets inconnus à notre pays et peu en accord avec notre mentalité et à nos coutumes, les élèves n'y apprennent pas grand-chose.

Il est pratique, ce me semble, d'obliger les commissions scolaires d'affecter la moitié de la somme susdite à l'achat de livres exclusivement canadiens. Ainsi, nos auteurs seraient assurés, chaque année, d'une somme annuelle de \$35,000, ou à peu près, qui restera au pays. Un tel encouragement leur serait précieux et procurerait plus de travaux aux ouvriers dans nos ateliers d'imprimerie. Par l'attribution au profit des nôtres de ces \$35,000, toute la population en bénéficierait, même la population ouvrière, car, le tirage des livres canadiens devenant plus fort, le prix en serait baissé et deviendrait à la portée de toutes les bourses. Surtout, la production intellectuelle en serait sûrement augmentée.

On sait que le gouvernement consacre, chaque année, des sommes importantes à l'achat de livres canadiens. Nous en avons des auteurs canadiens. L'institution du prix David, en stimulant les écrivains, a fait éclore plus de 35 œuvres⁵ nouvelles dans la province, qui n'auraient pas vu le jour autrement. On peut voir les progrès que l'on peut faire dans ce domaine d'activité.

Les livres canadiens sont intéressants et ils méritent d'être lus par toute la population, comme les auteurs canadiens doivent être aussi encouragés. Le même phénomène se produira avec l'encouragement des municipalités scolaires. Sans compter que l'on développera chez tous le goût du terroir...

M. Plante (Beauharnois): Écoutez, écoutez..

M. Bernard (Rouville): ... l'amour du sol natal, le patriotisme et que nous rendrons plus étroite l'unité nationale que menacent tant d'éléments de dissolution. Ces considérations ne sont pas tout à fait nouvelles.

Un projet de loi, portant les mêmes dispositions, était passé en 1916, mais il resta lettre morte. Maintenant, c'est le Conseil législatif qui le propose à l'unanimité. L'exemple vient de haut. À nous de suivre. Je suis heureux, dit-il, de saisir l'occasion pour féliciter le secrétaire provincial (l'honorable M. David) de l'encouragement qu'il ne cesse de donner à notre littérature et aux études historiques.

En terminant, je me permets de rendre un tribut d'hommage à mon compatriote, l'honorable docteur Choquette, qui vient comme moi des bords du Richelieu, pour l'heureuse idée de sa mesure adoptée à l'unanimité du Conseil législatif après un brillant débat. Membre de la Société royale, écrivain distingué, bon patriote, et qui a su trouver son inspiration sur les rives enchanteresses du Richelieu. Nul n'était plus qualifié que lui pour réclamer la reconnaissance des auteurs canadiens. J'espère que l'on se ralliera autour de son projet et que la mesure sera votée à l'unanimité.

(Applaudissements)

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Une mesure dont l'objet est d'encourager nos écrivains, en aidant à la diffusion de leurs œuvres, et de donner une impulsion nouvelle à l'art de la typographie et de la reliure ne saurait manquer d'avoir mon adhésion la plus complète; et je la lui donne d'autant plus volontiers que son auteur, qui est un de nos écrivains distingués, dont la valeur n'a d'égale que sa modestie, a compris que le livre français d'outre-mer devait continuer à avoir une large place chez nous, et qu'il était nécessaire de prolonger un contact intime avec la pensée française. "Non seulement parce que ses maîtres, selon l'expression de l'abbé Groulx⁶, doivent rester les maîtres de notre insuffisance, mais parce qu'il importe à notre durée que les contacts de la pensée française nous apportent cette substance d'art et de morale, ces vertus de la race et de l'esprit, qui font l'essence de notre culture".

C'est une mesure qui arrive bien à son heure. L'enfance de notre peuple a été, il est vrai, bercée par les chansons bretonnes et normandes, mais il faut avouer que c'est lentement, au milieu de difficultés sans nombre, que s'est édifiée notre littérature. En effet, sous la domination française, elle n'existait pas. Le métier de défricheur et de soldat occupait nos pères; ils ne pouvaient s'adonner facilement à la culture intellectuelle. Leur volonté était aussi paralysée par l'absence de typographie qui ne fut importée dans ce pays qu'en 1764, c'est-à-dire 156 ans après la fondation de la colonie.

Après la conquête, nos ancêtres furent d'opinion qu'ils ne devaient pas écrire avec la plume, mais avec le soc de la charrue, leur ferme volonté de prendre profondément racine dans le sol, afin de mieux résister aux tempêtes qui pouvaient les assaillir. D'ailleurs, le conquérant ne nous connaissait pas encore; il ne savait pas que la première qualité de l'âme française est la loyauté, et, pendant un siècle, le livre français, cette richesse

intellectuelle si nécessaire à notre civilisation, ne put pénétrer au milieu de nous. Inutile de dire que nous en avons grandement souffert.

Avec le régime constitutionnel, les défenseurs de nos droits et de nos libertés ne tardèrent pas à paraître. C'est à qui, au Parlement, élèverait la voix la plus éloquente, et, dans la presse, tiendrait la plume la plus courageuse. La poésie et l'histoire naquirent ensuite, encouragées par des associations et par les concours littéraires de l'Université Laval, en 1864. Ces concours avaient lieu à Québec, c'était alors le foyer de notre vie intellectuelle; et, on ne peut le nier, si Montréal est aujourd'hui le centre des activités commerciales et industrielles, Québec est bien restée le vrai centre de nos activités intellectuelles.

Elle a gardé presque inaltéré le caractère français qui lui avait été donné par ses premiers gouverneurs. Cela se voit au grand nombre de ses monuments, à l'alignement de ses maisons, à l'architecture de ses édifices publics, mais surtout, et je suis content de lui rendre ce témoignage, à la tournure d'esprit de ses habitants, à la spontanéité de l'accueil de ses habitants, comme au charme de leur hospitalité.

(Applaudissements)

Ces concours, féconds en heureux résultats, ont été continués avec succès, par l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David), et je lui en adresse mes compliments. La littérature canadienne, commencée par des chansons, devait finir par le roman et la critique littéraire. Tous les genres ont été heureux. Nous avons des œuvres remarquables. En passant, je m'inclinerai en face de la personnalité des abbés Roy⁷ et Groulx, dont le travail inlassable nous assure des œuvres qui vivront. Les honorables MM. David et Chapais⁸ sont des historiens dont les travaux précieux auront toujours l'une des premières places dans la littérature canadienne.

Un roman, qui a déjà attiré l'attention de cette Chambre, a aussi attiré la mienne. Il s'agit de *Marcel Faure*⁹. C'est un ouvrage vraiment remarquable par sa nouveauté. Il est émaillé de mots audacieux, mais la richesse et l'originalité du style, la beauté des tableaux et les considérations intéressantes qu'il contient font oublier ce léger défaut. L'auteur a un talent brillant, prometteur; j'espère qu'il lui fera tenir ses promesses.

(Applaudissements)

Nous avons donc aujourd'hui une littérature nationale; elle portera toujours l'empreinte de l'esprit français; mais d'ordinaire, elle reflète si bien notre ciel, notre passé historique, nos croyances, nos espoirs, qu'elle indique clairement l'état moral et

intellectuel de notre peuple et ajoute un caractère nouveau à tous les caractères qui distinguaient déjà notre groupe ethnique.

J'approuve ce projet de loi, parce qu'il contribuera à entourer nos sculpteurs d'idéals de la considération publique à laquelle ils ont droit et qui facilite leur tâche. À part d'être la plus haute expression de la civilisation européenne, le livre de France sera toujours notre modèle à cause de la perfection de sa forme littéraire, et il devra sans cesse avoir sa large place dans la distribution de nos récompenses scolaires.

Mais le livre canadien, avec son grisant parfum de terroir, soit qu'il décrive la beauté des spectacles de notre nature grandiose avec ses fleuves immenses, ses hautes montagnes, et la blancheur de nos hivers, soit qu'il peigne les mœurs simples de nos habitants de la campagne ou l'existence enfiévrée de nos habitants de la ville, soit qu'il narre les événements de notre glorieux passé, nous apportera toujours, il me semble, comme une bouffée d'air pur et vivifiant, qui, en nous faisant mieux apprécier les choses de la terre canadienne, nous la fera mieux aimer. Voilà pourquoi, il faut dès maintenant favoriser davantage l'expansion du livre canadien, dont une lecture plus assidue par les jeunes tiendra en éveil leur fierté nationale.

(Applaudissements)¹⁰

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne): (Parlant en anglais) Si l'on en jugeait par le fait que ce projet a pour auteur l'honorable conseiller législatif de Rougemont (M. Choquette) et que l'honorable député de Rouville (M. Bernard) s'en est fait le parrain en cette Chambre, on pourrait conclure que le centre intellectuel d'Athènes de cette province est dans le beau comté de Rouville. Mais, en écoutant le discours de l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Tétreau), j'ai pensé que je devais dire un mot. Je crois de mon devoir d'appuyer cette mesure patriotique, et cela, au nom de la minorité anglaise de la Chambre. Cette loi contribuera à l'encouragement des auteurs canadiens et au développement littéraire, anglais et français, qui aura pour but de former un sentiment national dans notre population.

J'exprime mon admiration pour les travailleurs de l'esprit qui ont besoin de la sollicitude du pouvoir, et c'est pourquoi tous sont en faveur de cette loi. J'espère que ce projet sera voté, non seulement dans l'intérêt de nos littérateurs, mais pour assurer aussi la diffusion de celles de leurs œuvres qui ont de la valeur.

(Applaudissements)

M. Authier (Abitibi): Qu'il soit permis à un autre fils de cette région de Rouville¹¹ et Richmond, dont on vient de parler, de joindre sa modeste voix à celle de ses aînés, et de demander à cette Chambre de se rallier unanimement à la proposition qui lui est faite. Déjà, les raisons essentielles du projet ont été données; il n'est guère besoin d'insister davantage pour que nos législateurs acceptent de cœur joie d'aider à la culture littéraire en ce pays par l'encouragement qu'on leur demande. Notre province possède des œuvres dignes d'être répandues dans nos écoles et des talents auxquels il est nécessaire de procurer un aliment, pour leur permettre d'arriver à pleine maturité.

Le talent littéraire ne manque pas en notre province. On a nommé, tout à l'heure, plusieurs de nos hommes de lettres qui ont fait leur marque et auxquels nous devons quelque reconnaissance. Parmi ceux-là, il m'a été agréable d'entendre citer une œuvre vivante, intéressante et qui restera, *Marcel Faure*, de M. Jean-Charles Harvey¹². L'originalité, le style et la hardiesse de ce roman, bien canadien, méritent une mention spéciale. Nous avons chez nous de beaux talents littéraires qu'il est de notre devoir d'encourager par tous les moyens qui sont à notre disposition.

Malheureusement, le talent, dans un pays jeune comme le nôtre, ne suffit pas à faire vivre son homme. Ce projet nous rappelle le beau temps où, à la fin de l'année scolaire, nous allions chercher nos prix. Nous constatons aujourd'hui que l'on aurait peut-être dû nous offrir dans ces prix un peu plus des histoires de chez nous. C'est pourquoi la distribution plus abondante des œuvres canadiennes dans nos écoles procurera à nos ouvriers de la plume un nouvel aliment de vie et de travail. Il faut que le peuple canadien sache encourager ceux qui, en se consacrant à la littérature, veulent relever le prestige de notre race.

Jusqu'ici, on nous a trop donné d'œuvres bien reliées à dorures voyantes, qui nous racontaient des histoires d'outre-mer. Ce qu'il faut à nos enfants, ce sont des histoires de notre pays, des récits décrivant nos mœurs, nos habitudes, nos paysages, nos aspirations et notre idéal. "Ô notre histoire, a-t-on dit, écrin de perles ignorées."

C'est à la jeunesse qu'il faut apprendre cette histoire, et il n'y a qu'un moyen d'aider les nôtres à la bien connaître, c'est d'adopter cette mesure qui répandra l'écrit canadien dans tous les foyers canadiens. Je suis heureux d'appuyer de tout cœur cet excellent projet.

(Applaudissements)

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

M. Bernard (Rouville) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Avant aujourd'hui, j'avais en cette Chambre approuvé l'idée d'encourager, par tout moyen convenable, la diffusion de la saine littérature canadienne. Un débat à ce sujet eut lieu alors que l'honorable M. Décarie¹³ était secrétaire provincial. Je suis encore en faveur du mouvement de la distribution de livres canadiens, comme prix d'examens scolaires, pourvu qu'il n'oblige pas les commissaires scolaires à grever davantage leurs budgets et à augmenter la taxe scolaire. Il ne faut pas oublier que nous traversons une crise et que nos cultivateurs en souffrent avec alarme.

Un bon moyen de populariser le livre canadien, en vue de le faire bien accueillir et désirer comme livre de récompense scolaire, serait d'adopter une apparence, une ouverture populaire, comme celle de la collection Dollard. Notre brave population rurale, qui se contente de la bonne philosophie du foyer chrétien, exigera des livres intéressants pour fortifier son âme et pour nourrir son intelligence. Est-ce que le bill engage le crédit de la province?

L'honorable M. David (Terrebonne): Pas du tout. Ce sont les municipalités qui paient. Nous leur demandons simplement d'affecter la moitié de la somme consacrée aux prix à l'achat de livres canadiens. Seuls les meilleurs livres canadiens approuvés par le Conseil de l'instruction publique seront recommandés aux commissions scolaires. La mesure profitera à tous.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que ça va être une nouvelle source de dépenses pour les commissions scolaires?

L'honorable M. David (Terrebonne): Il est vrai que les livres canadiens se vendent cher, généralement, mais plusieurs éditeurs ont promis à l'auteur de ce projet qu'ils pourraient mettre sur le marché des livres canadiens à aussi bon marché que ceux qui viennent des librairies françaises. Les reliures rouges et dorées, qui d'ailleurs n'ont rien de pratique, seront remplacées par une reliure moins

coûteuse. Le coût de l'imprimé baissera, car les tirages seront plus considérables. Par exemple, un éditeur, au lieu de tirer à 1,000 exemplaires, tirera à 10,000.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il faudrait que les livres soient attrayants pour les enfants.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je crois que les éditeurs peuvent donner autant d'attrait aux livres de chez nous qu'aux livres français.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il faudrait surveiller le choix des volumes. Seuls les livres recommandables devraient entrer dans les écoles. En outre, il faudrait aussi que les thèses des livres, les thèses sur le patriotisme soient acceptables aux parents des enfants.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le choix appartient uniquement aux municipalités.

M. Plante (Beauharnois): Les municipalités scolaires n'iront jamais trop loin dans cette voie. Il faut être heureux que l'exemple parte de si haut. (En souriant) Après ce beau geste du Conseil législatif, nous ne pourrions plus dire comme autrefois les "vieillards malfaisants"¹⁴, mais les "vieillards bienfaisants". J'ai toujours eu un faible pour le Conseil législatif...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est une institution conservatrice.

M. Plante (Beauharnois): Comme l'a si bien dit M. l'abbé Camille Roy, il faut encourager notre littérature nationale, parce qu'il est de notre devoir de protéger les arts. Je faisais mention l'autre jour d'un roman qui mérite d'être encouragé dont on a parlé de nouveau il y a un instant. Je veux mentionner un autre livre fort intéressant et que mon honorable ami le secrétaire provincial (l'honorable M. David) devrait encourager, dû celui-là à la plume d'un de nos citoyens les plus cultivés de la métropole: *Voyage autour du monde*, par M. le juge Charles A. Wilson¹⁵. J'y ai lu des passages remarquables et nos enfants y trouveraient des observations très utiles et très instructives. C'est un livre superbe et qu'on lira partout avec intérêt. Il (M. Plante) donne lecture de quelques passages de ce livre.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bernard (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que la Chambre a adopté ledit bill sans amendement.

Remboursement de droits:

Servantes du Très-Saint-Sacrement

M. Létourneau (Québec-Est) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), que les droits ordinaires payés pour le bill 55 constituant en corporation la Congrégation des Servantes du Très-Saint-Sacrement de Québec soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser la propagation du culte et l'expansion d'œuvres de piété et de bienfaisance.

Adopté.

Commission des écoles catholiques de Montréal

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 132 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Rouyn Mines Railway Company

M. Bordeleau (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 145 constituant en corporation Rouyn Mines Railway Company.

Adopté.

En comité¹⁶:

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Est-ce que ce projet se réalisera?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons l'assurance de Sir Henry Thornton¹⁷ que le C.N.R. doit bâtir ce chemin de fer entre O'Brien, sur le C.N.R., et Rouyn. La compagnie veut construire ce chemin de fer le plus tôt possible. On veut surtout arriver avant le Temiscaming and Northern Ontario (T. & N. O.)¹⁸, si nous ne voulons pas que le profit de nos mines aille entièrement en Ontario. Si nous ne nous hâtons pas, les métaux précieux seront dirigés vers la province voisine où on les traitera. D'abord, nous comptons que le C.N.R. s'en chargerait, mais il est possible que le sénat ou la Chambre des communes refusent l'autorisation aux chemins de fer nationaux du gouvernement de construire cette voie ferrée à cause de la crise.

Alors, il faut compter sur autre chose. Si Sir Henry Thornton ne peut agir, la Rouyn Mines Railway Company s'en chargera. J'ai l'assurance formelle que les capitaux sont trouvés et que les travaux seront exécutés. On commencera dès le mois de mai et, en décembre, tout sera terminé. Ce sera un bien considérable pour toute la province. Il y a quantité de minerais qui n'attendent aux mines que ce chemin de fer. D'ailleurs, on ne nous demande qu'une charte et rien de plus, ni faveurs ni subsides.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): On accorde trop facilement ces chartes de chemins de fer depuis quelque temps et au cours de cette session. Une charte de chemin de fer n'est pas une simple lettre patente. Je recommande plus de prudence. Ces compagnies, en obtenant leur charte, se trouvent à avoir des droits acquis. Dans le cas présent, si cette compagnie est si sérieuse, pourquoi ne nous donne-t-on pas les noms de ses promoteurs? Ce sont des hommes importants, dit-on; c'est une raison pour donner leurs noms. Au lieu de ces noms, on ne voit dans le bill que les noms de commis de Montréal. Les véritables directeurs ont-ils des raisons particulières pour cacher leurs noms?

Nous ne devrions pas accorder la charte à cette compagnie, car les promoteurs dont les noms apparaissent sur le projet sont apparemment des prête-noms. Pourquoi ne saurions-nous pas à qui nous avons affaire? En incorporant cette compagnie dans ces circonstances, nous donnons au Sénat une bonne raison pour ne pas prendre ce projet au sérieux. Le moins que l'on puisse savoir, c'est de connaître ceux à qui l'on a affaire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous faisons ici ce qui s'est toujours fait dans le passé. Je suis convaincu que l'honorable député de

Jacques-Cartier a déjà fait des incorporations dans son bureau d'avocat, et il a sans doute pris les noms de ses sténographes pour présenter la demande. Ce sont les autorités du C.N.R., MM. Thornton et Robb, qui ont demandé d'autoriser la compagnie Rouyn Mines Railway Co. et ont affirmé que le capital est souscrit et que les capitalistes sont prêts à construire la voie projetée si le C.N.R. ne la construit pas. Je n'ai pas d'objection à ajouter au bill une clause qui dirait que si la ligne n'est pas construite dans un an, la charte sera abolie. La compagnie ne demande aucun subside à la province.

Encore une fois, Sir Henry Thornton s'intéresse vivement à ces travaux. Il veut relier Rouyn au Transcontinental, et c'est lui qui nous assure que les promoteurs de cette compagnie bâtiront le chemin de fer de 35 milles. La province de l'Ontario construit actuellement une ligne qui viendra dans notre district minier.

Le C.N.R. désire y arriver le premier, afin d'obtenir le trafic. Si la voie de la Rouyn Mines Railway Company n'est pas prête avant l'autre, le trafic de nos mines ira vers l'Ontario. Le gouvernement n'aurait pas pris sur lui de recommander l'octroi d'une charte à une compagnie qui n'aurait pas été sérieuse ni solvable. Je suis sûr que le député de Jacques-Cartier n'oserait pas même voter contre ce bill.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je ne suis pas contre le principe du bill quand on établit sa nécessité, mais j'aimerais savoir qui est là-dessous. Je veux me renseigner quant à la solvabilité des compagnies formées et incorporées. Je veux, dans le cas présent, connaître les noms des véritables promoteurs de la compagnie créée.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que Sir Henry a dit au premier ministre qui est au fond de cette compagnie?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Sir Henry Thornton nous a dit: "Nous voulons bâtir ce chemin de fer. Si le Parlement fédéral nous refuse l'argent pour le construire, nous le ferons construire immédiatement par cette compagnie qui demande son incorporation." Le seul but du gouvernement est de garder nos richesses dans la province de Québec. L'honorable M. Ferguson, premier ministre d'Ontario, m'a télégraphié ces jours derniers pour me demander si nous bâtirions à Rouyn, car il veut y prolonger le chemin de fer du gouvernement d'Ontario, le Temiscaming & Northern Ontario.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (En souriant)
Le premier ministre deviendra peut-être président de la compagnie?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(En riant) Il n'y a pas de danger pour cela.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): N'y a-t-il pas un ministre intéressé dans une mine de l'Abitibi¹⁹?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(En riant) Et après? Quel mal y a-t-il à cela? Pour moi, je serais heureux d'avoir assez de capital pour le placer dans les mines, et je souhaite à nos amis de l'opposition de s'y intéresser eux-mêmes.

(Rires)

Mais je réaffirme franchement qu'il n'y a là aucun intérêt personnel et qu'il s'agit simplement d'une promesse formelle de Sir Henry Thornton.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Il y a du mystère là-dedans.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Ce n'est pas plus mystérieux que ce qui se passe maintenant au fond de l'opposition.

(Rires)

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Mais le chemin de fer sera-t-il construit?

M. Authier (Abitibi): La parole de Sir Henry Thornton devrait suffire à l'honorable député de Jacques-Cartier. Nous devons attendre de magnifiques résultats de ce chemin de fer. Le projet est si important que Sir Henry Thornton a cru devoir s'y intéresser et s'en occuper activement. La population de l'Abitibi est unanime à le désirer. Mais quelqu'un pourra croire que ce chemin de fer peut remplacer ou nuire à l'autre projet que j'avais l'honneur de proposer l'autre jour. Je dois dire que tous deux sont également nécessaires et utiles à la région.

Pour vous en convaincre, je n'ai qu'à vous dire que le jour même où nous allions à Montréal demander à certaines autorités de nous appuyer, nous nous rendions auprès de Sir Henry Thornton, pour lui proposer de construire le chemin de fer dont on veut aujourd'hui l'incorporation. Sir Henry nous répondit qu'il s'en occupait sérieusement et qu'il trouverait une solution satisfaisante. Nous sommes heureux de constater que cette solution n'est autre que le projet actuel.

Je félicite le gouvernement de présenter la mesure, et je profite de l'occasion où il est question de l'avenir de notre région minière pour louer hautement le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) d'avoir passé une loi obligeant les compagnies minières à construire dans la province même leurs usines de réduction de minerai. De la sorte, des industries considérables naîtront dans la province de Québec et j'entrevois avant longtemps la création de nouvelles paroisses dans notre région, grâce à l'encouragement donné par le gouvernement à l'industrie minière.

Dans notre région, nous verrons s'élever des villes aussi intéressantes que Cobalt, Cochrane, etc., du Nord ontarien. La population de l'Abitibi en sera reconnaissante au gouvernement et au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault).

(Applaudissements)

Les articles 1 à 19, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Bordeleau (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 122 amendant la charte de la St. Francis Valley Railway Company.

The Hebrew Maternity Hospital

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 modifiant la charte de The Hebrew Maternity Hospital soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

(Le sergent d'armes, J.-M. Barthe, frappe les trois coups à la porte de l'Assemblée. Le sergent d'armes J.-O. Delisle, répond et revient en disant: "M. l'Orateur, un messenger du Conseil législatif".

M. l'Orateur: Faites entrer le messenger.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. J.-M. Barthe, huissier à la verge noire suppléant. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 20 modifiant la loi électorale de Québec;
- bill 28 légalisant certaines signatures apposées par le registraire de la division d'enregistrement de Montmagny;
- bill 42 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement au traitement des recorders;
- bill 52 amendant la charte de The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company;
- bill 73 ratifiant l'acquisition et l'aliénation de propriétés par William Currie Limited;
- bill 85 amendant la charte de la ville LaSalle;
- bill 91 amendant la charte de l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec;

- bill 92 constituant en corporation The Thurso and Nation Valley Railway Company;
 - bill 104 concernant la succession de J. U. Gregory;
 - bill 155 modifiant l'article 36 des Statuts refondus, 1909.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Les députés reviennent à leur salle de séances.

St. Maurice Lumber Company

M. Mercier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 140 modifiant la charte de la St. Maurice Lumber Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

La Chambre suspend ses travaux à 5 h 45²⁰.

Reprise de la séance à 9 h 10²¹

(Sur le parquet on remarque M. Boivin, député de Shefford à Ottawa, ex-Orateur suppléant de la Chambre des communes. L'honorable M. Taschereau cause pendant quelque temps avec le distingué visiteur)²²

St. Maurice Lumber Company

Selon l'ordre du jour adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 140 modifiant la charte de la St. Maurice Lumber Company.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Département de la Voirie

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le

bill 40 modifiant la loi concernant le département de la Voirie.

Adopté.

En comité²³:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): J'ai donné hier des explications qui, je l'espère, suffiront à éclairer la Chambre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La question de la voirie est discutée depuis longtemps. L'opposition se réjouit jusqu'à un certain point, puisque ces amendements à la loi de la voirie que présente le gouvernement sont la conséquence des revendications de l'opposition et de sa campagne.

À l'élection partielle de Labelle, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) déclarait que la loi de la voirie ne serait pas changée et qu'il était prêt à tomber sur cette question, mais l'opposition a averti le gouvernement, qui est obligé de se rendre à la politique de l'opposition. Comme celle-ci le demandait, le gouvernement a pris à ses frais, après l'élection de Labelle, l'entretien des principales routes de la province et, aujourd'hui, il diminue le taux de l'intérêt sur les argents prêtés aux municipalités. Aux dernières élections, dans le comté de Québec entre autres, j'ai défié le gouvernement de faire des élections générales sans amender sa loi, de façon à alléger le fardeau qui pesait et qui pèse encore sur les cultivateurs.

Le gouvernement nous dénonçait comme de faux amis du peuple et défendait sa politique. Aujourd'hui, devant le désastre des cultivateurs, devant le refus des municipalités de payer ce que leur réclame le ministre de la Voirie, le gouvernement est obligé d'apporter un remède. Le gouvernement vient piteusement présenter un léger amendement pour améliorer sa loi de voirie. Il s'agit maintenant de savoir s'il fait assez.

L'opposition se rend compte que l'administration de la voirie est un problème difficile dans un pays où la population est disséminée sur un vaste territoire. Le chemin du roi est devenu le rival du chemin de fer. Les deux ont coûté des millions et des centaines de millions. Le problème est alarmant. Il faut l'envisager avec bon sens et, s'il faut embrasser les besoins nouveaux, il faut se garder d'engager notre population à des obligations trop ruineuses. La mesure peut paraître habile, mais elle cache un gros point du problème. Mais le problème rural est très lourd et difficile à résoudre.

Nous avons perdu des milliers de cultivateurs. Les gouvernements, depuis quelques années, en ont découragé des milliers d'autres par

leur manque de prévoyance, en niant, en méprisant leur misère et en les accablant d'obligations trop lourdes. Le gouvernement, en face de cette situation, a voulu faire du bluff. Par des articles dans les journaux, par des conférences, ne considérant que la prospérité qui n'était évidemment que passagère, le gouvernement a engagé les municipalités et il les a poussées à appliquer sa politique de voirie. Certains ingénieurs et certains inspecteurs du département de la Voirie n'ont pas donné aux conseils municipaux une direction sage et sont responsables de l'augmentation inutile des dépenses. L'opposition prétend qu'en face de la situation agricole actuelle, il faut protéger les cultivateurs non par des discours, mais par des actes.

Si le gouvernement avait, dès 1912, suivi la politique de l'opposition dirigée par M. Tellier, nos chemins auraient été dès lors classifiés; le gouvernement aurait d'abord construit les grandes routes selon toutes les règles de l'art, puis les municipalités auraient eu à s'occuper des ramifications suivant un plan moins coûteux. Le contraire est arrivé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Avions-nous l'argent qu'il fallait pour cela dans ce temps-là?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre me semble en bonnes dispositions ce soir et il ne devrait pas m'interrompre.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): (En souriant) N'insultez pas les bonnes dispositions.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (En souriant) Oh! Non! (Redevenant sérieux) Le gouvernement n'a pas voulu cette politique et a encouragé les municipalités à s'endetter lourdement. Au début, il a encouragé le club des automobilistes à réclamer de meilleurs chemins, à forcer les municipalités à se conformer aux besoins des touristes, et aujourd'hui, le gouvernement est obligé de poursuivre les municipalités pour se faire payer. Le gouvernement est injuste quand il dit que si les municipalités ont d'énormes dettes, c'est leur propre faute puisqu'elles étaient libres de faire ou de ne pas faire leurs chemins.

Sur 36,000 milles de chemins, nous en avons 6,000 milles d'améliorés et ces derniers ont coûté au-delà de \$50,000,000. C'est énorme. Cette année, il fait mine de donner un gros cadeau, mais nous prétendons que cette mesure n'est pas suffisante. Un gouvernement qui se vante d'un surplus de

\$1,500,000 par année devrait donner un secours plus efficace à la population de cette province.

L'opposition le répète encore, c'est dans son programme, il faut à tout prix et à tout sacrifice apporter au cultivateur une aide efficace suffisante pour l'encourager à rester sur sa ferme. Il faut faire assez pour le garder chez lui et pour ramener au sol de notre province ceux qui l'ont quitté. En refusant cette aide, on trahit les plus forts intérêts de notre province; on méprise le citoyen le plus indispensable à la prospérité nationale. Certes, les autres classes méritent aussi notre considération et une juste part d'assistance. Alors que les cultivateurs sont endettés, alors que les ouvriers chôment, est-il raisonnable d'augmenter les dépenses dans les départements?

L'opposition se rend compte qu'un gouvernement doit administrer suivant les besoins du pays et de toutes les classes de sa population. Mais j'aimerais mieux, pendant le temps de la crise, retrancher \$1,000,000 dans les dépenses contingentes, dans le département de l'Agriculture, et dans les autres départements, et consacrer cette somme à alléger le fardeau des cultivateurs et des ouvriers. En temps de crise, un gouvernement doit employer des moyens extraordinaires. Le gouvernement devrait traiter la population comme un père de famille, et il pourrait retrancher des dépenses dans les départements.

Quand la maladie ravage son foyer, le bon père de famille emploie tous les moyens pour la combattre. Il est prêt à tous les sacrifices. Je me passerai moi-même de nourriture pour sauver ma famille. Ce n'est pas ce qu'a fait le gouvernement pour notre grande famille nationale. On émiette trop le budget pour des œuvres qui sont loin d'être urgentes et qui sont à l'avantage des favoris. Les dépenses du Conseil législatif et de Spencer Wood, entre autres, devraient être réduites.

(Réactions à droite)²⁴

Ce n'est pas quand le cultivateur et l'ouvrier souffrent que le gouvernement devrait dépenser follement et pour des prodigalités injustifiables. Le gouvernement a fait dépenser inutilement des millions à des municipalités en pur gaspillage à cause de son incompétence. Il a engagé ces municipalités à refaire leurs chemins et ses officiers les ont dirigés vers le gouffre.

En diminuant d'un tiers la taxe sur les emprunts suivant la loi des bons chemins, le gouvernement allège le fardeau des municipalités rurales d'une somme de \$190,000. Mais, en même temps, il élève la taxe de la gazoline à trois sous, ce qui va lui rapporter environ \$800,000, ce qui, avec les

licences des véhicules-moteurs représente plus de \$3,000,000 par année. L'augmentation de la taxe de la gazoline de un sou va rapporter cette année au-delà de \$350,000, et le gouvernement ne donne que \$190,000 aux municipalités rurales. Le gouvernement, comme d'habitude, dit: "Je donne un et je prends deux." Et le gouvernement ne fait pas un si gros sacrifice, puisqu'il emprunte à un taux moins élevé qu'au temps de la guerre. Donc, le gouvernement ne fait aucun sacrifice pour les cultivateurs.

Les cultivateurs ou les municipalités rurales vont payer encore pour la confection des chemins, 2 % comme autrefois, et ils vont payer \$200 le mille pour l'entretien. L'honorable ministre de la Voirie²⁵ a oublié de dire hier que le gouvernement revenait à la loi du 50 %, lorsqu'il s'agit de routes non régionales ou provinciales et qu'il ne se sert maintenant de la loi du 3 % que pour les grandes routes. De sorte qu'à l'avenir, les municipalités qui vont améliorer leurs chemins devront payer 50 % du coût des travaux. Il reste encore au moins 15,000 milles de chemins à améliorer.

Les municipalités paient-elles en proportion de l'usage qu'ils (les cultivateurs) font de leurs chemins? Ils se servent de leurs chemins, de peine et de misère. Ils sont bousculés par les automobiles. C'est le long des fossés qu'ils sont souvent obligés de se faufiler pour ne pas être écrasés. Et ils paient pour la confection des chemins pour l'entretien et pour s'en servir même avec un truck de ferme. Tout en appréciant le fait que le gouvernement cède petit à petit sous l'influence de la politique de l'opposition, je crois que le gouvernement pourrait faire davantage. Le bill impose aux cultivateurs de nouvelles obligations par les clauses 8, 9 et 10, que mes collègues se chargeront de démontrer.

Dans la situation où nous sommes, le gouvernement devrait accorder de 60 % à 75 % pour l'entretien, et de 65 % à 75 % pour la confection. À quoi sert le surplus? Avons-nous le droit d'avoir \$1,500,000 de surplus quand le peuple souffre? Si le gouvernement ne veut pas venir en aide à la classe agricole et à la population générale de la province, demain l'opposition, arrivant au pouvoir, remplira ce devoir.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Le gouvernement augmente la taxe sur la gazoline et cette augmentation de un sou rapporterait \$250,000. Cette taxe rapportera au moins \$300,000. D'après une réponse du trésorier (l'honorable M. Nicol), il s'est vendu 27,000,000 de gallons de gazoline. À trois sous, cela représente \$850,000. Il y aura

sûrement une augmentation d'un tiers l'an prochain, ce qui donnera un revenu de \$1,100,000 environ. Le gouvernement devrait prendre tout le revenu de cette taxe pour payer l'intérêt tout entier sur les emprunts faits pour la voirie, afin de libérer les municipalités...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

La discussion sur la taxe sur la gazoline n'est pas dans l'ordre.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Le gouvernement a assez de revenus pour remettre aux municipalités les intérêts sur les argents prêtés. Le gouvernement a encouragé des favoris et a fait payer ces dépenses par les municipalités...

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il me semble que le gouvernement a suffisamment démontré sa sollicitude pour les cultivateurs. À entendre nos amis de l'opposition, il n'y a que l'opposition qui s'occupe des cultivateurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui, en cette Chambre.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

Vous avez raison, vous vous en occupez en cette Chambre; nous, nous nous en occupons en dehors.

(Rires et applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): En envoyant des lettres d'avocats et des poursuites.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

D'ailleurs, je n'ai pas interrompu le chef de l'opposition, qu'il fasse de même!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous imitons le premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

(En souriant) Suivez tous les exemples que je vous donnerai et vous ne serez pas à plaindre.

(Rires)

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La province de Québec a été la pionnière des bons chemins au Canada et l'on sait dans quelles conditions. Au début, elle institua le régime de prêts à 2 %, 41 ans, avec balance d'intérêt et fonds d'amortissement payé par le gouvernement. En 1916, il fallut élever l'intérêt à 3 %. Plus de \$18,000,000 furent ainsi prêtés. Les municipalités étaient libres

d'emprunter ou non. Elles ont décidé de profiter des avantages que nous leur offrons. Ont-elles bien fait? Je le crois...

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Elles sont toutes "cassées".

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Non, elles ne sont pas "cassées". Bien au contraire, ces améliorations se chiffrant à \$28,000,000²⁶ ont augmenté la valeur des municipalités. La loi des bons chemins leur a été très profitable. Voici par exemple, Laval, situé aux portes de Montréal, le plus beau marché du Canada. Que serait ce comté sans les avantages que lui a procurés le gouvernement? Que serait-il sans ses bonnes routes? Et ce qui est vrai pour Laval l'est également pour les autres. Les bons chemins sont nécessaires à la prospérité et au progrès de notre province. Le gouvernement a compris quels étaient les besoins des cultivateurs. Il les a aidés et, s'il n'avait pas fait ce qu'il a fait depuis 1912, il n'aurait pas compris la situation, mal jugé des besoins de la province, et se serait montré indigne du pouvoir.

Les conditions sont changées et, aujourd'hui, nous sommes obligés de donner de bons chemins aux municipalités. Notre voirie devait s'améliorer et la seule méthode à suivre, c'était celle que nous avons adoptée. Mais les municipalités sont-elles tant à plaindre? Encore une fois, les municipalités étaient libres. D'ailleurs, elles ne sont pas si endettées. Il faut bien se rendre compte que les bons chemins ont amené la prospérité dans la province et que nous leur avons procuré une plus grande somme de richesses. Une très grande partie de l'argent dépensé a été gagné chez elles et par elles, et toutes leurs propriétés y ont été accrues en valeur. L'honorable député de Laval (M. Renaud) nous a fait d'amers reproches hier. La taxe de la voirie est la plus élevée dans le comté de Laval, et elle n'est que de \$1.75. Que Laval soit plus endetté que les autres comtés, cela se conçoit; c'est lui qui a le plus emprunté...

M. Renaud (Laval): L'honorable ministre comprend là-dedans les emprunts des villes. Il y a une partie de la ville dans ce comté.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je sais, mais je ne prends que la partie qu'elle a empruntée, et elle a emprunté \$1,300,000. Je ne prends pas la partie de la cité de Montréal comprise dans le comté de mon honorable ami, mais la partie rurale. C'est surtout la partie rurale qui s'est endettée.

(Applaudissements)

Et je suis sûr que ce comté est satisfait aujourd'hui de sa voirie. Ce que l'on veut aujourd'hui serait injuste? Est-ce que nous avons le droit de faire payer à tous les autres comtés les dettes du comté de Laval?

M. Plante (Beauharnois): Laval va payer plus cher cette année.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mais non, puisque nous réduisons le taux d'intérêt. Et maintenant, après avoir dépensé \$1,400,000 de l'argent du gouvernement, un comté viendra vous dire: "J'ai mes chemins aujourd'hui, j'ai dépensé votre capital, je ne le rembourserai pas." Ce serait injuste pour les municipalités qui ont peu emprunté ou pas emprunté du tout. En outre, il est faux de prétendre que le gouvernement n'a pas assez fait. Environ \$60,000,000 sont allés aux chemins. Là-dessus, nous avons donné \$22,000,000 à même les revenus ordinaires de la province de Québec. Le gouvernement a donc aidé beaucoup les municipalités. Quant à l'entretien, nous avons aujourd'hui 2,024 milles de routes provinciales et régionales à notre charge, ainsi que 600 milles de routes en régie. N'est-ce pas important? N'est-ce pas, encore là, aider les cultivateurs?

L'honorable chef de l'opposition dit que les chemins ne profitent pas aux cultivateurs, mais seulement aux touristes qui détruisent les routes. C'est une grossière exagération. On ne peut parler ainsi sérieusement. M. le président, ce raisonnement est injuste, car les chemins profitent à la classe agricole et ils nous attirent des touristes. Or, les touristes nous apportent la fortune. Les touristes utilisent peut-être les chemins dans une certaine mesure durant les mois de juillet et août, mais ce sont les cultivateurs qui en profitent réellement. Dans mon comté, je connais plusieurs routes améliorées, utilisées presque uniquement par les cultivateurs, qui leur permettent d'avoir accès plus facilement sur les marchés.

De plus, l'opposition a affirmé que la politique gouvernementale concernant les chemins n'est pas populaire. Si c'est le cas, alors pourquoi reçoit-on tant de demandes de prêts? Actuellement, il y a tant de municipalités qui veulent emprunter de nous que nous ne pouvons plus suffire. S'il est vrai qu'une crise sévit, cela n'empêche pas ces municipalités de se croire en assez bonne condition pour emprunter. Les demandes qui sont faites au gouvernement sont une preuve que sa politique est populaire. Le gouvernement est bien disposé à l'égard des cultivateurs. C'est véritablement un cadeau que le gouvernement fait aux municipalités

en réduisant leurs obligations d'un tiers, sans compter les 300 milles de chemins de plus dont il va se charger de l'entretien.

L'honorable chef de l'opposition dit encore: "Ce que vous faites n'est pas suffisant." J'aurais bien voulu entendre mon honorable ami nous dire ce qu'il ferait à notre place, s'il ferait comme le député de Laval (M. Renaud) le veut, s'il remettrait entièrement aux municipalités les 3 % d'intérêt qu'elles nous doivent. Que le chef de l'opposition dise donc s'il est en faveur de remettre tout l'intérêt qui est payable par les municipalités! Il ne serait pas juste de faire de tels cadeaux à des municipalités capables de s'acquitter, et de transporter le fardeau chez celles qui n'ont pas emprunté...

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Payez cela avec le sou de la gasoline.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mais j'ai prouvé hier que nous prenions plus de \$1,800,000 sur les revenus de la province pour les chemins et que, même avec les prévisions les plus optimistes de ce revenu, nous serions encore en déficit de plus de \$1,000,000, en proportion des recettes de l'auto et de la gasoline. Pour accorder une exemption complète, il faudrait taxer davantage. Qu'en dirait l'opposition? Si plus tard nos revenus nous le permettent, nous ferons davantage. Pour le moment, nous proportionnons nos dépenses à nos revenus.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi ne pas y mettre votre \$1,000,000 de surplus?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le chef de l'opposition sait bien qu'il est impossible de prévoir avec une exactitude parfaite quels seront les revenus de l'année prochaine. Il est donc nécessaire que nous ne dépensions qu'en proportion des recettes certaines. Ainsi, si le gouvernement devait ajouter, dans ce chapitre, \$500,000 de plus, il lui faudrait découvrir une nouvelle source. On nous demande aussi de payer plus que le 50 % de la construction des routes. Là encore, nous devons compter avec les revenus de la province, et pour la même raison. Pourquoi exiger des sacrifices au-dessus de notre capacité actuelle?

On a prétendu aussi que nous allions abandonner à l'avenir les prêts à 2 %. C'est inexact. De l'emprunt total fait par le gouvernement pour les routes, il nous reste \$2,800,000 que nous accorderons encore à 2 %. Le ministère de la Voirie croit qu'il en aura assez de cette somme pour

terminer les 715 milles de routes régionales qui restent à construire. Ensuite, si de nouveaux besoins se font sentir, il sera temps d'aviser.

L'honorable chef de l'opposition dit que le gouvernement a permis aux municipalités de s'endetter...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai pas dit ça. J'ai trop confiance dans la loyauté de l'honorable ministre pour ne pas savoir que, s'il m'avait compris, il ne me prêterait pas ces paroles. J'ai dit qu'au début, il y avait eu incompétence...

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il n'y a pas eu tant d'incompétence que cela. Si, en 1912, personne ne pouvait prévoir le développement formidable de l'automobilisme, est-ce de l'incompétence? En 1912 et 1913, il n'y avait que peu d'automobiles, et aujourd'hui, il y a des milliers de véhicules qui parcourent nos routes soit comme touristes, soit pour la transportation des marchandises. Il est vrai que nous n'avions pas autant d'expérience qu'aujourd'hui, mais nous avons été prévoyants et nous avons secouru la classe agricole en payant 65 % à 75 % des chemins, puis en prenant à notre charge plus de 2,000 milles de chemins.

Je n'aurais pas voulu parler si longtemps, M. le président. J'ai cru devoir donner ces nouvelles explications à la suite du discours de l'honorable chef de l'opposition (M. Sauvé). Je crois que ces remarques suffiront, et je suis heureux que le chef de l'opposition m'ait fourni cette occasion de faire la présente mise au point. Nous allons poursuivre notre politique de voirie dans l'intérêt de la classe agricole de la province.

(Applaudissements)

M. Renaud (Laval): Je trouve ça drôle qu'on ait gaspillé \$30,000,000 dans les chemins. Si les ministres sont contents de ça, je les engage à se présenter dans mon comté. Y (sic) s'en apercevront.

(Rires à droite et à gauche)

C'est mon prédécesseur comme député de Laval qui a engagé mon comté dans ces mauvaises affaires, et j'le r'mets (sic) entre vos mains, M. l'procureur général (sic).

(Applaudissements et rires de la Chambre)

C'est le gouvernement qui a endetté les municipalités et les a ensuite sauvées avec sa petite commission métropolitaine. Vous riez? C'est parce que vous venez de passer une soirée à Spencer Wood. C'est la soirée des "fales" blanches²⁷!

(Rires)

Quand je vois les vestes blanches de "messieurs les menistres", j'ai envie "d'leu d'mander d'baïsser les taxes des pauv'cultivateurs pour leu' permettre de porter aussi des vestes blanches une fois dans leu vie!²⁸" (sic)
(Rires de la Chambre)

M. le président: Adopté!

M. Renaud (Laval): Comment? Adopté! Y (sic) a encore des bandages (de roues) dans ce bill-là!

M. Mercier (Trois-Rivières): Qu'est-ce qu'il veut dire?

M. Renaud (Laval): C'est écrit dans l'bill. En v'là un notaire qui sait pas lire (sic)!

L'honorable M. David (Terrebonne): Heureusement que nous vivons dans un pays où le ridicule ne tue pas!

M. Langlais (Témiscouata) critique la politique de voirie du gouvernement et continue la discussion avec l'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine),

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Charte de Granby

M. Bullock (Shefford): Je demande, appuyé par le représentant de Beauce (M. Fortier) que toutes les dispositions du Règlement qui ont trait à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions introductives de bills privés, ainsi qu'à l'examen préliminaire et à la présentation des bills privés soient suspendues; qu'il me soit permis de présenter la pétition de la cité de Granby demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte; que cette pétition soit immédiatement lue et reçue; et qu'il me soit permis de présenter le bill 146 modifiant la charte de la cité de Granby.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Je m'oppose à cette mesure, car il s'agit là d'un grand problème qui ne devrait pas être présenté à cette époque de la session. La ville de Granby veut s'annexer une partie de la paroisse.

M. Bullock (Shefford): Je crois qu'il y a eu entente quant aux objections du débat et que nous aurons suffisamment le temps d'étudier ce projet au comité. Celui qui devait apporter le bill n'est arrivé que ce soir.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Sur les représentations de l'honorable député, je retire mon objection.

L'honorable M. David (Terrebonne): Très bien.

M. Bullock (Shefford): Je ne sais s'il y a eu entente entre tout le monde, mais les objections du début vont être réglées.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je puis assurer à l'honorable député de Laurier que s'il y a de graves objections, le bill sera soigneusement étudié.

La motion est adoptée.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la cité de Granby demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte est présentée, lue et reçue par la Chambre.

M. Bullock (Shefford) présente, en conséquence, le bill 146 modifiant la charte de la cité de Granby.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Travaux de la Chambre:

Commission des liqueurs

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que le premier ministre déposera sur la table les lettres qu'il a reçues des fournisseurs de vin?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous les aurez!

Il dépose sur le bureau de la Chambre copies de lettres et de télégrammes adressés à la Commission des liqueurs. (Document de la session no 56)

Ajournement

La séance est levée vers minuit.

NOTES

1. *La Patrie* du 20 mars 1925, à la page 14, explique que M. Smart: "a été arrêté ces jours derniers avec d'autres directeurs d'une compagnie de la Métropole, sous l'accusation de violation de la loi concernant l'émission et la vente d'actions et autres valeurs", et a ensuite été "honorablement acquitté devant les tribunaux".
2. Il s'agit de Charles Lanctôt (1864-1947), avocat et juriste, qui occupa de nombreuses fonctions dans l'appareil gouvernemental du Québec à partir de 1890. Il fut surtout l'adjoint au procureur général de 1905 à 1936. Bras droit du premier ministre Louis-Alexandre Taschereau et responsable de la police provinciale, il comparut devant le comité des comptes publics au printemps 1936. Durant sa longue carrière, il plaida de nombreuses causes importantes à Londres.
3. *L'Événement* du 20 mars 1925, à la page 1, précise que "le projet a vu le jour au Conseil législatif et l'honorable Dr Choquette, qui vient de Rouville, comme le Dr Bernard, en est le père".
4. Données du *Soleil* du 20 mars 1925, à la page 17. *L'Action catholique* du même jour, à la page 6, mentionne plutôt 1,700 municipalités scolaires, et *La Presse*, à la page 19, 7,605 écoles élémentaires, complémentaires et académiques.
5. Chiffre du *Canada* du 20 mars 1925, à la page 1. *L'Événement* du même jour, à la page 1, mentionne plutôt 63 nouvelles œuvres.
6. Lionel Groulx (1878-1967), professeur et historien. Ordonné prêtre le 28 janvier 1903, il est professeur au séminaire de Valleyfield (1903-1906) avant de poursuivre ses études en Europe. Il enseigne à Valleyfield (1909-1915) puis est nommé professeur titulaire de la première chaire d'histoire du Canada (1915-1950).
Il est l'un des principaux porte-parole nationalistes du Québec et l'initiateur de nombreux mouvements patriotiques. Président-fondateur de l'Institut d'histoire de l'Amérique française (1946) et directeur de la *Revue d'histoire de l'Amérique française* (1947-1967). Ses nombreux écrits, romans et ouvrages historiques lui valurent plusieurs prix et marquèrent profondément la vie intellectuelle et sociale de son époque.
7. L'abbé Camille Roy (1870-1943). Ordonné prêtre le 19 mai 1894, il reçoit l'année suivante un doctorat en philosophie de l'Université Laval. En 1898, il se rend à Paris où il obtient, en 1900, une licence ès lettres de la Sorbonne. Professeur au Petit Séminaire de Québec, il enseigne en plus la littérature française à l'Université Laval. En 1922, il est nommé supérieur du Séminaire et, par le fait même, recteur de l'Université Laval, poste qu'il occupera quatre fois, soit de 1922 à 1924, en 1929, de 1932 à 1938 et de 1940 à 1943. Outre ses fonctions religieuses et universitaires, Camille Roy s'illustre dans le domaine de la littérature en publiant plusieurs articles et livres dont *Nos origines littéraires* (1909), *Propos canadiens* (1912), *Études et croquis* (1928) et un *Manuel d'histoire de la littérature canadienne de langue française* (1918). Fondateur de la revue *Le Canada français*, Mgr Roy obtient la médaille d'or de langue française de l'Académie française. Fait chevalier de la Légion d'honneur en 1928, il est aussi membre de la Société Royale du Canada et de la Société du Parler français au Canada.
8. Thomas Chapais (1858-1946), historien, journaliste et conseiller législatif de la division des Laurentides depuis 1892. Nommé sénateur de la division de Grandville le 31 décembre 1919. Leader du gouvernement au Conseil législatif de 1936 à 1939 et de 1944 à 1946.
9. Dans le roman *Marcel Faure* de Jean-Charles Harvey, l'auteur raconte l'histoire d'un Canadien français qui, d'une petite industrie de Montmagny, parvient à édifier un empire économique grâce à ses talents dans les affaires.
10. *Le Soleil* du 20 mars 1925, à la page 17, rapporte que toute la Chambre applaudit, à l'exception de M. Sauvé. Comme *Le Soleil* est un journal d'allégeance libérale, les propos du journaliste doivent être considérés avec circonspection. Si toutefois cette information est véridique, il est probable que cette attitude de M. Sauvé découle des débats sur la littérature tenus lors des précédentes séances. Durant ces débats, M. Sauvé s'est trouvé presque seul à attaquer Jean-Charles Harvey, romancier et journaliste du *Soleil*, que le chef de l'opposition ne porte pas dans son cœur, alors que tous les autres orateurs saluaient presque à l'unanimité son roman *Marcel Faure*. D'ailleurs, un peu plus tard dans la présente séance, ce roman sera de nouveau salué par un député.

11. *L'Événement* du 20 mars 1925, à la page 11, précise que M. Authier est natif de Saint-Césaire, dans le comté de Rouville.

12. Jean-Charles Harvey (1891-1967), romancier et journaliste. Courriériste parlementaire et rédacteur en chef au *Soleil* de 1927 à 1934. Récipiendaire du prix David pour *L'Homme qui va* en 1929, il est forcé de quitter son poste après le scandale qui éclate à la parution de son roman *Les Demi-civilisés*, et devient directeur du Bureau de la statistique du gouvernement du Québec.

13. Jérémie-Louis Décarie (1870-1927), avocat et député libéral (1904-1919). Il sera successivement nommé ministre de l'Agriculture (1909), puis secrétaire et registraire de la province (1909-1919) par le premier ministre Lomer Gouin. En 1919, il est nommé juge en chef à la Cour des sessions de la paix à Montréal.

14. Les "vieillards malfaisants" est une expression du journaliste patriote Ludger Duvernay (1799-1852), pour désigner les membres du Conseil législatif de l'époque qui, nommés par le gouverneur, contrecarraient constamment les décisions de la Chambre d'assemblée élue. C'est dans son journal *La Minerve* que Duvernay, en janvier 1832, commettra cette expression dans un article demandant l'abolition du Conseil législatif. Duvernay sera arrêté pour ses propos.

15. Charles Avila Wilson (1869-1936), avocat et député libéral de Laval à la Chambre des communes de 1908 à 1917. Juge puîné de la Cour supérieure du Québec de 1922 à son décès. Son livre *Voyage autour du monde* a été publié en 1923.

16. Le comité se réunit sous la présidence de M. Laferté (Drummond).

17. Sir Henry Thornton (1871-1933), ingénieur et administrateur de compagnies ferroviaires. Américain de naissance, il commence sa carrière au sein de la Pennsylvania Railway (1894-1901) et entre ensuite au service de la Long Island Railroad. Directeur général de la Great Eastern Railway (Angleterre) à partir de 1914, il est fait chevalier en 1919, pour avoir organisé l'envoi ferroviaire des troupes britanniques pendant la Première Guerre mondiale. En 1922, il devient président du Canadien National, mais doit démissionner en 1932 à la suite d'un scandale.

18. Temiscaming and Northern Ontario (T. & N. O.): le gouvernement ontarien entreprend, dès 1902, la construction de son propre chemin de fer de colonisation, pour rendre possible l'exploitation d'un grand nombre de villes minières.

19. M. Sauvé fait allusion à la séance de la veille durant laquelle il avait dénoncé l'honorable M. David qui faisait partie d'une compagnie intéressée au développement minier en Abitibi.

20. Heure citée par *L'Événement* du 20 mars 1925, à la page 11. Selon *La Presse* du même jour, à la page 19, la séance est plutôt suspendue à 6 heures. Nous avons préféré la version de *L'Événement* car, si habituellement la séance se termine à 6 heures, *L'Événement* nous renseigne que les ministres sont invités à dîner à Spencer Wood chez l'honorable Narcisse Pérodeau, lieutenant-gouverneur de la province. À leur retour, ajoute encore *L'Événement*, "les ministres étaient resplendissants en habits noirs avec plastrons blancs, revenant du dîner de Spencer Wood".

21. Heure citée par *L'Événement* et *La Presse* du 20 mars 1925, aux pages 11 et 19 respectivement. Selon *Le Devoir* du même jour, à la page 4, la séance reprend plutôt à 9 h 15.

22. Georges-Henri Boivin (1882-1926), avocat et député libéral de Shefford à la Chambre des communes (1911-1926). Durant ces années, il sera Orateur de la Chambre (1918-1921) et ministre des Douanes (1925-1926). *L'Événement* du 20 mars 1925, à la page 11, nous informe que M. Boivin est en Chambre en raison d'un bill que M. Bullock va présenter plus tard durant la séance concernant la ville de Granby, dont M. Boivin est l'avocat.

23. Voir note 16.

24. *L'Événement* du 20 mars 1925, à la page 11, explique que quelques ministres, revenant du souper chez le lieutenant-gouverneur à Spencer Wood, réagissent à cette suggestion de M. Sauvé.

25. M. Sauvé fait allusion au discours de l'honorable M. Perrault, la veille. Or, ce dernier est le ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries. C'est l'honorable Joseph-Léonide Perron, conseiller législatif, qui est ministre de la Voirie, mais il ne siège pas en Chambre, et c'est M. Perrault qui présente en son nom les lois du département de la Voirie.

26. Montant de *La Patrie* et de *L'Action catholique* du 20 mars 1925, aux pages 9 et 6 respectivement. *The Montreal Daily Star* du même jour, à la page 8, mentionne quant à lui \$2,800,000, mais ce montant est erroné si l'on se fie aux montants évoqués lors de débats antérieurs sur cette question.

27. *La Presse* du 20 mars 1925, à la page 19, explique que "M. Jos Renaud, en verve, a fort amusé la Chambre par quelques facéties à l'adresse des ministres qui, arrivant d'un dîner à Spencer Wood, portaient l'habit, ce qui a incité le député de Laval à qualifier la soirée de "soirée des vestes blanches". La version du *Soleil* du même jour, à la page 17, diffère quelque peu en mentionnant plutôt "soirée des fales blanches", le terme "fale" désignant le haut de la poitrine en langage populaire.

28. Presque tous les journaux du 20 mars 1925 témoignent que ce discours de M. Renaud soulève de grands rires des deux côtés de la Chambre. Seul *Le Soleil* du même jour, à la page 17, organe partisan du gouvernement, fait paraître M. Renaud et ses propos sous un jour désobligeant. Pour en témoigner, nous avons conservé pour ce débat la version du *Soleil* qui accentue (ou invente) les défauts de prononciation de M. Renaud.

Séance du vendredi 20 mars 1925

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 171 modifiant les articles 65, 72 et 73 des Statuts refondus, 1909;

- bill 139 modifiant la charte de la corporation du collège de Valleyfield.

**District judiciaire
de Pontiac**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 180 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'administration de la justice dans certains cantons situés dans le district judiciaire de Pontiac.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Registres

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 209 concernant la tenue des registres de l'état civil par certaines Églises et congrégations protestantes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Liqueurs
alcooliques**

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 210 modifiant la loi concernant la possession et le transport de liqueurs alcooliques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Liqueurs
alcooliques**

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 211 modifiant la loi concernant les liqueurs alcooliques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Statuts refondus

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 6 concernant les Statuts refondus.

Adopté.

Travaux de la Chambre:

**Horaire
des séances**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée au lendemain à dix heures et demie du matin.

Qu'à partir du 23 mars courant, la Chambre tienne deux séances par jour: la première, de trois à six heures de l'après-midi, et la seconde depuis huit heures et demie du soir jusqu'à ajournement; et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit désormais réglé suivant les dispositions de l'article 11 du Règlement relatives aux séances du mardi et du jeudi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si je comprends bien, le premier ministre veut que l'on siège un samedi matin. Est-ce bien nécessaire?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si nous faisons une bonne journée, nous pourrions peut-être éviter la séance de samedi et libérer tout le monde dès ce soir. Adoptons toujours la motion.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais, qu'est-ce que le premier ministre entend par cela? Nous faisons toujours de bonnes journées.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(En souriant) C'est vrai, l'opposition fait toujours une bonne journée, mais pour nous, ce n'est pas la même chose.

(Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement veut pousser le travail pour passer les bills les plus importants à la vapeur. La députation n'a pas suffisamment de temps pour étudier les projets.

Nous avons une enquête intéressante du comité des comptes publics qui demande tous leurs loisirs aux membres. Je crois que l'honorable premier ministre ne devrait pas insister sur cette motion. Nous ne devons pas brusquer la fin de la session.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je crois que l'honorable chef de l'opposition n'a pas à se plaindre. Tout le monde est anxieux de voir la session se terminer. Plusieurs fois, au cours de cette session, j'ai supprimé des séances à sa demande. Nous ne voulons pas presser le travail, mais considérons que nous en sommes à la 49^e séance et que la députation désire qu'on ne s'éternise pas ici.

S'il est nécessaire de prolonger la session de deux ou trois semaines, nous n'hésiterons pas à le faire pour accomplir notre devoir. Cependant, passons d'abord la motion et, ce soir, si nous avons abattu assez de besogne, nous verrons s'il est opportun de faire une séance du samedi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On veut faire des projets à la légère. La séance de samedi me paraît extraordinaire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Nous en avons à toutes les sessions. Il me semble que nous nous sommes toujours bien entendus là-dessus, l'honorable chef de l'opposition et moi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui, quand nous badinons.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(En souriant) Eh bien! On badinera.

(Rires)

Je présente que, si nous pouvons exempter cette séance de demain, nous le ferons.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je demanderais que la députation soit avertie à temps des bills importants qui viendront devant elle à partir de lundi prochain.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Volontiers.

La motion est adoptée.

Loi dentaire

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 169 modifiant la loi dentaire de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Thériault (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Département de la Voirie

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 40 modifiant la loi concernant le département de la Voirie.

Adopté.

En comité¹:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):
Est-ce que l'honorable député de Témiscouata (M. Langlais) a encore quelque chose à dire?

M. Patenaude (Jacques-Cartier): (En souriant)
Je ne sais pas, mais il est encore dans le chemin.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) et
M. Langlais (Témiscouata) discutent de la loi².

Les articles 1 à 12 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

Écoles protestantes de Montréal

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 194 concernant les

écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité³:

L'honorable M. David (Terrebonne): Ce projet rapproche le système protestant du système de la Commission scolaire catholique.

M. Smart (Westmount) demande quelques mots d'explication quant aux taxes spéciales imposées et payées.

L'honorable M. David (Terrebonne) explique que la taxe serait de 10 millièmes par dollar.

M. Smart (Westmount): Il serait peut-être mieux, au lieu que ce soit la Commission scolaire protestante de Montréal qui nomme quatre des sept membres de la commission centrale créée par ce bill, que l'Université McGill, le pivot de l'éducation protestante tant pour Montréal que pour toute la province, nomme un des membres. Trois des membres de la commission centrale seraient donc nommés par la Commission scolaire protestante de Montréal, un par McGill, et trois par des commissions scolaires protestantes extérieures.

Bien que Montréal soit le partenaire dominant de cette nouvelle organisation, il faut se rappeler que les commissions scolaires hors Montréal vont grandissantes et qu'il viendra un temps où elles auront un effectif scolaire plus important que celui qu'on trouve dans les limites de la ville de Montréal. À mon avis, toutes les commissions scolaires protestantes seront contentes qu'un représentant de McGill siège à la commission centrale.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Comment le projet est-il accueilli par les autres commissions scolaires?

L'honorable M. David (Terrebonne): Nous avons présenté le projet à la suite d'une entrevue entre le gouvernement et les principaux protestants au problème scolaire. Si l'honorable député de

Jacques-Cartier a des suggestions à faire pour améliorer notre projet, il est le bienvenu.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le gouvernement n'a présenté cette mesure que sur la demande expresse des protestants de Montréal. Cette question a été débattue sous tous les angles et, s'il doit y avoir des amendements, il serait mieux de les étudier et d'être prêt à les soumettre au Conseil législatif.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je ne suis pas contre l'idée que McGill ait un représentant, mais il appartient aux diverses organisations protestantes intéressées de se pencher sur la question et de s'entendre.

M. Smart (Westmount): Si Montréal a quatre des sept sièges, il se pourrait que les autres municipalités se sentent, malheureusement, dominées par Montréal; et donc, si un des sièges allait à un membre choisi par McGill, il en résulterait une plus grande harmonie.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le bill est en large partie fondé sur les recommandations de Sir Arthur Currie, E. W. Beatty et Walter Mitchell, conseil du roi, les trois membres protestants de la commission spéciale mandatée pour étudier les questions scolaires qui concernent l'île de Montréal.

Les articles 1 à 33, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Écoles catholiques de Montréal

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 195 modifiant la loi concernant les écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Il a été représenté au gouvernement que le Bureau central n'a pas suffisamment de pouvoir.

C'est pour cela que, par la nouvelle loi, on a créé un comité composé de quatre membres du Bureau central et de quatre des commissions de district, sur la recommandation duquel se régleront les principales questions scolaires. On essaie de créer la meilleure situation possible à Montréal. Le Bureau central sera composé de deux membres nommés par la ville de Montréal, deux par l'archevêché, un par le lieutenant-gouverneur en conseil, un par l'Université de Montréal, et un par les commissaires de district.

Des experts seront chargés, dans le cours de l'année, d'étudier la question de la taxe scolaire de la cité de Montréal, en vue d'opérer une réforme du mode de répartition de l'impôt.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Motions des députés:

Anniversaire de l'honorable M. Mercier, Châteauguay

M. Plante (Beauharnois): M. l'Orateur, une rumeur indiscrete m'apprenait tout à l'heure qu'un de nos collègues, et non le moins intéressant, entrerait aujourd'hui dans sa cinquantième année. Cinquante ans! C'est une époque dans la vie d'un homme qui a consacré sa carrière au service de la chose publique et qui s'est placé au rang des citoyens les plus distingués de sa province. Je veux parler de mon ami, l'honorable ami, le ministre des Terres et Forêts.

(Applaudissements - un page apporte des fleurs à l'honorable M. Mercier)

C'est avec joie que je lui présente mes félicitations et mes vœux. L'honorable ministre, que j'ai l'honneur de compter parmi mes anciens confrères au collège des Jésuites, est l'un de mes meilleurs amis.

(Applaudissements)

Qu'il me permette de lui souhaiter de jouir longtemps encore de son excellente santé et de nombreuses années à venir. Il porte un beau nom et je lui souhaite de nombreuses années de bonheur. De jour en jour, il sait s'en montrer de plus en plus digne. Qu'il me soit permis d'associer à ces souhaits la distinguée compagne de l'honorable ministre, madame Mercier, qui est l'une de nos Canadiennes les plus distinguées et qui donne l'exemple d'une mère canadienne, en élevant une des plus belles et une des plus charmantes familles que je connaisse dans cette province.

M. Mercier (Trois-Rivières): Je suis heureux de seconder ce tribut d'amitié de l'honorable député de Beauharnois et d'offrir à l'honorable ministre des Terres et Forêts nos souhaits de bonheur. On connaît la popularité de l'honorable ministre des Terres et Forêts, et j'espère que nous le garderons encore longtemps parmi nous.

Il a toujours été l'un des membres de cette Assemblée les plus sympathiques et que nous avons su trouver chaque fois qu'il s'est agi d'un service à demander. Je lui souhaite de longues années et de conserver ce caractère heureux et jovial qui le rend si populaire à toute la députation.

(Applaudissements)

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): (Applaudissements) Ma première pensée en réponse à ces vœux serait de demander l'ajournement du débat, mais, à cette époque de la session, le temps serait mal choisi.

(Rires)

Mais ce serait de l'ingratitude si je ne remerciais du fond du cœur mes bons amis de Beauharnois et de Trois-Rivières de leurs bons souhaits. C'est peut-être une mauvaise habitude que l'on a prise de rappeler aux membres de cette Chambre qu'ils vieillissent.

(En souriant) On dit que j'ai bon caractère. Si tel est le cas, j'ai bien l'intention de ne pas changer en franchissant le cap de la cinquantaine, et je continuerai à tout prendre en souriant, même les critiques qui me viennent de mes bons amis de l'opposition.

M. l'Orateur, je suis très sensible aux bonnes paroles de mon ami et voisin, le député de Beauharnois, et je remercie mes collègues du fond du cœur de leurs bons souhaits.

(Applaudissements)

M. l'Orateur: La séance est suspendue...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (En souriant)
Est-ce qu'on ne pourrait pas ajourner la séance à
lundi en signe de réjouissance?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(En souriant) Si vous disiez quand est votre fête,
nous pourrions vous faire un grand plaisir ce jour-là.

M. l'Orateur: La séance est suspendue
jusqu'à huit heures et demie.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 30

Charte de Québec

M. Létourneau (Québec-Est) propose, selon
l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité
plénier pour étudier le bill 99 amendant la loi
constituant en corporation la cité de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait
rapport sans amendement⁴.

M. Létourneau (Québec-Est) propose que le
bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au
Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le
greffier du Conseil législatif a apporté le message
suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée
législative qu'il a voté, avec certains amendements
qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 3 modifiant les Statuts refondus, 1909;
- bill 89 amendant la charte de The Canada
and Gulf Terminal Railway Company;
- bill 102 concernant la succession de
l'honorable Charles Wilson;
- bill 107 ratifiant le règlement numéro 195
de la ville de Coaticook;
- bill 117 constituant en corporation la
Compagnie de la Commission du pouvoir électrique
du Nouveau-Brunswick.

Statuts refondus, 1909

La Chambre prend en considération les
amendements que le Conseil législatif a apportés au
bill 3 modifiant les Statuts refondus, 1909. Lesdits
amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de
nouveau le bill au Conseil législatif et informe les
honorables conseillers que cette Chambre a accepté
leurs amendements.

Succession C. Wilson

La Chambre prend en considération les
amendements que le Conseil législatif a apportés au
bill 102 concernant la succession de l'honorable
Charles Wilson. Lesdits amendements sont lus deux
fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de
nouveau le bill au Conseil législatif et informe les
honorables conseillers que cette Chambre a accepté
leurs amendements.

The Canada and Gulf Terminal Railway Company

La Chambre prend en considération les
amendements que le Conseil législatif a apportés au
bill 89 amendant la charte de The Canada and Gulf
Terminal Railway Company. Lesdits amendements
sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de
nouveau le bill au Conseil législatif et informe les
honorables conseillers que cette Chambre a accepté
leurs amendements.

Ville de Coaticook

La Chambre prend en considération les
amendements que le Conseil législatif a apportés au
bill 107 ratifiant le règlement numéro 195 de la ville
de Coaticook. Lesdits amendements sont lus deux
fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de
nouveau le bill au Conseil législatif et informe les
honorables conseillers que cette Chambre a accepté
leurs amendements.

Commission du pouvoir électrique du Nouveau-Brunswick

La Chambre prend en considération les
amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 117 constituant en corporation la Compagnie de la Commission du pouvoir électrique du Nouveau-Brunswick. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Département de la Voirie

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 40 modifiant la loi concernant le département de la Voirie soit maintenant lu une troisième fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si je suis opposé au bill, c'est que ce dernier ne va pas assez loin et ne diminue pas assez cette taxe. L'opposition est d'avis que, tenant compte de la crise économique qui affecte la province et tout particulièrement les municipalités rurales, et vu l'accroissement constant des revenus de la province provenant de nouvelles taxes ainsi que du commerce des liqueurs, le gouvernement devrait aider ces municipalités en diminuant davantage les charges résultant de l'amélioration des chemins, en classifiant tous les chemins et routes, en vue d'en limiter la servitude ainsi que le coût de construction, de réfection et d'entretien, suivant les moyens et le besoin des municipalités et des contribuables.

Nous avons prétendu et nous prétendons encore que, tenant compte de la crise et de la situation des municipalités, nous devons adopter une politique plus conforme aux besoins de ces municipalités. Tout en consentant à la troisième lecture du bill, nous tenons à enregistrer notre opposition à cette politique de la voirie. Nous nous réservons de poser davantage cette opposition lors des subsides à voter à la voirie.

Adopté sur division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Véhicules automobiles

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 205 modifiant la loi concernant les véhicules automobiles.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra changer la date des licences émises et des enregistrements faits sous l'autorité de la loi concernant les véhicules automobiles et modifier les honoraires payables sur les enregistrements effectués ou les licences émises le ou après le 1^{er} septembre, chaque année.

Le principal amendement proposé a pour objet de permettre au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer les dates pour l'émission des licences, de façon à pouvoir émettre des licences pour trois mois. Le bill autorise aussi les municipalités à interdire la circulation sur les chemins municipaux à l'époque du dégel.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 205 modifiant la loi concernant les véhicules automobiles.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 205 modifiant la loi concernant les véhicules automobiles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Minerais de fer⁵

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 184 pour encourager l'exploitation des minerais de fer.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose: Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de payer annuellement, pour une période de dix années à compter de l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne la présente résolution à même le fonds consolidé du revenu, aux exploitants ou producteurs de minerais de fer provenant de gisements exploités dans la province de Québec, une prime au taux de quatre cinquièmes de un centin par unité de fer métallique contenu dans chaque tonne de minerai de fer, comme il suit:

a. Sur les minerais de fer de basse teneur, après leur concentration ou leur enrichissement dans des ateliers ou usines situés dans la province de Québec, et livrés aux hauts-fourneaux, ou aux autres établissements fabriquant de la fonte en gueuses, du fer ou de l'acier, également situés dans la province de Québec, pour être utilisés dans ces établissements;

b. Sur les minerais naturels, lorsqu'ils sont livrés aux hauts-fourneaux ou autres usines pour la fabrication de fonte, de fer et d'acier, situés dans la province de Québec, et pour être utilisés dans ces établissements.

Nous avons des dépôts de fer considérables dans la province de Québec, à Saint-Urbain, dans le Lac-Saint-Jean, près de Hull; et pour encourager chez nous l'industrie sidérurgique, nous avons cru devoir accorder un bonus aux compagnies qui consentiront à fonder, exploiter, dans Québec, des industries du fer. Nous accorderons donc, pour le fer destiné aux hauts-fourneaux: pour le métal contenant 30 % de fer, 20 centins la tonne; 40 %: 32 centins;

50 %: 40 centins; 60 %: 48 centins; 70 %: 56 centins. Une loi semblable existe dans Ontario, parce que le fer de cette province est à peu près semblable au nôtre. En outre, notre minerai devra être réduit à l'électricité, et c'est fort heureux, car Québec possède d'immenses énergies hydrauliques. En cela, on imitera la Suède et la Norvège, dont le minerai de fer contient aussi du titane, et que l'on y traite à l'électricité.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 184 pour encourager l'exploitation des minerais de fer.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 184 pour encourager l'exploitation des minerais de fer soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Concours et Ordre du mérite agricole

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 206 concernant l'Ordre du mérite agricole de la province de Québec et les concours du mérite agricole soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but du projet est de créer un Ordre dans le mérite agricole. Les décorations et diplômes suivants

peuvent être accordés par le lieutenant-gouverneur en conseil:

1. La décoration de Commandeur de l'Ordre du mérite agricole et le diplôme de "très grand mérite exceptionnel" ou de "très grand mérite spécial";

2. La décoration d'officier de l'Ordre du mérite agricole et le diplôme de "très grand mérite";

3. La décoration de chevalier de l'Union du mérite agricole et le diplôme de "grand mérite";

4. Le diplôme de "mérite";

Je (l'honorable M. Caron) ne crois pas que les honneurs soient exclus de la classe agricole. Les cultivateurs méritent ces honneurs comme les autres, dit-il. Ceux qui recevront la médaille d'argent seront officiers, et les médailles de bronze conféreront le titre de chevalier.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que cela donne plus de mérite aux cultivateurs?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Cela leur confère plus d'honneur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comment cela?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Dans tous les pays du monde, on fait grand cas de ces titres officiels.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre espère-t-il rapprocher de lui les cultivateurs qui l'ont laissé? Il y a autre chose qu'il pourrait faire. Cette décoration ne vient que de la Législature de Québec. Si c'étaient des titres conférés par des rois ou par le pape, je ne dis pas, mais par une simple Législature... Le mot est plus ronflant, commandeur, chevalier, etc., mais la décoration vient toujours de la même source: le gouvernement de Québec. Que peuvent signifier ces petits médaillons sur la poitrine des cultivateurs? Mais je ne m'oppose pas au projet...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y en a des médaillons dans *La Presse* d'hier⁶.
(Rires)

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le chef de l'opposition se plaint toujours de ce qu'on mépriserait les cultivateurs et qu'on les considérerait comme des parias. Est-ce le même homme qui veut aujourd'hui nous empêcher de les mettre à l'honneur? Ce n'est pas parce que le gouvernement propose de donner une reconnaissance officielle aux agriculteurs que l'on peut dire que nous ne ferons rien à

l'agriculture. Et puis, nous ne donnons pas seulement des honneurs au mérite agricole, nous faisons des dons substantiels.

C'est ainsi que nous accordons \$200 pour la médaille d'or, et des prix de grande valeur pour les autres. Je ne vois pas pourquoi les cultivateurs n'auraient pas de titres. Mon honorable ami ose dire avec mépris: "Qu'est-ce que ça vaut? Ça vient de la province de Québec." Je répondrai: "Ça vaut autant que les dignités des autres pays." L'Ordre du mérite agricole a été institué par l'honorable M. Honoré Mercier⁷.

En France, le mérite agricole a aussi été fondé par une loi, et on y applique également les titres de commandeur et de chevalier. La province de Québec vaut n'importe quelle institution, et elle est capable d'accorder des honneurs dont on peut être fier. Le chef de l'opposition veut exclure les cultivateurs des titres et des honneurs. C'est ainsi qu'il leur prouve son estime. Mais je suis heureux de voir que mon honorable ami le chef de l'opposition ne s'oppose pas au projet.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement agit-il mieux envers eux, lui qui exclut les décorés du mérite du Conseil d'agriculture pour n'y nommer que des favoris politiques?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Un grand nombre de membres du Conseil sont d'anciens médaillés. Ce ne sont pas des nominations politiques. Nous y avons de nos amis, peut-être, mais est-ce que le chef de l'opposition à notre place exclurait des membres du conseil pour la simple raison qu'ils seraient de son parti?

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁸:

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre sera grand commandeur de cet Ordre du mérite agricole. M. Ponton⁹ va être enchanté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le ministre de l'Agriculture est de droit, en vertu de

la loi Mercier, commandeur du mérite agricole, et (en souriant) je ne voudrais pas que la Chambre reste sous l'impression que le ministre de l'Agriculture propose une loi pour se donner une décoration.

(Rires et applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre de l'Agriculture est-il commandeur de l'Ordre du mérite agricole?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il l'est en vertu de la constitution même de cet ordre. Je sais que ce titre fait mal à mon honorable ami, mais qu'il attende, il l'aura peut-être un jour. (Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'en voudrais pas.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Eh bien! On ne vous le donnera pas!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Va-t-on décorer M. Ponton?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Non. Nous laisserons le chef de l'opposition faire de la politique avec lui sous le couvert de l'agriculture.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): D'où vient que le ministre parle tant de Ponton?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): C'est vous qui en avez parlé le premier. Si vous vous imaginez que je n'en parlerai pas quand vous en parlerez, par exemple...
(Rires)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

St. Maurice Lumber Company

M. Mercier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 modifiant la charte de

la St. Maurice Lumber Company soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à quatre heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 15.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Laferté (Drummond).

2. Selon *Le Canada* et *Le Soleil* du 21 mars 1925, aux pages 1 et 19 respectivement, cette discussion a varié de "quelques minutes" à "plus d'une heure".

3. Voir note 1.

4. *The Quebec Chronicle*, du 21 mars 1925, à la page 5, rapporte que M. Patenaude (Jacques-Cartier) a fait une courte remarque sur le bill.

5. *La Presse* du 21 mars 1925, à la page 27, rapporte que "la Chambre, à ce moment, compte à peine le quorum. Mais plusieurs députés arrivent au cours de la lecture des différentes clauses du bill, de sorte que l'opposition, qui ne compte que trois membres au début de la deuxième lecture du bill, est à peu près au complet à la fin".

6. Selon *Le Soleil* du 21 mars 1925, à la page 16, le premier ministre fait allusion à des caricatures de M. Sauvé publiées dans ce journal montréalais.

7. Honoré Mercier (1840-1894), premier ministre du Québec de 1887 à 1891.

8. Le comité se réunit sous la présidence de M. Bordeleau (Champlain).

9. Noé Ponton (1897-1929) agronome et syndicaliste. Propriétaire du *Bulletin des agriculteurs* à partir de 1921. Cofondateur de l'Union catholique des cultivateurs en 1924, il se consacre à la promotion de cette dernière qui, à l'époque de ce débat, est ouvertement opposée au gouvernement Taschereau.

Séance du lundi 23 mars 1925

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 4 h 05.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi
de l'assistance publique**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 207 modifiant la loi de l'assistance publique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Protection contre le feu
dans les forêts**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 193 autorisant le lieutenant-gouverneur en conseil à établir dans les forêts des zones de protection contre le feu.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des cités et villes,
1922**

M. Thurber (Chambly) demande la permission de présenter le bill 173 modifiant la loi des cités et villes, 1922.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Mutation de propriétés

M. Thurber (Chambly) demande la permission de présenter le bill 150 concernant l'avis au greffier ou secrétaire-trésorier d'une municipalité, dans le cas de certaines mutations de propriétés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Cour supérieure

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 179 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la tenue des termes de la Cour supérieure dans certains districts.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Adoption

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 181 modifiant la loi concernant l'adoption.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 35 concernant les droits sur les successions;
- bill 185 concernant certaines subdivisions de terrains;
- bill 186 concernant les chefs-lieux des districts judiciaires;
- bill 189 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement aux syndicats coopératifs.

Questions et réponses:**Exploitations agricoles**

M. Dufresne (Joliette): Quel était le nombre des exploitations agricoles dans la province: *a.* en 1919; *b.* en 1920; *c.* en 1921; *d.* en 1922; *e.* en 1923; *f.* en 1924?

L'honorable M. David (Terrebonne): *a., b., d., e.* et *f.*: Ignore.
c. 1921: 137,619.

**Automobiles du
ministère de l'Agriculture**

M. Dufresne (Joliette): 1. Quel est le nombre d'automobiles appartenant au ministère de l'Agriculture?

2. Quels sont les noms et fonctions des employés de ce ministère qui ont une automobile à leur disposition?

3. Ces automobiles sont-elles réparées au garage de la pépinière de Deschambault?

4. Qu'ont coûté: *a.* l'entretien; *b.* les réparations, du 1^{er} juillet 1923 au 31 décembre 1924?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1. Le ministère possède présentement 59 automobiles.

2. 66 employés avaient une automobile à leur disposition en 1924 comme suit: J.-H. Lavoie, chef du Service de l'horticulture; Solyme Roy, régisseur de la pépinière de Deschambault; J. A. Leclerc, sous-inspecteur des agronomes; ainsi que les agronomes suivants: Armand Gélinas, Sauveur Gosselin, Ulric Brown, Elphège Marseille, Hector Leblanc, L.-D. McClintock, Alphonse Laflamme, Charles-Eugène Rioux, J.-A. Fortin, J.-R. Latulippe, Nolasque April, Avila Charbonneau, L.-C. Roy, Nelson Cossette, Paul-A. Brunel, Arthur Tremblay, Florian Champagne, André Paris, Wilfrid Delaney, Antime Charbonneau, Pierre Saint-Hilaire, J.-E. Thiffault, Gustave Prince, J.-L. Langevin, R.-D. Cartier, Arthur Lamarre, Édouard Brisebois, Émile Roy, J.-Elzéar Roy, J.-Bte Milette, Jules Rinfret, J.-A. Filion, L.-J. Sylvestre, Paul Carignan, A.-P. Pelletier, Josaphat Joyal, Thomas Rollin, J.-Charles Magnan, J.-A. Plante, Émile Gauthier, J.-A. Proulx, J.-Ernest Pinal, Geo.-E. Mayrand, J.-R. Saint-Arnaud, J.-A. Parenteau, W.-G. MacDougall, J.-Romuald Belzile, Oscar Descostes, L.-J. Bégin, Domina Fortin, Philippe Lambert, Arthur Landry, Henry Reid, Jules Auger, Émile Lemire, Eugène Boivin, Alex. F. Bothwell, Henri Lauzière, R.-A. Rousseau, Alphonse Lafrance, Lucien Therrien, Lorenzo Hamelin, L.-de-G. Pelletier.

3. 55 automobiles sont réparées cet hiver au garage de la pépinière de Deschambault.

4. *a.* \$34,568.70; *b.* Les réparations faites durant l'hiver de 1923-1924 ont coûté \$14,781.96. Nous ne connaissons pas encore le coût des réparations faites durant l'hiver 1924-1925, parce qu'elles ne sont pas terminées.

Saint-Jérôme, Terrebonne

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. La ville de Saint-Jérôme et les municipalités du comté de Terrebonne sont-elles obligées de payer une part pour l'établissement du chef-lieu du district de Terrebonne à Saint-Jérôme?

2. Si oui, quelle somme: *a.* Saint-Jérôme; *b.* les autres municipalités?

3. Ces sommes ont-elles été payées?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. et 2. Voir le Statut de Québec, 12 George V, chapitre 21, section 3, amendé par 13 George V, chapitre 17, section 1.

3. Voir *Comptes publics 1923-1924*, page 22.

**Commission
de refonte des Statuts**

M. Langlais (Témiscouata): 1. Par qui la Commission de refonte des Statuts a-t-elle fait faire ses impressions?

2. Des soumissions ont-elles été demandées?

3. Dans la négative, pourquoi?

4. Dans l'affirmative, les contrats ont-ils été accordés aux plus bas soumissionnaires?

5. Que coûtent ces impressions?

6. Quelle somme a reçue jusqu'à date chacun des imprimeurs?

7. Quelle somme revient-il encore à chacun d'eux?

8. Sous quel item et à quelle page des *Comptes publics* apparaissent les sommes déjà payées pour ces travaux d'impression?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Le Soleil Itée et le Daily Telegraph Printing Co.

2. Non.

3. Parce que l'impression a été faite par les imprimeurs des Statuts annuels.

4. ...

5. et 7. Le compte n'a pas encore été transmis.

6. \$10,000 à chacun.

8. Le montant destiné à faire ces paiements a été émis par le Trésor au cours de l'année financière actuelle et, en conséquence, ne paraît pas encore dans les *Comptes publics*.

M. Roussin, Sûreté provinciale

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Un nommé Roussin est-il un des employés de la police provinciale?

2. Si oui, quels sont ses prénoms et emploi?

3. Depuis quand occupe-t-il cette position?

4. Quelle était son occupation?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. 2. 3. et 4. Il n'est pas dans l'intérêt public de faire connaître les noms des agents de la Sûreté provinciale.

M. Bisson, Sûreté provinciale

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Un nommé Bisson est-il un des employés de la police provinciale?

2. Si oui, quels sont ses prénoms et emploi?

3. Depuis quand occupe-t-il cette position?
4. Quelle était son occupation?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. 2. 3. et 4. Il n'est pas dans l'intérêt public de faire connaître le nom des agents de la Sûreté provinciale.

M. Rosenberg, Sûreté provinciale

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Un nommé Rosenberg est-il un des employés de la police provinciale?

2. Si oui, quels sont ses prénoms et emploi?
3. Depuis quand occupe-t-il cette position?
4. Quelle était son occupation?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. 2. 3. et 4. Il n'est pas dans l'intérêt public de faire connaître le nom des agents de la Sûreté provinciale.

Prison de Bordeaux

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. La prison de Bordeaux est-elle complètement terminée, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur?

2. Dans la négative, que reste-t-il à faire?
3. Dans l'affirmative, toutes les ailes servent-elles à l'internement des prisonniers? Si non, pourquoi?
4. Quelles ailes sont inoccupées?
5. Combien ont coûté à date: *a.* le terrain; *b.* la construction, les réparations de la prison de Bordeaux?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. 2. 3. et 4. L'extérieur est complètement terminé, mais il reste à faire l'aménagement intérieur des ailes B et D. Les deux ailes non terminées ne servent pas à l'internement des prisonniers.

5. *a.* \$30,258.04;
- b.* \$3,653,320.92.

Zones neutres

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. Le gouvernement qui a déclaré, le 21 février 1925, que la question de mettre en vigueur le système des zones neutres tel que préconisé par le secrétaire provincial, le 24 juillet 1924, à un banquet à Sainte-Thérèse, en présence du premier ministre de cette province, était à l'étude, en est-il arrivé à une conclusion?

2. Dans l'affirmative, qu'a décidé le gouvernement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. et 2. Pas encore.

Collège de Valleyfield

M. Plante (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 139 modifiant la charte de la corporation du collège de Valleyfield.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Plante (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Remboursement des droits:

Ursulines de Roberval

M. Delisle (Chicoutimi) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Bordeleau), que les honoraires payés pour le bill 63 amendant la charte des Ursulines de Roberval soient remis aux promoteurs, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction publique.

Adopté.

Statuts refondus, articles 65, 72 et 73

M. Dufour (Matapédia) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 171 modifiant les articles 65, 72 et 73 des Statuts refondus, 1909.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

Registres

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 209 concernant la tenue des registres de l'état civil par certaines Églises et congrégations protestantes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Instruction publique

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 203 concernant l'appel à la Cour suprême du Canada et à Sa Majesté en son Conseil privé, de l'opinion de la Cour du banc du roi (juridiction d'appel) sur des questions relatives à l'instruction publique, dans l'île de Montréal, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La Cour d'appel s'est divisée là-dessus sur un point très important, à savoir si nous avons, de par la Constitution, le droit d'accorder un statut scolaire spécial aux Juifs.

Deux juges ont répondu par l'affirmative et trois juges, par la négative. Le problème est loin d'être réglé, et il est nécessaire d'aller plus loin. Mais la loi actuelle ne permet pas, dans un tel cas, un semblable appel. Le gouvernement croit qu'il est de son devoir de permettre aux intéressés de soumettre toute la question à la Cour suprême et au Conseil privé.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): N'aviez-vous pas nommé une commission pour cela?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Évidemment, et c'est sur le rapport de cette commission que la question a été soumise à un

tribunal. D'après le projet de loi, l'appel doit être d'abord porté en Cour suprême, et l'on s'en tiendra peut-être là si le jugement porté satisfait toutes les parties intéressées; dans le cas contraire, il faudra procéder jusqu'au Conseil privé.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quand le Conseil privé aura rendu sa décision, le gouvernement nommera-t-il une autre commission d'enquête? Le gouvernement a pris l'habitude de nommer des commissions.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cette remarque n'est pas juste. Quand nous aurons les renseignements dont nous avons besoin, nous assumerons la responsabilité d'agir, mais nous devons savoir quels sont nos pouvoirs. Nous ne savons pas si la décision de la Cour suprême va satisfaire les deux parties, alors nous prévoyons un appel devant le Conseil privé.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je suis sous l'impression que nous abordons une question qui peut nous mener très loin. Nous avons dans la province de Québec un régime scolaire bien établi, nous avons des écoles publiques, catholiques ou protestantes, et nous demandons aux tribunaux si nous pouvons établir des écoles autres que celles-ci...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Deux juges ont dit "oui".

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Parce que nous leur avons posé la question, mais pour ma part, j'aurais préféré une action politique, et j'entends dans le meilleur sens du mot, plutôt que d'une façon légale. Nous entrons dans une voie qui peut avoir des conséquences sérieuses pour l'avenir. Le gouvernement aurait peut-être fait mieux de songer à établir un système particulier que de recourir aux tribunaux.

J'admets que la question est discutable. Nous avons un système scolaire établi par la Constitution pour notre province. Or, de par cette Constitution, il ne doit y avoir ici que des écoles catholiques ou protestantes. Par le jugement du Conseil privé, on peut signifier l'établissement d'écoles catholiques ou protestantes. La Législature se trouve devant le même problème et nous ne serons pas plus avancés qu'aujourd'hui. N'aurions-nous pas pu régler nous-mêmes cette question épineuse?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Donnez-nous un moyen.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je n'ai pas de solution à offrir en effet, mais j'aurais préféré le *statu quo* ou bien que la question fût référée au Conseil de l'instruction publique, qui se fût alors chargé de l'étudier à fond. Il aurait mieux valu faire cela d'abord plutôt que créer une commission de façon si extraordinaire. Maintenant, nous allons nous engager devant les tribunaux pour un ou deux ans sans avoir la certitude d'aboutir, tandis que le Conseil de l'instruction publique aurait pu fort bien établir des écoles particulières sous la direction des autorités, telles que constituées présentement ou peut-être sous la direction des commissions catholiques ou protestantes.

De toute façon, j'aurais préféré que nous nous contentions de l'action politique au lieu de soumettre la cause aux tribunaux. Nous avons appris par expérience que ce n'est pas une bonne idée de soumettre les questions scolaires aux tribunaux. Il vaudrait mieux garder cette affaire entre nos propres mains, et je crois que nous avons le pouvoir et le devoir de régler la situation. En soumettant cette question aux tribunaux, nous nous créons une série de difficultés pour l'avenir. Je crois que, s'il était possible d'arrêter, avant que l'on aille trop loin, et de soumettre l'affaire au Conseil de l'instruction publique, j'aurais plus confiance dans les membres de ce Conseil que dans le jugement qui nous sera rendu.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il faut bien se rendre compte de la situation. Cette législation ne couvrira pas toute la question des écoles. Tout le monde est d'accord que les catholiques et les protestants ont droit d'avoir des écoles dans cette province; mais, depuis la mise en vigueur de la Constitution, le problème juif a surgi à Montréal. En 1903, on a conclu un accord par lequel les protestants acceptaient dans leurs écoles les enfants des Juifs. Il y en avait 1,300², il y en a maintenant 13,000. L'an dernier, les Juifs ont réclamé le droit d'être représentés dans la commission scolaire. Les protestants veulent rester maîtres chez eux. Nous avons débattu cette question de fond en comble la session dernière, quand les protestants ont déclaré qu'ils seraient prêts à accepter des enfants juifs, mais seulement si les Juifs se soumettent à leurs conditions. Ceux-ci refusent.

Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) a dit: "Nous ne voulons pas rester dans la cuisine, nous voulons être admis dans le salon." Les Juifs veulent continuer à fréquenter les écoles protestantes avec les mêmes droits. Le problème est là. Il y a 13,000 enfants à instruire. Devraient-ils recevoir une instruction qui est incompatible avec leurs principes

religieux? Il a donc fallu, en face de cette difficulté, instituer une commission qui nous a suggéré de référer la question à un tribunal. Nous y avons adhéré. Voici que la Cour d'appel nous dit aujourd'hui que la législation de 1903 était illégale. C'est une décision unanime, qui stipule que nos écoles, légalement, doivent être chrétiennes seulement, c'est-à-dire catholiques ou protestantes.

La question s'est posée tout de suite: "Les Juifs peuvent-ils avoir leur propre système indépendant des deux confessions chrétiennes?" Sur ce point, la cour est divisée: Deux juges, les juges Flynn et Tellier, ont dit "oui" et trois autres ont dit "non". Ces gens, les Juifs, nous ont demandé la permission de soumettre leur cas à la Cour suprême ou au Conseil privé. Pouvons-nous le refuser? Ce n'est pas nous qui allons en appel.

Dans ces tribunaux, on aura à décider ceci: "Est-il possible d'établir un troisième système dans la province de Québec?" Quelle que soit la réponse, nous ne serons pas plus obligés d'avoir un troisième système, mais nous aurons une interprétation de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord en ce qui concerne les écoles. L'honorable député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) nous dit que nous devrions prendre une action législative et non une action légale. Il aurait voulu que nous propositions de la législation à cette session...

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Ce n'est pas une solution.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous ne demanderions pas mieux que d'accepter des suggestions, mais mon honorable ami dit lui-même qu'il n'a rien à suggérer. Tout ce que nous faisons, c'est de demander aux tribunaux de nous dire quelle est la loi, qu'est-ce que nous pouvons faire pour ces 13,000 enfants juifs que personne ne veut recevoir chez eux. Ce n'est pas facile, nous ne pouvons forcer les catholiques ou les protestants à accepter les Juifs, et nous ne pouvons obliger ceux-ci à aller chez eux-là.

Devons-nous les obliger à fréquenter les écoles chrétiennes où on leur enseignera des choses qui leur sont répugnantes? Allons-nous laisser ces 13,000 enfants sans instruction?

Allons-nous affirmer en toute certitude qu'ils n'ont aucun droit au Québec, qu'ils sont, comme un des juges l'a dit, des exclus? Est-ce là la signification de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord? Je ne sais pas, mais les Juifs ont le droit de savoir de quoi il en retourne.

Ils ont demandé qu'on adopte cette loi, afin de pouvoir aller devant la Cour suprême et le Conseil privé, et nous le permettons. Ils ont le droit de savoir quels sont leurs droits, et lorsqu'une décision sera rendue, nous pourrons légiférer. En vertu de cette loi, les parties intéressées, qui sont nommées dans le renvoi, peuvent en appeler de la décision.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): N'allons-nous pas un peu loin dans l'application d'un principe?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il est toujours de notre devoir d'instruire les enfants canadiens.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Suivant le jugement de la Cour d'appel, nous sommes revenus à l'état de 1903.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Avec 12,000 enfants de plus.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): ... avec 12,000 enfants de plus à instruire, mais nous ne serons pas plus avancés, si les juges disent qu'il est inconstitutionnel d'établir un système séparé pour les Juifs. C'est là la question. Que fera la Législature?

En outre, d'un bout à l'autre du pays, toutes nos écoles sont nationales à quelques rares exceptions près et, si la province de Québec entreprend un nouveau régime, est-ce que son acte n'aura pas une grave répercussion dans l'avenir et dans le reste du dominion?

Je crois que nous nous engageons trop vite dans une voie qui peut être dangereuse pour l'avenir. Il ne faut pas passer en cinq minutes un projet de loi aussi important. Le seul moyen d'en sortir serait de référer la question au Conseil de l'instruction publique.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous n'êtes pas sérieux.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je suis très sérieux, et je prétends que ce Conseil est compétent pour établir des écoles particulières, dans le but d'instruire ces 13,000 enfants et, qu'en faisant instruire ces enfants par les catholiques et les protestants, nous éviterons ces problèmes. Pourquoi les deux commissions scolaires de Montréal ne peuvent-elles pas établir des écoles pour instruire ces 13,000 enfants?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

C'est justement le point en litige. Quels pouvoirs les commissions ont-elles dans ce domaine? L'Acte de l'Amérique britannique du Nord permet-il que l'on établisse en cette province des écoles particulières? Trois des cinq juges nous disent que, même si le Conseil d'instruction publique voulait instruire ces enfants et que les deux commissions scolaires étaient d'accord, personne n'a autorité pour créer de nouvelles écoles de ce genre.

Cependant, les juges Tellier et Flynn prétendent le contraire. Nous devons savoir quels pouvoirs nous avons. Qui peut nous donner la solution sinon le Conseil privé? S'il nous répond: "Vous n'avez pas le droit", nous devons dire aux Juifs: "Faites-vous des écoles vous-mêmes" ou "Envoyez vos enfants à l'école catholique ou protestante selon les conditions qu'elles vous imposent." Si, au contraire, on opine pour des écoles séparées, alors nous les accorderons volontiers; mais qu'on ne craigne pas pour notre système scolaire actuel.

S'il y a quelque chose de sacré dans la province de Québec, c'est notre système scolaire. On n'y touchera pas. Catholiques et protestants ne permettront jamais qu'on y porte atteinte. Jamais les Juifs n'entreront dans notre système scolaire sans accepter nos conditions. Ce doit être la même chose pour les protestants. Mais nous ne pouvons laisser ces 13,000 enfants courir les rues. Je suis convaincu que, dans 10 ans, il y aura plus d'enfants juifs que d'enfants protestants à l'école. La natalité est plus forte chez les Juifs. Les familles sont plus nombreuses, et la natalité plus forte. Les faits sont là.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Mais on pose le problème juif.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il se pose de lui-même.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Aujourd'hui, c'est le problème juif qui se pose; demain ce sera un autre. Nous faisons actuellement surgir un problème scolaire qui aura une répercussion dans tout le pays. Nous touchons à l'Acte confédératif, nous faisons entrer une idée nouvelle dans la Constitution, et cela, par la porte de la province de Québec...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quelle idée nouvelle?

M. Patenaude (Jacques-Cartier): L'idée des écoles juives.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas encore cela.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): La question est de savoir si nous devons légiférer ou non pour établir des écoles juives. La Constitution nous permet d'avoir des écoles publiques catholiques et protestantes, et maintenant on demande à pouvoir créer d'autres écoles. Il serait préférable de régler la question ici.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Si nous faisons une loi, comment saurons-nous si ce que nous faisons est légal?

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je ne veux pas, dit-il, qu'on croie que je m'objecte à ce que 13,000 enfants juifs se fassent instruire. Au contraire, je crois qu'ils devraient être instruits, mais je ne veux pas d'un nouvel élément dans le paysage scolaire.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le problème n'est plus seulement entre les Juifs et les protestants. La Cour d'appel a décidé que notre loi de 1903 envoyant les Juifs aux écoles protestantes est inconstitutionnelle. Il n'y a donc plus de loi pour les écoliers juifs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Deux juges, aussi bons que mon honorable ami et meilleurs que moi, ont décidé que nous devons établir un système scolaire pour les Juifs.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Si la réponse à la question 6 est affirmative, que ferons-nous? Vous soulevez un problème scolaire, mais où cela va-t-il nous mener? Je ne veux pas empêcher les enfants juifs d'aller à l'école, mais je ne voudrais pas, en soumettant la question aux tribunaux, faire surgir des problèmes nouveaux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il s'agit de savoir ce que dit la Constitution. Si les tribunaux disent oui, cela voudra dire que les Juifs ont des droits, et s'ils ont des droits, qui sommes-nous pour ne pas en tenir compte? Ils poseront le problème eux-mêmes en refusant de payer les taxes scolaires.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Le devoir des politiciens n'est pas seulement de regarder aux petits problèmes actuels, mais de prévoir l'avenir.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Nous n'avons pas peur de prendre nos responsabilités.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): C'est pour cela que vous auriez dû agir et trouver une solution chez nous, au lieu de la chercher ailleurs, et de mettre devant les tribunaux toute cette question, qui aurait dû être soumise au Conseil de l'instruction publique et aux commissions scolaires en premier lieu.

L'honorable M. David (Terrebonne): Nous avons dû faire face à ce problème partout dans les autres provinces. Ce ne sera pas pire.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): S'ils répondent "non", ce sera dangereux. Nous allons nous enquérir auprès des tribunaux si les écoles juives doivent exister. Qu'est-ce à dire? Je ne voudrais pas que le jugement ait des répercussions graves, non pas pour les Juifs, non pas pour les protestants, mais pour d'autres parties intéressées. Est-ce qu'on ne fera pas surgir des difficultés pour les Canadiens français des autres provinces, en faisant surgir des difficultés chez nous?

L'honorable M. David (Terrebonne): Le fait qu'on ne soit pas juste ailleurs justifie-t-il qu'on agisse injustement au Québec?

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Cela pourrait aggraver les difficultés que nous connaissons ailleurs. Je ne crois pas qu'il soit sage d'aller en appel, pas plus qu'il n'était sage de nommer la commission spéciale. Je ne crois pas qu'on soit dans la bonne voie. Nous nous exposons à un grave danger. On devrait laisser notre système scolaire tel qu'il est.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Devons-nous obliger les enfants juifs à aller à l'école, ou à fréquenter des écoles protestantes, même si les protestants nous ont dit l'an dernier qu'ils ne voulaient pas d'eux? Les enfants juifs iront aux écoles protestantes ou aux écoles catholiques, ou à leurs propres écoles. Il n'y a pas d'autre alternative. Que voulez-vous que nous en fassions? Personne n'en veut. Nous ne sommes pas pour les jeter dans le fleuve.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Le Conseil de l'instruction publique pourrait, je crois, trouver une solution moyenne.

L'honorable M. David (Terrebonne): Lequel? Il y en a deux?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est une question légale.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je pense que les deux commissions devraient créer un système pour les instruire. J'ai peur que l'opinion publique ne se soulève si nous touchons à notre système scolaire, au lieu d'envisager la question, comme je le voudrais, à un point de vue politique, dans le sens large du mot.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quand tout le monde reconnaît qu'il faut s'entendre, un discours comme cela est justement ce qu'il faut pour soulever l'opinion publique.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je n'accepte pas l'insinuation de l'honorable premier ministre. C'est à nous d'étudier la question. Je suis convaincu qu'il ne fait pas cette législation sans crainte et qu'il partage mes craintes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, nous en avons, et de bien plus graves que les vôtres. C'est nous qui en porterons la responsabilité.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Il faut avoir du courage pour envisager la responsabilité.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Mais pourquoi aller soumettre notre problème scolaire à l'étranger quand nous devrions le régler ici? Nous n'avons jamais été heureux dans ces voyages. Le retour a toujours été moins heureux que le départ. Encore une fois, je m'adresse à l'intelligence du premier ministre, pour qu'il envisage cette question dans le sens le plus large, et je répète que j'ai peur de soumettre ainsi tout notre système scolaire aux tribunaux étrangers. Il s'agit d'une question qui doit être solutionnée par la Législature, et non par les tribunaux, même si cela devait prendre deux ou trois ans.

L'honorable M. David (Terrebonne): S'il faut passer notre temps à y réfléchir, les enfants juifs resteront dans le chemin tout ce temps-là. Qui va instruire les enfants en attendant?

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Comment allez-vous les instruire après un autre jugement? Examinons la question et éloignons-nous de ce terrain dangereux. Je suis certain que le premier ministre n'aime pas l'idée de s'en remettre aux tribunaux, pour décider du sort de nos écoles. Laissons le Conseil de l'instruction publique chercher une solution d'abord.

M. Smart (Westmount): On ne devrait pas renvoyer cette question devant les tribunaux. Elle dépasse les difficultés entre Juifs et protestants, car elle concerne également la perception des taxes scolaires dans la province. Ces taxes ne sont pas équitables. Si les taxes n'étaient pas aussi élevées, il n'y aurait peut-être pas de problème de ce genre à Montréal. Prenons par exemple le cas de Verdun. Si ce n'était du fait que les taxes scolaires sont imposées de façon inéquitable, il n'y aurait pas de problème à Verdun.

L'honorable M. David (Terrebonne): Où est l'iniquité?

M. Smart (Westmount): Si les taxes suivaient les locataires, il n'y aurait pas de problème.

L'honorable M. David (Terrebonne): Quelle est la différence entre Verdun et certaines parties des Cantons-de-l'Est? Tandis que les protestants de Verdun souffrent, dans certaines parties des Cantons-de-l'Est, les protestants sont avantagés par ce mode de taxation.

M. Smart (Westmount): On se plaint que les Juifs ne paient pas leur part de taxes scolaires. Ce n'est pas vrai et ce n'est pas juste pour les Juifs. Tout le monde paie ses taxes scolaires à l'une ou l'autre des commissions, mais les taxes devraient suivre la foi de celui qui les paie, qu'il les paie directement ou qu'elles soient incluses dans son loyer. Si on mettait en place un tel système, il y aurait beaucoup moins de problèmes au sein du système scolaire. J'aimerais mieux que toute cette question soit soumise à une commission royale pour étude.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): On vient justement de dire que nous avons eu trop de commissions.

M. Smart (Westmount): Cette question devrait être soumise à une commission royale pour étude. Quelqu'un a demandé ce qui se passerait entre-temps. Je suis certain que la Commission scolaire protestante ne va pas expulser les enfants juifs, mais qu'elle continuera à les instruire, comme elle le fait depuis de nombreuses années. Le jugement de la Cour d'appel lui donne peut-être le pouvoir de les expulser, mais je suis certain qu'elle ne veut rien d'autre que les traiter équitablement, et j'ai l'assurance qu'elle continuera à les instruire. J'irai même jusqu'à dire que l'opinion protestante ne se

rangerait pas derrière elle, si elle faisait autrement. Réglons nos problèmes nous-mêmes chez nous, au lieu de nous en remettre à Ottawa ou à Londres.

L'honorable M. David (Terrebonne): On a déjà annoncé l'intention du gouvernement d'examiner la fiscalité scolaire à Montréal. En 1867, pas un seul homme public ne prévoyait qu'il y aurait une affluence de Juifs au pays. Il reste que le Canada a voulu attirer des immigrants et a encouragé des habitants d'autres pays à venir ici et, assurément, cela voulait dire que lorsqu'ils viendraient, on ne leur dirait pas qu'il n'y a pas d'écoles pour leurs enfants. Ce serait immoral et indécent d'agir ainsi. Cette politique d'immigration était-elle juste? Ce n'est pas à nous de le dire. En 1903, on en est venu à la décision que les Juifs devaient être considérés comme étant protestants.

M. Smart (Westmount): Pourquoi?

L'honorable M. David (Terrebonne): Parce qu'ils n'étaient pas nombreux.

M. Smart (Westmount): C'est parce qu'à cette époque, les enfants juifs fréquentaient les écoles protestantes et les taxes scolaires payées par les Juifs allaient aux écoles catholiques.

L'honorable M. David (Terrebonne): Mon commentaire ne se voulait pas un reproche aux protestants. Toutefois, si les enfants juifs avaient été aussi nombreux en 1903 qu'ils le sont maintenant, les protestants ne les auraient pas acceptés. Aujourd'hui, il y en a 60,000 à 70,000 à Montréal.

Leurs enfants vont aux écoles protestantes mais ces derniers - mettons toute la vérité devant le public - ont déclaré: "Nous allons les jeter à la porte." Que devons-nous faire? Est-ce à nous de dire que leurs 12,000 enfants n'iront pas à l'école? Nous avons soumis la cause à la Cour d'appel. Deux juges...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Un ancien premier ministre, (M. Flynn) et un ancien chef de l'opposition (M. Tellier)...

L'honorable M. David (Terrebonne): Deux juges nous ont dit que les Juifs devaient avoir des écoles...

M. Patenaude (Jacques-Cartier): C'est une question légale qu'on leur a posée.

L'honorable M. David (Terrebonne): Si on leur avait posé la question politique, le problème se serait posé autrement.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): C'est ici que nous légiférons sur les questions politiques.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'arrangement de 1903 a été possible grâce au bon esprit patriotique des protestants, qui a permis d'en arriver à une entente. Toutefois, il est survenu une situation qui a amené la Cour d'appel à déclarer que ni les protestants, ni les catholiques ne sont obligés de les héberger. Quant aux Juifs, ils disent: "Nous sommes prêts à payer", mais ils veulent être représentés suivant le principe selon lequel il ne peut y avoir de taxation sans représentation.

Tout ce que nous faisons aujourd'hui, c'est de demander aux tribunaux quels sont nos droits sur ce point comme Législature, puisque la loi que nous avons passée en 1903 est déclarée inconstitutionnelle. Il reste maintenant à déterminer les pouvoirs de la Législature. Elle ne veut pas commettre d'injustice, mais elle doit connaître ses pouvoirs avant de poser des gestes.

Puisque l'entente de 1903 était non constitutionnelle, pourquoi tenterions-nous de légiférer encore, avant de savoir par le plus haut tribunal ce qui est constitutionnel et ce qui ne l'est pas? C'est parce que la question légale n'est pas solutionnée que le gouvernement est dans l'embarras, au point de vue de la question politique.

Si nous écoutions la suggestion de l'honorable député de Jacques-Cartier (M. Patenaude), nous pourrions faire encore de la législation qui sera déclarée inconstitutionnelle et le problème n'en serait que plus compliqué. À quoi bon négocier un arrangement aujourd'hui quand il pourrait être déclaré *ultra vires* dans cinq ou 10 ans? Pourquoi prendre un autre risque?

Les Juifs sont canadiens et ils ont le droit d'être instruits dans les écoles canadiennes. On ne doit pas les forcer à aller ici ou là. Le problème s'est aggravé avec les années, et la solution de 1903 s'est avérée inadéquate parce qu'inconstitutionnelle. Si nous recherchons seuls le remède, nous serons toujours incertains; essayons alors de savoir des plus hauts tribunaux quels sont nos droits. Puisque nous sommes condamnés à l'incertitude, il est nécessaire de chercher des lumières ailleurs, et si d'autres que nous ont des droits, je serai le premier à m'incliner et à les respecter.

(Applaudissements)

M. Patenaude (Jacques-Cartier): L'Acte de la Confédération est un pacte. Il ne parle pas de ce problème.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il n'existait pas.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Il n'en parle pas, je le répète. Ce problème est très sérieux.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je reconnais qu'il est sérieux, mais est-ce parce qu'il est sérieux que nous devons nous fermer les yeux et nous ouvrir les bras?

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je continue à penser que nous aurions dû résoudre nous-mêmes la difficulté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous cherchons depuis deux ans. Nous avons eu délégation sur délégation, nous avons légiféré. Le Conseil de l'instruction publique lui-même a cherché. Je suis prêt à référer la chose au Conseil de l'instruction publique pendant que nous référerons l'affaire à la Cour suprême et au Conseil privé. Et puis, le jugement ne nous liera pas absolument, rien ne nous empêche de nous éclairer nous-mêmes en même temps. Mais nous saurons quels droits ont les Juifs à avoir leurs écoles séparées. L'Acte de 1867 considère nos écoles comme sacrées. Personne ne peut y toucher. Nous sommes dans un grave embarras, je l'avoue, et si le député de Jacques-Cartier pouvait nous apporter du nouveau, c'est avec ardeur que nous l'accepterions.

Encore une fois, je suis prêt à accepter la suggestion de mon honorable ami (M. Patenaude) de faire étudier la question au Conseil de l'instruction publique, et je ne demanderais pas mieux que le Conseil nous fournisse une solution. Quant à l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, il est une chose certaine, c'est que la province de Québec a le droit de légiférer sur l'éducation. Jusqu'à quel point? C'est ce que nous voulons savoir et, tant que nous ne le saurons pas, nous irons à tâtons.

M. Smart (Westmount): Je soumets que c'est là un problème domestique que nous ne devrions pas aller régler en dehors de la province.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ne croyez-vous pas que c'est le "british fair play" de donner la chance aux Juifs de faire décider par les tribunaux quels sont leurs droits?

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Mon objection est justement là-dessus. Je crois que nous n'aurions pas dû nous occuper essentiellement du point de vue légal. Dans l'intérêt de la minorité juive elle-même, je crois que nous aurions dû régler cette question ici. Dans six mois, un an ou deux ans, avant le jugement final, l'agitation autour de cette question sera calmée, et il serait facile de trouver le moyen.

M. Smart (Westmount): Le bill présenté la session dernière aurait dû être adopté. Tout ce qu'on demande, c'est de réaffirmer les droits des protestants, en vertu de la Constitution, et le pouvoir de séparer les Juifs des protestants, en raison des difficultés que posent les congés juifs. Les gens, dit-il, devraient comprendre la raison pour laquelle on menace de fermer les écoles aux enfants juifs, et on craint pour les droits des protestants. D'après ce que j'ai compris, la situation est la même à Outremont.

L'honorable M. David (Terrebonne): Si les protestants peuvent fermer leurs écoles aux enfants juifs aujourd'hui et si les catholiques ne sont pas obligés de les accueillir, c'est dire qu'on jette ces enfants à la rue. Ce serait juste, ça?

M. Smart (Westmount): Je crois, dit-il, que les enfants juifs ont le même droit à l'instruction que les enfants catholiques ou protestants. Ce n'est pas correct de donner l'impression que les protestants veulent jeter les enfants juifs dehors.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député ne sait-il pas que de nombreux protestants s'objectent à ce que leurs enfants soient instruits aux côtés d'enfants juifs?

M. Smart (Westmount): C'est vrai seulement pour des cas isolés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce sont plus que des cas isolés.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Granby

M. Bullock (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 146 modifiant la charte de la cité de Granby soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Demandes de documents:

Admission des Juifs au sein de la Commission scolaire protestante

M. Patenaude (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie de l'arrêté ministériel nommant une commission pour examiner les conditions scolaires de l'île de Montréal et copie du rapport fait par cette commission;

Et une copie de l'arrêté ministériel référant à la Cour d'appel certains points de droit au sujet de l'admission des Juifs dans la Commission scolaire protestante de Montréal, des professeurs de leur nationalité dans les écoles protestantes, etc.

Je demanderais la production de ces documents au plus tôt.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons préparé un *factum* pour la Cour d'appel. Je crois qu'en donnant copie à l'honorable député, il aura tout ce qu'il veut.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Très bien.

Adopté.

H. Laureys et E. Fougerat

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant de Soulanges (M. Lortie), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de tout contrat, traité ou enquête se rapportant à l'engagement ou à la nomination de M. Henry Laureys, directeur de l'École des hautes études

commerciales de Montréal, et de M. Emmanuel Fougerat, directeur de l'École des beaux-arts de Montréal.

Adopté.

Divisions d'enregistrement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 23 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à certaines divisions d'enregistrement.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera pour les divisions d'enregistrement comprises dans le paragraphe premier de la section XVIII du chapitre premier du titre XII des Statuts refondus, 1909, (articles 7465 à 7474), un ou plusieurs députés-régistrateurs ainsi que les autres employés nécessaires, à chacun desquels il assigne le traitement jugé convenable.

Adopté.

2. Que ce ou ces députés auront, à tous égards, les mêmes pouvoirs, devoirs et obligations que s'ils étaient nommés par le régistrateur.

Adopté.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra seul révoquer les députés-régistrateurs ainsi nommés ou accepter leur démission.

Adopté.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra allouer à chaque régistrateur, pour les dépenses contingentes nécessaires de son bureau, telle somme additionnelle qu'il jugera à propos.

Adopté.

5. Que le lieutenant-gouverneur en conseil assignera aux régistrateurs de la division de troisième classe mentionnée à l'article 7467 des Statuts refondus, 1909, un traitement de \$300 à \$4,000, au lieu du traitement de \$300 à \$2,000 mentionné à la cédule A qui suit l'article 7531 desdits Statuts.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 23 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à certaines divisions d'enregistrement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à certaines divisions d'enregistrement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 11 modifiant la loi des compagnies de Québec, 1920;
- bill 26 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la liquidation volontaire des compagnies à fonds social;
- bill 45 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique;
- bill 80 constituant en corporation la congrégation Beth Matisyohi Anshe Marmorosh Anshe Romania Congregation;
- bill 125 constituant en corporation The Beth Israel & Samuel Congregation;

- bill 131 concernant la Société d'histoire naturelle à Montréal;

- bill 133 constituant en corporation The Abitibi Southern Railway Company;

- bill 134 constituant en corporation Chevra Thilim Linas Hazedek;

- bill 138 modifiant la charte de la cité de Hull;

- bill 141 ratifiant certaines résolutions du conseil et des commissaires d'écoles de la cité du Cap-de-la-Madeleine et conventions entre les mêmes et la St. Maurice Paper Company Limited;

- bill 142 ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est, en date du 20 février 1925;

- bill 159 modifiant l'article 724 du Code municipal;

- bill 160 modifiant le Code municipal.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Loi des compagnies

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 11 modifiant la loi des compagnies de Québec, 1920. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Compagnies à fonds social

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 26 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la liquidation volontaire des compagnies à fonds social. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Instruction publique

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 45 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Beth Matisyohi Anshe Marmorosh
Anshe Romania Congregation**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 80 constituant en corporation la congrégation Beth Matisyohi Anshe Marmorosh Anshe Romania Congregation. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Société d'histoire naturelle
à Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 131 concernant la Société d'histoire naturelle à Montréal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**The Abitibi Southern Railway
Company**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 133 constituant en corporation The Abitibi Southern Railway Company. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Chevra Thilim Linas
Hazedek**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 134 constituant en corporation Chevra Thilim Linas Hazedek. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Hull

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 138 modifiant la charte de la cité de Hull. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**St. Maurice Paper Company Ltd.
et Cap-de-la-Madeleine**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 141 ratifiant certaines résolutions du conseil et des commissaires d'écoles de la cité du Cap-de-la-Madeleine et conventions entre les mêmes et la St. Maurice Paper Company Limited. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Montréal-Est

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 142 ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est, en date du 20 février 1925. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Code municipal,
article 724**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 159 modifiant l'article 724 du Code municipal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

The Beth Israel & Samuel Congregation

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 125 constituant en corporation The Beth Israel & Samuel Congregation. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Code municipal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 160 modifiant le Code municipal. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Charte de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Dépôt de documents:

Beurreries à Farnham

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 20 février 1925, pour copie de toute correspondance entre le ministère de l'Agriculture et toute personne, en 1923-1924, au sujet de beurreries à Farnham. (Document de la session no 57)

Feux de forêt à Natashquan

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 3 mars 1925, pour copie de toute correspondance entre le ministère des Terres et Forêts et toute personne concernant le traitement des hommes qui ont été employés pour éteindre les feux de forêt dans la région de Natashquan. (Document de la session no 58)

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à ce soir, à neuf heures et demie³.
Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Bien que les sources n'en fassent pas mention, on peut présumer que les travaux du comité sont dirigés par M. Hector Laferté (Drummond), Orateur suppléant et président des comités pléniers depuis le 21 décembre 1923. Ce sont d'ailleurs ses initiales et sa signature qui authentifient ledit bill qui sera rapporté à la Chambre, sans amendement, le même jour.

2. Chiffre de *L'Événement* du 24 mars 1925, à la page 12. *Le Soleil* du même jour, à la page 12, mentionne plutôt "environ 1,500".

3. Malgré cette motion du premier ministre, la Chambre ne siégera pas après le banquet des journalistes tenu après cette séance. *Le Soleil* du 24 mars 1925, à la page 12, rapporte que "les journalistes s'ingénierent à faire manquer l'assemblée nocturne, à la grande joie du chef de l'opposition" qui, selon *La Presse*, à la page 19, "avait demandé congé au premier ministre en faveur des journalistes. À onze heures et demie, le banquet finit, et la Chambre nécessairement fut ajournée à ce matin."

Première séance du mardi 24 mars 1925

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 30¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 146 modifiant la charte de la cité de Granby.

Compagnies
à fonds social

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que soit révoqué l'ordre de cette Chambre en date du 23 mars courant à l'effet que les amendements apportés par le Conseil législatif au bill 26 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, soient adoptés.

Adopté. L'ordre est révoqué.

Il est ordonné que le bill soit réinscrit sur le *Feuilleton* pour deuxième lecture des amendements du Conseil législatif.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que cette Chambre n'adopte pas les amendements qu'ils ont apportés au bill 26 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, parce qu'ils ne se rapportent pas directement à l'objet du bill et qu'ils sont d'ailleurs insérés dans les Statuts par le bill 11 modifiant la loi des compagnies de Québec, 1920, que les deux Chambres ont voté.

Il est ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

Questions et réponses:

Assurance des employés
de la Commission des liqueurs

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Est-il vrai que le gouvernement aurait donné récemment une police d'assurance aux employés de la Commission des liqueurs?

2. Dans l'affirmative: *a.* quand; *b.* quelles sont les conditions; *c.* quelle est la somme globale?

3. Quelle est la compagnie d'assurance qui a émis ces polices?

4. Quel est l'agent ou le courtier ou quels sont les agents ou les courtiers qui ont agi dans cette affaire?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Non, mais la Commission des liqueurs de Québec en a donné.

2. *a.* Le 24 décembre 1924; *b.* le montant total de la prime est de \$13,742.99 entièrement payé par la Commission des Liqueurs de Québec; *c.* le montant global de l'assurance est de \$989,450.

3. The Canada Life Assurance Company, The Sun Life Assurance Co. of Canada et la Travellers Insurance Co. of Hartford.

4. Aucun.

Major M. Scott

M. Bastien (Québec): 1. Le major Maurice Scott, de Montréal, a-t-il été ou est-il encore employé par la Commission des liqueurs de Québec?

2. Dans l'affirmative, quel est ou quel était son emploi?

3. Est-il ou était-il payé à salaire fixe ou par Commission?

4. Quel est ou quel était son salaire?

5. En quelle année a-t-il été nommé par la Commission des liqueurs de Québec?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Il n'est pas dans l'intérêt public de répondre à cette question.

2. 3. 4. et 5. Voir réponse à la question no 1.

Route à Normandin,
Lac-Saint-Jean

M. Bastien (Québec): 1. Qui a demandé la fermeture d'une certaine route en 1924, à Normandin, Lac-Saint-Jean?

2. Dans quel but cette route fut-elle fermée?
3. Le gouvernement sait-il que, de ce fait, les plus vieux colons de Normandin souffrent un grand préjudice?
4. Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes à ce sujet?
5. Dans l'affirmative, qu'a-t-il l'intention de faire?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Le Conseil municipal du canton de Normandin, par une résolution adoptée le 2 juin 1924.

2. La résolution déclare que la "Vieille Route est une surcharge à la grande majorité des contribuables par son entretien d'abord et par ses ponts ensuite". La même résolution fait mention des difficultés de l'entretien durant l'hiver, étant donné le peu de circulation sur ce chemin, ce qui met le conseil au risque des frais d'amende. Le conseil a versé aux intéressés au-delà de \$3,000 pour indemniser les intéressés.

3. Le gouvernement l'ignore.
4. Le gouvernement a reçu quelques requêtes de contribuables s'opposant à la fermeture de cette route.
5. Cette affaire est du ressort exclusif du conseil municipal.

Chemins de Notre-Dame-de-la-Salette

M. Renaud (Laval): 1. Combien a coûté l'amélioration des chemins dans la municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette?

2. Qui était en charge des travaux?
3. Quelle a été la moyenne des salaires payés: *a.* aux contremaîtres; *b.* aux journaliers?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. \$546 pour la côte Newton et le chemin de High Rook, en 1924-1925.

2. Eusèbe Saint-Amour.
3. Les prix réguliers, soit: *a.* \$2.50 par jour au conducteur; *b.* \$2 par jour aux journaliers; \$3 par jour pour homme avec un cheval; \$4 par jour pour homme avec 2 chevaux.

Chemins de Saint-Bonaventure

M. Lortie (Labelle): 1. Quand la municipalité de Saint-Bonaventure, comté d'Yamaska, a-t-elle fait des chemins en macadam?

2. Combien de milles ont été faits?
3. Combien ces chemins ont-ils coûté le mille?
4. Ont-ils été refaits?
5. Dans l'affirmative, quand?
6. Quel a été le coût de la réfection?
7. Ces chemins sont-ils en bon état?
8. Quelle somme a déjà payée la municipalité de Saint-Bonaventure pour ces chemins?
9. Quelle somme lui reste-t-il à verser?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. 1911, 1912, 1913, 1914.

2. 2.23 milles.
3. \$5,594.92.
4. 5. et 6. Non.
7. Assez bon.
8. et 9. Ces travaux ont été faits sous le régime du 50 %.

Chemins de la paroisse de Saint-Guillaume

M. Lortie (Soulanges): 1. Quand la paroisse de Saint-Guillaume, comté d'Yamaska, a-t-elle fait des chemins en macadam?

2. Combien de milles ont été faits?
3. Combien ces chemins ont-ils coûté le mille?
4. Ont-ils été refaits?
5. Dans l'affirmative, quand?
6. Quel a été le coût de la réfection?
7. Ces chemins sont-ils en bon état?
8. Quelle somme a déjà payée la paroisse de Saint-Guillaume pour ces chemins?
9. Quelle somme lui reste-t-il à verser?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1921 et 1922.

2. 4.91 milles.
3. \$8,353.80.
4. La surface a été refaite sur une longueur de 2,216 milles.
5. En 1923-1924.
6. \$14,311.96.
7. Chemins Saint-Placide de Lachapelle, bons; Chemin principal, mauvais; autres chemins, passables.

8. Construction à 50 %, \$8,202.58; réfection à 50 %: \$7,155.98. En vertu de la loi 1912, coupons à 2 %, \$2,109.88; en vertu de la loi 1912, coupons à 3 %, \$1,195.37.

9. En vertu de la loi 1912, coupons à 2 %, \$6,459.51; en vertu de la loi 1912, coupons à 3 %, \$16,626.51.

Chemins du village de Saint-Guillaume

M. Lortie (Soulanges): 1. Quand le village de Saint-Guillaume, comté d'Yamaska, a-t-il fait des chemins en macadam?

2. Combien de milles ont été faits?
3. Combien ces chemins ont-ils coûté le mille?
4. Ont-ils été refaits?
5. Dans l'affirmative, quand?
6. Quel a été le coût de la réfection?
7. Ces chemins sont-ils en bon état?
8. Quelle somme a déjà payée le village de Saint-Guillaume pour ces chemins?
9. Quelle somme lui reste-t-il à verser?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. 1910, 1913, 1915.

2. 3.11 milles.
3. \$6,153.15.
4. 5. et 6. Non.
7. Bons, à l'exception de la rue Principale.
8. \$993.57 en 1910. \$3,364.98 sur les coupons à 2 % signés en vertu de la loi 1912.
9. \$10,753.74 sur les coupons signés à 2 % en vertu de la loi 1912.

Chemins d'Angliers et Rouyn

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien le gouvernement a-t-il dépensé chaque année pour les chemins d'Angliers et Rouyn?

2. Quelle est la longueur des chemins qui ont été faits?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. 1923-1924, \$23,966.40; 1924-1925, \$53,138.30; Total: \$77,104.70.

2. Chemin d'hiver, 65 milles; chemin défriché, 17 milles; chemin complété, 12 milles; chemin réparé, 5 milles.

Chemin de Laverlochère

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien a coûté le bout de chemin construit sur le lot no 4, dans le rang 12 du canton Laverlochère?

2. Quel était le ou les surveillants de ces travaux?
3. Quelle est la longueur de ce bout de chemin?
4. Dans quel état est-il?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. 2. 3. et 4. Le département n'a autorisé aucun travail en 1924, sur le lot 4 du rang 12 du canton Laverlochère.

Chemin de Fabre à Notre-Dame-de-Kipawa

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien a coûté le chemin de Fabre à Notre-Dame-de-Kipawa?

2. Quelle est la largeur de ce chemin?
3. Dans quel état est-il?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. \$43,332.69.

2. 30 pieds.
3. Ce chemin est sous construction; il est conséquemment dans un plus ou moins bon état.

Poursuites contre des municipalités pour la voirie

M. Dufresne (Joliette): 1. Depuis la réponse du 4 février 1925, y a-t-il des municipalités poursuivies au sujet de travaux de voirie qui ont réglé avec le gouvernement?

2. Dans l'affirmative, quelles sont ces municipalités et dans quels comtés sont-elles situées?

3. Pour quelle somme a été l'action dans chacun des cas?

4. Quelles sont les municipalités qui ont actuellement payé cette somme?

5. Quelles sont celles qui s'en acquittent par versements et quel versement est exigé dans chacun des cas?

6. Qu'a coûté chacune de ces actions ou poursuites en frais de cour ou autres: *a.* à la municipalité intéressée; *b.* au gouvernement?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui.

2. et 3. Paroisse de Sainte-Thècle, comté de Champlain: \$5,564.62; paroisse de Saint-Fulgence, comté de Chicoutimi: \$1,609.48; village de Charlemagne, comté de l'Assomption: \$1,287.43; paroisse de L'Épiphanie, comté de l'Assomption: \$6,840.04; village de Saint-Moïse, comté de Matapédia: \$660.50; paroisse de Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix, comté de Saint-Jean: \$118.40; paroisse de Saint-Mathieu-de-Belœil, comté de Verchères: \$15,940.87.

4. Paroisse de Sainte-Thècle; paroisse de Saint-Fulgence; village de Charlemagne; paroisse de l'Épiphanie; village de Saint-Moïse.

5. La paroisse de Saint-Mathieu-de-Belœil acquitte sa dette pour partie en argent, et pour partie en laissant entre les mains du gouvernement les 50 % auxquels elle aura droit pour travaux dans ses chemins non encore améliorés.

6. *a.* Village de Charlemagne, \$76.70; paroisse de Saint-Paul-de-L'Île-aux-Noix, \$28.40; *b.* Paroisse de Sainte-Thècle, \$153.10; paroisse de Saint-Fulgence, \$62.65; village de Charlemagne, \$87; paroisse de l'Épiphanie, \$176.50; village de Saint-Moïse, \$55.90; paroisse de Saint-Mathieu-de-Belœil, \$203.65.

Autres poursuites contre des municipalités pour la voirie

M. Dufresne (Joliette): 1. Depuis la réponse du 4 février 1925, le gouvernement a-t-il poursuivi d'autres municipalités de la province au sujet de travaux de voirie?

2. Dans l'affirmative, combien?

3. Quelles sont ces municipalités et dans quels comtés sont-elles situées?

4. Quand chacune de ces poursuites a-t-elle été intentée?

5. Pour quel montant dans chacune d'elles?

6. Où en est le gouvernement dans chacune de ces poursuites?

7. Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer les procédures et d'exiger le paiement total des sommes qu'il réclame?

8. Depuis la réponse du 4 février 1925, le gouvernement a-t-il fait envoyer à d'autres municipalités des lettres d'avocats au sujet de travaux de voirie?

9. Dans l'affirmative, à combien?

10. Quelles sont ces municipalités et dans quels comtés sont-elles situées?

11. Quel est le montant de la réclamation dans chacun des cas?

12. Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer ses réclamations?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui.

2. 16.

3. 4. 5. et 6. Paroisse de Saint-Joseph-de-Chambly, comté de Chambly; 21 février 1925: \$7,289.77; action rapportée, en voie de règlement. Ville de Léry, comté de Châteauguay; 10 février 1925: \$3,359.76; action rapportée. Paroisse de Saint-Malachie-d'Ormstown, comté de Châteauguay: \$8,807.67. Paroisse de Saint-Fulgence, comté de Chicoutimi; 3 février 1925: \$1,596.18; action réglée. Village de Sainte-Anne-de-Chicoutimi, comté de

Chicoutimi; 3 février 1925: \$2,185.43; audition fixée au 14 avril prochain. Bagotville, division nord-ouest du canton Bagot, comté de Chicoutimi; 7 février 1925: \$10,691.63; action rapportée. Canton de Hinchinbrook, comté de Huntingdon; 3 février 1925: \$10,144.40. Paroisse de Sainte-Anne-de-Sabrevoix, comté d'Iberville; 12 mars 1925: \$1,559.50; action rapportée. Paroisse de Saint-Paul-l'Ermitte, comté de l'Assomption; 16 mars 1925: \$3,000; action signifiée. Paroisse de Sainte-Marie-Sayabec, comté de Matapédia; 4 mars 1925: \$2,150.24; action rapportée, en voie de règlement. Paroisse de Sainte-Foy, comté de Québec; 18 février 1925: \$13,796.39; action rapportée, en voie de règlement. Paroisse de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, comté de Québec, 12 mars 1925: \$8,244.64; action rapportée. Paroisse de Saint-Roch-de-Richelieu, comté de Richelieu; 28 février 1925: \$1,349.81; action rapportée. Paroisse de Saint-Paul-de-L'Île-aux-Noix, comté de Saint-Jean; 22 novembre 1924: \$118.40; action réglée. Paroisse de Sainte-Rose-du-Dégel, comté de Témiscouata; 9 février 1925: \$13,362; action rapportée. Paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, comté de Terrebonne; 27 février 1925: \$32,278.81; action rapportée.

7. Oui.

8. Oui.

9. 10. et 11. Canton de Bourget, comté de Chicoutimi: \$1,554.87. Ville de Pointe-Claire, comté de Jacques-Cartier: \$10,488.24. Ville de Beaconsfield, comté de Jacques-Cartier: \$21,552.13. Partie sud de la paroisse du Sacré-Cœur-de-Marie, comté de Mégantic: \$6,565.44.

12. Oui.

Construction de l'École des hautes études commerciales de Montréal

M. Pellerin (Maisonnette): Combien ont coûté à date: *a.* le terrain; *b.* la construction et les réparations; *c.* l'aménagement de l'École des hautes études de Montréal?

L'honorable M. David (Terrebonne): *a.* Terrain: \$106,978.50; *b.* Construction: \$479,054.61; amélioration: \$6,090.41; entretien et réparations: \$16,219.51; *c.* Aménagement: \$107,958.77.

Poursuites contre Sainte-Cécile, Saint-Bruno-de-Montarville et Saint-Basile-le-Grand

M. Dufresne (Joliette): 1. Les frais pour les municipalités du village de Sainte-Cécile, de la paroisse de Saint-Bruno-de-Montarville et de la

paroisse de Saint-Basile-le-Grand, poursuivies par le gouvernement au sujet de travaux de voirie, ont-ils été réglés depuis la réponse du 24 février 1925?

2. Dans l'affirmative, qu'a coûté chacune de ces actions ou poursuites: *a.* à la municipalité intéressée; *b.* au gouvernement?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui.

2. *a.* Village de Sainte-Cécile, \$34.65; *b.* Paroisse de Saint-Bruno-de-Montarville, \$232.80; paroisse de Saint-Basile-le-Grand, \$207.20.

Taxe sur la gazoline

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): De quelle date à quelle date les distributeurs de gazoline ont-ils payé la taxe de deux sous par gallon, tel qu'il appert dans la réponse faite par le gouvernement, le 18 mars 1925?

L'honorable M. Nicol (Compton): Du 16 mai 1924 au 16 mars inclusivement.

Intérêts en vertu de la loi des chemins

M. Renaud (Laval): 1. Dans une réponse faite le 17 février 1925, le gouvernement déclare: *a.* que deux municipalités ont payé leurs intérêts de 1922 depuis la réponse contenue dans les *Procès-verbaux* 1925; *b.* que d'autres municipalités ont versé des acomptes; *c.* qu'une municipalité a payé ses intérêts de 1923; *d.* et que d'autres ont versé des acomptes. Quelles sont les deux municipalités qui ont payé leurs intérêts de 1922 en vertu de la loi des chemins, depuis la réponse contenue dans les *Procès-verbaux* 1925, pages 94 et 95?

2. Quelle somme a payée chacune d'elles?

3. Quelles sont les municipalités qui ont versé des acomptes sur leurs intérêts de 1922, et combien dans chacun des cas?

4. Quelle est la municipalité qui a payé ces intérêts de 1923 et quelle somme a-t-elle payée?

5. Quelles sont les municipalités qui ont versé des acomptes sur leurs intérêts de 1923, et combien dans chacun des cas?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. et 2. Paroisse de Saint-Germain-de-Grantham, comté de Drummond: \$78.88; paroisse de Saint-Antoine-de-Pontbriand, comté de Mégantic: \$322.92.

Depuis le 17 février 1925, les municipalités suivantes ont aussi payé leurs intérêts de 1922: paroisse de Saint-Jean, comté de Saint-Jean: \$377.11; paroisse de l'Épiphanie, comté de L'Assomption: \$1,731.73.

3. Canton de Bourget, comté de Chicoutimi: \$500. Bagotville, division nord-ouest du canton Bagot, comté de Chicoutimi: \$200. Canton de Whitton, comté de Frontenac: \$500. Issoudun, comté de Lotbinière: \$110.34.

4. Paroisse de Roberval, comté du Lac-Saint-Jean: \$515.13.

Depuis le 17 février 1925, les municipalités suivantes ont aussi payé leurs intérêts de 1923: paroisse de Sainte-Thècle, comté de Champlain: \$177.67. Paroisse de Saint-Étienne-de-la-Malbaie, comté de Charlevoix: \$1,876.95. Village de L'Annonciation, comté de Labelle: \$93.15. Paroisse de L'Épiphanie, comté de L'Assomption: \$2,616.32. Village de Saint-Moïse, comté de Matapédia: \$495.19. Paroisse de Saint-Charles-de-Charlesbourg, comté de Québec: \$1,173.62. Paroisse de Saint-Valentin, comté de Saint-Jean: \$254.08.

5. Village de Saint-Ambroise, comté de Chicoutimi: \$175. Paroisse de Saint-Louis-de-Chambord, comté du Lac-Saint-Jean: \$1,000. Village d'Amiante, comté de Mégantic: \$280.27. Village de Chénéville, comté de Papineau: \$76.25.

Code municipal

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 160 modifiant le Code municipal. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Statuts refondus, articles 65, 72 et 73

M. Dufour (Matapédia) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 171 modifiant les articles 65, 72 et 73 des Statuts refondus, 1909.

Adopté.

En comité²:

M. Dufour (Matapédia): La mission Sainte-Paula, que je demande à la Chambre d'annexer au comté de Matapédia, est sur le versant de la vallée de

la Matapédia. Il y a là une chaîne de montagnes, et c'est du côté de Matapédia que la mission est située. Il est donc juste qu'elle soit annexée au comté auquel elle doit appartenir géographiquement. C'est un simple réajustement de la carte géographique des comtés de Matapédia et de Matane que je propose, et j'espère que la Chambre l'adoptera.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Dufour (Matapédia) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code civil, article 1880

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 167 modifiant l'article 1880 du Code civil.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Loi des cités et villes, 1922

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 173 modifiant la loi des cités et villes, 1922, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

M. Thurber (Chambly) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Thurber (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Forêts domaniales

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 191 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la création de forêts domaniales.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose: 1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de choisir et réserver certaines étendues vacantes des terres de la couronne pour les constituer en forêts domaniales, qui serviront spécialement de réserves pour les besoins de l'industrie forestière.

2. Que le ministre des Terres et Forêts soit chargé d'administrer ces forêts domaniales; qu'il pourra les exploiter par des coupes faites en régies ou à l'entreprise, sous la direction du service forestier, et qu'alors les produits en seront vendus aux enchères après un avis public d'au moins soixante jours; qu'il pourra aussi affermer, pour une durée de temps limitée, certaines parties de ces forêts domaniales, dont l'exploitation forestière devra alors être conduite suivant les indications du service forestier, et que ces affermages se feront de la manière ordinaire prévue par la loi.

Le but est de créer des réserves forestières nécessaires à nos industries des pâtes et papiers.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): C'est une nouvelle politique.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Le but de cette mesure est de créer des réserves forestières que nous concéderons à l'enchère à des industries exploitant des usines ou fabriques dans les environs. Par exemple, nous avons, dans les bassins de certaines rivières du Lac-Saint-Jean, du Saint-Maurice, de la Gatineau et ailleurs, des territoires boisés qui devraient être utilisés par les fabriques de papier établies dans le voisinage. Avis sera donné dans les journaux de l'affermage de ces réserves, et les compagnies qui auront des industries près de ces forêts pourront seules encherir à la vente. On contrôlerait ainsi la coupe du bois sur certaines étendues déterminées de forêt, et cela, en vue de favoriser les intérêts des industries.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je voudrais avoir plus d'explications sur la nouvelle politique. En quoi consisterait cet affermage? Quelles seront la durée et les conditions?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Les détails ne sont pas tous fixés encore, mais on mettrait sous le contrôle absolu et la surveillance du service forestier la coupe de bois de toutes ces réserves. Seules les industries établies dans la région y auraient accès, et cela, pour une courte durée. Actuellement, la période d'affermage est indéfinie. Chaque année, le contrat se renouvelle automatiquement, quand les conditions ont été respectées. Par le projet présent, nous voudrions faire des concessions pour une courte durée, soit de deux à cinq ans à peu près. Les possesseurs du permis auraient le temps voulu pour prendre le bois selon les règlements imposés, et nous empêcherions, par notre système, de gros enchérisseurs non propriétaires d'usines de s'emparer de limites qui leur permettraient de contrôler le marché contre l'intérêt général. Maintenant, nous favorisons l'industrie et empêchons une détention moins pratique.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je suis peu favorable à une période indéfinie d'affermage. Il en résulte des droits acquis embarrassants pour l'État; mais, dans ce projet, il serait convenable que le ministre fournisse quelques-uns des moyens qu'il entend prendre pour conserver les forêts domaniales et les renouveler.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Il n'y a pas de doute que le système en vogue dans les Vieux-Pays serait le plus rationnel. En certaines parties de l'Europe, on exploite les forêts bien différemment des nôtres. On y a une expérience séculaire et des territoires beaucoup plus restreints. On n'y coupe que les arbres marqués par les gardes forestiers du gouvernement. Ici, à cause de l'immensité de nos bois, nous devons établir une règle générale pour le diamètre de la coupe, par exemple, 10 pouces, à deux pieds du sol.

Mais là encore apparaissent des difficultés. La pousse est inégale, dans les diverses parties de notre province. Dans l'Abitibi, par exemple, où la forêt est très dense, le diamètre de l'arbre ne dépasse guère huit à 10 pouces. Il faut des règlements spéciaux, tandis que, dans nos réserves, la superficie étant restreinte, nos ingénieurs forestiers pourront aisément faire un inventaire détaillé, fixer un diamètre minimum, s'occuper d'éclaircir les forêts, et ainsi donner aux autres arbres une meilleure chance de grandir.

Nous aurons des contrats fixant tous les détails; nous nous efforcerons d'élargir le diamètre réglementaire. Nous serons en état de mieux surveiller et de perpétuer l'existence de ces forêts. Le but de ce projet est de faire un pas en avant, de développer notre système, et d'assurer la permanence de nos industries.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je crois qu'on devrait en même temps assurer le reboisement dans une large mesure. Ne pourrions-nous pas aussi assurer le reboisement de certains territoires incultes ou victimes de l'incendie? Le projet de loi ne va pas assez loin. Je sais que la politique de reboisement est une politique de grande envergure qui ne peut être réglée dans l'espace de quelques mois, mais le ministre et ses principaux officiers devront sans doute trouver d'autres moyens.

En augmentant la capacité de rendement de la pépinière de Berthierville et en faisant des plantations sur des terres dénudées et incultes, nous pourrions nous assurer, même à proximité des villes, des réserves dont s'alimenteraient nos usines. Ce serait l'une des conditions de vie des cités qui ne vivent que de l'industrie du papier. J'espère que l'honorable ministre des Terres et Forêts, avec le concours de ses officiers, présentera à cette Chambre une mesure, afin non seulement de protéger les réserves forestières de nos industries, mais d'augmenter aussi notre domaine forestier.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): La campagne de reboisement que nous entreprenons a justement cela pour but. Le gouvernement entend perfectionner sans cesse ses méthodes, en instruisant ses experts et en perfectionnant le personnel du service forestier.

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Est-ce qu'il n'y aurait pas moyen d'empêcher l'exportation aux États-Unis des arbres de Noël?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Il serait bon de faire l'éducation du peuple sur ce point.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): J'espère que le gouvernement n'entend pas faire le commerce du bois sous le couvert de cette nouvelle loi.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Mon honorable ami peut être certain que non.

M. Smart (Westmount) parle de la déclaration du secrétaire provincial (l'honorable M. David),

tenue lors d'un banquet à Sainte-Thérèse, en juillet dernier (1924), au sujet du danger de laisser d'immenses étendues de forêts éternellement inexploitées³.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) explique tout son projet au député de Westmount (M. Smart).

M. Patenaude (Jacques-Cartier) fait quelques autres observations.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées sur division par la Chambre.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 191 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la création de forêts domaniales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Taxe sur les amusements

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 204 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la taxe sur les amusements soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁴:

L'honorable M. Nicol (Compton): Nous voulons que la taxe s'applique aux gens qui fréquentent les salles de danse. Alors, nous changeons la loi en disant que la taxe sera imposable aux personnes qui prennent part à un amusement.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): (En souriant) C'est une taxe additionnelle. Le trésorier est habile à trouver des taxes. Peu lui échappent. Il est admirablement doué comme trésorier.

(Applaudissements à droite)

L'honorable M. David (Terrebonne): Très bien, très bien.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Quand il manque son coup, il se reprend.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): (En riant) À son âge, c'est pas mal!
(Rires de la Chambre)

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Heureusement qu'il n'est pas taxé, celui-là.
(Rires)

Mais ne conviendrait-il pas d'insérer dans la loi quelques précisions?

L'honorable M. Nicol (Compton): Ce sont les villes et municipalités qui décident dans quels cas il convient d'appliquer la loi. Toutes savent fort bien à quoi s'en tenir là-dessus.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de l'assistance publique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 207 modifiant la loi de l'assistance publique soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. David (Terrebonne): Depuis sa mise en vigueur, la loi de l'assistance publique a été en butte à bien des attaques; il a été dit par la gauche dans cette Chambre que des représentations nous avaient été faites. Je puis déclarer que nous n'avons jamais reçu de plaintes d'aucune institution religieuse, catholique ou autre, au sujet de cette loi. Et, par l'amendement que je présente, nous croyons nous rendre à un désir exprimé, et nous voulons, dans l'application des règlements, que les droits des autorités religieuses soient sauvegardés et que rien ne puisse préjudicier aux droits de l'évêque sur ces communautés, ni à leurs intérêts religieux, moraux et disciplinaires.

Pour supprimer tout doute sur les dispositions du gouvernement, nous voulons simplement mettre dans la loi, de façon explicite, l'expression de notre désir, qui fut, depuis la mise en vigueur de cette loi, réalité et fait et qui, parce que non exprimé dans cette loi, a prêté à certaines critiques que je ne jugerai pas aujourd'hui. Nous désirons prouver que nous nous conformons en tout point aux directions diocésaines, religieuses et morales de nos évêques, et que jamais le gouvernement n'a eu l'intention de violer les droits de l'autorité religieuse. Si cet amendement peut faire taire certaines critiques, clarifier l'atmosphère, je crois que cette Chambre aura atteint un but éminemment sain, qui est l'intérêt le mieux compris de notre province.

Nous avons donné notre aide à des institutions de charité, nous avons voulu sauver et nous avons sauvé certaines institutions. Et nous avons pensé que, s'il était nécessaire, s'il était opportun non pas de faire des concessions, mais de satisfaire davantage, l'opposition dira mieux, les autorités religieuses dont nous reconnaissons la compétence et la juridiction pour diriger les institutions, nous devons faire ce pas de bon cœur, désireux de prouver notre entière bonne foi et notre ardent désir d'aider aux malades, aux pauvres, aux infirmes, aux orphelins aux vieillards et à tous ceux qui ont besoin de secours dans notre province.

Nous espérons que la gauche nous aidera à faire voter cet amendement. C'est notre souhait et notre désir que, une fois cet amendement passé, et la gauche ne s'objectera pas sans doute à ce qu'on lui offre, lorsque cet amendement sera passé, les critiques passeront aussi, et notre loi d'assistance publique continuera, comme autrefois, à rendre les immenses services que lui reconnaissent les institutions laïques et religieuses de la province de Québec.

(Applaudissements)

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Le projet de loi vient d'être déposé à la Chambre. Je ne suis pas chargé de représenter les autorités religieuses mais, comme législateur, je me demande si ces quelques lignes vont faire disparaître les dangers de l'application de la loi. Je ne vois pas en quoi on modifie ici le mode d'application de la loi. Je ne sais pas quelles ont été les difficultés dans le passé, mais je dis que, s'il existe des difficultés, c'est aux auteurs de la loi qu'il appartient de les faire disparaître.

Une difficulté provient du fait que l'on ne fait pas assez la distinction entre des corporations religieuses et certaines corporations civiles ordinaires, c'est-à-dire que lorsque les corporations religieuses font affaire avec la province, nous exigeons d'elles des comptes particuliers, nous déterminons les comptes de l'assistance. Ces corporations vivent actuellement, elles ont leur mode...

L'honorable M. David (Terrebonne): Elles vivaient autrefois; elles vivent aujourd'hui...

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Non, elles vivaient bien hier, elles vivent et elles veulent continuer à vivre suivant leurs habitudes et leur mode. Ces corporations religieuses sont comme les autres; elles ont leurs biens, des propriétés qu'elles ont acquises, leur régime de vie, et la difficulté vient du fait que l'on a voulu leur imposer un système pour les obliger à rendre compte...

L'honorable M. David (Terrebonne): Nous n'avons eu aucune objection, aucun reproche, aucun blâme d'aucune communauté au sujet de l'application de la loi de l'assistance publique.

M. Plante (Beauharnois): Mais il y en a eu de la part des évêques.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): D'où vient alors ce projet de loi? Il a fallu des années pour rédiger un contrat qui puisse convenir aux autorités religieuses, et cependant, tout le monde sait pourtant que certaines clauses n'ont pas satisfait les deux parties. On sait qu'il y a eu des difficultés, que des corporations religieuses ont refusé de signer le contrat...

L'honorable M. David (Terrebonne): Je regrette bien, mais aucune n'a refusé de signer. Peut-être y a-t-il eu quelques pourparlers parce qu'on n'offrait pas assez et qu'on nous demandait plus, mais pas pour d'autres raisons.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Peut-être, mais le secrétaire provincial (l'honorable M. David) juge qu'il fait bien de présenter ce projet de loi dont l'interprétation est difficile. Je ne doute pas des bonnes dispositions du gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député reconnaît-il que l'amendement prévu dans le bill améliorera la situation?

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je ne le sais pas, et ce n'est que dans l'application qu'on le verra.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'honorable député sait qu'on a dit que l'autorité diocésaine perdait un peu de leur contrôle. En supposant que les communautés religieuses auraient cru que, par la loi, apparemment, les évêques perdaient le contrôle sur elles, le député de Jacques-Cartier admet-il que cet amendement remet ce contrôle tel qu'il était avant la loi?

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Le contrôle des évêques sur les communautés religieuses est bien indépendant de toute loi de notre Législature, et il est au-dessus de toutes nos lois...

L'honorable M. David (Terrebonne) répète de nouveau sa question.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Le secrétaire provincial n'a pas déposé cet amendement pour rien. Mais l'interprétation de cet amendement est difficile. Il lit l'amendement:

"Dans l'application de ces règlements, comme dans le fonctionnement de la présente loi, lorsqu'il s'agit de communautés religieuses catholiques, rien ne pourra préjudicier aux droits de l'évêque sur ces communautés, ni à leurs intérêts religieux, moraux et disciplinaires."

Quant au contrôle des évêques sur les intérêts moraux, religieux et disciplinaires, on sait bien que cette autorité échappe à notre contrôle, et notre Législature ne peut préjudicier aux droits de l'évêque sur les corporations religieuses. Mais si la loi de l'assistance publique ne devenait plus qu'une bonne loi pour tous, tant mieux, si elle faisait disparaître toutes les causes de mécontentement, tant mieux. Enfin, si les autorités religieuses sont satisfaites, tant mieux. Si la loi de l'assistance publique peut être rendue parfaite, je m'en réjouirai, comme l'honorable secrétaire provincial.

L'honorable M. David (Terrebonne): Alors mon honorable ami peut être certain que nous nous réjouirons ensemble d'ici à la fin de la session.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La loi de l'assistance publique, depuis trois ans qu'elle est en vigueur, a procuré plus de \$3,000,000⁵ à nos institutions de charité. Nous avons, grâce à elle, sauvé plusieurs hôpitaux, des crèches, des institutions de bienfaisance de la ruine et de la banqueroute. Je dois dire toutefois que l'assistance publique est une loi du Parti libéral et que nous en sommes fiers! Si nous citions à la Chambre les témoignages flatteurs que nous avons reçus, notre modestie en subirait un rude assaut.

La loi a sauvé les hôpitaux. Pourtant, là-dessus nous avons été en butte aux critiques les plus violentes des grands chrétiens de l'opposition. On a crié à la mainmise de l'État sur les institutions, sur la charité, la violation du cloître, l'empiètement sur les droits de la communauté, et que d'autres choses encore. Toutes les campagnes de l'opposition ont porté là-dessus. Diatribes enflammées, flèches empoisonnées, rien ne fut épargné.

On nous a dénoncés à la vindicte populaire et à celle des catholiques. On a tenté de soulever l'opinion publique. On nous a calomniés, et j'en vois ici même en cette Chambre qui ne sont pas meilleurs chrétiens que nous et qui nous dénonçaient au nom de la religion et qui ont dit des choses incroyables sur les "hustings". Des journaux même nous ont furieusement attaqués. Nous avons laissé faire; nous avons laissé passer l'orage et continué à faire le bien. Après trois ans, les événements nous donnent raison et les critiques tombent d'elles-mêmes. Le fait est que même les autorités religieuses l'appuient et en reconnaissent les bienfaits aujourd'hui.

L'an dernier, Sa Grandeur Mgr Ross⁶, évêque de Gaspé, m'a proposé des amendements à notre loi, que je n'ai pas cru devoir tous accepter et qui accroîtraient l'autorité de l'évêque dans son diocèse sur les communautés religieuses de bienfaisance. Cependant, il y a un an, nous avons amendé la loi en disant que désormais nul contrat ne pourrait être fait avec nous par une institution catholique romaine sans l'approbation de son évêque. On nous a remerciés pour cet amendement.

Au début de la présente session, Mgr Ross - je suis sûr qu'il n'a pas d'objection à ce que je lise sa lettre - revenait encore en une lettre qui portait ces mots: "Nous ne demandons rien de ce qui est du domaine de l'État. Il exerce son action sur l'hygiène, il contrôle l'emploi de ses deniers, il visite les

malades pour lesquels il fait sa quote-part." C'est tout ce que nous avons voulu faire: contrôler les deniers que nous confie le public. Il n'est jamais venu à notre idée d'aller au-delà de la mission de l'État et d'exercer un contrôle moral sur les questions disciplinaires des communautés de bienfaisance.

(Applaudissements)

On nous a dit, c'était un compliment: "Tant que vous serez là, il n'y a pas de danger". Mais on nous prédit un changement de gouvernement...

(Rires)

... et on dit: "nous n'avons pas confiance en ceux qui viendront après vous".

(Nouveaux rires)

Je laisse de côté la partie de la lettre de Mgr Ross qui contient des compliments. À la fin, il me dit: "Nous nous réservons ce qui est de notre domaine: discipline religieuse et morale, régie interne de la communauté religieuse. Nous sommes actuellement cinq évêques qui, pour les raisons exposées plus haut, ne permettons pas à nos communautés religieuses de bénéficier des avantages matériels de la loi. D'autres qui se sont soumis, forcés par les conditions financières de leurs institutions, seraient fort heureux de voir ajouter à la loi un petit complément qui les rassurerait. Je puis vous dire que l'addition que j'ai l'honneur de vous soumettre ferait tomber les dernières hésitations."

Et Mgr Ross rédige le complément dont il parle. Or, ce petit complément, c'est précisément l'objet de la mesure que nous présentons aujourd'hui, à la Chambre. Nous avons mis dans cette loi, sans en changer un *iota*, précisément ce que nous a suggéré l'évêque de Gaspé. Cet amendement se lit comme suit: "Dans l'application de ces règlements, comme dans le fonctionnement de la présente loi, lorsqu'il s'agit de communautés religieuses catholiques, rien ne pourra préjudicier aux droits de l'évêque sur ces communautés, ni à leurs intérêts religieux, moraux et disciplinaires."

Est-ce là la mainmise de l'État sur les communautés? Nous avons mis mot à mot ce que Mgr Ross, au nom de la province, nous a demandé.

(Applaudissements)

Et c'est notre politique d'écouter ainsi les suggestions que nous fait l'autorité religieuse. J'ajouterai, car il ne s'agit pas seulement de la loi de l'assistance publique, dans quelques jours, peut-être demain, je demanderai à la Chambre d'amender la loi d'adoption dans le seul but de rendre la loi actuelle plus efficace. Le gouvernement, dans cette loi comme dans celle de l'assistance publique,

reconnaîtra à l'autorité religieuse de cette province l'autorité qui lui appartient de droit.

Le gouvernement se compose d'hommes de bonne volonté et désireux de se soumettre aux exigences de la religion. Nous sommes de bonne volonté et prêts à discuter toutes nos lois. Chaque fois que l'autorité religieuse est venue nous faire des propositions, nous l'avons écoutée et avons suivi ses indications. Mais ce que nous ne permettrons jamais, ce que le Parti libéral n'a jamais permis et ne permettra pas, c'est que des gens qui ne sont pas meilleurs chrétiens que nous, je parle pour les laïcs bien entendu, viennent essayer de nous faire la religion et de nous dicter ce que nous avons à faire.

Quand l'épiscopat de notre pays demandera d'amender une loi, nous serons toujours prêts à le rencontrer, à discuter et à rencontrer ses vues. Nous faisons ce pas que l'on nous réclamera de bon cœur et si, plus tard, il faut en faire un autre et même deux, nous le ferons si c'est nécessaire.

(Applaudissements)

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁷:

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Y a-t-il eu plainte, soit écrite, soit verbale, de la part des autorités religieuses?

L'honorable M. David (Terrebonne): Aucune, en autant que l'application de la loi est concernée. Nous n'avons eu que des éloges.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Quelques communautés religieuses ont hésité, je crois.

L'honorable M. David (Terrebonne): C'est exactement ce qu'explique Mgr Ross dans sa lettre.

M. Dufresne (Joliette): Est-ce qu'il n'y a pas eu des plaintes des évêques? Nous n'avons pas vu la lettre des évêques.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Après la passation de la loi, j'ai reçu un mémoire

confidentiel. On en a demandé la production en Chambre. Je n'ai pas voulu, vu que le mémoire était confidentiel. Mais l'honorable chef de l'opposition s'en est procuré une copie. Je ne sais comment il l'a obtenue. L'honorable député de Joliette pourra le lui demander.

M. Dufresne (Joliette): Je préférerais être éclairé par le premier ministre. Il y a eu des plaintes au point de vue financier.

L'honorable M. David (Terrebonne): Non, il n'y en a jamais eu.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Aujourd'hui, avec cet amendement, vous êtes content de la loi?

M. Dufresne (Joliette): Oui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Eh bien! Que voulez-vous alors?

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Liqueurs alcooliques

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 210 modifiant la loi concernant la possession et le transport de liqueurs alcooliques soit maintenant lu une deuxième fois.

L'amendement ne change rien à la loi. Il s'agit simplement d'éclairer un point de droit.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cours d'eau municipaux

M. Savoie (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 165 modifiant le Code municipal relativement aux cours d'eau municipaux.

Adopté.

En comité⁸:

M. Fortier (Beauce): Il s'agit d'éclaircir le Code municipal à propos de certaine servitude.

M. Sauvé (Deux-Montagnes), M. Crépeau (Sherbrooke) et M. Fortier (Beauce) discutent.

L'article 1 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La Chambre ajourne ses travaux à 6 heures.

Deuxième séance du 24 mars 1925

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 9 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

L. Paquette

M. Langlais (Témiscouata): 1. Quand a été nommé comme garde-chasse M. Louis Paquette, de Notre-Dame-de-Lourdes, comté de Mégantic?

2. Quel est son salaire?

3. Est-il intéressé dans les amendes qui sont payées sur sa plainte ou pour l'exécution des devoirs de sa charge?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Le 1^{er} janvier 1913.

2. \$600.

3. Le paragraphe 4 de l'article 2340 des Statuts refondus de Québec décrète que, lorsqu'il y a condamnation pour infractions à la loi de la chasse, la moitié de l'amende appartient à la couronne, et l'autre moitié, au poursuivant.

Loi des accidents du travail

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill 170 modifiant la loi des accidents du travail de la province de Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Patenaude (Jacques-Cartier) et **M. Tétreau (Montréal-Dorion)** s'opposent à la mesure.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je m'oppose à la mesure parce que, selon un jugement rendu par la Cour d'appel, les ouvriers n'ont pas le droit de réclamer deux indemnités. Lorsque la victime d'un accident a droit à une indemnité de \$2,000 en Ontario, et que le Québec en accorde \$2,500, l'ouvrier peut alors tenter une poursuite dans la province de Québec pour les \$500 restants que la compagnie lui doit. Les amendements proposés priveraient les ouvriers du droit au montant supplémentaire qui leur est dû.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que l'ordre de troisième lecture soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

Il est ordonné que le bill soit de nouveau renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Cours d'eau municipaux

M. Savoie (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité

plénier pour étudier le bill 165 modifiant le Code municipal relativement aux cours d'eau municipaux.

Adopté.

En comité⁹:

Des députés de l'opposition soulèvent plusieurs objections.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'amendement proposé, dit-il, faisait partie de l'ancien Code municipal.

M. Ouellet (Dorchester) ajoute quelques remarques pour appuyer le bill.

M. Langlais (Témiscouata): On ne peut pas, par une loi, forcer le propriétaire d'une terre à creuser un cours d'eau quelconque, quand il n'en a pas personnellement besoin. Ceci serait injuste.

(La discussion se continue)

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) appuie la mesure.

M. Crépeau (Sherbrooke) combat la mesure.

Les articles 2 à 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Savoie (Nicolet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Mutation de propriétés

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 concernant l'avis au greffier ou secrétaire-trésorier d'une municipalité, dans le cas de certaines mutations de propriétés, soit maintenant lu une deuxième fois.

Des députés de l'opposition: Explications!

M. Thurber (Chambly): Le projet a pour but d'assurer aux municipalités un moyen d'obtenir

des renseignements sur les aliénations d'immeubles. Dans le comté que j'ai l'honneur de représenter, il s'est produit un bon nombre de difficultés, que le bill que je présente aura pour effet d'éliminer. C'est dans l'intérêt des municipalités rurales.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
La mesure est excellente.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

M. Thurber (Chambly) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Thurber (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demandes de documents:

Position financière de la province

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 18 mars courant, sur la motion proposée le même jour: Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie du rapport fait au trésorier de la province par Arthur Young & Company, au sujet de la position financière de la province et de toute correspondance, télégrammes, etc., s'y rapportant.

L'honorable M. Nicol (Compton): Le député de Joliette a tort de reprocher au gouvernement d'avoir fait faire le rapport par des auditeurs étrangers. En 1919, alors que l'ancien trésorier¹⁰ était à mon poste, la situation financière de tout le pays était difficile. Des banquiers américains qui devaient faire une transaction avec la province de Québec demandèrent la permission de faire un examen de notre situation financière.

Sur leur recommandation, on fit venir Arthur Young and Co., des experts qui examinèrent nos livres et ils se déclarèrent satisfaits. Peu de temps après, ces banquiers achetaient \$4,000,000¹¹ d'obligations de la province de Québec à un taux avantageux.

C'était une bonne politique à suivre de la part du gouvernement. Je suis convaincu que ces

explications donneront satisfaction à la Chambre et à l'honorable député de Joliette (M. Dufresne).

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je trouve cela étrange, quand la province possède un auditeur, des comptables et un trésorier censés être compétents. Cela ne suffisait pas aux banquiers américains, et il a fallu faire venir des experts. Je suis surpris que l'honorable trésorier n'ait pas présenté ce rapport des auditeurs américains à la Chambre, surtout quand la comptabilité du gouvernement est tenue en suspicion. L'auditeur général a déclaré l'an dernier qu'il n'y pouvait rien, que le système était établi depuis longtemps.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Le rapport de ces banquiers américains portait sur le passif et l'actif de la province.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si l'on avait produit le rapport, le gouvernement aurait renseigné la Chambre et satisfait l'opinion publique.

La motion est adoptée.

Charte de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Je demanderais la lecture de ces amendements au cas où il y en aurait que nous ne pouvons accepter.

M. le greffier-adjoint (L.-N. Patenaude) lit tous les amendements.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Les journaux de la province ont annoncé que, samedi dernier, le Conseil législatif avait adopté le bill de Montréal en troisième lecture en 12 minutes exactement, et qu'il y avait eu des changements extrêmement importants concernant le pavage. Les amendements apportés par la Chambre haute n'ont été lus ni à l'Assemblée, ni au Conseil législatif, et personnellement, je crois qu'aucune de ces taxes n'est juste. Si le projet Brodeur est mis en œuvre, cela pourrait se révéler injuste pour les propriétaires, en raison de l'imposition des \$5 par verge carrée.

Depuis que les deux propositions ont été énoncées, le conseil municipal de la cité de Montréal s'est réuni de nouveau et a adopté une résolution qui

porte le taux à \$4 par verge carrée. Il semblerait plus juste d'imposer un taux de, disons, \$3.50 par verge carrée, mais la façon dont la Chambre haute a fait les choses, les conseillers municipaux devront choisir soit le projet à \$5, soit celui à \$2.

Dans l'un et l'autre projet, le chiffre n'est pas juste: dans le premier cas pour le Conseil, et dans le second, pour les contribuables. Un amendement a été proposé fournissant un moyen terme, et l'on n'a pas même pris la peine de le lire. Cela est excessivement expéditif. Il en est ainsi pour plusieurs amendements que l'on a passés outre d'une façon trop cavalière au Conseil. Nous sommes appelés à adopter un projet de loi sans qu'il ait été suffisamment considéré.

Ce n'est pas uniquement en ce qui concerne le pavage que le Conseil législatif a apporté des amendements au bill de Montréal. Au dernier moment, une clause a été ajoutée, qui donne à la ville le pouvoir de fusionner ou d'abolir des services municipaux, en autant qu'elle se limite à six services. À quoi cela mènera-t-il? Est-ce que ça veut dire que la ville va abolir un département ici et là, qu'elle en fusionnera deux ou qu'elle en créera un autre? Avec cette clause, on demande à la Législature d'accorder à la ville le pouvoir de réorganiser les services municipaux, et il serait peut-être bon, à ce stade, de faire preuve de prudence à cet égard.

Il y a ensuite eu un amendement à la clause touchant le taux d'imposition dans Maisonneuve. Lorsque le bill a été étudié à la Chambre basse, la clause proposait que le taux ordinaire de Montréal soit le même que le taux municipal précédent, et qu'il s'applique en 1926. La Chambre haute a modifié cette clause pour que ce taux s'applique en 1925. Le budget de Montréal pour 1925 a été dressé, et si on changeait maintenant le taux pour Maisonneuve, cela entraînerait pour Montréal une perte de revenus imprévue de \$200,000.

Ensuite, lorsque le bill a quitté la Chambre basse, il y était inclus une clause selon laquelle la ville serait relevée de ses ententes d'annexion de 1910 jusqu'au 1^{er} mai 1927. Le Conseil législatif a supprimé cette clause; la cité de Montréal aura donc à faire face à des brefs de *mandamus* et la situation sur le plan municipal sera très compliquée.

Remarquez que la Chambre haute a ajouté une clause voulant que la ville de Montréal paie l'ensemble des coûts liés au pavage du boulevard Gouin entre la rue Lajeunesse et le pont Viau. Pourquoi les propriétaires ne contribueraient-ils pas au financement de ce pavage, en tenant compte que l'on a affaire à des circonstances exceptionnelles dans cette histoire et qu'ils ne devraient pas être obligés d'assumer l'ensemble des coûts?

Qu'arrivera-t-il avec tous ces changements? Le comité des bills privés a terminé son travail, la session s'achève, et pourtant, différents éléments d'importance ont été modifiés dans le bill de Montréal. Pour ces diverses raisons, il est difficile de concourir dans les amendements faits par le Conseil, parce que ces amendements viennent surtout du dehors.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Bien des amendements sont discutables. La clause des pavages est la plus importante. Les deux cédules mises dans le bill donneraient plus satisfaction si, dans le projet de M. Brodeur, on remplaçait le chiffre \$5 par le chiffre \$4 par verge carrée pour les propriétaires. Je suggère qu'une conférence des deux Chambres soit mise sur pied, et je veux soumettre un amendement à ce sujet.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne suis pas disposé à accepter ces amendements du Conseil législatif au sujet des pavages. On devrait limiter la largeur maximale des rues pour les pavages de 36 pieds. On aurait dû trouver, cette année, un moyen de trouver une solution. Je trouve étrange aussi certaines autres clauses adoptées par le Conseil législatif.

Je m'oppose à l'intervention de la Législature dans les causes résultant des travaux du boulevard Décarie. À propos du boulevard Gouin, je n'ai pas d'objection à ce que l'on paye le boulevard, mais je m'étonne du fait que l'on ne charge pas un sou à ceux qui doivent en profiter. Je voudrais que les propriétaires du boulevard Gouin soient appelés à payer leur part des travaux. Le pavage devrait être inclus dans le programme des travaux de voirie. Je n'aime pas ce que le Conseil législatif a fait en ce qui concerne l'abolition de la clause dans le bill de Montréal, qui prolonge jusqu'en 1927 l'exemption de l'obligation de donner suite aux ententes d'annexion de 1910, et j'ai peur que cela mène à toutes sortes de problèmes pour Montréal.

Il n'est pas juste d'exposer Montréal à ces difficultés, particulièrement quand on pense à la crise que Montréal a dû traverser, comme d'autres organismes publics, en raison de la guerre. Si tout à coup on insiste pour que les obligations contractées avant la guerre soient exécutées, cela pourrait causer des problèmes. Je crois comprendre que Montréal s'acquitte des obligations incluses dans les ententes de façon graduelle, en effectuant une part des travaux tous les ans.

Je m'oppose à ce que la cité soit obligée de faire, au cours de l'année, tous les travaux qu'elle a promis de faire lors des annexions. L'obligation pour

la ville de faire les travaux imposés par l'annexion de Ville-Énard va exposer la ville à des procédures. Je ne crois pas que la ville devrait être à la merci des brefs de *mandamus*. Pour ces raisons, je ne suis pas d'accord avec les amendements proposés par la Chambre haute.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Je m'accorde avec l'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), mais je ne partage pas son avis quant à toutes ses objections. Je suggère que des arrangements soient faits immédiatement en vue d'une conférence entre les deux Chambres. Je crois les amendements trop importants pour être acceptés d'emblée.

Quant aux pavages, le Conseil législatif aurait dû considérer l'opinion du conseil municipal de Montréal, quant à l'amendement proposé concernant le coût de \$4 par verge carrée. Le moins qu'on aurait dû faire, c'eût été de modifier le prix. Comme c'est là, la ville devra adopter l'un ou l'autre des projets et faire payer aux propriétaires \$3 ou \$5.

Il fait référence aux amendements apportés à l'amendement ajouté par le conseil municipal relativement à l'avenue Pie-IX. La Législature a ordonné que cette artère soit d'une certaine largeur et, pourtant, parce que deux personnes en ont fait la demande, la Chambre haute a jugé bon de faire une exception en ce qui concerne l'intersection des rues Pie-XI et Sainte-Catherine.

M. Patenaude (Jacques-Cartier) déclare s'objecter à tous les nouveaux amendements du bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a de nombreuses objections et je suggère de remettre l'étude de ces amendements à une autre séance.

Dans l'intervalle, que les honorables députés présentent des motions et nous les étudierons; si elles sont adoptées, elles seront renvoyées au Conseil législatif. Si le Conseil refuse de les approuver, on pourra alors tenir une conférence.

L'étude des amendements est remise à une prochaine séance.

Charte de Granby

M. Bullock (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 146 modifiant la charte de la cité de Granby.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que l'ordre soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

Il est ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills publics en général.

The Beth Israel & Samuel Congregation

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 125 constituant en corporation The Beth Israel & Samuel Congregation. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général, y compris les fermes de démonstration, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est bien beau pour les députés de taper sur leurs pupitres pour applaudir les ministres quand ils disent que tout va bien dans la province, mais les missionnaires agricoles courent la campagne, et ils sont obligés de dire aux cultivateurs: "Vous ne savez pas faire de l'argent, vous n'avez aucun moyen d'améliorer votre culture."

Si l'honorable ministre écoutait mes suggestions en donnant aux agronomes des fermes de démonstration, il aiderait la classe agricole. Les agronomes ont perdu de leur prestige parce que des officiers de son département leur ont fait faire une besogne répugnante¹².

Nos cultivateurs sont défiants. Je trouve qu'ils n'ont peut-être pas tort. J'en ai connu des niveleurs qui voulaient abattre toutes nos institutions. Les cultivateurs sont défiants et ils se demandent: "Qu'est-ce que va nous montrer cet agronome? Va-t-il nous faire dépenser de l'argent?" Je crois que les agronomes, tels qu'ils sont aujourd'hui, sont des commis-voyageurs en automobile. S'ils avaient des fermes de démonstration, les cultivateurs pourraient voir si les agronomes sont capables de cultiver une terre.

Je sais que l'on dit que la suggestion du chef de l'opposition (M. Sauvé) est ridicule. Mais le ministre devrait l'adopter tout de suite, au lieu d'attendre que nous l'appliquions nous-mêmes, ce qui ne tardera pas. Je ne suis pas contre les agronomes, mais je veux qu'ils aient la chance de pouvoir montrer leurs talents, en aidant à l'éducation agricole. Le gouvernement a des fermes de démonstration, mais elles ne rapportent rien à l'agriculture.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Mon honorable ami se plaint de l'émiettement des octrois de l'agriculture. Pour atteindre toute la population de notre territoire, il faut émietter. Il y a deux systèmes possibles: l'expansion ou la concentration; que le chef de l'opposition prenne celui-ci, moi, je préfère celui-là.

Nous aimons mieux faire luire le soleil pour tout le monde. Les fermes et les champs de démonstration, prétend encore le chef de l'opposition, cela ne vaut rien. Or, si mon honorable ami était au pouvoir avec un gouvernement derrière lui...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pas derrière, autour...

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): ... il achèterait des fermes à tous les élèves des écoles d'agriculture et aux agronomes. Mais ne vaut-il pas mieux laisser les cultivateurs diriger les fermes de démonstration avec les conseils des agronomes? Avec ceux-ci, il faut faire de la démonstration.

Supposons par impossible que son programme s'accomplisse. Qu'obtiendra-t-il? Encore des fermes de démonstration, après tout. Pourquoi les condamne-t-il? En outre, est-il pratique de donner à un agronome une terre subventionnée par le gouvernement?

Je connais le peuple des campagnes. Il est méfiant et il se dira: "C'est facile de réussir avec l'argent du gouvernement." Il vaut donc mieux que ce soit un cultivateur qui ait la ferme et la conduise sous la direction de son agronome. Celui-ci a, par ce

moyen, obtenu de très beaux résultats, et le voisin, voyant le succès obtenu par la science, n'hésitera pas à l'imiter.

Je dirai même que, si un jour le chef de l'opposition essayait sa théorie, il la lâcherait bien vite pour reprendre la nôtre, qui est la meilleure et existe en pratique dans l'Ontario. Dans cette province, les écoles d'agriculture et l'agronomie sont organisées à peu près comme ici...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pas avec la même application.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Absolument la même.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est qu'une empreinte.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je ne comprends pas.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est une copie, une mauvaise copie.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il ne faut pas avoir cet orgueil de ne rien prendre ailleurs. Je prends mon bien où je le trouve. Ce qui est bon dans une autre province, on peut le copier...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il ne faut pas copier d'un bout à l'autre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui, d'un bout à l'autre quand c'est bon, d'un bout à l'autre!

(Rires)

Il n'y a pas un homme sincère qui osera nier que l'agriculture ait progressé de 50 % depuis 15 ans. Mon honorable ami dit que les agronomes ne valent rien...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas ce que j'ai dit...

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Voyons si les agronomes ont fait si mal que ça. Je n'en donnerai qu'un exemple:

Quatre d'entre eux ont entrepris de développer dans leurs comtés l'élevage du mouton et ont obtenu des résultats magnifiques...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Vous dites?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Le chef de l'opposition a bien compris. C'est un animal dont mon honorable ami doit apprécier les qualités.

(Rires)

Cette année, après cinq ans d'essais, les éleveurs ont obtenu de ce produit \$280,000 de plus qu'ils n'auraient obtenu de moutons non améliorés. Cela paie tout de suite le salaire des agronomes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors, il faut encore plus de moutons qu'il y en a...

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Mon honorable ami a tort de rire du mouton. Il ne faut pas faire du sarcasme sur un élevage qui est une source de richesse pour les cultivateurs. On ne doit rire ni des moutons ni des veaux. Ce sont des animaux dont le chef de l'opposition ferait ses grands dimanches...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ils ont nourri le pouvoir.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Ils ne sont pas si bêtes. Autre exemple. Dans Matane, un cultivateur, grâce aux conseils d'agronomes, a récolté trois fois plus de patates que ses voisins.

On prétend que les agronomes ne sont pas assez payés. Je crois qu'ils sont satisfaits de leur sort, et avec raison. Pour la vie à la campagne, leurs salaires sont convenables. Il n'est pas vrai qu'ils veulent quitter leur profession. Si mon ami le veut bien, nous compterons ensemble, l'an prochain, les agronomes qui auront démissionné pour cause de salaire.

Mon honorable ami dit que les agronomes ont perdu du prestige auprès des cultivateurs. Erreur. Des gens qui sont plus près de mon honorable ami que de nous ont en effet essayé de les déprécier. On a dirigé contre eux l'arme de la calomnie. N'empêche qu'on les considère dans les districts ruraux, en dépit des ambitions politiques qui veulent entraver leur action.

On parle de crise. C'est vrai, il y a quatre ans, que nous avons prédit une crise agricole, et elle est venue. La crise existe dans tout le pays et le monde entier; mais il n'est pas vrai que les cultivateurs ne vivent pas du produit de leurs travaux. Ceux qui en souffrent le plus sont ceux qui ne veulent pas croire à l'utilité des agronomes, à l'utilité de la science agricole.

Il y a moyen de vivre sur la terre même en temps de crise, quand on veut se servir de l'éducation agricole. Les réfractaires au progrès sont

obligés de s'en aller, c'est vrai, mais les amis de la science agricole demeurent et prospèrent.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): N'avez-vous pas reçu de délégation à ce sujet?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Oui, je me souviens d'une délégation chauffée à blanc par quelques meneurs et qui venait demander au gouvernement d'acheter tout le fromage à 25 centins la livre. Ceux qui se sont faits facteurs de découragement ne sont pas loin de mon honorable ami.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas moi!

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Puisque vous m'y forcez, je le dirai: Oui, vous y avez trempé, vous aussi. Le chef de l'opposition a dénigré les agronomes, calomnié leur œuvre, crié contre nos réformes de l'industrie laitière...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quand cela?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Mais vous avez donné une "interview" au *Devoir* disant que l'éducation que nous faisons dans l'industrie laitière, c'était de l'argent dépensé inutilement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si l'honorable ministre savait comme je m'amuse.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Ça ne m'amuserait pas, moi, de prétendre que l'éducation est inutile.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Sous prétexte de viser M. Ponton, l'honorable ministre est injuste.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Si vous l'avez tant dans l'esprit, tâchez donc de le réformer.

(En souriant) Mon honorable ami est nerveux ce soir. Je l'ai laissé parler, et voilà 10 fois qu'il m'interrompt. Ce n'est pas en essayant de déprécier tout ce que nous faisons, en prêchant le bolchévisme, que l'on fait une œuvre. Mon honorable ami dit qu'il arrivera au pouvoir. Lorsqu'il arrivera au pouvoir, il y aura encore des riches et des pauvres...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

(En souriant) Plus de pauvres...

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

En Russie, on a renversé le gouvernement parce qu'on prétendait qu'il aidait les riches. Ceux qui avaient gagné le pouvoir ont commencé par s'enrichir, et il y a plus de pauvres là-bas qu'avant. Je vois dans l'opposition des hommes qui sont riches, d'autres qui veulent s'enrichir.

(Rires)

Il y en a assez à ses côtés qui sont visés que je ne voudrais pas trop le compromettre lui-même.

On a aussi parlé contre l'œuvre du missionnaire agricole. C'est pour combattre les idées bolchéviques qui se propagent partout que nous avons des missionnaires agricoles. Celui-ci est nécessaire, à cause de la confiance qu'il inspire et des préceptes d'économie qu'il répand dans le peuple... À propos d'économie, je lisais dans un petit journal:

"Vous conseillez aux cultivateurs d'acheter des habits moins dispendieux, mais commencez vous-mêmes, messieurs des villes." C'est du bolchévisme. C'est avec des théories malsaines comme celle-là que l'on a fait des révolutions partout. Voyez la Russie...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): En Russie, c'étaient les rouges.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Pas des rouges comme nous, mais comme certains torys qui leur ressemblent. L'honorable chef de l'opposition nous a prédit une chose qui ne se produira peut-être jamais. Mais si vraiment mon honorable ami arrivait au pouvoir, il ne pourrait trouver de meilleures méthodes que celles que nous avons adoptées.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Notre politique n'est pas celle des rouges de Russie. En 1892, l'opposition libérale voulait tout changer; on parlait d'établir des écoles neutres, on voulait abolir Spencer Wood. C'était la politique des rouges de la province de Québec. Pendant que je faisais mon point sur les fermes de démonstration, le ministre pensait à Ponton.

Je n'ai jamais contesté l'utilité de l'élevage du mouton. Tant mieux. Le ministre dit qu'il n'a employé que quatre agronomes à cette fin. (Avec malice) Les autres faisaient probablement des enquêtes chez des cultivateurs en s'informant de ce qui se passait dans leurs foyers.

En cette circonstance comme en d'autres, je tiens à dire au ministre qu'il a changé le sens de mes

paroles. Si jamais je siège à la place du ministre de l'Agriculture, je ne demanderai pas à mes officiers de faire des enquêtes un peu partout. Je n'ai jamais manqué de courage et ma province m'en rendra le témoignage.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Je n'ai pas tenu le chef de l'opposition responsable des articles parus dans un journal. L'honorable chef de l'opposition dit que j'ai fait faire une besogne malpropre, odieuse aux agronomes. C'est faux. J'ai déjà eu occasion d'expliquer ça à la Chambre. Il est possible que le chef des agronomes ait pu chercher le traître autrement plus malpropre qui avait livré à la publication un document privé. On a bien fait de chercher à le connaître.

Je repousse l'accusation de mon honorable ami. Nous n'avons demandé des renseignements que sur les quelques cultivateurs qui combattent l'enseignement agricole. Quant aux autres agronomes, ils avaient le droit de savoir quels étaient leurs détracteurs, leurs opinions politiques et tous détails de notoriété publique. Je les défendrai tant que je serai à mon poste contre ceux qui les attaqueront et tenteront de les déprécier.

J'estime trop leur rôle pour permettre à des rats politiques de ronger leur réputation. Je prendrai les faits connus sur les calomnieux, et je m'en servirai pour défendre des hommes qui ont rendu des services inestimables à notre population.

(Applaudissements)

Des députés: Carried.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Plus on crierait "carried", moins ce sera "carried"...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Parlez, parlez.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que l'honorable ministre va augmenter le nombre des fermes de démonstration?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

À mesure que ce sera nécessaire.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Allons-nous ajourner?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quand l'item sera adopté.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors, "carried".

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Actes de l'état civil

L'ordre du jour appelle la prise en considération d'un projet de résolution relative au bill 182 modifiant le Code civil relativement aux actes de l'état civil.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que l'ordre soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

Il est ordonné que la résolution soit retirée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 182 modifiant le Code civil relativement aux actes de l'état civil.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que l'ordre soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

Il est ordonné que le bill soit retiré.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose l'ajournement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Avant l'ajournement, je demanderais au premier ministre qu'il n'y ait pas de séance de la Chambre demain soir, afin que nous puissions avoir une séance du comité des comptes publics. Mon but est de hâter la fin des travaux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce que l'enquête finirait demain?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne puis dire cela.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous verrons demain matin les progrès que fera le comité.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à minuit quinze minutes.

NOTES

1. *L'Événement* du 25 mars 1925, à la page 1, rapporte que l'honorable M. Francoeur "fit placer à droite de son trône un siège où bientôt M. le sénateur Charles Beaubien vint s'asseoir". Ce dernier, né en 1870 et décédé en 1949, est avocat et sénateur conservateur de la division de Montarville (1915-1949). Directeur de nombreuses compagnies dont la *Dominion Steel and Coal Co.* et la Banque Canadienne Nationale. Il représente le Canada à la Société des Nations à Genève, en 1931, et participe à de nombreuses conférences internationales durant sa carrière.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Laferté (Drummond).

3. M. Smart fait allusion à une déclaration de l'honorable M. David tenue le 24 juillet 1924, à un banquet à Sainte-Thérèse, où il aurait dit, selon un article de la *Gazette*: "J'avoue qu'une exploitation rapide de la forêt ne m'effraierait pas et que je la préfère au risque que nous courons de voir le feu la détruire." L'opposition conservatrice, au début de la session, attaqua souvent le secrétaire provincial sur ce point. Le 21 janvier, l'honorable M. David fit une mise au point et démontra que la *Gazette* l'avait mal cité. M. Smart revient à la charge, comme l'explique *L'Événement* du 25 mars 1925, à la page 1, parce qu'il "a été absent une grande partie de la session et ignore ce qui s'est dit. Ainsi, il reparla de la déclaration de l'honorable M. David, à Sainte-Thérèse, au sujet du danger de laisser d'immenses étendues de forêts éternellement inexploitées. L'honorable M. Patenaude sourit en voyant que son collègue était encore sous la fausse impression que le secrétaire provincial a corrigée par une mise au point à la Chambre". Pour de plus amples détails, voir les séances du 16 et du 21 janvier 1925.

4. Voir note 2.

5. Montant donné par *Le Soleil* du 25 mars 1925, à la page 16. *Le Canada* du même jour, à la page 1, mentionne plutôt "plus de \$3,500,000".

6. Mgr François-Xavier Ross (1869-1945), premier évêque du comté du diocèse de Gaspé (nommé en 1922); il demeure en poste jusqu'à son décès. Il assume également le poste de directeur de l'École normale de Rimouski.

7. Le comité se réunit sous la présidence de M. Bordeleau (Champlain).

8. Voir note 2.

9. Voir note 2.

10. Il s'agit de Walter George Mitchell (1877-1935), député libéral de Richmond de 1914 à 1921. Trésorier de la province de 1914 à 1921, et ministre des Affaires municipales de 1918 à 1921. Il démissionna pour se faire élire député libéral à la Chambre des communes dans Saint-Antoine en décembre 1921, et démissionna de ce poste en 1924.

11. Montant de *L'Événement* du 25 mars 1925, à la page 11. *Le Soleil* du même jour, à la page 16, écrit quant à lui \$10,000,000, et nous ne pouvons déterminer lequel de ces journaux est dans l'erreur.

12. M. Sauvé fait allusion à "l'affaire des fiches". Depuis le début de la session, l'opposition accuse l'honorable M. Caron d'avoir discrédité les agronomes auprès de la classe agricole, parce qu'il leur aurait ordonné de distribuer des questionnaires demandant aux cultivateurs des renseignements sur différents sujets. Pour connaître tous les détails de cette affaire, voir le discours de l'honorable M. Caron prononcé durant la séance du 15 janvier 1925.

Première séance du mercredi 25 mars 1925

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 45¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 170 modifiant la loi des accidents du travail de la province de Québec;
- bill 146 modifiant la charte de la cité de Granby.

Et, le bill suivant est rapporté à la Chambre:

- bill 161 concernant la célébration des mariages.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 2 modifiant la loi des mines de Québec;
- bill 46 modifiant la loi concernant l'émission et la vente d'actions, d'obligations et autres valeurs;
- bill 71 modifiant la constitution en corporation de l'Aide à l'Hôtel-Dieu du Saint-Sacrement;
- bill 183 modifiant la loi relative aux acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte;
- bill 187 concernant certaines obligations ou rentes inscrites du gouvernement de cette province;
- bill 188 modifiant la loi 14 George V, chapitre 56, relativement aux biens non imposables dans les municipalités;

- bill 192 modifiant les Statuts refondus, 1909, au sujet du reboisement.

Questions et réponses:

Construction de chemins

M. Renaud (Laval): 1. Sur les 5,928 milles de chemins construits depuis 1911, combien l'ont été: *a.* aux frais du gouvernement; *b.* aux frais des municipalités?

2. Sur les \$51,986,755.93 qu'a coûté la construction des 5,928 milles de chemins, quelle est la part: *a.* du gouvernement; *b.* des municipalités?

3. Combien de milles de chemins construits depuis 1911 ont dû être refaits?

4. Combien de milles de chemins construits depuis 1911 ont dû être réparés?

5. Qu'a coûté la réfection: *a.* au gouvernement; *b.* aux municipalités?

6. Qu'a coûté la réparation: *a.* au gouvernement; *b.* aux municipalités?

7. Qu'a coûté l'entretien de ces 5,928 milles de chemins: *a.* au gouvernement; *b.* aux municipalités?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Les chemins ont été construits conjointement par le gouvernement et les municipalités.

2. *a.* \$45,908,215.44; *b.* \$6,078,540.49.

3. 763 milles.

4. Tous les chemins construits ont été réparés ou entretenus.

5. *a.* \$3,209,943.55; *b.* \$408,294.42.

6. et 7. *a.* \$4,423,689.33; *b.* \$1,054,870.72.

Certificats
de lecture et d'écriture

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien d'enfants ou de jeunes gens âgés de moins de 16 ans ont été refusés dans les manufactures en 1924, n'étant pas porteurs d'un certificat émis par le département du Travail attestant qu'ils étaient en mesure de lire et d'écrire facilement?

2. Combien de certificats ont été émis par le ministère du Travail en 1924: *a.* à Montréal; *b.* à Québec; *c.* à Hull; *d.* à Trois-Rivières; *e.* à Sherbrooke; *f.* à Chicoutimi; *g.* à Saint-Hyacinthe; *h.* à Valleyfield; *i.* à Lachute?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. Il n'y a rien dans la loi qui oblige les patrons à donner le nombre d'enfants qui ont été refusés dans les manufactures. Le département du Travail a refusé d'inscrire une cinquantaine d'enfants qui n'avaient pas l'âge requis et les forces physiques pour être admis dans les manufactures.

2. Montréal, 1924: 2,852 enregistrements; Québec, 301; Hull, 156; Trois-Rivières, 138; Sherbrooke, 48; Chicoutimi, aucun; Saint-Hyacinthe, de novembre 1923 à décembre 1924: 90; Valleyfield, 69; Lachute, 23.

Ces chiffres couvrent surtout les endroits où il existe des écoles du soir, mais un bon nombre d'enregistrements ont été faits dans d'autres centres manufacturiers.

**Administration
des affaires municipales**

M. Crépeau (Sherbrooke): Pour quelles raisons l'administration des affaires municipales a-t-elle été enlevée au trésorier de la province?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Parce que les questions légales qui se présentent constamment dans le département des Affaires municipales le mettent en rapport constant avec le département du procureur général auquel il a été attaché.

Représentant à Londres

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Le gouvernement a-t-il l'intention de nommer un représentant du ministère de l'Agriculture à Londres?

2. Dans l'affirmative, quelle serait sa fonction?

3. Combien, d'après les comptes que le gouvernement possède, et avec le traitement du Commissaire et de ses employés, a coûté, depuis sa fondation jusqu'à ce jour, le Commissariat de Londres?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. et 2. À l'étude.

3. Voir les *Comptes publics*.

**Policiers provinciaux
à Rivière-du-Loup**

M. Langlais (Témiscouata): 1. Six constables de la police provinciale sont-ils descendus à Rivière-du-Loup, lors du scrutin à la dernière élection fédérale?

2. À la demande de qui ces constables ont-ils été envoyés et pour quelles raisons?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui.

2. À la demande des citoyens de l'endroit parce que l'on craignait des troubles. Les constables à leur arrivée se sont mis à la disposition du maire et du chef de police.

L. A. Cannon

M. Lortie (Soulanges): 1. M. L. A. Cannon, qui figure pour \$2,000 à la page 355 des *Comptes publics 1923-1924*, a-t-il reçu d'autres sommes au cours du dernier exercice?

2. Dans l'affirmative, lesquelles?

3. Ce M. L. A. Cannon est-il l'ancien député de Québec-Centre ou le député actuel de Dorchester à la Chambre des communes?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. et 2. Non.

3. Étant le premier, il ne saurait être le second.

R. L. Calder

M. Pellerin (Maisonneuve): Quelle somme le gouvernement a-t-il payée à M. R. L. Calder, avocat, depuis le 1^{er} juillet 1924?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): \$2,996.63.

M. Lucien Cannon, député

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Quelles sommes le gouvernement a-t-il payées à M. Lucien Cannon, député, depuis le 1^{er} juillet 1924?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): \$3,496.66.

Assistant-procureur général

M. Crépeau (Sherbrooke): À combien se sont élevés les frais de transport que l'assistant-procureur général a encourus, pour se rendre à Londres et en revenir, pendant l'automne de 1923?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Voir les *Comptes publics*, à la page 190.

**Contraventions
à la loi des
véhicules automobiles**

M. Crépeau (Sherbrooke): Pour quelles raisons le service des contraventions à la loi des véhicules automobiles a-t-il été enlevé au trésorier de la province?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Afin de centraliser le maintien et la protection des chemins.

Charles Lanctôt

M. Smart (Westmount): 1. M. Charles Lanctôt a-t-il reçu quelque somme relativement à la refonte des Statuts, en outre des \$19,750 qui lui ont déjà été payés comme rémunération depuis le 1^{er} juillet 1918?

2. Dans l'affirmative, quelle somme?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. et 2. Tous les montants payés jusqu'au 1^{er} juillet 1924 à M. Lanctôt apparaissent aux *Comptes publics*; depuis le 1^{er} juillet 1924, il a reçu son traitement à raison de \$3,000 par année.

**Fils de
Charles Lanctôt²**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): De qui le fils de M. Charles Lanctôt, qui est avocat à Montréal, a-t-il reçu instruction de poursuivre certains directeurs de la Quebec Industrial Alcohol pour infraction à la loi des compagnies de Québec?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le gouvernement l'ignore, car il est étranger à ces procédures et n'a donné aucune instruction à qui que ce soit.

O. Piché

M. Dufresne (Joliette): 1. Outre ce qui appert au compte de M. Odessa Piché, employé au cadastre avec un salaire de \$1,500 et un autre de \$2,000 comme officier spécial, le gouvernement verserait-il d'autres sommes pour lui?

2. Dans l'affirmative, quelle ou quelles seraient ces sommes?

3. M. O. Piché serait-il le gérant de la Lithographie de Québec?

4. En serait-il aussi le propriétaire?

5. M. O. Piché a-t-il déjà été à l'emploi du gouvernement sous un autre titre?

6. Dans l'affirmative, pour quelle fonction, et en quelle année?

7. En quoi consistent les fonctions de M. O. Piché en tant qu'officier spécial?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. et 2. M. Piché n'a qu'un seul traitement de \$2,000. Il a reçu \$1,500 pour 9 mois de salaire, sur les fonds généraux du cadastre (page 325, *Comptes publics*) et \$500 pour les trois autres mois de l'année, sur le fonds destiné au traitement des employés permanents (page 141, *Comptes publics*). Il a de plus reçu \$300 pour travail supplémentaire.

3. et 4. Non.

5. Oui.

6. Depuis le 1^{er} juillet 1906 au 1^{er} juillet 1920, comme messenger, puis bientôt après, comme commis.

7. M. Piché est chargé de tout ce qui concerne la partie administrative du cadastre et, en plus, de la surveillance et du travail de la machine aux bleus et de la machine à réduction photographique.

**Club
de Métabetchouan**

M. Bastien (Québec): 1. Le Club de Métabetchouan, sur la rivière du même nom, occupe-t-il une place où le saumon vient frayer tous les automnes?

2. Quel montant le Club de Métabetchouan a-t-il payé au gouvernement chaque année depuis sa fondation?

3. Le gouvernement a-t-il l'intention de louer encore cette rivière?

4. Quel montant en a-t-il retiré chaque année depuis 1920?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Non.

2. De 1888 à 1896, \$188 par année; De 1897 à 1906, \$483 par année; En 1907, \$569; En 1908, \$756; De 1909 à 1911, \$1,021 par année; De 1912 à 1916, \$916 par année; De 1917 à 1920, \$1,000 par année; En 1921, \$1,240 par année; De 1922 à 1925, \$1,500 par année.

3. Oui, tant qu'il n'y aura pas de raison sérieuse de ne pas le faire.

4. Voir la réponse no 2.

Commission de refonte des Statuts

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. Pour quelles fins a été faite l'avance de \$5,000 à la Commission de refonte des Statuts de la province, tel qu'il appert à la page 355 des *Comptes publics 1923-1924*?

2. Cet argent a-t-il été avancé au président, M. Charles Lanctôt?

3. Si non, à quel membre ou à quel employé de la Commission?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Pour rencontrer les dépenses de la Commission de refonte des Statuts.

2. et 3. Cet argent a été envoyé au président, déposé à la banque, et le compte en est tenu par un des employés de la Commission.

Demandes de documents:

Beurrerie de Sainte-Brigide

M. Lortie (Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, documents, etc., entre le ministre de l'Agriculture et toutes personnes en 1923 et 1924, relativement à la réouverture de la beurrerie de Sainte-Brigide.

Adopté.

Travaux à Notre-Dame-de-la-Salette

M. Renaud (Laval) propose, appuyé par le représentant de Soulanges (M. Lortie), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie du rôle de paie pour travaux en 1924, dans la municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette.

Adopté.

Correspondance entre le gouvernement et Sainte-Rose-du-Déglé

M. Langlais (Témiscouata) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Tétreau), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement ou le département de la Voirie et la municipalité de Sainte-Rose-du-Déglé ou son secrétaire, au sujet du paiement par cette paroisse de ses redevances, sur

chemin amélioré, et ce, avant d'avoir été poursuivie pour telles dettes.

Adopté.

Remboursement de droits:

Institut de Notre-Dame- du-Bon-Conseil

M. Patenaude (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Faucher), que les honoraires payés pour le bill 96 constituant en corporation L'Institut de Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal soient remis aux promoteurs, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser l'instruction en général et l'expansion d'œuvres de charité et bienfaisance publique.

Adopté.

Fabrique de Notre-Dame de Montréal

M. Patenaude (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Faucher), que les honoraires payés pour le bill 97 concernant la fabrique de Notre-Dame de Montréal soient remis aux promoteurs, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été retiré.

Adopté.

Hôpital Sainte-Justine

M. Patenaude (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Faucher), que les honoraires payés pour le bill 103 modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine soient remis aux promoteurs, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique.

Adopté.

Communauté des Sœurs de charité de la providence

M. Patenaude (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Faucher), que les honoraires payés pour le bill 127 modifiant la charte de la Communauté des Sœurs de charité de la providence soient remis aux promoteurs, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique.

Adopté.

**Monastère de l'Immaculée Conception
des Ursulines de Rimouski**

M. Moreault (Rimouski) propose, appuyé par le représentant de Matane (M. Bergeron), que les honoraires payés pour le bill 113 amendant la charte du Monastère de l'Immaculée Conception des Ursulines de Rimouski soient remis aux promoteurs, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser l'instruction publique.

Adopté.

Demandes de documents:**Voirie de
Sainte-Émélie-de-l'Énergie**

M. Dufresne (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Plante), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de la liste de paie des travaux de voirie, exécutés dans le chemin du 5^e rang de Sainte-Émélie-de-l'Énergie, comté de Joliette, en 1920-1921, et de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toute personne au sujet de ces travaux.

Adopté.

Armand de Val-Joli

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. L'Archevêque), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, etc., échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toute personne au sujet des articles d'Armand de Val-Joli se rapportant de près ou de loin à la colonisation, ainsi que l'entente ou du contrat entre le gouvernement et le publiciste, journaliste ou agent qui signe Armand de Val-Joli et entre le gouvernement et les journaux de cette province qui insèrent ou reproduisent lesdites productions.

Adopté.

**Ponts de
Sainte-Anne et de l'île Perrot**

M. Patenaude (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Faucher), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, rapports,

pièces et documents se rapportant à la question d'établir des salaires raisonnables pour les ouvriers employés à la construction des ponts de Sainte-Anne et de l'île Perrot.

Il y a une différence entre les salaires des ouvriers travaillant pour le gouvernement fédéral et ceux qui sont employés par le gouvernement provincial. Le gouvernement fédéral use de la formule contenant l'échelle des salaires raisonnables. Les employés désirent l'échelle telle qu'établie par les contrats du fédéral. Je suis informé que la compagnie qui construit le pont de l'île Perrot paie ses ouvriers 55 cents l'heure, et ces derniers en réclament 67³.

Les ouvriers ont correspondu avec le ministre et leurs unions ouvrières; une enquête a été faite et il aurait été prouvé qu'ils ont droit aux 67 cents. Mais il y a un contrat. Je suggérerais au ministre de faire les contrats aussi clairs que possible et je demanderais au ministre de remédier au grief des ouvriers, pour pacifier tout le monde.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Les conditions dans lesquelles ont travaillé les menuisiers au pont de Sainte-Anne sont déplorable. L'officier des salaires raisonnables est bien intervenu, mais les entrepreneurs ne se sont pas soumis à ses recommandations. Cet officier demandait de donner 65 sous aux ouvriers. Les ouvriers du pont de l'île Perrot sont dans le même cas que ceux qui ont travaillé à la construction des entrepôts de la Commission des liqueurs. Je demanderais au ministre de faire inclure la clause de l'échelle des salaires raisonnables dans les contrats, comme le fait le gouvernement fédéral. Elle n'est pas respectée et il y a actuellement une cause en appel à ce sujet.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): La question est à peu près réglée. Il y a deux lois de salaires raisonnables: l'une fédérale, l'autre provinciale. À la suite de démarches faites par les ouvriers en question, il y a quelques semaines, il a été décidé d'employer à l'avenir une échelle semblable à celle du fédéral. Et, ce faisant, les ouvriers seront parfaitement satisfaits. Ceci règle des difficultés, mais ne fera pas cesser toutes les plaintes. Il y aura toujours des difficultés au sujet des salaires. Dans le cas des ponts de l'île Perrot, nous nous sommes donné beaucoup de mal pour faire enquête et rendre justice aux ouvriers. Nous avons essayé de concilier toutes les parties, sans beaucoup de résultat. Les ouvriers ne s'accordent pas.

Mais avouons qu'il y a là une question de justice, très délicate et très difficile à régler. Le gouvernement continue de s'en occuper. Je suis d'avis qu'il faudrait payer 65 centins, tarif généralement en vigueur partout. En tous cas, à l'avenir, l'on emploiera pour tous les contrats la clause dont se sert le gouvernement fédéral.

Il (l'honorable M. Galipeault) donne une liste de salaires payés à l'île Perrot. Je suis convaincu, dit-il, que les ouvriers seront satisfaits du nouveau système.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Est-ce que le ministre déposera la correspondance bientôt?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Peut-être demain.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je voudrais annoncer la bonne nouvelle à nos ouvriers.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Ils le savent déjà.

La motion est adoptée.

Remboursement de droits:

Commissaires d'écoles de la municipalité des Écors

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Roy), que, vu que le bill 81 ratifiant une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité des Écors, en date du 19 décembre 1924, a pour objet de favoriser l'instruction publique, que sa présentation a été retardée, vu l'absence du pays du secrétaire-trésorier de la "Montreal Crushed Stones Co., Ltd.", pour cause de santé, les droits additionnels au montant de \$200 que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

Cour supérieure

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 179 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la tenue des termes de la Cour supérieure dans certains districts soit maintenant lu une deuxième fois.

La nouvelle mesure pourvoit à ce que les causes puissent être entendues au palais de justice du district judiciaire voisin de celui qu'habitent les parties, s'il y a là un palais de justice.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je crains que cette mesure n'entraîne des conséquences graves dans certains cas. Par exemple, il pourra arriver que le demandeur soit obligé de se transporter dans le district où réside le défendeur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai pas d'objections à insérer une clause concernant les cas spéciaux.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) intervient.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour nettoyage des édifices de la Législature et des départements: traitements, dépenses contingentes, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1926⁴.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Est-ce que le ministre a l'intention de faire quelque chose pour la salle du comité des bills publics? On y est

assez mal à l'aise, parfois, quand il y a foule. Ne pourrait-on pas changer la marque du savon?

(Rires)

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): On tire le meilleur parti possible du local actuel, qui est peut-être étroit à certains moments.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous souffrons beaucoup de la chaleur en cette Chambre. Ne pourrait-on pas améliorer le système?

M. Bray (Montréal-Saint-Henri) se plaint aussi de la chaleur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il doit y avoir quelqu'un d'incompétent là-dedans, car il fait beaucoup trop chaud.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Il y en a qui disent qu'il fait trop chaud; C'est peut-être vrai, mais d'autres se plaignent toujours du froid. Comment concilier tous les tempéraments? (En souriant) Il y a aussi une question de caractère...

Le système de chauffage du parlement est récent et des plus modernes, satisfaisant à la moyenne. Ce système est utilisé dans plusieurs édifices importants et donne entière satisfaction. Je puis assurer mon honorable ami le chef de l'opposition que nous essaierons d'améliorer notre système de chauffage et de ventilation pour la prochaine session, s'il y a moyen.

Des députés de l'opposition posent de nombreuses questions à propos du nettoyage du parlement.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) explique le mode de nettoyage employé dans les édifices du gouvernement.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): (En riant) Est-ce parce qu'un crachoir a disparu qu'on a été obligé d'en acheter un autre? Qu'est devenu ce crachoir? Est-ce que le crachoir est disparu avec les rideaux qu'on n'a jamais pu retrouver⁵?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je ne crois pas.

M. Plante (Beauharnois): Un crachoir est un vase autour duquel on crache.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): (En riant) Ça n'a pas changé.

M. Plante (Beauharnois) réclame un plus fort salaire pour les femmes de peine que \$20 par mois. Qu'elles soient mieux payées, dit-il.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Elles peuvent travailler ailleurs, mais mon intention est d'améliorer le sort de ces groupes d'employées.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à la littérature et aux beaux-arts; livres de récompense, reliure, etc. \$10,000; littérature \$7,500, beaux-arts \$7,500, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930⁶.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'avais demandé moi-même la suspension de cet article, et cela, dans des circonstances piquantes.

L'honorable M. David (Terrebonne): Des circonstances fort intéressantes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On a prêté alors des sentiments que je n'avais pas au sujet de l'œuvre de l'un de nos jeunes auteurs, le roman *Marcel Faure*⁷, dont le gouvernement a acheté quelques exemplaires. Je tiens cependant à me justifier, si nécessaire, des remarques faites là-dessus dans le temps. Jamais l'opposition n'a blâmé le gouvernement d'encourager nos écrivains en achetant de leurs œuvres. L'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. David) est considéré, surtout depuis que beaucoup d'étrangers nous visitent, comme le ministre de la littérature et des beaux-arts. Je l'en félicite.

Mais lorsque le député de Beauharnois (M. Plante), le doyen de cette Chambre, souleva ici une discussion autour de *Marcel Faure* comme œuvre littéraire et digne d'être distribuée dans les écoles, j'ai prétendu simplement qu'on ne devrait pas en recommander la lecture aux enfants. J'admets que le livre a de réelles qualités de forme et de fond. Je ne prétends qu'une chose, c'est qu'il ne convient pas aux tout jeunes. Ai-je eu tort de parler ainsi?

Je crois que je peux m'appuyer sur des autorités. Si le style de l'auteur est remarquable et si sa thèse est excellente à plusieurs points de vue, surtout quand il parle de l'aliénation de notre domaine national au profit de l'étranger - ce n'est pas l'opposition qui est responsable de cela - s'il sait montrer, en son héros, que notre race est digne du passé, s'il proteste, avec raison, contre l'esprit qui laisse s'accomplir par

d'autres la prise de possession de nos rivières, de nos forêts, de nos lacs, de nos énergies intellectuelles et financières, il est moins louable quand il affirme que nos collègues classiques sont responsables de la banqueroute de la race. Cette pauvre race!

En outre, le bon ange de *Marcel Faure* ne vient pas du ciel: c'est une enfant naturelle qu'il croyait sa sœur. Bien que le héros ait eu le bon sentiment de consacrer sa fortune à une grande œuvre économique, je n'ai pas eu tort de dire que le livre en question ne pouvait être recommandé aux enfants de nos écoles.

Il est sans doute agréable à des littérateurs qui savent bien distinguer le bon du mauvais, l'abbé Camille Roy⁸, par exemple, mais le livre, par son vocabulaire, laisse à désirer. Il est rempli de sensualités. C'est ce que dit le critique québécois quand il écrit dans le *Canada français*: "M. Harvey aime à risquer une épithète lascive, un substantif dangereux, un verbe coquin, une comparaison suggestive, un vocable charnel, qui étonne et déplaît, enveloppant toutes les situations de son roman d'une volupté qu'elles n'ont pas. L'intérêt, heureusement, est tout ailleurs. Son réalisme littéraire y devient trop souvent du truculent naturalisme."

Des voix: Oh! Oh!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je comprends que lorsqu'on parle de choses charnelles, il y ait des députés qui fassent entendre des soupirs.

(Rires)

Je tenais à citer ce passage pour démontrer que j'étais justiciable de dire ce que j'ai dit. Je n'ai voulu faire aucune malice à l'auteur de ce livre. Je sais qu'il a assez de talent pour produire beaucoup mieux à l'avenir et je le lui souhaite. Je regrette que l'on ait mal interprété mes paroles à propos de son livre. J'espère que ceci fait connaître le fond de ma pensée.

L'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David) nous a dit, au cours de l'étude de ses crédits, qu'il ne voulait pas acheter des livres écrits par son père, pour ne pas s'exposer à la critique. Je crois que l'honorable ministre a tort. S'il n'achète pas les livres de M. Laurent-Olivier David⁹, qu'il achète du moins les œuvres de ce vénérable sénateur.

(Applaudissements)

Je signale aussi un autre volume qui a du mérite, *Jules Faubert*, par M. Ubald Paquin¹⁰. On m'a dit que l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David) a refusé d'en acheter. Pourquoi? L'abbé Roy lui consacre des éloges dans une critique intéressante. Ne mériterait-il pas un encouragement?

L'honorable M. David (Terrebonne): Je remercie l'honorable chef de l'opposition des paroles aimables qu'il a eues pour mon père. Quant à *Marcel Faure*, mon honorable ami a tort de dire qu'il a été distribué en prix dans les écoles. Il ne l'a pas été.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai pas dit ça. J'ai dit qu'un député (M. Plante) avait recommandé ce livre comme prix. N'est-ce pas ce qu'on a fait l'autre jour?

L'honorable M. David (Terrebonne): Pas de ce côté-ci de la Chambre en tout cas. Mon honorable ami pourra régler cela avec l'honorable député de Beauharnois (M. Plante) alors.

(Rires)

Maintenant, le roman de M. Harvey a des qualités vraiment remarquables. Pour que M. l'abbé Camille Roy se soit donné la peine et le plaisir d'écrire une critique de 12 pages sur *Marcel Faure*, il faut que ce soit un livre intéressant.

Du reste, que dit M. Roy? Dans la même critique que vient de citer le chef de l'opposition, on lit que "le vocabulaire est en réalité plus sensuel que les situations", et ces louanges: "Ce dernier roman et *L'appel de la race*¹¹, deux romans très différents d'inspiration et de facture, auront été, presque en même temps, deux tentatives fort louables de sortir le roman canadien de la médiocrité où il se réfugiait trop souvent."

Et plus loin, après des réserves sévères: "Ce roman représente un effort littéraire considérable: il témoigne d'un talent vigoureux d'invention et de composition chez l'auteur. Nous sommes assurés que si M. Harvey s'en rend bien compte et s'il veut autrement concevoir et pratiquer son rôle d'écrivain, il obtiendra bientôt les meilleurs succès."

Voilà. Dans peu d'années, l'auteur saura se faire pardonner ces petits péchés de jeunesse, et alors, on oubliera les mots pour recevoir la profonde empreinte de l'œuvre.

Quant à l'autre roman, *Jules Faubert*, si nous n'en avons pas encore acheté, c'est que les fonds ont manqué. Le chef de l'opposition peut être assuré que nous saurons réparer. Je me fais "Faure" de ne pas oublier Faubert¹².

(Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes) discute de la question de certaines écoles du comté de Pontiac où l'on refuse de donner aux enfants canadiens-français l'instruction dans la langue française, et qu'on refuse des instituteurs bilingues.

L'honorable M. David (Terrebonne): Nous avons envoyé un de nos officiers examiner le cas. Il nous a fait rapport, et nous avons mis tout de suite à la disposition des commissions scolaires l'argent nécessaire pour qu'elles aient des institutrices françaises. Nos inspecteurs sont obligés de nous faire rapport chaque fois que des cas comme ceux-là se présentent. C'est un problème difficile. Dans quelques endroits de la province, où la majorité est anglaise, nous avons des difficultés à trouver des institutrices françaises.

Si, à certains endroits, les Irlandais n'ont pas voulu donner des institutrices bilingues aux enfants canadiens-français, le département a fait faire une enquête, et il a essayé d'aider à la solution dans la question en facilitant aux corporations scolaires l'engagement d'institutrices bilingues.

M. Maltais, inspecteur du district, déclare qu'il y a amélioration et assure qu'il a rencontré partout la meilleure bonne volonté, pour assurer l'enseignement des deux langues. Je vois que le problème sera beaucoup moins difficile à régler si nous ne faisons pas d'agitation.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) fait allusion au rapport de M. Maltais.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) demande si le rapport spécial de M. Maltais, inspecteur d'écoles, souligne une amélioration réellement sensible dans ce district. Il rappelle les articles du journal *Le Droit* à ce sujet.

M. McDonald (Pontiac): Dans mon district, l'enseignement du français est bien mieux distribué qu'autrefois, et la meilleure bonne volonté existe parmi les autorités scolaires de mon comté pour assurer dans tous les districts bilingues l'enseignement des deux langues. Les autorités ont tout fait pour donner des institutrices bilingues et les articles de critique publiés à ce sujet dans *Le Droit* ne sont pas fondés.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) défend les articles de M. Fulgence Charpentier¹³. Il préfère le témoignage des journalistes, qui ont fait une étude spéciale de la situation, au témoignage trop intéressé du député de Pontiac.

L'honorable M. David (Terrebonne) lit le rapport de M. Maltais. Celui-ci déclare que la situation est bien améliorée, que l'enseignement du français se répand de plus en plus et que l'encouragement donné par le gouvernement a contribué à l'amélioration de la situation.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je déplore le fait que l'on ne recueille plus les statistiques agricoles. On ne peut se fier aux renseignements fournis par le gouvernement, parce que les statistiques sont faites alors que la récolte est encore en terre. Les statistiques sont fantaisistes, dit-il. Elles ne sont faites qu'avec le seul objet de faire chanter les louanges du gouvernement.

L'Événement, qui est cher au cœur de l'honorable secrétaire provincial, a dit que nos statistiques pourraient être améliorées. Nous avons des hommes capables au Bureau des statistiques. M. Marquis a organisé ce bureau de peine et de misère. Si l'honorable secrétaire provincial a besoin de \$20,000 de plus pour les statistiques, qu'il les demande à la Chambre, mais que les statistiques ne soient pas seulement des éloges du gouvernement.

Au sujet de l'immigration, la province ne possède aucune statistique sérieuse, et nous ne savons pas où nous en sommes à ce sujet. Lorsque nous demandons au gouvernement: "Combien de Canadiens français ont émigré aux États-Unis?", on nous répond: "Nous n'avons pas de statistiques". Nous devrions avoir des agents qui surveilleraient les nôtres, au lieu de s'occuper de politique dans les élections partielles. Je sais que l'on va dire que ces critiques sont injustes, mais je suis convaincu que l'honorable secrétaire provincial est de mon avis.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Travaux de la Chambre:

Comité des comptes publics

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comme la session est avancée, est-ce que nous ne pourrions pas avoir une séance du comité des comptes publics?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): À la période où nous en sommes, nous ne pouvons manquer une séance. Trop de travail s'accumule devant nous.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable premier ministre ne veut donc pas que la lumière complète soit faite?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'y tiens énormément au contraire. C'est mon honorable ami qui ne doit pas vouloir que l'enquête soit complète, et je vais lui dire pourquoi.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi ne pas nous accorder des séances du soir? Je veux une enquête complète, et l'honorable premier ministre le verra si je ne la veux pas d'ici à la fin de la session.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pour nous, nous avons prouvé et prouverons encore que nous la voulons complète. Le chef de l'opposition, il a bonne mémoire, se rappellera que l'an dernier, lors d'une assemblée qu'il tenait à Montréal, il déclarait: "Le gouvernement a arrêté l'enquête sur la Commission des liqueurs. L'an prochain, cette enquête commencera dès la réouverture des Chambres". Qu'est-ce que mon honorable ami a fait?

Il a commencé son enquête deux mois après la réouverture des Chambres. Pourquoi n'a-t-on pas commencé avant? Nous étions prêts, nous. Je puis lui dire maintenant qu'il aura pour finir son enquête tout le temps qu'il voudra jusqu'à ce qu'il en ait assez, et il doit constater au comité que nous ne voulons rien lui cacher.

(Applaudissements à droite)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On sait bien qu'il nous était impossible de commencer avec la session.

M. Thériault (L'Islet): Pourquoi l'annonciez-vous alors?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous avions trop d'ouvrage. Le premier ministre convoquait parfois quatre comités à la fois. À quelle réunion de Montréal l'honorable premier ministre veut-il faire allusion? J'en ai tenu plusieurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): À celle dont je vois le compte rendu dans le journal de M. John Bassett, l'ami de l'honorable chef de l'opposition à la date du 27 mars 1924. Il (l'honorable M. Taschereau) lit un compte rendu de la *Gazette* dans lequel on rapportait des paroles de M. Sauvé.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis surpris que l'on nous refuse des séances du soir. Mais

l'honorable premier ministre verra que nous voulons une enquête aussi complète que possible.

La Chambre ajourne ses travaux vers 6 h 15.

Deuxième séance du 25 mars 1925

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 8 h 40.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 94 exemptant la Société des Chevaliers de Colomb et ses sociétés filiales, de toutes taxes municipales et scolaires à Montréal, mais avec le titre amendé afin de le lire comme suit: Loi permettant à la cité de Montréal d'exempter la Société des Chevaliers de Colomb et ses sociétés filiales de toutes taxes municipales à Montréal, auquel il demande le concours de l'Assemblée législative.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 90 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal;
- bill 145 constituant en corporation Rouyn Mines Railway Company.

Société des Chevaliers de Colomb de Montréal

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 94 permettant à la cité de Montréal d'exempter la Société des Chevaliers de Colomb et ses sociétés filiales de toutes taxes municipales à Montréal. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

Terres en culture à Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 90 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Rouyn Mines Railway Company

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 145 constituant en corporation Rouyn Mines Railway Company. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Questions et réponses:

Instituteurs, directeurs et inspecteurs d'écoles

M. Dufresne (Joliette): 1. Quel est le traitement minimum et le traitement maximum: *a.* des instituteurs; *b.* des directeurs; *c.* des inspecteurs d'écoles?

2. Y en a-t-il parmi eux qui n'ont qu'un diplôme élémentaire? Dans l'affirmative, combien?

3. Combien le gouvernement a-t-il nommé d'inspecteurs d'écoles catholiques depuis le 1^{er} septembre 1920?

4. De ce nombre, combien de titulaires avaient moins de 30 ans lors de leur nomination?

5. Parmi les inspecteurs d'écoles protestantes, combien y a-t-il: *a.* de ministres du culte; *b.* de laïques?

6. Y en a-t-il qui ne sont pas munis du diplôme d'inspecteur, conformément à l'article 2571 de la loi scolaire?

7. Dans l'affirmative, combien?

8. Combien y a-t-il d'inspecteurs, ministres du culte, qui font du ministère en dehors du temps consacré à leurs fonctions d'inspecteurs d'écoles?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. *a.* Instituteurs religieux: traitement minimum, \$160; traitement maximum, \$1,100; instituteurs laïques: traitement minimum, \$300; traitement maximum, \$3,400; *b.* Directeurs religieux: traitement minimum, \$200; traitement maximum, \$1,300; directeurs laïques: traitement minimum, \$1,500; traitement maximum, \$4,700; *c.* Inspecteurs d'écoles: traitement minimum, \$1,600; traitement maximum, \$2,000.

2. Soixante-dix instituteurs laïques, sur un total de 774, n'avaient qu'un diplôme élémentaire en 1922-1923.

3. Douze.

4. Trois.

5. *a.* Six ministres du culte; *b.* quatre laïques.

6. Oui, mais ils sont exemptés d'avoir ce diplôme en vertu de l'article 2572 des S.R.Q., 1909.

7. Quatre.

8. Trois.

École technique de Montréal

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Combien ont coûté à date: *a.* le terrain; *b.* la construction et les réparations; *c.* l'aménagement de l'École technique de Montréal?

L'honorable M. David (Terrebonne): *a.* Terrain, \$106,978.50; *b.* Construction, \$479,054.61; améliorations, \$6,090.41; entretien et réparations, \$16,219.51; *c.* Aménagement, \$107,958.77.

J. V. Gagnon

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): 1. Le gouvernement a-t-il à son emploi un nommé J. V. Gagnon, comme inspecteur d'écoles?

2. Si oui, quelles sont les paroisses où il fait l'inspection et dans quel comté sont-elles situées?

3. De combien d'écoles fait-il l'inspection?

4. Depuis quand ce M. Gagnon est-il inspecteur d'écoles?

5. Quel est son salaire?

6. Outre son salaire, quelles sommes a-t-il reçues du gouvernement pour dépenses de voyage ou autres, chaque année, depuis son engagement jusqu'à date?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Oui.

2. Dans le comté de Bagot: Saint-Dominique, Saint-André-d'Acton, Sainte-Christine, Saint-Nazaire, Acton Vale, Saint-Théodore.

Dans le comté de Brome: Abercorn, Saint-François-Xavier-de-Farnham-Est, Saint-Cajetan-de-Potton, Sutton, Saint-André-de-Sutton, Bolton-Est, Saint-Édouard-de-Knowlton, Saint-Henri-de-Brome.

Dans le comté de Shefford: Granby, Saint-Prudentienne, Stukely-Sud, Roxton-Falls, Sainte-Cécile, Sainte-Anne-de-Stukely, Saint-Valérien, Roxton-Canton, Saint-François-Xavier-de-Shefford, Saint-Alphonse-de-Granby, Saint-Joachim, Waterloo, Saint-Bernardin-de-Waterloo.

Dans le comté de Rouville: Abbotsford.

3. 153.

4. Depuis le 27 novembre 1922.

5. \$1,600.

6. Pour indemnité des frais de voyage, M. Gagnon a reçu \$260.55 pour l'année 1922-1923; pour 1923-1924, \$500; pour 1924-1925, \$250 jusqu'à date.

Remboursement de droits:

Collège Nominique

M. Lortie (Labelle) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (M. Dillon), que les honoraires payés pour le bill 78 modifiant la charte de la corporation du Collège Nominique soient remis aux promoteurs, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction publique.

Adopté.

Charte de Granby

M. Bullock (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 146 modifiant la charte de la cité de Granby.

Adopté.

En comité¹⁴:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) explique que le bill a été discuté au comité et que, après avoir entendu les adversaires du bill, le comité a décidé d'accorder à la ville plus que les opposants ne voulaient concéder. Il dit que le territoire devant être annexé fait pratiquement partie de la ville

maintenant et qu'il bénéficie des services d'incendie et de police de celle-ci. Il fait remarquer à ce sujet que des industries veulent s'implanter dans les environs et qu'elles ne le pourraient pas, si on n'agrandit pas le territoire.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) se prononce contre l'annexion. Il y a eu des requêtes contre et pour l'annexion, dit-il. Il demande d'obliger la ville à faire un référendum pour l'annexion de la partie du territoire qui soulève de l'opposition.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): On a discuté deux fois du bill au comité des bills publics, et, à ces occasions, toutes les parties concernées ont eu la possibilité de faire connaître leur opinion.

M. Patenaude (Jacques-Cartier) soulève des objections.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) défend le bill.

(La discussion se poursuit pendant quelques instants)

Les articles 1 à 14, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bullock (Shefford) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Actions des corporations

L'ordre du jour la troisième lecture du bill 50 concernant la transmission des actions des corporations ayant des bureaux de transfert hors de la province.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), que l'ordre soit révoqué.

Il déclare que le gouvernement retire ce projet de loi. Il explique qu'il y a danger dans cette législation.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le remède était quelque peu radical à appliquer aux compagnies de transfert d'obligations, mais ce que nous réclamions, c'était une taxe légitime qui revient de droit à la province. Le gouvernement espère que les grosses compagnies intéressées dans le transfert des actions auront à l'avenir à opérer ouvertement et ne se soustrairont pas à la loi, en opérant à l'étranger. Si ces compagnies cherchent à éviter la loi, on trouvera, d'ici l'année prochaine, un autre moyen de les atteindre et de régler la question. Le gouvernement représente les intérêts du peuple, et il est justifiable de réclamer de ces compagnies les mêmes droits qu'il prélève des autres compagnies.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Évidemment, en retirant ce bill, c'est une diminution de taxes. Je désire savoir ce qu'on fera à l'égard des compagnies qui sont maintenant obligées de payer ces droits dans deux provinces? Il soulève la possibilité de concevoir une mesure en vertu de laquelle les droits de succession seraient exigibles dans une province seulement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) répond au député de Jacques-Cartier et demande le retrait de ce bill.

M. Patenaude (Jacques-Cartier) consent à ce que le bill soit retiré.

Adopté. L'ordre est révoqué.

Il est ordonné que le bill soit retiré.

Adoption

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 modifiant la loi concernant l'adoption soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce sont des amendements à la loi de l'adoption de l'année dernière. Ce n'est pas une refonte complète...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On n'abandonne pas l'enfant de l'an dernier complètement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ah non! À la demande de plusieurs communautés, et pour empêcher l'encombrement des crèches et orphelinats, nous avons fait alors une loi qui permit de placer les enfants de ces institutions dans de

bonnes familles. Le projet resta trois semaines devant la Chambre, après quoi, on l'adopta. Peu après, on souleva maintes critiques, les unes de bonne foi, les autres moins. D'abord, cela nous surprit, attendu que nous l'avions soumise (la loi) à un théologien sérieux qui l'avait crue bonne dans son ensemble et que l'un des professeurs les plus compétents de Laval l'avait étudiée avec nous. Nous l'avions ensuite soumise au comité des bills publics où les autorités religieuses étaient représentées.

Dès le début, des communautés l'avaient favorablement accueillie, et nous nous pensions dans une voie sûre. On sait fort bien que le gouvernement ne tient pas à une loi d'adoption plus qu'à une autre. Il s'agit d'une question de charité, de sociologie et d'assistance publique, non pas de politique. Quand on nous représenta que notre loi pouvait, sous certains aspects, enfreindre le droit naturel du père de famille, j'avoue que j'en fus frappé. Aussi, avons-nous cru devoir l'amender. Les modifications que nous apportons aujourd'hui nous offrent une entière sécurité au point de vue des principes.

Nous avons soumis notre loi à Mgr J.-L.-K. Laflamme, curé de Notre-Dame de Québec, et il m'a autorisé à dire à la Chambre qu'avec les amendements qu'il nous a suggérés, la loi satisfait pleinement les vues des autorités religieuses.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que ces amendements couvrent l'amendement proposé, l'an dernier, par l'honorable député de Témiscouata (M. Langlais)?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas tout à fait cela.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est pas mal la même chose.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous verrons cela en discutant le projet en comité.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (Avec ironie) Je demande cela au premier ministre parce que je vois qu'il consulte maintenant les autorités religieuses.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je dois dire à mon honorable ami que je consulte les autorités religieuses sans hésitation. Je crois même que je les consulte plus souvent que lui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quand je les consulte, je les écoute.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(En souriant) Ils doivent bien mal vous aviser alors.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)
propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹⁵:

M. Patenaude (Jacques-Cartier): On amende un peu trop à la légère parfois notre Code civil, et le moins on y portera atteinte, le mieux ce sera. Je crains que, devant les tribunaux civils, on ne puisse éliminer complètement avec la présente loi les difficultés qui ont dû être surmontées dans le passé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Nous n'avons pas touché au Code civil au cours de la session. Ces amendements n'y touchent pas. L'adoption existait autrefois dans notre Code. Elle existe encore en France. Cette loi était nécessaire. Nous avons peut-être modifié le Code de procédure. Nous avons aussi amendé le Code municipal, un peu trop peut-être, car nous sommes revenus à l'ancien Code avec quelques modifications. Il faut être très attentif aux amendements que nous faisons à nos codes. Dans le cas actuel, ce sont de nouvelles dispositions. La province doit être prête à amender sa loi, afin qu'elle réponde aux besoins du jour.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Je tiens seulement à signaler que l'opposition a eu raison de s'opposer l'an dernier à l'adoption d'enfants ayant encore leurs parents. La loi est une amélioration considérable en ce sens¹⁶.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): De toute évidence, le gouvernement a présenté des lois importantes trop tard durant la session et il n'a pas mis assez de temps à les rédiger. L'année dernière, l'opposition a dit au gouvernement que la loi sur l'adoption était une mauvaise loi. Je n'ai pas voté en faveur de la loi sur l'adoption présentée par le gouvernement l'année dernière, dit-il, et les modifications que j'ai proposées n'ont pas été adoptées. Le fait qu'il est nécessaire de modifier la loi, relativement aux questions soulevées l'année dernière par l'opposition, est la preuve que cette loi a été conçue avec précipitation.

Le premier ministre fait acte de franchise en admettant que la loi était imparfaite et ne rencontrait pas les vues des autorités. Si on ne s'était pas hâté, l'an dernier, on aurait fait une loi plus parfaite. Il est regrettable que des lois aussi importantes soient présentées à la dernière heure de la session. Cette loi a été présentée quatre jours avant la prorogation. L'opposition a réclamé, elle aussi, le droit de consulter les autorités. Cette année, on procède encore à la dernière heure.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Si le chef de l'opposition veut consulter les ordres du jour de l'an dernier, il verra que le bill fut inscrit pendant 20 jours consécutifs. Il fut ensuite discuté longuement pendant deux jours au comité des bills publics, et personne ne peut reprocher quoi que ce soit au gouvernement. Celui-ci ne prétend pas que ses lois sont parfaites. Les lois ne sont pas si faciles à faire qu'on le pense. La critique est plus aisée.

Les questions de sociologie sont complexes, attendu qu'elles ne font pas partie de la science positive. Notre loi, telle qu'elle était, n'était ni excellente, ni parfaite, mais simplement perfectible. L'exercice du pouvoir n'est pas une science exacte et, malgré la meilleure volonté du monde, il est inévitable que certaines erreurs se produisent. Nous ne prétendons pas d'ailleurs que tout ce qui vient de l'opposition est mauvais. De la critique peut résulter du bon, et quand ses suggestions sont bonnes, nous sommes prêts à les accepter.

(Applaudissements)

M. Langlais (Témiscouata): Alors, pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas accepté l'amendement à la loi d'adoption que je lui proposais l'année dernière? Je prétendais alors que l'on devait y insérer une clause par laquelle seuls les enfants naturels abandonnés et les orphelins sans espoir eussent pu être adoptés. Je suis heureux de voir que l'honorable premier ministre accepte nos suggestions, après avoir dit qu'il n'en voulait pas.

Le gouvernement aurait dû porter une attention plus soutenue aux conseils de l'opposition, non seulement dans les cas où il était question de connaissances juridiques, mais également lorsque des principes religieux étaient en cause. Et puis, le premier ministre se contredit. Il disait hier qu'il n'acceptait pas les conseils de gens qui ne sont pas meilleurs que lui...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je n'ai pas dit cela. J'ai simplement prétendu que nos amis de l'opposition ne pouvaient pas prétendre

qu'ils étaient plus religieux que nous. J'ai signifié ceci: des conseils politiques, oui. Des conseils religieux: non.

(Applaudissements)

Les articles 1 à 12 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour assurance des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926¹⁷.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas treize mille neuf cent quatre-vingt-sept piastres soit ouvert à Sa Majesté pour taxe sur les édifices publics en général, cité de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri) demande si le gouvernement pourrait économiser en achetant son eau en utilisant un système de compteur.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): La ville de Québec n'a pas de compteurs pour mesurer l'eau et, de plus, je ne crois pas que ce système permettrait d'économiser.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres

soit ouvert à Sa Majesté pour inspections, explorations, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes, (département des Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour bureau de poste: traitements, dépenses contingentes, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Dépôt de documents:

Saint-Louis-de-Gonzague

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 19 février 1925, pour copie de toute correspondance entre le département des Terres et les colons de Saint-Louis-de-Gonzague, comté de Bonaventure, en 1923, et 1924, au sujet de la réserve cantonale de cette région. (Document de la session no 59)

La séance est levée à 11 heures¹⁸.

NOTES

1. *L'Événement* du 26 mars 1925, à la page 1, précise que la séance commence plus tard que d'habitude, "une délégation des commissions scolaires des petites municipalités de l'Île de Montréal ayant rencontré M. Taschereau, M. Perron, M. David et M. Nicol, à 2 h 30, au comité des bills privés".

2. Pour comprendre le sens de cette question de M. Lafleur, voir la question de privilège soulevée par M. Smart (Westmount), le 19 mars 1925.

3. Chiffre de la majorité des sources. Seul *Le Soleil* du 26 mars 1925, à la page 1, mentionne "65 centins".

4. *L'Événement* du 26 mars 1925, à la page 1, rapporte que "M. le sous-ministre J.-A. Métayer, c.r., vint siéger à côté de son ministre, au siège de l'honorable M. L.-A. David".

5. *L'Événement* du 26 mars 1925, à la page 1, précise que M. Houde pose cette question parce qu'"il y avait dans les *Comptes publics* une dépense de \$1 pour un crachoir; deux députés en parlèrent en riant".

6. *L'Événement* du 26 mars 1925, à la page 1, rapporte qu'une fois l'item des Travaux publics adopté, "on en revint aux crédits de l'honorable M. David., M. Métayer quitta la Chambre et M. le sous-ministre C.-J. Simard, c.r., vint siéger à son tour à côté du secrétaire provincial".

7. *Marcel Faure*, de Jean-Charles Harvey (1891-1967), romancier et journaliste. Il fait ses études classiques au Séminaire de Chicoutimi à partir de 1905, puis chez les Jésuites de 1908 à 1913. Il fréquente ensuite l'Université Laval à Montréal, mais devient reporter au *Canada* dès 1914, à *La Patrie* en 1915, et à *La Presse* de 1916 à 1918. Rédacteur publicitaire jusqu'en 1922 pour la compagnie La Machine agricole nationale de Montmagny, il devient courriériste parlementaire, puis rédacteur en chef au *Soleil*, de 1927 à 1934. Récipiendaire du prix David pour *L'Homme qui va* en 1929, il est forcé de quitter son poste après le scandale qui éclate à la parution de son roman *Les Demi-civilisés* et devient directeur du Bureau de la statistique du gouvernement du Québec. Il collabore au *Canada* en 1935 et fonde en 1937 le journal *Le Jour*, qui est publié jusqu'en 1946. À partir de cette date, il donne de nombreuses conférences. Il est également journaliste à la pige pour Radio-Canada en 1947, commentateur à CKAC en 1951, directeur du *Petit Journal* et de *Photo-Journal* de 1953 à 1966, et collabore aussi à plusieurs périodiques.

8. L'abbé Camille Roy (1870-1943). Ordonné prêtre le 19 mai 1894, il reçoit l'année suivante un doctorat en philosophie de l'Université Laval. En 1898, il se

rend à Paris où il obtient, en 1900, une licence ès lettres de la Sorbonne. Professeur au Petit Séminaire de Québec, il enseigne en plus la littérature française à l'Université Laval. En 1922, il est nommé supérieur du Séminaire et, par le fait même, recteur de l'Université Laval, poste qu'il occupera quatre fois, soit de 1922 à 1924, en 1929, de 1932 à 1938 et de 1940 à 1943. Outre ses fonctions religieuses et universitaires, Camille Roy s'illustre dans le domaine de la littérature en publiant plusieurs articles et livres dont *Nos origines littéraires* (1909), *Propos canadiens* (1912), *Études et croquis* (1928), et un *Manuel d'histoire de la littérature canadienne de langue française* (1918). Fondateur de la revue *Le Canada français*, Mgr Roy obtient la médaille d'or de langue française de l'Académie française. Fait chevalier de la Légion d'honneur en 1928, il est aussi membre de la Société royale du Canada et de la Société du Parler français au Canada.

9. Laurent-Olivier David (1840-1926), député libéral de Montréal-Est à l'Assemblée législative du Québec de 1886 à 1890. Sénateur de la division des Mille-Isles de 1903 à 1926. Écrivain et biographe, il a écrit plusieurs livres d'histoire. Il est le père d'Athanase David, secrétaire et registraire dans les cabinets Gouin et Taschereau (1919-1936).

10. Ubald Paquin (1894-1962), journaliste et romancier. Candidat nationaliste défait aux élections de 1921, il devient fonctionnaire. Durant les années qui suivent, il publie de nombreux romans tels *Jules Faubert*, *le roi du papier* (1923), *La cité des fers* (1926), *La mort qu'on venge* (1926), *Le lutteur* (1927), *Les caprices du cœur* (1927), etc.

11. Sous le nom d'Aloné de Lestres, l'abbé Lionel Groulx, professeur d'histoire à l'Université de Montréal, publie en 1922 le roman *L'appel de la race*. Le roman raconte la vie de Jules Lantagnac, un avocat franco-ontarien déchiré par la crise des écoles qui bouleverse la minorité francophone en Ontario. Cette histoire à forte saveur nationaliste reflète les opinions politiques de son auteur, ce qui suscite de vives réactions tant chez les partisans que les détracteurs de l'abbé Groulx.

12. *L'Événement* du 26 mars 1925, à la page 11, écrit que "ce petit débat mettait fin à un incident plutôt désagréable de la session, car M. Sauvé, ancien journaliste, avait l'air d'être aux prises avec le courriériste parlementaire (M. Harvey) dans une querelle... (littéraire)." En effet, durant la séance du

11 mars, M. Sauvé demanda d'ajourner le débat sur ce sujet, après avoir été l'unique voix discordante à travers les discours élogieux que de nombreux orateurs prononcèrent à propos de *Marcel Faure*.

13. Fulgence Charpentier (1897-2001), journaliste au *Droit* (1922-1925 et 1967-1999) et à de nombreux autres quotidiens. Haut fonctionnaire dans les ambassades canadiennes, il travaille en France, Uruguay, Brésil, Haïti et en Algérie durant les années 1945-1967.

14. Le comité se réunit sous la présidence de M. Laferté (Drummond).

15. Voir note 14.

16. Version de *La Patrie* du 26 mars 1925, à la page 9. *Le Canada* du même jour, à la page 5, est la seule des sources à écrire que M. Duranleau "doute de l'efficacité de la loi même telle qu'amendée".

17. *L'Événement* du 26 mars 1925, à la page 11, rapporte que, de nouveau, le sous-ministre Métayer s'assoit auprès de l'honorable M. Galipeault pour l'étude des crédits du ministère des Travaux publics.

18. Heure mentionnée par *Le Canada* et *L'Événement* du 26 mars 1925, aux pages 5 et 11 respectivement.

Séance du jeudi 26 mars 1925

Présidence de T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

Absence de l'Orateur¹

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Francoeur) et du président des comités pléniers et Orateur suppléant (M. Laferté).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) soit élu Orateur pour la séance.

Adopté.

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Thériault (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter à la Chambre le bill suivant:

- bill 124 concernant la Montreal Central Terminal Company.

Dépôt de documents:

Admission des Juifs dans la Commission scolaire protestante

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 23 mars 1925, pour copie de l'arrêté ministériel nommant une commission pour examiner les conditions scolaires de l'île de Montréal et copie du rapport fait par cette commission. (Document de la session no 60)

Théâtre Diana de Saint-Jérôme

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un

ordre, en date du 10 mars 1925, pour copie de toute correspondance, documents, requêtes, etc., en 1923, 1924 et 1925, entre le gouvernement ou aucun des ministères, spécialement le ministère du Travail et le conseil municipal de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, ou aucun de ses membres, au sujet du Théâtre "Diana", salle du marché. (Document de la session no 61)

Questions et réponses:

Frais d'annonces et de publicité

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Combien le gouvernement a-t-il payé ou avancé: *a.* pour frais d'annonces et de publicité; *b.* pour frais d'impressions et de reliure en 1920?

2. Combien en 1921?

3. Combien en 1922?

4. Combien en 1923?

5. Combien en 1924?

6. Combien depuis le 1^{er} juillet 1924?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. 2. 3. 4. et 5. Voir *Comptes publics* des années 1920, 1921, 1922, 1923 et 1924.

6. *a.* Pour frais d'annonces et publicité: \$46,852.65; *b.* Pour frais d'impressions et de reliure: \$190,976.43.

Annonces et publicité

M. Lortie (Soulanges): 1. Quels sont les noms des journaux, personnes et compagnies auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure depuis le 1^{er} juillet 1924?

2. Combien a-t-il payé ou avancé à chacun: *a.* pour frais d'impression et de reliure; *b.* pour frais d'annonces et de publicité; *c.* pour autres frais divers?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. et 2. (Voir le tableau à la page suivante)

1. Noms:

	2. a <i>Impression et reliure</i>	2. b <i>Annonces et publicité</i>	2. c <i>Frais divers</i>
Association catholique de la jeunesse canadienne-française.....	....	\$ 100.00	....
Association athlétique de l'université de Montréal.....	....	300.00	....
Argus de la presse internationale.....	....	381.80	....
Association athlétique d'amateurs nationale.....	....	40.00	....
Association des bouchers de Montréal.....	....	30.00	....
Agence canadienne de publicité.....	\$1,994.25	2,334.13	....
Association des marchands détaillants du district de Québec.....	....	5,071.78	....
Bégin, J.-A.	1,559.01	1,857.97	....
British Commonwealth Trade Press, Ltd. ....	....	250.00	....
Bureau international du travail.....	....	1.91	....
Beaubien & Cie, L.-G. ....	....	....	\$39.00
Benallack Lithographing & Printing Co.,.....	73.11	....	....
<i>Bulletin de la Chambre de commerce de Montréal</i>.....	....	37.50	....
Beaulieu, M.-L. ....	....	75.00	....
Balfour & Beck.....	40.00	....	....
Barbeau, Jos. D.	1,252.38	....	....
Bélanger, J.-E.....	450.30	....	....
Cambridge Book Store.....	354.27	....	....
Cie d'imprimerie commerciale.....	5,273.72	....	....
Conseil central des syndicats catholiques et nationaux.....	....	80.00	....
Charrier & Dugal, ltée.....	3,131.54	....	....
Cie de feuilles mobiles "O.K.".....	585.89	....	....
Cie de <i>L'Événement</i>	9,274.93	3,471.19	10.00
Caron, Mme Jos.	978.25	....	....
Cie de publications de Lévis.....	6,403.40	75.00	....
Chouinard, C.	398.93	....	....
Copeland-Chatterson.....	182.23	....	....
Cie de publication <i>La Tribune</i> , ltée.....	6,850.47	18.00	....
Cie de publication du <i>Canada</i> , ltée.....	11,927.16	105.80	15.00
Cie de publication <i>La Presse</i> , ltée.....	....	10,560.90	6.00
Canadian Engineer.....	....	72.40	....
Chantal, Victor.....	312.00	....	....
<i>Contract Record & Engineering Review</i>.....	....	94.20	....
Cie de publication <i>La Patrie</i> , ltée.....	852.71	57.00	....
Cie de publication <i>Le Nouvelliste</i> , ltée.....	....	245.80	....
Conseil des métiers du travail, Montréal.....	....	100.00	....
<i>Canada Français</i>.....	....	100.00	....
<i>Canadian Review Co., Ltd.</i>.....	....	80.00	....
Canadian Ayshire Breeders' Ass.....	....	50.00	....
Canadian Official Railway Guide.....	....	10.42	....
Chabot, J.-A.	86.95	....	....
<i>Chronicle Printing Company</i>.....	....	15.00	....
Cinq-Mars, A. ....	....	50.00	....
Cie d'imprimerie Modèle.....	764.09	....	....
Cie d'imprimerie d'Yamaska.....	874.79	....	....
Compagnie de l'exposition des Trois-Rivières.....	....	10.00	....
Chambre de commerce française de Montréal.....	....	200.00	....
Canadian Parliamentary Guide.....	....	50.00	....
Canada Newspaper Company.....	....	200.00	....

1. Noms:	2. a Impression et reliure	2. b Annonces et publicité	2. c Frais divers
Citizens' Research Institute of Canada.....	....	....	\$10.00
Canadian Fisherman .....	....	\$ 8.00	....
Canadian Mining Journal.....	....	166.56	....
Canadian Institute of Mining and Metallurgy.....	....	233.08	....
Conseil central national des métiers, district de Québec .....	....	50.00	....
Coopérative fédérée de Québec .....	....	85.44	....
Drouin, J.-P.-R.	\$ 831.15	....	....
Donavan, Ewart.....	....	100.00	....
Dussault & Proulx.....	22,493.88	....	....
Dept. of Public Printing & Stationery.....	....	....	11.20
Delisle & Gagnon	9.50	....	....
Dumais, Charles.....	199.45	....	....
Engineering Institute of Canada.....	....	11.20	....
Éditions Kébec, enr.	152.32	....	....
Faber, F.-N.....	1,484.44	....	....
Frères des écoles chrétiennes .....	....	25.00	....
Financial Post.....	....	200.00	....
Forum Printing Company	436.73	....	....
Foisy & Hotte.....	....	15.40	....
Groves-Contant, J.-C. ....	....	150.00	....
Granger Frères, ltée.....	237.21	....	....
Girard, Ernest.....	50.00	....	....
Gendron, J.-B.....	39.65	....	....
Heaton's Publishing Company.....	....	100.00	....
Imprimerie Aubé, enr.	3,113.20	....	....
Imprimerie du messager.....	....	100.00	....
Imprimerie royale, enr.	1,619.22	....	....
Lafrance, enr., Victor	4,238.44	....	....
Le Soleil, ltée.....	55,044.74	53.30	5.00
Le Quartier Latin.....	....	85.00	....
Lithographie de Québec.....	511.44	....	....
Lowe-Martin Co., Ltd.	362.50	....	....
Le Terroir.....	....	....	4.00
L'imprimerie d'Arthabaska.....	8.20	....	....
La Semaine Commerciale, ltée	407.48	....	6.00
Librairie Beauchemin, ltée.....	106.85	100.00	....
L'Autorité .....	....	31.00	....
L'Avenir du Nord.....	....	10.60	....
Le Bulletin.....	....	81.00	....
L'Écho du Saint-Maurice .....	....	66.24	....
Lemieux, Joliette-P.	55.60	....	....
L'imprimerie du Peuple, enr.	2,271.87	....	....
L'imprimerie du Saint-Laurent .....	....	8.40	....
L'imprimerie populaire .....	....	19.65	....
Le Monde ouvrier.....	....	75.00	....
L'Éclaireur, ltée	2,760.93	....	....
Le Bien public .....	....	95.75	....
Le Flambeau, enr. ....	....	42.00	....
Le Bulletin des Îles-de-la-Madeleine .....	....	50.00	....

1. Noms:

	2. a <i>Impression et reliure</i>	2. b <i>Annonces et publicité</i>	2. c <i>Frais divers</i>
L'Action française.....	....	\$ 110.00	....
La Vie Nouvelle.....	....	100.00	....
Larose, C.-A.....	....	25.00	....
Le Guide du Colon.....	....	769.17	....
L'Automobile au Canada.....	....	50.00	....
Labor's Holiday Souvenir.....	....	50.00	....
La Science Moderne.....	....	250.00	....
Librairie Saint-Jean.....	\$ 38.75	....	....
Le Bulletin de la ferme.....	343.99	864.40	....
LaRue, Maurice.....	17.50	....	....
Lafrance, L.....	10.00	....	....
La Sentinelle.....	1,079.07	....	....
La Bonne Fermière.....	....	12.00	....
L'imprimerie générale de Rimouski.....	3,275.57	....	....
L'Abeille, enr.....	872.76	80.00	....
L'Information.....	....	200.00	....
Lavoie, J.-H.....	3,237.19	....	....
Le Progrès de Valleyfield.....	48.94	....	....
Le Saint-Laurent, liée.....	50.90	....	....
L'imprimerie française.....	44.24	....	....
L'imprimerie Maisonneuve.....	500.00	....	....
La Gazette du Nord.....	....	19.60	....
Municipal Publishing Co., Ltd.....	....	110.62	....
Mason, Bert.....	47.20	....	....
McGill Daily.....	....	100.00	....
Martin & Moreland.....	445.67	....	....
Montreal Financial Times.....	....	300.00	\$ 6.00
MacLean Publishing Co., Hugh.....	....	361.00	....
Montreal Daily Star.....	....	72.75	....
Montreal Standard Publishing Co.....	....	3,500.00	....
Montreal Herald Publishing Co.....	3,892.57	2,757.20	....
Mercantile Printing Company.....	2,148.08	....	....
Montreal Automobile Trade Ass.....	....	75.00	....
Montreal Lithographing Co.....	150.00	....	....
Mitchell, Rev. M.....	....	75.00	....
Mont-Royal News & Advertising.....	....	4,999.65	....
Nagant, H.-M.....	963.50	....	....
Northland, Studio.....	312.67	....	....
Nault, Zéphirin.....	1,600.00	....	....
Ormstown Bulletin.....	97.02	....	....
Poitrass, Gaudias.....	7,005.32	....	....
Publishers of the Gleaner.....	79.20	....	....
Protectograph Sales Agency.....	356.10	....	....
Publicité de Québec.....	16.90	....	....
Quebec Blue prints, Regd.....	1,760.47	....	....
Quebec Engraving Company.....	582.80	....	....
Quebec Photo Engravers.....	442.26	....	....
Quebec Automobile Signs Company.....	....	50.00	....
Quebec Automatic Signs, Ltd.....	76.50	56.50	....

1. Noms:

	2. a <i>Impression et reliure</i>	2. b <i>Annonces et publicité</i>	2. c <i>Frais divers</i>
Richard Jérémie	\$ 503.50	....	....
Review Publishing Company .....	....	\$629.65	....
<i>Revue Moderne</i> .....	....	45.00	....
<i>Revue Trimestrielle Canadienne</i> .....	....	315.00	....
Rochette, abbé J.-V. ....	....	50.00	....
Société avicole du district de Québec .....	....	60.00	....
Société d'agriculture du Témiscouata .....	....	15.00	....
Société d'agriculture de Châteauguay .....	....	10.00	....
Société des syndicats catholiques .....	....	170.00	....
Société Saint-Jean-Baptiste .....	....	25.00	....
St. Maurice Valley Chronicle	207.76	23.75	....
Société anonyme de publicité .....	....	470.00	....
Smith, E.-R., Co., Ltd.	405.80	....	....
Smith, H.-F. Printing Company	166.62	....	....
Sherbrooke Review Company .....	....	28.05	....
Société d'agriculture de Kamouraska .....	....	5.00	....
Société Saint-Jean-Baptiste de Limoilou .....	....	....	\$10.00
Souvenir de la Fête du travail .....	....	12.50	....
Société générale de publicité .....	....	75.00	....
Tremblay, Ernest	782.82	....	....
The Rural Publishing Company .....	....	105.00	....
The Central Publishing Company	58.43	....	....
The Saguenay, Trip .....	....	25.00	....
<i>The London Mining Journal & Mining World</i> .....	....	111.29	....
<i>The Canada Newspaper Company</i> .....	....	112.50	....
<i>The Gazette Printing Company</i> .....	....	1,110.10	30.00
<i>The Mitre</i> .....	....	30.00	....
Tremblay, D.	5.75	....	....
<i>The Telegraph Printing Company</i>	6,683.82	62.30	....
Turcotte & Bergeron	2.00	....	....
<i>The Monetary Times</i> .....	....	....	1.50
Union régionale des caisses populaires .....	....	20.00	....
Union des commis-épiciers de Montréal .....	....	112.50	....
Vincent, enr., Elzéar	918.13	....	....
Vincent, Jos.	1,276.55	....	....
Vaillancourt, Cyrille	465.00	....	....

Subventions aux journaux

M. Lortie (Soulanges): 1. Le gouvernement a-t-il accordé, depuis 1920, certains octrois ou subventions à des journaux, revues ou autres publications à des personnes ou compagnies pour publication de livres, brochures ou articles?

2. Dans l'affirmative: *a.* à qui les octrois ou subventions ont-ils été accordés en 1920; *b.* quel est le montant pour chacun?

3. En 1921?

4. En 1922?

5. En 1923?

6. En 1924?

7. Depuis le 1^{er} juillet 1924?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. et 2. Non.

3. 4. 5. 6. et 7. Rien.

Jurés de Terrebonne

M. Renaud (Laval): 1. Combien a-t-il été payé à chacun des petits jurés du district de Terrebonne pour le dernier terme de la Cour criminelle?

2. Quel a été le coût total de ce terme?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. et 2. Le terme a été tenu au mois de janvier dernier et nous n'aurons le rapport du shérif qu'à la fin du présent trimestre.

Politique forestière

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. Le gouvernement a-t-il l'intention de mettre en vigueur la politique d'"une exploitation rapide de la forêt, garantie par des conditions sévères et respectées au moyen de contrat qui pourvoit à ce que la coupe se fasse suivant les règles de l'art", telle que préconisée par le secrétaire provincial le 24 juillet 1924, à un banquet à Sainte-Thérèse et qu'il avouait devant le premier ministre de cette province "en toute franchise et à tout risque "préférer" au risque que nous courons de voir le feu la détruire sans profit pour notre peuple, inutile de le dire, alors que nous pouvons, continuait-il, elle debout, accroître notre fortune nationale dont nous avons grand besoin pour accomplir les œuvres qui sont nécessaires à notre progrès et à notre race?"

2. Si oui, quand le gouvernement a-t-il l'intention de commencer cette exploitation rapide de la forêt "suivant les règles de l'art", inutile de le dire, et dans toutes les "conditions sévères" prêchées ou soulignées par le secrétaire provincial, pour ne pas encourir le risque de voir le feu la détruire?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. et 2. Le gouvernement a fait, à maintes reprises, connaître sa politique forestière; mais il ne croit pas devoir se prononcer sur un système préconisé par des paroles tronquées du secrétaire provincial, qui ont été expliquées en cette Chambre, explication que la question ignore.

A.-H. Desloges

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Est-il exact, comme l'indiquent les pages 202, 372 et 373 des *Comptes publics 1923-1924*, que le gouvernement aurait payé au docteur A.-H. Desloges \$7,000 pour salaire, et \$3,440 pour frais de voyage, soit \$10,440 en un an?

L'honorable M. Nicol (Compton): C'est-à-dire \$5,000 de traitement comme directeur médical des asiles d'aliénés, et \$2,000 de traitement comme directeur du service des maladies vénériennes; \$1,440 pour dépenses de voyage comme directeur des asiles d'aliénés, et \$2,000 pour représenter le

gouvernement du Canada à la Ligue des Nations à Genève.

Commissariat de Londres

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien de rapports ont été faits par le Commissariat de la province de Québec, à Londres, au gouvernement depuis sa création?

2. Quelle est la nature de ces rapports?

3. Le Commissariat s'est-il occupé de propagande en faveur de la vente du beurre et du fromage de notre province sur le marché anglais?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. et 2. Le Commissariat fait un rapport mensuel au gouvernement de toutes les questions traitées au bureau, et de toute la correspondance échangée avec des chefs de département, avec des associations ou avec des particuliers.

3. Dans toute la mesure où la chose lui était possible.

M. Hyde et M. Williams

M. Bastien (Québec): 1. Quelles sommes chacun des assistants-trésoriers, M. Hyde et M. Williams, a-t-il reçues depuis le 1^{er} juillet 1924: *a.* pour avoir agi comme secrétaire du bureau du Trésor et *b.* pour avoir administré le fonds des licences de mariage?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. *a.* Comme secrétaire du bureau du Trésor: M. Hyde, \$272.58; M. Williams, \$177.42.

b. Pour avoir administré le fonds des licences de mariages: M. Hyde, \$200, M. Williams, rien.

J. Paradis

M. Langlais (Témiscouata): 1. M. Joseph Paradis, commerçant de Saint-Denis-de-Kamouraska, a-t-il été condamné à l'amende pour contravention à la loi des liqueurs de cette province?

2. Ledit Joseph Paradis a-t-il purgé sa sentence?

3. Si non, pourquoi?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Oui.

2. En partie.

3. M. Paradis a été condamné le 8 janvier 1925 à un mois de prison. Il a été incarcéré le jour du

jugement; mais, par arrêté en conseil ministériel no 39, du 22 janvier, la prérogative royale de grâce était exercée en sa faveur. Un certificat assermenté de médecin avait été produit au dossier, constatant que le prévenu souffrait d'artériosclérose et que l'emprisonnement était préjudiciable à sa santé. Il est sorti de prison le 23 janvier 1925.

L. Cannon

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Les sommes de \$413, de \$125.10, de \$25, de \$344.15, de \$565, de \$500, de \$2,500, de \$2,085.30 et de \$100 qui, aux pages 166 et 167 des *Comptes publics 1923-1924*, paraissent avoir été payées à L. Cannon sont-elles les seules qui aient été payées à ce monsieur pendant l'année fiscale de 1923-1924?

2. Si non, quelles sommes lui ont été payées, en outre de ce total de \$6,672.60?

3. Ce M. L. Cannon est-il l'ancien député de Québec-Centre ou le député actuel de Dorchester à la Chambre des communes du Canada?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. et 2. Les *Comptes publics* sont exacts, mais le total indiqué dans la question ne l'est pas, ce total étant de \$6,647.55, et non pas de \$6,672.60.

3. Étant le second, il ne saurait être le premier.

Commission de refonte des Statuts

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pour quelle raison l'impression du premier rapport de la Commission de refonte des Statuts, déposé pendant la session de 1924, n'a-t-elle pas été payée au cours de l'exercice 1923-1924?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Aucun compte pour l'impression du rapport n'a encore été payé, mais une avance a été faite aux imprimeurs en 1924.

Régistrateur de Roberval

M. Bastien (Québec): 1. Est-il à la connaissance du gouvernement que le registraire du district de Roberval est décédé depuis un an et demi?

2. Le gouvernement a-t-il l'intention de lui donner un successeur?

3. Dans l'affirmative, quand?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui.

2. Oui.

3. Date de nomination pas encore fixée.

J.-A. Hudon

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier):

1. Est-ce exact, comme l'indiquent les pages 132, 190 et 355 des *Comptes publics 1923-1924*, que le gouvernement aurait payé à M. J.-A. Hudon, au cours du dernier exercice, \$3,300 pour traitement, \$245 pour dépenses de voyage, \$1,226.50 pour services spéciaux, et \$2,000 pour salaire?

2. M. Hudon a-t-il reçu d'autres sommes?

3. Dans l'affirmative, lesquelles?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Les *Comptes publics* sont exacts.

2. Oui.

3. Voir *Comptes publics* à la page 125.

Téléphones de Spencer Wood

M. Pellerin (Maisonneuve): Pour combien d'appareils téléphoniques en usage à Spencer Wood le gouvernement a-t-il payé \$540.72 à la Bell Telephone Company en 1923-1924?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

Onze (11) appareils, du 1^{er} juillet au 31 décembre 1923, et quatre (4) appareils, du 1^{er} janvier au 30 juin 1924.

Dépenses de Spencer Wood

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. D'après les pages 211 et 347 des *Comptes publics 1923-1924*, il apparaît que le gouvernement a dépensé à Spencer Wood, au cours du dernier exercice, \$327.38 pour fret, \$185.50 pour transport, \$1,721.88 pour frais de déménagement et \$795 pour frais d'installation. Ces chiffres seraient-ils exacts?

2. Le gouvernement a-t-il dépensé à Spencer Wood d'autres sommes pour les mêmes fins?

3. Dans l'affirmative, lesquelles?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. Aucune raison de croire le contraire.

2. et 3. Toutes les sommes qui ont été dépensées apparaissent aux *Comptes publics*.

Chauffage de Spencer Wood

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. À la page 211 des *Comptes publics 1923-1924*, il apparaît que le gouvernement a payé, au cours du dernier exercice, \$5,968.05 à la Quebec Coal Co. pour le charbon de Spencer Wood, et \$720 à M. A. Warren pour le bois de chauffage, soit \$6,688.05 pour le chauffage en une année. Ces chiffres seraient-ils exacts?

2. Combien de tonnes de charbon ont été achetées?

3. Combien de cordes de bois?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. Aucune raison de croire le contraire.

2. 338½ tonnes.

3. 72 cordes.

Éclairage de Spencer Wood

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): À la page 211 des *Comptes publics 1923-1924*, il apparaît que le gouvernement a payé pour l'éclairage de Spencer Wood, au cours du dernier exercice, \$492.50 à la Quebec Power Co. et \$1,655.09 à la Quebec Railway Light Heat Co., soit \$2,147.59 en une année. Ces chiffres seraient-ils exacts?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

Aucune raison de croire le contraire.

Diverses dépenses pour Spencer Wood

M. Pellerin (Maisonnette): 1. Est-il exact, ainsi que l'indiquent les *Comptes publics 1923-1924*, pages 211 et 348, que le gouvernement aurait payé pour Spencer Wood au cours du dernier exercice: pour vaisselle et argenterie \$2,391.87; pour porcelaine et argenterie \$791.55; pour meubles, tapis et prélaris \$13,906.58; pour serviettes \$219.45; pour réparations de rideaux, etc., \$157.60; pour piano, cabinets de musique et gramophone \$2,467.50; pour tapis et vaisselle \$628.63; pour réparation d'argenterie \$22.50; pour ameublement \$106; pour cadres \$235.30; pour ornements d'église, serviettes, etc., \$498.37; pour réparations d'horloges \$44.50; pour carpettes, \$5.45; pour réparations d'horloges et d'argenterie, \$334.99; pour serviettes, etc., \$100; pour marchandises \$800; pour meubles \$400; soit

pour vaisselle, argenterie, tapis, meubles, ameublement et leurs réparations, la somme de \$23,110.296.

2. Y avait-il déjà un piano à Spencer Wood?

3. Dans l'affirmative, a-t-il été échangé ou vendu?

4. À quelles conditions?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. Aucune raison de croire le contraire.

2. Oui.

3. Ni changé, ni vendu, c'était un piano automatique d'ancien modèle et usagé. Il est maintenant au Café du Parlement.

4. Sans conditions.

Le trésorier de la province, l'honorable M. Nicol

M. Dufresne (Joliette): Le trésorier de la province a-t-il été invité à donner sa démission à la suite du procès Noël, à Sherbrooke?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Non, car avant, pendant et après le procès Noël, le trésorier de la province n'a cessé de jouir de l'entière confiance de ses collègues.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas une réponse, c'est un discours.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je souhaiterais que les vôtres soient aussi courts que ceux-là.

(Applaudissements)

Le secrétaire de la province, l'honorable M. David

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. Le secrétaire provincial a-t-il offert sa démission depuis la dernière élection générale?

2. Si oui, pour quelle raison?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. et 2. Non.

(Applaudissements)²

A. Perrault

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Quelles sommes le gouvernement a-t-il payées à M. Antonio

Perrault, avocat, ou à l'étude dont il fait partie, depuis le 1^{er} juillet 1924?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

La somme de \$7,538.15 a été payée à la société Perrault & Raymond, de Montréal, pour frais, déboursés et honoraires dans la cause de Strathcona Fire Insurance Co. en liquidation, qui a été plaidée en Cour supérieure, en Cour d'appel et en Cour suprême et pour services professionnels, au sujet de diverses réclamations du gouvernement.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 112 modifiant la charte de la Compagnie de téléphone nationale;
- bill 166 modifiant l'article 110 du Code municipal;
- bill 168 modifiant le Code de procédure civile relativement aux pouvoirs du protonotaire;
- bill 184 pour encourager l'exploitation des minerais de fer;
- bill 206 concernant l'Ordre du mérite agricole de la province de Québec et les concours du mérite agricole.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il ne persiste pas à ses amendements au bill 26 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, mais qu'il les a retirés.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 118 constituant en corporation Quebec Great Northern Railway Company;
- bill 136 créant deux divisions d'enregistrement dans la division d'enregistrement du comté de Mégantic;
- bill 137 modifiant la charte de The Hebrew Maternity Hospital;
- bill 153 modifiant l'article 987 du Code de procédure civile et les articles 227 et 318 du Code municipal;
- bill 169 modifiant la loi dentaire de Québec;

- bill 198 modifiant la loi des licences de Québec.

**Division d'enregistrement
du comté de Mégantic**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 136 créant deux divisions d'enregistrement dans la division d'enregistrement du comté de Mégantic. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**The Hebrew
Maternity Hospital**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 137 modifiant la charte de The Hebrew Maternity Hospital. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Charges
municipales**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 153 modifiant l'article 987 du Code de procédure civile et les articles 227 et 318 du Code municipal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Loi
des licences**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 198 modifiant la loi des licences de Québec. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Quebec Great Northern Railway Company

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 118 constituant en corporation Quebec Great Northern Railway Company. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Loi dentaire

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 169 modifiant la loi dentaire de Québec. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Remboursement de droits:

Beth Matisyohi Anshe Marmorosh Anshe Romania Congregation

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. McDonald), que les droits ordinaires payés pour le bill 80 constituant en corporation la congrégation Beth Matisyohi Anshe Marmorosh Anshe Romania Congregation soient remis aux promoteurs, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet la propagation d'un culte religieux.

Adopté.

The Beth Israel & Samuel Congregation

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. McDonald), que les droits ordinaires et additionnels payés pour le bill 125 constituant en corporation The Beth Israel & Samuel Congregation soient remis aux promoteurs, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet la propagation d'un culte religieux.

Adopté.

Chevra Thilim Linas Hazedek

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. McDonald), que les droits ordinaires et additionnels payés pour le bill 134 constituant en corporation Chevra Thilim Linas Hazedek soient remis aux promoteurs, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet la propagation d'un culte religieux.

Adopté.

The Hebrew Maternity Hospital

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. McDonald), que les droits ordinaires et additionnels payés pour le bill 137 modifiant la charte de The Hebrew Maternity Hospital soient remis aux promoteurs, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique.

Adopté.

Montréal-Est

M. Richard (Verchères) propose, appuyé par le représentant de Montcalm (M. Daniel), que les droits ordinaires et additionnels payés pour le bill 142 ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est, en date du 20 février 1925, soient remis aux promoteurs, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill est devenu nécessaire par suite d'une erreur cléricale commise lors de l'adoption du bill.

Adopté.

Collège de Valleyfield

M. Plante (Beauharnois) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), que les droits ordinaires et additionnels payés pour le bill 139 modifiant la charte de la corporation du collège de Valleyfield soient remis aux promoteurs, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction publique.

Adopté.

Montreal Diocesan Theological College

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 51 amendant la charte du Montreal Diocesan Theological College et augmentant ses pouvoirs.

Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Jurés

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 196 concernant les jurés.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité³:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil:

a. de nommer, dans chaque district, un officier spécial qui sera chargé d'examiner et de réviser la liste des grands et petits jurés ou de la renouveler suivant le cas;

b. de nommer les personnes qu'il jugera nécessaires pour assister cet officier spécial;

c. de déterminer la rémunération de l'officier et des personnes qu'il aura ainsi nommées.

2. Que la rémunération de l'officier spécial et de ses assistants et toutes les dépenses encourues, relativement à la confection ou à la révision de la liste des jurés, seront payables à même le fonds des bâties et des jurés de chaque district.

3. Que chaque personne appelée à servir comme grand ou petit juré recevra cinq dollars pour chaque jour qu'elle sera nécessairement absente de son domicile pour comparaître devant le tribunal; et que, si elle est domiciliée ailleurs que dans la localité où siège le tribunal ou ailleurs que dans les localités ajoutées à cette dernière par arrêté ministériel, elle recevra en outre:

a. Trois dollars par jour pour frais d'hôtellerie et de pension;

b. Ses frais de transport, aller et retour, par le mode de transport le moins dispendieux.

4. Que, cependant, le tribunal pourra libérer les jurés qui ne formeront pas partie d'un jury et qu'il pourra leur ordonner de retourner à leur domicile pendant la durée de leur libération et que, dans ce cas, les jurés ainsi libérés recevront leurs frais de transport, aller et retour, aux lieu et place de l'indemnité et des frais d'hôtellerie et de pension.

5. Que cette indemnité et ces frais seront payés par le shérif sur le certificat du greffier de la paix ou du greffier de la couronne, suivant le cas.

6. Que le juré qui sera exempté par le tribunal pour la durée d'un terme de la Cour du banc du roi n'aura droit à aucun remboursement pour indemnité, frais d'hôtellerie, frais de pension ou frais de transport, à moins que le tribunal n'en ordonne autrement, lorsqu'il accordera la demande d'exemption.

7. Que le comté de Gaspé et celui de Bonaventure seront chacun considérés comme un district pour les fins des résolutions 3, 4, 5 et 6.

Nous désirons amender le système des jurés qui, depuis quelques années, ne semble pas satisfaire tous les intérêts de la justice. Par suite de maintes critiques, plusieurs ont même demandé l'abolition de cette institution dans les procès criminels. Nous n'irons pas si loin, d'autant plus que l'opinion publique est favorable à son maintien. On attaque moins le principe que la composition du jury. Il y a des défauts qu'il faut supprimer. On a multiplié les exceptions, et il en est résulté qu'aujourd'hui 26 classes de citoyens sont exemptes de l'obligation de servir comme jurés.

Ce sont peut-être les mieux qualifiés pour juger sainement des diverses causes, par exemple, les avocats, les notaires, les professeurs, les commis-voyageurs, les ministres du culte et autres. On me dit même que des gens devenaient membres des chambres de commerce pour être exemptés du jury. Un tel état de choses ne saurait durer. L'obligation de servir dans un jury est un service que tout citoyen doit rendre à sa province et à son pays. Nous proposons de nommer un officier actuel dans chaque district qui sera chargé de réviser la liste des grands et petits jurés. Il y a là un devoir social important dont on ne devrait pas chercher à se soustraire.

En même temps, nous proposons que la rémunération des jurés soit plus considérable. Nous donnerons aux officiers la discrétion d'exempter cependant ceux qui ont des raisons majeures. De plus, un citoyen qui servira comme juré pourra être exempté pour cinq ans.

À certains endroits, à cause du nombre des exemptions, il a été souvent difficile de former le jury, à Montréal entre autres. Le shérif a été obligé d'envoyer chercher des citoyens par des officiers. Nous voulons réduire le nombre d'exemptions. Les avocats, les notaires, les médecins, tous les professionnels doivent servir comme les autres. Les avocats doivent donner l'exemple. En France, il n'y a d'exemption pour personne.

Les personnes qui évitent ainsi là une comparaison sont fréquemment les premières à critiquer les verdicts qui sont actuellement rendus par

les jurés. Ce n'est pas logique. Aussi ai-je raison de croire que cette mesure répondra à tous les besoins et à toutes les objections, et sera adoptée par la Chambre. Je dois dire aussi que la rétribution des jurés a été augmentée de façon à ce que la compensation soit plus adéquate que celle que l'on accorde actuellement.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): On a critiqué notre système de jury parce qu'il est un peu suranné. Personne ne nie qu'il faille y apporter certains amendements. Tout bon citoyen doit aider la justice et, dans l'ensemble, les jurés ont bien accompli leur devoir, bien que certains verdicts aient fait l'objet de critiques. On peut faire confiance au commun des mortels pour rendre des décisions sur des questions de faits. L'honorable premier ministre nous dit qu'il fait disparaître presque toutes les exemptions. Cependant, le premier ministre exagère peut-être en voulant éliminer l'exemption dans le cas des avocats.

En effet, il veut faire siéger jusqu'aux avocats comme jurés. Les avocats doivent donner l'exemple, a-t-il dit. Je dois dire que les avocats n'hésitent jamais à donner l'exemple. Mais puisqu'on propose d'exempter les officiers de l'administration de la justice, ne devrait-on pas exempter les avocats qui sont considérés comme des officiers de justice, un peu comme les juges? Ne dit-on pas que le Barreau est la magistrature debout? Il me semble que l'on va un peu trop loin et que l'on devrait exempter les avocats. Néanmoins, je suis certain, dit-il, que les avocats ne verront aucune objection à remplir leur devoir.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Un haut personnage, qui n'était autre que le procureur général (l'honorable M. Taschereau), a provoqué l'automne dernier une agitation au sujet des jurés en se demandant dans une entrevue, à la suite du second procès d'un accusé de meurtre dans lequel, après trois tentatives, le jury n'a pu en arriver à un verdict, si on ne devrait pas abolir le jury. Cette déclaration a donné lieu à une foule d'entrevues. Des avocats distingués ont, les uns, conseillé de conserver le système du jury, les autres, de l'abolir.

Cette question de jury attire l'attention du public, surtout depuis l'automne dernier. En Chambre, cette question a été discutée plusieurs fois à plus d'un point de vue. J'approuve la loi et je suis d'avis que cet amendement aurait dû être introduit bien avant aujourd'hui. Mais je ferai remarquer que l'on demande depuis longtemps une augmentation de l'indemnité à \$5 par jour. On s'est trop abattu dans le

passé sur le cultivateur et l'ouvrier, alors que le gouvernement n'accordait qu'une faible indemnité. Je constate que l'on augmente enfin l'indemnité des jurés en même temps que l'on ajoute certaines autres classes de citoyens à la liste des jurés.

Même en temps de guerre, le gouvernement a refusé de traiter raisonnablement le jury qui était recruté surtout chez les cultivateurs et l'ouvrier. Ils avaient une bien faible pitance. Aujourd'hui, il fallait que les professionnels fussent appelés au jury pour l'obtenir. Les cultivateurs vont en profiter aussi. Je m'en réjouis. Mieux vaut tard que jamais. Quant aux avocats, ils ne devraient pas être exempts plus que les autres. S'ils ne sont pas dans la position de servir lorsqu'ils seront appelés, ils n'auront qu'à faire valoir leurs raisons tout comme les autres.

M. Ouellet (Dorchester): La rémunération sera-t-elle la même pour tout le monde?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Tout le monde sera sur le même pied.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): C'est généralement le shérif qui se chargeait de la convocation des jurés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous ne voulons pas nous attacher à personne. Il serait difficile que le shérif soit l'officier spécial chargé de dresser la liste des jurés. Il serait impossible, par exemple, au shérif de Montréal de faire un tel travail. Aussi faut-il un officier spécialement affecté à cette tâche⁴.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 196 concernant les jurés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 196 concernant les jurés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

(À ce moment, l'Orateur M. Francoeur apparaît sur le parquet et les fonctions de M. Bouchard cessent.)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Jury

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 202 modifiant les articles 430, 431 et 432 du Code de procédure civile relativement au jury soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 23 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à certaines divisions d'enregistrement;
- bill 143 permettant à David Coveler d'être admis aux examens pour l'admission à la pratique du droit;

- bill 191 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la création de forêts domaniales;

- bill 203 concernant l'appel à la Cour suprême du Canada et à Sa Majesté en son Conseil privé, de l'opinion de la Cour du banc du roi (juridiction d'appel) sur des questions relatives à l'instruction publique, dans l'île de Montréal;

- bill 204 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la taxe sur les amusements;

- bill 205 modifiant la loi concernant les véhicules automobiles;

- bill 207 modifiant la loi de l'assistance publique.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparations et entretien des écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926⁵.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Est-ce le montant normal?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): L'an dernier, nous avons dépensé \$8,000. Les réparations varient. Nous en prévoyons moins pour l'an prochain.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quelles sont les réparations qui ont été faites?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) renseigne le chef de l'opposition à ce sujet.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) pose une question sur l'achat de matériaux.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) renseigne le chef de l'opposition sur les achats faits par M. J.-E. Lesage, acheteur du département à Montréal. M. Lesage, a instruction de n'acheter qu'aux plus bas prix. Il fait rapport de tous ses achats.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour embellissement des édifices et des terrains du parlement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer à ériger des statues? J'espère qu'on ne fait pas de politique là-dedans.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

Non. Nous ne faisons pas de politique en cela. Nous avons acheté dernièrement un buste de Sir Wilfrid Laurier⁶, et c'est mon intention de faire faire une statue de Sir John A. Macdonald⁷ qui devra être terminée d'ici la prochaine session.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement a même anticipé, dans certains cas, le jugement de l'histoire. Lorsqu'un ancien gouvernement nous a proposé d'ériger un monument à un ancien premier ministre, la Chambre s'est montrée généreuse, car elle a considéré le patriote que l'on voulait honorer⁸. L'autre parti ne s'y est pas opposé, loin de là, mais je voudrais qu'il y ait plus de largeur d'idée du côté du Parti libéral et que l'on pense un peu à certains grands politiciens qui ont illustré la politique conservatrice au profit du pays, sans distinction de parti.

J'ai alors demandé si on avait l'intention d'élever un monument à Sir Adolphe Chapleau⁹. On m'a répondu oui, mais on a oublié cette promesse. Chapleau n'a pas encore son monument. Chapleau ne mérite-t-il pas ce geste de gratitude de la part de la province qu'il a si bien servi pendant de longues années? Chapleau a occupé dans cette Chambre une position sans égale, je pourrais dire, non seulement parce qu'il a été premier ministre et chef de l'opposition, mais à cause de l'éclat de son talent et de son génie oratoire.

Tout récemment, un homme qui a joué un rôle important dans l'histoire de cette province est mort; il a exercé les fonctions de premier ministre pendant un certain temps, ainsi que d'autres fonctions importantes. Il s'agit de Sir Olivier Taillon¹⁰, un homme respecté de tous en raison de son dévouement et de sa probité. Un fils de la province comme celui-là mérite d'être honoré, tout de même! Je suis heureux qu'on ait honoré Sir Wilfrid Laurier, mais j'ai confiance que Sir Olivier Taillon, qui a fait beaucoup aussi pour sa province, et qui est l'homme public qui a laissé la plus belle réputation d'intégrité, aura bientôt son buste ou son monument.

(Applaudissements)

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

Ce n'est pas moi qui essaierai de ternir la réputation de Sir Adolphe Chapleau. Quant au monument Mercier, il a été érigé par souscriptions publiques et le gouvernement y a contribué. Nous ne nous laissons pas guider par les considérations politiques quand vient le temps de rendre hommage à nos illustres morts.

Il donne comme preuve la contribution généreuse du gouvernement pour l'érection de monuments, et à Montréal et à Québec, en hommage à Sir George-Étienne Cartier¹¹. Il faut honorer chacun des défunts à tour de rôle; nous avons maintenant une Commission des monuments historiques, et nous la consultons.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Nous avons à Montréal, au Pied-du-Courant, une plaque commémorative en l'honneur des patriotes de 1837 qui ont été pendus en ce lieu. Ne serait-ce pas une bonne chose si le gouvernement souscrivait un montant destiné à l'érection d'un monument en l'honneur de ces héros, même si la Commission des liqueurs, qui a ses bureaux au Pied-du-Courant, ne nous fait pas honneur?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Adopté.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): J'ai un mot à ajouter. Avant que toutes les niches de la façade du parlement ne soient occupées, ne pourrait-on pas en donner une à Dollard des Ormeaux¹²? Il fait l'éloge de Dollard et de ses 16 compagnons.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

Je dois dire à l'honorable député que lorsqu'il s'agit de dépenser ce crédit, nous avons l'embaras du choix, car notre histoire est remplie de hauts faits d'armes.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): La nouvelle annexe du palais de Montréal est un "monument de lenteur". Le ministre des Travaux publics en avait annoncé la fin pour janvier 1925, et maintenant, il en recule la date à l'an prochain. La construction d'édifices beaucoup plus gros que le palais de justice a été entreprise beaucoup plus tard, et ces édifices sont prêts depuis longtemps.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

La construction du nouveau palais de justice de Montréal n'est pas un ouvrage ordinaire. Par exemple, il a fallu ouvrir une carrière spécialement

pour aller chercher certaines pierres pour l'édifice. On espère terminer l'édifice pour l'an prochain.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Dépôt de documents:

Admission des Juifs au sein de la Commission scolaire protestante

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 23 mars 1925, pour copie de l'arrêté ministériel référant à la Cour d'appel certains points de droit au sujet de l'admission des Juifs dans la Commission scolaire protestante de Montréal, des professeurs de leur nationalité dans les écoles protestantes, etc. (Document de la session no 62)

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 45

Loi des accidents du travail

L'ordre du jour appelle, de nouveau, la prise en considération en comité plénier du bill 170 modifiant la loi des accidents du travail de la province de Québec.

M. Thériault (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité. Adopté.

En comité¹³:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'objet principal du bill est de régler le problème de la double responsabilité du Québec et d'autres provinces.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) intervient.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): En vertu de la loi actuelle, un ouvrier blessé peut obtenir deux indemnités, dont l'une dans l'Ontario, et l'autre, dans Québec.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Thériault (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi dentaire

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 169 modifiant la loi dentaire de Québec. Les amendements sont lus une deuxième fois sur division.

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier) propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que cette Chambre accepte les amendements apportés par le Conseil législatif au bill 169 modifiant la loi dentaire de Québec avec l'amendement suivant, mais en les faisant précéder du paragraphe suivant:

"L'article 1 est amendé en remplaçant les quatre dernières lignes par les mots: est modifié en remplaçant le paragraphe 8 par le suivant:

"8. Il n'y a pas d'appel aux tribunaux des décisions rendues par le bureau, excepté dans le cas de destitution d'un membre du Collège ou dans le cas de suspension pour une période excédant trois mois."

La loi originale, dit-il, renferme une erreur; il est impossible de porter en appel une décision de l'autorité des dentistes, sauf dans des cas mineurs. Je recommande vivement qu'on instaure une mesure de protection et qu'on limite les pouvoirs de l'autorité constituée du Collège des dentistes à l'imposition des suspensions de trois mois maximum, laissant sujette à appel devant les tribunaux la destitution d'un membre ou toute mesure plus sérieuse que celle mentionnée précédemment.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

La loi autorise les appels dans tous les cas.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je voudrais bien connaître la portée de cet amendement.

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): Le but de mon amendement est de permettre les appels dans les cas de suspension et de destitution, du moment qu'il s'agit d'une période de plus de trois mois. La loi actuelle ne permet pas l'appel dans ce cas.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais le bill est justement présenté pour corriger la loi de l'an dernier. Je crois donc que nous devrions laisser la loi telle que le Conseil législatif nous l'envoie. Car si on adopte l'amendement, il y aura des appels rien que pour les longues suspensions. C'est une injustice.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Pourquoi défendre l'appel quand la suspension est de plus de trois mois?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On fera suspendre un dentiste tous les trois mois pour empêcher l'appel.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mettons que l'appel ne sera possible que pour les suspensions de plus d'un mois.

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): Je consens à ne suggérer qu'un délai d'un mois.

Le sous-amendement est adopté.

L'amendement, ainsi sous-amendé, est adopté sur division.

Il est ordonné qu'un message soit renvoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements au bill 169 modifiant la loi dentaire de Québec, avec un amendement pour lequel elle demande leur concours.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

Remboursement de droits:**Société d'histoire naturelle
à Montréal**

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, appuyé par le représentant de Labelle (M. Lortie), que les droits ordinaires et additionnels payés pour le bill 131 concernant la Société d'histoire naturelle à

Montréal soient remis aux promoteurs, moins les frais d'impression et de traduction, vu que le bill a pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction publique et la propagation de l'histoire.

Adopté.

Demandes de documents:**Siméon Grondin**

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, télégrammes, etc., échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres et le Dr Siméon Grondin depuis le 1^{er} juillet 1923, jusqu'à date.

Adopté.

**Rapports du
Commissariat de Londres**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Patenaude), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie des principaux rapports du Commissariat de la province de Québec, à Londres, depuis 1920.

Je reviens à la charge pour obtenir ces rapports que j'ai demandés il y a six ans, car je suis informé qu'il est question de nommer comme représentant de la province de Québec, à Londres, un homme compétent, dans le but surtout de faire ouvrir de nouveaux marchés en Angleterre, pour notre beurre et notre fromage. Il y a des plaintes nombreuses contre les méthodes frauduleuses employées pour nuire à notre fromage sur le marché anglais. Une enquête menée par le comité de l'agriculture a révélé que du beurre expédié de Montréal jusqu'en Angleterre avait été étiqueté comme provenant du Québec, alors qu'il venait de l'Ontario; par ces pratiques frauduleuses, on nuit au commerce québécois. Bien que le commissaire du Québec ne puisse pas faire grand-chose en matière d'immigration, étant donné le caractère de la province, il pourrait consacrer un peu de son temps à enrayer ce genre d'abus. Je crois que le commissariat de la province aurait là une belle occasion de se faire valoir.

Nous n'avons pas eu satisfaction sous ce rapport par le passé, bien que nous ayons eu à Londres un bureau qui nous coûtait très cher, près de \$100,000, et il est temps de se demander ce qu'il a fait pour remédier à un abus aussi préjudiciable à

notre province. Il est temps que la province de Québec envoie à Londres un expert pour favoriser le commerce d'exportation de notre province en Angleterre. On sait que ce produit est démarqué avant d'arriver à destination et vendu comme provenant de l'Ontario. Notre fromage aussi devrait être introduit davantage sur le marché anglais.

Pour retirer profit de notre commissariat, nous avons besoin à ce poste, non pas tant d'un expert que d'un homme de prestige, d'énergie et d'intelligence capable de s'occuper d'une situation difficile. Au lieu de deux employés, on devrait trouver un commissaire capable de voir aux principaux besoins de la province, qui pourra empêcher les abus, surveiller nos intérêts, et démontrer aux exportateurs anglais qu'ils sont trompés par ces fausses étiquettes sur notre fromage.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Jusqu'à présent, nous avons eu à Londres un représentant officiel qui surveillait nos intérêts généraux et qui nous a rendu de réels services. Il a bien fait son travail, non seulement en développant notre commerce, mais en faisant une publicité convenable de nos ressources naturelles et industrielles en général et en dirigeant vers notre pays des capitalistes anglais. On ne saurait croire le nombre de demandes de renseignements auxquelles le bureau est appelé à répondre. Cependant, le ministère n'a aucun agent à Londres.

À l'heure actuelle, les conditions ne sont plus les mêmes. Dans l'industrie de laiterie, les méthodes ont été transformées, et des concurrents redoutables, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, se sont dressés devant nous sur le marché anglais. Pour maintenir le marché de notre beurre et de notre fromage, il faudrait non seulement un homme influent, actif et énergique, mais un expert parfaitement au courant des nouvelles méthodes, capable de surveiller les procédés de l'étranger, d'approcher les marchands de gros et de détail, d'empêcher toute fraude commise assez souvent à Londres à notre préjudice, bref, de diriger de loin notre industrie laitière.

La concurrence est devenue dangereuse en Angleterre et, si nous ne mettons pas de l'avant des méthodes progressives, nous risquons de perdre une bonne partie de notre commerce et, peut-être, en bout de ligne, tout le marché anglais. C'est pour cela que le nouveau commissaire devra avoir de grandes connaissances pour juger les produits laitiers. Il y aura suffisamment de travail pour un homme, sans que celui-ci soit en même temps le commissaire de la province. Ce sera une position qui nous coûtera un salaire et des dépenses, mais ce sera de l'argent bien placé.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Il n'y a pas de doute que nous devons porter beaucoup d'intérêt au commerce du beurre et du fromage, mais il y a aussi d'autres commerces qui peuvent être développés. Il me semble que notre Commissariat de Londres devrait avoir plus d'importance que par le passé et je me demande si le subside que nous votons pour ce bureau est suffisant.

Notre commissaire devrait être en relations plus étroites avec le Haut Commissariat canadien, et il devrait y avoir plus de cohésion entre les diverses agences des provinces. Il nous faut là un homme de première valeur. Il est important d'avoir des hommes de tout premier ordre à l'étranger et, à mon avis, ce n'est pas avec \$23,000 que nous pourrions avoir un bureau digne de notre province. Il vaudrait la peine de payer davantage pour obtenir plus d'efficacité.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je suis complètement d'accord avec l'honorable député de Jacques-Cartier. Le poste de commissaire à Londres a été occupé dignement par l'honorable Dr Pelletier, qui a fait tout son possible et nous a rendu service, mais j'ai déjà exprimé le désir que les divers commissaires des provinces agissent en coopération. J'ai fait des représentations à Ottawa pour que les agents des provinces aient leurs bureaux au Commissariat canadien, ce qui permettrait de travailler de concert avec le commissaire canadien, l'honorable P. C. Larkin. Ottawa a bien accueilli ma suggestion, mais les autres provinces n'ont pas voulu en entendre parler.

Je crois que ce serait l'idéal, car les agences des provinces se nuisent les unes les autres par la concurrence qu'elles se font. Si quelqu'un veut venir au Québec, il se peut que l'agent de l'Ontario l'en dissuade en invoquant le fait que les gens d'ici ne sont pas de sa religion et de sa race, et l'agent du Québec agira peut-être de la même façon. J'espère que nous pourrions avoir une grande agence canadienne dans laquelle toutes les provinces seraient représentées.

Je suis même prêt à faire contribuer notre province aux dépenses du maintien du Commissariat canadien. La France n'a pas 12 ambassadeurs à Londres. Si nous ne réussissons pas à faire accepter ce projet, nous verrons à établir notre agence sur le meilleur pied possible. Comme l'a dit le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron), il nous faut un homme versé dans le commerce; nous devons faire tous les efforts possibles pour développer notre commerce et garder le marché anglais.

Je suis absolument de l'avis de l'honorable député de Jacques-Cartier que, pour \$23,000, nous ne pouvons avoir un représentant de notre province

qui puisse assurer le succès de notre agence. Pour un commissaire capable de rencontrer toutes les hautes personnalités de la finance et du commerce de l'Angleterre et de négocier avec elles, un traitement supérieur devrait être alloué.

Quant aux produits de laiterie, il est temps de s'en occuper. Notre commerce est menacé. Les États-Unis nous sont fermés. Le marché anglais nous est essentiel. Des concurrents nombreux nous y disputent la place, entre autres, les provinces de l'Ouest, qui ont adopté la culture mixte et qui produisent beaucoup de beurre et de fromage. Pour toutes ces raisons, je puis dire à la Chambre que notre intention est de mettre notre agence à Londres sur un bon pied, de nous entendre avec le fédéral et les autres provinces, et de nommer un représentant qui nous fera honneur et saura augmenter notre commerce.

M. Plante (Beauharnois): N'oublions pas que l'exposition de Wembley sera réouverte cet été. L'honorable député de Chambly (M. Thurber) a visité cette exposition et il sait que le Canada y était bien représenté. Je demanderais que le commissaire soit nommé avant la réouverture, afin qu'on ne puisse plus dire comme l'an dernier: "Québec y brille par son absence." La province n'avait pas de représentant l'an dernier qui aurait pu faire valoir nos produits. Nous avons des mines dans notre province. Pas plus tard que cette session, nous avons assuré la construction de chemins de fer dans nos régions minières. C'est le temps d'attirer des prospecteurs et des capitalistes anglais. J'espère que le nouveau commissaire sera nommé avant la réouverture de l'exposition de Wembley.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'endosse les remarques du député de Beauharnois. Je suis heureux d'avoir provoqué ce débat. Je m'accorde avec l'honorable premier ministre pour dire que notre bureau de Londres devrait être au Commissariat canadien. Nous n'avons pas toujours été efficacement représentés à Londres et il n'y a pas suffisamment de cohésion entre les agents de la province. Les remarques du premier ministre sont très justes. Je regrette qu'il n'y ait pas eu suffisamment de rapports entre notre Commissariat et nous. Je n'ai jamais eu l'avantage de visiter l'Angleterre, et cette ville importante qu'est Londres...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(En souriant) Voulez-vous y aller comme notre commissaire?

(Rires et applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je me dois plus à l'intérêt de mes électeurs qu'à l'honneur qui m'est offert par le premier ministre. Des personnes qui ont visité Londres m'affirment qu'elles ont demandé l'adresse de notre Commissariat de la province de Québec et qu'on ne la connaissait pas. J'espère que le gouvernement nommera un commissaire compétent.

La motion est adoptée.

Statuts refondus

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 6 concernant les Statuts refondus.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que la Commission créée par la loi 9 George V, chapitre 3, chargée de réviser et de refondre les Statuts d'un caractère général et permanent de la province, incorporera dans le rôle déposé au bureau du greffier de la Législature les Statuts publics généraux entrés en vigueur depuis que l'impression de ce rôle a été commencée, en adaptant leur forme et leur rédaction à celle de ce rôle, mais sans en changer l'effet légal en les insérant à la place qui leur convient dans ce rôle et en retranchant de ce dernier toutes les dispositions abrogées par celles qui seront ainsi incorporées ou qui leur seront incompatibles, et en modifiant le numérotage ou l'ordre des chapitres, sections, paragraphes et articles, si c'est nécessaire; que toute faute typographique ou toute erreur, soit de commission ou d'omission, ou toute contradiction ou ambiguïté dans ce rôle, pourront aussi être corrigées par la Commission, mais sans en changer l'effet légal, pourront être faits dans le rôle ci-dessus mentionné, et que, en outre, elle dressera les tableaux des Statuts qui seront abrogés à dater du jour où les Statuts refondus auront force de loi, préparera et fera imprimer le rôle ci-dessus mentionné, et fera toutes autres choses nécessaires à la mise en vigueur desdits Statuts.

2. Que, aussitôt que l'incorporation de ces lois et parties de lois, le tableau des lois ou parties de lois qui devront être abrogées à compter de la mise en vigueur des Statuts refondus et les index seront terminés, la Commission fera imprimer, en français et en anglais, le rôle, tel que modifié et corrigé, avec le tableau des Statuts abrogés et les index, et le transmettra au lieutenant-gouverneur, qui pourra en faire déposer un exemplaire français et un exemplaire anglais, attestés par sa signature et contresignés par le secrétaire de la province, au bureau du greffier de la Législature, lequel rôle sera l'original des Statuts refondus, et sera censé renfermer les différentes loi et parties de lois indiquées comme abrogées dans le tableau y annexé; mais que les notes marginales imprimées sur ce rôle et les renvois aux dispositions antérieures à la fin des articles de chaque chapitre, ne formeront pas partie de ces Statuts, mais seront considérés n'y avoir été insérés que pour plus de commodité.

3. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire préparer et imprimer en un seul volume, sous la direction de la Commission, un complément des Statuts refondus, comprenant les lois et parties de lois d'une nature publique et générale, qui sont de la compétence de la Législature et qu'il n'a pas été jugé à propos d'insérer dans lesdits Statuts refondus parce qu'elles n'étaient pas permanentes ou n'affectaient que des cas devenus particuliers.

Ce sont là des résolutions, dans le genre de toutes celles que l'on passe chaque fois que la refonte des Statuts a lieu. Il s'agit tout simplement de faire compléter le travail de refonte.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas ainsi que l'on procède ordinairement. Après la production des rapports de la Commission de refonte de 1907, on a soumis le projet de refonte à un comité conjoint des deux Chambres. Ce comité a recommandé d'étudier le projet pendant les vacances parlementaires. À la session suivante, un comité a été de nouveau nommé qui a fait rapport. Puis l'on a présenté une loi autorisant la nomination d'un commissaire pour faire le travail que l'on veut aujourd'hui confier à la Commission de refonte.

Avec la mesure proposée, on aura à payer, au lieu d'un commissaire comme en 1908, trois commissaires et deux secrétaires, et ce sera très onéreux. Or, c'est là gaspiller inutilement de l'argent. La Commission a déjà coûté trop cher. On travaille à cette refonte, ou plutôt on est sensé travailler à cette refonte depuis le 1^{er} juillet 1918.

Qu'a-t-on fait? La loi créant la Commission fait un devoir à celle-ci de faire disparaître du texte actuel des Statuts toutes les incorrections qui y fourmillent.

Il paraît qu'ils refondent les Statuts à coups de ciseaux. La Commission s'est contentée de coller les textes sans les changer, et de les faire imprimer. Pourtant, le premier ministre nous avait dit que des puristes étaient à épurer les Statuts. Quand le gouvernement va-t-il finir de payer? Je regrette que le greffier de la Chambre¹⁴ ait démissionné comme commissaire, car il n'était pas là seulement pour travailler avec une paire de ciseaux, lui; mais vu sa compétence, il pouvait sûrement améliorer la rédaction de nos lois...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(En souriant) Il est parti de désespoir.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai ici un article de M. le juge Rivard¹⁵ qui dit que nos lois sont mal rédigées...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Il y a des jugements comme cela.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Au témoignage d'un connaisseur comme le juge Rivard, "le classement de nos lois est mauvais, et mauvaise leur rédaction. Notre langue juridique est pervertie, incorrecte, lourde et prolixe, elle a perdu ses belles qualités de simplicité, de clarté, et de concision. Sa terminologie manque de précision, quand elle n'est pas impropre; sa syntaxe de logique, quand elle n'est pas irrégulière. En un mot, nos lois sont mal faites." (*La Revue de Droit*, vol. 1, page 454). Et si le premier ministre trouve le juge Rivard trop exigeant, je lui citerai le témoignage de son propre secrétaire, M. R.-Albert Benoit, qui, dans une conférence donnée devant la Société du Parler français en 1922 et publiée dans le *Canada français* de la même année (Vol. VIII, p. 253 et suiv.), a soutenu la même thèse en termes différents; il disait que les lois fédérales sont mal écrites, mais qu'il y a des lois de la province de Québec qui sont aussi bien mal rédigées. Et M. Benoit a particulièrement cité l'article 7378 de nos Statuts refondus comme un modèle de charabia législatif: "La police est au bénéfice des enfants généralement, de ses enfants à lui, de ses enfants à elle..."

(Rires)

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Il ne doit plus en rester.

(Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Or, cet article a été reproduit tel quel dans le projet de refonte, à la page 703 du volume II du deuxième rapport de la commission. Il (M. Sauvé) lit le passage cité dans l'article de M. Benoit dans les Statuts refondus et montre qu'on y avait conservé la loi "de ses enfants à lui de ses enfants à elle".

(Rires de la Chambre)

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Comment est-ce que ça se dit en anglais¹⁶?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (En souriant)
On voit bien que l'honorable ministre de l'Agriculture veut aller à Londres.

(Rires)

Je regrette que M. le greffier de la Chambre ait donné sa démission, car c'est bien lui qui aurait pu corriger nos textes de loi. Les lois sont faites pour le peuple. Il faut qu'il puisse les comprendre. Je crois que le gouvernement devrait nommer une Commission de la refonte des Statuts, capable de rédiger des lois pour éviter des procès. Dans mon opinion, on ne devrait plus continuer à dépenser de l'argent pour cette refonte qui laisse tant à désirer.

(Applaudissements à gauche)

Puisque la Commission de refonte n'a pas voulu faire les corrections qu'elle avait été chargée de faire, il ne convient pas de lui confier le travail dont il est question dans la loi qu'on propose aujourd'hui. Je cite M. Benoit parce que je sais que cet écrivain bien connu de la Chambre, cet écrivain distingué, est très cher au premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(En souriant) Vous n'avez pas coutume de le citer.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je le cite quand il a du bon sens. Il (M. Sauvé) cite l'article 703 commenté par M. Benoit.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
J'ai peu de chose à dire en réponse au bon discours de l'honorable chef de l'opposition, il a parlé en maître.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oh! Je ne suis pas un avocat, moi, mais...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Le chef de l'opposition est difficile à contenter. Quand on lui fait des compliments, il s'impatiente et quand on le blâme, il se fâche aussi.

(Rires)

Je m'accorde avec l'honorable chef de l'opposition pour dire que nos lois pèchent au point de vue grammatical et académique. C'est le cas de toutes les lois. Il y a peu de puristes en cette Chambre, et c'est nous qui fabriquons les lois. Mais parfois, en corrigeant un texte, on peut changer l'esprit des législateurs. Les commissaires avaient une tâche difficile. En France, on se plaint aussi de la rédaction des lois. Dans l'article qu'on a cité du juge Rivard, il est question des lois françaises, et M. le juge Rivard, qui est un puriste, avait eu bien soin de dire, en même temps, que les lois anglaises et françaises étaient sujettes aux mêmes critiques que les nôtres. Il ne faut pas s'étonner qu'il en soit ainsi dans la province de Québec.

Il nous conseille de changer les textes. Pas si facile que ça. Nous ne pouvons nommer un puriste qui risquerait de modifier la pensée des législateurs. Et puis, nos articles de loi, en général, sont bien faits. Dans la refonte, la division a été perfectionnée, c'est-à-dire faite par chapitre et non par simples numéros. Le travail n'est pas tout à fait terminé. Il faut ordonner la table des matières et mettre dans un troisième volume les articles de loi non refondus et encore en vigueur.

La commission a une dernière réunion à faire et, à la suite de ce travail de deux à trois ans encore, les Statuts refondus seront très satisfaisants. Il est vrai que ça coûte cher, mais le monde légal a besoin de ces Statuts. C'est notre devoir de les refondre et je crois que nos lois ne sont pas plus mal rédigées qu'ailleurs. J'ajouterai enfin que nos Statuts refondus coûtent moins cher que ceux des autres gouvernements.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions. Lesdites résolutions sont lues une première fois.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" est soumise à la Chambre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Patenaude), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre désireuse de rendre nos lois statutaires aussi claires, simples et précises que possible, invite le gouvernement à présenter une loi l'autorisant à faire réviser et corriger par des personnes compétentes la forme du projet de Statuts refondus déposé par la Commission de refonte, avant de mettre ce projet en vigueur."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Bray, Crépeau, Dufresne, Faucher, Houde, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Patenaude, Pellerin, Plante, Renaud, Sauvé, Smart, 17.

Contre: MM. Baillargeon, Bergeron, Bernard, Bouchard, Bullock, Caron, Charbonneau, Daniel, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Fortier, Galipeault, Lafond, Lafrenière (Berthier), Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Wolfe), Létourneau, Lortie (Labelle), Madden, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Moreau (Lac-Saint-Jean), Morin, Oliver, Ouellet, Perrault, Phaneuf, Pilon, Richard, Taschereau, Thériault, Thurber, 37.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une deuxième fois.

Les résolutions sont adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 6 concernant les Statuts refondus.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 concernant les Statuts refondus soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Protection contre le feu dans les forêts

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 193 autorisant le lieutenant-gouverneur en conseil à établir dans les forêts des zones de protection contre le feu soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet que je présente, dit-il, est au sujet de la création des zones réservées sur le bord des rivières à saumon. Cette loi dit que le gouvernement, sur les terres de la couronne, chaque fois qu'il le juge à propos, sur recommandation du ministre des Terres et Forêts, doit réserver une zone de trois chaînes¹⁷ de largeur de chaque côté de toute rivière à saumon qui est ou peut être affermée par la province, dans laquelle aucun arbre ne peut être coupé sans un permis spécial du ministre des Terres et Forêts. Cette réserve ne s'applique pas à leurs tributaires.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹⁸:

M. Smart (Westmount): Pourquoi le bill porte-t-il ce titre si son seul but est de protéger les rivières à saumon?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): L'objet initial du bill était d'établir des zones vertes, strictement fermées, afin de protéger le saumon et aussi les forêts le long des rivières et près des lacs, dans tout le territoire de la province. C'est un fait bien connu que l'un des pires dangers pour la forêt, ce sont les gens qui voyagent sur les rivières et les ruisseaux, et qui débarquent sur les rives pour camper et allumer des feux. Si on coupe le bois tout le long de la rivière et que le sol se dessèche, cela entraîne un grand danger d'incendie pour la forêt; si par contre on interdit la coupe du bois sur les rives, le risque est considérablement réduit.

Il y a plusieurs années, des bûcherons ont soulevé la question, se faisant les partisans de la protection des zones riveraines contre le feu, et également les défenseurs des cours d'eau de la province. Cependant, leur suggestion devait s'appliquer uniquement aux zones de colonisation, de manière à ce que cette mesure ne les affecte pas directement. Quand le gouvernement a voulu appliquer ce système à toutes les rivières, les bûcherons ont protesté.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 1659*b* introduit par l'article 1 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"1659*b*. Sur les terres de la couronne qui ne sont pas encore affermées, aucun arbre ne peut être coupé dans une zone de trois chaînes de profondeur, le long et de chaque côté des cours d'eau et autour des lacs, même si ces terres sont ensuite affermées ou octroyées à titre quelconque, sans un permis spécial accordé par le ministre des Terres et Forêts, aux conditions qu'il juge à propos d'imposer."

M. Plante (Beauharnois) annonce que le député de Joliette (M. Dufresne) et lui-même ont reçu des messages de protestation de la part de concessionnaires et demande si la proposition ne toucherait pas à certains droits acquis.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je propose que nous retranchions la seconde clause de ce bill. J'ai reçu des protestations et, grâce à cet amendement, les zones ne pourront être établies que sur les terres de la couronne et le long des rivières, aux endroits où le saumon se tient.

Il n'y a aucun doute dans mon esprit que nous pouvons, par décret, créer des règlements pour les terres de la couronne, selon lesquels les concessionnaires n'auront pas le droit de couper d'arbres dans une zone de trois chaînes de profondeur le long des rivières. Au moment du renouvellement des concessions forestières, nous déciderons sans doute de retirer les trois chaînes en question. Je crois que nous avons ce pouvoir à l'heure actuelle, mais je préfère ne pas prendre de risque; donc, nous ne procéderons pas tout de suite, et nous nous limiterons plutôt à la question des rivières à saumon.

En conséquence l'article 1659*b* est retiré.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est amendé.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés sur division.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour entretien des bureaux du gouvernement, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparations aux palais de justice et prisons, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Des députés de l'opposition posent des questions.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) répond.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice, Chicoutimi, (agrandissement au), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Ce sont des réparations qu'on nous demande depuis longtemps.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre va demander des soumissions?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Oh oui!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors, adopté.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à minuit.

NOTES

1. Selon *Le Canada* du 27 mars 1925, à la page 1, l'honorable M. Francoeur est absent parce qu'il a été retenu au palais de justice "à l'enquête municipale qui se tient actuellement à Québec" et dans laquelle il est avocat pour défendre la ville.

2. *L'Événement* du 27 mars 1925, à la page 1, rapporte que l'honorable M. David est parti la veille pour un court voyage en Europe et que, à cause de son absence, les applaudissements à son endroit sont moins longs que ceux pour l'honorable M. Nicol.

3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Bordeleau (Champlain).

4. Version de la majorité des sources. Seul *Le Devoir* du 27 mars 1925, à la page 1, offre une version très différente que nous n'avons pas retenue et qui se lit comme suit: "M. Taschereau ajoute en réplique à M. Sauvé que le gouvernement nommera probablement les shérifs comme officiers spéciaux pour la révision des listes de jurés."

5. Pour l'étude des crédits de l'honorable M. Galipeault, *Le Canada* du 27 mars 1925, à la

page 7, rapporte que "son sous-ministre, Me J.-A. Métayer, c.r., siégeait au fauteuil de l'honorable M. David".

6. Wilfrid Laurier (1841-1919), premier ministre libéral du Canada de 1896 à 1911.

7. John Alexander Macdonald (1815-1891), premier ministre conservateur du Canada de 1867 à 1873, et de 1878 à 1891.

8. M. Sauvé fait allusion à la décision du gouvernement Gouin d'ériger, en 1912, un monument en hommage à Honoré Mercier (1840-1894), premier ministre du Québec de 1887 à 1891.

9. Joseph-Adolphe Chapleau (1840-1898). Premier ministre conservateur du Québec de 1879 à 1882. Ministre dans les cabinets conservateurs fédéraux de 1882 à 1892. Lieutenant-gouverneur du Québec (1892-1898).

10. Louis-Olivier Taillon (1840-1923), premier ministre conservateur du Québec de 1892 à 1896.

11. Sir George-Étienne Cartier (1814-1873), homme politique et premier ministre du Canada-Uni en 1857 avec John Alexander Macdonald. Il encouragea la politique ferroviaire et contribua à l'établissement de la Confédération canadienne (1867). L'orthographe anglaise de son prénom, George, au lieu de Georges, l'orthographe habituelle en français, est expliquée par le fait qu'il fut nommé en l'honneur de George III du Royaume-Uni.

12. Adam Dollard des Ormeaux (1635-1660), soldat à Ville-Marie en 1658, part au printemps de 1660 guerroyer contre les Iroquois. Attaqué par ces derniers à Long-Sault, il fut massacré avec sa troupe de 16 compagnons d'armes, après une résistance héroïque de plusieurs jours, sauvant ainsi la colonie.

13. Le comité se réunit sous la présidence de M. Laferté (Drummond).

14. *L'Événement* du 27 mars 1925, à la page 11, précise qu'il s'agit de Louis-Philippe Geoffrion (1875-1942), greffier de l'Assemblée législative de 1912 à 1942.

15. Adjutor Rivard (1868-1945), professeur et avocat. Fondateur de la Société du Parler français au Canada en 1902. Il participe à la fondation de

L'Action Sociale Catholique en 1907, journal qui deviendra *L'Action catholique*.

Organisateur du Premier Congrès de la langue française au Canada en juin 1912. Bâtonnier de la province de Québec en 1919, puis juge à la Cour d'appel en 1922, il exerce cette fonction jusqu'en 1942. Tout au long de sa vie, il publie de nombreux travaux sur la langue française au Canada. L'un de ses ouvrages, *Chez nos gens* (1918), lui vaut un prix de l'Académie française en 1920.

16. *L'Événement* du 27 mars 1925, à la page 11, précise que l'honorable M. Caron fait cette remarque parce qu'il suppose que le texte lu par M. Sauvé pourrait être la traduction d'un texte anglais.

17. La chaîne d'arpenteur, dite aussi chaîne gunter, du nom de son inventeur Edmund Gunter, sert dans les opérations d'arpentage à mesurer les distances sur le terrain. Elle est d'une longueur de 66 pieds, correspondant à 1/80 du mille anglais. Il en existe différents modèles de 33, 66 ou 100 pieds, mais celle de 66 pieds est la plus courante. Cette chaîne est faite de 100 maillons métalliques de 7.92 pouces. (cf. Bélisle 1954, p. 183).

18. Le comité se réunit sous la présidence de M. Fortier (Beauce).

Première séance du vendredi 27 mars 1925

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Amendes en vertu de la loi des liqueurs

M. Lortie (Soulanges): 1. Combien d'amendes ont été payées dans chacun des comtés de la province pour infraction à la loi des liqueurs depuis la réponse faite par le gouvernement, le 23 janvier 1924?

2. Combien y a-t-il eu de condamnations à la prison?

L'honorable M. Nicol (Compton):

Comtés:	No 1	No 2
Abitibi	0	15
Argenteuil	15	8
Arthabaska	4	2
Bagot	2	1
Beauce	6	15
Beauharnois	17	4
Bellechasse	3	5
Berthier	5	2
Bonaventure	0	3
Brome	0	0
Chambly	Voir district de Montréal	
Charlevoix & Saguenay ...	0	0
Champlain	2	8
Châteauguay	7	2
Chicoutimi	3	45
Compton	0	0
Deux-Montagnes	9	0
Dorchester	0	6
Drummond	3	0
Frontenac	2	10
Gaspé	1	1
Hull	42	169
Huntingdon	5	9
Iberville	8	10
Îles-de-la-Madeleine	0	0
Jacques-Cartier	Voir district de Montréal	
Joliette	10	12

Kamouraska	0	15
Labelle	20	5
Laprairie (unie à Napierville)	Voir district de Montréal	
Lac-Saint-Jean	0	36
L'Assomption	2	2
Laval	Voir district de Montréal	
Lévis	7	5
L'Islet	0	11
Lotbinière	0	1
Maisonneuve	Voir district de Montréal	
Maskinongé	0	0
Matane-Matapédia	0	12
Mégantic	0	2
Missisquoi	5	20
Montcalm	2	3
Montmagny	0	7
Montmorency	0	1

Cité de Montréal:

Dorion.....	Voir district de Montréal	
Laurier.....	Voir district de Montréal	
Mercier.....	Voir district de Montréal	
Sainte-Anne.....	Voir district de Montréal	
Saint-Georges.....	Voir district de Montréal	
Saint-Henri.....	Voir district de Montréal	
Saint-Jacques.....	Voir district de Montréal	
Saint-Louis.....	Voir district de Montréal	
Sainte-Marie.....	Voir district de Montréal	
Saint-Laurent.....	Voir district de Montréal	
Napierville-Laprairie.....	Voir district de Montréal	
Nicolet.....	0	3
Papineau.....	9	5
Pontiac.....	14	1
Portneuf.....	0	10
Québec.....	}	14
Québec-Centre.....		
Québec-Est.....		
Québec-Ouest.....		
Richelieu.....	8	14
Richmond.....	4	2
Rimouski.....	4	25
Rouville.....	8	0
Saint-Hyacinthe.....	5	28
Saint-Jean.....	13	7
Saint-Maurice.....	4	7
Saint-Sauveur.....	Voir district de Québec	
Shefford.....	4	3
Sherbrooke.....	14	63

<i>Comtés (suite):</i>	<i>No 1</i>	<i>No 2</i>
Soulanges	Voir district de Montréal	
Stanstead	12	13
Témiscamingue	4	18
Témiscouata	11	23
Terrebonne	14	5
Trois-Rivières	2	3
Vaudreuil	Voir district de Montréal	
Verchères	Voir district de Montréal	
Verdun	Voir district de Montréal	
Westmount	Voir district de Montréal	
Wolfe	5	9
Yamaska	2	1

District de Montréal:

Comprenant: comtés de Chambly, Hochelaga, Jacques-Cartier, Laprairie, Laval Maisonneuve, Montréal, Soulanges, Vaudreuil, Verchères, Verdun, Westmount	167	772
---	-----	-----

C. Lanctôt

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bray (Montréal-Sainte-Marie).

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. Pendant le dernier exercice, M. Charles Lanctôt a-t-il reçu d'autres sommes que celles mentionnées ci-après: \$6,000 (page 132 des *Comptes publics 1923-1924*); \$995 (page 132); \$700 (page 190); \$5,450 (page 190); \$2,600 (page 190); \$5,169.50 (page 190); \$3,000 (page 355); soit \$23,914.50 en un an?

2. Dans l'affirmative, lesquelles?

3. M. Jean Lanctôt, fils de Charles Lanctôt, qui, d'après les *Comptes publics 1923-1924*, a reçu au cours du dernier exercice \$1,400 (page 146) et \$136.96 (page 267); M. Jean-J. Lanctôt qui a reçu \$10.60 (page 285) et \$372.35 (page 295), sont-ils une même personne?

4. M. Jean Lanctôt a-t-il reçu d'autres sommes dans l'exercice finissant le 30 juin 1924?

5. Dans l'affirmative, lesquelles?

6. M. H. Lanctôt qui, d'après les *Comptes publics 1923-1924*, a reçu pendant le dernier exercice \$1,152.10 (page 266); et M. Hugh Lanctôt qui a reçu \$945.49 (page 267) et \$238.34 (page 295) sont-ils la même personne que M. Hugues Lanctôt, fils de M. Charles Lanctôt, qui en 1922-1923 a reçu \$3,780.39 du gouvernement?

7. M. Philippe Lanctôt, fils de M. Charles Lanctôt, qui, d'après la page 133 des *Comptes publics 1923-1924*, a reçu au cours du dernier exercice \$100 pour services supplémentaires, et M. Ph. Lanctôt, qui apparaît à la page 191 des mêmes *Comptes publics* comme ayant reçu \$476 pour services spéciaux, sont-ils une même personne?

8. Quelle est la nature de ces services supplémentaires et de ces services spéciaux?

9. M. Philippe Lanctôt a-t-il reçu d'autres sommes en 1923-1924?

10. Dans l'affirmative, lesquelles?

11. M. Jules Carbonneau, gendre de M. Charles Lanctôt, qui, d'après la page 141 des *Comptes publics 1923-1924*, a reçu \$1,300 comme commis au département de la Colonisation, des Mines et Pêcheries, et M. Jules Carbonneau, qui, d'après la page 180, a reçu dans le même exercice \$900 comme commis à la prison du district de Québec, et \$75 pour la préparation du rapport annuel de la prison, sont-ils une même personne?

12. M. Jules Carbonneau, gendre de M. Charles Lanctôt, a-t-il reçu d'autres sommes au cours du dernier exercice?

13. Dans l'affirmative, lesquelles?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je m'objecte car, contrairement à l'article 560 du Règlement, cette question contient des énonciations de faits qui ne sont pas indispensables pour rendre la question intelligible. Quand une partie d'interpellation est illégale, toute l'interpellation disparaît. Nous n'avons pas d'objection à répondre à toutes les questions qu'on voudra bien nous poser du moment qu'on se conformera aux règlements.

M. l'Orateur: J'ai décidé cette question au commencement de la session et je crois que ces interpellations sont hors d'ordre.

M. Bélanger

M. Dufresne (Joliette): 1. M. Bélanger, beau-frère du trésorier de la province (l'honorable M. Nicol), est-il encore à l'emploi du département du Trésor?

2. Dans la négative, pour quelles raisons a-t-il quitté le service, et quel était son salaire lorsqu'il a quitté le service?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je m'objecte car, contrairement à l'article 560 du Règlement, cette question contient des énonciations de faits qui ne sont pas indispensables pour rendre la question intelligible.

M. l'Orateur déclare la question irrégulière.

Taxes municipales

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quelle était la moyenne du taux des taxes municipales générales et spéciales par \$100 dans l'ensemble des municipalités de la province: *a. en 1895-96; b. en 1896-97; c. en 1905-06; d. en 1906-07; e. en 1909-10; f. en 1910-11; g. en 1911-12; h. en 1915-16; i. en 1920-21; j. en 1921-22; k. en 1922-23; l. en 1923-24?*

2. Quelle était la moyenne du taux des taxes municipales par \$100, dans chacun des comtés de la province pour les mêmes années?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'article 575 du Règlement de la Chambre n'oblige pas le gouvernement à répondre à une question qui l'obligerait à faire un véritable recensement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) s'objecte.

M. l'Orateur diffère sa décision de quelques minutes.

Loi Scott dans Saint-François

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Combien y a-t-il eu de causes dans le district de Saint-François pour contravention à la loi Scott dans les années 1923 et 1924?

2. Quel est le nom des défendeurs dans chacune de ces causes?

3. Quels étaient dans chaque cas les avocats des plaignants?

4. Quelles sont les causes où il y a eu condamnation?

5. Quelles amendes ont été imposées dans chaque cas et quand?

6. Quelle somme a reçue le gouvernement dans chaque cas et à quelle date?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. 2. 3. 4. 5. et 6. La loi Scott est une loi fédérale et n'est pas administrée par le gouvernement provincial.

Loi des liqueurs dans Rimouski, Kamouraska et Montmagny

M. Langlais (Témiscouata): 1. Y a-t-il encore dans les districts de Rimouski, Kamouraska et Montmagny des personnes qui ont été condamnées

pour contravention à la loi des liqueurs de Québec, et qui n'ont pas satisfait au jugement?

2. Si oui, quel est leur nom?

3. Pourquoi?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Oui.

2. et 3. District de Rimouski: Wilfrid Lavoie, disparu avant jugement; L. A. Vallée, disparu avant jugement; Marie-Louise Houle, sentence suspendue sur certificats de médecins; Joseph Dubé, disparu avant jugement; Zéphirin Lévesque, disparu avant jugement; Alphonse Ouellet, disparu avant jugement; Auguste Leclerc, disparu avant jugement; Joseph Charette, sentence suspendue sur certificats de médecins; Ulric Chartier, disparu avant jugement; Joseph Levasseur, disparu avant jugement; Martial Bérubé, disparu avant jugement; Alexandre Desjardins, disparu avant jugement; Odina Roy, disparu avant jugement; J. A. Dubreuil, désistement après jugement, vu que le défendeur n'a pas eu l'opportunité de produire sa défense.

District de Kamouraska: O. Carrier, disparu avant jugement; Dame Louis Bouchard, sentence suspendue pour cause de maladie; Léon Rioux, disparu avant jugement; Wilfrid Soucy, disparu avant jugement; Arthur Pelletier, disparu avant jugement; Léo Dupont, sentence suspendue sur recommandation du magistrat; Alfred Sirois, sentence suspendue sur certificat de médecin; Jean-Baptiste Belzile, disparu avant jugement; W. Hudon-Beaulieu, sentence suspendue sur certificat de médecin; Napoléon Rioux, disparu avant jugement; Alcide Albert, disparu avant jugement.

District de Montmagny: Arthur Clavet, disparu avant jugement; Ernest Labrecque, disparu avant jugement; Urbain Thibault, disparu; Roméo Bolduc, disparu; Ernest Lacombe, disparu avant jugement; Ludger Caron, disparu avant jugement.

Voirie dans Sainte-Anne d'Yamachiche

M. Dufresne (Joliette): 1. Bien qu'elle ne soit pas mentionnée dans la réponse du 4 février 1925, la paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche, comté de Saint-Maurice, a-t-elle été poursuivie par le gouvernement au sujet de travaux de voirie?

2. Dans l'affirmative, quand?

3. Pour quel montant?

4. L'action a-t-elle été réglée et, si oui, quand?

5. Pour quelle somme?

6. Qu'a coûté cette action *a.* à la municipalité; *b.* au gouvernement?

7. D'autres municipalités qui ne sont pas mentionnées dans la réponse du 4 février 1925, ont-

elles été poursuivies avant la même date par le gouvernement au sujet de travaux de voirie?

8. Dans l'affirmative, quelles sont ces municipalités et dans quels comtés sont-elles situées?

9. Quand chacune de ces poursuites a-t-elle été intentée?

10. Pour quel montant dans chacune d'elles?

11. Où en est le gouvernement dans chacune de ces poursuites?

12. Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer les procédures et d'exiger le paiement total des sommes qu'il réclame?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui.

2. Le 28 juin 1923.

3. \$15,950.30.

4. Oui, le 10 janvier 1924.

5. \$7,975.15, soit 50 % du coût des travaux.

6. a. \$205.50.

7. Oui.

8. 9. 10. et 11. Ville de Saint-Tite, comté de Champlain, en 1918: \$1,165.69; action réglée; village de la Rivière-du-Moulin, comté de Chicoutimi, en 1918: \$1,214.08; action réglée; village de Saint-Félicien, comté du Lac-Saint-Jean, en 1918: \$1,379.27; action réglée; paroisse de Saint-Félicien, comté du Lac-Saint-Jean, en 1918: \$1,683.17; action réglée; village d'Hébertville-Station, comté du Lac-Saint-Jean, en 1918: \$2,102.08; action réglée; ville de Roberval, comté du Lac-Saint-Jean, en 1918: \$2,090.64; action réglée; Roberval, comté du Lac-Saint-Jean, en 1918: \$2,578.75, action réglée; Clarenceville, comté de Missisquoi, en 1918: \$781.07; action réglée; Saint-Joseph-d'Alma, comté du Lac-Saint-Jean, en 1918: \$576.41, action réglée.

12. Réponse donnée par la réponse à la question 11.

Exploitations agricoles

M. Dufresne (Joliette): 1. Pourquoi le gouvernement a-t-il répondu, le 23 mars 1925, que le nombre des exploitations agricoles dans la province était de 137,619 en 1921 et qu'il ignorait quel était le nombre en 1920 et en 1922 quand, dans l'*Annuaire statistique de Québec 1923*, page 224, il déclare que le nombre des exploitations agricoles dans la province était de 143,958 en 1920, de 142,017 en 1921 et de 137,775 en 1922?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) objecte que cette question pêche contre l'article 562 du Règlement².

M. l'Orateur décide que la question est irrégulière parce que, contrairement à l'article 563 du Règlement, elle porte sur une réponse donnée pendant la session en cours.

Arthur Young and Co.

M. Dufresne (Joliette): Quelle somme le gouvernement a-t-il payée aux experts comptables américains Arthur Young and Company qu'il a fait venir des États-Unis en 1919 pour établir la position financière de la province de Québec?

L'honorable M. Nicol (Compton): Voyez les *Comptes publics* pour l'année finissant le 30 juin 1920.

Saint-Joseph-de-Blandford

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. Depuis 1915, le gouvernement a-t-il acquis des terrains par achat, échange ou autrement dans Saint-Joseph-de-Blandford (Manseau), comté de Nicolet?

2. Dans l'affirmative, quand?

3. Combien d'acres?

4. Quels sont les numéros de ces lots?

5. De qui ces lots ont-ils été achetés ou avec qui ont-ils été échangés?

6. Si ces lots ont été achetés, qu'a payé le gouvernement?

7. Si ces lots ont été échangés, qu'a donné le gouvernement en échange?

8. Quelles ont été les conditions?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Oui.

2. 24 octobre 1918, 5 novembre 1918, 12 septembre 1919 et 19 mai 1921.

3. 8,453 acres et 1,247 arpents.

4. Canton de Blandford: Rang A, lots 17 à 22; Rang 5, 2-3 sud-est et demie nord-ouest du lot 23, demie sud-est du lot 23, lot 24, tiers centre et tiers sud-est du lot 25, tiers nord-ouest et tiers centre du lot 26, tiers sud-est de 27, lots 28 et 29; Rang 6, lots 14 à 16, 2-3 nord-ouest du lot 17, tiers nord-ouest du lot 18, tiers nord-ouest du lot 22, tiers nord-ouest du lot 24, tiers centre du lot 25, lots 26, 27, 28 et 29; Rang 7, deux tiers nord-ouest du lot 29; Rang 8, lots 25 à 29; Rang 9, lots 16 à 29; Rang 10, lots 20, 21, 22, 23 et demie sud-ouest du lot 25. Seigneurie de Lévrard: Dixième concession, lots 883a, 884a, 885 à 890; neuvième concession, lots 924 et 925.

5. Montreal Trading, Brown Corporation, Lotbinière Lumber et J.-Alfred Savoie.

6. et 7. Ces lots ont été échangés pour d'autres terrains.

8. Deux, deux et demi et trois acres pour un.

Classification des fonctionnaires

M. Bertrand (Saint-Sauveur): 1. Le gouvernement a-t-il fait une classification des fonctionnaires du service civil?

2. Quelle est l'augmentation accordée aux fonctionnaires par cette classification?

3. Le gouvernement a-t-il commencé à payer les fonctionnaires d'après cette nouvelle échelle?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. 2. et 3. Non, parce que le gouvernement ne peut pas faire cette classification tant que la loi qui l'autorise ne sera pas passée.

Montreal Central Terminal Company

L'ordre du jour appelle la prise en considération en comité plénier du bill 124 concernant la Montreal Central Terminal Company.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que l'ordre soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

Il est ordonné que le bill soit retiré.

Quebec Great Northern Railway Company

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 118 constituant en corporation Quebec Great Northern Railway Company. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Motions des députés:

Maintien du Sénat et du Conseil législatif

M. Sauvé (Deux-Montagnes)³ propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges

(M. Gault), que vu l'importance capitale pour notre province de garder intact dans l'Acte de l'Amérique britannique du Nord tout ce qui est propre à assurer le maintien de son autonomie, de ses institutions et de sa Législature, ainsi que le respect des droits des minorités:

"Cette Chambre considère que le Sénat et le Conseil législatif doivent conserver des pouvoirs qui leur ont été conférés par la Constitution, et que le choix de leurs membres doit toujours être fait dans le but de donner à ces deux corps l'indépendance et la compétence voulues et proclamées par les auteurs de la Confédération."

(Ajustant son lorgnon, consultant ses notes) (Applaudissements à gauche) L'objet de ma motion est de fournir aux membres de la Chambre l'occasion de se protéger sur le maintien du Sénat canadien et du Conseil législatif de Québec, deux corps également constitués de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, pour être un frein salutaire à l'arbitraire, à l'injustice ainsi que pour maintenir les pouvoirs de nos Législatures et les droits acquis des minorités.

Cet objet est justifié par une résolution que le Parlement fédéral a adoptée le 9 du mois courant, et qui, telle qu'amendée, se lit comme suit:

"La Chambre est d'avis que le Sénat tel qu'il est actuellement constitué et recruté n'est pas très avantageux pour le Canada; en conséquence, il y a lieu d'approuver la convocation prochaine d'une conférence entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des diverses provinces pour étudier l'opportunité de modifier l'Acte de l'Amérique britannique du Nord relativement à la Constitution et aux pouvoirs du Sénat."

Vu que les gouvernements provinciaux seront appelés à se prononcer, je crois qu'il est opportun qu'auparavant les représentants de la province, dans son Assemblée législative, expriment une opinion sur cette question dont l'extrême importance ne saurait être contestée. Si j'ai greffé la Chambre haute de Québec à ma résolution, c'est pour montrer que notre province est encore attachée à cette institution qu'elle croit "nécessaire à l'équilibre et à la pondération des pouvoirs", et qu'elle tient à garder, dans sa Constitution, tous ses éléments de force et de garantie.

Je crois que cette partie de ma résolution s'impose d'autant qu'on a tenté, dans cette Chambre et au dehors, de répandre l'opinion que le Parti conservateur a toujours été et est encore favorable à l'union législative, ce projet que le fondateur du Parti conservateur de Québec a combattu victorieusement

puisque, par contre, il a fait accepter la Confédération, avec les Législatures locales, donnant ainsi à notre province un Parlement autonome, avec pouvoir de légiférer sur nos propres affaires intérieures et sur tout ce qui concerne notre caractère, nos institutions, notre sauvegarde nationale. Voilà l'œuvre de Cartier⁴, du fondateur du Parti conservateur, œuvre éminemment de patriotisme qui révèle le cœur et le génie du grand homme d'État canadien-français. À cette œuvre, nous avons juré fidélité, dévouement et défense. Ces paroles suffiront-elles pour faire taire l'accusation malicieuse et déloyale de nos adversaires?

Nous voulons garder notre Législature avec sa complète autonomie et avec les pouvoirs et les institutions que lui confère l'Acte de l'Amérique du Nord, afin qu'elle continue à être la gardienne des trésors que nous ont légués nos aïeux et à donner l'exemple de la tolérance et de la justice que nous reconnaissons nos estimés concitoyens de la minorité. Pour le bien de notre province, nous désirons que notre Législature française maintienne plus que jamais ses pouvoirs et qu'elle les exerce en vue de rendre nos institutions plus efficaces par une législation saine, épurée par la sagesse de conseillers indépendants, impassibles devant les exigences de l'égoïsme, du fanatisme, du parti pris ou devant les clameurs démagogiques.

Sous le prétexte d'évolution, notre pays subit des bouleversements qui alarment les hommes d'État les plus avertis. Le modernisme est la source de complications dans la vie sociale et dans notre organisation politique. Des exigences qui en surgissent, nous voyons poindre des problèmes troublants. On dirait que les vieux habitants du pays sont, par de nouveaux venus, menacés d'être considérés comme des gens d'un autre âge, un peu comme nos cultivateurs des places d'eau et de villégiature, qui, pour un avantage, ont perdu petit à petit le cachet de bonheur, de la tranquillité, de leur influence municipale et de cette vie modeste qui convenait aux revenus limités de leurs fermes.

C'est la trace que le progrès modernisant a laissée à tous les âges et dans tous les pays. Si le modernisme a des attraits, il est aussi une source de complications nombreuses, trop souvent subversives et inquiétantes. Les novateurs sont à la mode. Nos gouvernants doivent s'efforcer de distinguer entre les bons et les mauvais, et chercher à enrayer le mal qui ronge dans ses racines l'arbre généalogique de notre famille nationale. On dirait depuis quelques années que notre pays est reconquis par un autre monde, ne tenant aucun compte des droits acquis du peuple qui

a fait le Canada, ce qu'il est et qui, grâce à son génie et à ses sacrifices, a pu donner à ses immigrés un foyer de paix chrétienne, exempt des obligations et des misères qui déciment les sociétés paganisées.

Cet état de choses nous commande de nous tenir sur garde, et, tout en tenant compte des conditions qui s'imposent avec le développement du pays et l'augmentation de la population dans nos régions inhabitées, de prendre les moyens de protéger nos droits et nos trésors, sans injustice pour les "énergies nouvelles". La première sauvegarde pour nous est dans la Constitution et ses corps modérateurs, choisis chez les hommes les plus compétents en matière de législation et d'économie politique.

Voici résumés les différents modes de réforme qui sont préconisés: Sir Ramsay MacDonald, parlant de la Chambre des Lords qui correspond en quelque sorte à notre Sénat, disait: "Il devrait être une Chambre de révision, rien de plus." D'après lui, ses membres devraient être tous des légistes et des juristes parlementaires. Quant à leurs pouvoirs, il émet l'opinion qu'ils devraient se borner à changer la lettre de la loi et non son principe.

Sir Wilfrid Laurier⁵ disait: "J'irai plus loin et je dirai que mon opinion très mûrie est celle-ci: s'il faut effectuer la réforme du Sénat, ce devrait être dans le sens du rôle qu'on lui destinait au début, dans le sens de la protection des minorités et de la représentation des provinces, de préférence à tout autre corps."

Bryce, sur la même question, dit que le Sénat "doit représenter toutes les sphères d'activité de notre existence industrielle, commerciale et sociale". Quant au mode de recrutement, il émet l'idée d'un comité dit "de sélection", composé de députés et de sénateurs. L'honorable M. Fielding⁶, lui, voudrait qu'on procède par nomination, en laissant le choix aux députés fédéraux pour une moitié des membres, et l'autre partie serait choisie par les Législatures provinciales.

David Mills, un chef libéral, s'était en 1874 prononcé contre le principe de nomination par le gouvernement. Sir Olivier Mowat ne veut pas de l'immovibilité contrairement au professeur Wrong. Sir Richard Scott, en 1909, voulait que le Sénat fût en partie électif. Depuis 1874, les Chambres hautes du Canada ont subi de nombreux assauts, mais toujours ses plus violents adversaires en reconnaissent la nécessité et les avantages quand la responsabilité du pouvoir tomba sur leurs épaules. On a vu des dénonciateurs effrénés du Sénat et du Conseil

législatif occuper ensuite dans une de ces Chambres non seulement un siège, mais une situation où le faste aristocratique faisait songer aux excès d'anciennes cours royales.

Voici qu'un nouvel assaut recommence, et s'il s'appuie plutôt sur des idées dignes d'attention que sur des excès démagogiques, il n'est pas moins très grave.

Depuis 1865⁷, plusieurs modes de réformes furent suggérés au sujet des Chambres hautes. Le Parti libéral a tantôt prêché l'abolition des Chambres hautes, tantôt leurs réformes. Les chefs conservateurs s'opposèrent toujours à ces changements. Quant au Conseil législatif, quelques députés conservateurs se prononcèrent pour l'abolition ou l'amélioration. De nouveau la question s'agite pour le Sénat, et il est probable qu'à la prochaine session, quelques députés libéraux de cette Chambre, pour être fidèles à leur vieille école et vu que le Parti libéral est le même à Ottawa et à Québec, proposeront eux aussi d'abolir le Conseil législatif ou de l'amender. Dans un discours fort intéressant et important prononcé récemment aux Communes du Canada, M. Shaw, député progressiste, a émis une opinion importante à la suite d'une motion déclarant que "la Constitution et le mode de recrutement du Sénat ne sont pas très avantageux pour le Canada". Il soutient d'abord que le choix des sénateurs "par le gouverneur général en conseil est absolument incompatible avec notre système fédéral".

Je trouve, dit-il, que le nombre des sénateurs est beaucoup trop grand. Ce nombre devrait aussi être réparti également entre les provinces. Le député progressiste dit qu'il y a trois moyens pour résoudre cette question de la Chambre haute: "l'abolir, la renforcer ou l'affaiblir. L'abolition cependant devient de plus en plus populaire, non pas qu'elle soit considérée comme le meilleur remède, mais parce que le public ne voit pas d'autre moyen d'arriver à un résultat pratique."

M. Shaw, lui, est opposé à l'abolition: "Quelle autre institution, dit-il, verrait à protéger les droits des provinces dans notre système de gouvernement? Quel corps sauvegarderait les droits régionaux? Quelle institution assurerait le maintien des droits établis des minorités?" "Ce corps, ajoute-t-il, devrait être électif par chaque province et pour un temps déterminé." Il suggère que le nombre des sénateurs soit de trente-six.

L'Acte de la Confédération n'est pas parfait; les Canadiens français et les Acadiens pourraient demander que leurs droits y soient mieux sauvegardés devant l'accroissement de la population

qui n'a ni leur langue ni leur foi, mais ils préfèrent respecter le pacte qui a été signé par les provinces fédérées et sanctionné par le Roi. Nous considérons qu'il y a danger à attaquer notre Constitution en voulant lui retrancher ou amoindrir l'un de ses principaux facteurs d'ordre et de saine législation. Il est possible que plus tard nous soyons forcés de toucher à notre Constitution, mais le temps est-il venu? Quant au Sénat, nous voulons son maintien, parce que c'est lui, s'il est indépendant, qui pourra nous protéger contre les empiètements de gens qui n'ont ni nos traditions ni nos intérêts.

Devant cette situation, le Sénat s'impose davantage, pourvu que ses membres aient la compétence pour envisager à leur mérite, à la lumière de la vérité, de la justice, les questions qui se présentent à eux. D'abord, un sénateur ou conseiller législatif doit être libre d'envisager une question uniquement dans l'intérêt public. Il ne doit pas représenter des intérêts de corporation, mais les intérêts nationaux. Les gouvernements ont affaibli les Chambres hautes par leurs nominations souvent étonnantes et difficiles à justifier. Les considérations de partisannerie ont trop souvent servi à ces nominations. Quand des gouvernements élèvent à une Chambre haute les organisateurs de leurs partis et que ceux-ci continuent à remplir les mêmes fonctions de partisans, je dis que ces nominations ne sont pas conformes à l'esprit et au caractère de nos Chambres hautes.

Nous croyons que les Chambres hautes doivent être composées des plus indiscutables compétences de tous les grands corps de notre organisation sociale et économique: université, commerce, industrie, agriculture et travail. Les deux organismes de la Chambre basse, gouvernement et opposition, devraient être représentés à la Chambre haute, et ces nominations devraient être faites par les chefs des deux partis sur le système de la représentation proportionnelle.

Actuellement, tous les conseillers législatifs sont des libéraux militants, moins deux indépendants, sinon neutres. Voilà un fait qui démontre que cette Chambre n'a pas l'indépendance que lui voulurent les Pères de la Confédération. Le Conseil législatif, tel que composé, apporte-t-il à la législation une attention sérieuse, un examen judicieux et un jugement juste et efficace? Je ne le crois pas. Tout se passe à la vapeur. Si le Conseil législatif devait avoir, à l'avenir, le même caractère qu'il a aujourd'hui, je demanderais son abolition. Mais s'il y a abus ou faiblesse, c'est à cause des nominations, et non du principe.

Il faut entreprendre une campagne d'éducation pour forcer le gouvernement à faire de meilleures nominations, des nominations qui pourront nous donner les garanties que nous exigeons de nos Chambres hautes pour maintenir leur existence. Certes, il y a eu de bonnes nominations, mais d'autres pourraient être meilleures. Gardons à nos grandes institutions le vrai caractère que lui ont donné leurs créateurs. Soyons à leur hauteur dans l'accomplissement de nos devoirs.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

Je me lève pour dire quelques mots seulement. Il n'y a pas de doute que, si la motion avait été proposée plus tôt pendant la session, elle eût soulevé un plus grand débat. Je félicite l'honorable chef de l'opposition de son discours. Il a su élever le débat à la hauteur du sujet. Il a traité la question avec un vif intérêt et il a parlé comme il sait le faire souvent, en maître. J'en suis heureux pour lui et pour la Chambre. Je veux lui dire tout de suite que, de ce côté-ci de la Chambre, nous sommes aussi traditionalistes que lui-même et que notre thèse n'est pas aux antipodes de la sienne. L'institution du Sénat, même du Conseil législatif, est l'une des clauses essentielles du pacte fédératif dont nous sommes fiers, car elle offre aux minorités des garanties qu'elles chercheraient vainement ailleurs. Cependant, le pays a évolué.

Il n'y a pas de doute, M. l'Orateur, que, depuis 1865, l'Ouest a surgi et a fait entendre sa voix plus puissante. Les minorités elles-mêmes ont une garantie moindre. Les idées et les situations ont changé. L'Ouest, en grandissant, a augmenté le nombre de nos problèmes. L'un de ces problèmes est la réforme du Sénat dont il est question en ce moment. Ce qui, autrefois, était considéré comme intangible ne l'est plus autant. La Chambre des Lords, en Angleterre, a été modifiée, et les plus hautes autorités de ce pays ont avoué que d'autres réformes devaient y être apportées. Peut-on s'étonner que des voix aient réclamé une modification dans nos Chambres hautes?

Resteront-elles inaltérables? Qu'advient-il de ces corps dans 20 ou 30 ans? La réponse n'est pas facile. Il serait présomptueux de prétendre le deviner. Là où je m'entends parfaitement avec le chef de l'opposition, c'est lorsqu'il dit que nous ne serons jamais assez circonspects dans le choix des sénateurs. Je crois que l'avenir réserve à ces institutions l'avenir que leur réservent ses membres.

Ce serait manquer de prévision et de patriotisme que de ne pas choisir des hommes de première valeur et aptes à jouer les premiers rôles dans tous les domaines. Ce problème est important pour tout le pays, surtout pour la province de Québec. Il serait inexcusable de ne pas appeler à ces hautes fonctions les premiers des Canadiens.

On doit, à ce prix, respecter la Constitution. On peut être justifiable de nommer un juge médiocre mais probe et judicieux; on ne le serait pas d'appeler au Sénat des hommes de second ordre. Comme le disait tout à l'heure le chef de l'opposition, seuls les hommes de cette trempe sont capables de faire jouer à ces corps un rôle conforme à leur esprit et à la pensée des Pères de la Confédération. Cependant, il n'appartient pas à ces corps d'empiéter sur les privilèges des mandataires du peuple dont ils ne doivent pas contrecarrer les décisions. Il faut mettre un terme aux abus. Quand ceux-ci se trompent, leur meilleur juge est le peuple, qui applique la sanction en les renvoyant chez eux. Cette sanction n'appartient pas à un corps de mandataires. Vouloir agir autrement, c'est agir contre l'esprit de la Constitution.

(Applaudissements)

La province de Québec a tout intérêt à voir maintenir l'Acte de l'Amérique du Nord qui a établi la Confédération et créé le Sénat. Comme toutes les provinces, elle doit avoir son mot à dire, avant que l'on puisse changer quoi que ce soit dans l'institution du Sénat et du Conseil législatif. Un fait certain, c'est que rien ne doit être fait, aucune modification ne doit être apportée pour réformer l'un de ces deux corps, sans que l'on consulte les provinces.

(Applaudissements)

C'est pourquoi, à la motion de l'honorable chef de l'opposition, je proposerais l'amendement suivant:

"Que tous les mots après "Que" soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre est d'opinion que la création des deux Chambres fut une des conditions essentielles du pacte de la Confédération. Elle exprime sa satisfaction que le Parlement du Canada, avant d'étudier aucun changement se rapportant à la Constitution et aux pouvoirs du Sénat, ait approuvé le projet du gouvernement du Canada de convoquer une conférence de toutes les provinces du dominion afin de considérer l'opportunité de tel changement qui ne pourrait se faire qu'avec le consentement de toutes les provinces.

"La Chambre exprime de plus sa confiance que le gouvernement de cette province saura

défendre et sauvegarder les droits, privilèges et prérogatives accordés aux provinces par la Constitution, et spécialement en ce qui concerne tous les droits garantis aux minorités."

(Applaudissements)

M. Plante (Beauharnois) félicite l'honorable ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault). J'étais heureux, dit-il, de voir l'unanimité régner en cette Chambre, mais je suis surpris de voir proposer cet amendement. Sur un sujet de cette importance, j'aurais désiré unanimité plus complète. Il me semble que l'on aurait dû se rallier tous à la motion du chef de l'opposition. Il a exprimé simplement le vœu que cette province se prononçât contre toute atteinte aux prérogatives du Sénat et du Conseil législatif. Or, voici que l'amendement vient jeter une ombre au tableau.

Pourquoi veut-on absolument différer de celle du chef de l'opposition? Ce peut être une manœuvre politique, mais je crois que c'est une erreur. Le chef de l'opposition demandait une expression unanime de la Chambre sur la question, et on apporte cet amendement, qui ne diffère pas de l'autre (motion) pourtant, simplement pour faire disparaître celle du chef de l'opposition.

La motion du chef de l'opposition venait à son heure alors que le Sénat, pour une fois encore, se trouvait en butte aux assauts de ses adversaires. Par la voix de son chef, notre parti s'est affirmé de nouveau comme l'élément de l'ordre et du progrès en cette province.

(Applaudissements à gauche)

Je me souviens que lorsque j'étais jeune député en cette Chambre, il y a 25 ans de cela...

Plusieurs voix: Ça ne paraît pas...

Une voix à droite: Vous êtes encore tout jeune!

M. Plante (Beauharnois): ... siégeant à un fauteuil voisin de celui que j'occupe aujourd'hui, j'avais l'honneur, en ce temps-là, de défendre la Chambre haute contre des attaques semblables, et je disais qu'il était nécessaire de conserver hors de toute atteinte un pouvoir de surveillance et de modération. Si nous parcourons les pays de la vieille Europe, comme ceux de ce continent, nous y trouverons partout cette belle trinité de pouvoirs, c'est-à-dire un exécutif, une assemblée populaire éléctive et une Chambre haute. Notre Constitution est calquée, copiée, moulée sur la Constitution

anglaise, qui sert de modèle à tous les pays qui jouissent du régime constitutionnel.

L'Espagne, l'Allemagne, la Belgique, la France ont tous des Chambres hautes. On me dira peut-être que ce sont des pays où la féodalité qui existait autrefois, l'aristocratie ou la hiérarchie qui existent encore dans l'ordre social exigent cet état de choses. Mais, Messieurs, que l'on prenne alors la Suisse, cette république consacrée par les siècles où les citoyens jouissent de la plus grande somme de liberté, et là, encore, l'on trouvera que dans les cantons, qui sont comme autant de petites provinces, il y a une Chambre haute.

Mais pourquoi aller si loin, quand nous avons chez nos voisins, à côté de nous, le même système politique? En effet, dans la grande république américaine, on trouve, dans chaque État, une Chambre haute; et pourtant, les États-Unis sont le pays de la démocratie par excellence. Washington, Abraham Lincoln, le grand apôtre des libertés populaires, celui qui a résumé la doctrine du gouvernement responsable par ces mots: "Le gouvernement du peuple, par le peuple, ou pour le peuple", et les autres grands hommes d'État américains ont jugé à propos de doter d'un régime semblable au nôtre le pays qu'ils ont honoré de leur nom et de leur science; Adams, un de ces hommes illustres, disait: "Si l'on n'admet pas dans chaque Constitution américaine trois ordres qui se balancent mutuellement, le gouvernement doit éprouver inévitablement de fréquentes révolutions. Si elles tardent quelques années à éclater, elles éclateront avec le temps."

Les grands hommes d'État canadiens qui, dans leur patriotisme, surent oublier les querelles politiques qui les divisaient alors, et les divisions de race qui existaient inévitablement dans un pays comme le nôtre, pour nous donner l'admirable Constitution qui nous régit, le firent après mûres délibérations. Ils avaient compris qu'il fallait une Chambre haute pour jouer le rôle de pondération, et contrecarrer au besoin les pouvoirs de l'Assemblée populaire. C'est un pouvoir intermédiaire et un contre-poids nécessaire à l'exercice du régime constitutionnel. Il réprime les emportements de la Chambre populaire, révisé une législation souvent trop hâtive et trop imparfaite, et joue, comme on l'a fort bien dit, le rôle de serre-freins, sur un convoi de chemin de fer. Voilà le point de vue auquel se sont placés les hommes distingués qui ont donné l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, qui est la "*magna charta*" de notre droit et de nos libertés. Qu'on me permette, M. l'Orateur, de citer un homme qui a joué un rôle dans l'histoire politique de ce pays.

Sur cette question, l'honorable M. Joseph-Édouard Cauchon, l'ancien rédacteur du *Canadien*, et plus tard lieutenant-gouverneur du Manitoba, s'exprimait ainsi: "Si le Conseil législatif, a-t-il dit, a sa raison d'être dans la Constitution, ce doit être comme élément conservateur, comme contrepoids et comme frein à une législation qui n'est pas encore arrivée à sa maturité. Tous les hommes d'État bien pensants de tous les pays chargés de faire des Constitutions, n'ont-ils pas toujours pensé à y protéger les peuples contre leurs propres emportements, et l'instinct démagogique a une force d'extension trop considérable, en Amérique, pour qu'il ne soit pas sage d'y mettre un frein dans l'intérêt de la nation que l'on veut y créer."

Dans le Conseil législatif du Parlement fédéral, se trouvera la nomination tempérée par l'élection, et le principe conservateur qui lui est essentiel, s'y trouvant par les vœux du peuple même, n'y pourra être un obstacle au sentiment populaire mûri par l'épreuve, le temps et la réflexion. Les conseillers, dans les moments difficiles, se souviendront de leur origine et ne résisteront à la pression extérieure que dans la mesure de la sagesse et des grands intérêts publics. C'est donc pour créer ce pouvoir extraordinaire, c'est pour donner à la branche populaire de la Législature un frein, ce contrepoids nécessaire à l'exercice du régime constitutionnel qu'une seconde Chambre a été constituée: c'est pour cela qu'elle existe dans toutes les constitutions les plus démocratiques du monde. C'est la sagesse des nations qui parle, et nous ferions mal de frapper une institution dont les civilisations les plus avancées reconnaissent la nécessité.

(Applaudissements)

Si, dans cette province, nous jouissons d'une paix parfaite, si nous contribuons avec les autres races qui habitent avec nous à travailler, dans la bonne entente et l'harmonie, au développement de nos ressources naturelles et à l'agrandissement du pays, et si, tout en faisant ces choses, nous pouvons tranquillement garder le souvenir des choses du passé, jouir de l'exercice de nos droits civils, parler dans nos parlements, comme dans les cours de justice, la belle langue française, pratiquer la religion de nos pères, c'est grâce au pacte fédéral qui nous garantit tous ces droits et toutes ces libertés.

Nous voulons garder religieusement ce pacte fédéral, tel que nous l'ont donné nos pères. Pas un plus que moi, M. l'Orateur, n'admire l'Angleterre avec ses 65 colonies et ses 500,000,000 de sujets; pas un plus que moi n'admire son drapeau qui, depuis au-delà de 150 ans, s'est promené sur toutes les mers et dans

tous les pays, jetant partout la civilisation et la liberté; la raison de cette loyauté consiste dans le fait même qu'elle nous donne une Constitution qui nous garantit la plus grande somme de liberté possible.

Je suis surpris que l'on vienne aujourd'hui parler d'une question, afin de faire de l'agitation politique au moment où une campagne fédérale se prépare. Je regrette cette agitation. Vouloir aujourd'hui, d'un trait de plume, abolir le Conseil législatif, et faire disparaître un des éléments les plus essentiels de notre rouage politique, ce serait porter atteinte aux institutions qui nous régissent. Aujourd'hui, comme hier, et comme nos pères, nous voulons l'union des provinces, et non leur absorption; nous voulons la distinction des pouvoirs, et non leur division; nous ne voulons pas l'indépendance dans la Confédération, mais la liberté dans la Confédération; nous ne voulons pas être un État dans l'État, mais une grande famille dans l'État, distincte des autres, gardant la physionomie et le caractère qui lui sont propres, et travaillant avec les autres races qui nous entourent à l'agrandissement et au développement du dominion. Tous les Canadiens bien pensants réclameront le maintien intégral de toutes nos institutions.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je concours bien plus dans la motion du chef de l'opposition (M. Sauvé) que dans l'amendement du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault). Celui-ci a fait remarquer que le Sénat résultait du pacte confédératif et devait être soutenu. Fort bien. Mais son amendement me semble infirmer ses premières déclarations. D'après l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, le Sénat devait être formé des représentants de trois divisions nationales: les Provinces maritimes, la province de Québec et ce qu'on appelait alors l'Ouest. Les premières avaient en vue des intérêts locaux; la dernière, qui n'était pas peuplée à ce moment-là, les intérêts de la grande culture, la seconde, la nôtre, les droits des minorités dans tout le pays. Les débats de l'époque nous éclairaient là-dessus.

George Brown a déclaré, dans un discours que Cartier avait accepté la Confédération à la condition expresse que, en plus d'avoir 65 députés à la Chambre des communes, la province de Québec soit représentée au Sénat parce que ses intérêts devaient être protégés, et c'est seulement à cette condition, selon Brown, que Cartier a consenti à la Confédération. C'est ainsi que le Québec a réussi à obtenir une représentation égale au Sénat, au même titre que les autres divisions du pays. Ainsi, le Sénat a été constitué comme force modératrice, d'abord

pour représenter chaque division, c'est-à-dire les Provinces maritimes, le Québec, l'Ontario et l'Ouest; ensuite, et plus particulièrement, il a été constitué pour répondre aux besoins exprimés et pour protéger les intérêts en cause. C'est pour cette raison qu'on a accordé 24 sièges aux Provinces maritimes, 24 au Québec, 24 à l'Ontario et 24 à l'Ouest. Le pacte de 1867 concernait principalement le Québec et l'Ontario qui, depuis 1841, formaient le Canada, et auxquels les Provinces maritimes se sont ensuite jointes. Actuellement et de par le contrat fédératif, nous avons 65 députés de notre province à la Chambre des communes. Par l'augmentation de la population dans les autres parties de la province, il se peut un jour que notre race ne soit pas suffisamment représentée aux Communes, tandis que, dans le Sénat, le nombre nous restant inchangé, nous trouvons toujours la même protection.

On nous dit que l'Ouest est intervenu avec ses problèmes. C'est vrai, mais est-ce une raison pour briser le contrat que cette partie du pays accepta délibérément en 1867? Pour aucune considération, nous ne devrions aujourd'hui changer la Constitution du Sénat. En ce qui regarde la province de Québec, ce pacte de 1867 doit être sacré, de même que ce que l'on peut faire, ce serait d'augmenter les sénateurs, mais il vaut mieux n'y pas toucher. Si le nombre change, la Constitution doit demeurer. Il ne faut pas permettre à l'esprit nouveau de l'Ouest de s'imposer dans l'enceinte du Sénat. Comme l'amendement tend à laisser croire à une réforme du Sénat, je crois que nous ne devrions pas l'accepter. Je préfère la position tranchée et bien définitive de la motion de l'honorable chef de l'opposition (M. Sauvé) qui dit qu'on ne doit pas toucher à la constitution du Sénat.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est ce que l'amendement dit.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Oui, mais il dit autre chose. Je crois que le mandat que nous devons confier au gouvernement, lors de la prochaine conférence, c'est que rien ne devra s'attaquer au pacte de la Confédération, et ne pas même discuter, comme le suggère l'amendement du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault). Et pourquoi discute-t-on cette question? D'où vient la demande? De l'Ouest. S'il faut faire des sacrifices matériels pour l'Ouest, j'en suis. Je suis prêt à être généreux, mais les questions matérielles ne peuvent nous forcer à modifier la Constitution et à modifier le Sénat canadien sans qu'on nous consulte.

On nous objecte que la Chambre des Lords a subi une évolution. Peut-être, mais est-ce à comparer? On ne peut comparer les deux situations. La Chambre des Lords est une institution héréditaire; les Lords y sont nommés par un pouvoir supérieur, en sorte que le peuple peut exiger plus d'emprise sur ce corps des Chambres britanniques. Dans notre pays, le Sénat a été créé librement par le peuple en vertu du pacte, et c'est le peuple qui y est représenté. Je nie à l'Ouest le droit de venir répudier le pacte de 1867 qu'il a consenti. La seule réponse que je crois devoir faire à l'Ouest, c'est: "Vous avez accepté le contrat de 1867. Vous ne pouvez plus y toucher!" Quant à nous, nous devons nous dire tout simplement que nous ne pouvons pas toucher à ce pacte, ni à la constitution du Sénat.

(Applaudissements à gauche)

M. Tétréau (Montréal-Dorion): Je dois déclarer que je n'approuve pas toutes les déclarations faites en cette Chambre au sujet du Sénat et du Conseil législatif. On connaît mon attitude en politique; bien que je sois opposé à certaines mesures du gouvernement de Québec, j'ai toujours déclaré que j'étais partisan fidèle du parti libéral de Sir Wilfrid Laurier et je suis libéral à Ottawa et j'ai confiance en mon chef, M. Mackenzie King⁸. J'entends le prouver en cette circonstance.

(Applaudissements à droite)

En cette qualité, je suis surpris de ce débat alors que le gouvernement de M. King n'a fait encore aucune déclaration spécifique au sujet des modifications possibles à faire subir à la Chambre haute. Par conséquent, il y a lieu de s'étonner qu'on émette ici des opinions sur des réformes dont il n'est pas encore question. Notre mouvement est donc prématuré. On met de l'avant l'utilité des pères conscrits au point de vue du droit des minorités. Notre députation de 65 représentants de Québec est là pour nous défendre, et je sais qu'elle saura toujours combattre pour ce que nous avons de plus cher au monde.

(Applaudissements à droite)

On semble présupposer que le gouvernement a l'intention d'abolir le Sénat. Le premier ministre du Canada n'ayant annoncé aucune politique précise à ce sujet, je crois que la Chambre ne devrait pas intervenir et ne devrait pas émettre d'opinion. S'il était question de réformes du Sénat, il ne serait pas question en tout cas de faire disparaître l'influence de la province. Cette influence a été diminuée par un ancien gouvernement qui a augmenté le nombre des sénateurs. Il y avait 75 sénateurs, et nous devions en

avoir le tiers. Il y en a 96 aujourd'hui, de sorte que les représentants de Québec n'y sont plus qu'un quart.

Et puis, le pacte confédératif a-t-il satisfait pleinement aux aspirations des législateurs de 1867? Quel est le sort des minorités françaises dans le dominion? Comment sont envisagées les questions scolaires dans le Manitoba, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et l'Ontario? En cette dernière province, une loi inique, le *Règlement XVII*⁹, n'est-elle pas un instrument contre l'enseignement du français? Si Cartier revenait, il serait bien désillusionné.

La réforme que l'on pourrait apporter n'aurait trait qu'aux droits du Sénat de rejeter toutes les mesures de la Chambre des députés. Actuellement, la grande cause du malentendu actuel entre les Communes et le Sénat, c'est que, dans tout conflit entre les deux corps, la division de la Chambre haute est sans remède. À la Chambre des Lords, le système est plus élastique que notre Chambre haute. Il (M. Tétréau) fait un court historique du pacte confédératif, rappelle comment Cartier refusa de soumettre la question du Sénat au peuple, et affirme que ce dernier aurait choisi un sénat électif si on avait demandé son opinion.

J'ai confiance, dit-il, que le gouvernement King réglera ce problème à la satisfaction de tous, qu'il laissera le Sénat se dresser comme une citadelle indépendante contre les appétits de l'Ouest. Du reste, pour changer quoi que ce soit au Sénat, il faudra de longues discussions. Il faut le consentement du Sénat, du gouvernement impérial et bien d'autres choses encore. Pour le moment, il n'y a aucun danger. Je crois donc que les motions devant la Chambre sont prématurées et que nous aurons l'air de manquer de confiance au gouvernement King en adoptant ces propositions.

(Applaudissements d'une partie de la droite)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'avais demandé à l'honorable ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault) d'exprimer les sentiments de ce côté-ci de la Chambre. Il l'a bien fait et je l'en félicite. Mais le débat ayant pris de l'ampleur, je me permets d'ajouter un mot. Je ne sais si je parle au nom de tous les libéraux de cette province, mais, parlant pour moi, je déclare que le pacte de 1867 est une chose sacrée et intangible que nous avons toutes les raisons possibles de sauvegarder.

(Applaudissements)

Nous ne devons pas y toucher. Nos pères sont entrés dans le pacte, nous ne sommes plus libres d'en sortir. Je crois que si nous ouvrons ce contrat auquel

tout le monde a consenti, nous ne savons pas ce qui nous arrivera. Je m'accorde avec la pensée du chef de l'opposition dans les grandes lignes, et l'amendement que nous proposons est conforme à sa motion. Il n'y a qu'une légère différence. Alors que nous sommes convoqués à une conférence entre les diverses provinces, il semble dire à celles-ci: "Nous ne voulons pas discuter avec vous, car nous sommes opposés à toute idée de changement dans le Sénat." C'est aller un peu loin.

Nous ne formons pas une majorité dans la Confédération. Nous avons plus de poids et nous étions proportionnellement plus nombreux au moment de la Confédération qu'aujourd'hui. L'Ouest a connu une forte croissance depuis ce temps et nous pesons moins lourd dans la balance aujourd'hui qu'en 1867, pour ce qui est de la population. Devons-nous dire aux autres provinces, 58 ans plus tard, que l'expérience n'a pas rendu nécessaire certains changements? Quand il s'agit d'une Constitution vieille de 58 ans, alors que tant d'éléments de progrès, d'idées nouvelles, des bonnes et des mauvaises, de transformations sociales et économiques sont survenues, il faut admettre que la discussion sur le sujet est acceptable. Voilà le seul point qui nous divise avec le chef de l'opposition.

N'oublions pas que la Chambre des Lords de la conservatrice Angleterre a été la première à se soumettre à des réformes, et de bonne grâce! Si la Chambre des Lords n'avait pas accepté certains changements, il se serait passé autre chose. J'avoue, dit-il, ne pas savoir quoi. Je crois qu'en autant que la province de Québec est concernée, nous sommes fermement en faveur de la conservation du Sénat et du Conseil législatif, car il est bon d'avoir des corps modérateurs. En autant que le Conseil législatif est concerné, la situation est quelque peu différente. Nous avons le droit de l'abolir, mais, pour ma part, je suis entièrement favorable à son maintien...

Quelques voix à droite et à gauche: Écoutez, écoutez!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je suis en faveur du maintien du Sénat. Quoi qu'il en soit, la province de Québec peut être certaine que le gouvernement, s'il est représenté à cette conférence, ne touchera à aucune des prérogatives du Sénat qui protègent nos droits et ce que nous avons de plus sacré.

(Applaudissements)

Nous nous entendons sur la nécessité. Par là, nous collaborons au maintien de la Constitution;

mais si nous prenions l'attitude d'abstention de l'opposition, nous saperions plus sûrement le pacte de 1867 par la base.

(Applaudissements)

Je suis en faveur du Sénat parce que je crois que, dans un pays comme le nôtre, il vaut mieux avoir un Sénat qui ne change pas de direction si le vent change de sens. Nous devons le conserver, mais ce serait une erreur de dire aux Canadiens, ailleurs au Canada, que nous refusons de les rencontrer ou de discuter avec eux. C'est là la seule différence entre la motion et l'amendement.

Je suis convaincu que l'amendement de l'honorable ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault), qui dit que la Constitution du Sénat ne peut être modifiée sans le consentement de toutes les provinces du dominion, devrait être adopté à l'unanimité. J'invite l'honorable chef de l'opposition à l'accepter pour que tout le Canada sache que la Législature et la province sont unanimes, ce qui aura un meilleur effet lorsque les représentants du gouvernement rencontreront ceux des autres provinces.

Il ne s'agit pas d'une question partisane. Toute la province s'entend pour conserver le Sénat. De cette façon, lorsque nous irons à cette conférence, nous ferons meilleure figure, nous serons plus forts pour réclamer le maintien de la constitution du Sénat et le respect de tous nos droits.

(Longs applaudissements à droite)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai l'impression que l'amendement du ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault), dans lequel il exige un vote de confiance envers lui-même et ses collègues du ministère, vient contredire mon discours. Ma motion ne s'oppose pas à la conférence projetée avec le gouvernement fédéral et les autres provinces, mais elle exprime seulement les sentiments de cette Chambre. La province peut parfaitement être représentée à la conférence, et rien n'empêche que l'on discute. Je crois que l'on n'a pas compris la portée de ma motion. Par ma motion, je demande simplement que l'on pose le principe du maintien du Sénat avec tous les pouvoirs que lui assure la Constitution.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'amendement est plus clair.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne suis pas d'accord. Le député de Montréal-Dorion (M. Tétreau) s'étonne que l'on pose cette question. Il la prétend prématurée. Évidemment, je me permettrai de lui

faire remarquer, avec tout le respect que je lui dois et en reconnaissant sa sincérité, qu'il ignore ce qui s'est passé à la Chambre des communes, où M. Shaw, secondé par M. Denis, a fait passer une motion à l'effet de convoquer les provinces de la Confédération pour discuter de la réforme du Sénat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député de Montréal-Dorion (M. Tétreau) ne devait pas ignorer cela.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si j'ai présenté cette motion, c'est que le gouvernement va être invité bientôt à aller discuter cette question avec les autres provinces. Le premier ministre ne doit pas aimer cela; de ce côté de la Chambre, chacun est libre d'exprimer l'opinion que l'on voudra. Il n'y a pas de fêrues ici. Le premier ministre veut rapetisser le débat, et il peut être sûr que je respecte l'opinion du député de Montréal-Dorion comme il respecte la mienne. Je ne ferai pas comme d'autres chefs politiques: je ne ferai pas de réprimande à l'honorable député de Montréal-Dorion après la séance.

Je n'ai voulu donner aucun caractère politique à ce débat. J'aurais bien pu prendre les déclarations de l'honorable premier ministre autrefois et montrer qu'elles sont en contradiction avec celles qu'il nous fait aujourd'hui. Je n'ai pas voulu. Je ne suis pas contre la conférence, je le répète...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si nous sommes invités à cette conférence, j'inviterai le chef de l'opposition à venir avec nous.
(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (Fâché) J'accepterai les invitations du premier ministre quand il me les fera avec un sentiment convenable.
(Murmures)

Je serais heureux s'il dépensait moins d'esprit. L'amendement n'est pas fondé et ce qu'il prescrit, surtout, c'est que la Chambre doit vouer une confiance aveugle envers le gouvernement. Je trouve même que cet amendement est une marque de mépris envers cette Chambre à qui on dit que la question ne doit pas même être discutée. Je répète, en terminant, que la Chambre devrait voter ma motion, car elle n'a aucun caractère politique¹⁰.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Authier, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bordeleau, Bouchard, Bullock, Caron, Côté, Delisle, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Fortier, Galipeault, Guillemette, Hamel, Lafond, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Wolfe), Létourneau, Madden, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Morin, Nicol, Ouellet, Paquet, Perrault, Pilon, Roy, Saurette, Taschereau, Tétreau, Thériault, Thurber, 42.

Contre: MM. Bastien, Beaudoin, Bray, Crépeau, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Patenaude, Pellerin, Plante, Renaud, Sauvé, Smart, 19.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, adopté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 49 modifiant les Statuts refondus, 1909, et accordant aux cités et aux villes le droit d'enchérir et d'acquérir des immeubles vendus en justice.

Sous le titre suivant: "Loi modifiant la loi des cités et villes, 1922".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 139 modifiant la charte de la corporation du collège de Valleyfield;

- bill 140 modifiant la charte de la St. Maurice Lumber Company.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 150 concernant l'avis au greffier ou secrétaire-trésorier d'une municipalité, dans le cas de certaines mutations de propriétés;

- bill 171 modifiant les articles 65, 72 et 73 des Statuts refondus, 1909;

- bill 173 modifiant la loi des cités et villes, 1922.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé les amendements de l'Assemblée législative à ses amendements au bill 169 modifiant la loi dentaire de Québec.

Collège de Valleyfield

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 139 modifiant la charte de la corporation du collège de Valleyfield. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

St. Maurice Lumber Company

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 140 modifiant la charte de la St. Maurice Lumber Company. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Immeubles vendus en justice

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 49 modifiant les Statuts refondus, 1909, et accordant aux cités et aux villes le droit d'enchérir et d'acquérir des immeubles vendus en justice. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Demandes de documents:

Canadien Pacifique et 9 George V, chapitre 31

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-

gouverneur une adresse, priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie de toutes lettres et de tous documents, contrats, spécialement les contrats ou les conventions entre le gouvernement et la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique se rapportant à 9 George V, chapitre 31.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 132 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 194 concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs;
- bill 195 modifiant la loi concernant les écoles catholiques de Montréal;
- bill 209 concernant la tenue des registres de l'état civil par certaines Églises et congrégations protestantes.

Commission des écoles catholiques de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 132 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Écoles protestantes de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 194 concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Écoles catholiques de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 195 modifiant la loi concernant les écoles catholiques de Montréal. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Registres

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 209 concernant la tenue des registres de l'état civil par certaines Églises et congrégations protestantes. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Questions et réponses:

M. Parmelee et M. Miller

M. Dufresne (Joliette): 1. Quel traitement le sous-ministre M. Parmelee reçoit-il actuellement: *a.* comme directeur de l'éducation protestante; *b.* comme secrétaire du comité protestant du Conseil de l'instruction publique; *c.* comme secrétaire du Bureau central des examinateurs?

2. Quel traitement le sous-ministre M. Miller reçoit-il actuellement: *a.* comme directeur de l'éducation catholique; *b.* comme secrétaire du comité catholique du Conseil de l'instruction publique; *c.* comme secrétaire du Bureau central des examinateurs?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. *a.* \$6,000; *b.* \$700; *c.* \$500.

2. *a.* M. Miller n'est pas directeur de l'éducation catholique; *b.* \$600; *c.* Ignore; le gouvernement ne contribue en rien aux dépenses du Bureau central des examinateurs.

Domaines forestiers privés

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Aux pages 16 et 17 du rapport du département des Terres et Forêts, 1923, il est dit ce qui suit: "Nous sommes convaincus que plusieurs seront très surpris d'apprendre combien notre capital forestier est entamé et combien il est nécessaire de l'administrer avec grande prudence. Malheureusement, aucune législation n'assure encore à l'État le contrôle des opérations sur les domaines forestiers privés; il serait fort à souhaiter que l'on puisse prévenir les coupes abusives qui s'y produisent souvent, afin d'empêcher que des domaines et des lots soient déboisés trop souvent sans beaucoup de profit pour leurs propriétaires."

Le gouvernement a-t-il l'intention d'adopter une politique ou de présenter quelque mesure pour assurer à l'État le contrôle des opérations sur les domaines forestiers privés et pour prévenir ces "coupes abusives" qui s'y produisent souvent?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Cette citation est un extrait du rapport annuel présenté par le chef du service forestier pour l'année 1923, et représente ses vues personnelles sur cette question. Son but, en mentionnant l'état de choses actuel, a été simplement, et avec raison, d'attirer l'attention des propriétaires intéressés.

Ce n'est pas l'intention du gouvernement de présenter une législation au sujet du contrôle des opérations faites sur les domaines forestiers privés, mais il est à espérer que cet avis sera suffisant pour empêcher la répétition des coupes abusives qui se sont faites dans le passé en divers endroits dans cette province.

École technique de Montréal**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

rectifie une réponse du représentant de Terrebonne (l'honorable M. David) et déclare que la réponse donnée à la question posée par M. Houde, telle qu'elle apparaît à la page 354 des *Procès-verbaux* est erronée, et n'est que la répétition de celle donnée à la question de M. Pellerin à la page 339 desdits *Procès-verbaux*. Cette réponse devrait se lire:

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Combien ont coûté à date: *a.* le terrain; *b.* la construction et les réparations; *c.* l'aménagement de l'École technique de Montréal?

L'honorable M. David (Terrebonne): *a.* \$150,000; *b.* \$709,024.62; *c.* \$138,144.83.

Dépôt de documents:**Correspondance entre le gouvernement et Sainte-Rose-du-Déglé**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 25 mars 1925, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement ou le département de la Voirie et la municipalité de Sainte-Rose-du-Déglé ou son secrétaire, au sujet du paiement par cette paroisse de ses redevances sur chemin amélioré, et ce, avant d'avoir été poursuivie pour telles dettes. (Document de la session no 63)

Ponts de Sainte-Anne et de l'île Perrot

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un

ordre, en date du 25 mars 1925, pour copie de correspondance, rapports, pièces et documents se rapportant à la question d'établir des salaires raisonnables pour les ouvriers employés à la construction des ponts de Sainte-Anne et de l'île Perrot. (Document de la session no 64)

La Chambre ajourne ses travaux à 6 heures.

Deuxième séance du 27 mars 1925**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 8 h 45.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:**A. Potvin**

M. Langlais (Témiscouata): 1. M. Antoine Potvin, de Rivière-du-Loup, est-il à l'emploi du gouvernement comme agent dans le service des véhicules-moteurs?

2. Quel est son salaire?

3. Cet emploi est-il annuel?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Non.

2. et 3. Voir réponse ci-dessus.

**Voirie
à Baie des Sables**

M. Langlais (Témiscouata): 1. Le gouvernement a-t-il fait faire des travaux ou aidé à l'exécution des travaux dans la route sur les rangs 3 et 4 de la paroisse de "Baie des Sables", comté de Matane?

2. Quel est le montant d'argent payé pour ces travaux?

3. Qui était le contremaître des travaux?

4. Par qui était-il nommé?

5. Sous quelle loi ces travaux ont-ils été faits?

6. Le conseil a-t-il autorisé tels travaux?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Le gouvernement a fait faire, au cours de l'été 1924, des travaux dans la route dite "de l'Église" sur le lot 29 du rang III du canton de McNider, et aussi dans la route dite "des Boules" entre les lots 10 et 11 sur les rangs II et III du même canton, le tout dans la paroisse de l'Assomption de Notre-Dame de McNider.

2. \$285.05 pour la route "de l'Église" et \$200 pour la route "des Boules".

3. J.-B. Gagné pour la route "de l'Église" et Michel Marcheterre pour la route "des Boules".

4. Par le département de la Colonisation.

5. Article 2063 des Statuts refondus, 1909.

6. Pas officiellement, mais les requêtes demandant les travaux étaient signées par le maire et le secrétaire-trésorier.

Annexe du palais de justice de Montréal

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): 1. Quels sont les noms des membres de la Commission des architectes qui ont représenté au gouvernement qu'il y avait économie de combustible avec les calorifères "Perfection" qui ont été ou sont installés dans la nouvelle annexe du palais de justice de Montréal à la place de ceux qui étaient spécifiés dans le contrat?

2. Leur rapport a-t-il été fait verbalement ou par écrit?

3. S'il a été fait verbalement, a-t-il été fait au ministre des Travaux publics?

4. Si non, à qui?

5. Qui a ordonné les changements qui représentent une somme additionnelle de \$15,000?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): 1. MM. L.-A. Amos, Chas. J. Saxe et Ernest Cormier.

2. 3. et 4. Par écrit au ministre des Travaux publics.

5. Le ministre des Travaux publics.

Écoles protestantes de Montréal

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 194 concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs.

M. Smart (Westmount): J'espère qu'il n'est pas trop tard pour reporter le bill. On se demandait,

avant la rencontre avec la dernière délégation, si la Commission protestante de Montréal consentirait à un nouvel arrangement. Mais depuis, toutes les commissions protestantes se sont entendues entre elles. Le bill pourrait donc être abandonné, pour le bien de tous ceux qui sont concernés. Il est même question que la loi ne soit pas légale parce qu'en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, on ne peut se mêler de l'éducation protestante. Le gouvernement dit qu'il a mis sur pied une commission et que le bill est fondé sur le rapport de cette commission. J'aimerais souligner qu'il s'agit ici d'une commission mise sur pied par le gouvernement, et non par les protestants de Montréal. Je crois que nos opinions devraient être prises en compte, mais, en vertu du présent bill, elles sont balayées du revers de la main, sans aucune considération.

Le bill constituerait un fardeau très lourd pour les municipalités dont le taux est actuellement plus bas que celui que prévoit la nouvelle loi. Je conseille vivement au gouvernement de prendre son temps. Il est vrai que la Commission des écoles protestantes de Montréal a changé d'idée, ce qui a peut-être impatienté le gouvernement. Il serait sage, cependant, de ne pas adopter le bill, maintenant que le différend entre les municipalités scolaires est résolu. Il y a maintenant une entente ferme. Il n'est pas nécessaire de hâter l'adoption du bill. Les affaires de Verdun peuvent se régler. Reportons le bill, et si aucune mesure n'est prise, il sera toujours temps pour le gouvernement d'agir. Je demande au premier ministre de ne pas poursuivre l'étude du bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il y a deux ans, le défaut par la Commission des écoles protestantes de Verdun de payer ses intérêts obligataires a entaché le crédit de la province et de l'Île de Montréal, et cela a nui au crédit des commissions protestantes en général. L'an dernier, il y a eu une demande de report, et des mesures législatives ont été mises en œuvre qui permettent à d'autres municipalités de venir en aide à Montréal, mais rien n'a été fait. Tout ce qui est arrivé, c'est que deux autres versements d'intérêts obligataires n'ont pas été payés.

Nous avons ensuite créé une commission en y nommant les meilleurs hommes possibles, soit Sir Arthur Currie, Mesara, Beatty et Mitchell, qui, d'après moi, représentent bien l'opinion des protestants anglophones de Montréal, et nous leur avons demandé de nous faire rapport. Ils ont entendu tous les intéressés: ils ont siégé pendant des jours et des mois à Montréal, et nous ont remis leur rapport

en décembre. Ils nous ont recommandé de régler le problème de la façon dont nous le faisons actuellement.

Je crois que la population protestante de Montréal favorise le bill. Je ne voudrais pas que l'on fasse croire que nous voulons administrer nous-mêmes les affaires de ces commissions. Le problème a été laissé entre leurs mains. Le député de Westmount (M. Smart) a invoqué l'Acte de l'Amérique du Nord britannique il y a un instant. J'ai lu dans un journal ce matin qu'il y aurait un appel fondé sur cet argument. Cependant, je ne crois pas que le bill aille à l'encontre de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et, si c'est le cas, j'aimerais savoir comment. Il ne s'agit pas d'intervenir avec l'administration des écoles protestantes. Tout ce que nous faisons, c'est réunir un certain nombre de municipalités scolaires, ce qui est notre droit. Ce qui est demandé a déjà été fait pour les écoles catholiques de Montréal. Pourquoi ne devrions-nous pas le faire pour les protestants? Nous croyons que le bill est légal et qu'il répond à tous les besoins des protestants.

Toutes les municipalités scolaires protestantes de l'Île de Montréal doivent faire leur part pour aider la Commission protestante de Verdun. Le gouvernement a nommé une commission qui a étudié très sérieusement cette question, et le bill est basé sur les conclusions contenues dans le rapport de la commission. Personne ne s'est objecté avant la troisième lecture, lorsque le député de Westmount a annoncé "sur division". Comme je lui disais l'autre jour devant la délégation, ce n'est pas la façon habituelle de procéder. Pourquoi ne s'est-il pas battu contre le bill avant aujourd'hui? Il y a 10 jours, Westmount nous a demandé de ne pas adopter le bill. Ils avaient autre chose à proposer. Ensuite, Montréal nous a demandé d'adopter le bill. Le bill a été adopté par le Conseil législatif, malgré les représentations des municipalités il y a quelques jours. Je peux dire que nous avons accepté tous les amendements proposés, sauf celui qu'on nous propose maintenant, c'est-à-dire celui de torpiller ce bill, qui réglera le problème de Verdun une fois pour toutes. Cette dernière suggestion n'aurait pas résolu le problème de l'éducation des enfants protestants dans Verdun.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Au moment où le bill a été présenté en Chambre, dit-il, la semaine dernière, j'ai demandé si les diverses parties s'étaient entendues, ce à quoi on m'a répondu qu'il y avait de petits différends, mais qu'en général, il y avait entente.

Le premier ministre a mentionné l'adoption du bill "sur division". C'était ce que l'opposition pouvait faire de mieux, à défaut d'exiger un vote. On a fait allusion à ce qui s'est passé l'an dernier et au besoin de régler l'affaire de Verdun. On a cru que ce serait une bonne idée de demander aux municipalités voisines de payer ses dettes. Ce serait la moindre des choses de leur demander leur consentement en les consultant adéquatement. Si les commissions scolaires viennent maintenant nous dire qu'elles sont prêtes à s'entendre sur un cadre de règlement, pourquoi leur imposer une commission centrale dont ils ne veulent pas?

Il n'y a pas lieu de se presser, sauf pour ce qui est de l'affaire de Verdun, et si ses dettes doivent être remboursées, on pourrait prendre les arrangements nécessaires. Il vaudrait mieux que le gouvernement attende un an de plus. Le rapport de la commission spéciale ne recommande pas d'adopter une loi à la hâte. Il a fallu plusieurs années de discussions avant que la Commission scolaire catholique centrale ne voie le jour. Laissons le reste de la législation prendre forme, et laissons les municipalités concernées se concerter, en vue d'établir un bureau scolaire central, dans leur intérêt commun. Le bill va loin, mais certains amendements semblent aller encore plus loin.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est M. Tyndale qui en a fait la demande.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): La situation, c'est qu'on exige des commissions qu'elles paient les dettes d'une voisine. Existe-t-il une loi qui les y oblige? On joue beaucoup sur les sentiments, entre autres, mais on devrait au moins s'assurer que les municipalités concernées sont consultées. Si elles n'en veulent pas, de ce bill, pourquoi leur imposer? Le gouvernement devrait attendre à l'an prochain. Le premier ministre, dit-il, a mentionné le rapport de la Commission.

Ce rapport ne stipule pas que les recommandations qu'il contient doivent être en vigueur dans les trois mois, et ce, à l'encontre des désirs des municipalités touchées. Il a fallu de longs pourparlers pour développer ce système de commission scolaire catholique centrale. Le projet sur la table actuellement est pratiquement inconnu, et le gouvernement veut quand même le mettre à exécution, malgré l'opposition des municipalités. Même la Commission ne voudrait pas cela.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les intéressés ont rencontré les commissaires.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Dans le cas des catholiques, il y a d'abord eu une commission centrale et un certain nombre de commissions de district. Ensuite, petit à petit, les pouvoirs des commissions de district ont diminué jusqu'à ce qu'il ne reste plus que la commission centrale. Le moins que l'on puisse faire, dans le cas du présent bill, c'est de demander un délai.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) invoque le Règlement, affirmant que le député de Jacques-Cartier contrevient au Règlement en ce qu'il ne limite pas ses propos aux amendements du Conseil législatif. Ce n'est pas le moment, dit-il, de débattre du bill et de l'objectif qu'il poursuit, ni de réclamer son retrait.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): J'accepte de respecter l'objection du premier ministre, s'il y tient. Mais s'il n'y tient pas, je crois qu'un sujet aussi intéressant ne devrait pas être réprimé sous prétexte qu'il contrevient au Règlement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'insisterai pas. Je ne voudrais pas que demain, dans Westmount, on raconte que je me suis battu sur une question de Règlement.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Le premier ministre doit admettre que la Chambre se trouve dans une situation exceptionnelle. Nous avons appris que les intéressés sont relativement d'accord et, qu'étant donné les circonstances, ils nous ont demandé que le bill soit tué. Il vaudrait mieux laisser les commissions protestantes de l'Île de Montréal s'entendre entre elles et si, au bout du compte, elles décident de créer une commission financière centrale, je ne m'y objecterai pas, mais elles n'ont pas été consultées. En vertu de la loi provinciale sur les écoles, et il s'agit là d'une sage disposition, les différends entre commissions scolaires doivent être soumis soit au comité catholique du Conseil de l'instruction publique, soit au comité protestant de ce Conseil, selon le cas. Donc, pourquoi ne pas laisser au comité concerné le soin de régler les problèmes qui pourraient survenir, au lieu d'en référer au lieutenant-gouverneur en conseil?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ils l'ont réclamé eux-mêmes.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Ils l'ont réclamé parce qu'à la toute dernière minute, ils se

sont retrouvés devant la perspective d'une commission centrale, dont ils ne savaient que peu de chose et dont ils comprenaient le fonctionnement encore moins. Ils ont cru qu'en se tournant vers le lieutenant-gouverneur en conseil, ils seraient mieux servis. Le comité protestant du Conseil de l'instruction publique devrait avoir le droit d'intervenir dans toute question touchant les écoles protestantes. La loi est claire. Toute question qui concerne l'éducation catholique et l'éducation protestante relève du comité catholique ou du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, selon le cas. Il n'y a aucun avantage à s'interposer entre les diverses commissions. Qu'elles étudient la question elles-mêmes!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le gouvernement n'a pas cherché à imposer cet amendement; les municipalités l'ont réclamé. L'honorable député n'a pas été bien informé de la situation.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Et pour cause. Le bill a été distribué le jour qui a précédé le débat. Il est arrivé à la fin de la semaine dernière, vendredi, je crois. Samedi soir, il y a eu une réunion générale à Montréal, et au même moment, le bill est passé en Chambre. Vous nous avez pourtant dit, à ce moment-là, que les personnes concernées s'étaient mises d'accord.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Et c'était le cas à ce moment-là.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Pourquoi ne pas accepter la demande de suspension? Pourquoi risquer que la mésentente s'installe? Attendons. Le temps fait bien les choses, et ce serait plus simple que de sanctionner le projet de loi tout de suite, pendant les derniers jours de la session. Pourquoi ne pas faire une loi qui prendrait effet seulement sur proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, et laisser aux municipalités concernées le temps de régler le problème à Verdun, celui-là et d'autres aussi. Si, comme l'affirme le premier ministre, nous sommes prêts à céder à leurs exigences concernant l'appel, pourquoi ne pas faire de même pour ce qui concerne leur principale demande? Ils acceptent de contribuer à l'instruction des enfants de Verdun. Nous pourrions au moins attendre et, ainsi, éviter bien des problèmes.

L'honorable M. Nicol (Compton) rappelle l'histoire des délégations venues à Québec discuter

du sujet. Le gouvernement a étudié à fond ce projet de législation et a décidé en fin de compte qu'il valait mieux l'adopter dans sa forme actuelle, parce que c'est celle qui convient le mieux à la situation. Ce n'est qu'à la toute dernière minute qu'il y a eu des objections, et il y a eu rencontre entre les intéressés, et ensuite entente.

M. Smart (Westmount): Est-ce que Westmount était d'accord?

L'honorable M. Nicol (Compton): Non, mais leur avocat assistait à la conférence.

M. Smart (Westmount): Non. Ce n'est pas le bill remis à M. Tyndale, l'avocat qui représente les intérêts de Westmount.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce bill lui a été soumis, et il y a eu discussion entre lui, Charles Lanctôt, adjoint du procureur général, et M. McAllister, du service juridique.

M. Smart (Westmount): M. Tyndale m'a affirmé que ce bill est totalement différent de celui qu'on lui a montré. Lorsque le bill a été soumis à la Chambre, le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) et moi-même avons demandé s'il y avait eu entente, et on nous a répondu "oui".

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous ne nous entendons pas sur les faits.

M. Smart (Westmount): Le trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) nous a assuré que le bill découlait d'un accord.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il s'agit bien du bill sur lequel on s'est entendu.

M. Smart (Westmount): M. Tyndale m'assure qu'il s'agit d'un tout autre bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Et c'est là que nous ne nous entendons pas sur les faits.

L'honorable M. Nicol (Compton): Je regrette d'avoir induit la Chambre en erreur sur l'événement dont il est question, mais je suis certain d'avoir compris que M. Tyndale avait donné son accord sur le bill, lors de la conférence. À la toute dernière minute, des représentants de Westmount et de

Verdun se sont présentés pour dire qu'ils s'étaient mis d'accord et qu'ils acceptaient que la Commission scolaire de Verdun soit annexée à la Commission scolaire protestante de Montréal, et que les déficits seraient partagés à 60 % et 40 %. Il n'y a cependant pas de résolution de la Commission protestante de Montréal sur cet arrangement.

Cela signifie que, si Verdun est annexé à Montréal, les protestants de Verdun perdront leur autonomie et si, plus tard, une autre commission scolaire protestante se trouvait dans une impasse financière, il y aurait une autre annexion, et ainsi de suite. Finalement, de façon graduelle, toutes les commissions scolaires protestantes disparaîtraient. Avec la mesure actuelle, chaque commission garde une certaine autonomie à l'égard de l'administration de ses écoles, et chacune règle ses affaires locales. Un taux de taxe uniforme serait une bonne chose pour Verdun où, conséquence d'une situation malheureuse, la valeur des propriétés protestantes est moins élevée que celle des propriétés catholiques, en raison de l'imposition d'un taux de taxe plus élevé.

Ce qu'on a fait dans le cas des commissions scolaires catholiques a eu de bons résultats. Si on a jugé bon de consolider les commissions catholiques, ne serait-il pas souhaitable de le faire pour les commissions scolaires protestantes, étant donné leur nombre moins élevé? Cela vaudrait encore mieux dans le cas des écoles protestantes. On pourrait peut-être argumenter qu'il s'agit de municipalités différentes, mais, dans ce cas, la limite entre Westmount et Verdun ne cause pas de problème réel. De plus, l'enfant protestant de Verdun a bien droit à la même instruction que celui de Westmount.

M. Smart (Westmount): Est-ce que le ministre trouve juste que les commissions, dont les membres ont été élus, soient contrôlées par une commission dont les membres ont été nommés?

L'honorable M. Nicol (Compton): Les municipalités extérieures, dit-il, seront représentées dans les commissions centrales.

M. Smart (Westmount): Elles se retrouveront en minorité. Je rappelle qu'un amendement au bill a été adopté en troisième lecture, selon lequel un représentant de McGill sera nommé à la commission centrale.

L'honorable M. Nicol (Compton): Les questions de fusion soulèvent toujours des difficultés. Nous avons eu à y faire face dans les Cantons-de-l'Est.

M. Smart (Westmount): La Chambre ne légifère pas pour les Cantons-de-l'Est, elle légifère pour l'Île de Montréal.

L'honorable M. Nicol (Compton): S'il y avait eu une commission protestante centrale dans le passé, la ville de Verdun n'aurait pas eu à construire autant d'écoles, parce qu'on aurait pu envoyer des enfants protestants de Verdun à l'école de Pointe-Saint-Charles.

M. Smart (Westmount): Mais ils pourraient régler cette situation entre eux. Pourquoi chercher à leur faire avaler la situation de force?

L'honorable M. Nicol (Compton): Je suis certain, dit-il, que, dans 10 ans, toutes les commissions protestantes concernées seront contentes que le bill ait été adopté.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Registres

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 209 concernant la tenue des registres de l'état civil par certaines Églises et congrégations protestantes. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Liqueurs alcooliques

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 211 modifiant la loi concernant les liqueurs alcooliques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹¹:

L'honorable M. Nicol (Compton): Le but du projet est de permettre aux tavernes d'ouvrir leurs établissements à 8 heures le matin, au lieu de 9 heures. Le permis de vente dans la loi actuelle est de \$300, avec maximum de \$500. Nous proposons de baisser le maximum à \$400.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) fait un plaidoyer en faveur de la réduction de la licence pour les épiciers licenciés. Cela, croit-il, n'affecte que les gros épiciers, et les petits sont appelés à payer une licence trop élevée et qui est hors de proportion avec celle que paient ceux qui possèdent des établissements plus considérables.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri) s'oppose à l'augmentation de ces droits.

Les articles 1 à 8 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés par la Chambre.

Écoles catholiques de Montréal

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 195 modifiant la loi concernant les écoles catholiques de Montréal. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions six cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté

pour amélioration et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926¹².

M. Fortier (Beauce) demande au ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries si le gouvernement a l'intention de continuer à répandre du chlorure de calcium sur les grandes routes en macadam.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): On a constaté avec joie que le ministre de la Voirie fait répandre du chlorure de calcium sur un grand nombre des routes qu'il entretient. Ce système remédie à l'un des inconvénients les plus ennuyeux des chemins modernes: la poussière.

Dans les villages et en pleine campagne, les automobiles soulèvent des nuages si denses qu'il est parfois impossible d'y voir à deux pas. Outre que des accidents peuvent en résulter, la poussière pénètre dans les maisons, qui en sont souillées de fond en comble.

Les abords des champs en souffrent aussi. Il est reconnu que cette pluie fine et brûlante, dont les plantes sont toutes couvertes, fait souffrir la végétation.

Enfin, il est clair que le chlorure de calcium raffermi les chaussées. La poussière est toujours une partie de chemin qui s'envole, et si on réussit à l'y maintenir, l'usure doit être moins rapide. Je dois assurer le député de Beauce que nous continuerons à répandre du chlorure de calcium sur nos routes, et cela, de plus en plus. Cela fait partie de nombre de nos contrats d'entretien, et je crois que mon honorable ami peut porter ce bon message à la population de la Beauce.

Des députés de l'opposition posent de nombreuses questions au ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault).

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) répond aux questions.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose d'ajourner¹³.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous ne siégerons pas demain après-midi, mais finissons avec la voirie.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne ferai pas ce marché-là.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il ne s'agit pas de marché, mais je demande tout simplement à l'honorable chef de l'opposition de bien vouloir en finir avec l'étude des crédits de la voirie ce soir.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) refuse et déclare que les députés ne s'intéressent pas à l'étude des crédits. Nous allons siéger, dit-il.

(Une discussion s'élève et il est convenu que l'on siège encore)¹⁴

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): La question de la voirie est l'une des plus importantes¹⁵. Des millions et des millions ont été dépensés dans les chemins de la province de Québec. Malheureusement, ils n'ont pas toujours été dépensés à bon escient; en certains cas, ils ont été gaspillés et des municipalités grevées d'impôts, poursuivies par le gouvernement, ont payé chèrement pour faire acquérir de l'expérience aux ingénieurs du ministère de la Voirie. Il cite le comté de Laval.

Malgré le coût des chemins dans ce comté, dit-il, ils n'ont duré que trois ou quatre ans. Ils ont dû être refaits, et des municipalités, grevées d'obligations trop onéreuses, ont été poursuivies par le gouvernement parce qu'elles étaient incapables de faire face aux obligations qu'elles avaient contractées sous les fausses représentations du gouvernement ou de ses employés.

Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) prétend que le gouvernement n'a forcé aucune municipalité à s'engager dans une politique prématurée d'amélioration des chemins. Cependant, si l'on consulte les journaux de l'époque, on constatera que les ministres ont fait pour ainsi dire pression sur les cultivateurs et les conseils municipaux, afin de les inciter à s'engager dans la politique de voirie préconisée par le gouvernement. La route nationale Québec-Montréal en fournit un exemple frappant.

Je n'en tiens pas rigueur au ministre de la Voirie, bien que je sache très bien qu'il est responsable de la campagne visant à ternir ma réputation, celle de ma famille et de mes enfants.

Je mets le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) au défi de se présenter contre moi aux prochaines élections ou à n'importe quelle autre élection. En fait, je suis même prêt à démissionner sur-le-champ et à débattre de la question avec le ministre¹⁶. Plus on m'attaque, dit-il, plus je suis populaire.

Il (M. Bray) parle des municipalités qui ont été poursuivies par le gouvernement au sujet des travaux de voirie. Dans une réponse qu'il donnait le 4 février au député de Joliette (M. Dufresne), dit-il, le gouvernement a admis qu'il avait poursuivi 49 municipalités et qu'il avait fait envoyer des lettres d'avocat à plus de 100 autres municipalités, et envoyé plusieurs autres lettres d'avocat. Dans le comté de Terrebonne, représenté par le secrétaire provincial (l'honorable M. David), des municipalités ont été poursuivies par le gouvernement, malgré la promesse faite par le secrétaire provincial.

En ce temps de crise, le gouvernement ne devrait pas sévir avec tant de rigueur contre les municipalités qui ne peuvent rencontrer leurs obligations. Il y a sûrement d'autres moyens de régler la situation. Il y a quelques jours, j'établissais que le gouvernement allait retirer une taxe de \$1,000,000 sur la gazoline, et peut-être plus. Le gouvernement avait déclaré au début que la Commission des liqueurs était créée pour faire des profits au gouvernement, pour des fins d'éducation, et spécialement pour des travaux de voirie. Le gouvernement a des surplus et, cependant, il poursuit des municipalités qui ne peuvent rencontrer leurs obligations. Il cherche à jeter de la poudre aux yeux. Il annonce qu'il va réduire le taux d'intérêt de 3 % à 2 %. Il va perdre, de ce fait, \$190,000; cependant, par le remaniement de la taxe sur la gazoline, il va retirer plus de \$1,000,000.

L'intérêt que le gouvernement réduit de 1 % ne coûte rien à la province; c'étaient des emprunts qui avaient été émis pendant la guerre quand le taux était élevé. Mais les taux ont baissé et le gouvernement peut obtenir de meilleures conditions, ce qui fait croire au peuple de la province qu'il lui fait un don.

Si le gouvernement avait vu plus loin que le bout de son nez, les termes des prêts accordés pour la construction de routes auraient été plus courts, et on aurait pu bénéficier de taux d'intérêt plus bas. Si on considère la baisse du coût de l'argent et l'augmentation de la taxe sur la gazoline, qui, à mon avis, entraînera des revenus supplémentaires considérables, je crois, dit-il, que le gouvernement ne fait pas grand-chose pour les cultivateurs.

Il pose plusieurs questions au ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault)¹⁷. Je termine, dit-il, en demandant au gouvernement de réduire les taxes.

M. Thurber (Chambly) et **M. Plante (Beauharnois)** interviennent¹⁸.

(Les députés continuent la discussion)¹⁹

M. Langlais (Témiscouata) se plaint du fait que l'ancien député de Témiscouata a gardé un fort patronage dans le comté, en dépit du fait que le gouvernement l'aît renvoyé du Parlement. Il semble en avoir peur²⁰.

M. Dufresne (Joliette) se plaint que, dans son comté, il y a des bouts de routes qui ne sont pas reliés entre eux. Le ministère de la Voirie devrait y pourvoir.

(Les députés continuent la discussion)

M. Morin (Kamouraska) félicite le gouvernement de faire payer les municipalités qui ont emprunté de l'argent pour les travaux de voirie. Dans mon comté, dit-il, les municipalités ont fait des travaux considérables dans les chemins, et elles ont payé ce qu'elles devaient. Il ne serait pas juste que les autres soient obligées de payer pour elles.

M. Fortier (Beauce) félicite le gouvernement d'avoir diminué le taux de l'intérêt sur les argents empruntés et exhorte le gouvernement à continuer cette politique.

M. Plante (Beauharnois) propose l'adoption de l'item²¹.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à aujourd'hui, à midi et demi.

Adopté.

La séance est levée à 3 h 30 du matin²².

NOTES

1. Heure de *L'Événement* du 28 mars 1925, à la page 1. *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 1, mentionne plutôt 3 h 20.
2. L'article 562 du *Règlement de l'Assemblée législative*, 1915, stipule que "Une question ne doit contenir ni arguments, ni déductions, ni imputations, ni épithètes, ni termes ironiques. Il est irrégulier de poser des questions qui soient de nature à provoquer une discussion."
3. *L'Événement* du 28 mars 1925, à la page 1, mentionne que "M. Sauvé portait la jaquette noire des grands jours, un véritable habit de Sénateur (!), qu'il porte du reste le jour de la prorogation des Chambres."
4. Sir George-Étienne Cartier (1814-1873), homme politique et premier ministre du Canada-Uni en 1857 avec John Alexander Macdonald. Il encouragea la politique ferroviaire et contribua à l'établissement de la Confédération canadienne (1867).
5. Wilfrid Laurier (1841-1919), premier ministre libéral du Canada de 1896 à 1911.
6. William Stevens Fielding (1848-1929), journaliste au *Morning Chronicle* de Halifax (1864-1884) et homme politique libéral. Longtemps considéré comme le successeur potentiel de Laurier, il fut ministre des Finances du Canada de 1896 à 1911 et de 1921 à 1925.
7. Date de *La Patrie*, à la page 27, du *Soleil*, à la page 14, et du *Devoir*, à la page 10, tous des journaux du 28 mars 1925. Seule *La Presse* du même jour, à la page 71, mentionne 1863.
8. William Lyon Mackenzie King (1874-1950), premier ministre du Canada de 1921 à 1926, 1926 à 1930, et de 1935 à 1948.
9. L'adoption dudit *Règlement* en Ontario provoqua une crise linguistique qui deviendra l'un des pires conflits politiques de l'histoire canadienne, suite à l'application dans toute sa sévérité de ce tristement célèbre *Règlement XVII*. Ce dernier interdit l'enseignement du français dans les écoles primaires en Ontario depuis 1915. La bataille pour l'abolition du *Règlement XVII* durera jusqu'en 1927.
10. Un journal partisan, *Le Soleil* du 28 mars 1925, à la page 14, est la seule des sources à rapporter qu'à cette intervention de M. Sauvé, une voix lance "Qu'il est bête." Il est permis de mettre la véracité de cette information en doute, car il est courant pour les journaux favorables au gouvernement de dénigrer le chef de l'opposition.
11. Le comité se réunit sous la présidence de M. Bordeleau (Champlain).
12. *L'Événement* du 28 mars 1925, à la page 15, rapporte que "L'honorable M. Perrault défendit les crédits avec M. J.-L. Boulanger, sous-ministre de la Voirie, qui vint siéger à la Chambre au fauteuil de l'honorable M. Galipeault."
13. *L'Événement* du 28 mars 1925, à la page 15, précise qu'il est minuit à ce moment de la séance.
14. *L'Événement* du 28 mars 1925, à la page 1, explique que M. Sauvé, en disant que les députés ne s'intéressaient pas à l'étude des crédits, amena le gouvernement à décider de "prouver à l'opposition que son chef se trompait, et on décida de laisser les députés de gauche parler toute la nuit s'ils le voulaient".
15. *L'Événement* du 28 mars 1925, à la page 15, rapporte qu'à 1 heure du matin, M. Bray prend la parole.
16. Depuis les 17 et 18 mars 1925, M. Bray estime que M. Perron, ministre de la Voirie, a comploté pour salir sa réputation en faisant sortir son nom durant une séance du comité des comptes publics qui, parallèlement à la session, enquête sur les activités de la Commission des liqueurs. Lors de la séance du 17 mars dudit comité, le nom de M. Bray (qui était absent cette journée-là en raison des funérailles de son père) fut lancé comme étant soupçonné d'avoir profité du trafic illicite d'alcool. Le lendemain, M. Bray, sur une question de privilège, nia toute implication de sa part dans ce commerce.
17. Aucune source ne nous permet de déterminer si l'honorable M. Perrault répond aux questions de M. Bray.
18. Nous n'avons pu retrouver les propos de ces députés. Seul un passage mentionnant leur participation au débat nous permet de dire qu'ils sont intervenus.

19. Vu l'heure tardive, les correspondants parlementaires n'ont noté que peu de choses des débats sur cet item du budget.

20. M. Langlais fait allusion à l'affaire Louis-Eugène Parrot, ex-député de Témiscouata (1916-1921), qui a fait grand bruit en 1921. Accusé par un jeune avocat de Rivière-du-Loup, Jean-François Pouliot, de s'être enrichi aux dépens des colons du comté et du Trésor provincial, le député Parrot sera dénoncé par Pouliot, qui profite de l'appui du *Devoir*. Parrot ayant été sommé de mettre son siège en jeu par M. Taschereau sur cette question, le député de Témiscouata va préférer démissionner le 22 juin 1921. Pendant plusieurs mois, l'opposition conservatrice va poursuivre le gouvernement avec les rumeurs de corruption régnant au département des Terres et Forêts suite à cette affaire. Pour plus de détails sur cette affaire, voir la séance du 15 février 1922.

21. Puisque aucun correspondant parlementaire n'a fait de compte rendu détaillé de cette séance nocturne, nous croyons utile, pour le bénéfice de nos lecteurs, de reproduire exceptionnellement une grande partie d'un article du *Devoir* du 30 mars 1925, à la page 1, qui fait un survol aussi intéressant qu'imagé des débats qui ont eu lieu après minuit:

"[...] Donc, vendredi soir, M. Perrault a dû, avec le concours de M. Boulanger, sous-ministre de la Voirie, assis à son côté, subir le feu des interrogations de toutes sortes, depuis les plaintes de M. Jos. Dufresne sur les bords de chemins de son comté jusqu'aux doléances de Sainte-Rose-du-Déglé.

"Le député de Témiscouata s'est plaint du patronage surprenant dont jouit encore l'ancien représentant de ce comté à la Législature. M. Langlais a soutenu la discussion pendant une partie de la longue séance.

"C'est un des membres les plus marquants de la gauche. Dialecticien mûri dans l'étude et l'application des lois comme avocat et comme ancien recorder, belle culture générale, orateur au débit facile, longue chevelure grisonnante qui lui compose une tête à panache, il ne lui manque qu'une voix moins détonante.

"M. Bray n'a pas non plus ménagé ses questions. Il en avait toute une longue liste. Le député de Saint-Henri voulait visiblement se venger du ministre de la Voirie qu'il accuse d'avoir comploté contre lui dans l'affaire du syndicat Brosseau. Nous l'avons relaté brièvement samedi.

M. Bray a défié M. Perron de se présenter contre lui. Une gigantesque veste l'attend.

"M. Sauvé est resté au poste, lui aussi, jusqu'à la fin avec la moitié de l'opposition. L'autre moitié faisait, paraît-il, partie de la relève, sous la direction de M. Patenaude.

"Le café parlementaire est le refuge de tous.

"Durant tout ce temps, les meilleurs "mélanges" de M. Michaud font leur œuvre. Le café du parlement reste ouvert, selon les règlements. Les estomacs creusés par le "hagosse" et la veille prolongée en ont besoin. L'amphytrion parlementaire, M. Francoeur, reçoit aussi dans ses appartements. Les fermentations, comme dirait M. Cordeau, sont à 125 degrés "au-dessus de la preuve". On entend des refrains populaires dans les couloirs.

"À la Chambre, le maigrelet député de Beauce (M. Fortin), perdu au fond du grand fauteuil de président du comité des subsides, somnole et jette de temps en temps des regards suppliants aux deux groupes qui discutent. Mais ces deux groupes ne semblent pas vouloir lâcher prise. La relève est organisée en cas de besoin, et ni M. Taschereau ni M. Sauvé ne veulent désemparer le premier. Le premier ministre sort, rentre, sort, rentre, s'assoit à son siège, en repart pour daigner prendre place à côté de tel ou tel député de l'arrière-garde.

"Pendant tout ce temps, MM. Sauvé, Langlais, Houde, Bray, Dufresne et Plante forcent M. Perrault, ou plutôt le sous-ministre de M. Perron, assis à son côté, à fouiller sans discontinuer dans ses dossiers empilés devant lui.

"Le sergent d'armes, compassé, solennel, l'épée au côté, tient bon, sans bouger. Assis à son fauteuil, il veille jusqu'à la fin sur le lourd hochet de bronze qu'on appelle la "messe".

"Il est trois heures trente, M. Plante propose l'adoption des subsides de la voirie, tout en se réservant le droit de les discuter de nouveau. La proposition ne tarde pas à faire vider la Chambre."

22. Heure mentionnée par *Le Devoir* du 28 mars 1925, à la page 3. *La Presse* du même jour, à la page 71, indique plutôt 3 h 15.

Séance du samedi 28 mars 1925

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à midi et demi¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Dépôt de documents:

Pont de la rivière Lois

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 3 février 1925, pour copie des listes de paie pour la construction du pont de la rivière Lois, rangs 8 et 9 du canton Poularies. (Document de la session no 65)

Grains et graines
de semence dans Labelle

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 11 février 1925, pour copie de la liste détaillée des noms de ceux à qui on a distribué des grains et graines de semence dans le comté de Labelle en 1923-1924, indiquant la quantité distribuée à chacun d'eux en particulier. (Document de la session no 66)

Correspondance entre
H. Hamel et le ministre de la Colonisation

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 18 février 1925, pour copie de toute correspondance en 1924 entre le ministre de la Colonisation ou ses officiers et M. Hormisdas Hamel, de Macamic. (Document de la session no 67)

A. Barbe

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 19 février 1925, pour copie de toute correspondance en 1923-1924, entre le ministre de la Colonisation et M. Arthur Barbe, de Saint-Jovite, au sujet de bois de construction. (Document de la session no 68)

Travaux à
Notre-Dame-de-la-Salette

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 25 mars 1925, pour copie du rôle de paie pour travaux en 1924, dans la municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette. (Document de la session no 69)

Voirie de
Sainte-Émélie-de-l'Énergie

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 25 mars 1925, pour copie de la liste de paie des travaux de voirie exécutés dans le chemin du 5^e rang de Sainte-Émélie-de-l'Énergie, comté de Joliette, en 1920-1921, et de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toute personne au sujet de ces travaux. (Document de la session no 70)

Questions et réponses:

Refonte
des Statuts

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): Combien a coûté jusqu'à date la refonte des Statuts, à part des frais d'impression?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Voir *Journaux de l'Assemblée législative* pour période finissant le 1^{er} janvier 1924. Depuis, \$20,687.25.

G.-L. Dussault

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. À quelle date ont été payés à M. G.-L. Dussault les \$400 de salaire comme secrétaire de la Commission du service civil?

2. M. G.-L. Dussault a-t-il reçu quelque argent en 1923-1924 à la Commission de refonte des Statuts?

3. Dans l'affirmative: *a.* laquelle; *b.* à quelle page des *Comptes publics* cette somme est-elle inscrite?

4. Pour quel travail le gouvernement a-t-il payé au cours du dernier exercice un salaire spécial de \$200 et \$75 pour services spéciaux à M. G.-L. Dussault, outre le traitement de \$1,800 qu'il a reçu comme officier spécial et secrétaire du département du procureur général, et les \$230 de dépenses de voyage, tel qu'il appert aux pages 132, 133 et 190 des *Comptes publics 1923-1924*?

5. M. G.-L. Dussault a-t-il reçu d'autres sommes au cours du dernier exercice?

6. Dans l'affirmative, lesquelles et pour quelles fins?

7. Quelle somme le gouvernement lui a-t-il payée ou avancée depuis le 1^{er} juillet 1924?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. 24 décembre 1924.

2. Oui.

3. a. \$600; b. les dépenses de la Commission de refonte des Statuts n'apparaissent pas encore dans les *Comptes publics*.

4. Pour les \$200, voir *Journaux de l'Assemblée législative, 1923-1924*, à la page 162; la somme de \$75 lui a été payée pour la préparation de procédures judiciaires.

5. et 6. Non.

7. Son traitement et \$125 pour la copie de documents *re* soumission à la Cour d'appel de la question des écoles de Montréal.

E. Plamondon

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Le notaire Édouard Plamondon, pratiquant autrefois à Québec, est-il à l'emploi du gouvernement?

2. Dans l'affirmative, depuis quand?

3. Quel est son emploi et où l'exerce-t-il?

4. Quel est son salaire?

5. Par qui a-t-il été recommandé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le notaire Plamondon, pratiquant autrefois à Québec, n'est pas à l'emploi du gouvernement.

Harvey & Cie, Métabetchouan

M. Bastien (Québec): Quel montant le gouvernement a-t-il perçu en droits de coupe sur les limites à bois de Harvey & Cie, de Métabetchouan depuis 1918?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Il n'y a aucune limite à bois au nom de Harvey & Cie, de Métabetchouan.

Entrepôt de la Commission des liqueurs, Montréal

M. Pellerin (Maisonneuve): 1. Quel est le montant du contrat pour construction de l'entrepôt de la Commission des liqueurs de Québec au Pied-du-Courant, à Montréal?

2. Quel est le nom de l'entrepreneur?

3. Les travaux sont-ils terminés?

4. Dans l'affirmative, quand le furent-ils?

5. Dans la négative, quand le seront-ils?

6. Y a-t-il d'autres argents affectés à cette construction, outre le prix initial dudit contrat?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. \$240,000.

2. Munn & Shea Limited.

3. et 4. Non.

5. Vers le 1^{er} mai prochain.

6. Oui.

Commission des écoles catholiques de Montréal

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 132 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Liqueurs alcooliques

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 211 modifiant la loi concernant les liqueurs alcooliques soit maintenant lu une troisième fois.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je proposerais en amendement que le prix des licences soit diminué de \$300 à \$250.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Voulez-vous prendre un vote là-dessus?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Oui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Alors, ajournons la troisième lecture à mardi, afin que vous puissiez prendre votre train pour Montréal.

Bien entendu, si l'honorable député y consent et veut prendre son train. Nous serions enchantés de garder les députés de Montréal à Québec.

La troisième lecture est reportée.

Commission des services publics de Québec

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 10 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec.

Il s'agit d'amendements sans importance, qui ne changent en rien les prérogatives de la Commission.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Jeunes délinquants

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 33 modifiant la loi relative aux jeunes délinquants.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que l'ordre soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

Il est ordonné que les résolutions soient retirées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 33 modifiant la loi relative aux jeunes délinquants.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que l'ordre soit révoqué.

La seule raison, dit-il, qui me fait retirer le bill est que la maison de détention des jeunes délinquants à Montréal est trop petite pour contenir

tous les enfants condamnés par le tribunal. Il faut attendre encore une année, afin que ce bill puisse être présenté pour de bon. Nous tâcherons de voir aux exigences des jeunes délinquants au cours de l'année, mais nous proposons de retirer ce projet de loi. Le gouvernement trouvera le moyen d'ici la prochaine session d'agrandir le local où sont actuellement détenus les jeunes délinquants.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): L'opposition a du bon et il est naturel que le gouvernement veuille procéder à de petits ajustements ici et là, après avoir adopté une loi, et qu'il juge même nécessaire, parfois, de retirer un bill.

Adopté. L'ordre est révoqué.

Il est ordonné que le bill soit retiré.

Taxe sur les transferts de valeurs mobilières

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 201 modifiant les Statuts refondus, 1909, concernant la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (l'honorable M. Madden), que l'ordre soit révoqué.

Plusieurs intéressés et des représentants du gouvernement fédéral m'ont représenté qu'Ottawa avait le droit d'imposer une semblable taxe. On s'est interrogé sur la légalité de la chose et il y aurait alors danger d'une double taxe. Nous reconsidérerons le projet l'an prochain.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): (En souriant) Je croyais que l'honorable trésorier provincial était converti. Je vois qu'il a encore envie d'imposer cette taxe.

Adopté. L'ordre est révoqué.

Il est ordonné que les résolutions soient retirées.

Remboursement de droits:

Montreal Central Terminal Company

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes

(M. Sauvé), que les droits ordinaires payés pour le bill 124 concernant la Montreal Central Terminal Company soient remis aux promoteurs, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été retiré.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi prochain, à quatre heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée vers 1 heure.

NOTE

1. *Le Devoir* du 30 mars 1925, à la page 3, nous apprend que l'honorable M. David s'est embarqué à New York sur le *Paris* à destination de l'Europe pour un voyage de plusieurs semaines. À partir de cette séance, il sera absent de la Chambre jusqu'à la fin de la session. Par ailleurs, *L'Événement* du même jour, à la page 1, rapporte qu'une trentaine de députés environ sont présents à cette séance. Ce même journal rapporte aussi que "L'assistance, en dehors du parquet, était d'une faiblesse désespérante pour les députés qui parlent pour les galeries! On remarquait cependant sur les sièges réservés aux conseillers législatifs un auditeur distingué, l'honorable sénateur P.-E. Blondin, ancien ministre des Postes à Ottawa, qui est maintenant retourné à l'exercice de sa profession de notaire à Montréal."

Première séance du lundi 30 mars 1925

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 4 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Registre des compagnies

M. Smart (Westmount): 1. Depuis l'adoption des lois 14 George V, chapitres 64 et 65, quel registre, s'il y en a, a été tenu du nombre des compagnies constituées en corporation en vertu de la loi des compagnies de la Puissance dont les bureaux-chefs sont dans la province de Québec?

2. Si ce registre a été tenu, combien de ces compagnies ont été constituées en corporation depuis l'adoption des lois ci-dessus mentionnées jusqu'au 1^{er} mars 1925?

3. Combien de ces compagnies constituées en corporation en vertu de la loi des compagnies de la Puissance ont produit ces documents tels que requis par les lois 14 George V, chapitres 64 et 65: *a.* avant le 5 mars 1925; *b.* depuis le 5 mars 1925 jusqu'à date?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. et 2. Aucun registre des compagnies formées conformément à la loi des compagnies du Canada n'est tenu par le secrétaire de la province.

3. *a.* 3;
b. 6.

W. LeBel

M. Langlais (Témiscouata): 1. M. Wenceslas LeBel, de Saint-Louis-de-Kamouraska, reçoit-il une pension quelconque du gouvernement de cette province?

2. Si oui, quel montant reçoit-il?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): 1. et 2. Non.

H. Rousseau

M. Langlais (Témiscouata): 1. Le gouvernement de cette province ou l'honorable procureur général a-t-il fait faire une enquête au sujet de M. le notaire

Hervé Rousseau, de Trois-Pistoles et de sa disparition subite durant l'élection fédérale de Témiscouata, en novembre et décembre 1924?

2. Si oui, y a-t-il eu un rapport à cet effet?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. et 2. Non.

Charles Lanctôt

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. Pendant le dernier exercice, M. Charles Lanctôt a-t-il reçu d'autres sommes que celles mentionnées ci-après: \$6,000 (page 132 des *Comptes publics 1923-1924*); \$995 (page 132); \$700 (page 190); \$5,450 (page 190); \$2,600 (page 190); \$5,169.50 (page 190); \$3,000 (page 355); soit \$23,914.50 en un an?

2. Dans l'affirmative, lesquelles?

3. M. Jean Lanctôt qui, d'après les *Comptes publics 1923-1924*, a reçu au cours du dernier exercice \$1,400 (page 146), et \$136.96 (page 267); M. Jean-J. Lanctôt qui a reçu \$10.60 (page 285) et \$372.35 (page 295) sont-ils une même personne?

4. M. Jean Lanctôt a-t-il reçu d'autres sommes dans l'exercice finissant le 30 juin 1924?

5. Dans l'affirmative, lesquelles?

6. M. H. Lanctôt qui, d'après les *Comptes publics 1923-1924*, a reçu pendant le dernier exercice \$1,152.10 (page 266); et M. Hugh Lanctôt qui a reçu \$945.49 (page 267) et \$238.34 (page 295) sont-ils la même personne que M. Hugues Lanctôt, qui, en 1922-1923, a reçu \$3,780.39 du gouvernement?

7. M. Philippe Lanctôt qui, d'après la page 133 des *Comptes publics 1923-1924*, a reçu au cours du dernier exercice \$100 pour services supplémentaires, et M. Ph. Lanctôt, qui apparaît à la page 191 des mêmes *Comptes publics* comme ayant reçu \$476 pour services spéciaux, sont-ils une même personne?

8. Quelle est la nature de ces services supplémentaires et de ces services spéciaux?

9. M. Philippe Lanctôt a-t-il reçu d'autres sommes en 1923-1924?

10. Dans l'affirmative, lesquelles?

11. M. Jules Carboneau qui, d'après la page 141 des *Comptes publics 1923-1924*, a reçu \$1,300 comme commis du département de la Colonisation, des Mines et Pêcheries et M. Jules Carboneau qui, d'après la page 180, a reçu dans le même exercice \$900 comme commis à la prison du district de Québec, et \$75 pour la préparation du

rapport annuel de la prison, sont-ils une même personne?

12. M. Jules Carbonneau a-t-il reçu d'autres sommes au cours du dernier exercice?

13. Dans l'affirmative, lesquelles?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. et 2. Les *Comptes publics* sont exacts.

3. Oui.

4. Oui.

5. \$653.10, page 267, *Comptes publics 1923-1924*.

6. Oui, moins \$9.69.

7. Oui.

8. Pour services spéciaux ou supplémentaires, il n'y a pas d'autres services que ceux-là. Les services spéciaux ou supplémentaires désignent la même chose.

9. et 10. Les *Comptes publics* sont exacts.

11. Oui.

12. et 13. Les *Comptes publics* sont exacts.

Voyage de C. Lancôt

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Des \$2,500 que M. Charles Lancôt a reçus, ainsi qu'il appert à la page 262, 263 et 326 des *Journaux de l'Assemblée législative 1923-1924*, pour défrayer ses dépenses de voyage à Londres, du 13 octobre 1923 au 25 décembre 1923, quelle somme a-t-il déboursée: *a.* pour frais d'hôtellerie à Londres; *b.* pour se transporter à Londres; *c.* pour revenir de Londres?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le gouvernement ne croit pas devoir demander à son avocat les détails que comporte cette question.

Remboursement de droits:

Lower Canada College

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que les droits ordinaires payés pour le bill 53 constituant en corporation le Lower Canada College soient remis aux promoteurs, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction publique.

Adopté.

Frank Devlin Genest

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Bernard),

que les droits additionnels payés pour le bill 128 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Frank Devlin Genest à la pratique du droit, après examen, soient remis aux promoteurs, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne un étudiant pauvre et que le retard dans la présentation de ce bill a été causé par suite de circonstances incontrôlables.

Adopté.

Paiements à la couronne

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 39 concernant certains paiements faits à la couronne soit maintenant lu une deuxième fois.

Toute personne qui a un recours contre le gouvernement peut l'exercer en aucun temps. Nous proposons de limiter le délai à six mois. Voici du reste le texte de notre amendement:

"Tout droit d'action en répétition de sommes d'argent payées au gouvernement de la province, par suite d'une erreur de droit dans le passé ou à l'avenir comme droits ou taxes imposés par une loi de la Législature, est absolument éteint si l'action n'a pas été intentée dans les six mois de la date du paiement."

L'amendement est très large, car nous sommes six mois après le paiement. Nous voulons éviter par là de graves inconvénients si un particulier, par exemple, venait au bout de 10 ans réclamer des paiements dans lesquels une irrégularité se serait glissée; la couronne se verrait forcée de rendre tout l'argent ainsi perçu dans des cas multiples, et depuis longtemps, ce qui amènerait une perturbation considérable dans le budget provincial. L'intérêt public en souffrirait. Pour cette raison, en Angleterre, les droits de recours n'existent pas du tout. Même dans les autres provinces, ce droit d'appel est refusé aux personnes intéressées. Nous, nous voulons être moins rigides et accorder un délai de six mois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Six mois peuvent ne pas être suffisants dans certains cas. Il peut se faire que les recherches soient longues et que, par conséquent, un appel ne peut être inscrit dans le délai.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ordinairement, dans les cas douteux, le paiement n'est fait que plusieurs mois et même un, deux et trois ans en retard. Le bill stipule que le délai n'est compté qu'à partir du moment du paiement.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Ne pourrait-on pas donner plus de délai?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a danger. Dans les successions, entre autres, nous pourrions subir des pertes très graves.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Je trouve au contraire que le délai est très court, vu qu'actuellement le délai est de 10 ans, et que la plus courte prescription du Code civil est d'une année seulement. On devrait donner au moins deux ans de délai.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je crois que le délai de six mois suffit et, dans l'intérêt de la province, nous ne pouvons donner plus. Deux ans, ce serait trop et la province en subirait le préjudice. Le projet est d'ailleurs assez large puisque le délai s'étend six mois après que l'intéressé a consenti à payer. Même quand une action est prise avant le paiement, la couronne ne perçoit rien avant que le cas ne soit réglé. En Angleterre, il n'y a aucun recours contre la couronne. D'ailleurs, aucune possession britannique n'accorde de délai dans ces cas, et le gouvernement avait pensé à faire de même.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Je crois que cette loi est trop radicale.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous faites sûrement erreur.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) pose plusieurs questions au premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) lui répète l'explication du projet de loi.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget, se lisant comme suit: "Qu'un crédit n'excédant pas deux

millions six cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour améliorations et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926", rapportée du comité des subsides et lue deux fois, vendredi le 27 mars courant, et dont l'adoption avait été remise à la prochaine séance, soit maintenant adoptée.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qu'est-ce que c'est que ça?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (En souriant) C'est le budget qui a été étudié à fond vendredi soir.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'opposition a cru devoir prolonger ce débat vendredi soir, à la suite d'un incident causé par un ministre. L'opposition ne cherchait pas à faire perdre son temps à la Chambre. Je regrette un certain incident qui a eu lieu pendant le débat, et j'assure la Chambre que je n'ai pas participé à l'attaque contre le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron)². D'un autre côté, on nous reproche de répéter trop souvent notre politique sur la voirie, et l'on vient ensuite dire que nous n'avons pas de programme. La voirie est une des branches importantes de l'administration, puisqu'il s'agissait d'une somme de plus de \$2,000,000. Cette question continuera à être discutée pendant les vacances parlementaires et même d'ici la fin de la présente session.

Nous voulons savoir si notre système de voirie n'est pas l'une des causes de la crise agricole qui sévit actuellement. Je crois que le gouvernement serait injuste de rejeter sur les imprudences de certaines municipalités les responsabilités de la situation. Il lui appartient de donner une saine direction. Depuis que nous discutons sur la question, j'ai reçu plus d'une correspondance qui prouve que l'attitude de l'opposition est celle qui répond le mieux à l'opinion publique.

Je crois que le gouvernement aurait pu éviter bien des charges aux municipalités s'il avait suivi la politique de l'opposition, qui est la classification des routes. L'opinion chez les cultivateurs, c'est que le gouvernement ne prend pas une part raisonnable et proportionnée dans la confection, la réfection et l'entretien des routes. Le cultivateur croit que la loi de 50 % est injuste, que le gouvernement devrait payer plus que 50 %. Pour les petites routes qui vont d'un rang à l'autre, c'est différent; mais pour les autres routes, les municipalités devraient payer moins cher. Ce sont les voyageurs et non les

cultivateurs qui usent ces routes. Car, le tourisme ne va pas seulement sur les grandes routes, mais dans une foule d'autres qui ne sont pas classifiées comme telles. Le gouvernement, à mon avis, devrait reclassifier les routes, en tenant compte des besoins de chaque région et en basant le paiement sur les moyens des municipalités. Il faut vivre à la campagne pour se rendre compte de la situation de la voirie.

Je crois que le gouvernement aurait dû modifier sa loi de 50 % pour certaines routes, et dire que les municipalités ne paieront que 30 % ou 25 %. Nombre de municipalités ont été trompées parce qu'on leur disait qu'on leur prêtait à 2 % pendant 41 ans. Les cultivateurs croyaient que les routes dureraient 41 ans. Malheureusement, ces routes sont à refaire tous les trois ou quatre ans. Lorsque le gouvernement a augmenté son taux d'intérêt de 2 % à 3 %, les municipalités ont encore été trompées. Les municipalités ne peuvent abandonner leur politique de voirie; il faut donc les accommoder le plus possible et leur assurer les conditions les plus favorables.

Dégrevier les municipalités du fardeau actuel de la voirie doit marcher au moins de pair avec l'établissement de fermes de démonstration et la nomination d'une multitude d'agronomes. L'opposition continuera à réclamer, comme elle a réclaté dans le passé, jusqu'à ce que nous obtenions de meilleures conditions pour les cultivateurs. Le gouvernement a été obligé d'accepter les suggestions de l'opposition. Après les dernières élections partielles, des députés libéraux de la campagne sont allés trouver les ministres et leur ont intimé l'ordre de changer leur politique de voirie.

(En souriant) Des ministres, des ministres éloquents comme le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier) s'en sont rendu compte l'été dernier. Ils ont voulu tenir des assemblées, et il y avait peu d'enthousiasme. Ils demandaient aux députés: "Qu'est-ce que ça veut dire?" Et ces derniers répondaient: "C'est parce que le gouvernement a perdu sa popularité."

Le gouvernement peut bien parler de ce qu'il a fait pour les cultivateurs en construisant de bons chemins. Tous les chemins mènent à Rome, et il est également vrai que les chemins, sauf les petits bouts, mènent aux grandes villes, et les touristes ne font que passer. La seule chose pour laquelle les cultivateurs peuvent remercier le gouvernement, c'est d'avoir amené les automobiles des touristes qui filent sur les chemins à toute allure. Quand il veut sortir de chez lui, il est bousculé par des étrangers en auto qui l'injurient et l'aveuglent de poussière. Cela ne doit

pas durer. La réalité aujourd'hui, c'est que le cultivateur n'est plus l'homme qu'on s'imaginait: heureux, prospère et jouissant pleinement du Chemin du Roy. Les cultivateurs ne sont plus chez eux dans leurs chemins. Les touristes les forcent à marcher dans les fossés. Le bon vieux temps du Chemin du Roy est fini à tout jamais, quant aux cultivateurs. Ou bien il faudra remodifier la loi de voirie, ou bien le gouvernement tombera, et nous, quand nous serons au pouvoir, nous la changerons.

Ce n'est pas tout. La taxe de la gazoline et des autos atteint aussi le cultivateur, car il ne faut pas refuser à celui-ci le droit de se servir des véhicules-moteurs. L'afflux de touristes, la construction de chemins pour les automobiles et les changements qui en résultent font qu'il est plus difficile de retenir le fils du cultivateur sur la ferme. Il y a tant de gens sans moyens qui ont des automobiles que parfois les cultivateurs s'en achètent pour garder leurs enfants à la terre. Ils se disent: "si nous n'avons pas d'automobile à la maison, nos fils s'en iront en ville". Malheureusement, les revenus des cultivateurs au Québec sont tels qu'ils sont peu nombreux à pouvoir se permettre d'acheter une automobile. Les Américains sont venus, mais la prospérité n'a pas suivi. Ce n'est pas réjouissant pour le jeune cultivateur, chaque dimanche après la messe, de voir l'encanteur annoncer sur le parvis de l'église la vente de deux ou trois fermes pour les taxes.

Les gens découragés prennent le chemin des villes ou des États-Unis. Le gouvernement ne fait rien pour les garder ici. Il ne fait rien non plus pour ramener ici ceux qui nous ont laissés. Ceci étant, c'est une bonne chose que l'opposition ait cru sage, vendredi soir dernier, de ne pas adopter le budget de la voirie, sans que tous aient eu la possibilité d'exprimer leur point de vue. Je regrette que le gouvernement nous ait forcés à voter \$2,800,000, vendredi soir. Aux prochaines élections, la population montrera qu'elle n'est pas satisfaite.

M. l'Orateur: Adopté?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (Fâché) Non, non, il y a d'autres députés qui veulent parler.

M. l'Orateur: J'ai posé la question à la Chambre. Je demanderais à l'honorable chef de l'opposition (M. Sauvé) de bien vouloir faire attention à mes paroles.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je ne crois pas en la véracité du tableau que vient de

nous tracer le chef de l'opposition. Personnellement, je sais que les bons chemins, partout où on les a faits, ont donné une plus-value aux terres. J'habite un comté rural, moi aussi, M. l'Orateur, et je ne connais pas de sentiments chez les cultivateurs comme ceux que l'honorable chef de l'opposition nous a rapportés. Dans tous les endroits que je connais, on a été heureux d'avoir de bonnes routes. Une foule de municipalités nous en demandent encore. Nous n'y pouvons suffire. Mon honorable ami dit: "C'est effrayant de voir les cultivateurs se jeter dans les fossés pour laisser passer les automobilistes."

Les cultivateurs circulent d'une façon absolument libre sur leurs chemins. Il peut se rencontrer quelques malotrus parmi les chauffeurs qui les éclaboussent en passant, mais ils sont connus et personne ne les protège. Ce n'est pas la faute de la politique du gouvernement. La chose est exagérée d'ailleurs. Les cultivateurs jouissent de bons chemins comme n'importe qui, et les automobilistes, pour la plupart, se conduisent convenablement à leur égard.

Il nous reproche d'avoir, il y a quelques années, élevé le taux de l'intérêt de 2 % à 3 %. Est-ce juste? Si les conditions économiques ont changé brusquement, pouvons-nous en être accusés? En 1912, quand on a fixé le taux d'intérêt sur les prêts à 2 %, qui d'entre nous, même dans le monde entier, pouvait prévoir la guerre de 1914 qui bouleversa tous les domaines de l'activité humaine? Il vint un moment où l'argent n'avait plus la même valeur et où il fut nécessaire d'élever les intérêts. Le gouvernement faisait alors face à la même crise que les cultivateurs et tous les autres, mais il a quand même complètement pris en charge l'entretien des routes, en 1922, pour décharger les cultivateurs de ce fardeau.

Quant à la loi du 50 %, elle est en rapport avec les revenus actuels de la province. Elle nous coûte en une année \$2,000,000. Ajoutez à cela \$2,000,000 pour l'entretien et la réfection, et vous avez un total de \$4,000,000 pour la dernière année. Le gouvernement a versé environ \$550,000 pour la construction et l'entretien des routes régionales. Élever cette quote-part de 50 %, nous ne demanderions pas mieux mais, pour l'instant, nous ne pouvons danser plus vite que le violon. Nous avons assez à faire. Nous avons à terminer la construction de nos chemins. Il nous faut faire encore 715 milles de grandes routes qui nous coûteront plus de \$2,000,000.

Les routes de la province ont été classifiées avec soin, et quand nos 44 chemins classifiés seront terminés, alors il sera possible de continuer à alléger

le fardeau du contribuable, comme nous l'avons toujours fait jusqu'à présent. Mais nous ne perdrons jamais de vue l'équilibre entre les dépenses et les revenus de notre province. Je serais heureux si nous pouvions faire davantage, mais nous devons administrer avec sagesse.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre ne doit pas oublier que nous sommes en temps de crise et qu'il serait temps d'en agir ainsi.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il est vrai que nous subissons le contre-coup d'une crise, mais nous faisons tout ce qu'il est possible. La politique de la voirie a justement aidé la classe agricole en ce temps de crise; elle est bien fondée et nous l'améliorons à mesure que les revenus nous le permettent. Nous savons que les cultivateurs n'ont pas échappé à la crise, crise qui sévit partout, aux États-Unis comme dans les pays du monde entier, et dont le gouvernement n'est pas responsable, mais nos cultivateurs, malgré cette crise, vivent bien et ils ont traversé ces jours mieux que d'autres.

Je répète que la politique du gouvernement sur la voirie est très appréciée par les cultivateurs et a rendu de grands services aux campagnes. Des millions ont été dépensés dans les routes et gagnés par eux. Toutes les municipalités veulent avoir des bons chemins, car elles savent qu'ils apportent la prospérité. Le département se propose de construire des chemins de raccordement pour les routes régionales et provinciales. Relativement aux encans dont parle le chef de l'opposition, ce sont des cultivateurs qui partent pour des villes industrielles. Le mouvement d'émigration aux États-Unis s'est ralenti, s'il n'a pas presque complètement cessé.

Les plaintes du chef de l'opposition sont non pas exagérées, mais nullement fondées. La crise dont il parle n'est pas particulière à la province de Québec, mais à tout le Canada et à tous les pays du monde. C'est notre Québec qui l'a le mieux traversée. Nous avons toutes les raisons de continuer notre politique de voirie, qui est l'orgueil et fait le progrès de notre province.

(Applaudissements)

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le chef de l'opposition vient de répéter en Chambre tout ce qu'il a dit sur les "hustings" contre la voirie. L'honorable chef de l'opposition dit que les cultivateurs sont montés contre le système. Non, M. l'Orateur, les cultivateurs ne sont pas montés, mais on essaie de les monter. C'est un faux

mouvement politique. Je connais quantité de cultivateurs qui seraient parfaitement heureux si on n'allait pas continuellement leur suggestionner qu'ils sont malheureux.

Ce n'est pas nous qui avons fait dans les campagnes une campagne de dénigrement; d'autres y sont allés semer le préjugé pour des fins politiques exclusivement. Dans certains milieux, les adversaires du gouvernement ont agi comme de véritables agents bolchéviques auprès des cultivateurs. On est allé chanter aux cultivateurs: "Messieurs, vous êtes obligés de marcher dans les fossés pour faire plaisir aux riches qui ont des automobiles!" Veut-on enseigner la haine des classes?

On prétend que les cultivateurs ne devraient pas avoir d'automobiles. Veut-on supprimer l'automobilisme dans la province de Québec? On va jusqu'à dire que c'est la faute du gouvernement s'il y a des automobiles sur les routes...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas cela que j'ai dit.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui, c'est ce que vient de dire mon honorable ami. Il a déclaré catégoriquement que les cultivateurs n'avaient plus le droit de sortir dans le chemin. Veut-on qu'on fasse comme dans l'Île-du-Prince-Édouard? On a défendu l'entrée des autos dans l'Île-du-Prince-Édouard, et au bout d'un an ou deux, on s'est aperçu que ça n'avait pas de bon sens. L'on a dû rappeler la loi. Il ne faut pas mettre la situation pire qu'elle n'est, surtout et uniquement pour des fins politiques. Si mon honorable ami voulait que nous nous occupions d'améliorer le sort des cultivateurs, je m'accorderais avec lui. Mais lorsqu'il essaie de faire de la politique, de monter les cultivateurs, je dis qu'il ne devrait pas faire cela, qu'il n'a pas le droit de faire cela. Par certains de ses journaux et de ses partisans, il cherche à chauffer le cultivateur à blanc.

Pourtant, nous avons donné le plus de protection possible aux agriculteurs, en rendant les automobilistes responsables de tous les dommages qu'ils causeront aux voitures à chevaux. Qu'ils marchent sur l'un des côtés de la chaussée, quel inconvénient y a-t-il à cela, puisque ce côté est bien carrossable? Les routes sont belles et les cultivateurs qui passent avec des charges préfèrent prendre le bord des chemins parce que c'est meilleur pour les chevaux. D'ailleurs, les routes sont aussi belles sur les côtés qu'au milieu. Autrefois, avant notre politique, ces routes n'étaient pas passables, même au milieu de la chaussée qui était semée de fondrières.

Ce qui est plus grave, c'est de dire aux cultivateurs et aux ouvriers: "Voici, à côté de vous, un riche. Or, cet homme n'a pas le droit de vivre plus luxueusement que vous." C'est une mauvaise action, du bolchévisme. Chacun doit vivre selon ses moyens, et si un riche dépense à droite et à gauche sans compter, tout le monde en profite. J'aime mieux vivre à côté d'un millionnaire qui dépense de l'argent que de vivre, passez-moi l'expression, à côté d'un quêteux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre admettra qu'il faut donner aux quêteux.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Sans doute, il faut les assister, mais il n'est pas permis de leur dire: "Mon ami, votre voisin est plus riche que vous et vous devriez avoir les mêmes moyens que lui." C'est avec des mots comme ceux-là qu'on fait le bolchévisme.

Pourquoi prêcher l'égalité quand elle est impossible à réaliser sur la terre? Il y aura toujours des pauvres. L'important, il ne faut pas les dresser contre une partie de la société...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais, l'honorable ministre...

M. l'Orateur: À l'ordre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je veux poser une question si l'honorable ministre veut me le permettre. Ça se fait dans les Parlements, ça. Je voudrais savoir quelle est la qualification foncière...

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Mon honorable ami veut sortir de la question parce qu'il n'est pas capable de répondre aux arguments que je lui sers. Il a parlé de l'exode des Canadiens de la province aux États-Unis. N'a-t-il pas vu dans les dernières statistiques que 41,000 émigrés étaient revenus au pays l'an dernier? Et puis, parce que des cultivateurs quittent certaines terres, ce n'est pas nécessairement pour aller aux États-Unis. Les uns vont dans nos centres industriels, d'autres vont coloniser.

Le chef de l'opposition déplore qu'il y ait des encans dans les campagnes. Oui, il y a des encans. Cet après-midi même, M. l'Orateur, un de vos électeurs venait à mon bureau prendre des renseignements. Il venait de vendre tout son bien à l'enchère. Savez-vous où il s'en va? Il s'en va s'établir au Témiscamingue.

Le chef de l'opposition prétend que la politique de voirie a écrasé les municipalités. Voici une lettre d'un citoyen de la paroisse de La Présentation où vous lisez la condamnation de cette fausse prétention. Parue dans le *Bulletin des agriculteurs* et signée du nom d'Albini Nichols, c'est une des quelques lettres sensées écrites dans ce journal parmi 100 autres stupides. Ce M. Nichols, un agriculteur qui a violemment attaqué le gouvernement dans le même journal, répond vertement à un M. Desroches, un citoyen de Saint-Hyacinthe où l'on se plaindrait d'avoir à payer l'intérêt de \$20,000, soit \$400 par année. Il dit en substance: "Vous êtes bien heureux, vous autres, d'avoir obtenu cet argent. Nous avons payé, nous, \$60,000 pour nos routes. Nous sommes obligés de déboursier chacun \$400 annuellement pour une terre de 90 arpents. Notre intérêt s'élève à \$8,000, le vôtre, à \$400. Et nos chemins sont impraticables plusieurs mois l'an. Nous ne sommes pas mieux que les colons qui vivent dans les bois."

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a donc du bon dans le *Bulletin des agriculteurs*?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je l'ai dit à mon honorable ami: il y a parfois des lettres de gens de bon sens.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Puis-je voir la lettre?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): La voilà, la lettre, et je la livre avec empressement à mon honorable ami comme témoignage du vrai sentiment des cultivateurs à l'égard de la politique de la voirie.
(Applaudissements)

M. l'Orateur: Adopté?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (En souriant)
Oui, carried.

M. l'Orateur: Adopté.

La résolution est adoptée.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour immigration, colonisation et publicité, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je remercie l'honorable ministre de la Colonisation de sa délicatesse en consentant à l'ajournement de ces items, vu que j'étais absent lorsqu'on a étudié ses crédits. Je serais tenté de les voter sans discussion. Mais je demanderais un mot à l'honorable ministre sur son programme.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous allons continuer à bâtir des chemins et des écoles pour les colons. Nous leur donnerons aussi des graines de semence.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je voudrais bien savoir en quoi a consisté la grande politique de colonisation du gouvernement que l'on nous avait annoncée. Un trop grand nombre de colons émigrent ou se déplacent. Les uns rétrocèdent leurs terres, les autres s'en vont aux États-Unis. Dans la Nouvelle-Angleterre et dans plusieurs États de l'Ouest américain, il y aurait moyen, avec de bons agents, de faire revenir un grand nombre des nôtres. On ne semble pas assez s'en préoccuper. On avait nommé M. Arthur Lemont agent de rapatriement du gouvernement fédéral, pour le rapatriement des Canadiens français aux États-Unis. Je ne sais pas ce qu'on lui a fait, si on l'a maltraité, mais M. Lemont a abandonné sa position pour accepter un poste beaucoup plus important à Ottawa.

On garde des conférenciers sur la colonisation de 48^e ordre. Les Canadiens français ne doivent pas être très heureux aux États-Unis. Ils ne le sont pas plus dans l'Ouest, et il me semble que si nous entreprenions une campagne de propagande efficace, pour montrer à nos compatriotes qu'il y a plus de bonheur dans la province de Québec qu'ailleurs, nous réussirions à attirer de bons colons chez nous.

Les départs des nôtres vers l'Ouest résultent d'une campagne de propagande à laquelle nous devrions nous opposer. Pourquoi laisse-t-on certains missionnaires-colonisateurs embaucher nos familles pour les provinces des Prairies? Est-ce que notre province ne leur suffit pas? Est-ce qu'ils n'y peuvent y espérer un avenir aussi brillant que là-bas? Même dans les régions plus anciennes de la province, beaucoup de lots sont encore disponibles pour la colonisation, et le gouvernement devrait continuer ses efforts pour y attirer les fils de cultivateurs, plutôt que de les laisser partir vers l'Ouest ou, pis encore,

vers les États-Unis, où ils se font avaler par la machine industrielle. Nous devrions organiser un mouvement sérieux pour assurer l'attachement à la terre, donner, s'il le faut, des lots aux colons sérieux.

L'étude de la résolution est suspendue.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Dépôt de documents:

Paroisse Saint-François-de-Sales

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 19 février 1925, pour copie de la correspondance échangée en 1924 entre le département du Trésor de la province et la corporation de la paroisse de Saint-François-de-Sales, Lac-Saint-Jean, au sujet de la voirie. (Document de la session no 71)

H. Laureys et E. Fougerat

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 23 mars 1925, pour copie de tout contrat, traité ou enquête se rapportant à l'engagement ou la nomination de M. Henry Laureys, directeur de l'École des hautes études commerciales de Montréal, et de M. Emmanuel Fougerat, directeur de l'École des beaux-arts de Montréal. (Document de la session no 72)

Beurrerie de Sainte-Brigide

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 25 mars 1925, pour copie de toute correspondance, documents, etc., entre le ministère de l'Agriculture et toutes personnes en 1923 et 1924, relativement à la réouverture de la beurrerie de Sainte-Brigide. (Document de la session no 73)

La Chambre ajourne ses travaux à 6 heures.

Deuxième séance du 30 mars 1925

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 8 h 40.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Immeubles vendus en justice

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 49 modifiant les Statuts refondus, 1909, et accordant aux cités et aux villes le droit d'enchérir et d'acquérir des immeubles vendus en justice. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour immigration, colonisation et publicité, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) résume les observations faites avant l'ajournement et demande à connaître le programme du ministre de la Colonisation.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Très peu de colons ont quitté la terre, sauf quelques exceptions de l'Abitibi, et ils ont été remplacés par des centaines de nouveaux défricheurs. Nombre de colons ont changé de lots. Rien d'étonnant à cela, car

certaines sols sont difficiles à défricher. On cherche un meilleur terrain qu'il serait plus facile de défricher. Règle générale, les colons sont stables. Il n'y a pas de colons qui ont émigré aux États-Unis. Il y a quelques exceptions et elles s'expliquent.

La colonisation a toujours été, et sera toujours, une chose où il faut un courage peu ordinaire pour s'y établir, mais, malgré cette difficulté, depuis 10 ans, 85 nouvelles paroisses ont été fondées, dont 40 depuis cinq ans³. Ceci montre les progrès accomplis dans le domaine de la colonisation, ce que l'on ne constaterait pas si les colons émigraient. Dans les cantons Bégin et Langis, et dans le Lac-Saint-Jean et la vallée de la Matapédia, le développement industriel a été très considérable.

Le gouvernement fait tout ce qu'il peut pour aider les colons. Depuis quelques années, il a fait un effort considérable. Le gouvernement encourage tout ce monde par la distribution de grains de semence gratuitement, la construction d'écoles et de chapelles, des chemins, etc. Une autre initiative heureuse du gouvernement a été de payer les primes de défrichement. Le gouvernement a contribué au mouvement entrepris dans les centres franco-américains pour le rapatriement. Les agents de la province ont bien fait leur devoir et ont reçu tout l'encouragement possible.

On a nommé M. Lemont, mais il représentait le fédéral, et il a reçu du provincial les documents et brochures nécessaires à son orientation. Il est parti. Pourquoi? Nous n'en savons rien. Cependant, nous lui avons aidé. D'ailleurs, d'après l'expérience des agents de rapatriement, il est bien difficile de ramener nos gens, surtout s'ils sont là-bas depuis plusieurs années. Pour ramener les nôtres, il faut rendre la terre attrayante et convaincre ceux qui nous ont laissés qu'ils peuvent vivre ici beaucoup mieux qu'à l'étranger.

Souvent, des familles ne nous ont quittés que parce que les jeunes gens et les jeunes filles refusaient de travailler à la terre. Naturellement, ils ne sont pas pressés de revenir sur la terre. Pour ceux-là, il serait désirable que nous puissions les employer dans nos centres industriels: ils ne nous quitteraient pas.

Mon honorable ami a parlé de la campagne que l'on fait pour attirer nos compatriotes dans l'Ouest. Je suis parfaitement de son opinion. Je déclarais moi-même à un missionnaire-colonisateur des Prairies, M. l'abbé Ouellette⁴, que nous voulions garder nos compatriotes dans la province de Québec. Il me répondit qu'il ne venait chercher que ceux qui, autrement, partiraient pour les États-Unis. Fort bien, mais est-on bien sûr que tous ces gens partiraient

pour la république? Je crois que l'on se trompe. Les colons sont encore mieux dans l'Ouest qu'aux États-Unis, mais l'Ouest est moins avantageux que notre province. Les terres y sont dispendieuses et nombre de récoltes y périssent totalement. Je pourrais nommer tel et tel qui s'y sont ruinés après cinq ou six ans et qui étaient très contents de revenir chez eux.

Nous avons fait trop de sacrifices pour développer cette partie de notre pays, pour que nous consentions à la laisser dépeupler. Notre prestige national en dépend. Au point de vue de la race, l'Ouest n'est pas une sauvegarde. Il vaut mieux que les Canadiens français restent dans la province de Québec. C'est ici qu'ils se développeront mieux. Il vaut mieux qu'ils s'attachent au sol de Québec, afin que notre province continue à se développer et à grandir. Beaucoup de centres canadiens-français y sont totalement perdus pour nous et sont sans influence. Mieux vaudrait qu'ils soient ici pour nous aider à obtenir toute l'influence possible.

Le bureau des missionnaires-colonisateurs à l'emploi du gouvernement fédéral a pris l'engagement de ne faire de propagande qu'auprès de ceux qui veulent s'en aller aux États-Unis. Je sais qu'on organise encore un pèlerinage dans l'Ouest pour juillet prochain, mais je conseillerai aux nôtres de rester chez nous.

Le rapatriement est très difficile. Quant aux Franco-Américains, il faudrait les diriger dans nos centres industriels plutôt que sur les terres. Notre région agricole assure à nos cultivateurs une meilleure situation dans notre province. Nous sommes en pleine croissance.

Le jour n'est pas loin où tout notre capital humain sera employé et utilisé. Nos industries grandissent peu à peu. Notre domaine minier va s'exploiter. Dans les mines de Rouyn par exemple, nous emploierons le surplus de notre main-d'œuvre, tandis que les cultivateurs de l'Abitibi et du Témiscamingue y trouveront leur marché pour leurs produits.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis heureux de voir le ministre de la Colonisation condamner la propagande faite dans la province, en faveur de l'Ouest. Je suis informé que M. Lemont, agent de rapatriement aux États-Unis, n'a pas reçu des gouvernements l'encouragement qu'il aurait dû avoir pour rendre son travail efficace. Le gouvernement du Québec aurait dû donner à M. Lemont la position que lui a retirée le gouvernement fédéral. Je ne crois pas que le gouvernement ait fait, sous ce rapport, tout son devoir.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le gouvernement provincial a nommé un agent en Nouvelle-Angleterre, M. Jutras.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On aurait dû adjoindre M. Lemont à ce bureau. Je suis informé que les bureaux de colonisation fédéral et provincial ne marchent pas ensemble. Il n'y a pas d'entraide. Je ne crois pas que le bureau d'émigration de Montréal ait peu d'influence. Je suis informé, ajoute-t-il, que les immigrants belges et français venant dans la province sont détournés de ces intentions sur le bateau même et s'en vont plutôt dans l'Ouest. La province de Québec perd ainsi de bons colons français ou belges.

Je ne suis pas satisfait de la façon dont les colons sont traités et de la façon dont le gouvernement redevient si facilement propriétaire des lots concédés. Comment se fait-il que 89,000 lots ont été rétrocedés depuis quelques années? Trop de colons quittent leurs lots...

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Environ 800 lots ont été rétrocedés, l'an dernier, sur un total de 40,000. C'est une bien faible proportion. Sur ce petit nombre, plusieurs sont allés à la terre ou sont allés dans nos centres industriels.

On ne reprend les lots que dans les cas de nécessité. Du reste, si l'on trouve qu'il y a beaucoup de lots annulés, c'est que le département suit attentivement les travaux qui s'y font. Quant aux raisons qui poussent un colon à quitter son lot, il serait difficile de les déterminer.

Jamais un lot n'a été révoqué parce que le colon ne paye pas; jamais un colon n'a laissé son lot, non plus à cause du prix. Un lot est vendu à raison de 60 cents de l'acre, ou \$60 du lot, et est payable à raison de \$10 par année. Le gouvernement a souvent attendu pour être payé.

Il (l'honorable M. Perrault) nie aussi que le colon ait assumé trop d'obligations. Il nie aussi qu'il y ait eu 89,000 lots de rétrocedés. Il n'y en a eu que 40,000 depuis un bon nombre d'années et, encore, la majorité de ces lots ont été concédés de nouveau depuis ce temps. Il ne faut pas inclure parmi ces lots ceux qui ont été échangés ou vendus par les colons eux-mêmes.

M. Langlais (Témiscouata) fait quelques remarques.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) parle d'une foule d'irrégularités commises dans les ventes de lots

faites par le gouvernement à certains propriétaires, en échange de concessions forestières. Il rappelle que l'on a échangé des lots qui ne valaient pas grand-chose pour de belles limites à bois qui ont permis, naguère, à des politiciens de spéculer et de faire des petites fortunes.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Cette politique des échanges a été demandée par des autorités ecclésiastiques, afin d'agrandir certaines paroisses, entre autres celle de Sainte-Anastasie dans le canton Nelson, où l'on a échangé avec un grand succès plus de 190 lots.

Il cite plusieurs exemples où les échanges de lots ont été demandés, surtout par les autorités religieuses. Encore aujourd'hui, dit-il, on demande tous les jours d'échanger certains lots. Des paroisses progressent considérablement à cause de ces échanges. De sorte que c'est une bonne politique.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je crois pour ma part que le gouvernement a surtout favorisé dans ces cas des spéculateurs. Il cite des cas.

M. Langlais (Témiscouata) pose une question sur les primes de défrichement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): J'annonce que la prime de défrichement qui, voilà deux ans, avait été portée à \$6, au lieu de \$4, qu'elle était lors de sa fondation, sera montée cette année même à \$8. Personnellement, je n'aurais pas d'objection à la fixer à \$10, mais cela est impossible pour cette année. Il est certain, en tout cas, qu'elle sera portée à \$8, soit une augmentation de \$2. C'est une aide considérable à la colonisation.

M. Langlais (Témiscouata) croit que la prime devrait être portée à \$10. Il assure qu'il faudra aussi surveiller l'octroi de cette prime, parce que des gens qui avaient défriché trois acres ont été payés pour cinq, et d'autres qui avaient défriché six ou sept acres n'ont été payés que pour cinq.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande au député de Témiscouata de lui donner des noms.

M. Langlais (Témiscouata) promet de lui en donner.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je veux que vous les donniez en Chambre.

M. Langlais (Témiscouata): J'accepte de donner les noms en Chambre, mais je le ferai en temps et lieu.

M. Faucher (Québec-Centre): Est-ce qu'on ne pourrait pas faire une meilleure réclame pour la colonisation que par la voix des journaux?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La publicité par les journaux a beaucoup de valeur. Je crois que tout le monde le reconnaît.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): En réalité, les cultivateurs sont trop taxés. C'est pour cela qu'ils s'en vont. Le gouvernement ne peut pas nier que le peuple paie des taxes chez nous et que c'est une mauvaise réclame...

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): (S'avançant dans l'allée face au président) J'ai déjà posé la question à mon honorable ami, le chef de l'opposition. Je vais la lui poser encore une fois. Je le prie de me répondre sans détour: peut-il me nommer une seule taxe imposée au cultivateur par le gouvernement de Québec? Je tiens à cette réponse, car ce n'est pas la première fois que je la lui pose et que je l'entends toujours répéter que nous taxons les cultivateurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les obligations des municipalités qui ont augmenté ne sont-elles pas des taxes indirectes du gouvernement?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Ce n'est pas cela que je demande.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les dettes des municipalités...

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): (Joyeusement) Pas capable! Pas capable! Mon honorable ami prouve en ce moment qu'il n'est pas capable de me répondre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Malgré tous les tours que prend l'honorable ministre de l'Agriculture, je suis convaincu que les cultivateurs ne sont pas satisfaits. Du reste, l'abbé Ouellette, missionnaire-colonisateur de l'Ouest, qui donne des conférences dans les couvents et les écoles de la province en compagnie d'un employé du département de l'Agriculture, disait, dans une conférence faite à Sherbrooke, que les cultivateurs

étaient trop taxés. Il (M. Sauvé) cite une lettre de M. l'abbé Ouellette parue dans *La Presse* qui donne deux des causes de l'émigration aux États-Unis: l'aide insuffisante du gouvernement aux colons et les nombreuses taxes provinciales.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): M. l'abbé Ouellette a dû accepter sans les contrôler les affirmations qu'on fait dans certains milieux. Je respecte les opinions de M. l'abbé Ouellette, mais c'est la vôtre que je demande. Je prétends que pas une seule taxe provinciale ne pèse sur les cultivateurs.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Ah! Ah! Ah!

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Vous pouvez rire, mais vous n'êtes tout de même pas capable de me nommer une seule taxe. Bien au contraire, nous avons comblé le cultivateur des octrois à l'agriculture, à l'éducation, à la colonisation, aux bons chemins.

Il y a deux ans, quand les revenus étaient de \$21,000,000, je me suis renseigné, et j'ai découvert que les cultivateurs payaient seulement \$800,000 par année, et qu'ils recevaient des octrois pour une valeur de \$15,000,000 par année, en comptant les octrois accordés à l'agriculture, à la colonisation, aux ponts et à l'instruction publique. Vous ne prétendez toujours pas que les taxes municipales sont de notre ressort? Quand le chef de l'opposition (M. Sauvé) prétend cela, il ne dit pas la vérité.

M. Langlais (Témiscouata): Une bonne proportion des taxes viennent des districts ruraux et pèsent directement ou indirectement sur les cultivateurs.

Un député de l'opposition: La dette des chemins?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): La dette des chemins, je vous en ai parlé cet après-midi, lorsque je vous ai lu cette lettre d'un cultivateur qui démontrait que les routes construites en collaboration avec le gouvernement coûtaient infiniment moins cher que celles que construit la municipalité toute seule, soit, dans un cas particulier, \$400 d'intérêt contre \$8,000. En d'autres termes, par l'amélioration de la voirie, nous avons diminué les taxes des cultivateurs. C'est tout le contraire de ce que vous chantez.

Jamais l'abbé Ouellette n'a parlé de taxes imposées directement par le gouvernement provincial. Il a sans doute fait allusion aux taxes scolaires et aux taxes fédérales. Mon honorable ami sait bien que ces taxes ne sont pas imposées par le gouvernement provincial. Nous avons eu la preuve, cet après-midi, qu'il n'est pas si mécontent du gouvernement qu'il l'a laissé croire. Que d'inconséquence, que de contradictions chez le chef de l'opposition! Cet après-midi, lors de son premier discours, mon honorable ami, le chef de l'opposition, a prétendu que le ministère de la Voirie pressurait les municipalités, puis il disait que la vie du cultivateur était si misérable qu'il devait s'expatrier.

Un quart d'heure après, on passait à la colonisation et à l'immigration, et il recommençait un autre discours où il déclarait que le ministre devait rapatrier nos compatriotes pour la bonne raison qu'on vit plus heureux et plus prospère dans la province de Québec que partout ailleurs. "C'est encore le pays où l'on vit le mieux", disait-il. Voilà la façon dont mon honorable ami se contredit! Je l'ai pris en flagrant délit. Il a déclaré que les nôtres étaient dans une piètre situation aux États-Unis et dans l'Ouest, et il a reproché au ministère de la Colonisation de ne pas faire campagne pour leur démontrer que le moyen pour eux d'être heureux et prospères, c'est de revenir dans la province de Québec. En outre, ce même abbé Ouellette, qu'il blâmait cet après-midi, croyant blâmer par là le gouvernement et sa politique d'immigration et de colonisation, il vient de s'en servir parce qu'il est cette fois de son opinion.

(Applaudissements)

Le chef de l'opposition cherche une échappatoire et ne peut justifier son attaque contre l'abbé Ouellette. Celui-ci fait une campagne aux États-Unis pour faire revenir les nôtres qui s'y sont établis. Y a-t-il du mal à cela? L'abbé Ouellette fait une belle œuvre, et le chef de l'opposition le sait sans vouloir l'admettre.

Je laisse ces considérations à l'honorable chef de l'opposition et je suis convaincu qu'il ne pourra justifier ses deux prétentions. Je le remercie même de ce beau témoignage au gouvernement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre est habile, mais il ne m'empêchera pas de prétendre que ce n'est pas faire acte de bolchévisme que de dire avec l'abbé Ouellette, missionnaire-colonisateur, que les cultivateurs paient des taxes provinciales. Je ne nie pas avoir affirmé que nous pourrions rendre les nôtres heureux sur les terres

neuves. J'en suis convaincu. Il (M. Sauvé) lit une lettre parue dans *Le Soleil* ces jours derniers sous la signature du maire de Normandin⁵. L'honorable ministre de l'Agriculture, dit-il, nous a parlé du *Bulletin des agriculteurs*. Il va voir avant longtemps que d'autres cultivateurs vont répondre dans le *Bulletin des agriculteurs* à celui dont il nous a cité la lettre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) répond au chef de l'opposition sur ce point.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mon honorable ami a tort de prétendre que la colonisation ne fait aucun progrès. D'après l'abbé Jean Bergeron⁶, il y a 200 familles de plus, soit 3,000 âmes, dans la région du Lac-Saint-Jean. Celui-ci déclare que la plupart des cultivateurs qui ont quitté leur terre l'an dernier sont allés travailler dans les centres industriels des environs. Le mal n'est donc pas si grand. Le gouvernement ne peut empêcher un colon d'aller à certaines périodes de l'année gagner de l'argent dans certains centres industriels. Le gouvernement ne peut contrôler ceci⁷.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour édifices de la Législature et des départements, construction d'un nouvel édifice sur la rue Sainte-Julie, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(En souriant) Ça va passer comme sur des roulettes...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (Avec malice)
Les dépenses marchent sur des roulettes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(En souriant) Les discours aussi vont sur des roulettes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) pose des questions sur l'annexe du parlement, en construction.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) répond que l'annexe du parlement, rue Sainte-Julie, va être terminée le 1^{er} mai prochain, du moins en très grande partie, et va coûter en tout \$800,000. Elle va suffire bien juste à tous les besoins. Il faut de plus en plus d'espace pour les divers départements. Le chef de l'opposition est parfaitement au courant de la chose.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande quelques renseignements sur les contrats.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Tous les travaux ont été exécutés par contrats accordés aux plus bas soumissionnaires.

Des députés de l'opposition posent de nombreuses questions au ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault).

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) répond aux questions.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour édifices publics et "Loi des établissements industriels de Québec", pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

M. Crépeau (Sherbrooke) pose des questions.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) renseigne le député sur la façon dont la loi concernant le travail des enfants dans les usines est mise en vigueur, appliquée et observée. La loi, dit-il, a donné d'excellents résultats jusqu'ici.

M. Crépeau (Sherbrooke) interroge le ministre au sujet de l'inspecteur de Sherbrooke, M. Beaulé⁸. On m'a informé, dit-il, que les manufacturiers sont avisés de la visite de l'inspecteur, afin qu'ils éloignent de la fabrique les personnes qui sont trop jeunes.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) assure que l'inspecteur en question est l'un des plus actifs du département.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour salaire du greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour bureaux de placement des ouvriers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose l'ajournement au lendemain, 3 heures.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que le comité des comptes publics siégera demain soir?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous verrons cela demain. Nous avons encore beaucoup de besogne à faire. Si l'honorable chef de l'opposition est aussi aimable que ce soir, nous devrions aller vite en besogne.

M. l'Orateur: La Chambre est ajournée à mardi après-midi à trois heures.

La séance est levée à minuit quinze minutes.

NOTES

1. Heure de *La Presse* du 31 mars 1925, à la page 23. Selon *L'Événement* du même jour, à la page 1, il est plutôt 4 h 25 lorsque commence la séance. *Le Devoir*, à la page 1, indique de son côté qu'environ 25 députés sont à leur siège au début de la séance, alors que *L'Événement*, à la page 1, mentionne plutôt 22 députés.

2. M. Sauvé fait probablement allusion au défi lancé par M. Bray (Montréal-Saint-Henri) à l'honorable M. Perron, lors de la séance du 27 mars dernier. M. Bray estimait que M. Perron, ministre de la Voirie, avait comploté pour salir sa réputation en faisant sortir son nom durant une séance du comité des comptes publics qui, parallèlement à la session, enquête sur les activités de la Commission des liqueurs. Lors de la séance du 17 mars dudit comité, le nom de M. Bray (qui était absent cette journée-là en raison des funérailles de son père) fut lancé comme étant soupçonné d'avoir profité du trafic

illicite d'alcool. Le lendemain, M. Bray, sur une question de privilège, nia toute implication de sa part dans ce commerce. Le 27 mars suivant, en Chambre, M. Bray défia l'honorable M. Perron, un conseiller législatif, de quitter ce poste et de venir l'affronter dans son comté lors des prochaines élections.

3. Chiffre du *Soleil* du 31 mars 1925, à la page 17. Le même jour, *La Patrie* et *La Presse*, aux pages 16 et 23, mentionnent respectivement 52 et 42 nouvelles paroisses fondées depuis cinq ans.

4. L'abbé Joseph-Albéric Ouellette (1874-1942), ordonné prêtre le 28 mai 1904, part dans l'Ouest canadien l'année suivante. Curé de Beaumont, dans le diocèse d'Edmonton, il prend le titre de missionnaire-colonisateur et fonde près d'une quinzaine de paroisses canadiennes-françaises. En Alberta, curé de Falher (1919-1921) puis de l'Immaculée-Conception d'Edmonton (1921-1922). Devient directeur du Bureau fédéral des missionnaires-colonisateurs du Canada (1922-1929) et responsable de la région d'Haileybury (1923-1929). Fondateur de *La Voix Nationale* (juin 1927), l'organe officiel de propagande des missionnaires-colonisateurs du Canada. Il en assure la direction jusqu'à son décès et est également secrétaire et missionnaire-colonisateur de la Société de colonisation du diocèse de Montréal (1934-1942).

5. Nous avons retrouvé cet article paru dans *Le Soleil* du 28 mars 1925, à la page 22. Comme nous ne savons pas si M. Sauvé cite la lettre en partie ou en entier, nous croyons pertinent de la reproduire intégralement:

"La région du Lac-Saint-Jean

"Monsieur le Rédacteur en chef,
"Le Soleil", Québec.

"Cher Monsieur,

"Dans un article de rédaction intitulé *Portons-leur secours*, paru dans "Le Soleil" le 21 mars dernier, après avoir énuméré le tableau déconcertant de l'arrêt du mouvement de colonisation qui se manifeste dans la partie nord-ouest du Lac-Saint-Jean, vous ajoutez:

"Nous ne sommes pas en mesure de vérifier si le chiffre de l'exode rural mentionné dans cette communication n'est pas exagéré. L'auteur se base

apparemment sur une nouvelle parue dans la presse régionale qui elle-même a pu s'en rapporter de bonne foi à des ouï-dires."

"Permettez-moi de vous dire que je ne connais pas l'auteur de cette communication, mais ce que je sais bien, c'est que les chiffres publiés sont le résultat d'une enquête minutieuse faite à la demande de la Chambre de commerce de Roberval, par des personnes les plus autorisées dans chaque localité intéressée. Ces chiffres ne sont hélas que l'expression de la triste vérité.

"Oui, M. le Rédacteur, le nord du Lac-Saint-Jean a perdu depuis une couple d'années 164 familles, l'équivalent d'une bonne paroisse; et ces nombreux départs continuent toujours de s'effectuer. Dans certaines paroisses, des arrondissements presque entiers sont abandonnés, arrondissements où école et fromagerie jetaient la vie et l'activité, et qui annoncent aujourd'hui la désolation.

"Du reste, les faits sont là brutals dans leur réalité, décourageant les passants où tout le long des chemins publics ce n'est que maisons fermées avec planches brutes clouées aux fenêtres, ajoutant encore à la désolation générale.

"Et en voulez-vous une autre preuve de la désertion du sol dans nos parages: dans la seule paroisse de Normandin, la production du fromage est tombée de 823,289 livres en 1922 à 573,289 livres en 1924, laissant un écart de 250,000 livres en deux années.

"Comment expliquer cette baisse anormale, sinon à ces départs nombreux qui se sont opérés, car, de l'aveu de tous, la production de lait a été plus abondante en 1924 à cause des pluies fréquentes, alors qu'en 1922 la grande sécheresse a privé nos troupeaux de s'abreuver régulièrement.

"Et sans poser au prophète de malheur, mais en connaissance de cause du triste état où la classe agricole se débat dans notre région à cause de l'éloignement des voies ferrées, tout le monde s'accorde à dire que si les chars ne nous arrivent pas cette année, la population du nord du Lac-Saint-Jean est appelée à diminuer considérablement d'ici à peu de temps.

"Dans le même numéro du *Soleil*, dans un article immédiatement au bas de celui ci-dessus désigné, vous écrivez le principe suivant.

"La vérité et la justice sont les armes invincibles de la classe populaire, des humbles, des ouvriers. L'erreur et l'injustice engendrent la répulsion.

"Depuis des années, nous l'analysons ce principe dans ses causes et ses effets.

"J'espère, M. le Rédacteur, que vous voudrez bien publier ces faits qui ne sont exposés que dans l'unique but d'avoir du secours.

"Merci d'avance. De votre tout dévoué,

"Médéric Valois

"Maire de Normandin

"Normandin,

"le 25 mars 1925"

6. L'abbé Jean Bergeron (1868-1956), ordonné le 17 avril 1898, professeur au Séminaire de Chicoutimi (1898-1915). Curé à Tadoussac (1915-1918), puis missionnaire-colonisateur pour la région de Chicoutimi-Lac-Saint-Jean auprès du gouvernement provincial (1918-1931). Président de la Société de colonisation de cet endroit, il fonde plus d'une quinzaine de paroisses. Au ministère de la Colonisation, il est directeur provincial du service des missionnaires (1931-1936) et chef de la section des secours et fins culturelles (1931-1956). Chanoine honoraire (1945), Commandeur de l'Ordre du mérite agricole (1946) et du défricheur (1952). Auteur d'ouvrages sur les dimensions humaines, morales et historiques de la colonisation.

7. *L'Événement* du 31 mars 1925, à la page 13, mentionne que "M. le sous-ministre Louis-Arthur Richard, c.r., L.L.D., était à la Chambre prêt à aider son ministre en cas de nécessité. Ce ne fut pas nécessaire, car les crédits de l'honorable M. Perrault furent votés après cette dernière déclaration."

8. Il s'agit de Pierre Beaulé (1872-1957), cordonnier-machiniste et premier président de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.) de 1921 à 1933. *La Patrie* du 31 mars 1925, à la page 16, orthographe erronément "Boulé" et *Le Canada* du même jour, à la page 7, rapporte que M. Beaulé "représenta les ouvriers à la Conférence internationale de Genève l'an dernier".

Première séance du mardi 31 mars 1925

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 30.

"Spencer Wood" et "Bureau du lieutenant-gouverneur"?

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Parce que les dépenses sont entrées au compte du service qui en effectue le paiement.

Questions et réponses:

Vente d'alcool

Spencer Wood

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Pourquoi certaines des dépenses de Spencer Wood et du bureau du lieutenant-gouverneur sont-elles inscrites dans les *Comptes publics* sous l'item "Services divers", au lieu de figurer sous les rubriques

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): Quelle quantité de liqueurs a été vendue, chaque mois en 1925, dans les magasins de la Commission des liqueurs à: *a.* Valleyfield; *b.* Hull; *c.* Sherbrooke; *d.* Saint-Jean; *e.* Joliette; *f.* Trois-Rivières?

L'honorable M. Nicol (Compton): (Voir le tableau ci-dessous)

<i>Mois</i>	<i>Valleyfield</i>	<i>Hull</i>	<i>Sherbrooke</i>	<i>Saint-Jean</i>	<i>Joliette</i>	<i>Trois-Rivières</i>
Janvier.....	\$31,211.69	\$112,392.25	\$35,555.90	\$15,145.51	\$ 8,283.50	\$25,917.58
Février.....	19,242.91	95,467.37	33,501.15	11,505.05	6,788.72	22,219.40
Mars.....	22,631.37	104,440.74	32,408.26	10,850.50	6,132.53	20,839.15
Avril.....	52,062.39	108,080.27	32,665.95	10,701.69	5,911.35	22,902.17
Mai.....	39,600.35	110,757.30	34,584.65	12,008.40	5,975.25	22,396.20
Juin.....	48,289.00	88,822.95	34,726.95	9,018.70	4,766.00	18,787.40
Juillet.....	56,594.60	99,942.40	40,991.50	8,916.40	6,241.50	22,738.15
Août.....	61,356.10	107,571.65	46,868.50	9,004.65	6,363.10	29,683.10
Septembre.....	66,114.65	125,056.65	41,803.50	8,722.05	6,338.90	28,575.90
Octobre.....	58,835.55	114,701.25	39,394.25	8,762.95	7,247.40	28,373.85
Novembre.....	63,376.25	94,851.20	36,752.65	8,654.55	5,836.05	25,241.80
Décembre.....	66,721.55	172,255.05	53,663.70	14,090.25	14,202.25	45,038.70

Magasins de la
Commission des liqueurs

2. Où se trouvent-ils situés?
3. Quels sont les gérants de chacun?

M. Pellerin (Maisonnette): 1. Combien y a-t-il de magasins de la Commission des liqueurs dans la province de Québec?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. 89.
2. et 3. (Voir le tableau ci-dessous)

*No du
magasin*

Adresse

Gérant

1	- 180 rue Peel, Montréal	L. Bouchard
2	- 142 rue Saint-Antoine, Montréal.....	E. Markgraf
3	- 2035 rue Bleury, Montréal	P. Lafrance
4	- 72 Saint-Laurent, Montréal	R. Dubuc
5	- 138 Sainte-Elizabéth, Montréal.....	E. J. F. Markgraf

<i>No du magasin</i>	<i>Adresse</i>	<i>Gérant</i>
6	- 2526 Saint-Laurent, Montréal	Geo.-A. Fortier
7	- 395 Wellington, Montréal	C.-E. Garon
8	- Saint-Jean, P.Q.	Eug. Roy
9	- 204 rue Saint-Viateur, Montréal.....	J. Warren
10	- 843 boulevard Saint-Laurent, Montréal	J. Friedman
11	- 582 Demontigny-Est, Montréal	T. Durand
12	- 2103 Notre-Dame-Ouest, Montréal.....	L. Prévost
13	- 6482 ^c Lajeunesse, Montréal.....	J.-A. Christin
14	- 2188 avenue de l'Église, Montréal	C. Cordeau
15	- 716 Atwater, Montréal	A. Dubuc
16	- 90 Laurier-Est, Montréal	J.-J. Beauregard
17	- 979 Notre-Dame-Ouest, Montréal.....	R. Leduc
18	- 2083 Ontario-Est, Montréal.....	H. Demers
19	- 413 Mont-Royal-Est, Montréal	G. Pratte
20	- 50 Place Jacques-Cartier, Montréal.....	F. Paradis
21	- 3075 Notre-Dame-Est, Montréal.....	A. Lapointe
22	- 1005 Ontario-Est, Montréal.....	J.-O. Déziel
23	- 2211 Mont-Royal-Est, Montréal	J. A. Tranquil
24	- 281 ^b Visitation, Montréal.....	J.-O. Proulx
25	- 6734 Saint-Denis, Montréal	T. Tremblay
26	- Lachine	J.-O. Deguire
27	- Trois-Rivières	J.-E. Thibodeau
28	- 867 Sainte-Catherine-Ouest, Montréal.....	J. W. Gowing
29	- Shawinigan Falls	A.-O. Bureau
30	- Grand'Mère.....	J.-A. Desbiens
31	- Rivière-du-Loup	J.-E. Lapointe
32	- 48 Côte du Palais, Québec.....	H. L'Heureux
33	- Saint-Jérôme.....	C. Bourbeau
34	- Valleyfield-Bellerive	F. DeMartigny
35	- Granby	E. Hivon
36	- 235 Saint-Paul, Québec	J.-L. Cantin
37	- Joliette	F. Neveux
38	- Sherbrooke.....	J.-A. Bouthillier
39	- 55 de la Couronne, Québec	L. Gaboury
40	- Louiseville	C.-E. Martin
41	- Beauharnois	J. G. Leonard
42	- Marieville	H.-F. Desmarais
43	- Saint-Hyacinthe	J.-L. Guillet
44	- 237 Notre-Dame-Ouest, Montréal.....	A. Laplante
45	- Waterloo	J.-O. Séguin
46	- Drummondville	J.-A. Laperrière
47	- La Tuque.....	D. Dufour
48	- 22 Saint-Stanislas, Québec	A. Grenier
49	- Sorel.....	J. Salvail
50	- Hull	N. Legault
51	- Buckingham.....	J. Champagne
52	- Aylmer	H. Thérien
53	- Berthierville.....	L. Pelletier
54	- 1719 ^b Sainte-Catherine-Ouest, Montréal	J.-A. Renaud
55	- 55 Delorimier	L.-G. Marchand

<i>No du magasin</i>	<i>Adresse</i>	<i>Gérant</i>
56	- 49 Saint-Jean-Baptiste, Montréal	A. St-Charles
57	- Merger Building, Québec	W.-E. Cadorete
58	- 1150 Saint-Denis, Montréal	O. Lejour
59	- 944 Saint-Vallier, Québec	P. Lemieux
60	- 347 Saint-Jean, Québec	E. Paquin
61	- Rigaud	J.-E. Villeneuve
62	- L'Assomption.....	A. Thouin
63	- 29 Sous-le-Fort, Québec.....	J.-L. Létourneau
64	- Au Pied du Courant, Montréal	A. Archambault
65	- 250 Laurier-Ouest, Montréal	R.-A. Taschereau
66	- 27 McGill College Avenue, Montréal	J. H. Blackley
67	- 204 Sainte-Catherine-Ouest, Montréal.....	C.-A. Goyette
68	- Laprairie	A. Lamarre
69	- Sainte-Thérèse.....	J.-A. Coulombe
70	- Longueuil.....	H. Mongeau
71	- Valleyfield.....	S. Bergevin
72	- Hull	A. T. Telmosse
73	- Sainte-Anne-de-Bellevue	E. Cousineau
74	- 54 Saint-Jean, Québec	L.-A. Carrier
75	- 3340 Adam, Montréal.....	B. Duhamel
76	- 2382 Sainte-Catherine, Montréal	F. Dorion
77	- Bedford	A. N. Bail
78	- Sherbrooke.....	N. A. Duford
79	- 2204 boulevard Gouin, Montréal	Dr J.-B. Dorion
80	- Farnham.....	A. Portelance
81	- Coaticook.....	E.-P. Dupuis
82	- Magog.....	A.-L. Bibeau
83	- Sainte-Agathe	A. Marier
84	- 2828 Masson, Montréal	J.-F. Bélanger
85	- Lévis	A. Blouin
86	- 5356 Sherbrooke-Ouest, Montréal	E.-F. Decarie
87	- 137b Saint-Joseph, Québec	R. Depeyre
88	- Iberville	J.-A. Boutin
89	- Trois-Rivières	E.-A. Guilbert

**Assurances des employés
de la Commission des liqueurs**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Quel est le nombre des employés de la Commission des liqueurs à qui celle-ci a donné des polices d'assurance au montant global de \$989,450?

2. Quel est le nombre des employés de la Commission à qui celle-ci n'a pas donné de polices d'assurance?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Mille cent soixante-quinze employés.

2. Six employés, actuellement à Paris.

**Edwards & McLean,
comté de Bonaventure**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Le gouvernement a-t-il pris depuis le mois d'août 1924 un arrêté en conseil relatif aux limites d'Edwards & McLean, dans le comté de Bonaventure?

2. Le gouvernement a-t-il, par un document, donné l'assurance qu'aucun lot, pour fin de colonisation, ne serait détaché de ces limites?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Oui.

2. Non.

Remboursement de droits:**Hôtel-Dieu
du Saint-Sacrement**

M. Létourneau (Québec-Est) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), que les droits ordinaires payés pour le bill 71 modifiant la constitution en corporation de l'Aide à l'Hôtel-Dieu du Saint-Sacrement soient remis aux promoteurs, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique.

Adopté.

**Liqueurs
alcooliques**

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 211 modifiant la loi concernant les liqueurs alcooliques soit maintenant lu une troisième fois.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"Ce bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier, avec instruction de l'amender de façon à réduire de trois cents à deux cent cinquante dollars la somme minimum exigible pour l'octroi d'un permis autorisant la vente de bières dans un magasin situé dans les cités de Montréal et de Québec."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Explications!

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je crois que les épiciers ne font pas d'argent avec la vente de la bière, et je trouve que le prix de \$250 serait suffisant pour une licence. J'espère que l'honorable trésorier provincial se montrera généreux pour les petits épiciers.

L'honorable M. Nicol (Compton): L'honorable député de Montréal-Sainte-Marie serait sans doute heureux que nous nous rendions à son désir. Nous avons fait mieux, et nous avons réduit le prix de la licence à \$250 l'an dernier.

(Applaudissements à droite)

Nous avons amendé la loi l'an dernier, c'est-à-dire que nous avons devancé les désirs de mon

honorable ami. Je suis heureux de le lui apprendre et j'espère qu'il sera satisfait.

(Applaudissements)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Les applaudissements de la droite ne m'intimident pas plus qu'ils n'intimident le député de Joliette (M. Dufresne). Je ne savais pas que le prix de la licence a été diminué; j'en suis heureux et je retire mon amendement.

(Applaudissements)

Je propose, dit-il, avec le consentement unanime de la Chambre, que l'amendement soit retiré et que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Paielements
à la couronne**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 39 concernant certains paiements faits à la couronne soit maintenant lu une troisième fois.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Si le projet existe pendant six mois, pourquoi faire un cas de prescription le premier jour du septième mois?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est comme tous les cas de prescription.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Oui, mais la prescription ordinaire est de 30 ans.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, 10 ans.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Mettons 10 ans. Le recours pour moi est illusoire. Si la province reçoit un amendement illégal, la personne qui a fait ce paiement n'a que six mois pour réclamer son argent. Il ne faut pas oublier que le recours ne peut être fait devant les tribunaux sans une pétition de droit. On n'aura qu'à refuser la pétition pendant six mois et la réclamation tombera. Pour moi, le gouvernement devrait se contenter de la prescription ordinaire. L'État doit rendre justice à tout le monde.

L'honorable procureur général devrait ajourner ce projet de loi...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (En souriant) À six mois...

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je fais appel au sens légal du premier ministre. S'il était à ma place, il ferait l'objection que je fais.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si mon honorable ami était à ma place, il présenterait ce projet, et il le défendrait probablement plus éloquemment que moi. Ce principe n'est pas nouveau en droit. C'est le droit anglais.

Il ne s'agit pas de recours pour une erreur de fait, mais une erreur de droit. En Angleterre, il n'y a pas de recours; aux États-Unis, non plus. Dans aucune province du dominion, le recours n'existe pas. Quand il s'agit d'une erreur de fait, la personne qui a payé a 10 ans pour réclamer.

Mais, pour une réclamation basée sur une question de droit, nous donnons six mois. Nous faisons ce qui ne se fait pas dans aucune possession britannique.

Supposons que le Conseil privé déclarait que la loi sur les droits sur les successions est *ultra vires*. Serait-il raisonnable, alors, d'exiger que la province rembourse tous les millions qu'elle a perçus en vertu de cette loi?

La période de six mois commence à courir à compter de la date du paiement erroné. Nous disons aux contribuables: "Examinez bien avant de payer et lorsque vous aurez payé, nous vous donnerons encore six mois après cela." Il est tout juste que la couronne sache dans ce délai si tout son budget sera bouleversé.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Le législateur a été très large, car il a donné 10 ans de prescription à la couronne, tandis que la prescription est généralement de 30 ans. Pourquoi changer cela? Selon moi, les gens qui ont versé un montant en trop au gouvernement devraient avoir 10 ans à compter de la date du paiement pour intenter une poursuite. La loi est draconienne et elle ne devrait pas être adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): On ne peut pas maintenir le *statu quo*, qui permet aux gens de faire des réclamations nombre d'années plus tard, car ces poursuites coûtent très cher au gouvernement.

M. Patenaude (Jacques-Cartier) propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé):

"Que ce bill ne soit pas maintenant lu une troisième fois, mais qu'il soit référé du nouveau au comité plénier de la Chambre, pour y être amendé en portant à dix ans le délai de prescription des actions en répétition de l'indu contre le gouvernement de la province par suite d'une erreur de droit."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Bray, Crépeau, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Patenaude, Pellerin, Renaud, Sauvé, Smart, Tétreau, 18.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bercovitch, Bernard, Bertrand, Bordeleau, Bouchard, Bullock, Caron, Charbonneau, Daniel, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Fortier, Guillemette, Hamel, Lafrenière (Berthier), Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie (Labelle), Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Moreau (Lac-Saint-Jean), Morin, Nicol, Ouellet, Paquet, Perrault, Phaneuf, Pilon, Richard, Saurette, Taschereau, Thériault, Thurber, Tourville, 43.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code civil, article 1880

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 167 modifiant l'article 1880 du Code civil.

Adopté.

En comité¹:

Des voix: Explications!

M. Thériault (L'Islet): Le but du projet est de faire une petite modification à la loi des sociétés

en commandite, en disant que leurs affaires doivent être gérées sous un nom ou une raison sociale dans laquelle on n'emploie que les noms des gérants ou de plusieurs ou de quelqu'un d'eux, ou le ou les noms des associés commanditaires.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Il y a une bonne intention dans le projet. Mais j'ai peur, dit-il, que nous ne protégions pas l'associé en commanditaire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le but du projet est de permettre à un homme d'affaires de laisser son nom à sa maison, lorsqu'il se retire, sans prendre la responsabilité de toutes les dettes.

Prenons par exemple le cas de l'honorable député de Joliette (M. Dufresne). Il a fondé une maison dont son nom est le principal actif. S'il veut se retirer demain, il pourra laisser son nom et n'être responsable que pour le montant qu'il laissera dans la maison.

M. Dufresne (Joliette): Il faudra qu'il fasse enregistrer son nom avec la société.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Prenons un autre exemple. Supposons que je suis associé avec l'honorable député sous la raison sociale de Dufresne & Taschereau...

(Rires à droite et à gauche)

... et que l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Caron) veut s'associer avec nous comme commanditaire.

Nous n'aurons qu'à faire enregistrer la société chez le notaire ou le registraire, et sa responsabilité sera limitée au montant qu'il aura placé dans la société.

M. Langlais (Témiscouata), M. Duranleau (Montréal-Laurier), M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) et M. Thériault (L'Islet) discutent du projet de loi.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Thériault (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 68 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay;
- bill 123 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 146 modifiant la charte de la cité de Granby.

Charte de Granby

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 146 modifiant la charte de la cité de Granby. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Officiers et employés publics

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 190 concernant les officiers et employés du gouvernement de la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de prescrire, pour les officiers et employés publics du service intérieur et du service

extérieur de la province, la classification et la rémunération qu'il estimera juste, eu égard à l'importance des fonctions ou des devoirs qu'ils remplissent, et d'édicter que la classification et la rémunération ainsi fixées seront celles qui s'appliqueront auxdits officiers et employés, nonobstant toute disposition des lois existantes, et ce, à compter de la date qu'il déterminera.

2. Que la classification et la rémunération prévues par la résolution no 1 devront cependant être soumises à la Législature et que ces classification et rémunération seront ensuite ainsi que déterminées par la Législature.

Le projet qui est devant la Chambre est peu volumineux, mais il est gros de conséquences. Il y a un peu plus d'un an, jugeant de l'opportunité de modifier la classification et la rémunération de nos fonctionnaires, nous avons confié à une commission le soin d'étudier la situation et les moyens de mettre fin aux plaintes que l'on entendait. Cette commission a été nommée, formée des sous-ministres et des représentants des fonctionnaires. Ce rapport nous a été soumis au début de la session, et mes collègues et moi n'avons pas eu le temps de l'étudier à fond, comme il le mérite. La chose en vaut la peine. Il est bien fait et renferme des suggestions pratiques.

L'idée qui a surtout présidé est que le salaire devrait être attaché à la fonction plutôt qu'à l'officier, que le système de promotion devrait être adopté et que les traitements devraient être augmentés. La classification qui nous est suggérée voudrait dire une augmentation annuelle de \$500,000 à \$600,000. Notre désir est de ne pas faire attendre encore une année ceux qui y ont droit. Aussi, est-ce l'intention du gouvernement, dès après cette session, de se mettre résolument à l'exécution du projet et d'appliquer le rapport, soit entièrement, soit avec des modifications au mérite.

Je ferai remarquer ici que les employés du gouvernement n'ont pas eu à se plaindre de nous. Ils ont toujours joui dans le passé d'une augmentation annuelle automatique. Tous ne la méritaient pas au même degré, mais tous l'obtenaient. Nous les avons gratifiés d'une pension - qui nous coûte cher - d'une assurance de groupe de \$1,000 sur la vie, et tous les fonctionnaires ont salué ces réformes avec joie. Nous ne regrettons pas ce que nous avons fait. Nous allons essayer d'étudier ce rapport du service civil, en donnant justice à nos employés, sans obérer le budget.

Aujourd'hui, nous allons plus loin, afin de leur donner le plus de satisfaction possible. La commission recommande deux augmentations: une,

après trois ans d'emploi, et une autre, après six ans si nous acceptons le rapport. Bien que le bill dise que la décision du cabinet sera sujette à ratification par la Chambre à la prochaine session, c'est l'intention du gouvernement de donner effet immédiat aux décisions prises. Que l'on accepte ces résolutions dès maintenant et, l'an prochain, nous les ferons sanctionner par la Législature.

Lorsque nous aurons fixé la classification, nous y donnerons suite immédiatement. Mais il nous était nécessaire de venir d'abord devant vous, attendu que les salaires des fonctionnaires sont statutaires. Il nous faut carte blanche, et nous irons aussi loin que possible dans la générosité. Puis, à la prochaine session, on pourra amender, modifier, corriger selon les suggestions faites. Entre temps, nous aurons donné satisfaction à la province, aux fonctionnaires et à leurs familles. Ce sera une bonne action. J'ai confiance que les employés seront satisfaits et c'est notre désir ardent qu'ils le soient.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a longtemps que nous attendons ces paroles du premier ministre. Je crois qu'il eût été plus parlementaire de soumettre le rapport à la Chambre. Je n'ai reçu le rapport de la Commission du service civil que vendredi. Je n'en ai eu qu'une copie. Ce rapport n'est pas imprimé, et pas un membre de la Chambre n'en a pris encore connaissance. Nous aurions aimé l'étudier ensemble. Et puis, quelle garantie avons-nous qu'on sera juste? Il y a plusieurs années que les employés civils réclament un traitement plus équitable, et toujours, le gouvernement a refusé de leur accorder généralement un salaire raisonnable. Il les a exposés à une misère noire durant la guerre.

Il y a deux sortes d'employés: les gros et les petits. Les gros peuvent gagner de \$5,000 à \$15,000 par année. Ils ont toutes sortes de détours ingénieux pour augmenter leurs salaires. Les petits n'ont pas de chance de gagner plus que leur salaire qui est de \$600 à \$1,500. Je reconnais que les salaires doivent être fixés suivant l'intelligence, le mérite et la responsabilité, mais encore faut-il qu'il y ait une juste proportion.

Il y a 10 ans que nous disons qu'il devrait y avoir moins d'employés, mais ceux qui sont nécessaires devraient être payés raisonnablement et on congédiera les autres. Je comprends que les ministres et les députés ont beaucoup de demandes de places, mais ils ne devraient pas faire tant de promesses.

(Quelques députés à gauche applaudissent)

Je sais que trop de nos gens sont portés à désirer un emploi du gouvernement. Après six mois de service, ils trouvent que leurs salaires ne leur offrent aucun avantage pour l'avenir. Après des années d'attente, une commission fut autorisée à réajuster les salaires. Elle a fait rapport. Et qu'est-ce que nous demande maintenant le gouvernement? Le gouvernement demande un blanc-seing pour légiférer à la place de la Législature. On ne devrait pas remplir le parlement d'employés, mais le gouvernement devrait donner l'exemple en payant mieux ses employés.

Il y a actuellement environ 2,700 employés à salaire, c'est-à-dire sans compter les protonotaires, les greffiers, les régistres, percepteurs à commissions, et le millier d'employés de la Commission des liqueurs. Le gouvernement paie annuellement à ces employés à salaire plus de \$3,500,000. L'augmentation proposée par la Commission du service civil représente environ \$500,000, soit environ 15 %.

Comme, d'après le plan proposé par la Commission, la plupart des employés, ceux qui travaillent pour le gouvernement depuis six ans, seront à leur maximum, l'augmentation pour les années subséquentes serait environ \$30,000 au plus. En juillet 1923, les employés avaient droit, en vertu de la loi actuelle, à une augmentation d'environ \$100,000. Le gouvernement, s'autorisant d'une lettre du président de l'Association du service civil, qui ne représente pas tous les employés, a retenu ces \$100,000. Ainsi, en juillet 1924, il n'a pas accordé les augmentations statutaires auxquelles leurs employés avaient droit.

Pendant l'exercice courant, le gouvernement va donc leur retenir une autre somme de \$200,000. Le 1^{er} juillet 1925, on aura donc enlevé en deux ans \$300,000, et si le jeu continue une autre année, on leur fera perdre un autre \$300,000. Depuis des semaines et des mois, les employés se demandent si le gouvernement va leur donner justice. Le gouvernement nous présente un petit bill. Il nous dit: "Donnez-nous un blanc-seing. Pendant les vacances, nous allons arranger cela. Les employés auront leurs augmentations." J'ai entendu des promesses de ce genre plus d'une fois.

Mais le gouvernement va-t-il rembourser aux employés les deux augmentations qu'ils ont perdues en 1923 et 1924, au mépris de la loi? On se vante d'avoir assuré la vie des employés. Mais on ne se vante pas d'avoir diminué les avantages que les employés retiraient de la loi de pension. En 1916, par la loi 7 George V, chapitre 16, on a augmenté la

retenue à faire sur les salaires. Elle est aujourd'hui de 5 %, tandis qu'elle était auparavant de 3 %² après trois ans de service.

On a diminué le montant de la pension à payer. On a décrété que la veuve ne recevrait jamais plus que \$300³, qu'un enfant ne recevrait jamais plus que \$300. En vertu de la loi qui s'applique aux employés nommés avant décembre 1916, la veuve pouvait recevoir la moitié de la pension qu'aurait touchée l'employé, que cette moitié s'élevât à \$2,000 ou \$3,000. De même pour les enfants.

Nous avons le droit de dire que le gouvernement a trompé les employés et de vouloir les tromper encore au moment où tant d'eux ont souffert de la charité de la vie. Le rapport de la Commission du service civil a été soumis assez tôt pour permettre au gouvernement de présenter une loi contenant la reclassification. Je soumets que, jusqu'à aujourd'hui, le gouvernement a trompé ses employés.

(Applaudissements à gauche)

M. Lamoureux (Iberville): Je veux dire un mot là-dessus. Je crois que l'on ne devrait pas parler d'augmentation de salaire au moment où partout on parle de diminuer les salaires. Les employés de la Davie Shipbuilding viennent de consentir à réduire leurs salaires. Les employés civils ont des salaires raisonnables, comparés à ceux des autres travailleurs. Le quart de la population de la province veut entrer au service du gouvernement. La position des députés va être intenable, s'il faut que nous augmentions les salaires des employés, car tout le monde voudra être fonctionnaire. C'est tout ce que j'avais à dire.

M. Ouellet (Dorchester): Je suis bien favorable à certaines augmentations de salaires, mais je préférerais un rajustement des salaires. L'honorable premier ministre nous a parlé d'une augmentation totale de \$500,000. Pour ma part, je ne suis pas prêt à concourir dans cela. Il y a trois classes d'employés: les employés compétents qui sont bien payés et sont contents; ceux qui travaillent bien et mériteraient une augmentation, car leurs salaires ne sont pas suffisants, et enfin, il y a les employés qui ne travaillent pas et ne voudront jamais travailler. Il y aura donc, dans la classification et les augmentations, une petite opération à faire des uns et des autres de ces employés. Que l'on fasse plutôt disparaître ceux qui ne travaillent pas, afin de mieux rémunérer ceux qui font du bon travail et font leur devoir.

Je suis heureux que le gouvernement ait manifesté l'intention de régler l'affaire au plus vite. Mais le temps est mal choisi pour venir faire une

pareille demande à cette Chambre. Je répète qu'une dépense de \$500,000 à \$600,000 est trop considérable. Pour ma part, je ne pourrais y consentir, et je crois que la moitié de ce montant devrait suffire. Un plus petit nombre d'employés permettrait de régler la situation plus facilement. Que l'on remercie certains employés sans les jeter sur le pavé tout de suite, bien entendu, et que l'on passe une reclassification des employés qui n'obérera pas trop le budget et donnera justice à tout le monde.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Je ne suis pas de l'avis de l'honorable député d'Iberville (M. Lamoureux). Lorsqu'on aborde la question des routes, les députés ruraux sont bien contents quand le gouvernement passe une mesure pour alléger le fardeau des cultivateurs. Ils devraient faire de même en toute justice, quand on tente d'améliorer le sort des employés. Les petits employés, qui ont été dans la misère depuis des années, méritent la sympathie des députés ruraux comme de tous les autres. Il y a longtemps qu'on aurait dû augmenter leurs salaires. Nous avons réussi à assurer aux ouvriers l'échelle de salaires raisonnables. Le gouvernement s'est rendu à notre demande.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Nous avons accepté l'échelle fédérale qui, selon moi, est à peu près la même que la nôtre.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): On a dit que ça coûterait \$500,000. Qu'importe le prix! Il ne s'agit pas d'une question de montant. Il faut rendre justice aux employés qui peinent. La Chambre devrait étudier ce rapport à cette session-ci. Je sou mets que le gouvernement ne devrait pas faire attendre les employés encore un an. C'est le Parlement qui devrait s'occuper de la classification des employés civils.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est justement pour ne pas les faire attendre que nous présentons ce projet. Je répète que, dès que nous aurons étudié le rapport, les augmentations de salaires seront accordées immédiatement. L'an prochain, nous ferons ratifier les augmentations par la Chambre. Nous sommes convaincus que la Chambre pourra faire des suggestions. Pour d'ici à un an, nous allons faire de notre mieux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi la Chambre ne s'occuperait-elle pas tout de suite de la reclassification?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous ne sommes pas prêts à cette session, mais mon honorable ami veut-il faire attendre les employés encore un an? Je lui dis que nous allons faire de notre mieux et que nous ferons ratifier les augmentations l'an prochain.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je m'accorde avec l'honorable député de Dorchester (M. Ouellet) pour dire que les mauvais employés devraient être mis à la porte. Il ne devrait pas y avoir d'augmentation pour les employés qui gagnent \$10,000, mais que l'on augmente les petits salaires.

M. Lamoureux (Iberville): Je ne suis pas contre l'augmentation de certains salaires. Mais nous traversons des temps durs en ce moment. Je suis pour l'augmentation des petits salaires, mais rien de plus. Les municipalités qui veulent profiter de l'octroi du gouvernement pour faire des routes sont autorisées à ne payer que \$2 par jour pour la main-d'œuvre. Il faudrait plutôt augmenter le salaire de ces derniers, ce qui serait plus équitable.

(Applaudissements à gauche)

M. Faucher (Québec-Centre): Il serait difficile à la Chambre de se prononcer, quand elle ne connaît rien du rapport de la Commission. Il y a des employés qui souffrent et qui le disent. Ce sont ceux-là qui réclament notre intervention, et la Chambre n'aura les résultats que dans un an. Le gouvernement demande un blanc-seing pour augmenter les petits comme les grands salaires. Nous ne savons quels salaires il augmentera...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les employés le sauront, eux, avant ce temps, et c'est ce qui est important.

M. Faucher (Québec-Centre): Il y a beaucoup d'hommes instruits dans le service civil à Québec qui touchent moins que le salaire annuel d'un ouvrier à Montréal. Il y a des petits employés permanents qui peinent...

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): À Montréal, il y en a 3,000...

Une voix: Des bootleggers.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Je demanderais à l'honorable député de Trois-Rivières d'avoir le courage de porter une accusation⁴.

M. Mercier (Trois-Rivières): Je demande à l'honorable député de retirer ses paroles...

M. Faucher (Québec-Centre) s'apprête à continuer son discours.

M. Mercier (Trois-Rivières): J'insiste pour que l'honorable député de Montréal-Saint-Henri retire ses paroles, car ce n'est pas moi qui ai dit cela.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): (En souriant) Si ce n'est pas mon honorable ami qui a lancé ce cri, je retire mes paroles.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Que celui qui l'a dit se lève.

(Rires)

(Personne ne se lève)

M. Faucher (Québec-Centre): La Commission du service civil a été créée en 1923. Pourquoi n'a-t-elle pas procédé plus vite? Il y a des employés qui souffrent.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Il n'est pas juste de demander à la Chambre de se prononcer sur cette question avant qu'elle ne connaisse le rapport de la Commission. Le gouvernement aurait dû soumettre à la Chambre le rapport de la Commission du service civil.

Pour ma part, je crois qu'on ne devrait plus laisser souffrir les petits employés et que le gouvernement devrait se hâter d'augmenter les salaires. Le gouvernement dépense de l'argent pour la santé des classes ouvrières, mais verse à certains de ses employés un salaire à ce point misérable qu'ils n'ont pas de quoi se loger convenablement.

M. Hamel (Portneuf): Il n'y a pas de doute qu'il y a des fonctionnaires dont on ne connaît pas les fonctions, mais il y a des employés qui méritent une augmentation. J'approuve entièrement le projet, et je suis assuré que les fonctionnaires auront plus justice devant le lieutenant-gouverneur en conseil que devant cette Chambre. Celle-ci a une garantie dans le fait que le gouvernement sera obligé de lui soumettre.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Ce bill est sans grande importance pour les fonctionnaires, car il ne leur accorde rien. Il me semble que tout ce que le gouvernement recherche, c'est de gagner

encore du temps, comme il a toujours fait. Sauf le chef de l'opposition qui l'a reçu vendredi, personne n'a vu le rapport qui est entre les mains du gouvernement depuis la fin de décembre. Toute la Chambre devrait en avoir pris connaissance.

J'ai peur que les pauvres employés, qui ont un urgent besoin d'argent pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, soient obligés d'attendre encore jusqu'à la prochaine session. Devant les retards du gouvernement dans le passé, les fonctionnaires ont raison de douter de leur augmentation prochaine.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il est vraiment amusant, M. le président, de voir nos amis les conservateurs pleurer sur le sort des employés civils. Qui a aboli la pension aux employés? C'est le Parti conservateur. Et qui l'a rétablie, cette pension? C'est le Parti libéral. Cela coûte \$60,000 par année⁵. Nous avons fait mieux. Nous avons assuré à nos employés l'assurance de groupe. Cela nous coûte \$34,000 par année⁶. Qu'on aille demander à nos employés quel est le parti qui les a mieux traités?

Le chômage est chose inconnue dans le service civil, car une fois qu'un homme s'est montré compétent, il a un emploi à vie. Nous gardons nos employés tant qu'ils le veulent. Quand ils sont malades, nous leur payons leur salaire quand même, et deux semaines de vacances annuelles en plus. Ils ne prennent leur pension que lorsqu'ils le veulent bien. Il n'y a aucun chômage pour nos employés, seulement des congés.

Que l'on compare les salaires que nous payons à nos commis avec le salaire des employés de banques, des commis d'assurance et des commis dans tous les secteurs d'activité. Je conseille au chef de l'opposition de comparer ces salaires avec ceux des maîtres-charpentiers, des maîtres-plombiers et des autres travailleurs embauchés par le gouvernement.

Le chef de l'opposition trouverait que les salaires des employés du gouvernement se comparent très avantageusement à ceux des employés des entreprises de la ville. Les maîtres artisans de tout métier peuvent témoigner du fait que les employés civils s'en tirent bien, à comparer avec les travailleurs du marché ouvert des métiers.

La province de Québec est généreuse pour ses employés. Elle devrait l'être davantage. Je le crois, car je pense que nos employés seront plus efficaces s'ils sont mieux payés. Nous n'avons pas perdu de temps. Le gouvernement voulait donner

satisfaction aux employés et a ainsi décidé de nommer une commission.

Cela a pris du temps, de la réflexion et des efforts, pour en arriver à une décision définitive sur les changements nécessaires. On a simplement demandé aux employés de donner leur opinion sur les conditions actuelles, et pas seulement sur la question des salaires. On a confié aux chefs des différents services la responsabilité de faire rapport. Comme ils travaillent de très près avec les employés et qu'ils connaissent la situation dans ses moindres détails, ils ont tous collaboré à la rédaction du rapport.

Nos employés ont pris 15 mois pour préparer leur rapport. Il était physiquement impossible pour le gouvernement de faire étudier le rapport par la Chambre. Nous allons donc reclassifier le service civil et, l'an prochain, nous demanderons à la Chambre de le ratifier. Le rapport nous suggère de porter des salaires à \$3,000, \$4,000, \$5,000, \$6,000. Il faudra abattre des barrières. C'est à la Chambre que nous demanderons de les abattre. Si, l'an prochain, la Chambre trouve que le gouvernement n'est pas allé assez loin, le gouvernement demandera de rendre rétroactif l'effet des augmentations qu'il accordera.

(Applaudissements de la Chambre)

Notre désir de rendre justice aux employés est sincère. Il y a de bons employés au Parlement. J'ai occasion de venir dans cette bâtisse le soir et les jours de congé. Il y a des employés qui travaillent ces jours-là. Ce sont des modestes, on ne les entend pas se plaindre. Je le dis franchement. Les bons employés ne sont pas ceux qui se plaignent le plus. (Avec chaleur) Ce sont ceux-là que je veux récompenser.

(Applaudissements de la Chambre)

On a parlé de travail d'élimination. Il sera peut-être nécessaire de le faire. Encore une fois, je puis assurer la Chambre que nous ferons tout ce qui est possible de faire pour régler ce problème. C'est un problème grave. (Avec émotion) Et je ne cache pas qu'à certains moments, la situation était intenable pour nous.

Il y avait des employés qui ne cessaient de récriminer. La Chambre peut être certaine que nous préparerons une reclassification aussi parfaite que les choses de ce monde puissent l'être, que nous la ferons ratifier à la prochaine session, mais après lui avoir donné effet dès que nous l'aurons finie, car nous ne voulons pas faire attendre nos employés.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre a bien expliqué la question au mérite, à la fin de son discours. Mais il a tort de dire que les

conservateurs n'ont rien fait pour les employés. Il y a 30 ans, l'opposition libérale adoptait une motion censurant le gouvernement conservateur parce qu'il payait trop bien ses employés. Il (M. Sauvé) cite à cet effet une motion de M. Gladu⁷ à l'Assemblée législative, en 1897.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptées sur division.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 190 concernant les officiers et employés du gouvernement de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

Recettes et dépenses

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 3 février 1925, pour copie d'un état des recettes et des dépenses du 30 juin 1924 au 30 décembre 1925. (Document de la session no 74)

Motions des députés:

Indemnité de M. Hay

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (l'honorable M. Madden), que, vu que le député d'Argenteuil (M. Hay) a été empêché par suite de la maladie dont il a été atteint durant les premiers jours de la session, d'assister pendant ce laps de temps aux séances de la Chambre, et vu qu'il est décédé le 16 janvier 1925, le comptable de cette Chambre soit autorisé à payer son indemnité à sa veuve, Madame Hay, sans aucune déduction pour défaut de présence.

Adopté.

La Chambre ajourne ses travaux à 6 h 20.

Deuxième séance du 31 mars 1925

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Officiers et employés publics

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 190 concernant les officiers et employés du gouvernement de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée vers 8 h 40.

4. M. Bray réagit à cette intervention probablement parce qu'à la séance du 17 mars du comité des comptes publics, son nom a été associé à une affaire de trafic illicite d'alcool. Le comité des comptes publics enquête, parallèlement à la session, sur les activités de la Commission des liqueurs. Le lendemain, M. Bray, sur une question de privilège, nia toute implication de sa part dans ce commerce. Le 27 mars suivant, en Chambre, M. Bray défia l'honorable M. Perron, un conseiller législatif, de quitter ce poste et de venir l'affronter dans son comté lors des prochaines élections. Selon le député de Montréal-Saint-Henri, le ministre de la Voirie serait responsable d'avoir fait sortir son nom lors de la séance du 17 mars 1925.

5. Montant de *L'Événement* du 1^{er} avril 1925, à la page 11. *L'Action catholique* du même jour, à la page 1, mentionne plutôt \$61,000.

6. Montant de *L'Événement* du 1^{er} avril 1925, à la page 11 et de *L'Action catholique*, à la page 1. Le même jour, *The Montreal Daily Star*, à la page 15, *The Gazette*, à la page 20, et *The Quebec Chronicle*, à la page 3, mentionnent plutôt \$39,000. Par ailleurs, *La Patrie*, à la page 18, mentionne que la somme cumulative de la pension et de l'assurance de groupe est de \$107,000, alors que *The Montreal Daily Star*, à la page 15, écrit plutôt \$100,000.

7. Victor Gladu (1844-1897), député libéral de Yamaska de 1886 à 1897.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Bordeleau (Champlain).

2. Chiffre de la majorité des sources du 1^{er} avril 1925. Cette journée-là, seul *Le Devoir*, à la page 1, mentionne 6 % de retenue sur les salaires pour le fonds de pension, donnée en contradiction avec les propos du chef de l'opposition et avec la loi 7 George V, chapitre 16.

3. Montant du *Devoir* du 1^{er} avril 1925, à la page 1. *La Presse* du même jour, à la page 11, mentionne plutôt \$600.

Séance du mercredi 1^{er} avril 1925

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

L'honorable M. David

M. Pellerin (Maisonneuve) pour **M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques):** 1. Est-il vrai que l'honorable M. Athanase David, secrétaire provincial, serait parti en Europe?

2. Si oui, pourquoi est-il parti avant la fin de la session et avant même le vote de tous les crédits de son département?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui.

2. Le secrétaire de la province est allé en Europe pour des affaires purement personnelles, dont l'honorable député pourra lui demander l'objet, à son retour, s'il tient à le connaître. Si la chose presse, M. David peut être atteint à Paris, au Commissariat canadien.

(Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas une réponse légale.

**Commission
de refonte des Statuts**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): À quelle date a-t-on complété l'impression du premier rapport de la Commission de refonte des Statuts?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Dans le cours du mois de décembre 1923.

**Avances de la
Commission de refonte des Statuts**

M. Faucher (Québec-Centre): À quelle date la Commission de refonte ou le gouvernement ont-ils fait des avances au *Soleil* ou au *Telegraph* pour l'impression des rapports de la Commission?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

La Commission de refonte des Statuts a fait l'avance le 1^{er} août 1924.

**La Lithographie
de Québec**

M. Dufresne (Joliette): 1. Qui endossait les chèques du gouvernement à l'ordre de la Lithographie de Québec du mois d'avril 1924 au mois de novembre de la même année?

2. Qui les a endossés de décembre 1924 à janvier 1925?

3. Qui, du 5 janvier 1925 jusqu'à date?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1.

La Lithographie de Québec par W. P. Piché.

2. Le même.

3. La Lithographie de Québec par J.-A. Bégin.

M. Thompson

M. Dufresne (Joliette): 1. Y a-t-il à la connaissance du gouvernement un M. Thompson employé à la Lithographie de Québec et aussi au gouvernement?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les fonctions de M. Thompson?

3. Quel est son salaire?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1 et 2. Employé uniquement par le département pour réduire les plans pour cartographie au moyen de la photographie.

3. \$1,700.

P.-É. Dufault

M. Dufresne (Joliette): 1. Y a-t-il à la connaissance du gouvernement un M. Paul-Émile Dufault, employé à la Lithographie de Québec et aussi au gouvernement?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les fonctions de M. Paul-Émile Dufault?

3. Quel est son salaire?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. N'est pas employé par le gouvernement.

2. et 3. Le gouvernement l'ignore.

Remboursement de droits:**Charte
de Granby**

M. Bullock (Shefford) propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Philps), que tous les droits additionnels payés pour le bill 146 modifiant la charte de la cité de Granby soient remis aux promoteurs, vu que les retards dans la présentation du bill proviennent de circonstances que les parties intéressées n'ont pu empêcher.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 6 concernant les Statuts refondus;
- bill 181 modifiant la loi concernant l'adoption;
- bill 193 autorisant le lieutenant-gouverneur en conseil à faire certaines réserves le long des rivières à saumon;
- bill 199 modifiant la loi concernant la gazoline;
- bill 210 modifiant la loi concernant la possession et le transport de liqueurs alcooliques.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 10 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec;
- bill 40 modifiant la loi concernant le département de la Voirie;
- bill 170 modifiant la loi des accidents du travail de la province de Québec;
- bill 196 concernant les jurés;
- bill 202 modifiant les articles 430, 431 et 432 du Code de procédure civile relativement au jury.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 99 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.

**Commission des services publics
de Québec**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 10 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec.

Lesdits amendements sont lus une première fois.

Département de la Voirie

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 40 modifiant la loi concernant le département de la Voirie.

Lesdits amendements sont lus une première fois.

**Loi des
accidents du travail**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 170 modifiant la loi des accidents du travail de la province de Québec.

Lesdits amendements sont lus une première fois.

Jurés

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 196 concernant les jurés.

Lesdits amendements sont lus une première fois.

Jury

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 202 modifiant les articles 430, 431 et 432 du Code de procédure civile relativement au jury.

Lesdits amendements sont lus une première fois.

**Charte
de Québec**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 99 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.

Lesdits amendements sont lus une première fois.

Demandes de documents:

J. Morin,
auditeur de la province

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de correspondance, documents, etc., concernant la comptabilité du bureau du Trésor, le témoignage de M. Joseph Morin, auditeur de la province, au comité des comptes publics au cours de la session de 1924.

Je fais cette motion afin de savoir si les livres du Trésor sont bien tenus, si le gouvernement a vraiment les surplus qu'il réclame². Nous avons le droit de nous le demander depuis que M. Joseph Morin, auditeur général, a fait des déclarations extraordinaires devant le comité des comptes publics, l'an dernier. M. Morin nous a dit: "J'audite tous les comptes excepté ceux de l'Assemblée législative et du Conseil législatif. Il y a un auditeur spécial pour cela". Comme on faisait observer à M. Morin que c'était en contravention avec la loi, il nous répondit: "Je leur ai fait remarquer cela, mais on m'a dit que c'était la coutume depuis longtemps". Il (M. Sauvé) lit tout le témoignage de M. Morin au comité des comptes publics³.

J'en ai dit assez long pour démontrer que les livres ne sont pas audités convenablement. L'auditeur général nous a admis qu'il y avait des irrégularités. Le gouvernement devrait avoir une audition parfaite des comptes. Le devoir des représentants du peuple est de recevoir les comptes du gouvernement, de les examiner et de voter les crédits, si le gouvernement a bien tenu ses comptes et a justifié les dépenses qu'il a faites. Si les comptes sont mal tenus, si la vérification est incomplète, on ne respecte pas les prérogatives des représentants du peuple.

Je soumets que l'auditeur général devrait être un homme compétent et que, s'il est compétent, il doit auditer tous les comptes, même ceux de l'Assemblée et du Conseil législatif. Je tenais à montrer cette lacune, cette négligence inexcusable du gouvernement. On a beau dire que la pratique existe depuis longtemps, on doit se rendre compte que les conditions ne sont plus les mêmes et que les dépenses ont augmenté de millions et millions. Les dépenses sont assez considérables maintenant que tout doit être contrôlé.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Nicol (Compton): Personne n'en voudra à l'honorable chef de l'opposition d'avoir attiré l'attention de la Chambre sur la tenue des livres de la province. Je suis d'accord avec le chef de l'opposition quand il affirme que les méthodes de comptabilité et les vérifications doivent être faites avec le plus grand soin possible. Il a raison. Notre tenue de livres doit être parfaite. Mais il sait sans doute qu'il n'existe pas deux maisons de commerce ou d'industrie qui ont des méthodes respectives de compter absolument identiques.

Personne ne s'accorde sur les systèmes. On n'a qu'à consulter les auditeurs de ces maisons pour s'en convaincre. Il s'agit de savoir si nous avons une bonne comptabilité. Pour nous, nous avons cru adopter une manière convenable à nos besoins. Nous croyons qu'elle donne satisfaction et qu'elle représente l'état de choses qui existe dans la province. On peut différer d'opinion, mais on ne doit pas condamner à la légère.

Quant aux auditeurs étrangers que nous avons fait venir, il y a déjà un certain temps, c'était dans le but de faire des transactions importantes avec des banquiers américains qui avaient besoin de se renseigner sur la situation de notre province.

Maintenant, dans l'audition, il y a deux choses à considérer: les revenus et les dépenses. Nous nous sommes efforcés de contrôler parfaitement les revenus, et nous y sommes arrivés. Il en est de même pour les dépenses. Avons-nous réussi? L'auditeur général nous a dit qu'il n'était pas au courant de tout. Mais on ne saurait exiger de l'auditeur général que, sur un budget de plus de \$20,000,000, il puisse connaître personnellement chacune des dépenses dans le menu détail. Ce serait une tâche surhumaine. Personne n'y parviendrait. Il faut lui procurer des aides des départements, qui lui fournissent les documents nécessaires.

Il y a d'autres comptables qui font de l'audition avec lui. Est-ce juste? Je le crois, car c'est encore là ce qui se pratique dans toutes les maisons de commerce et d'industrie importantes. Quand un auditeur se charge de vérifier les comptes, il a à son service des employés et il ne voit pas tout. C'est ce que l'auditeur de la province fait. Le chef de l'opposition sait que nous agissons pour le mieux, que nous ne demandons pas mieux qu'à améliorer nos méthodes et que les suggestions pratiques sont les bienvenues.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): J'ai fait une interpellation ces jours derniers. J'ai demandé à l'honorable trésorier de la province combien il avait reçu d'argent par la taxe de la gasoline. Il m'a répondu que M. Gauthier, avenue du Parc, Montréal, avait payé la taxe sur 45,000 gallons de gasoline, et

je vois que ce même M. Gauthier a importé 106,000 gallons de gasoline. La province a donc perdu \$1,200 de revenus. Je crois que c'est là une erreur dans la comptabilité...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je crois que l'honorable député n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur: Si l'honorable député veut discuter une réponse à une interpellation, ce n'est pas la procédure à suivre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis surpris de la réponse de l'honorable trésorier provincial. Il nous dit que ce qui se fait à Québec se fait dans toutes les grandes maisons d'affaires. Ce n'est pas une réponse sérieuse.

Le point que j'ai fait méritait une considération plus sérieuse. Je crois que la façon dont on audite les livres est un abus de pouvoir. On ne respecte pas la Constitution.

(Applaudissements à gauche)

La motion est adoptée.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 39 concernant certains paiements faits à la couronne;
- bill 211 modifiant la loi concernant les liqueurs alcooliques.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 4 heures⁴.

NOTES

1. *L'Événement* du 2 avril 1925, à la page 1, nous apprend que M. Pellerin (Maisonneuve) fait cette interpellation à la place de M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques) qui est absent à cette séance.

2. M. Sauvé a déjà cité le témoignage de M. Morin en Chambre lors de la séance du 11 février précédent, pour appuyer son affirmation que les *Comptes publics* étaient mal faits.

3. *L'Événement* du 2 avril 1925, à la page 1, rapporte que "dans ce témoignage, l'auditeur admettait n'avoir pas audité les livres de la Commission des liqueurs".

4. Cette séance se termine tôt parce que le *Feuilleton* de la session est pratiquement épuisé et aussi parce que le comité des comptes publics doit siéger dès 4 heures.

Première séance du jeudi 2 avril 1925

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Dépenses de la province

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Depuis le 1^{er} juillet 1925, les dépenses de la province ont-elles été payées pendant l'exercice où elles ont été encourues?

2. Si non, quelles sommes ont été, chaque année, payées pendant l'exercice suivant par chacun des départements ou services?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. et 2. Le département du Trésor paie les comptes au fur et à mesure qu'ils lui sont transmis.

Ventes de la Commission des liqueurs,
1923-1924

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): 1. Quel est le montant total provenant des ventes de la Commission des liqueurs de Québec du 1^{er} mai 1923 au 1^{er} mai 1924?

2. Quel montant le gouvernement a-t-il perçu des brasseries, en droits, impôts, etc., durant le même exercice fiscal?

3. Quel montant ont rapporté, dans la même période, les licences de tavernes, d'hôtels, de restaurants, de club, etc.?

4. Quel est le montant des amendes perçues en 1923-1924, en vertu de la loi des liqueurs?

5. Quel montant ont rapporté les saisies en 1923-1924, en vertu de la loi des liqueurs?

L'honorable M. Nicol (Compton): Du 1^{er} mai 1923 au 1^{er} mai 1924:

1. \$19,375,396.46.

2. \$773,808.07.

3. \$773,111.68.

4. \$72,424.50.

5. \$54,097.59.

Ventes de la Commission des liqueurs,
1924-1925

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): 1. Quelle quantité de spiritueux la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle vendue pendant chacun des mois de novembre et décembre 1924 et chacune des huit premières semaines de l'année 1925?

2. Quel est le montant des ventes faites par la Commission des liqueurs pendant les mois de novembre et décembre 1924 et les huit premières semaines de l'année 1925?

L'honorable M. Nicol (Compton): (Voir le tableau ci-dessous)

			<i>Vin et bières</i>	<i>Spiritueux et alcool</i>
			<i>Gallons</i>	<i>Gallons</i>
1.	1924	Novembre	55,645.3	58,600.7
		Décembre	125,313.1	91,315.1
	1925	Janvier	70,818.3	61,266.1
		Février	<u>49,465.7</u>	<u>48,583.2</u>
	<i>Total:</i>		301,242.4	259,765.1
2.	1924	Novembre .....	.....	\$1,452,231.05
		Décembre .....	.....	\$2,400,745.81
	1925	Janvier .....	.....	\$1,532,293.49
		Février .....	.....	<u>\$1,194,698.78</u>
	<i>Total:</i> .....		.....	\$6,579,969.18

Commission des services publics de Québec

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 10 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Département de la Voirie

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 40 modifiant la loi concernant le département de la Voirie.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les amendements ne changent rien à ce que nous avons décidé et à la situation que j'ai exposée à la Chambre. Au Conseil législatif, on a étudié le projet soigneusement et on a amélioré le texte du projet.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Du moment qu'il n'y a rien de changé, très bien.

Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Jurés

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 196 concernant les jurés. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Jury

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés

au bill 202 modifiant les articles 430, 431 et 432 du Code de procédure civile relativement au jury. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Montréal

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal soient maintenant lus une deuxième fois.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Qu'allons-nous faire de ce pauvre malade? Il a été au Conseil législatif pour être guéri, mais il y a reçu des coups et nous revient très malade. Ainsi, la loi des pavages, que va-t-il arriver? Je ne veux pas intervenir dans les travaux de la Chambre haute, mais nous nous trouvons dans une situation bien difficile.

Le projet de loi tel qu'il est a subi des coups nombreux qui peuvent avoir de sérieuses conséquences. Je conçois que le problème des pavages est sérieux. Des deux projets qui ont été soumis à la Législature pour être ratifiés, aucun n'a été sérieusement étudié par le conseil municipal de Montréal lui-même. Le bill tel qu'il est ne peut qu'accroître les difficultés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne crois pas qu'un seul des deux projets puisse être adopté par le conseil municipal d'ici un an au moins.

M. Patenaude (Jacques-Cartier) parle du projet Brodeur à \$5 la verge carrée et de celui de Bédard, à \$2 la verge carrée. L'un et l'autre sont exagérés, et le coût moyen est actuellement de \$3.50. Dans les cas spéciaux comportant des difficultés extrêmes, dit-il, il peut aller jusqu'à \$10, mais en général il est de \$3.50. Aussi, il faut tenir compte du fait que, dans certaines rues, le pavage est effectué par le Montreal Tramways, alors que dans d'autres, ce sont les propriétaires riverains qui doivent assumer l'ensemble des coûts. Le coût des travaux

du boulevard Gouin à la charge de la ville est une autre chose très sérieuse, car, sous l'ancienne loi, les réparations étaient à la charge des propriétaires seulement. On change donc complètement l'état de choses existant. Qu'est-ce que la ville peut y faire?

Il souligne l'injustice du système de paiement, où les propriétaires le long d'une rue peuvent demander qu'on fasse un pavage très dispendieux, alors que, dans d'autres rues, le coût en est faible. Il affirme qu'il serait préférable d'établir un coût qui pourrait varier entre \$3.50 et \$4 la verge, qui serait le même pour tout le monde; dans le cas de travaux coûteux, une partie de l'excédent de la somme serait payable par la ville, et l'autre partie, par les propriétaires. Ainsi, ces derniers auraient un réel intérêt à ce que les coûts demeurent bas.

La Chambre haute a fait un très lourd cadeau à l'Assemblée, et un cadeau encore plus lourd à la ville de Montréal, soit le bill dans sa forme actuelle. La modification selon laquelle le coût du pavage du boulevard Gouin doit être assumé entièrement par la ville pourrait entraîner de sérieuses répercussions financières pour la ville. Il est difficile à ce stade de la session d'examiner la question en détail, mais on aurait certainement dû se pencher plus longuement sur ce sujet.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Je crois aussi la loi actuelle des pavages injuste. On utilise des matériaux trop dispendieux, alors que dans les ruelles, par exemple, il pourrait être avantageux d'utiliser de l'asphalte. Trois dollars cinquante la verge auraient amplement suffi. Certaines rues de résidence sont devenues des artères importantes et à l'usage des résidents d'autres parties de la ville, et cela rend les pavages très coûteux pour les propriétaires riverains, ce qui est source d'ennuis considérables. Le plan inclus dans le bill n'offre pas une solution satisfaisante de la difficulté. Un grand nombre de rues à Montréal sont déjà pavées. La question des pavages est un grave problème. La question aurait dû être étudiée plus au long par le conseil de ville. C'est aux autorités municipales qu'il appartient de régler la question, de préparer un projet convenable et de revenir devant le Parlement l'an prochain. Cette année, on nous en a présenté deux.

M. Lafleur (Montréal-Verdun): La loi des pavages de 1919 est souverainement injuste. Je ne concours pas dans les amendements du Conseil législatif, car ils fixent les pavages à \$5 par verge carrée pour les propriétaires. Verdun a fait des pavages considérables à un prix moyen de \$3.40 par

verge. Je crois donc que le plan de l'échevin Brodeur à \$5 est excessif.

On a fait une exception pour le boulevard Gouin. Le pavage du boulevard Gouin par exemple devrait être pour la moitié à la charge de la ville, et l'autre moitié, à la charge des propriétaires, parce que, dans ce cas, il s'agit d'une situation tout à fait particulière. Je crois qu'on devrait faire payer les pavages "at large". Vaut mieux retourner à l'ancienne loi, car ce qui est bon pour le boulevard Gouin doit l'être également pour les autres propriétaires de la ville qui sont appelés à payer.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'approuve pas moi non plus tous les amendements du Conseil législatif. L'administration de Montréal s'est améliorée en ces dernières années et les amendements du Conseil législatif ne sont guère encourageants. Je serais en faveur du plan Bédard, mais je veux qu'on respecte l'autonomie de la ville. La prise d'effet cette année, plutôt que l'an prochain, de la réduction du taux de la taxe dans le district Maisonneuve, et l'attribution à la ville des frais de pavage du boulevard Gouin font que la ville de Montréal se voit obligée d'assumer un montant supplémentaire de \$700,000 par année, ce qui risque de diverger des fonds d'autres postes, y compris des sommes destinées à la santé publique et au bien-être général de la population. Je ne veux pas entrer dans les détails du bill, mais je voterai pour que la Chambre refuse son approbation.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri) rappelle qu'il a été l'instigateur de la construction du boulevard Gouin. Je crois que ce sera une lourde charge pour la ville que de supporter le coût de ces travaux seule. Ailleurs, les propriétaires doivent payer leur part des pavages.

Le boulevard Décarie est une des obligations que la ville a assumées lors de l'annexion de Notre-Dame-de-Grâce, et je crois, dit-il, que la ville a fait preuve d'assez de bonne volonté et d'intention de remplir ses obligations. Je suis contre le fait que le Conseil législatif a supprimé la clause prolongeant jusqu'en 1927 le délai accordé à la ville pour remplir ses obligations, en vertu des accords d'annexion de 1910. Pour ces raisons, je m'oppose moi aussi à ces amendements.

Les amendements sont lus une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les

honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Québec

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 99 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Remboursement de droits:

Montreal Diocesan Theological College

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que les droits ordinaires payés pour le bill 51 amendant la charte du Montreal Diocesan Theological College et augmentant ses pouvoirs soient remis aux promoteurs, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet des fins religieuses et d'éducation.

Adopté.

Demandes de documents:

Assistance publique

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, documents, etc., reçus par le gouvernement ou l'un de ses membres, au sujet d'un débat dans cette Chambre, le 19 décembre 1922, sur la loi de l'assistance publique et de la décision que l'Assemblée législative a prise à la même date et qui se trouve rapportée comme suit à la page 250 des *Journaux de l'Assemblée législative*, vol. LVII:

"M. Sauvé propose, secondé par M. Gault, qu'il soit résolu que, vu que les évêques de la province de Québec auraient représenté au premier ministre que la loi de l'assistance publique offre un danger pour l'autonomie des institutions de

bienfaisance catholiques, le comité permanent des bills publics soit chargé d'inviter ces évêques à venir en personne ou par procureurs exposer leurs griefs devant ledit comité et de préparer et de présenter un bill modifiant en conséquence la loi de l'assistance publique."

J'accuse le premier ministre, dit-il, d'avoir amené la mesure à la sourdine et d'avoir profité de mon absence pour attaquer injustement l'opposition. Il est évident que le premier ministre a présenté ses amendements à contrecœur et avec amertume.

Si le premier ministre et sa majorité avaient accepté l'amendement de l'opposition en 1922, il n'aurait pas reçu, depuis, les reproches qui se sont accumulés sur sa tête et son administration.

J'ai constaté l'autre jour la grande utilité de l'opposition, puisque le gouvernement a jugé à propos d'accepter ses suggestions. Je regrette cependant que le gouvernement n'ait pas accepté la suggestion que je faisais à la deuxième session de 1922. Je demandais alors au gouvernement de convoquer les évêques pour connaître leur opinion sur la loi d'assistance publique.

Le premier ministre ressemble à un mourant qui sent le besoin de se confesser et de réparer ses fautes, avant de rendre le dernier soupir, ou pour essayer d'obtenir de la Providence un prolongement de vie. L'opposition se réjouit, non pas de l'humiliation du gouvernement, mais de voir que le grand ministère avoue ses erreurs...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je demande pardon à l'honorable chef de l'opposition, mais en vertu de l'article 245 du Règlement, mon honorable ami ne peut critiquer une décision de la Chambre sans demander de rescinder la loi ou une décision passée. Or, la demande qu'il faisait l'an dernier a été rejetée par la Chambre. Il ne peut donc critiquer cette décision. (En souriant) Je suis convaincu que lorsque l'honorable député de Beauharnois² aura lu cet article du Règlement, il sera de mon opinion.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je voulais seulement faire observer que le gouvernement aurait dû améliorer cette loi, lorsque nous le lui avons suggéré. Est-ce que vous avez un point d'ordre à décider, M. l'Orateur?

M. l'Orateur: (En souriant) J'attends que l'honorable chef de l'opposition ait fini de discuter le point d'ordre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Eh bien! M. l'Orateur, tout ce que je veux ajouter, c'est que j'espère que le gouvernement suivra toutes les suggestions que nous lui avons faites et améliorera sa loi.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Dufresne, Gault, Renaud, Sauvé, Smart, 5.

Contre: MM. Ashby, Bédard, Bergevin, Bissonnet, Bordeleau, Bouthillier, Bugeaud, Bullock, Cannon, Caron (Hull), Caron (Îles de la Madeleine), Cédilot, Conroy, David, Desjarlais, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matane), Farand, Forest, Forget, Fortier, Galipeault, Gaudrault, Gauthier, Godbout, Grégoire, Hamel, Hay, Lacombe, Laferté, Lafrenière, Lahaie, Lapierre, Laurendeau, Leclerc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Madden, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miles, Moreau (Lac-Saint-Jean), Nicol, Oliver, Ouellet (Dorchester), Ouellette (Yamaska), Paquet (Montmagny), Péloquin, Perrault, Phaneuf, Philps, Pilon, Poulin, Reed, Ricard, Richard, Roy, Saurette, Simard, Taschereau, Vautrin, 62.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 190 concernant les officiers et employés du gouvernement de la province.

Loi des accidents du travail

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 170 modifiant la loi des accidents du travail de la province de Québec. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Nicol (Compton) transmet à M. l'Orateur le message suivant de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

N. Pérodeau, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1925, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Québec, 2 avril 1925
(Document de la session no 1a)

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que le message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité de subsides avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

Adopté.

Demandes de documents:

Aide aux colons

M. Authier (Abitibi) propose, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lahaie), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute requête adressée en 1924 et 1925 au ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries demandant une augmentation de la prime de défrichement et de l'aide accordée aux colons dans la province de Québec.

Les colons de plusieurs paroisses de mon comté ont signé des requêtes priant le gouvernement d'augmenter considérablement la prime actuelle de défrichement et de la payer jusqu'à concurrence de cinquante acres par lot. D'autres groupes, en particulier certains cercles de l'Union catholique des cultivateurs, qui est fort répandue dans l'Abitibi, ont réclamé l'organisation d'un système de crédit rural, qui puisse fournir aux cultivateurs débutants le capital qui leur manque trop souvent, pour compléter l'achat des troupeaux et des instruments aratoires indispensables à l'exploitation profitable de leur ferme. Je demande la production de ces requêtes parce que je désire exprimer publiquement devant cette Chambre ma sympathie pour les vœux qu'elles contiennent, ou du moins pour les principes dont elles s'inspirent.

Je désire aussi témoigner de la reconnaissance des colons pour la politique libérale de ces dernières années. Le gouvernement faisait autrefois beaucoup moins qu'aujourd'hui pour la colonisation. L'état de nos finances ne lui permettait pas de faire mieux, et nos ministres eux-mêmes en gémissaient avec nos bons patriotes. Depuis une quinzaine d'années, on a pu enfin consacrer une douzaine de millions de piastres aux travaux de colonisation. Il est intéressant cependant de rappeler que, dans la même période, les grandes routes de la province absorbaient près de \$60,000,000, employés à améliorer environ 6,000 milles de parcours seulement, tandis que les \$12,000,000 de la colonisation servaient en partie à payer certaines améliorations urgentes dans les 30,000 ou 35,000 milles de chemins municipaux qui ne reçoivent rien de la voirie, et en partie seulement à reconstruire des chemins nouveaux et des ponts dans les cantons récemment ouverts aux colons.

Il est nécessaire d'ailleurs que l'on dépense plus aujourd'hui qu'il y a 10 ans pour la colonisation, non seulement parce que les mêmes travaux coûtent maintenant deux fois plus cher qu'en 1914, mais aussi parce qu'il faut faire davantage, si l'on veut continuer à avoir des défricheurs dans notre province.

Les mœurs changent d'année en année avec une rapidité, c'est le cas de le dire, effrayante. Les colons d'aujourd'hui ne se contenteraient plus des conditions dans lesquelles leurs devanciers ont vécu. C'est à prendre ou à laisser: si l'on veut encore coloniser les terres neuves, il faut y mettre le prix et recourir aux grands moyens nécessaires pour soutenir le courage des pionniers et leur assurer des chances raisonnables de succès.

Au dernier congrès de la colonisation, des experts ont rappelé les principaux moyens d'aider les colons. Les mémoires de colonisateurs, comme messieurs les abbés Bergeron et Neveu³, résument assez complètement la question. Ils ont demandé en somme de l'aide dans leur recrutement des colons par une publicité judicieuse et abondante, puis la construction des chemins et des ponts indispensables - et même des chemins de fer dans certains cas - des écoles, l'assainissement des terres humides, la distribution gratuite de grains de semence, et surtout, des primes de défrichement. Ils ont même touché un peu au crédit de colonisation.

Plusieurs de ces questions ont été discutées récemment dans cette Chambre, et je ne veux pas y revenir longuement. Qu'on me permette seulement de citer messieurs les missionnaires Neveu et Bergeron au sujet de la prime de défrichement.

M. l'abbé Neveu disait: "Parmi les moyens que le gouvernement a pensé mettre en honneur cette année pour stimuler le travail des colons se trouve la prime de défrichement.

"C'est une innovation très populaire. Cette libéralité, bien que minime - elle était à titre d'essai - a produit cependant un effet excellent. Et l'on peut en juger dès maintenant de ce que serait l'ardeur de nos colons au défrichement si la prime devenait assez forte un jour pour assurer la vie de la maisonnée durant la période ingrate des premiers travaux et dispenser le défricheur d'aller s'employer ailleurs. De l'avis de tous, la prime actuelle est manifestement insuffisante. Elle atteindra pleinement son but si on consent à la porter à dix piastres par acre du défrichement reçu pour l'émission des lettres patentes."

M. l'abbé Bergeron était non moins catégorique: "Le principe des primes au défrichement, dit-il, est accepté et mis en pratique, et je m'en réjouis, car rien n'est plus raisonnable. Le gouvernement donne des primes aux glaciers, aux beurreries, aux bons labours, et à une foule d'autres branches de l'industrie agricole, et je suis loin de l'en blâmer. Jamais on encouragera trop l'agriculture, la première et la plus importante des industries humaines.

"Mais la colonisation n'est-elle pas l'agriculture en herbe? En outre, la classe des colons n'est-elle pas généralement la plus nécessaire?

"Il me semble, disait aussi l'abbé Bergeron, qu'une petite prime à titre gratuit ou une prime plus élevée à titre onéreux, sans être usuraire, serait un bon placement pour l'État. Cette prime gratuite pourrait être de \$10 à \$15 l'acre."

M. Bergeron demandait aussi une aide spéciale pour la construction de la maison et des bâtiments de ferme, et il donnait des raisons fort justes à l'appui de sa proposition.

S'il y a un travail que l'État doit primer, c'est bien le défrichement fait sur un bon fond de terre. La richesse d'un pays ne consiste pas seulement en argent en caisse, mais un pays est riche aussi de la richesse de ses habitants. Une acre de bonne terre en culture ici, au Canada, vaut, selon qu'elle est plus ou moins éloignée des centres, sans compter les bâtisses, de \$50 à \$150. Le pays est donc plus riche de \$50 à \$150 quand une acre de bonne terre est mise en culture.

Cette aide à la colonisation au moyen de primes est tout aussi légitime et justifiée que la protection tarifaire accordée à maintes industries. Elle est, avec la distribution de quelques milliers de

piastres de grains de semence, la seule aide spéciale à titre gratuit accordée aux colons par le Trésor public. Loin d'en blâmer le gouvernement, tout le monde l'en approuve, car on sent que c'est une œuvre de justice sociale et de haute prévoyance patriotique d'aider les défricheurs qui agrandissent nos domaines agricoles. Un des plus beaux axiomes de la morale chrétienne dit que donner aux pauvres, c'est prêter à Dieu. Modifiant un peu cette formule, on peut dire que donner aux colons, c'est prêter à la patrie. Les deniers qu'on leur verse, ils les rendent en force et en grandeur nationales.

De là découle tout le problème de l'aide aux colons. L'honorable ministre de la Colonisation a compris l'importance de ce problème dès son entrée au ministère, alors qu'il a proclamé que la Colonisation avait fait le passé de notre race et qu'elle seule peut en assurer l'avenir. Pour étudier de plus près les difficultés et les détails de sa tâche, il est allé dans la chaumière des colons, et je puis dire qu'il y est demeuré dans le cœur de ces braves gens qui ont senti en lui un ami sincère mettant à leur service une intelligence claire et un cœur de patriote.

L'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) nous a dit au début de la session qu'il avait l'intention d'augmenter la prime de défrichement; et précisant davantage sa pensée, il déclarait récemment qu'il porterait cette prime dès cette année à \$8 l'acre, et probablement à \$10. S'il pouvait aujourd'hui nous promettre d'adopter ce dernier chiffre, je puis l'assurer que sa déclaration serait de celles dont on a dit *bis repetita placent*⁴.

Parlerais-je de l'aide à la colonisation qui pourrait être apportée par la construction de certains chemins de fer et l'organisation d'un système de crédit rural à long terme? Questions actuelles et combien brûlantes!

Sur la première, je me bornerai à rappeler les paroles que Sir Lomer Gouin prononçait à l'appui d'un projet presque identique, celui que j'avais l'honneur de défendre en cette Chambre il n'y a pas longtemps: "La locomotive, disait Sir Lomer Gouin, en 1912, est le plus puissant agent de colonisation. C'est la voie ferrée qui a le plus contribué au développement de l'Ouest canadien. Le Manitoba a autant de chemins de fer que la province de Québec. L'Ontario en a deux fois plus. La construction de voies ferrées s'impose si nous voulons mettre en valeur la partie septentrionale de notre domaine public. Le sol y est fertile, la forêt riche, les cours d'eau semés de chutes puissantes; l'agriculture, le commerce et l'industrie pourraient y fonder des foyers. Bref, une population nombreuse pourrait y

vivre dans l'aisance et l'abondance." Ces paroles du maître bâtisseur que fut Sir Lomer Gouin ne doivent pas être oubliées.

L'autre question actuelle à laquelle je désire référer brièvement, c'est celle du crédit rural, qui intéresse à un si haut degré les cultivateurs débutants. Le problème est complexe et difficile. Je sais qu'on doit en parler avec beaucoup de prudence, de crainte de faire naître des espérances et des convoitises exagérées dans la classe trop nombreuse de ceux qui sont portés à emprunter sans discernement. Mais il y a certaines réflexions qui s'imposent.

Nos colons ont souvent besoin d'argent, pour compléter l'organisation de leur ferme et en rendre l'exploitation profitable, par exemple pour s'acheter des troupeaux laitiers, construire de bons bâtiments, etc. La vente du bois de leurs défrichements ne leur laisse généralement pas assez de fonds pour pourvoir à ces besoins. Ils doivent donc emprunter, et quand ils y parviennent, c'est à des taux usuraires et ruineux. "Il n'y a plus d'argent pour les cultivateurs qui ont besoin d'emprunter", nous disent ceux qui ont observé l'état de choses actuel. Les villes et leurs entreprises drainent tout le capital vers elles à mesure qu'il se forme. Il est si facile d'acheter des obligations municipales, scolaires ou industrielles de nos villes quand on a un peu d'argent à placer, et ces obligations se revendent si facilement aussi, quand on a besoin de réaliser son argent.

Nous assistons donc à ce spectacle pénible pour les amis de l'agriculture que les villes s'organisent et se développent rapidement avec les capitaux et les habitants qui leur viennent de tous côtés, alors que les campagnes végètent, dépérissent par suite de cet exode continu de leur argent et de leurs populations.

Dans la plupart des pays européens, aux États-Unis et même dans plusieurs provinces canadiennes, on a institué, sous diverses formes, des sociétés ou banques de crédit rural qui contribuent à réagir contre la concentration des capitaux dans les villes. Chez nous, la plupart de ceux qui se sont occupés de la question semblent surtout favoriser le crédit rural, qui pourrait être fourni par nos caisses populaires.

On craint qu'une institution gouvernementale ne coure de trop grands risques d'insuccès au début, vu la mentalité d'une partie de notre peuple qui s'attend de ne jamais être obligé de rendre ce qu'il a reçu du gouvernement. Si cette mentalité, malheureusement encouragée parfois par des politiciens mal inspirés, devait garder une forte emprise sur notre population, il faut bien admettre que le crédit gouvernemental serait dangereux.

Les caisses populaires sont des institutions dignes des plus grands encouragements, et je souhaiterais d'en voir fonder dans toutes les paroisses. Elles peuvent fournir du crédit à court terme et même, dans bien des cas, du crédit à moyen terme. Mais leur organisation et leurs ressources actuelles ne leur permettent pas de faire du crédit à long terme.

Or, cette dernière forme de crédit est souvent essentielle aux agriculteurs. Les autres industries, aidées et dirigées avec une intelligence supérieure par nos banques, se développent et grandissent au point que le Canada est devenu l'un des grands pays industriels de l'univers, tandis que l'industrie agricole est abandonnée à ses propres ressources. Elle est même privée d'une partie des ressources financières qui devraient être naturellement à sa disposition, et elle reste dans un état de stagnation faisant contraste avec le progrès des autres branches de l'activité nationale.

Les dépêches d'Ottawa nous annoncent que le gouvernement fédéral, qui a fait étudier la question depuis deux ans, est disposé à favoriser l'établissement d'un crédit rural à long terme, de façon que l'agriculteur canadien puisse jouir des avantages du crédit dont il a besoin, tout comme les autres classes de la nation. En vérité, il convient que ce système soit établi par le gouvernement fédéral, car c'est le pouvoir central qui a mission de légiférer en matière de banque, de commerce, de tarif et de crédit.

Le Parlement canadien a refondu l'an dernier la loi des banques et a assuré à celles-ci le renouvellement de leur franchise pour une certaine période. Il a bien fait, car notre système bancaire est essentiel à notre progrès industriel et commercial. Nos législateurs doivent maintenant créer un système qui assure aux cultivateurs une aide financière analogue à celle que reçoivent des banques les industriels et les commerçants. Cela ferait plus pour rétablir l'équilibre économique et mettre fin à la crise que toutes les mesures fiscales que l'on pourrait imaginer.

M. l'Orateur, je n'ai voulu qu'effleurer les sujets dont je viens de parler. Mais ces quelques réflexions que j'ai eu l'honneur de soumettre à la Chambre suffisent, il me semble, à rappeler que l'œuvre de la colonisation comporte de multiples problèmes économiques et sociaux d'une importance nationale. Je suis donc très heureux de penser que ceux qui en ont la direction sont à la hauteur de la tâche, et de constater que notre politique de colonisation devient d'année en année plus large et plus généreuse.

L'opinion publique verrait avec satisfaction le budget de la colonisation absorber plus que 3 % ou

4 % du budget total de la province, car elle estime avec raison que la mise en valeur de nos régions nouvelles est l'un des meilleurs moyens d'enrayer le fléau de l'émigration rurale vers les villes et l'étranger, et que l'établissement de nos fils de cultivateurs sur nos terres neuves est l'un des moyens les plus propres à conserver la santé physique et morale de notre peuple.

Quelqu'un a déjà dit que la colonisation est une religion pour les Canadiens français. Eh bien! M. l'Orateur, j'en suis de cette religion, et j'entends bien continuer à la prêcher, car je crois que le salut de notre race dépend surtout du maintien d'une forte réserve de terriens, d'habitants solides, solides de muscles, solides de cœur, solides de tête, dignes héritiers de ceux qui ont accompli le miracle français au Canada, seuls capables peut-être de le continuer.

(Applaudissements)

M. Langlais (Témiscouata): Je regrette, dit-il, que cette motion soit présentée si tard au cours de la session. Je félicite l'honorable député de l'Abitibi (M. Authier) d'avoir eu le courage de dire que les colons de la province de Québec avaient envoyé des requêtes au gouvernement pour obtenir des primes de défrichement qui pourraient les aider en ce moment, et des crédits agricoles. Nous avons demandé que la prime de défrichement soit de \$10, et même de \$15 et \$20. Le défrichement donne \$20 de plus-value à une acre de terre. Les cultivateurs ont besoin d'une prime d'au moins \$10, \$15 ou \$20. Le secours de \$30,000 que l'on a donné en primes de défrichement n'est pas suffisant. Le gouvernement peut faire mieux. Il y aurait moyen d'établir une aide efficace aux colons.

Je n'ai pas coutume de faire des compliments, mais si le gouvernement avait invité les fils de la terre à quitter les villes où ils sont allés demeurer, la colonisation aurait fait des progrès. Je félicite de nouveau le député de l'Abitibi. C'est la première fois que nous entendons une voix à droite dire que la colonisation a besoin d'aide en cette province. J'espère que le ministre de la Colonisation méritera tous les compliments qu'on lui a faits en augmentant la prime de défrichement à au moins \$10 ou \$15 l'acre.

(Applaudissements)

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je félicite moi aussi l'honorable député de l'Abitibi de son magnifique discours. Il a émis des idées que nous accueillons avec beaucoup de bienveillance de ce côté-ci de la Chambre. (En souriant) Je regrette que l'honorable député de Témiscouata en ait profité

pour charger contre nous et conclure que le gouvernement n'a pas aidé la colonisation. Jamais un gouvernement n'a fait autant pour la colonisation que le gouvernement actuel a fait depuis cinq ans pour les colons. Mais quoi que nous fassions, le député de Témiscouata (M. Langlais) ne sera jamais content, du moment que cela viendra de nous.

Il nous reproche de ne pas donner plus de \$6 en prime de défrichement. Mais il est impossible, dans une question comme celle-là, d'aller très vite. Cette prime de défrichement a été réclamée il y a 30 ans par l'honorable sénateur David⁵. Mais des colonisateurs célèbres, dont l'abbé Labelle⁶, se sont opposés catégoriquement, dans le passé. Ce dernier ne voulait pas d'aide en argent au colon et, pourtant, c'était un patriote. On voulut tout laisser au courage et à la vaillance de nos compatriotes. Cependant, nous avons voulu tenter le système.

Depuis un an et demi, nous avons payé \$91,000 aux colons. Nous avons d'abord payé \$2, ensuite \$4, puis \$6 l'acre. Nous ne nous arrêterons pas en chemin. Notre intention est de porter la prime à \$8 et, plus tard, lorsque le budget de la colonisation le permettra, si nous avons suffisamment d'argent pour construire les routes et bâtir les écoles qui nous seront demandées par les régions de colonisation, j'espère que nous pourrions accorder une prime de \$10. Cela pourrait peut-être se faire même cette année. Je n'ai qu'un seul regret, c'est de ne pouvoir donner cette somme tout de suite.

Je m'accorde avec l'honorable député de l'Abitibi (M. Authier) pour dire que les chemins de fer sont nécessaires à la colonisation. Je m'entends absolument avec lui sur le principe. Sans le Transcontinental, nous n'aurions pas assisté à ce merveilleux développement de l'Abitibi. J'espère que toute la région recevra une impulsion nouvelle de l'embranchement qui sera bientôt construit d'O'Brien à Rouyn. Grâce à cette artère, nous aurons là de nouvelles richesses agricoles et minières.

Quant au crédit rural, il est vrai que nos agriculteurs en ont besoin. Les caisses populaires peuvent pourvoir aux exigences ordinaires de nos gens, mais les crédits à long terme restent toujours un grave problème.

J'espère que le gouvernement fédéral y trouvera une solution bientôt, afin que nous puissions aider les cultivateurs et les colons. Ils ont besoin de crédit à long terme. Toutefois, ne nous faisons pas illusion. Le crédit gouvernemental n'a pas toujours été un succès où il fut employé. Dans l'Ouest, au Manitoba en particulier, il a donné lieu à une foule d'abus.

En attendant une autre institution, je crois que nous devons avoir recours aux caisses populaires et que chaque paroisse de l'Abitibi en bénéficiera. Les caisses populaires font une bonne œuvre en ce moment et j'espère qu'on en établira partout où elles peuvent être utiles à nos colons. Pour nous, nous plaçons au-dessus de toute autre question l'intérêt de l'agriculteur et du colon, et nous les aiderons jusqu'à la limite du possible pour qu'ils poursuivent leur œuvre nationale en cette province.

(Applaudissements)

M. Authier (Abitibi): Je tiens à remercier l'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) de ses bonnes paroles. Nous avons reconnu dans son discours cette bonne volonté et ce dévouement à la cause de la colonisation qui l'ont rendu cher à toutes les parties de la province.

(Applaudissements)

La motion est adoptée.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Langlais (Témiscouata): Personne ne nie qu'il y ait une crise agricole en ce moment. Cette crise est causée par la politique d'imprévoyance du gouvernement et j'ai l'honneur de proposer l'amendement suivant: "Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les mots suivants:

"Cette Chambre est d'avis que, tenant compte de la crise économique qui affecte la province et tout particulièrement les municipalités rurales, et vu l'accroissement constant des revenus de la province, provenant de nouvelles taxes ainsi que du commerce des liqueurs, le gouvernement devrait aider davantage ces municipalités en diminuant plus efficacement les charges résultant de l'amélioration des chemins; en classifiant tous les chemins et routes en vue d'en limiter la servitude ainsi que le coût de construction, de réfection et d'entretien, selon leur importance et suivant les moyens et les besoins des municipalités et des contribuables."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Bray, Crépeau, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Patenaude, Plante, Renaud, Sauvé, Smart, Tétreau, 19.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bercovitch, Bernard, Bordeleau, Bouchard, Bullock, Caron, Charbonneau, Côté, Daniel, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Fortier, Galipeault, Guillemette, Hamel, Lafrenière (Berthier), Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, Lortie (Labelle), Madden, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Moreau (Lac-Saint-Jean), Morin, Nicol, Ouellet, Perrault, Philips, Pilon, Saurette, Taschereau, Thériault, Thurber, Tourville, 42.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte et se forme en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour entretien, etc., des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Quand la nouvelle aile du parlement sera-t-elle prête? Aurons-nous une galerie plus grande pour le public, l'an prochain?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
Dès le 1^{er} mai, nous occuperons la nouvelle annexe du parlement. Nous y placerons les bureaux qui obstruent l'entrée d'une galerie, et vous serez satisfaits.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): (En souriant)
À propos, j'ai remarqué sur le frontispice du nouveau palais de justice de Montréal une inscription latine qui me paraît amusante. Il y est écrit en grosses lettres de pierre: *Frustra qui legem*, soit en français: "C'est en vain qu'on s'adresse à la loi..." Il me semble qu'on a oublié un *non* avant le mot *frustra*.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
(En souriant) La chose serait plus qu'amusante si mon honorable ami avait la traduction exacte; mais il y perd son latin, car l'inscription signifie: "C'est en vain qu'on s'adresse aux tribunaux si on méprise la justice".

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce doit être une excellente inscription puisque les avocats ne s'entendent pas là-dessus.

(Rires)

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Il me semble que les dépenses de Spencer Wood sont trop élevées. Le chiffre de \$80,000 me paraît extraordinaire.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
On se rappelle que Spencer Wood fut donné par le fédéral au provincial, à la condition expresse qu'on en fit la demeure du lieutenant-gouverneur. Nous ne pouvons donc l'en déloger. En outre, à ceux qui trouvent la maison trop dispendieuse, je conseillerai d'aller voir en Ontario, où, ces années dernières, on a fait le palais vice-royal au coût de \$2,000,000. Et, pour l'entretien de cet édifice, on payait, en 1923, la somme de \$56,000.

Dans toutes les capitales du monde, les gouvernements ont cherché à embellir les capitales. Ici, nous n'avons rien fait pour la cité. Pourquoi n'entretiendrions-nous pas la splendeur de Spencer Wood?

Nous contribuons pour tant d'autres objets: monuments, tourisme, bourses, congrès d'ouvriers... Pourquoi pas pour cette demeure magnifique dont le site enchante les milliers de visiteurs qui passent dans la Vieille Capitale? Sans compter que tous nos concitoyens y trouvent toujours, auprès du lieutenant-gouverneur actuel, la plus charmante hospitalité.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Je n'en ai aucun doute.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)
parle alors des dépenses qui sont nécessaires. En passant, il mentionne que la Législature elle-même coûte \$3,000 par jour à la province.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Il me semble qu'en 1897, les dépenses de Spencer Wood étaient moins considérables.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
En 1883, on dépensait \$29,000 pour Spencer Wood et le budget de la province, qui est de plus de \$20,000,000 aujourd'hui, était de moins de \$5,000,000.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Quel est le parti qui a toujours voulu garder Spencer Wood?

M. Tétreau (Montréal-Dorion): En 1897, on dépensait \$14,000 pour entretenir Spencer Wood, et les libéraux criaient à la dépense et promettaient d'abolir la maison vice-royale.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, mais l'honorable député ne sait-il pas que, cette année-là, le gouvernement conservateur avait un déficit de \$800,000?

(Rires)

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Si mon honorable ami de Montréal-Dorion voulait proposer l'abolition de Spencer Wood, je voterais contre. Franchement, voulez-vous qu'on abolisse Spencer Wood?

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Pas pour le moment, mais je demande simplement qu'on dépense un peu moins. Il fait l'éloge du lieutenant-gouverneur actuel et donne des chiffres sur le budget voté pour Spencer Wood: en 1915, \$30,000; en 1916, \$43,000; en 1917, \$52,000; en 1918, \$58,000; en 1918, \$70,000⁷; en 1919, \$57,000; en 1920, \$57,000; en 1921, \$51,000; en 1922, \$68,000; en 1923-24, \$100,000.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Soyons de bon compte. Nous avons dépensé \$80,000. Là-dessus, nous avons acheté pour \$30,000⁸ en effets mobiliers qui, désormais, appartiendront entièrement à la province. Est-ce vraiment exorbitant? En 1883, le gouvernement du temps dépensait \$30,000 pour l'entretien seulement du château. Cette somme, à l'époque, valait beaucoup plus qu'aujourd'hui. Je me demande si, avec \$30,000 il y a 30 ans, on n'achetait pas plus que pour \$100,000 aujourd'hui. Tout a changé dans l'économie. L'indemnité d'un député n'était autrefois que de \$500.

On ne peut comparer les dépenses de ces dernières années avec le temps passé. Autrefois, les lieutenants-gouverneurs venaient à Spencer Wood avec leur mobilier. Depuis quelques années, le gouvernement a meublé Spencer Wood, et tout ce qui est là appartient à la province. Ces dépenses ne se répéteront pas. Les lieutenants-gouverneurs ne dégarniront plus Spencer Wood. Considérez que Spencer Wood a 45 chambres et que, pour tout meubler et entretenir, il faut du capital.

Mon honorable ami a sans doute une maison somptueuse. Il sait ce que cela coûte. D'ailleurs, on ne meuble pas tous les ans. Les dépenses de Spencer Wood sont motivées par l'honneur de la province et par son bon renom. C'est un bel endroit de visite pour les touristes.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): N'empêche que les libéraux voulaient autrefois supprimer Spencer Wood.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est parce qu'on n'avait pas les moyens d'élever cet enfant-là, dans le temps.

(Rires)

Si les libéraux s'en plaignaient, c'est qu'on avait besoin d'économiser pour arriver.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On en a encore besoin.

Un député ministériel: Pas au point d'être pingres!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre s'est dit le disciple de la vieille école libérale de Mercier. Or, Mercier voulait l'abolition de Spencer Wood et du Conseil législatif. À cette condition-là, il était même prêt à faire un gouvernement d'union avec Chapleau.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Il faudrait prouver cela!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): *La Patrie* de l'époque reprochait à l'honorable M. Mercier de trop s'approcher du gouvernement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Moi, ce ne sont pas des articles de journal que je montrerai, mais des lettres authentiques.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est de l'histoire que je fais.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Ce sont des histoires.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. le président, j'ai écouté avec plaisir la profession de foi conservatrice de l'honorable ministre des Travaux publics (M. Galipeault). Je ne suis pas pour l'abolition de Spencer Wood, mais je tiens à rappeler à nos honorables amis de la droite leur politique d'autrefois. Les libéraux, qui veulent faire maintenant de Spencer Wood une résidence princière mais qui, comme M. Turgeon, se disaient trop démocrates pour garder un château, en 1897...

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Qu'est-ce que vous leur répondiez?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous leur répondions que Spencer Wood était une vieille institution que l'on devait conserver.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
(En souriant) Alors nous sommes d'accord.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui, parce que vous avez emprunté la politique des conservateurs. Bien entendu, la personnalité du lieutenant-gouverneur n'est pas en cause. Ah! Si les libéraux étaient de ce côté-ci de la Chambre, on les verrait critiquer de pareilles dépenses. Ah! Si le premier ministre retrouvait sa verve d'autrefois, avec sa plume...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
On vous les a ôtées, vos plumes.
(Rires et applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (En souriant)
Je ne parlerai plus de la plume de l'honorable premier ministre. Je tiens à signaler que le Parti libéral est arrivé au pouvoir en réclamant l'abolition de Spencer Wood et, qu'aujourd'hui, il y donne l'exemple du manque d'économie.

Je considère que c'est une erreur de la part du gouvernement d'augmenter les dépenses en un temps de crise...

Je me représente le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) se parlant à lui-même, pour trouver comment améliorer la résidence du lieutenant-gouverneur.

(Rires de la Chambre)

Économisez donc et donnez-en l'exemple au peuple, au lieu de dépenser sans compter pour un endroit de luxe. Je suis cependant en faveur d'une résidence pour le lieutenant-gouverneur. Mais qu'il ait une maison comme les autres à Québec!

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

Mariages

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 161 concernant la célébration des mariages.

Adopté.

En comité⁹:

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Cette loi est extrêmement dangereuse et elle ouvre la porte à des nombreux abus. Elle va très loin. De plus, comme elle s'applique aux causes pendantes, elle enlève à certaines gens le droit de faire annuler leur mariage avec de bonnes raisons. Ils se trouvent privés de ce droit par cette législation.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Elle est conforme à la morale.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Nous qui adhérons à la foi juive croyons, tout comme les catholiques romains, que c'est devant Dieu que les gens s'unissent, et nous aimerions que ces mariages soient validés.

Il n'est ni juste ni raisonnable d'annuler tous ces mariages et de rendre illégitimes aux yeux de la loi les enfants issus de ces unions, pour des motifs techniques, parce que ces mariages ont été célébrés et les certificats de mariage délivrés par certains rabbins établis à Montréal, qui ne connaissaient pas les exigences juridiques.

Je connais personnellement un rabbin qui a célébré 1,500 mariages juifs durant un mandat de 10 ans à Montréal. Les parties aux mariages reconnaissent leur caractère légal et je ne vois pas pourquoi on ne devrait pas les valider.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je crois que la loi est trop large, trop générale, en ce qu'elle valide les mariages célébrés dans le passé. Ne pourrait-on pas attendre à l'an prochain?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Le bill est étudié en retard parce que le député de Montréal-Saint-Louis a voulu le faire modifier et que les modifications n'ont pu être prêtes plus tôt. Le bill n'atteindra que les mariages juifs.

La loi dit que tout mariage doit être célébré par un ministre qui est sujet britannique. Or, il y a un grand nombre de Juifs qui ont été mariés par des ministres qui n'étaient pas sujets britanniques. Nous ne disons rien pour l'avenir. Mais on nous propose tout simplement de valider les mariages juifs célébrés par des ministres non sujets britanniques. Je

crois que nous ferions une bonne œuvre en adoptant le projet.

La légitimité des enfants issus de parents qui ont été mariés par des rabbins n'est pas la seule considération. Il faut corriger cette erreur immédiatement. Je regrette qu'on ne dispose pas de plus de temps pour discuter de la question, mais cette loi est essentielle; il faut l'adopter.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) parle du nombre de lettres reçues par le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) sur la question.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La loi est nécessaire parce qu'elle est d'intérêt public, familial et national. Il n'est pas question du nombre de lettres reçues par le député de Montréal-Saint-Louis, mais de savoir si cette loi est une bonne loi. Les lettres reçues font foi de l'intérêt que portent à la question un certain nombre de personnes, sans plus.

Si la loi est bonne, elle l'est pour tout le monde. La loi doit s'appliquer aux causes pendantes, et elle entrera en vigueur demain, lors de sa sanction par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, au moment de la prorogation.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Nous enlevons cependant à un des époux, qui aurait raison de demander l'annulation de son mariage, le droit que lui confère notre Code civil.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): De deux maux, il faut choisir le moindre. Et je crois que c'est là le moindre mal.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Il me semble qu'il n'y a là qu'une erreur à corriger.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Il y a des causes pendantes qui seront affectées. Il y a des époux qui ont réclamé l'annulation en vertu de cette erreur. Je ne veux pas empêcher les israélites, dont les mariages peuvent être annulés à cause de cette bizarrerie de la loi, de les faire légaliser. Mais ils ont un moyen tout trouvé: c'est de faire recélébrer leur mariage par un ministre qui est sujet britannique.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Ne nous occupons pas des gens de mauvaise foi. Il me semble qu'au point de vue moral, nous devons adopter ce bill.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre ajourne ses travaux à 6 heures.

Deuxième séance du 2 avril 1925

Présidence de T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 30.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Francoeur) et du président des comités pléniers et Orateur suppléant (M. Laferté).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) soit élu Orateur pour la séance.

Adopté.

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Remboursement de droits:

Conseil de la ville de L'Assomption

M. Daniel (Montcalm) propose, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Saurette), que les droits ordinaires payés pour le bill 65 concernant certains règlements et procès-verbaux des délibérations du conseil de la ville de L'Assomption soient remis aux promoteurs, moins les frais d'impression et de traduction, vu que le bill a pour objet des dispositions toutes d'intérêt public.

Adopté.

Robert Fiset

M. Faucher (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), que les droits additionnels au montant de \$100 payés pour le bill 101 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Robert Fiset à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen, soient remis aux promoteurs, vu que les retards dans la présentation du bill proviennent de circonstances incontrôlables que les parties intéressées n'ont pu empêcher.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille huit cent soixante et onze piastres soit accordé à Sa Majesté pour frais d'administration (dette publique), pour l'année financière finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur du Conseil législatif, S.R.Q., 1909, article 152, pour l'année financière finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix-neuf mille trois cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitement, dépenses contingentes, etc., (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, S.R.Q., 1909, article 164, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour achats de livres (Bibliothèque), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille sept cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitement, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes des élections, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le greffier de la couronne en chancellerie et un commis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitement (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-sept mille trois cent quatre-vingt-huit piastres et quatre-vingts centins soit ouvert à Sa Majesté pour l'aide à la protection du public contre les maladies vénériennes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation pour le traitement des tuberculeux, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour timbres, licences, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour registrateurs: traitements et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour *Gazette*

officielle de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général (services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour agent de la province, à Ottawa: traitement, comprenant toutes ses dépenses de voyage et autres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour annuité à Mlle Marie Régina Drolet, par résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Barreau de la province de Québec; aide à la publication des rapports judiciaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas mille huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour officier spécial, Côte-Nord du Saint-Laurent; traitement et dépenses de voyage, (arrêté ministériel no 51 du 31 janvier 1896), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Association de tir de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Société d'archéologie et de numismatique de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Royal Military College of Canada Rifle Association, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Dr S.-P. Robins, principal, retraité de l'École normale McGill, allocation annuelle en vertu de l'arrêté ministériel no 800, du 21 décembre 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de géographie de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour conservatoire LaSalle de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour octroi en aide d'un service maritime sur la Côte-Nord et des Îles-de-la-Madeleine, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour octroi au collège classique de Sainte-Anne de la Pocatière (cinquième des cinq versements annuels), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service entre les Îles-de-la-Madeleine et Pictou, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour paiement de l'intérêt pour un an au 17 juin 1926, 3 % par année sur \$25,000, prix d'achat d'une cour à charbon, à Québec, acquise pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas treize mille deux cent cinquante-huit piastres et soixante-quinze centins soit ouvert à Sa Majesté pour juges de la Cour des sessions de la paix à Québec et à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des bureaux publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Demandes de documents:

Commission des liqueurs

M. Pellerin (Maisonnette) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Bray), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement ou la Commission des liqueurs de Québec.

Adopté.

Seigneurie du Lac Témiscouata ou Madawaska

M. Langlais (Témiscouata) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, plans, rapports entre le gouvernement et M. W. W. Thomas ou représentant, propriétaire de la seigneurie du Lac Témiscouata ou Madawaska, ainsi que MM. Fraser Co. & Sons, Murchie Co., ou autres personnes y intéressées, au sujet de l'échange de terrains avec la couronne, pour fins de colonisation avec des terrains de ladite seigneurie.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain à onze heures.

Adopté.

La séance est levée peu après 8 h 30.

NOTES

1. Ce malade est, pour M. Patenaude, le bill de Montréal.

2. Bien que *L'Événement* du 3 avril 1925, à la page 1, indique "Beauharnois", il semble plus probable qu'il

s'agisse soit d'un lapsus, soit d'une erreur d'édition, car le contexte suggère que M. Taschereau fait ici référence au député de Deux-Montagnes, M. Sauvé.

3. L'abbé A.-P. Neveu est un missionnaire-colonisateur employé par le gouvernement provincial pour s'occuper de colonisation, tout comme l'abbé Jean Bergeron (1868-1956), ordonné le 17 avril 1898, professeur au Séminaire de Chicoutimi (1898-1915). Curé à Tadoussac (1915-1918), puis missionnaire-colonisateur pour la région de Chicoutimi-Lac-Saint-Jean, auprès du gouvernement provincial (1918-1931). Président de la Société de colonisation de cet endroit, il fonde plus d'une quinzaine de paroisses. Au ministère de la Colonisation, il est directeur provincial du service des missionnaires (1931-1936) et chef de la section des secours et fins culturelles (1931-1956). Chanoine honoraire (1945), commandeur de l'Ordre du mérite agricole (1946) et du défricheur (1952). Auteur d'ouvrages sur les dimensions humaines, morales et historiques de la colonisation.

4. *Les choses répétées, redemandées, plaisent.* Aphorisme imaginé d'après un vers de *L'Art poétique* d'Horace (365) où le poète dit que telle œuvre ne plaira qu'une fois, tandis que telle autre répétée dix fois plaira toujours. (Petit Larousse Illustré, 1991, p. 1043).

5. Laurent-Olivier David (1840-1926), député libéral de Montréal-Est à l'Assemblée législative du Québec de 1886 à 1890. Sénateur de la division des Mille-Isles de 1903 à 1926. Père d'Athanase David, secrétaire de la province de 1919 à 1936. Écrivain et biographe, il a écrit plusieurs livres d'histoire.

6. Antoine Labelle (1833-1891), curé de Saint-Jérôme (1868), contribue fortement à la colonisation de la vallée de l'Outaouais. Figure emblématique du développement de cette région et de la colonisation, il devient sous-ministre de la Colonisation dans le cabinet Mercier (1888-1891).

7. *Le Devoir* du 3 avril 1925, à la page 1, indique deux montants pour l'année 1918. Nous n'avons pas été en mesure d'établir s'il y a erreur ou non.

8. Montant du *Soleil* du 3 avril 1925, à la page 16. *Le Devoir* du même jour donne une version différente: "\$58,000 pour l'ameublement et les réparations" de Spencer Wood.

9. Le comité se réunit sous la présidence de M. Bordeleau (Champlain).

Séance du vendredi 3 avril 1925

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Permis de tavernes

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Combien de permis de tavernes la Commission des liqueurs a-t-elle donnés dans la cité de Montréal pour l'année 1924?

2. Combien dans la ville de Québec?

3. Combien dans le reste de la province?

4. Quelle somme a-t-il été payé par les porteurs de licences de tavernes pour 1924?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. 306.

2. 57.

3. 211.

4. \$308,669.70.

J.-P. Bélanger

M. Dufresne (Joliette): 1. M. J.-P. Bélanger est-il encore à l'emploi du département du Trésor comme surintendant d'assurance et inspecteur des compagnies de fidéicommis?

2. Dans la négative, pourquoi a-t-il quitté ce service?

3. Quel était son salaire quand il a quitté ce service?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Non.

2. Démissionné.

3. \$2,700.00.

Remboursement de droits:

David Coveler

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), que les droits additionnels payés pour le bill 143 permettant à David Coveler d'être admis aux examens pour l'admission à la pratique du droit soient

remis aux promoteurs, vu que les retards dans la présentation du bill proviennent de circonstances incontrôlables que les parties intéressées n'ont pu empêcher.

Adopté.

**Loi 14 George V, chapitre 37,
Syndics d'écoles protestants d'Outremont**

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), que les droits ordinaires et additionnels payés pour le bill 144 continuant en vigueur la loi 14 George V, chapitre 37, soient remis aux promoteurs, moins les frais d'impression et de traduction, vu que le bill a été retiré.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 167 modifiant l'article 1880 du Code civil.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions et des taxes sur les corporations, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent quatre-vingt-seize mille quatre cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

M. Patenaude (Jacques-Cartier) attire l'attention du premier ministre sur le cas de M. L.-A. Bédard, le greffier de la Cour de pratique, à Montréal.

M. Plante (Beauharnois) plaide en faveur de M. L.-A. Bédard.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je promets qu'on s'occupera bientôt de M. L.-A. Bédard. Nous avons confié à M. Bédard un poste qui équivalait à celui d'un juge. Ses jugements ont été parfaits.

M. Plante (Beauharnois): Alors, que le gouvernement le paie!

M. Patenaude (Jacques-Cartier): C'est une question de justice pour M. Bédard ainsi que pour d'autres.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous n'oublions pas M. Bédard.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour frais d'administration (dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-sept mille cent trente-sept piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, S.R.Q., 1909, article 164, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque), pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-trois mille huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes: bureau du lieutenant-gouverneur, \$4,000; département du Conseil exécutif, service d'inspection de vérification, \$1,800; département du secrétaire de la province, \$10,000; département du Trésor, bureau du trésorier, \$1,000; département du Trésor, bureau des assurances, \$4,000; département du Trésor, bureau du revenu, \$2,000; département de l'Instruction publique, \$1,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour École polytechnique, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas treize mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles des sourds-muets et des aveugles: Institut Nazareth, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à la littérature et aux beaux-arts: livres de récompense, reliure, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour entretien, etc., des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour nettoyage des édifices de la Législature et des départements: traitements, dépenses contingentes, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour édifices de la Législature et des départements, construction d'un nouvel édifice sur la rue Sainte-Julie, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général, y compris les fermes de démonstration, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour sociétés d'agriculture, (en sus du montant autorisé en vertu des S.R.Q., 1909, article 1851, 5 George V, chapitre 29, section 1), pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour cercles agricoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour expositions, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers, 5 George V, chapitre 31, et 11 George V, chapitre 37, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-neuf mille deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour économie domestique (antérieurement écoles ménagères), pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour aviculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour apiculture et industrie du sucre d'érable (antérieurement apiculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Pêche et Chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour timbres, licences, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour

régistrateurs: traitements et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour *Gazette officielle de Québec*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général (services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas un mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour agent général de la province en Belgique, pour dépenses de bureau, (en sus du montant autorisé en vertu de 5 George V, chapitre 18, S.R.Q., 1909, article 712c), pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas six mille soixante-six piastres et onze centins soit ouvert à Sa Majesté pour commission concernant le système scolaire de l'Île de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Voies et moyens

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

1. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1925, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$1,422,223.11.

Adopté.

2. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1926, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$12,380,143.13.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Loi des subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 25 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1925 et le 30 juin 1926, et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Rapports de comités:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a siégé durant dix-huit séances. Un rapport complet et sténographié a été fait de toutes ses procédures et est soumis avec les présentes. Aussi une liste de tous les exhibits et les exhibits eux-mêmes, de A à J.J.J. inclusivement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Patenaude), que le rapport du comité permanent des comptes publics, ainsi que les témoignages qui

ont été donnés et les documents qui ont été produits à ce comité, soient imprimés comme appendice des *Journaux* de cette Chambre.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent mixte des impressions. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de faire faire les impressions suivantes: bills 38, 39, 40, 44, 16, 60 et 62.

Le rapport est adopté.

Travaux de la Chambre:

**Cour
supérieure**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il paraît qu'un certain projet présenté au cours de la session tendait à la centralisation judiciaire¹?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La Chambre l'a voté à l'unanimité cependant.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On dit qu'il avait été présenté à l'insu du leader du Conseil législatif (l'honorable M. Perron).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oh non! On ne lui en passe pas.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 161 concernant la célébration des mariages.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 25 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1925 et le 30 juin 1926, et pour d'autres fins du service public.

Suspension de la séance

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de faire part à cette Chambre que la séance est suspendue pour 10 minutes.

(Les députés discutent entre eux)

M. l'Orateur commande le silence en attendant le huissier à la verge noire.

(Les députés regagnent leurs places et restent silencieux pendant une minute)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) (avec la permission de l'Orateur) chante:

"Comme le dit un vieil adage,
Rien n'est si beau que son pays,
Et de le chanter c'est l'usage,
Le mien je chante à mes amis!

(Applaudissements de la Chambre)

Messages du lieutenant-gouverneur:

(Le huissier salue trois fois l'Orateur)

(Les députés frappent sur leurs pupitres à chaque salut)

Un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province est apporté par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, requérant la présence des députés de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

(Applaudissements de la Chambre)

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

Sanction royale

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill B du Conseil législatif modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement aux prix distribués dans les écoles;

- bill 2 modifiant la loi des mines de Québec;

- bill 3 modifiant les Statuts refondus, 1909;

- bill 6 concernant les Statuts refondus;

- bill 8 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers;
- bill 9 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement au paiement du lait et de la crème dans les fabriques de produits laitiers;
- bill 10 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec;
- bill 11 modifiant la loi des compagnies de Québec, 1920;
- bill 18 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'inspection des comptes des corporations scolaires;
- bill 23 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à certaines divisions d'enregistrement;
- bill 26 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la liquidation volontaire des compagnies à fonds social;
- bill 32 modifiant le Code de procédure civile relativement à la Cour du banc du roi en appel;
- bill 35 concernant les droits sur les successions;
- bill 37 modifiant l'article 584 des Statuts refondus, 1909, relativement aux enquêtes sur les affaires publiques;
- bill 38 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement aux enquêtes concernant la corruption municipale ou civique;
- bill 39 concernant certains paiements faits à la couronne;
- bill 40 modifiant la loi concernant le département de la Voirie;
- bill 43 modifiant les Statuts refondus, 1909, concernant la protection des édifices publics contre les incendies;
- bill 44 modifiant la loi pourvoyant à la fixation d'un salaire minimum pour les femmes;
- bill 45 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique;
- bill 46 modifiant la loi concernant l'émission et la vente d'actions, d'obligations et autres valeurs;
- bill 47 concernant l'octroi d'un certain subside à la municipalité du comté de Montmorency No 2;
- bill 48 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et l'Aide au sanatorium du Lac-Édouard, relativement à l'administration du sanatorium du Lac-Édouard;
- bill 49 modifiant la loi des cités et villes, 1922;
- bill 51 modifiant la charte du Montreal Diocesan Theological College et augmentant ses pouvoirs;
- bill 56 modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt;
- bill 57 modifiant la loi concernant la construction de l'église de la paroisse de Sainte-Catherine de Montréal;
- bill 68 modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay;
- bill 71 modifiant la constitution en corporation de l'Aide à l'Hôtel-Dieu du Saint-Sacrement;
- bill 72 constituant en corporation la ville d'Amos;
- bill 75 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal;
- bill 76 autorisant The Canadian Credit Men's Trust Association Limited à accepter et remplir les devoirs de syndic autorisé, curateur aux biens, liquidateur ou receveur des biens des personnes ou corporations en déconfiture, insolubles ou liquidant volontairement leurs affaires;
- bill 80 constituant en corporation la congrégation Beth Matisyohi Anshe Marmorosh Anshe Romania Congregation;
- bill 84 modifiant la charte de la ville de Saguenay;
- bill 89 modifiant la charte de The Canada and Gulf Terminal Railway Company;
- bill 90 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal;
- bill 94 permettant à la cité de Montréal d'exempter la Société des Chevaliers de Colomb et ses sociétés filiales de toutes taxes municipales à Montréal;
- bill 99 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec;
- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal;
- bill 102 concernant la succession de l'honorable Charles Wilson;
- bill 105 modifiant la charte de la ville LaSalle;
- bill 107 ratifiant le règlement numéro 195 de la ville de Coaticook;
- bill 112 modifiant la charte de la Compagnie de téléphone nationale;
- bill 114 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;
- bill 117 constituant en corporation la Compagnie de la Commission du pouvoir électrique du Nouveau-Brunswick;
- bill 118 constituant en corporation Quebec Great Northern Railway Company;
- bill 121 modifiant la charte de la cité de Verdun;

- bill 122 amendant la charte de la St. Francis Valley Railway Company;
- bill 123 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent;
- bill 125 constituant en corporation The Beth Israel & Samuel Congregation;
- bill 131 concernant la Société d'histoire naturelle à Montréal;
- bill 132 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 133 constituant en corporation The Abitibi Southern Railway Company;
- bill 134 constituant en corporation Chevra Thilim Linas Hazedek;
- bill 136 créant deux divisions d'enregistrement dans la division d'enregistrement du comté de Mégantic;
- bill 137 modifiant la charte de The Hebrew Maternity Hospital;
- bill 138 modifiant la charte de la cité de Hull;
- bill 139 modifiant la charte de la corporation du collège de Valleyfield;
- bill 140 modifiant la charte de la St. Maurice Lumber Company;
- bill 141 ratifiant certaines résolutions du conseil et des commissaires d'écoles de la cité du Cap-de-la-Madeleine et conventions entre les mêmes et la St. Maurice Paper Company Limited;
- bill 142 ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est, en date du 20 février 1925;
- bill 143 permettant à David Coveler d'être admis aux examens pour l'admission à la pratique du droit;
- bill 145 constituant en corporation Rouyn Mines Railway Company;
- bill 146 modifiant la charte de la cité de Granby;
- bill 150 concernant l'avis au greffier ou secrétaire-trésorier d'une municipalité, dans le cas de certaines mutations de propriétés;
- bill 153 modifiant l'article 987 du Code de procédure civile et les articles 227 et 318 du Code municipal;
- bill 159 modifiant l'article 724 du Code municipal;
- bill 160 modifiant le Code municipal;
- bill 161 concernant la célébration des mariages;
- bill 166 modifiant l'article 110 du Code municipal;
- bill 167 modifiant l'article 1880 du Code civil;
- bill 168 modifiant le Code de procédure civile relativement aux pouvoirs du protonotaire;

- bill 169 modifiant la loi dentaire de Québec;
- bill 170 modifiant la loi des accidents du travail de la province de Québec;
- bill 171 modifiant les articles 65, 72 et 73 des Statuts refondus, 1909;
- bill 173 modifiant la loi des cités et villes, 1922;
- bill 181 modifiant la loi concernant l'adoption;
- bill 183 modifiant la loi relative aux acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte;
- bill 184 pour encourager l'exploitation des minerais de fer;
- bill 185 concernant certaines subdivisions de terrains;
- bill 186 concernant les chefs-lieux des districts judiciaires;
- bill 187 concernant certaines obligations ou rentes inscrites du gouvernement de cette province;
- bill 188 modifiant la loi 14 George V, chapitre 56, relativement aux biens non imposables dans les municipalités;
- bill 189 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement aux syndicats coopératifs;
- bill 190 concernant les officiers et employés du gouvernement de la province;
- bill 191 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la création de forêts domaniales;
- bill 192 modifiant les Statuts refondus, 1909, au sujet du reboisement;
- bill 193 autorisant le lieutenant-gouverneur à faire certaines réserves le long des rivières à Saumon;
- bill 194 concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs;
- bill 195 modifiant la loi concernant les écoles catholiques de Montréal;
- bill 196 concernant les jurés;
- bill 197 modifiant la loi concernant les colporteurs;
- bill 198 modifiant la loi des licences de Québec;
- bill 199 modifiant la loi concernant la gazoline;
- bill 200 modifiant la loi de la chasse de Québec;
- bill 202 modifiant les articles 430, 431 et 432 du Code de procédure civile relativement au jury;
- bill 203 concernant l'appel à la Cour suprême du Canada et à Sa Majesté en son Conseil

privé, de l'opinion de la Cour du banc du roi (juridiction d'appel) sur des questions relatives à l'instruction publique, dans l'Île de Montréal;

- bill 204 modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la taxe sur les amusements;

- bill 205 modifiant la loi concernant les véhicules automobiles;

- bill 206 concernant l'Ordre du mérite agricole de la province de Québec et les concours du mérite agricole;

- bill 207 modifiant la loi de l'assistance publique;

- bill 209 concernant la tenue des registres de l'état civil par certaines Églises et congrégations protestantes;

- bill 210 modifiant la loi concernant la possession et le transport de liqueurs alcooliques;

- bill 211 modifiant la loi concernant les liqueurs alcooliques.

Le Greffier du Conseil législatif prononce la sanction royale sur ces bills comme suit:

Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

- bill 25 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1925 et le 30 juin 1926, et pour d'autres fins du service public.

À ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants: Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Après quoi il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de clore la deuxième session de la seizième législature de la province de Québec par le discours suivant:

Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

La session qui se termine est une des plus longues que la Législature de Québec ait été appelée à tenir en ces dernières années. Vous avez accompli

votre tâche avec une assiduité et un dévouement qui méritent d'être consignés dans nos annales parlementaires. Je suis heureux de sanctionner des lois préparées avec autant de soin et avec un souci aussi évident de bien servir les intérêts généraux de notre province.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie d'avoir mis à la disposition de nos divers services les crédits qui vous ont été demandés et à l'emploi desquels devra présider une rigoureuse économie.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Québec continue de jouir, en notre pays et à l'étranger, de la plus enviable réputation. Je forme des vœux pour que la Providence bénisse les louables efforts de notre population et pour que vos travaux aient tous les heureux effets que vous en attendez.

M. l'Orateur du Conseil législatif:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée; et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

La séance est levée à midi trente minutes.

NOTE

1. Selon *L'Événement* du 7 avril 1925, à la page 3, M. Sauvé fait allusion au bill 179 "qui permettait au lieutenant-gouverneur en conseil de décréter la tenue de termes de la Cour supérieure dans certains districts. Le but du projet était de permettre à un juge d'entendre à Québec des causes du district de Roberval. La Chambre l'adopta les yeux fermés mais, lorsqu'il arriva au Conseil législatif, le leader

du gouvernement, l'honorable M. Perron, ne voulut pas faire à l'Assemblée l'injure de tuer son projet. Il se contenta de le laisser sur le *Feuilleton* avant la seconde lecture et il y est resté jusqu'à la prorogation. Le chef de l'opposition eut vent de l'incident et, dans les dernières minutes de la session, il donna lieu au petit dialogue suivant à la Chambre."

